LEON DEGRELLE : PERSISTE ET SIGNE.

INTERVIEWS RECUEILLIES
POUR LA TELEVISION
FRANÇAISE PAR
JEAN-MICHEL CHARLIER.



JEAN PICOLLEC

DOCUMENTS DOSSIERS

OUVRAGES DEJA PARUS

Dassault, Douglas, Boeing et les autres, de Bernard Marck.
Le Défi soviétique, de Claude Durand-Berger.
Bucard et le Francisme, d'Alain Déniel.
Les Chevaliers de l'Apocalypse, de Germain Chambost (Grand Prix littéraire de l'Aéro-Club de France, 1980).
Une Enquête de police sur le Canard Enchaîné, de Christian Plume et Xavier Pasquini.
La Guerre des truands, de Claude Picant.
Le 23 mars 1979, une provocation politique, de Claude Picant.
Complots en France, de Jean Renaud-Groison.
Elysée sens interdit, de Jean Renaud-Groison.
L'Affaire de Broglie, de Jacques Bacelon.
Tout ce que vous direz pourra être retenu contre vous, de Sophie Huet.
Monsieur le Député, d'Alain Kéramoal.
Nous avons tué Mountbatten. L'I.R.A. parle, de Roger Faligot.
L'Argent nazi à la conquête de la presse française, de Pierre-Marie Dioudonnat.
Le Dictionnaire maçonnique, de Jean-André Faucher.
La Deuxième porte ou les derniers jours de la guillotine, de Michel Gonod.
Le Mythe de l'Hexagone, d'Olier Mordrel.
Le Réseau Curiel, de Roland Gaucher.
Vaincre les diabètes, de Maurice Frémont (repris en poche par *Marabout,* 1982).
Ben Bella... revient, d'Ahmed Ben Bella.
French Solo, de Maurice Castellani.

LÉON DEGRELLE : PERSISTE ET SIGNE

INTERVIEWS RECUEILLIES
POUR LA TÉLÉVISION FRANÇAISE
PAR JEAN-MICHEL CHARLIER

Editions Jean Picollec
47, rue Auguste-Lançon 75013 Paris
Tél. (1) 45 89 73 04

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE DE LEON DEGRELLE

Jeunes plumes et vieilles barbes de Belgique. Louvain, A l'Avant-Garde, 1928.
Les Flamingants. Louvain, A l'Avant-Garde, 1928.
Le Capital et ses responsabilités. s.d.
Mon pays me fait mal. (Poèmes). Louvain, A la Nouvelle Equipe, ill. d'Albert Raty. s.d.
Les Taudis. Préface de Paul Heymans, ministre du Travail. Louvain, Rex, 1930.
Histoire de la Guerre Scolaire, 1879-1884. D'après la « Lutte scolaire » de Verhaegen et divers documents de l'époque. Préface du cardinal Van Roey. Dessins de Hergé. Louvain, Rex. s.d.
Les Socialistes et la Guerre scolaire. Louvain, Rex, 1931.
Mes aventures au Mexique. Louvain-Paris, Rex, 1933.
Rex et la Flandre. Bruxelles, Rex, 1936.
Le Message de Rex. Bruxelles, Rex, 1936.
Face au danger. Bruxelles, Rex, 1936.
Philips, sénateur catholique, commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, banquier louche et faussaire démasqué. Kessel-Loo, L'Auteur, 1936.
J'accuse M. Segers. J'accuse le ministre Segers d'être un cumulard, un bankster, un pillard d'épargne et un lâche. Kessel-Loo, L'Auteur, 1936.
Mœurs de banksters rouges. Les 300 millions de la Banque du Travail. Coll. « J'accuse », n° 3. s.d.
Les Voleurs de la Banque Nationale. Bruxelles, Rex, 1937.
J'accuse Marcel-Henri Jaspar, menteur, pillard et faussaire. Bruxelles, Rex, 1939.
Degrelle avait raison. Bruxelles, Rex, 1941.
La Guerre en prison. Bruxelles, Ignis, 1943.
Aux armes pour l'Europe. Un appel aux Français! Ersatzkommando des Waffen-SS français, 1944.
La Campagne de Russie, 1941-1945. La Diffusion du Livre, Le Cheval Ailé, 1949.
La Cohue de 1940. Lausanne, Robert Crausaz, 1949.
La Grande bagarre. Flammarion, 1951 (roman publié sous le pseudonyme de Jean Doutreligne).
Les Ames qui brûlent. Postface de Gregorio Marañon. A la feuille de Chêne, 1964. Traduit en espagnol.
Hitler pour 1 000 ans. La Table Ronde, 1969.
Front de l'Est, 1941-1945. La Table Ronde, 1969. Traduit en espagnol, en italien, en néerlandais, en allemand.
Franco chef d'Etat. Braine-le-Comte, Ed. du Baucens, 1976.

ISBN : 2-86477-068-7

PREFACE

par Jean-Michel Charlier

Le 30 avril 1945, la prise de Berlin par les Russes consomme l'effondrement du IIIe Reich. Le grand rêve d'Hitler s'écroule sous un déluge de fer et de feu, s'ensevelit sous un monceau de ruines.

La Croix gammée cesse d'étendre son ombre orgueilleuse et menaçante sur l'Europe, et la voix de celui qui se voulait l'instaurateur d'un empire millénaire se tait, étouffée sous les décombres de la Chancellerie et du bunker. Après lui le flot du désastre va emporter tous les grands feudataires de l'Ordre nouveau.

Suicidés, pendus, fusillés ou rayés du monde par d'interminables années de prison, tous les grands premiers rôles entre lesquels Hitler entendait répartir souverainement tous les pouvoirs, sur une Europe nazie, forgée dans le sang.

Liquidés tous les « volksführers », gauleiters et autres « protecteurs » des pays alliés ou vassaux : Heydrich, à Prague, Franck, à Varsovie ; Tiso, en Slovaquie ; Seyss-Inquart, en Autriche ; Mussert, en Hollande ; Quisling, en Norvège ; Horthy, en Hongrie ; Pavelic, en Croatie ; Antonescu, en Roumanie.

Abattus les premiers, dès avant l'effondrement du Grand Reich : Mussolini et les principaux hiérarques fascistes.

Disparu en France le monde de la Collaboration : Pétain, Laval, de Brinon, Doriot, Darnand, Henriot, et tant d'autres.

De tous ces proconsuls, de tous ces hauts dignitaires, de tous ces « chefs de peuple », un seul a, miraculeusement, survécu, un seul vit encore, exilé, mais libre, malgré sa condamnation à mort : le « Volksführer » Léon Degrelle, ex-général des Waffen S.S., et ex-

chef du mouvement rexiste en Belgique, l'homme dont Hitler affirmait que s'il avait eu un fils, il eût voulu que celui-ci lui ressemblât.

C'est de mai 1976 que date mon premier contact avec Léon Degrelle. En réalité, je devrais dire le second. En 1937, — j'avais douze ans — l'un de mes oncles me traîna à l'un des grands meetings — en plein air — du chef de Rex, à Liège. Noyé au sein d'une foule innombrable et mouvante, je n'avais pu distinguer de lui qu'une lointaine silhouette gesticulante, perchée tout en haut d'une tribune monumentale, cernée de porteurs de balais. Les balais destinés à chasser les « pourris », comme le proclama alors l'orateur, durant deux bonnes heures d'horloge.

Je n'ai retenu de cette première rencontre avec Degrelle que le souvenir confus, et pourtant extraordinairement présent, d'une voix d'airain, mordante et sarcastique, d'un déferlement torrentiel, charriant de terribles coups de gueule, que les haut-parleurs faisaient éclater comme des coups de cymbale. Une voix qui faisait onduler et frémir une foule extasiée, électrisée, et qui tantôt la subjuguait, tantôt la faisait soudain rugir comme un flux grondant, lui arrachant des tempêtes de rires ou y soulevant d'interminables rafales d'ovations délirantes.

Très longtemps après, d'ailleurs, Robert Poulet (1), pourtant peu suspect de complaisance pour Léon Degrelle, m'a dit qu'au cours de sa longue carrière de journaliste, il avait eu l'occasion d'entendre les plus grands tribuns du XXe siècle : Jaurès, Briand, Goebbels, Blum et beaucoup d'autres, mais qu'aucun ne lui avait fait autant d'impression que Degrelle, qu'aucun ne l'égalait en magnétisme, en pouvoir de conviction, et de séduction sur les foules, à l'exception peut-être d'Hitler.

Quarante années passèrent, si chargées d'événements que j'avais depuis oublié Léon Degrelle.

En 1972, sous le titre général de « Dossiers Noirs », j'ai commencé à réaliser pour la Télévision française une série de grands reportages historiques, assez particuliers. Comme l'annonce le « carton » de début de chacune de mes émissions, ces dossiers sont consacrés à des « personnages hors du commun, mal connus, voire franchement ignorés du grand public, mais qui, dans l'ombre, ont souvent pesé d'un poids décisif sur l'histoire de leur pays ou de notre temps ».

J'ai ainsi consacré des « Dossiers » à des personnages très divers :

(1) Journaliste, écrivain, il désapprouvait le type d'actions prônées par Léon Degrelle. Il sera pourtant chassé de Belgique à la fin de la guerre !

au général Chennault (2) et à ses « Tigres volants » ; à Stavisky ; à Moïse Tschombé et à la sécession du Katanga ; aux pilotes mercenaires, depuis l'Ethiopie jusqu'au Biafra ; à Al Capone ; à Ménahem Begin et à son Irgoun Zvaï Léumi ; aux assassinats de John et Bob Kennedy et à celui de Martin Luther King ; au prince Borghèse et à ses hommes torpilles ; à William R. Hearst, tsar de la presse américaine ; à l'extravagant milliardaire Howard Hughes ; à Pancho Villa et à la révolution mexicaine ; à bien d'autres encore.

Ces émissions connurent un succès grandissant, et me valurent, à mon tour, les interviews de mes confrères journalistes.

En 1975, au cours d'une conférence de presse, quelqu'un me demanda soudain, à brûle-pourpoint : « N'avez-vous jamais pensé à consacrer un dossier à Léon Degrelle ? » Ma réponse fusa spontanément : « Un dossier sur Degrelle ? Autant manier de la dynamite ».

Certes, il était tentant et il m'était arrivé d'envisager de consacrer un « Dossier Noir » à celui qu'Hitler eût souhaité avoir pour fils. Il était l'archétype des personnages que je décrivais habituellement dans mes émissions. En protagoniste ou en témoin oculaire, il avait vécu des événements considérables. Il était l'un des très rares, et peut-être le seul, des survivants du nazisme qui pût consentir à parler, avec une totale sincérité, de ses contacts avec Hitler, Himmler, Mussolini et tutti quanti, et à s'expliquer publiquement, sans rien renier de ses convictions passées. Son témoignage pouvait être capital pour tenter d'approcher et de comprendre ce vertige collectif qui rameuta pour la croisade européenne de 1941 contre le bolchevisme des dizaines de milliers de jeunes Européens de tous bords, de toutes nationalités et de tous les milieux sociaux, ainsi que l'étrange phénomène qui envahit les esprits de tant d'intellectuels, de tant de chrétiens, de tant d'anti-Allemands, au point de les amener à adhérer inconditionnellement aux doctrines national-socialistes et aux idéaux de la S.S., jusques et y compris le sacrifice de leur vie.

Quelles que fussent a priori mes préventions personnelles, j'avais donc envisagé à diverses reprises la possibilité de faire de Léon Degrelle le sujet d'un de mes « Dossiers Noirs ». La difficulté de la tâche m'avait à chaque fois amené à y renoncer.

Trente ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, et aussi bien en France qu'en Belgique, il demeurait impossible de réaliser

(2) Avec ses pilotes mercenaires, il sauva la Chine en 1941 d'une totale occupation nipponne.

une émission de radio ou de télévision, impartiale et objective, consacrée à Pétain, à Laval ou à des ténors de la Collaboration, sans déchaîner, à coup sûr, des manifestations violentes, jusque dans les studios. (André Jammot en a fait maintes fois la triste expérience, aux « Dossiers de l'Ecran ».) Et les perspectives étaient pires en ce qui concernait Degrelle.

Je suis Belge et je sais de quoi je parle. A Liège, j'ai vécu toute la guerre et les tumultes de la Libération. Je sais la haine inexpiable et sans mélange que l'occupation allemande et la collaboration y allumèrent chez la plupart de mes compatriotes. A l'époque, jeune trotskiste idéaliste, j'ai moi-même partagé ce sentiment pour avoir vu des parents proches, des amis très chers, arrêtés, emprisonnés, déportés, mon père dénoncé trois fois à la Gestapo, et pour avoir, moi-même, été mis un an au travail forcé avant de rejoindre la Résistance.

Trente-cinq ans plus tard, cette exécration aveugle semble toujours aussi exacerbée chez beaucoup de mes compatriotes.

Seuls quelques-uns d'entre eux — et, chose singulière, surtout ceux qui ont combattu dans le camp des Alliés, avec l'idéal le plus pur et le plus désintéressé, comme le colonel de Lovinfosse, le soldat le plus décoré de Belgique et le chef de l'Intelligence Service en Belgique durant la guerre — se sont honnêtement interrogés et ont essayé, en conscience et en toute objectivité, de comprendre pourquoi tant de gens dont le patriotisme, le courage, la pureté d'intentions et la vocation du sacrifice étaient, a priori, au moins égaux aux leurs, ont pu, eux, passer dans le camp d'Hitler. Jusqu'à partager les théories du nazisme raciste. L'opportunisme, le hasard ou l'esprit de lucre paraissent des explications par trop courtes et trop simplistes.

En France, la situation est à peu près la même qu'en Belgique. A l'inverse de ce qui se passe aux Etats-Unis et en Angleterre, une craintive auto-censure pratiquée par tous les grands médias empêche qui que ce soit d'aborder sans parti pris certains problèmes.

Et jusqu'ici, si absurde et injustifiable que cela puisse paraître en pays démocratique, raisonnable et tolérant, il était à peu près impensable, même dans une perspective strictement historique, d'espérer traiter impartialement et objectivement, à la radio ou à la télévision, de tout ce qui touchait au nazisme.

L'intervention sur les ondes d'un survivant de l'aventure hitlérienne — même officiellement innocenté de tout crime de guerre, et témoignant sur des faits vieux d'un tiers de siècle — eût immanquablement suscité l'obstruction systématique et la fureur des professionnels de l'anti-germanisme et du pacifisme.

Qu'apparaissent dans une émission — autrement que sous les traits de fantoches sanglants ou haïssables — Hitler, Mussolini, Pétain, Laval, Skorzeny (1), Borghèse ou Rudel (2), et aussitôt planent les menaces d'interdiction ou de déprogrammation (3), justifiées par la crainte de manifestations violentes ou de réactions de certains milieux qui, pour hautement respectables qu'ils soient, sont incapables d'impartialité.

Il est certain qu'on entretient parmi les journalistes des grands médias la fausse impression que, même à trente ou quarante ans de distance, le grand public reste à ce point traumatisé par les séquelles de la Seconde Guerre mondiale qu'on ne peut lui proposer, sous peine de réactions brutales, que des œuvres orientées, même si plus de la moitié de ce public n'était pas né au moment des faits.

La radio et la télévision notamment considèrent auditeurs et téléspectateurs comme si immatures et dépourvus de sens critique, — voire de bon sens tout court — qu'elles s'interdisent, sur certains sujets, de soumettre à la réflexion et au jugement de leur auditoire témoignages non expurgés et documents dans leur authenticité brute et brutale. Chacun a pu en faire l'expérience maintes fois devant son poste de radio ou son petit écran. Encore que les choses commencent à changer, très lentement. Ce n'était pas le cas en 1976. Aussi n'était-il pas question que je me lance dans la réalisation d'un programme ayant pour personnage principal un général S.S., condamné à mort par contumace, réfugié dans la clandestinité et qui continue aujourd'hui à proclamer son attachement pour Hitler et pour le national socialisme, si révélatrice que puisse être une telle enquête, menée en toute objectivité.

J'avais lu plusieurs des livres de Léon Degrelle. Je savais de quelle façon il y « assassinait » certaines très hautes personnalités belges, disparues ou encore vivantes. C'était m'attirer gratuitement et avec certitude les pires ennuis que de tourner quoi que ce soit sur lui.

Voilà pourquoi, à la question insidieuse du journaliste qui m'interrogeait à ce sujet, je répondis sans hésiter que consacrer un « Dossier Noir » à Degrelle, c'était jouer avec de la dynamite.

Une semaine plus tard, je lisais avec stupeur sous la signature

(1) Responsable des missions spéciales de la SS ; notamment il fut le libérateur de Mussolini en 1943.

(2) Général qui commandait l'aviation d'assaut allemande durant la Seconde Guerre mondiale.

(3) Il suffit de se reporter à la récente affaire « Manouchian », interdite d'antenne durant trois semaines, sur veto des communistes français.

de ce reporter et dans l'hebdomadaire où il travaillait que « je préparais un Dossier Noir sur Degrelle et que je détenais à son sujet des documents inédits qui étaient de la dynamite » !

La plupart des interviewés sont les victimes innocentes et résignées de ce genre d'extrapolations. Les reporters des journaux à sensations sont coutumiers de ces trahisons. Ce n'était pas la première fois, hélas, que je me voyais attribuer par des confrères distraits ou un peu imaginatifs des propos que je ne leur avais jamais tenus. Je me contentai donc de hausser les épaules, de sourire, puis d'oublier l'incident.

Mais quinze jours plus tard, une lettre m'arrivait d'Espagne. Elle était de Léon Degrelle. En voici la teneur :

Léon Degrelle *Madrid, le 11 mars 1976*

Cher Monsieur,

J'ai lu dans Minute *que l'un de vos futurs « Dossiers Noirs » serait consacré à Degrelle.*

« Les documents que vous possédez sur lui sont de la dynamite », ajoute-t-on.

C'est bien possible.

Or il se fait que ce Degrelle, trompant les espérances de beaucoup, n'est pas encore tout à fait mort.

Il n'est donc pas aberrant de penser qu'un contact direct avec lui pourrait ajouter du piquant, voire de l'inédit dans votre dossier. Comme ce Léon Degrelle, c'est moi-même, je vous signale que je suis à votre disposition, sans chichis et sans conditions. Je vis une partie de l'année à Madrid (l'hiver) et, durant l'été, à la « Costa del Sol », près de Marbella. Il y fait beau et si, moi, je vous déçois, le pays certainement ne vous décevra pas.

Au fond, je ne sais pas du tout dans quel sens vous entendez réaliser votre travail. Peut-être désirez-vous simplement m'éreinter, sans plus, ce qui ne me dérange d'ailleurs pas du tout et même m'arrange souvent. Depuis trente ans que cela dure, j'y suis habitué. Mais même pour me tabasser, peut-être le direct est-il plus percutant.

De toute façon, je ne vous écris pas pour orienter de quelque manière que ce soit votre « dossier ». Simplement j'existe ; je ne voudrais pas qu'on dise après : « Ce bonhomme a disparu corps et biens (les biens, oui !) et nous n'y pouvons rien si certaines affirmations se sont révélées inexactes ». Je suis là, toujours bien vivant, heureux de piaffer, la dent dure, et, si vous le désirez, vous pouvez

vous en assurer, quand vous le voudrez, avec l'intention de m'entendre, de me défendre, ou de me pourfendre, comme bon vous semblera.

Moi, une visite d'un créateur original comme vous, ami ou ennemi, ne peut que me faire plaisir.

— A sus ordenes ! *comme disent les Espagnols.*

Amicalement vôtre.

Léon Degrelle

Je préparais précisément le tournage d'une nouvelle série des « Dossiers Noirs ». L'aventure devenait tentante. Le vieux démon du « scoop » exceptionnel qui démange chaque journaliste me tenaillait.

Je transmis la lettre de Léon Degrelle à la direction de FR 3, et proposai, sans la moindre conviction, d'explorer le sujet « juste pour voir ». Bien entendu, je ne cachai rien à mes mandants des problèmes que la réalisation d'un tel dossier pouvait soulever. A ma vive surprise, je reçus l'accord total, non seulement de la Chaîne, mais des coproducteurs qui participaient au financement de la série. C'est seulement alors que je répondis à Léon Degrelle, lui précisant que mon propos n'était ni de le défendre, ni de le pourfendre, mais de réaliser éventuellement, et sous certaines conditions, un travail rigoureusement objectif et honnête. Je l'informais que j'étais prêt à le rencontrer, mais qu'il ne devait en aucune façon considérer cette démarche comme un engagement — fût-il de principe — de pousser plus loin les choses. La Chaîne et moi-même ne prendrions de décision qu'après cette première prise de contact.

Léon Degrelle me marqua son accord sur tous ces points et, le 14 juin 1976, je débarquai à Madrid. L'ancien chef de Rex guettait mon arrivée sur le trottoir, devant l'immeuble qu'il habite sous un nom d'emprunt. Mince, nerveux, enjoué et parfaitement à l'aise, l'air d'avoir cinquante ans alors qu'il en comptait largement vingt de plus, il me pilota vers un appartement en terrasse, qui domine tout Madrid. Partout, des meubles magnifiques, des tableaux, des objets d'art, de précieuses antiquités et les souvenirs de l'épopée personnelle de l'homme politique et du soldat qu'il fut : drapeau rexiste, étendards de la S.S. Wallonie frappés de la croix de Saint-André, écartelés par les rouges bâtons de Bourgogne, décorations allemandes et, en bonne place parmi elles, la « Ritter-kreuz » avec feuilles de chêne.

Huit jours durant, je l'écoutai et le questionnai sans relâche,

attentif à ne jamais céder à son prodigieux magnétisme personnel, ni à son indiscutable pouvoir de séduction. Je dois à la vérité de reconnaître que non seulement il n'éluda jamais une seule de mes questions, même les plus embarrassantes, mais qu'il y répondit point par point, à fond et avec la plus complète franchise.

Nous avons tout abordé, y compris les aspects les plus noirs du nazisme : l'invasion de l'Ouest, le pacte germano-soviétique, puis sa dénonciation, les persécutions anti-juives, les camps de concentration, les représailles, les prises d'otages, les fusillades, les camps d'extermination en U.R.S.S., les bombardements terroristes, les pilonnages des V 1 et des V 2 sur Londres et Anvers, Dachau, Buchenwald, Auschwitz, les causes du désastre allemand, la personnalité d'Hitler et des grands chefs allemands.

Au risque de m'attirer les foudres des manichéens primaires pour qui un Allemand ne sera jamais qu'un « sale Boche » et pour qui un collaborateur ne sera jamais que totalement ignoble et haïssable quelles qu'aient pu être ses motivations, bref, pour des consciences impavides qui condamnent en bloc, sommairement et sans appel, tous ceux qui ont commis le crime inexpiable de ne pas penser comme elles, la simple loyauté et le respect de la vérité m'obligent à dire que j'ai eu en face de moi, pendant une semaine, un interlocuteur muré, certes, dans un refus hautain de concéder quoi que ce soit à l'adversaire, mais soulevé par une foi à ce point sans faille, par une si inébranlable conviction de sa vérité et une sincérité si totale qu'elles forçaient en tout cas le respect.

Je l'informai d'emblée que si, d'aventure, l'émission se réalisait, ce ne pourrait être qu'à la condition sine qua non qu'y participassent tous ceux qu'il mettait en cause et tous ceux que je jugerais indispensables au maintien d'une stricte impartialité dans l'information des téléspectateurs. Non seulement il souscrivit sans hésitation à cette exigence, mais insista lui-même pour que j'interroge ceux qu'il considérait comme ses pires ennemis : l'ancien auditeur militaire général Ganshof Van der Meersch et l'ex-chef du Front de l'Indépendance, l'ancien ministre communiste belge Fernand Demany.

Rentré à Paris, je fis part aux responsables de la Chaîne de ma visite à Madrid. L'intérêt documentaire et historique de l'émission leur parut tel qu'ils me confirmèrent leur intention de la réaliser. Il fut même décidé que le programme consacré à Léon Degrelle comporterait deux volets : l'un couvrant ses activités politiques en Belgique avant-guerre comme chef de Rex ; le second, son aventure politique et militaire de 1940 à aujourd'hui. A condition, bien

entendu, que ces deux programmes gardent, d'un bout à l'autre, une rigoureuse objectivité.

Mon tout premier soin fut de vérifier ce que m'avait solennellement affirmé Léon Degrelle : à savoir que jamais il n'avait été recherché, ni condamné comme criminel de guerre, ni même simplement poursuivi comme tel.

Je me fis communiquer les listes officielles, établies par les Alliés, les Allemands, les Israéliens, et surtout les Soviétiques, puisque, de 1941 à 1945, Degrelle avait combattu pratiquement sans interruption sur le front de l'Est. Je consultai également les listes établies par Simon Wiesenthal (1) et recensant tous les criminels nazis responsables de crimes contre l'humanité. Le nom de Degrelle ne figurait sur aucune de ces listes. L'ancien ministre de la Justice du gouvernement belge de Londres, Antoine Delfosse, devait d'ailleurs me confirmer plus tard, face à la caméra, que jamais Degrelle n'avait été un criminel de guerre, « au sens de Nuremberg ». L'exposé des motifs de sa condamnation à mort ne relève d'ailleurs à son égard aucune accusation de crime de guerre, voire de participation, quelle qu'elle soit, à une quelconque action de représailles.

En eût-il été différemment que j'aurais immédiatement renoncé à tout projet d'émission le concernant. Mais Léon Degrelle n'a été condamné à mort que pour avoir porté les armes contre les Alliés de la Belgique et avoir constitué une armée à cet effet.

Ce premier point établi, je pris contact avec les différents milieux dont Léon Degrelle avait fait mention au cours de nos entretiens : l'aide de camp de l'ex-roi Léopold III, le colonel baron van Cauwenberg ; l'ancien Premier ministre belge de Schryver, l'ancien ministre de la Justice du gouvernement belge de Londres, Delfosse ; le baron Rielandt, directeur de l'agence Belga ; le colonel de Lovinfosse, le soldat le plus décoré de Belgique, qui, avec l'autorisation écrite du Premier ministre belge de 1945, Achille Van Acker, prépara le rapt de Degrelle à Saint-Sébastien, et le juge Melot, un autre grand résistant belge, parachutiste dans les forces belges en Angleterre, qui prépara un autre kidnapping de Degrelle, en Andalousie cette fois. (Degrelle devait être conduit à Séville, d'où, avec la complicité de certaines autorités espagnoles, un avion devait le ramener en Belgique. Alertée, l'ambassade de Belgique à Madrid fit, sur ordre exprès de Paul-Henri Spaak, annuler toute l'opération.)

Quant à l'ex-ministre communiste Demany, il se défila.

J'ai également interviewé André Francotte, lui aussi engagé dans les Forces belges libres en Angleterre, puis détaché comme corres-

(1) Chasseur anti-nazi.

pondant de guerre auprès des Américains. C'est comme tel qu'il fut le premier, en 1945, à retrouver et à rencontrer Degrelle, alors interné à l'hôpital de Saint-Sébastien et à négocier avec lui les conditions de sa reddition à la justice belge, qui venait de le condamner à mort par contumace. J'interviewai enfin Robert Poulet, l'un des plus grands journalistes et des meilleurs écrivains belges de l'avant-guerre, qui n'a jamais porté Léon Degrelle dans son cœur et le ménage rarement.

Comme je voulais entourer mon émission de toutes les garanties possibles et lui assurer une rigoureuse objectivité, je rencontrai aussi, à plusieurs reprises, à Paris, puis à Bruxelles, l'homme que Léon Degrelle tient pour le pire de ses ennemis : l'ex-procureur général près de la Cour de Cassation, Ganshof van der Meersch, l'un des plus hauts magistrats de Belgique et de la Cour de Justice européenne de Strasbourg. Auditeur militaire général en 1940, c'est lui qui, en liaison avec le ministre de la Justice de l'époque, dressa les listes des suspects qui furent arrêtés à l'aube du 10 mai. Degrelle, mais aussi le leader des nationalistes flamands, Joris van Severen, figuraient parmi ces malheureux, livrés quelques jours plus tard à la Sécurité militaire française, et dont vingt-et-un furent massacrés près d'Abbeville. A la Libération, c'est lui qui organisa et supervisa les activités des tribunaux et des cours militaires, chargés de la poursuite et de la répression de l'incivisme en Belgique.

Ce n'est qu'après ce long travail d'enquête, de préparation et de documentation, complété par la lecture d'à peu près tout ce qui a été écrit sur le sujet qu'en octobre 1976, j'entamai le tournage de mes deux émissions.

Une semaine durant, à raison de huit heures par jours, à Madrid et à Saint-Sébastien, Léon Degrelle revécut littéralement sa vie et sa carrière devant mes caméras, mena à nouveau ses meetings, ses combats, ses discours avec une intensité, une passion, une conviction telles que l'épuisement laissait parfois à bout de forces ce grand blessé de guerre. Mais le matin suivant, les fatigues de la veille effacées, je le retrouvais plus gaillard et plus piaffant que jamais. J'enregistrai ainsi 72 boîtes de 120 mètres de pellicule (8 640 mètres), douze heures de film, et près de vingt heures de bandes-son.

Je disposais par ailleurs de milliers de mètres de films d'archives et de près de mille photos pour la plupart inédites. Le montage me prit cinq mois.

De tout ce matériel, je gardai deux heures et demie d'émission dont je pris soin de recouper dix fois les informations qu'elles renfermaient. Une fois terminé ce travail, je le soumis à l'approbation

de FR 3. Sous réserve d'une minime suppression et de l'ajout, en début du programme, d'un avertissement qui mettait en garde les téléspectateurs contre le redoutable talent oratoire de Léon Degrelle, et leur rappelait les terribles réalités de l'Occupation et du régime nazis, mes deux émissions reçurent l'approbation complète de la Télévision française.

Il ne me paraît pas inutile de signaler au passage qu'outre Maurice Cazeneuve, alors directeur de FR 3, les deux représentants de la Chaîne qui supervisèrent mes deux films et lui accordèrent « l'imprimatur » étaient M. Degliame Fouchet, alors responsable des émissions documentaires, grand résistant communiste pendant la guerre, puis nommé haut-commissaire en zone d'occupation française en Allemagne, et Mme Michèle Rebel, qui durant toute la guerre servit dans les Forces françaises libres en Angleterre.

Les deux parties de mon « Autoportrait d'un fasciste » furent projetées en avant-première tant en Belgique qu'en France, devant des auditoires de plus en plus vastes et qui comportaient nombre d'adversaires irréductibles de Degrelle.

En Belgique notamment, plusieurs avocats spécialisés, le président de la Ligue des Droits de l'homme, un membre du cabinet du Premier ministre Léo Tindemans, de hautes personnalités juives, des hommes de gauche, de très nombreux journalistes et notamment les membres de l'association de la Presse européenne, de nombreux résistants tel le général Henri Bernard, président d'honneur du Comité d'action des Forces belges de Grande-Bretagne regroupant la Fédération nationale des anciens combattants de la Brigade Piron (1), des agents parachutistes et bien d'autres organisations patriotiques, virent mes deux émissions.

Si, bien sûr, beaucoup de ces spectateurs n'ont pas modifié leurs sentiments vis-à-vis de Léon Degrelle, tous pourtant me marquèrent leur approbation, pour ne pas dire leur enthousiasme, et s'accordèrent unanimement à reconnaître l'impartialité et la totale objectivité de mon travail.

Il en fut exactement de même en France, où près de trois cents personnalités eurent la primeur de mes émissions au cours de plusieurs projections privées. Parmi les spectateurs, des parlementaires, de nombreux amis juifs, des résistants, des journalistes et écrivains de gauche, voire d'extrême gauche.

FR 3 avait programmé les deux émissions d' « Autoportrait d'un fasciste », et déjà de nombreux journaux avaient envoyé leurs reporters recueillir en Espagne des interviews de Degrelle qu'ils comp-

(1) Elle constituait les forces belges libres en Angleterre.

taient publier en avant-première quand, subitement, la Chaîne décida d'ajourner sine die leur diffusion.

La raison ?

Un invraisemblable concours de circonstances. D'abord, une interpellation au Parlement français du député communiste Ducolonné, accusant une autre émission consacrée à Eva Braun, maîtresse puis épouse d'Hitler, de banaliser le nazisme. C'était faux. Mais l'ire des communistes avait été déchaînée par deux faits rapportés dans ce film : le rappel de l'agression de l'Union soviétique contre la Pologne en 1939, peu après que les nazis l'eussent envahie. Et l'évocation par le colonel S.S. Schultz, aide de camp de Ribbentrop, des rapports cordiaux qu'il avait personnellement entretenus avec Staline, Molotov et Béria, lors de la signature du pacte germano-soviétique dont il avait été le témoin oculaire, en août 1939, pacte qui garantissait au Reich la fourniture de flots de pétrole russe, pour son offensive à l'Ouest, quelques mois plus tard.

Simone Veil représentait le gouvernement au Parlement, le jour de l'intervention de Ducolonné. Elle n'avait pas vu l'émission sur Eva Braun. Elle n'eut jamais la simple honnêteté de se la faire projeter. Emportée par la douloureuse et légitime passion qui la saisit immanquablement au souvenir des années noires du nazisme, dont elle a subi personnellement et tragiquement les méfaits, elle préféra souscrire aveuglément aux accusations des communistes, condamna une émission dont elle ne savait rien. Et Raymond Barre, alors Premier ministre, sans s'informer davantage et sans savoir lui non plus de quoi il retournait, lui emboîta le pas.

Détail savoureux : cet incident détermina la Télévision française, qui s'y était énergiquement refusée jusque-là, à acheter et à diffuser précipitamment la série américaine « Holocauste », consacrée au massacre des Juifs.

A cette première circonstance, s'ajoute une autre coïncidence : la publication par *Paris Match* d'une interview visant manifestement à produire un effet de scandale et arrachée à la démence sénile de Darquier de Pellepoix, commissaire du gouvernement de Vichy aux Affaires juives, réfugié en Espagne, par un journaliste avide de sensationnel à tout prix. Dans cette interview, Darquier — qui devait mourir gâteux peu de temps après — faisait l'apologie des mesures racistes qu'il avait édictées, durant son passage au commissariat aux Affaires juives.

Cet ensemble d'incidents extérieurs fut fatal à la programmation de mon « Autoportrait d'un fasciste ». FR 3 préféra en reporter la diffusion. Pourtant, il s'agissait d'un travail qui m'avait été expressément commandé par contrat et que la Chaîne avait financé

entièrement, en parfaite connaissance de cause, et bien que j'eusse à maintes reprises attiré son attention sur les risques de l'affaire. J'avais soigneusement veillé, par instinct de conservation personnelle, à la maintenir strictement informée, étape par étape, du déroulement de ma préparation, de mon tournage et du montage, ainsi que du contenu des interviews que j'avais recueillies auprès des différents protagonistes rencontrés. A aucun moment, d'ailleurs, aucun des responsables de FR 3 n'émit la moindre critique, ni même la moindre réticence sur le résultat de mon travail. De plus, mes émissions furent vendues et projetées à l'étranger, et notamment deux fois par la télévision canadienne.

Comiquement, la décision de la Chaîne tomba le jour même où le journal *Télépoche* me décernait un grand prix, pour l'ensemble de mes « Dossiers Noirs » ! Par prudence, le président de FR 3 de l'époque fit annuler la programmation de toutes les émissions de la série qui restaient à diffuser. Entre autres : mes films sur les assassinats de Martin Luther King et de Bob Kennedy, et sur le « Syndicat du Crime », aux Etats-Unis, dans les années trente ! Elles ne furent projetées que deux ans plus tard !

N'ayant pas commis l'ombre d'une faute professionnelle dans toute cette affaire, je n'encourus pas le moindre blâme officiel, la moindre remarque. Bien qu'il eût suivi et approuvé la réalisation de mes deux émissions, du début à la fin, le président de la Chaîne se contenta de me « mettre au placard ». Un placard dont me tira aussitôt Jean-Louis Guillaud, alors grand patron de TF 1, mais qui, jadis, avait présidé à la naissance de mes « Dossiers Noirs », sur FR 3. Il m'offrit de poursuivre ma série, sur sa Chaîne, et sous un nouveau titre : « Les Grandes Enquêtes de TF 1 », ce que j'acceptai aussitôt.

Je ne compte plus les innombrables projections privées qu'il me fallut organiser pour satisfaire tous ceux qu'intéressait mon « Autoportrait d'un fasciste », tant en Belgique qu'en France. Mes deux émissions furent projetées en Hollande et au Québec. Avec un tel succès que la télévision canadienne les programma presque aussitôt une seconde fois et que des vidéo-cassettes piratées au Canada firent bientôt leur apparition en Belgique où l'on se les disputait au prix de 7 à 8 000 francs belges !

Enfin, de nombreuses télévisions — la B.R.T. notamment — se précipitèrent, sur mes traces, chez Léon Degrelle pour lui arracher des interviews. Contrairement à mes films où, seuls, avaient voix au chapitre, à égalité, le principal protagoniste et ses adversaires, ces autres émissions, malgré les promesses faites à Degrelle, furent

taient publier en avant-première quand, subitement, la Chaîne décida d'ajourner sine die leur diffusion.

La raison ?

Un invraisemblable concours de circonstances. D'abord, une interpellation au Parlement français du député communiste Ducolonné, accusant une autre émission consacrée à Eva Braun, maîtresse puis épouse d'Hitler, de banaliser le nazisme. C'était faux. Mais l'ire des communistes avait été déchaînée par deux faits rapportés dans ce film : le rappel de l'agression de l'Union soviétique contre la Pologne en 1939, peu après que les nazis l'eussent envahie. Et l'évocation par le colonel S.S. Schultz, aide de camp de Ribbentrop, des rapports cordiaux qu'il avait personnellement entretenus avec Staline, Molotov et Béria, lors de la signature du pacte germano-soviétique dont il avait été le témoin oculaire, en août 1939, pacte qui garantissait au Reich la fourniture de flots de pétrole russe, pour son offensive à l'Ouest, quelques mois plus tard.

Simone Veil représentait le gouvernement au Parlement, le jour de l'intervention de Ducolonné. Elle n'avait pas vu l'émission sur Eva Braun. Elle n'eut jamais la simple honnêteté de se la faire projeter. Emportée par la douloureuse et légitime passion qui la saisit immanquablement au souvenir des années noires du nazisme, dont elle a subi personnellement et tragiquement les méfaits, elle préféra souscrire aveuglément aux accusations des communistes, condamna une émission dont elle ne savait rien. Et Raymond Barre, alors Premier ministre, sans s'informer davantage et sans savoir lui non plus de quoi il retournait, lui emboîta le pas.

Détail savoureux : cet incident détermina la Télévision française, qui s'y était énergiquement refusée jusque-là, à acheter et à diffuser précipitamment la série américaine « Holocauste », consacrée au massacre des Juifs.

A cette première circonstance, s'ajoute une autre coïncidence : la publication par *Paris Match* d'une interview visant manifestement à produire un effet de scandale et arrachée à la démence sénile de Darquier de Pellepoix, commissaire du gouvernement de Vichy aux Affaires juives, réfugié en Espagne, par un journaliste avide de sensationnel à tout prix. Dans cette interview, Darquier — qui devait mourir gâteux peu de temps après — faisait l'apologie des mesures racistes qu'il avait édictées, durant son passage au commissariat aux Affaires juives.

Cet ensemble d'incidents extérieurs fut fatal à la programmation de mon « Autoportrait d'un fasciste ». FR 3 préféra en reporter la diffusion. Pourtant, il s'agissait d'un travail qui m'avait été expressément commandé par contrat et que la Chaîne avait financé

entièrement, en parfaite connaissance de cause, et bien que j'eusse à maintes reprises attiré son attention sur les risques de l'affaire. J'avais soigneusement veillé, par instinct de conservation personnelle, à la maintenir strictement informée, étape par étape, du déroulement de ma préparation, de mon tournage et du montage, ainsi que du contenu des interviews que j'avais recueillies auprès des différents protagonistes rencontrés. A aucun moment, d'ailleurs, aucun des responsables de FR 3 n'émit la moindre critique, ni même la moindre réticence sur le résultat de mon travail. De plus, mes émissions furent vendues et projetées à l'étranger, et notamment deux fois par la télévision canadienne.

Comiquement, la décision de la Chaîne tomba le jour même où le journal *Télépoche* me décernait un grand prix, pour l'ensemble de mes « Dossiers Noirs » ! Par prudence, le président de FR 3 de l'époque fit annuler la programmation de toutes les émissions de la série qui restaient à diffuser. Entre autres : mes films sur les assassinats de Martin Luther King et de Bob Kennedy, et sur le « Syndicat du Crime », aux Etats-Unis, dans les années trente ! Elles ne furent projetées que deux ans plus tard !

N'ayant pas commis l'ombre d'une faute professionnelle dans toute cette affaire, je n'encourus pas le moindre blâme officiel, la moindre remarque. Bien qu'il eût suivi et approuvé la réalisation de mes deux émissions, du début à la fin, le président de la Chaîne se contenta de me « mettre au placard ». Un placard dont me tira aussitôt Jean-Louis Guillaud, alors grand patron de TF 1, mais qui, jadis, avait présidé à la naissance de mes « Dossiers Noirs », sur FR 3. Il m'offrit de poursuivre ma série, sur sa Chaîne, et sous un nouveau titre : « Les Grandes Enquêtes de TF 1 », ce que j'acceptai aussitôt.

Je ne compte plus les innombrables projections privées qu'il me fallut organiser pour satisfaire tous ceux qu'intéressait mon « Autoportrait d'un fasciste », tant en Belgique qu'en France. Mes deux émissions furent projetées en Hollande et au Québec. Avec un tel succès que la télévision canadienne les programma presque aussitôt une seconde fois et que des vidéo-cassettes piratées au Canada firent bientôt leur apparition en Belgique où l'on se les disputait au prix de 7 à 8 000 francs belges !

Enfin, de nombreuses télévisions — la B.R.T. notamment — se précipitèrent, sur mes traces, chez Léon Degrelle pour lui arracher des interviews. Contrairement à mes films où, seuls, avaient voix au chapitre, à égalité, le principal protagoniste et ses adversaires, ces autres émissions, malgré les promesses faites à Degrelle, furent

assorties de commentaires venimeux qui les transformèrent en véritables actes d'accusation totalement dépourvus d'impartialité.

Si quelques rares journaux avaient émis des réserves sur l'opportunité de fournir à Léon Degrelle le moyen de s'exprimer, aucun n'a jamais mis en cause ni l'objectivité de mon enquête, ni la conscience professionnelle avec laquelle je m'étais attaché à la mener et à la présenter. Mon seul propos a toujours été d'enregistrer tel ou tel « moment historique », de conserver un document clé, un témoignage essentiel pour l'historien futur, de mettre sous les yeux du public des événements sur lesquels il risque, sans cela, de ne jamais pouvoir se faire une opinion personnelle, car leurs protagonistes, leurs témoins oculaires, disparaîtront un jour. Je n'ai voulu, dans le cas de Léon Degrelle, n'être qu'un témoin de mon temps : simplement un œil et une oreille qui captent et restituent.

Ces deux films, cependant, ne contenaient qu'une partie réduite de ce que Degrelle m'avait dit pendant vingt heures. Sous peine de réaliser un film-fleuve, il m'était évidemment impossible d'intégrer dans les deux volets d' « Autoportrait d'un fasciste » la totalité de l'énorme matériel que j'avais réuni. En fait, et si long soit-il — chacune des deux émissions faisait plus d'une heure quinze — le film, en son entier, ne contient guère qu'un quart de tout ce que m'a dit Léon Degrelle. Néanmoins — et c'est l'avis de l'intéressé et de tous ceux, amis ou ennemis, qui le connaissent bien et qui ont vu mes films — ceux-ci eussent permis, je pense, de se faire une idée exacte, sans complaisance ni trahison, de ce que furent la vie, la carrière, l'évolution, les idées et la doctrine de celui qui demeure l'un des personnages les plus explosifs et les plus hauts en couleurs des décennies 30 et 40.

Mes films ayant été interdits d'antennes, il me restait donc sur les bras un considérable matériel inédit et passionnant, et notamment nombre de récits, de déclarations et de révélations non repris dans mes émissions et qui ne modifiaient certes en rien le portrait que j'avais tracé, mais que j'avais dû m'interdire d'utiliser à l'antenne. Leur côté explosif, accusateur ou trop personnel, eût déchaîné à coup sûr les foudres immédiates et sans appel de la censure et une série d'incidents qu'une régie d'Etat, directement dépendante du gouvernement français, ne pouvait évidemment courir le risque de déclencher.

Degrelle avait d'ailleurs été le premier à reconnaître qu'un tri rigoureux devait être opéré parmi ses déclarations, souvent faites sous l'emprise de la passion et de l'éloquence et empreintes d'agressivité excessive. J'avais donc enregistré à diverses reprises, sur les

mêmes événements, des déclarations plus modérées, plus pondérées de Degrelle. J'avais utilisé ces textes pour mon montage, avec l'accord de l'intéressé bien entendu.

J'avais également exclu du film les doutes émis par Degrelle sur l'existence des chambres à gaz, et certains de ses propos concernant le problème juif. N'ayant été, à l'époque, mêlé ni de près ni de loin à ces atrocités, ses opinions postérieures sur le sujet n'entraient pas dans le cadre de ses activités politiques et militaires des années 30 et 40.

Enfin, j'ai tu certaines de ses confidences d'ordre spirituel, des auditeurs pouvant être rétifs à des déclarations de type religieux.

Ces textes même contestables néanmoins avaient eux aussi leur intérêt.

Aussi ai-je pensé qu'après la mise à l'index de mes films, il pouvait être intéressant de livrer au public l'intégralité des interviews que Léon Degrelle m'avait accordées.

Tel est l'objet du présent ouvrage.

Il contient la matière brute de ces interviews telle qu'elle me fut livrée au hasard de mes questions, et telle qu'elle fut retranscrite à partir des bandes-son que j'avais enregistrées. Je n'ai rien voulu lui enlever de sa spontanéité, de sa fougue, de son côté parlé, fut-il imprécatoire, ou déclamatoire.

C'est pourquoi la chronologie y est quelquefois bousculée ou coupée par des digressions. Je puis témoigner que, selon nos accords, Degrelle s'est limité à faire la toilette de ce brouillon sonore. Cela dit, chaque ligne de ce texte a été relue et maintenue par lui. Il s'agit donc d'un document authentique, complet et pris sur le vif.

« Un texte parlé, nous a écrit Degrelle, se ressent toujours de la rapidité de sa création. Mais il n'en acquiert que plus de sincérité. Il est comme projeté du fond même de la conscience. Je n'ai rien à retirer de ce que j'ai confié aux « Dossiers Noirs ». J'en autorise sans réserve la publication. »

Quant à moi, je tiens à préciser de la façon la plus nette que je ne cautionne absolument en rien les propos de Léon Degrelle et qu'il en assume, seul, l'entière responsabilité.

Je signale toutefois que j'ai scrupuleusement recoupé l'authenticité de tous les faits cités par lui, dans mes deux émissions. Vis-à-vis de la Télévision, je ne pouvais risquer la moindre accusation d'inexactitude, voire de simple légèreté, sur des sujets aussi explosifs. Cela procédait du simple instinct de conservation. Je ne tenais pas à ruiner ma réputation de journaliste et d'historien pour faire

plaisir à qui que ce soit ou par désir de faire du sensationnel. En outre, je ne suis ni suicidaire ni masochiste.

Tous les faits relatés étaient exacts, mais Degrelle leur apportait sa propre interprétation. J'ajoute qu'aucune des nombreuses projections semi-publiques (et notamment dans un cinéma de Bruxelles, devant cinq cents personnes de tous bords), ni les diffusions de mes deux films, sur des chaînes de télévision étrangères, ne m'ont valu le moindre démenti ou la moindre contestation sur les événements évoqués.

Certains des propos de Degrelle sont d'une extrême violence. Certaines de ses interprétations peuvent être déniées. Mais les faits sur lesquels il s'explique à sa façon sont réels et vérifiés. A chacun de se faire son opinion, en son âme et conscience. J'estime les lecteurs de ce livre assez mûrs pour exercer leur sens critique et juger par eux-mêmes.

Mon rôle — comme celui de FR 3, lorsque la Direction de cette chaîne me donna mission de réaliser « Auto-portrait d'un fasciste » — se limite à proposer à la réflexion et au jugement de ceux qu'intéresse la vérité des êtres, derrière celle des faits, un matériel brut qui montre Léon Degrelle, tel qu'il est, tel qu'il se voit, tel qu'il considère son aventure politique. Depuis quarante ans, une censure féroce, totale a empêché que soit soumis impartialement à l'opinion, tous les éléments du dossier.

C'est dire que la publication de « sa » vérité n'implique de ma part et de quelque façon que ce soit, aucun engagement politique ou personnel. Pas plus que n'en constituerait la publication des interviews exclusives que m'ont accordées les autres personnages vedettes de mes « Dossiers Noirs », qu'il s'agisse de Ménahem Begin, de Tschombé, de James Earl Ray, assassin présumé de Martin Luther King ou de Mark Lane, avocat de Lee Harvey Oswald, assassin présumé de John Kennedy et plus tard de Jones, prophète fou du suicide collectif de Guyana.

Si, au bout de dix ans, je me suis décidé à permettre la publication des déclarations que m'avait faites Léon Degrelle (Et je tiens à préciser que j'ai refusé tout droit d'auteur. Ce livre ne me rapportera pas un centime), c'est parce que je trouve inacceptable que l'on puisse museler qui que ce soit, alors que toutes les nations dites civilisées se sont solennellement engagées par maints traités et déclarations publiques, à laisser circuler librement les idées et les écrits — sans parler des personnes.

Parce que je trouve inacceptable qu'au nom des accords d'Helsinki, l'on mette l'Union soviétique en accusation, alors que voici peu, nos gouvernants faisaient soit embastiller un Roger Delpey

pour avoir révélé certains faits sur l'affaire Bokassa soit « casser » un journaliste tel Philippe Simonnot, coupable d'avoir rendu publics des documents secrets relatifs au pétrole.

Parce que je trouve inacceptable qu'éditeurs et média diffusent complaisamment et avec un maximum de publicité les déclarations incendiaires et les appels au meurtre des pires terroristes et autres extrémistes, qu'ils soient gauchistes, chiites ou autres, voire les interviews de vedettes du crime, comme Mesrine, Rouillan, Spaggiari et autres détrousseurs de trains postaux anglais, alors que l'on refuse systématiquement tout droit de parole et de défense à un accusé dont, quoi que l'on puisse en penser, la condamnation est couverte depuis dix ans, par la prescription trentenaire.

Parce que pour tous ceux qui n'ont connu la guerre que par oui-dire, il est impossible de se faire une opinion objective sur des faits soigneusement maintenus jusqu'ici sous le boisseau et sur un personnage, si contestable soit-il, qui, interdit partout de parole et d'écrits, n'a jamais pu avec des garanties véritables d'impartialité, présenter sa défense ni devant un tribunal de son pays, ni même devant l'opinion publique, car il faisait peur. Eichman, Barbie, les pires tortionnaires ont eu des avocats et le droit de plaider leur cause publiquement. Léon Degrelle, jamais.

Pourtant, comme l'a déclaré devant mes caméras le colonel de Lovinfosse, l'une des personnalités les plus prestigieuses de la Résistance en Belgique, il est inconcevable, quarante ans, après des événements qui ont semé le trouble dans tous les esprits et qui, dans tous les pays vraiment démocratiques ont abouti à des explications, des amnisties, voire à des réconciliations, il est inconcevable que l'on continue à pourchasser Degrelle — et lui seul — au nom de lois d'exception faites sur mesures, pour lui et rien que pour lui.

C'est un simple souci d'équité qui m'a fait autoriser la publication des interviews que vous allez lire.

Tel quel, Léon Degrelle est un « cas » !

Ce dossier — son dossier — le voici en son intégralité, tel qu'il me l'exposa et le plaida devant mes caméras.

A chacun de juger !

Jean-Michel Charlier

PREMIERE PARTIE

A L'ASSAUT DE LA VIE

CHAPITRE PREMIER

LE JEUNE DEGRELLE

Degrelle, Croisé de naissance — Une famille, avant 1914 — Un futur Premier ministre — Le vieux Pétain et le petit Léon Degrelle — Hors de la cuvette de Bouillon — Léon Degrelle, fils de Français — L'Europe en bicyclette — Degrelle et les Jésuites — Ses maîtres politiques — La passion sociale — Premier livre à treize ans, deuxième livre à seize ans — Vandervelde, président de l'Internationale, découvre Degrelle — L'amitié du cardinal Mercier — Degrelle, promoteur de la bagarre Vatican-Maurras.

Q. — *Léon Degrelle, pouvez-vous me décrire ce qu'a été votre milieu familial ? Ce qui a déterminé plus tard votre carrière ?*

R. — Je suis né le 15 juin 1906 au fond de l'Ardenne belge, à trois kilomètres de la frontière française, à Bouillon. Notre maison et notre jardin longeaient la Semois, rivière à truites et à brochets, face à l'énorme château féodal de Godefroid de Bouillon, celui-là qui fut le chef de la Première Croisade. Ainsi, dès mes premiers regards, j'ai été en plein dans les Croisades ! Je suis parti à la conquête de la Russie soviétique en 1941 comme mon devancier bouillonnais avait été prendre d'assaut Jérusalem en 1099 !

Le paysage ardennais lui aussi m'incitait à la grandeur. Partout des vallons noirs. Des grands bois roux, chantés par Verlaine, dont la famille était originaire de Paliseul, à quatorze kilomètres au nord de Bouillon. De même que Rimbaud était né à Charleville, à trente-cinq kilomètres au sud.

Mais c'est vrai, le fait de naître au fond des bois de l'Ardenne, près d'une rivière bondissante et au pied du vieux château fort d'un Croisé, ne prédispose pas obligatoirement à un grand destin. Des milliers de Bouillonnais paisibles sont nés dans ce val étroit, qui n'ont pas essayé ensuite de projeter la révolution dans leur époque !

Je n'ai pas bénéficié non plus, en naissant, de l'afflux de formateurs exceptionnels. Je n'ai eu d'abord que ma famille. Mais une famille, c'est quand même immense. Surtout une famille comme on les concevait voilà un demi-siècle.

En premier lieu, des familles profondément chrétiennes. Non pas seulement par la foi qu'on porte en soi, mais par la passion du don, le besoin de se sacrifier, le désir de saisir les âmes et de les transformer.

Ce qui distinguait aussi une famille d'alors, c'était son caractère spartiate. On nous formait à la dure. Nous étions nombreux. Chez mes grands-parents, il y avait eu neuf enfants d'un côté, et treize de l'autre. C'est dire que si tous mes oncles et tantes s'étaient mariés, j'aurais eu quarante oncles et tantes ! Un autobus fin plein !

Après, l'institution n'avait pas démérité. Nous étions huit enfants chez mes parents. Neuf chez un de mes oncles. Douze chez un autre. Moi-même j'ai eu six enfants. La moyenne, chez les Degrelle, depuis 1590, a été de huit enfants par famille. J'étais le deux-cent-quatre-vingt-treizième Degrelle répertorié, en ligne directe !

Lorsque j'ai fait mon apparition, nul, chez nous, ne jetait l'argent par portes et fenêtres. Il y avait de la discipline. Il fallait très tôt se soumettre à des contraintes physiques vraiment rudes. Je me souviens, j'avais huit ans, j'étais un petit gamin de rien du tout : chaque matin pourtant, à cinq heures et demie, je partais à travers la vallée de la Semois, par une obscurité absolue, dans la neige épaisse souvent, vers le vieux clocher de ma paroisse.

Une lueur, une seule, léchait le fond d'une ruelle : celle du four du boulanger, torse nu, devant les flammes orangées. Je grimpais tout en haut de l'église, par des échelles raides, pour aller sonner les cloches. Un gamin de huit ans, qui s'en va ainsi tout seul à travers la nuit, qui grimpe ainsi dans le mystère d'une tour, qui ne s'affole pas, a déjà reçu une empreinte, une leçon.

Les parents qui laissaient faire cela — qui le décidaient — avaient aussi l'idée bien résolue de former leurs enfants à une vie où on prenait ses risques.

Q. — *Votre père, je crois, avait déjà appartenu au milieu politique ?*

R. — En fait, j'ai été formé tout jeune à la politique. Mais pas à la grande politique, celle-là que j'ai tenté de réaliser par la suite dans mon pays, puis en Europe, pour l'unification de laquelle j'ai tant lutté. Mon père était député permanent de ma province, le Luxembourg belge. Mon grand-père maternel avait été un des leaders de la Droite. Dès que j'ai été enfant, j'ai été mêlé à la vie publique, happé par elle. Mais, de là à vouloir agrandir un pays, le transformer de fond en comble, il y avait une marge. Et surtout à vouloir créer une Europe Unie qui renouvellerait les assises du monde ! C'était un travail d'une tout autre envergure.

Sans pression de quiconque, j'ai été possédé très tôt par la passion de la politique, de la politique régionale d'abord, telle qu'elle existait à cette époque-là dans mon petit coin d'Ardenne. Il m'a fallu un certain nombre d'années pour me dégager de ces limites étroites.

Q. — *Est-ce que tout jeune déjà, à ce moment, vous n'avez pas manifesté des ambitions politiques ?*

R. — Dès mon enfance, il fut pour moi bien clair que je serais autre chose qu'un conseiller provincial comme mon grand-père, ou un député permanent comme mon père.

La première fois que celui-ci est venu me voir au collège, chez les Jésuites à Namur, il m'a dit :

— Tu as quinze ans maintenant, tu commences à penser à ton avenir : que veux-tu être un jour ?

Je lui ai répondu tout de go :

— Moi, un jour, je serai Premier ministre.

On a prêté ce propos à d'autres hommes politiques. Le mien fut authentique, et direct. Et d'ailleurs, ce ne fut qu'une ambition provisoire. Par la suite — et on ne m'a pas appelé Modeste Ier pour rien — j'ai voulu bien davantage ! Entre nous, le 15 juin, date de ma naissance, fut longtemps la fête de saint Modeste ! Le pauvre a eu fort à faire avec son protégé bouillonnais !

Q. — *Il y avait également pas mal de religieux chez les Degrelle ?*

R. — Oui. Oui. Tous les Degrelle ont toujours été profondément chrétiens. Nous sommes croyants jusqu'à la moelle.

Enfant, j'étais comme en famille avec l'Eternel. C'est au fond de mon être. Plus fort que tout. Plus fort que la politique.

Le temporel, je ne l'ai jamais conçu que soulevé par le spirituel. Cette dualité me vaudrait, par la suite, bien des déboires. Mais le vrai Degrelle, c'est cela, malgré les contradictions dont toute vie peut donner le spectacle. Qui n'a jamais dérapé ? Et n'en a pas lui-même souffert ? Je suis pénétré par ce Dieu qui vit en moi. Mes sens, mon cerveau, ma chair, en sont comme vibrants.

Toute ma famille était ainsi. Elle l'est toujours. J'ai encore, maintenant, une série considérable de neveux et de nièces dans les ordres religieux, en France, en Belgique, en Afrique, en Corée. J'avais trois oncles et trois grands-oncles jésuites. Mon parrain, lui, était curé de la paroisse de Rendeux-Bas, près de La Roche-en-Ardennes. Ma sœur aînée était religieuse cloîtrée du couvent de la Visitation à Metz. Cette passion de Dieu qui nous possédait tous en famille m'a vraiment étreint, conquis, depuis que j'existe.

Si j'avais suivi ma vraie vocation, celle qui me brûlait dès le début, eh bien ! je n'aurais été qu'un conquérant d'âmes. Pendant des années j'ai voulu cela, bien plus, à dire le vrai, que des conquêtes politiques, quelle que fût la force des appels temporels et des ambitions humaines qui bouillonnaient en moi.

Quand le moment sera venu, je vous expliquerai pourquoi, comment, j'ai bifurqué vers un épanouissement distinct.

Q. — *Je vais vous demander d'évoquer rapidement un souvenir de votre enfance, la visite du maréchal Pétain à Bouillon. Je voudrais que vous la racontiez.*

R. — Pendant ma prime enfance, j'ai connu des temps encore plus âpres que ceux qu'on vivait normalement dans nos foyers ardennais : j'ai connu, à huit ans, en 1914, la Première Guerre mondiale. Cela a eu aussi une répercussion considérable sur mon développement parce que nous avons tous appris, pendant des années, à haïr les Allemands. Ce ne fut pas seulement mon cas, ce fut le cas de tout mon peuple et le cas de tout l'Occident. Ce fut une chose effroyable parce que c'est cette haine aveugle, irraisonnée, sauvage presque, qui a précipité l'Europe, en 1939, dans une deuxième guerre civile.

A la fin de ces années de privations considérables, j'avais récolté, en mars 1918, une double pneumonie, tant, durant l'hiver, je vivais glacé dans ma mansarde, car toutes les bonnes chambres de notre grande maison étaient réquisitionnées par des officiers allemands de Guillaume II. Mon père, qui était un patriote fervent,

avait monté à Arlon, petite capitale de notre province et nœud de communications très important, un service de renseignements pour l'armée française. Comme personnalité politique il pouvait se rendre dans la zone d'étape. Il avait installé à Arlon un réseau d'ouvriers ferroviaires qui surveillaient les lignes qui filaient vers le front. Il a pu observer, un des tous premiers, au début de 1916, que s'opérait dans la direction de Verdun un déplacement gigantesque d'unités militaires, d'artillerie, de munitions, de ravitaillement.

Il a ainsi acquis la certitude qu'un événement décisif se préparait. Il s'est braqué là-dessus. Il est parvenu à rassembler des renseignements nombreux. Il repassait fréquemment la zone d'étape, allait jusqu'à Liège, tenait ses rendez-vous avec des agents français dans des églises à peine éclairées.

C'est pour cela qu'il a reçu après la guerre la Légion d'honneur que vint lui annoncer, dès l'armistice, à Bouillon, le maréchal Pétain, le pauvre Pétain, que j'allais si bien connaître dans les derniers temps de sa vie publique !

J'avais traversé notre bourgade, ma petite main dans la main rude de ce grand chef. Je dois le dire, je me sentais très à mon affaire ! Dès que je l'avais aperçu, descendant de sa voiture à l'entrée de Bouillon pour s'avancer à pied, je m'étais précipité vers lui. La gloire ne m'intimidait pas, sans doute parce que déjà, inconsciemment, j'en ressentais un furieux appétit !

Q. — *Vous avez eu très tôt aussi la passion des voyages ?*

R. — Bouillon, c'est un petit patelin niché au creux d'une vallée, limitée à l'est par un mont qui s'appelle « le Point du Jour » : c'est par là que nous arrivait le soleil. L'autre versant de la vallée, au sud-ouest, s'appelait « le Terme ». Ces deux mots m'intriguaient beaucoup. Je n'avais jamais été au-delà du « Point du Jour », ni au-delà du « Terme ». C'était, pour moi bambin, les deux extrémités du monde. Au-delà, y avait-il encore quelque chose ? Un dimanche, après les Vêpres, je n'ai pas pu résister, j'ai filé tout seul sur cette route qui grimpait jusqu'en haut de l'horizon. Et alors, émerveillé, j'ai aperçu qu'il y avait quelque chose au-delà du mont, que le monde ne s'arrêtait pas à mon « Terme » et que le « Terme » n'était qu'une étape. J'étais là, rempli d'un éblouissement extraordinaire, quand j'ai reçu une paire de claques sensationnelles : c'était ma sœur aînée qui m'avait rattrapé ! Mais j'avais découvert l'univers.

Q. — *Quand avez-vous dépassé ce « Terme » presque mythique ?*

R. — J'étais encore un garçonnet quand je me suis risqué au-dehors de l'Ardenne : je suis parti pour l'Allemagne. C'était mon premier voyage à la découverte des hommes parce qu'au fond, les voyages c'est cela, découvrir, comprendre, saisir les êtres.

Ma petite cuvette de Bouillon, avec mes braves Ardennais, c'était un peu réduit. D'ailleurs, je vais vous dire une chose étonnante : je n'avais rien, moi, d'un Belge de ce siècle-là.

Ma famille paternelle était originaire de Solre-le-Château, près de Maubeuge, où deux cent-quatre-vingt-huit Degrelle sont nés pendant les quatre siècles qui nous ont précédés, mes frères et moi. Ces terres, annexées par la France au XVIIe siècle, avaient appartenu pendant des siècles à nos anciens Pays-Bas. Par mon père, né Français, comme des centaines de Degrelle avant lui, je n'étais pas originaire de la Belgique actuelle.

La famille de ma mère, de son côté, provenait, elle aussi, d'une ancienne région germanique ravie à la grande unité occidentale, exactement de Grevenmacher, sur la Moselle, en face de Trèves.

Dès cette époque-là, homme d'Occident bien plus que citoyen d'un pays rétréci, créé artificiellement en 1830, j'étais tendu vers des horizons plus vastes, vers un monde à découvrir, vers les millions d'hommes qui y vivaient.

J'avais emprunté une bécane. J'avais quatorze ans. C'était ma première aventure, elle m'avait conduit à l'ouest de l'Allemagne. J'ai fait, aussitôt après, une série de voyages à travers les provinces rhénanes, de la Forêt-Noire à la Ruhr. En même temps, je me risquais à des expéditions à travers la France, chez des parents, le long des bords de la Loire et dans le Nord. Tout jeune garçon, j'ai parcouru dix mille kilomètres. Ma grosse bécane pesait vingt kilos. On crevait ses pneus quatre ou cinq fois par jour ! Mais j'avais besoin de voir d'autres êtres humains, de voir ce qui les rendait semblables ou dissemblables.

Quand, vingt ans plus tard, j'ai voulu, de toutes mes forces, créer l'Europe unie à côté d'Hitler, j'ai poussé jusqu'à ses conclusions cet élan qui me travaillait dès l'enfance.

Q. — *Avez-vous pensé au monde par-delà l'Europe ?*

R. — Mon appétit, c'est vrai, ne s'arrêtait pas à l'Europe : je voulais connaître aussi les hommes des autres mondes. Par exemple — ce que très peu de garçons de mon âge avaient fait à cette époque — aller en Amérique. Alors, voilà ! Impressionné par la

persécution qu'enduraient les catholiques mexicains, je décide d'aller les rejoindre. Un beau matin, je m'embarque à Hambourg, en novembre 1929, à fond de cale sur un bateau-cargo, le *Rio Panuco.* Nous étons six jeunes émigrants près des machines, dans l'odeur d'huile et le tintamarre des pistons. J'ai visité d'abord les Antilles, spécialement Cuba. J'ai débarqué au Mexique, j'y ai passé plusieurs mois. J'ai été ensuite en Californie et au Texas, j'ai parcouru les Etats-Unis. En route je gagnais ma vie en écrivant des reportages. Par Chicago et les chutes du Niagara, je suis passé au Canada. Puis je suis revenu à New York. Puis je suis retourné au Québec. Quelques années après, je suis allé en Afrique. J'ai été aussi dans le Proche-Orient.

J'étais encore étudiant à l'université de Louvain quand je suis revenu au mois de mars 1930 de mon voyage aux Etats-Unis. Tous mes camarades s'étaient amenés à la gare, perchés sur des fiacres, pour me recevoir. Pour eux, j'étais une sorte de Christophe Colomb bouillonnais ! C'était cela la misère de notre situation de petits Belges, ou même de petits Français, ou de petits Européens ! Nous n'avions pas une conception de l'univers. Il est bien possible que si, plus tard, je me suis hissé rapidement au niveau de l'Europe et du monde, c'est parce que toute ma nature m'avait tendu vers cette connaissance directe, dès le début de ma jeunesse.

Q. — *Vous avez une vocation littéraire qui se développe également très tôt ?*

R. — J'ai écrit très tôt. C'est comme cela.

J'ai toujours lu aussi, énormément. Des lectures invraisemblables au commencement, parce que, en fait, chez mes parents, il n'y avait pas un grand choix de livres. En ce temps-là, il n'existait pas non plus, dans nos patelins perdus, de bibliothèques populaires. Bouillon était pourtant une vieille ville de l'esprit, qui avait été un lieu de refuge et surtout un centre d'édition des Encyclopédistes ; on y a imprimé les œuvres de Voltaire au XVIIIe siècle. J'ai dévoré pendant des mois une vieille édition de l'*Encyclopédie* découverte dans le fatras de nos greniers.

Chez mes parents, outre de nombreux auteurs classiques, mal édités et plutôt indigestes, il y avait deux ou trois douzaines de volumes de Jules Verne, *Robinson Crusoé,* et quelques bouquins sur la guerre des Boers : c'était maigre. J'en relisais un ou deux tous les jeudis. Il y avait, surtout, les cinquante gros tomes de comptes rendus analytiques des séances du Conseil provincial du Luxembourg ! Vous imaginez cela dans les mains d'un garçonnet

de douze ans ! Je me suis tapé les cinquante tomes, tant j'étais dévoré par la passion de lire !

J'allais fouiller les maisons amies. J'y dénichais les bouquins les plus divers. *Don Quichotte,* repéré chez un receveur des Contributions, me transporta d'enthousiasme pendant des semaines, quoique je n'arrivasse pas bien à imaginer mon héros arpentant les plaines du Havre et de Calais ! Car pour moi la « Mancha », la Manche, c'était Le Havre et Calais. Puis je suis tombé sur Lamartine et sur Musset. Et sur le lourd Paul Bourget. Et sur René Bazin. Et même sur Zola. Sur n'importe quoi !

Je parcourais aussi, chaque jour, la petite ville de Bouillon pour obtenir d'autres journaux que les deux quotidiens que mon père recevait.

J'avais, à peu près en même temps, été saisi par la passion de tout ce qui était latin. Cela, c'est vraiment à mes parents que je le dois. Et Dieu sait si, au début, l'apprentissage me dégoûta. Avais-je à peine suivi pendant quelques mois les cours d'humanités gréco-latines, mon père avait prétendu me parler à table en latin et me faire répondre en latin. Parfois c'était intolérable. J'eusse envoyé au diable les déclinaisons en même temps que l'œuf à la coque que ma mère me servait. Puis je m'y fis, je m'adaptai au système de conversation. En famille, ce langage ne suffisait pas. Quand mes oncles jésuites séjournaient chez nous, mon père et eux se parlaient en grec.

Ainsi mon père m'a perché très tôt, bon gré, mal gré, sur cette assise puissante qu'est la culture gréco-latine.

Q. — *Vous commencez, au fond, vos études, disons sérieuses, si vous voulez, à Namur. Et très tôt, à Namur, vous vous découvrez un certain nombre, appelons cela ainsi, de maîtres à penser : je voudrais que vous nous en disiez deux mots.*

R. — Quand je m'ébrouais dans ma petite vallée bouillonnaise, mon horizon était limité, je vous l'ai dit, à des histoires de province : les affaires locales, les campagnes électorales de mon père, le tout dans un cercle étroit.

Là-dessus, j'arrive chez les Jésuites. Etudier dans leurs collèges était une tradition centenaire de la race des Degrelle : depuis que la Compagnie de Jésus existe, nous lui avons fourni un lot de Jésuites à chaque génération. Tous, toujours, nous avons fait nos études chez eux. J'en bénis le Ciel, parce qu'il n'y a pas sur terre de formateurs d'hommes comme eux.

Alors brusquement, là, j'atterris dans un monde absolument différent. Je me trouve au contact de maîtres à penser exceptionnels. La formation intellectuelle d'un Jésuite est extraordinaire ; il suit des cours jusqu'à l'âge de trente-trois ans. Dans la Compagnie de Jésus il y a toujours eu des prêtres préparés à toutes les missions : des maîtres qui vous orientent vers les arts, ou vous plongent dans la philosophie, ou vous révèlent les enchantements de l'Histoire et de la Politique.

C'est ainsi que sans retard j'ai été initié aux doctrines de l'*Action française,* la vedette de la presse d'alors. Elles allaient me marquer profondément. J'avais un professeur qui m'apportait tous les soirs à la cour de récréation le dernier numéro de l'*Action française,* royalement écrit, splendidement pensé. Mais, malgré l'admiration que j'éprouvais pour Maurras, qui fut le plus grand penseur politique de notre siècle, et l'intérêt avec lequel je lisais les diatribes et les portraits de Léon Daudet, violents et cocasses — au fond, mon style s'en est ressenti — j'avais quand même vu assez tôt ce qui leur manquait : la passion sociale.

J'emploie souvent le mot « passion » parce que pour moi il n'y a pas de vie sans passion. Celui qui n'a qu'un cerveau, instrument plutôt faible, va toujours se buter à l'essentiel de l'être humain, qui est le cœur. La majorité des gens ont le cerveau peu développé, vite atrophié. Ils sont intellectuellement décevants, mais beaucoup peuvent avoir un cœur émouvant.

L'immense masse humaine qui attendait, du XXe siècle, un petit peu de justice, un petit peu de fraternité, un petit peu de respect, se trouvait dans un abandon à peu près total. On tombait, socialement, dans le vide à frayer avec les élites bourgeoises.

Q. — *N'en faisiez-vous pas partie ?*

R. — Confondu au début parmi celles-ci, j'ai perdu des années. Oui, j'ai perdu des années. Ma formation catholique m'avait trop enchaîné à la bourgeoisie. Le monde bourgeois était collé à ses sous, sans avoir même compris que son simple intérêt matériel était lié à l'épanouissement de la masse ouvrière. Quand l'ouvrier gagne davantage, il dépense davantage. Tandis que le bourgeois, lorsqu'il gagne beaucoup, s'assoit sur son gain et le rend stérile.

Une évolution radicale était indispensable.

Q. — *Comment cette idée s'est-elle développée en vous ?*

R. — Ce qui me révoltait par-dessus tout, c'était l'injustice. J'arpentais les quartiers ouvriers de la vallée de la Meuse, du Borinage, de Bruxelles, des faubourgs flamands. J'examinais ces villes lépreuses, leurs cieux rampants, barbouillés de vert et de jaune par les produits chimiques. On parle de la pollution ! Comme si la pollution n'existait pas à cette époque-là ! Mais quand il s'agissait de la seule masse ouvrière, tout le monde s'en fichait de la pollution ! On n'a trouvé la pollution exécrable que quand sa pestilence et sa crasse ont dérangé le nez, le teint, le confort du monde bourgeois ! Il est évident que si je n'avais pas eu, à vingt ans, plaquées à mon dos les chapes de plomb du conformisme bourgeois, j'aurais été, dès mes débuts, bien plus volontiers socialiste qu'un garçon dit « de Droite ». En fait, je n'ai jamais été un garçon de Droite. Une nation, c'est un tout. Gauche, Droite sont des expédients diviseurs.

Pour moi, la première mission politique consiste à rendre les gens heureux. Il est évident que les gens étaient alors malheureux et que le socialisme — c'est-à-dire une politique sociale active — était nécessaire. Il fallait surtout faire sauter la dictature inhumaine de l'hyper-capitalisme qui convertissait en fiefs financiers les nations.

Dès cette époque-là, j'ai commencé à me faire envoyer chez les Jésuites des ballots de brochures sociales. Ces arrivages scandalisaient les bons pères. C'étaient, pourtant, des brochures démocrates-chrétiennes inodores, incolores et insipides. Il y avait aussi des encycliques des papes ! Mais le Vatican est toujours arrivé trop tard. Il a été absolutiste au temps du Libéralisme, libéral au temps du Socialisme ! Maintenant l'Eglise s'est mise à jouer du Marxisme après un demi-siècle de communisme. Elle découvre inébranlablement la vie de son temps quand son temps est enterré.

Deux grands objectifs donc ont passionné ma jeunesse : d'une part, — à la Maurras — la construction puissante et ordonnée de l'Etat, basée sur les principes d'autorité, de responsabilité, de compétence et de durée, qui constitueront plus tard le soubassement politique du Rexisme ; d'autre part, la passion sociale, la volonté d'apporter aux hommes la justice, de ne faire qu'un avec le peuple, dans une fraternité constante, de considérer tout travailleur comme un compagnon de vie humaine, de bâtir, en opposition à l'individualisme bourgeois et au totalitarisme marxiste, une société basée sur la communauté et la solidarité de toutes les classes, où l'équilibre social deviendrait une réalité, à la fois organique et naturelle.

Q. — *Ces idées, quand avez-vous commencé à vouloir les diffuser* ***dans le public ?***

R. — Evidemment les idées qui me traversaient l'esprit, j'éprouvais le besoin de les extérioriser. C'est ainsi que j'ai écrit mes premiers livres.

Même avant d'aller au collège des Jésuites j'écrivais déjà.

Je me souviens, j'ai écrit dans ma petite chambre d'écolier à Bouillon un premier roman, à la Bazin, chantant la terre et vomissant la lèpre de l'industrialisation. Il s'appelait *Le vieux Pont.*

J'avais peut-être douze ou treize ans. Je composais en cachette des poèmes, en français et même en wallon. J'écrivais des contes. Je les envoyais à une revue qui s'appelait, si j'ai bonne mémoire, *Notre jeunesse.* C'était le grand-père de Jacques Ickx, le grand coureur d'automobiles, qui la dirigeait. Dans ces contes, je mettais en scène mes sœurs, mais je signais Noël d'Auclin : Auclin, c'était la grande montagne qui dominait Bouillon, et Noël, c'est l'anagramme de Léon.

En famille, personne ne se doutait de rien, jusqu'au jour où mes sœurs se sont reconnues ! J'avais très peu flatté mes personnages ! Quel tintamarre !

Je me mis aussi, mais sous ma signature cette fois-là, à écrire dans le journal de notre province, qui s'appelait *L'Avenir du Luxembourg.*

Mon premier article s'intitulait : « En regardant tomber les feuilles ». C'était romantique, très larmoyant. C'était en 1921. J'avais seize ans.

Q. — *Et vos premiers bouquins ?*

R. — L'un s'appelait pompeusement *Sur les rives de la Loire étincelante.* J'y exprimais déjà beaucoup d'idées politiques. Ma brave maman passa un hiver entier à recopier mon texte, en ornant chaque page de miniatures, de lettrines, d'arabesques.

Ensuite, j'ai allongé un autre livre : *Méditation sur Louis Boumal.* Louis Boumal était un poète liégeois, mort à la Première Guerre mondiale, un poète enchanté, assez oublié aujourd'hui. Il avait été professeur à l'Athénée de Bouillon. Solidarité de clocher ! Je lui ai donc consacré un bouquin, un bouquin dans lequel Louis Boumal est devenu un Léon Degrelle clandestin. Parce que mon Louis Boumal, je le connaissais très peu, et je lui ai fait dire tout ce que je

pensais. Ce livre-là existe toujours. Il a été publié tardivement et a connu un certain nombre d'éditions (1).

A cette époque, notez-le bien, je m'en tenais exclusivement à l'expression de la pensée par la plume. Moi qui donnerais par la suite des centaines de meetings, je ne m'étais pas encore risqué à improviser un discours une seule fois.

Q. — *Vos écrits, on les remarquait ?*

R. — Les premiers signes d'intérêt m'ont été donnés dans des circonstances assez étonnantes. Le plus important fut émis par Emile Vandervelde, le président de l'Internationale et le grand patron des socialistes belges.

J'avais écrit dans les *Cahiers de la Jeunesse catholique* un long article où j'expliquais comment je concevais la conquête apostolique du monde moderne. A cette époque, la radio, d'une importance capitale à mes yeux, ne produisait pour ainsi dire pas d'impact spirituel. Dans *La Libre Belgique,* le plus grand journal catholique belge, on lui consacrait, en tout et pour tout, une petite chronique : « Pour les amateurs de radiophonie ». Celle-ci comportait une quinzaine ou une vingtaine de lignes. Moins que la chronique colombophile.

Le cinéma n'intéressait, lui aussi, qu'un public encore assez restreint. J'avais établi tout un programme de conquête du monde moderne par les moyens modernes. Cette vingtaine ou cette trentaine de pages avait paru dans cette revue.

Cet été-là, avait eu lieu à Arlon la réception du prince Léopold et de la princesse Astrid, les futurs souverains belges, qui faisaient leur Joyeuse Entrée dans notre province. Comme mon père, président de la députation, remplissait aussi de temps à autre les fonctions de gouverneur du Luxembourg, nous nous étions rendus, tous les gens de Bouillon, en train spécial à ces festivités. Tandis que, sortis de la gare, nous avancions en cohue dans la rue principale qui conduit au palais du gouverneur, voilà que j'aperçois tout d'un coup par terre, piétiné par tout le monde, un numéro du journal *Le Peuple* où était placardé, en tête de la première page, un titre à sensation (pour moi du moins !) : « M. Legrelle a raison ! » Stupeur ! Je ramasse en vitesse le numéro. L'article était signé Emile Vandervelde. Le vieux chef marxiste n'avait pas bien retenu mon nom. Il avait mis Legrelle au lieu de Degrelle. Il me citait longuement et concluait : « Il n'y a qu'à changer le mot catholique par le mot socialiste, c'est exactement ce qu'il faut dire et ce qu'il faut faire. »

(1) Aux Editions de la Jeunesse catholique, 1931.

Q. — *Comment ce grand chef marxiste, étranger à votre monde d'alors, vous apparaissait-il ?*

R. — Vandervelde était un grand honnête homme, socialiste d'une admirable rectitude spirituelle comme il y eut, en ces temps-là, à gauche, de grands intellectuels sereins, humains, des apôtres à leur manière.

Il était, en outre, courageux. Contre son intérêt électoral, il avait eu l'énergie d'imposer au Parlement belge, malgré l'opposition scandaleuse des députés catholiques soumis au chantage des voix, la loi dite des DEUX LITRES. Nom étrange. Cette loi éliminait radicalement la vente de l'alcool dans les cafés et interdisait son achat dans les magasins par quantité inférieure à deux litres. Elle allait frapper à mort l'alcoolisme populaire qui ravageait la Belgique. Mais cette loi avait aussi, on le comprendra, exaspéré les cabaretiers, dispensateurs tout-puissants, dans leurs bistrots, de la manne électorale. Vandervelde, par cette loi salvatrice, heurtait ces intérêts. Entre cent ou deux cent mille voix accordées ou détournées dans les cafés, et la santé du peuple, Vandervelde avait choisi bravement la solution anti-électorale : la santé des foyers ouvriers. Il est mort depuis longtemps. Mais pour cet acte de courage, si rare dans les haras politiques, je lui redis mon admiration.

Ainsi, être repéré par lui m'avait donné une satisfaction intense.

De son côté, Vandervelde garda par la suite comme une sorte de regret de ne pas m'avoir entraîné derrière lui. Je lisais dernièrement dans un bouquin ces paroles-ci du vieux leader : « C'est bien dommage que nous n'ayons pas eu un Degrelle dans le parti socialiste ! » Ce fut dommage pour moi sans doute aussi. C'est certainement parce que les préjugés « catholiques » nous rendaient fanatiques et aveugles que je ne suis pas allé me mettre au service de ce vieillard idéaliste si simplement ouvert à la jeunesse.

Cet homme-là, alors que je n'étais encore qu'un garçon inconnu, tout jeune, écrivant dans une revue modeste que pas un seul politicien de droite ne se serait donné la peine de feuilleter, m'avait découvert parce que lui, intellectuellement curieux, avait l'esprit toujours en éveil.

Un second dirigeant socialiste me repéra peu après, grosse légume également de « l'Internationale » dont il avait été le secrétaire général durant la Première Guerre mondiale, Kamiel Huysmans, qui

deviendrait président de la Chambre des Députés belge en 1936 puis Premier ministre socialiste après 1945.

J'avais écrit sur lui un article féroce après avoir un jour assisté à un débat au Parlement. Ce spectacle m'avait stupéfié par sa médiocrité et sa vulgarité. Au retour, j'avais tracé dans un journal estudiantin un croquis du président de la ménagerie : Kamiel Huysmans. C'était du badigeonnage au vitriol. L'homme était vif, distingué, mais il avait la tête sinistre d'un oiseau de proie mal alimenté, agrémentée d'une pomme d'Adam qui descendait et remontait au-dessus de sa cravate, comme un ludion. Au lieu de crier à l'outrage, Kamiel Huysmans m'avait envoyé une lettre pleine d'humour. Mon portrait l'avait beaucoup amusé, m'écrivait-il.

A la veille de chaque examen universitaire, je recevais de lui quelques mots d'encouragement. On le voit, la gauche n'était pas obligatoirement fanatique...

Enfin, et dans un domaine très différent, un autre grand homme m'avait fait signe : c'était le cardinal Mercier.

Q. — *Pourriez-vous nous dire comment ?*

R. — Le cardinal Mercier était, en ce premier quart du XXe siècle, l'homme d'Eglise le plus fameux de l'univers. Il avait fait face avec un grand courage civique à l'envahisseur allemand de 1914-1918.

Un de mes petits camarades de collège était de Malines, la métropole archiépiscopale. Il était tombé gravement malade. Le culot m'a été accordé avec magnificence par les cieux : j'avais écrit une lettre au cardinal Mercier, lui demandant d'aller rendre visite à mon petit copain. Le cardinal Mercier avait sans doute été ému par ma lettre : le fait est que, tout prince de l'Eglise qu'il fut, et accablé de travaux, il avait été dire bonjour à mon camarade. Il m'avait écrit une lettre affectueuse pour me raconter comment mon ami se portait.

Dès alors, nous étions restés liés. Sa mort en 1926 fut un des vrais chagrins de ma jeunesse.

Mes grands contacts donc, au départ : d'un côté, le cardinal Mercier, le grand archevêque ; de l'autre, le vieux socialiste Vandervelde presque complètement sourd, penché sur un appareil acoustique d'un format géant, pareil à un phonographe de 1910, mais qui comprenait rudement bien! Et après lui, Kamiel Huysmans, Méphisto brillant et sarcastique.

Telles sont mes premières relations au moment où, comme un aiglon, je vais me jeter dans le ciel offert à mes vingt ans, béant et magnifique.

La triple découverte ne m'a pas étonné plus que le compte. Elle a fortifié mon audace. Les Jésuites m'ont pris en main. Mes premiers écrits commencent à me faire connaître.

Mais je m'ébroue à peine, puisque je vais seulement débarquer, jeune étudiant provincial, à l'université de Louvain.

Q. — *Je voudrais, avant de vous interroger sur votre vie universitaire, que vous me parliez de l'affaire Maurras et de la façon dont vous avez vécu cela.*

R. — J'étais encore au collège des Jésuites de Namur. J'y fus mêlé, oui, à une affaire assez extraordinaire. Non seulement j'y ai été mêlé, mais en fait, j'en ai été l'acteur principal. Il s'agit de la condamnation par le pape de Charles Maurras, le grand penseur des monarchistes français.

Ce fut vraiment une histoire abracadabrante.

Nous étions tous très impressionnés par Maurras et son école, « l'Action française». Il a marqué profondément notre époque. Même un De Gaulle fut intellectuellement et politiquement son disciple. Le meilleur de l'action gaullienne fut imprégné par la doctrine du vieux théoricien de l'Ordre, écrivain brave, sûr de lui, la barbiche en bataille, merveilleusement sourd, ce qui le débarrassait d'emblée des bavards et des raseurs.

A ce moment-là, les *Cahiers de la Jeunesse catholique* menaient une enquête parmi la jeunesse de Belgique : « Quel est votre Maître ? » Pour moi, c'était Maurras ! Alors, ce qu'il était pour moi devait l'être automatiquement pour tout le monde !

Pendant quelques semaines j'ai mené une campagne acharnée, aussi bien montée que le furent mes campagnes électorales plus tard. Je harcelais tous les jeunes, partout où je pouvais les entreprendre.

Je suis parvenu en trois mois à rassembler personnellement soixante-dix pour cent du total des votes qui furent envoyés aux *Cahiers de la Jeunesse catholique*. Tous, évidemment, choisissaient Maurras ! Maurras fut ainsi nommé maître à penser de la jeunesse catholique belge par une majorité écrasante, qui était presque entièrement le résultat de mon action.

Q. — *En quoi ce résultat fut-il, comme vous le dites, abracadabrant ?*

R. — Ecoutez. A peine connu ce vote, voilà que le journal *La Libre Belgique* où régnait un avocat nommé Passelecq — un pisse-

vinaigre à perforer de ses acides les métaux les plus résistants — consacre un article scandalisé à ce référendum pro-maurrassien. Deuxième coup de théâtre : un prélat français très important, mort à tous points de vue aujourd'hui, et qui s'appelait Mgr Andrieux, archevêque de Bordeaux, se croit visité par le Saint-Esprit et envoie une lettre publique de félicitations à ce Passelecq aux relents aigrelets. L' « Action française » rue des quatre fers dans les brancards, s'indigne contre l'intervention de ce cardinal, le roule dans la fange munificente des outrages colorés de Léon Daudet.

Enorme tapage dans la presse !

Coup de tonnerre final : le pape en personne renvoie la balle, avec la vigueur d'un boulet de canon, dans les filets de l' « Action française », sous forme d'un message d'approbation au cardinal antimaurrassien, suivi d'un décret d'excommunication des récalcitrants.

Si bien que moi, petit gars belge d'un collège de Jésuites, j'avais poussé pêle-mêle dans le ring le cardinal Andrieux, le pape, Maurras, se colletant tous, se cassant frénétiquement les plumes et les mitres, le pape assommant, pour finir, d'un martèlement sacré de sa crosse, le pauvre Maurras éberlué.

Le grand scandale de l' « Action française », la grande foire d'empoigne politico-religieuse qui allait, pendant des années, entraîner en France rébellions et interdictions ex cathedra, était sorti d'une petite chambrette du collège des Jésuites de Namur, ville wallonne connue uniquement jusque-là par l'Ode de Boileau à Louis XIV.

CHAPITRE II

JOURNALISME ET MYSTICISME

Degrelle à l'Université de Louvain — A l'assaut du public universitaire — Les aventures funambulesques de *L'Avant-Garde* — Le poulain Degrelle saute les barrières — Rédacteur libre au quotidien *Le Vingtième Siècle* — Le véritable socialisme — Chez un saint, Mgr Picard — Degrelle et la lèpre des taudis — Pour une révolution des âmes — Les prêtres politiciens, rebouteux de l'Eglise — Le peuple hors de la Foi — De la Foi au Rexisme.

Q. — *Venons-en à votre arrivée à l'université de Louvain.*

R. — Je suis arrivé à Louvain parce que j'avais raté ma première année de philosophie et lettres à Namur, à cause justement de l'élection de Maurras.

J'avais comme professeur à Namur un certain Père Lemaire, à la bedaine de tétrodon, philosophe patenté, confus comme les gens de sa corporation mais qui, surtout, était un contempteur incisif, constant, de Charles Maurras. Alors, pour lui, quelle histoire, quel outrage presque, ce référendum maurrassien que je menais irrévérencieusement en plein cours, jusque sous son appendice nasal ! Celui-ci était épais, et il reniflait furieusement, dès que j'apparaissais avec mes bulletins de vote maurrassiens. En les faisant signer, j'avais signé ma condamnation à mort !

J'ai eu beau faire, quand arriva l'examen de fin d'année, je pus à peine ouvrir le bec. Lui, dardait sur moi ses gros yeux tout ronds, à fleur de tête, exorbités comme des oignons de tulipes. Son ventre

ballonné en forme de poire trahissait ses colères cachées, agité par une sorte de soufflerie intérieure. Personne d'autre que ce Père rancunier ne parvint à m'intimider dans la vie, mais lui, il y arriva !

Il m'avait comme hypnotisé. Je restai bouche bée et sortis « busé » comme on disait ! Sale affaire ! J'étais quand même l'aîné d'une famille de huit enfants ! Me faire ramasser à ma première année de philo ! Il n'y avait plus qu'une chose à tenter, c'était, la queue entre les pattes, d'essayer de me rattraper à l'université de Louvain. J'ai toujours voulu répondre sur-le-champ à un mauvais coup, à un défi, à plus forte raison à un échec. C'est alors qu'il faut se redresser, bondir, cogner, gagner.

Ce prof-là m'avait possédé parce que j'avais fait une chose qui ne correspondait pas à la conviction de son esprit. J'ai voulu et j'ai réalisé ma vengeance à moi. Je me suis levé, pendant huit mois, à quatre heures et demie chaque matin. J'ai mené deux années universitaires simultanément. Tous les miens étaient consternés parce que, non seulement je devais redoubler mon année de philosophie et lettres, mais je prétendais, parallèlement, suivre d'autres cours qui étaient, tenez-vous bien ! des cours d'art et d'archéologie !

Tous les matins, lorsque je descendais déjeuner à midi et demi au restaurant « Le Cornet », cathédrale louvaniste des pommes de terre frites, j'avais déjà épluché mon programme pendant huit heures. Un de nos textes latins de cours était une plaidoirie complète, le « Pro Sestio » de Cicéron ! Ce « Pro Sestio », je le connaissais par cœur, le débitais comme si j'avais été chargé personnellement de la défense de l'accusé, cinquante-six ans avant Jésus-Christ !

Et est arrivé ce qui devait arriver : j'ai décroché, à quelques jours d'intervalle, deux « grandes distinctions ». Je me suis précipité à la poste. Ce sacré Père Lemaire, l'anti-maurrassien, m'avait traité aimablement de perroquet ! Je lui décochai un télégramme : « Grande distinction, perroquet Degrelle ». Ma flèche, plantée dans son orgueil lardé, le chatouilla longtemps.

Q. — *On ne voit pas encore apparaître d'action publique dans tout cela. Quand va-t-elle commencer ?*

R. — C'est après cela seulement que je me suis lancé à fond dans l'apostolat, avant de passer par la suite, pour des raisons que je dirai, à la politique et à l'action sociale. J'avais voulu prouver au préalable à ceux qui avaient cru m'avoir rompu l'échine, qu'elle était dure, ne se romprait pas et ne se plierait pas.

Cela fait, j'ai mené une vie universitaire assez spéciale. De temps en temps, comme font les matous au printemps, je disparaissais pendant quelques semaines, filant à La Havane, ou à Mexico, ou à Chicago ou à Montréal. Mais j'ai quand même, chaque année, suivi deux cours de Facultés distinctes : Droit, Sciences sociales et politiques, Art et Archéologie et même un an de philosophie thomiste, spécialité de l'université de Louvain. Avec des hauts et des bas aussi, inévitablement, mais happant, l'esprit avide, tout ce qui pouvait être intellectuellement une nourriture, un enrichissement.

Jamais, je le savais dès alors, je ne me travestirais en avocat ou en juge à jupons. Par contre, saisir un maximum de connaissances me préoccupait intensément.

En même temps, je suis monté à l'assaut du public, du premier public que je pouvais avoir, le public estudiantin.

Pendant ma première année, on ne m'avait pour ainsi dire pas vu au-dehors : je piochais. Mais la deuxième année, une occasion s'est offerte de bondir. La conquête de la vie exige qu'on n'hésite jamais quand apparaît la cible. Les gens qui ne réussissent pas, ce sont les gens qui s'attardent lorsque brusquement le destin apparaît. Quand le moment est là, paf ! on saute sur la proie. Et on gagne, parce que l'audacieux a l'avantage d'avoir bondi le premier. Et l'imprévu de l'irruption fait qu'il emporte l'affaire.

Q. — *Sur quoi avez-vous sauté ?*

R. — Il y avait eu jusqu'alors, à Louvain, un journal des étudiants qui s'appelait *L'Avant-Garde*. Ce journal-là avait sombré. Ses jeunes rédacteurs avaient publié en tout sept numéros au cours de l'année antérieure. Bref, les abonnés avaient été refaits. De son côté, l'imprimeur n'avait pas été payé. Total : le journal n'avait pas reparu. Un mois après la rentrée, rien n'était sorti.

« Tout le monde se dégonfle, me suis-je dit ; je vais tenter le coup. »

Et j'ai relancé le canard que tous avaient cru grillé.

Pour moi, ce fut une grande école de presse. Tout en pondant sur un coin de table de café mes articles, je devais bien me dire : « Plus personne ne va s'abonner ! » Tous ceux qui avaient versé à l'avance leur abonnement l'année précédente, pour ne recevoir que sept numéros, n'auront pas la moindre envie de se faire dindonner une deuxième fois ! Financièrement, pas de masse de manœuvre possible ! Il faudra donc que j'accroche, à chaque numéro, un gros public d'acheteurs par quelque chose d'absolument sensationnel.

Les gens ne se précipiteraient sur le journal que si quelque chose de tout à fait impressionnant les harponnait. Il n'y a pas d'autre loi

dans la presse. Un journal ne réussit que lorsqu'il intéresse. Vous pouvez engloutir des centaines de millions dans des journaux : si votre publication est illisible, on ne l'achètera pas, vous aurez beau taper de la grosse caisse.

Tandis que si votre journal est passionnant, même si les gens sont défiants, et même s'ils vous détestent, ils l'achèteront.

Ainsi, il allait falloir que, chaque semaine, je sorte quelque chose d'extraordinaire dans mon *Avant-Garde.* J'écrivais le journal à peu près tout seul, le soir, au café, dans le tohu-bohu. Je commandais ce qu'on appelait une « botte », contenant deux litres de bière. J'entonnais allègrement mes deux litres de bière tout en déversant une copie abondante. Chaque semaine — condition *sine qua non* de la vente du prochain numéro — j'inventais de toutes pièces un canular que j'essayais de rendre chaque fois plus stupéfiant.

Q. — *Quel genre de canular ?*

R. — J'en ai monté de si drôles, de si extravagants, qu'ils ont été en 1930 réunis en un volume, aux Editions Rex, sous le titre *Les grandes farces de Louvain,* bouquin devenu presque officiel puisqu'il fut préfacé par le secrétaire général de l'université, le professeur Léon van der Essen, historien si renommé qu'il deviendrait, lui, mon préfacier, président de la Commission des crimes de guerre en 1945. Un rien de malchance alors, et l'excellent homme, un ami de la vie, se fût trouvé devant le dilemme : démissionner, ou me faire fusiller !

Le canular qui battit tous les records fut mon « affaire Dumas ». Un tel nom d'auteur pouvait, de prime abord, attirer le public car Dumas est connu dans le monde entier. Même aux Etats-Unis, même au Canada, même au Japon, on sait qui a été Alexandre Dumas. Qu'un Dumas se mît à collaborer à mon *Avant-Garde,* ne pouvait que susciter au plus haut point l'attention des lecteurs. J'avais donc signé bravement « Alexandre Dumas, petit-fils », le roman-feuilleton dont chaque semaine je publiais une tranche. Il s'appelait macabrement *La barbe ensanglantée.* Malheureusement, je l'écrivais à la fin de la botte de deux litres, ce qui fait que le récit était devenu presque indéchiffrable. Au chapitre où j'étais joyeusement parvenu, les personnages principaux d'Alexandre Dumas petit-fils excursionnaient dans les égouts de la ville de Louvain : ils y avaient découvert le crâne de Darius à l'âge de douze ans, puis le crâne de ce même Darius à l'âge de cinquante-sept ans. C'était assez étonnant.

Q. — *L'affaire devenait sans issue ?*

R. — Pour provoquer un regain d'intérêt pour ce roman devenu biscornu, j'imaginai une protestation de la famille Dumas.

Celle-ci, m'étais-je dit, n'avait quand même pas dû disparaître d'un seul coup dans une trappe le jour de l'enterrement du fondateur prolifique. Partant de cette supposition, je m'envoyai une belle lettre de protestation de ses héritiers. Dans cette lettre, indignée à juste titre, vengeresse même, les Dumas s'élevaient contre la littérature misérable que j'endossais à cet Alexandre Dumas, petit-fils, dont ils affirmaient qu'il était rigoureusement inexistant.

Bon, j'avais ainsi une belle lettre à sensation.

Q. — *Et quoi encore ?*

R. — Nous avions, à *L'Avant-Garde,* monté déjà tant de bateaux que je devais bien me dire : les gens ne vont pas monter sur cette nouvelle embarcation ! Ils vont s'écrier que la lettre des héritiers Dumas est du chiqué !

En conséquence, j'ai imaginé un procès en bonne et due forme, déclenché par ladite famille Dumas. J'ai inventé pour la circonstance deux rames de descendants, les uns vivant à Paris, rue Carpentras, les autres vivant dans l'Anjou. Pourquoi pas, en somme ?

Un des plus bruyants barytons du Barreau parisien de l'époque était le sénateur de gauche Henry Torrès. J'agis comme si ce grand avocat avait déclenché, de Paris, l'opération judiciaire. Je fis imprimer du faux papier à lettres au nom de Torrès. Par une lettre signée de sa main — ou plus exactement de la mienne —, le Maître parisien chargeait un avocat belge de le représenter dans le procès. Cet avocat était un député démocrate-chrétien fondamentalement imbécile. Il fut ravi d'une telle publicité offerte à sa vanité.

Je fis ensuite confier à un huissier louvaniste, toujours sur demande « officielle » de Torrès, le soin de nous présenter les assignations. L'honnête gratte-papier vint dignement nous assigner, à mon petit appartement. Tous les copains étaient entassés en dessous du lit pour ne rien perdre de la rigolade.

La paperasserie judiciaire étant ainsi parfaitement en ordre, ce procès, si incroyable que ce fût, eut donc lieu aux jour et heure fixés : trois mille étudiants menant un vacarme inouï arpentèrent la ville, envahirent en masse le tribunal.

J'avais ameuté toute la presse du pays, écrivant sur un ton pathétique aux directeurs de journaux : « Qu'est-ce que c'est ! alors, on ne va même plus tolérer l'humour estudiantin ? de quoi

se mêlent ces Torrès et autres agitateurs étrangers ? ils sont grotesques ! » Stimulée de la sorte, la presse s'amena à Louvain comme on court à une bonne catastrophe de chemin de fer ou à un bruyant divorce d'actrice.

« Est-ce vrai ? Est-ce un canular de plus ? » se demandaient les journalistes !

Q. — *Mais c'était courir à une condamnation d'outrage à magistrat ?*

R. — « Tu vas être sacrément condamné pour outrage à la magistrature », m'avait dit mon bon maître, Mgr Picard, qu'en trois mots j'avais mis au courant de la supercherie, avant d'aller m'asseoir sur le banc d'infamie des accusés.

Pas de doute, pourtant, le tribunal siégeait ! Trois juges ! Pas moins ! Mortier galonné perché sur leur calvitie, crispés derrière leur carafe ! Les débats, acharnés, homériques, se poursuivirent pendant trois heures. Je défendis la liberté de la presse, l'humour estudiantin, avec l'énergie d'un champion du Tour de France cycliste hissé sur ses pédales en haut du Tourmalet.

Une fois les débats clos, vu la complication du cas, les juges proclamèrent la remise du jugement à huitaine. Nous sortîmes dans un vacarme fantastique, escortés par toute la presse.

Je laissai publier partout les comptes rendus. Mais les magistrats ? Quelle condamnation allait me valoir la fureur cramoisie des vieux pontifes judiciaires, embarqués solennellement dans une telle farce ?...

Eh bien, non ! Ils encaissèrent parfaitement l'outrage. J'avais publié, quelques heures plus tard, un numéro spécial de *L'Avant-Garde* que des milliers de curieux s'arrachèrent, où j'expliquais, entre autres, aux dignes arbitres du Droit et de la Loi, que, pour finir, l'Etat belge, bien loin d'avoir été malmené, avait fait une très brillante affaire puisqu'il avait bénéficié de la dépense, généreusement supportée par nous, étudiants, de 2,45 F en timbres fiscaux !

Les juges, ne pouvant guère faire autre chose, prirent le parti de rire comme tout le monde ! Je faillis même plus tard devenir leur tuteur, puisque dix ans après, en 1936, j'allais être invité à accepter le portefeuille de ministre de la Justice !

En attendant, grâce à Alexandre Dumas petit-fils, à sa pseudo-famille, grâce au Torrès fantôme et aux trois juges qui avaient été beaucoup moins fantomatiques, mon journal estudiantin était définitivement lancé ; le tirage atteignait dix mille exemplaires ; nous

imprimions notre canard, comme des grands, à Bruxelles sur une rotative de quotidien.

A la fin de l'année universitaire, nous avions fait de tels bénéfices que nous avons remboursé tous les abonnements aux audacieux souscripteurs et nous nous sommes payés un banquet superbreugelhien qui dura cinquante et une heures, pas une de moins. Je lançai là-dessus un bouquin significatif : *La belle vie à Louvain.* Et vrai, nous l'avions belle, la vie !

Q. — *Cette « Avant-Garde » a-t-elle marqué le début de votre action ?*

R. — *L'Avant-Garde* a été pour moi une école où j'ai été, en même temps, le professeur et l'élève. Je savais désormais comment, à force d'être vivant, direct, imaginatif, on peut assurer le succès d'un journal et, aussi, comment on peut gagner de l'argent dans la presse, au lieu d'en perdre.

J'ai branché l'édition de mes premiers livres sur le support gratuit de cet hebdomadaire, leur assurant de la sorte une diffusion assez importante. Diffusion dit : répercussion.

Dès ce moment-là, me sont venues les invitations du dehors. Lorsque j'ai publié mon petit bouquin *Jeunes plumes et vieilles barbes*, j'ai été convié au *Vingtième Siècle* qui était, avant 1940, le deuxième journal catholique de la Belgique. Là trônait un géant débonnaire, l'abbé Wallez. On s'y frottait aussi aux soies violettes d'un prélat au nez illuminé de cellier bourguignon, qui était un très grand journaliste et s'appelait Monseigneur Schrygens.

Celui-ci avait lu mon ouvrage, lui avait consacré un feuilleton littéraire : « Il promet beaucoup, écrivait-il, ce jeune poulain qui rue, qui piaffe, qui veut sauter les barrières. » Ledit poulain les avait intéressés.

On m'avait donc invité à Bruxelles. L'abbé Wallez, le patron, me dit : « Vous êtes étudiant, nous n'allons pas vous faire venir ici dans nos bureaux et vous faire perdre le contact avec les milieux estudiantins. Continuez vos études comme vous voudrez. Nous, nous vous donnerons un traitement de rédacteur et vous écrirez librement pour le *Vingtième* depuis Louvain même ».

Solution formidable qui m'assurait, à vingt ans, une tribune en vue.

« Que pourrai-je écrire ?

— Carte blanche ! » Telle avait été la réponse.

C'est ainsi que j'ai pu promptement sauter sur ma première possibilité d'exposer à un vaste public mes conceptions sociales.

Q. — *Comment avez-vous commencé ?*

R. — Tout ce que j'avais vu de la misère des familles de travailleurs dans les bassins ouvriers, et notamment dans le bassin liégeois, j'allais, pour le *Vingtième Siècle,* en prolonger l'examen sur place pendant quelques mois. Je ne ratai pas un faubourg prolétarien de Bruxelles, de Liège, de Mons, de Charleroi, de Gand. Quand je fus prêt, je lançai dans le *Vingtième Siècle* un reportage sur les taudis, un pavé dur comme du quartz, que j'envoyai en plein dans la mare des politiciens sans préoccupation sociale.

Le directeur du *Vingtième Siècle* avait, le premier jour, placé ma copie — assez inquiet de son ton violent — dans un coin tout en bas de la première page et puis avait renvoyé l'essentiel beaucoup plus loin, dans le fouillis des pages intérieures. Le lendemain, mon reportage recouvrait deux colonnes de la première page. Le troisième jour, il s'y étalait sur les trois premières colonnes. Et ainsi jusqu'à la fin de la série. Des photos terribles renforçaient la véracité de mes propos.

L'impact fut considérable. Mes textes réunis en volume en 1930 furent préfacés par le ministre du Travail en personne, un nommé Heyman, brave homme à chapeau melon, qui avait autant d'envergure qu'un moineau cul-de-jatte.

En fait, nous les futurs Rexistes, étions bien plus sociaux que les mamamouchis du Parti Socialiste, embourgeoisés, bureaucratisés depuis longtemps, n'ayant plus la tripe populaire, presque tous corrompus, ayant perdu la foi dans leur cause.

Plus qu'eux encore, nous vomissions les chrétiens dits démocrates, bondieusards, cafards, confits en hypocrisie, toujours prêts à lâcher, à trahir et à s'aplatir devant les chefs marxistes, afin que ceux-ci tolèrent plus ou moins leur présence peureuse et muette dans le camp gauchiste !

Pontifes du fonctionnariat ouvrier et bavards jaunes de la Démocratie chrétienne n'étaient plus que la caricature d'un socialisme purificateur et sain, tel que le peuple l'avait rêvé.

Nous serions bientôt, nous, jeunes révolutionnaires de l'Europe qui naissait, les porteurs du véritable socialisme, réconciliant l'ordre indispensable de l'Etat et la justice sociale, dans la collaboration des classes artificiellement et criminellement dressées l'une contre l'autre par le marxisme et, tout autant, par l'hypercapitalisme.

Q. — *A quoi visiez-vous au moment de cette première percée ?*

R. — Déjà, on l'a vu, mes entreprises de presse avaient évolué assez heureusement. Je disposais d'un hebdomadaire, *l'Avant-Garde.* J'utilisais largement les *Cahiers de la Jeunesse catholique belge.* Le *Vingtième Siècle* m'avait accordé le privilège d'une grande tribune. C'est alors que Mgr Picard, qui était le chef de l'Action catholique, m'offrit de m'installer chez lui, à Louvain, pour mettre de la vie dans ses publications.

Tout en étant étudiant, j'ai dès lors vécu sous son toit. Mgr Picard, mort en 1945, était le prêtre le plus extraordinaire que j'ai connu dans ma vie. C'était un saint. Et pour moi, l'essentiel de la vie d'un prêtre, c'est d'être un porteur de sainteté. Il doit être en exclusivité un héraut de la vie spirituelle. Il y a assez de laïcs chrétiens sur la terre pour prendre parti temporellement. Un prêtre qui est tourneboulé sans arrêt par des affaires de contestation politique, de syndicalisme, d'avortement, de pédérastie et cent histoires de ce goût-là, pour moi c'est un rebouteux d'église, ce n'est pas un prêtre.

Un prêtre ? Il est fait pour essayer de conduire l'humanité au ciel, et non pas pour héberger cent velus braillards en grève sous les chaires à prêcher.

Mgr Picard, lui, était le saint complet. Je lui servais la messe tous les matins à six heures, car souvent, la nuit, nous trimions encore ensemble, ou revenions fourbus, en troisième classe, d'une conférence à un bout ou l'autre du pays. Mais à ces conférences, toujours le même public de bourgeois et de classes moyennes nous écoutait, poli, bien-pensant, confit. Je me tourmentais : Ces braves gens, c'est bien, mais le peuple où est-il ? Comment l'atteindre ? Comment — me répétais-je chaque jour — comment ramener les hommes à une grande foi, élémentaire et essentielle, qui atteigne aux racines les plus profondes de l'être ? Comment faire pour culbuter les barrages terribles dressés entre le peuple et la Foi ?

Q. — *Quels moyens avez-vous utilisés ?*

R. — C'est un problème qui se pose davantage encore aujourd'hui, et dont la solution me paraît plus douteuse qu'au temps de la simple irréligion, maintenant qu'un clergé traumatisé joue, pour repêcher la masse ouvrière, à une démagogie qui se dit libératrice et qui n'arrive tout juste qu'à étouffer et asphyxier davantage encore

les foules barbotant dans le dépotoir coûteux d'un matérialisme qui lui colle à la peau comme de la poix.

Non point qu'il ne faille pas lutter de toutes ses forces pour apporter la justice sociale au peuple. Il en a été privé longtemps. Mais alors, que ce ne soit pas au nom du seul beefsteack !

Quand j'avais vingt ans, l'évidence était là déjà : beaucoup d'ouvriers vivaient en dehors de toute vie spirituelle. Ils vivaient en dehors de la religion, parce que la religion était liée à toutes sortes de formes de domination du capitalisme. C'était comme cela. L'Eglise d'avant 1940 était trop souvent l'Eglise des nantis. Au surplus, dans de nombreux pays, la Belgique en tête, un parti catholique, généralement peu alléchant, se laissait compromettre dans de sordides scandales financiers, sous le couvert des ostensoirs et des chasubles.

Nul laïc, nul chrétien ne rompait ces chaînes d'ignominie. N'importe où vous alliez en Belgique retrouver des ouvriers, ceux-ci vous disaient : « Et votre parti catholique, c'est ça, la religion ? »

Ce duel me flagellait. La religion devait redevenir pure, se libérer de ses compromissions, ramener tout à sa mission strictement divine. C'était aux laïcs chrétiens à retrousser leurs manches pour pétrir la pâte temporelle. Dans les luttes sordides des partis et de la surenchère syndicale, l'Eglise ne devait, à aucun prix, embourber son action spirituelle.

L'opposition de la masse ouvrière à une Eglise qui dévaluait sa vocation spirituelle et qui se reniait à force de se travestir sous des oripeaux démagogiques, me faisait tellement souffrir que dès alors, tout jeune que je fusse, j'ai entrepris une action apostolique directe, vivante, près des masses.

Q. — *Pour vous, qu'était Dieu ? Et quelle était votre position vis-à-vis du clergé ?*

R. — Je vous en ai déjà dit quelques mots, en vous parlant de ma foi d'enfance. Pour moi, Dieu c'est tout. Les Eglises, les clergés sont des courroies de transmission. Ils ne sont pas l'essentiel, ils aident à atteindre l'essentiel. Ce qui compte, c'est d'arriver au cœur de l'homme, tendu naturellement vers le spirituel. Que ce soit au moyen d'une religion ou d'une autre. Russe, j'eusse aimé Dieu selon le rite orthodoxe. Arabe, j'eusse suivi, pour l'atteindre, les chemins de l'Islam. Et de l'Hindouisme si j'avais vécu à Calcutta. L'important, c'est Dieu. C'est l'amour de Dieu. C'est l'amour des hommes à travers Dieu. Le reste, évêques, popes, mollahs, bonzes, ne sont que

des échelons, souvent branlants, tout indispensables soient-ils à un peuple qui ne peut se passer ni de jalons fixes ni de guides.

Si un homme se donne avec toute la force de son cœur à Dieu, les détours et contours par les lacis des rites ne sont que des adjuvants.

Gamin, au catéchisme, lorsqu'on nous avait expliqué que le catholicisme était la seule voie admissible vers Dieu, j'avais été étonné. Ce monopole du salut chrétien m'avait paru abusif. Parce qu'un enfant était né sur les bords du Gange, ou du Yang Tsé Kiang, ou du fleuve Congo, il était perdu spirituellement ? Le ciel lui était interdit ? Tout simplement du fait que le curé de Bouillon n'avait pas exercé son ministère dans les déserts poussiéreux d'Arabie ou dans la brousse tropicale ?...

Cette excommunication des quatre cinquièmes de l'humanité m'avait choqué. Dieu est le Dieu de tous les hommes, du négrillon de la forêt équatoriale, de l'hindou contemplant sa vache, du canaque dans ses palétuviers. Selon le catéchisme qu'on nous enseignait, il eût fallu chasser des perspectives célestes tous ceux qui n'étaient pas strictement catholiques, et cela en vertu d'interprétations doctrinales que ces peuples lointains n'avaient eu ni l'occasion, ni la possibilité d'analyser, de comparer.

De même pour les enfants ! S'ils mouraient sans avoir reçu sur leur petit crâne pelé les quelques gouttes d'eau du baptême, ils devaient filer obligatoirement aux limbes ?... Hors de la présence du Dieu qui les avait créés, eux aussi bien que nous autres qu'avait oints à temps le curé de notre paroisse ?...

Q. — *Tout cela ne vous empêchait pas d'être un ardent propagandiste de cette Eglise ?*

R. — Pas exactement. C'est à Dieu que je voulais amener les foules, et non pas à une machinerie religieuse dont je connaissais de près, à la fois, les imperfections et la nécessité.

J'avais sous le nez le spectacle du cardinal de Malines, pour qui un incroyant était un monstre. Pour moi, un incroyant était un frère. L'apostolat, tel que je le concevais, était à l'opposé de cette mentalité d'Inquisition. Il ne consistait pas à dresser des barrages entre les croyants et ceux qui n'ont pas reçu l'illumination divine, ou pour qui l'appel de Dieu est un fantasme, voire même un non-sens.

Un incroyant ne peut pas être, pour un croyant, un réprouvé. La grâce est un don. On peut ne pas la recevoir. Certes, beaucoup

d'hommes qui n'ont pas reçu son éblouissement eussent pu avoir l'humilité de la demander. Dieu est à la portée de tous.

Il est le Tout-Puissant. Toute la nature crie son existence : les milliers d'espèces vivantes, l'oiseau qui chante, éperdu, les papillons aux somptueuses parures, le corps de l'homme, la merveille de l'œil captant l'univers, la complexité du cerveau aux millions d'entrelacs nourriciers, la prodigieuse ordonnance des cieux criblés d'étoiles, le halètement régénérateur des mers, tout nous dit que le monde est ordre et puissance, et que le hasard, s'il a pu produire quelques rencontres heureuses, n'eût jamais pu créer cette fantastique harmonie où le moindre moustique est un chef-d'œuvre.

Mais Dieu n'est pas que puissance, il est aussi, il est surtout Amour. Le grand mystère des cœurs est là. Nous voulons aimer, nous voulons être aimés. Tout notre être est tendu, même sur le plan humain, vers celui qui recevra le plus profond de nous-même. Le drame est de ne pas voir où est l'Amour, d'errer dans des ombres, de ne pas avoir reçu la merveilleuse illumination. Dieu est cette illumination, qui nous pénètre en tout, qui nous émeut en tout, qui nous comble et qui nous emporte.

A l'incroyant, cette compénétration paraît hystérie et sottise, parce qu'il ne la comprend pas. Il est comme l'homme qui n'a pas trouvé, dans l'ombre, l'interrupteur électrique qui lui donnera la lumière.

Beaucoup, au fond de leur être, voudraient croire que cette lumière existe, qu'un Dieu existe, un Dieu dont ils n'ont pas entendu l'appel, parfois peut-être parce qu'ils ne lui ont pas dit modestement : Si vous existez, Dieu, illuminez-moi !

Cet appel, beaucoup l'ont lancé, de saint Paul à Pascal, de Pasteur à Léon Bloy. Et ils ont reçu la réponse. Beaucoup d'autres n'ont rien demandé, sont restés, les bras ballants, en dehors du sacré, sur le seuil de la vraie vie.

C'est cet amour de Dieu, ce mystère de Dieu, cette grâce de Dieu, son appel pathétique aux hommes qui guidaient mon action. Cette foi, je la possédais, mon cœur était brûlé par ses joies. Je voulais donner mon bonheur aux autres.

Q. — *Comment vous accommodez-vous de l'existence des autres religions ?*

R. — C'est un autre problème.

Un être supérieur pourrait arriver seul, peut-être, à la compénétration spirituelle et, même, mystique.

Mais la foule a besoin d'être conduite, orientée, encadrée. Le

Christ, au prix de sa terrible agonie, a apporté le christianisme à l'humanité à cette fin. Cela n'a pas empêché l'Eglise, aux mains des hommes, d'être souvent défaillante. La Papauté a été, plus d'une fois, une taverne de fripons, aux scandales retentissants. Mais, dans l'ensemble, la grande institution de l'Eglise catholique a permis à des millions d'êtres, incapables d'atteindre Dieu par eux seuls, d'atteindre à une vie spirituelle libératrice.

Les autres religions ont connu, elles aussi, leurs déboires. L'Eglise orthodoxe a eu ses débordements, l'Islam ses disputes féroces. Luther lui-même, le dénonciateur des scandales de Rome, enleva une fille, religieuse de surcroît. L'humain guette le prêtre comme n'importe qui d'entre nous. Il colle sa glu sur le divin. Mais le moteur des religions, même s'il a des ratés, est nécessaire pour arriver au bout de la route spirituelle ; grâce à lui, se hissent vers les hauteurs des millions d'êtres qui, sinon, resteraient dans les fossés, dès les premiers mètres.

Cette Eglise terrestre, au surplus, peut corriger ses erreurs, rectifier ses faux pas, dominer ses faiblesses, être de plus en plus digne de sa mission. D'innombrables prêtres sont des guides admirables. Les couvents sont les grands lacs humains où le ciel se reflète, et d'où s'épandent les ondes illuminées et nourricières de la prière et de la charité. Au cours de vingt siècles d'expansion, le christianisme a eu des milliers de saints et de mystiques, projetés, corps et âme, dans le don spirituel. Chaque époque les a connus. Eux sauvaient tout. Finalement, grâce à eux, et grâce à Dieu qui soutient les plus faibles, deux mille ans de clergé catholique ont valu aux croyants une organisation efficace et aux incroyants la répétition constante des appels spirituels.

De toute façon, les dirigeants des Eglises ne sont que des instruments de Dieu, chacun surveillant sa conscience, bergers imparfaits, conduisant, dans un certain ordre et un minimum de cohésion, des troupeaux qui n'arriveraient nulle part s'ils restaient dispersés.

Q. — *Et les incroyants ?*

R. — On doit en finir avec la mise à l'index des incroyants. Des millions d'hommes, de femmes, qui n'ont pas rencontré Dieu, mènent des vies admirables, souvent plus méritoires que les nôtres à nous, croyants, parce que leur existence est limitée dans le temps, n'a pas la conviction ou l'illusion d'une contrepartie extra-terrestre. Leur rectitude de vie est dépouillée de toute compensation. Et de tout mirage. Face à eux nous devrions sentir l'infériorité de notre don.

Que de fois n'ai-je ressenti d'admiration, n'ai-je été saisi d'émotion en voyant, au front de l'Est, tant de mes jeunes camarades incroyants de la Waffen S.S. aller, le cœur droit, l'œil brillant, à la mort, c'est-à-dire au sacrifice au-delà duquel leur vie ardente ne serait plus rien... Leur immolation pour leur idéal humain était entière, irréversible. Et ils allaient vers elle sans trembler...

Une âme, c'est un jardin inviolable. Il ne faut l'aborder qu'avec tendresse, et non en lansquenet d'une foi dont l'intransigeance blesserait et serait, d'ailleurs, non-sens et profanation. Si on vous invite dans ses ombrages secrets, il faut y avancer sur la pointe des pieds, savoir qu'en face de soi on a peut-être une conscience beaucoup plus haute que la sienne. Quelle joie cependant si on peut, par sa conviction, faire passer sa joie dans le cœur des autres !

Tel était, à vingt ans, mon état d'âme à propos de Dieu, à propos de l'Eglise, à propos de l'homme-frère, qu'il croie ou qu'il ne croie pas.

Vous avez voulu que je me livre à cette introspection. Vous répondre était délicat. Je l'ai fait. Le cœur de celui qui rêve d'être un conquérant d'âmes ne vaut que s'il est grand ouvert. Vous venez de voir le mien, mis à nu comme sur une table d'opération.

Q. — *Il est rare, c'est vrai, qu'un homme parle de Dieu avec votre sincérité. Comment votre foi s'est-elle traduite dans vos actes ?*

R. — Qu'un tout jeune garçon se risquât à jouer au prédicateur, n'était pas sans risques. Je me souviens de mes premières tentatives. J'étais allé évoquer la Semaine Sainte à Seraing, grand centre industriel de la banlieue de Liège et qui était alors un des plus puissants bastions du communisme. Un prêtre, lui, aurait pu difficilement aller parler là-bas du Christ, en public, devant des foules ouvrières. J'ai organisé une semaine de la Passion. Six jours de suite, j'ai expliqué, sur la grand-place, le sacrifice du Christ sur la Croix. Eh bien ! la foule, goguenarde au début, nombreuse rapidement, avait écouté. J'avais fait pleurer, oui, pleurer l'assistance transie. C'était la preuve que tout était possible, que la sensibilité religieuse du peuple existait toujours, et son besoin de dépasser les brouillards et les ombres de l'incertitude...

D'ailleurs, je le répète à tous les jeunes de maintenant : tout est toujours possible. Il n'y a pas d'obstacle pour celui qui a la foi, qui est brûlé par elle, et qui brûlera les autres grâce à elle.

Dès cette époque-là, je m'étais dit, en voyant l'espèce de rébellion parfaitement normale du peuple, qu'il s'agirait de dégager celui-ci de l'égoïsme et du matérialisme, non pas en s'acharnant à promettre plus que Marx, qu'Engels, que Lénine, mais en essayant de repeindre de neuf chaque cœur délaissé, lassé, souillé, de recomposer une véritable communauté humaine, juste, fraternelle, de ranimer en elle les plus hautes vibrations d'âmes.

C'est cela qui allait m'amener à créer le Rexisme.

CHAPITRE III

LES FLAMANDS ET LE CAS ALLEMAND

La question flamande, question de justice — La guerre des deux nationalités — Les haines de la Première Guerre mondiale — La bibliothèque de Louvain, soufflet aux intellectuels allemands — Le « Furore teutonico » de soixante-douze mètres — Le premier livre à grand tirage international de Léon Degrelle — Au-delà des inimitiés de la Première Guerre mondiale — Adieu à un monde étriqué.

Q. — *Léon Degrelle, comment d'animateur aux impulsions mystiques êtes-vous passé à la politique ?*

R. — A ce moment-là encore, vous avez pu le constater, je m'en tenais uniquement à une action visant à une renaissance spirituelle. Au point de vue politique, mes propositions ne franchissaient pas le stade de l'analyse et de la réflexion.

Je ne suis pas passé si vite qu'on le croit à l'action publique, à l'action terrestre. J'y suis venu parce que, sans un grand nettoyage politique, un renouveau spirituel n'était plus possible.

J'avais découvert, c'est vrai, dans la doctrine de Maurras, les grandes assises de l'Etat, ordonné, durable, compétent, responsable. J'avais vu, en même temps et au-delà du maurrassisme, la nécessité de mener une grande action sociale, qui ne pouvait pas être distincte de l'action politique, les deux devant s'interpénétrer.

De même, j'avais été impressionné, dès mes débuts à l'université, par un phénomène qui apparaît à présent, sous des aspects divers, dans beaucoup de pays où la question du régionalisme est devenue un phénomène important : je veux dire le réveil des peuples frappés dans leur culture et dans leur dignité.

Q. — *Je suppose que vous faites allusion à la question flamande qui empoisonne la Belgique depuis bientôt un siècle ?*

R. — Elle était pour moi, avant tout, une question de justice. Au fond, tout dans ma vie, dès mon enfance, et surtout dès ma jeunesse, a été hanté par un besoin de justice. La question flamande avait surgi d'injustices énormes commises dans la Belgique factice d'après 1830 aux dépens d'un peuple remarquable.

Les étrangers ne connaissent pas bien ce problème. Et d'ailleurs, pour eux, il s'agit d'un problème très limité géographiquement. Les Belges eux-mêmes se sont tellement empoignés à propos de ce conflit-là que bien souvent ils n'y ont plus vu clair. Pourtant, il est évident que dans un pays comme la Belgique, où plus de la moitié des citoyens sont flamands, il était absolument inadmissible que des millions d'habitants soient brimés dans leur langue et dans leur culture. Or c'était le cas depuis la révolution de 1830 qui avait stupidement cassé en deux les grands Pays-Bas de jadis, pour créer, au sud, une fausse Belgique, raccourcie de moitié, où les Flamands, par haine des Hollandais, leurs compatriotes du nord brutalement répudiés, n'allaient plus être traités pendant cent ans qu'en comparses inférieurs, à la langue presque méprisée, réservée aux paysans et à la valetaille.

Q. — *Où et quand avez-vous pris conscience de cette situation ?*

R. — Déjà au collège des Jésuites certaines réactions anti-flamandes m'avaient choqué. Mais je l'ai découvert surtout à l'université de Louvain. Les étudiants flamands devaient suivre nombre de cours en français. Nous autres, étudiants de Droit, avions pu établir qu'avant d'avoir mis sur le même pied, dans notre Faculté, l'enseignement en flamand et l'enseignement en français, il se passerait cent vingt ans !

La cadence était prévue comme cela : cent vingt ans avant que nos camarades flamands aient la possibilité d'étudier le Code dans leur propre langue ! Et même, s'ils l'avaient voulu, ils n'auraient pas pu l'utiliser parce que, alors, ce Code en langue flamande n'existait pas ! Il n'existait qu'en français. Un avocat flamand devait, pour plaider, consulter un code rédigé dans une autre langue que la sienne.

Toute cette affaire avait été jalonnée d'injustices scandaleuses. Des Flamands avaient été condamnés qui n'avaient pas compris un

mot aux débats judiciaires auxquels ils avaient été soumis. La même injustice avait été déployée à l'armée pendant la Première Guerre mondiale de 1914-1918. L'immense majorité des soldats de l'armée belge étaient flamands. Pour une raison inadmissible : le recrutement était limité, et l'appel sous les drapeaux se faisait par tirage au sort ; tirer un « bon numéro » signifiait qu'on était exempté du service. Avec cette circonstance aggravante que, s'ils avaient sorti un « mauvais » billet, les riches, eux, pouvaient, pour deux mille francs, se payer un remplaçant. Comme les Flamands étaient alors les pauvres de la Belgique, eh bien ! pour deux mille francs, le jeune bourgeois cossu envoyait un Flamand à la caserne, voire au casse-pipe, à sa place !

C'est ainsi que lorsque la guerre de 1914 a éclaté, 84 % des soldats belges étaient des Flamands. Presque tous, par contre, étaient commandés par des officiers de langue française, ce qui provoquait des complications inimaginables, les troupiers ne comprenant pas, à des moments décisifs, les ordres qu'on leur lançait.

Des persécutions vraiment honteuses avaient aussi frappé de plein fouet les sensibilités : on avait été jusqu'à faire enlever, en pleine guerre, des pierres tombales de soldats aux inscriptions flamandes, à les casser et à empierrer des routes du front avec leurs débris.

La jeunesse flamande se rebellait contre ces maladresses, ces injustices et ces outrages.

Q. — *Quelle chance aviez-vous, vous jeune Wallon, de modifier quoi que ce soit à cet état de choses ?*

R. — A l'université de Louvain, quand je suis arrivé, j'ai assisté à un étonnant spectacle : une moitié de l'université était en guerre contre l'autre moitié de l'université. En guerre ouverte ! Les étudiants se battaient, le soir, de tous côtés. A coups de briques ! On reconstruisait depuis 1919 la ville de Louvain. Des quartiers entiers n'étaient que des champs de matériaux : munitions extraordinaires pour ces empoignades !

Je me suis dit : Ce n'est plus possible, il n'y a pas moyen d'imaginer un pays fort, un pays ordonné politiquement, un pays juste socialement s'il est incapable de respecter culturellement une de ses deux communautés.

Mais il était très compliqué de changer cet état d'esprit, ces mœurs, ces habitudes, parce que ces haines, comme toutes les haines qui vieillissent, étaient devenues aveugles.

J'ai décidé de vider le sac.

J'ai écrit un petit bouquin, publié en 1928 aux éditions de

l'Avant-Garde à Louvain et qui s'appelait *Les Flamingants*. Car les Flamands actifs, on les appelait les Flamingants. Le terme avait une résonance nettement péjorative. Ce petit bouquin a fait son effet parce qu'il était sincère.

Un nationaliste flamand devenu, vingt ans plus tard, ministre (1) belge de l'Intérieur, Alphonse Vranckx, m'a apporté un mois plus tard un autre bouquin, en réponse. Je l'ai publié aussitôt.

J'avais monté un petit département d'éditions à mon « Avant-Garde ». Ensuite, c'est un Flamand de langue française, appelé Dautrécourt, qui vint me confier un troisième livre, que j'ai lancé de la même manière. Dès ce moment-là, les contacts, le dialogue étaient honnêtement établis.

Nous avons jugé utile de tenir, dirigeants flamingants et dirigeants wallons, une réunion d'information toutes les semaines. J'ai fait d'abord prendre une décision. Le chic, dans les bagarres, était de scalper l'adversaire. Evidemment on ne lui enlevait pas le cuir chevelu comme à un peau-rouge, mais on lui enlevait sa coiffure. Les Wallons portaient une « toque » ronde ; les Flamands portaient une « flatte » large, rousse et aplatie. La grande affaire, c'était d'arracher à l'autre sa « flatte » ou sa « toque » et puis de la clouer comme une crinière scalpée au mur de sa petite chambre d'étudiant. Certains en affichaient des douzaines. J'ai fait décider, par les Flamands comme par les Wallons, qu'à chaque réunion nous rapporterions les coiffures volées dans un camp comme dans l'autre.

J'ai pris ensuite une autre décision : j'assisterais à toutes les réunions flamandes, si extrémistes fussent-elles. J'arrivais coiffé de ma « toque » wallonne. A chaque grande assemblée flamingante, j'étais là. C'était parfois assez compromettant, quand les autres sortaient en cortège en brandissant de grands drapeaux hollandais ! A ce moment-là, en effet, il ne s'agissait plus seulement du drapeau de la Flandre, mais du drapeau d'un pays devenu étranger. On allait au séparatisme. Et même à un Etat hollando-flamand. C'était le plan des Flamands les plus intransigeants. Un grand congrès pan-néerlandais s'est tenu en Hollande en 1930 : j'ai pris part, tout naturellement, à ces assemblées que présidaient de volumineux curés bataves, fumant encore, à trois heures du matin, devant cinq cents danseurs et danseuses, des cigares pareils à des sous-marins.

Cette prise de position en faveur de la justice flamande, quels que fussent les excès, assez nombreux chez des persécutés ou des réprouvés, allait me soutenir pendant toute ma vie.

(1) Socialiste...

Q. — Comment réagissaient les Flamands ?

R. — Les Flamands avaient vu, enfin, qu'ils pouvaient compter sur d'autres que les Flamands pour défendre leur cause.

De même que j'eusse défendu la cause des Irlandais, ou que je défends aujourd'hui la cause des Palestiniens, eh bien ! je défendais de toutes mes forces la cause flamande, uniquement parce qu'elle était juste. Ces gens avaient raison. Ils avaient le droit de vivre selon leur culture dans leur propre pays, de s'épanouir pleinement.

Dieu sait si mon combat avait été désintéressé ! Jamais les Flamands ne l'oublièrent ! Quand j'ai, quelques années plus tard, créé Rex, des milliers de jeunes gens flamands qui m'avaient connu à Louvain, qui avaient vu mes efforts et ma sincérité au service de leur cause, m'ont soutenu immédiatement. Même au front de l'Est, d'innombrables volontaires flamands me suivaient avec la même foi que mes premiers camarades de l'Université.

Q. — A Louvain, vous vous êtes attaqué à un autre problème, particulièrement délicat en Belgique, le problème allemand.

R. — En même temps que j'étais hanté par les grands problèmes nationaux, la restauration de l'Etat, l'ordre politique, la justice sociale, l'épanouissement flamand, le problème européen, et, notamment, le problème allemand, avaient commencé à me saisir l'esprit.

J'avais été impressionné, comme tous les garçons de mon âge, par les campagnes déchaînées qui avaient été menées contre l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. Même à ma maison natale, mon père avait collé à la fenêtre extérieure de son bureau une affichette qui portait ces mots : « Rien des Allemands, rien aux Allemands ! »

Un de nos cousins, curé au village d'Auby, avait écrit un ouvrage intitulé *Les Peaux-Grises en Belgique* comme si les soldats allemands avaient réédité les horreurs imputées par le cinéma aux Iroquois ou aux Sioux ! On distribuait en Belgique ce texte délirant du cousin à tous les visiteurs étrangers. On en était là. Enfants, nous avons été élevés dans des sentiments de refus aveugle.

Mais d'avoir vu de près l'Allemagne au cours de mes grandes randonnées en bécane, j'avais constaté que vivaient là, quand même, des millions de braves gens, qui n'avaient rien d'anthropophages forcenés, qui étaient tous pareils à d'honnêtes Belges ou à d'honnêtes Français.

Ces haines anti-allemandes, fomentées inlassablement, me parurent vite inhumaines et suprêmement inintelligentes.

Q. — Comment se traduisaient-elles, dans les faits ?

R. — A titre d'exemple, je vais vous rappeler un incident sauvagement anti-allemand qui se produisit à Louvain lorsque j'y étais étudiant. Parmi les grands désastres qui avaient frappé la Belgique pendant la Première Guerre mondiale, un de ceux qui avaient retenu tout spécialement l'attention internationale avait été l'incendie de la bibliothèque de l'université de Louvain.

Louvain possédait une des plus vieilles universités du monde. Elle allait, quand j'y étais, atteindre les cinq cents ans. Dix jours après la bataille d'août 1914, la bibliothèque et les rues avoisinantes avaient été incendiées, en riposte à une échauffourée où quinze soldats allemands avaient été abattus, sans qu'on sût au juste par qui. La riposte n'avait pas tardé : la bibliothèque de l'université de Louvain avait flambé, avec le reste.

Résultat : à peine la guerre finie, on avait détaché des commissions pour aller, dans l'ancien Empire du Kaiser, piller les bibliothèques les plus fameuses et ramener à Louvain un copieux butin réparateur.

Dans toutes les grandes universités allemandes, les plus vieux manuscrits, les incunables les plus précieux avaient été confisqués ; la nouvelle bibliothèque de Louvain avait été renouvelée grâce à ces rapts. Elle était devenue, de ce fait, la véritable bibliothèque de l'Allemagne. Plus un grand savant allemand ne pouvait écrire un travail sérieux sur le passé germanique sans venir travailler à l'université de Louvain.

Or, dans tous les locaux, on s'était acharné à rappeler aux visiteurs d'outre-Rhin l'incendie de la bibliothèque par leurs soldats de 1914. Chaque bouquin pris chez eux portait une inscription : « Livré par l'Allemagne en réparation de l'incendie de la bibliothèque de Louvain ». Dans l'escalier d'apparat était taillée dans le marbre la même proclamation agressive. Où qu'on circulât dans l'immeuble, on était assailli par ces évocations. Or voilà que dix ans après la fin de la guerre de 1914-1918 on allait planter tout au long de la corniche une inscription géante, taillée dans la pierre : « Furore teutonico diruta, dono americano restituta », œuvre d'un très médiocre sculpteur nommé Pierre de Soete.

Q. — *Je traduis librement : « Détruite par la fureur allemande, restaurée grâce aux dons américains ».*

R. — Mettez-vous dans la peau des intellectuels allemands soumis à toutes ces humiliations, plusieurs lustres après les faits... Vraiment, une bibliothèque universitaire, qui symbolise l'épanouissement de l'esprit, la sérénité, la sagesse, eût dû, dès le premier jour, se garder de ces manifestations outrageantes. On allait encore aggraver l'affaire en plantant en haut de l'immeuble cette inscription gigantesque en latin caramélique, insultant les intellectuels allemands et, par-dessus le marché, platement servile et rédigée en charabia.

Les journaux écrivaient, d'ailleurs, « Furore teutonica », ignorant que le « furor » latin est un substantif neutre. Quant au « dono americano restituta » macaronico-yankee, il dépassait tout en médiocrité littéraire. Le recteur de l'université de Louvain, Mgr Ladeuze, homme sensé, pondéré, ordonna de tailler une autre balustrade, aussi imposante, mais qui ne porterait pas l'inscription agressive et bouffonne.

Q. — *Quel a été votre rôle là-dedans ?*

R. — Jusqu'à ce moment-là, je n'avais pas bougé. J'assistais au spectacle. Le spectacle fut vite complet : un énergumène parvint, un matin, à se hisser sur les toits de l'université armé d'une pioche ; il se mit à abattre les soixante-douze mètres de la nouvelle balustrade qui avait été substituée au fameux « Furore teutonico ».

Alors, outré par la provocation de ce crétin qu'acclamait la presse, j'ai écrit en vingt-quatre heures une brochure que j'intitulai, tout comme l'inscription, « Furore teutonico ». Au nom de la liberté de l'esprit, de la dignité intellectuelle, et au nom du bon sens politique tout court, je disais qu'il fallait en finir avec ces extravagances haineuses.

Ce petit bouquin était vif et il obtint un succès considérable. Il m'a fait connaître à l'étranger en quelques semaines, quoique je n'eusse jamais pensé en l'écrivant à une répercussion internationale atteignant toutes les universités du monde. L'université de Louvain en avait acheté des quantités considérables, douze mille exemplaires, qu'elle envoya un peu partout. C'était peut-être, du point de vue étroit du tout jeune écrivain qui voit son œuvre se répandre loin au-dehors, un résultat réconfortant, Mais pour moi, à la vérité, ce qu'il y avait eu vraiment d'intéressant dans cette prise de position catégorique, c'est que j'avais rompu une fois pour toutes

avec les rancœurs misérables qui empoisonnaient mesquinement les Européens, et plus particulièrement les Français et les Belges. L'Allemagne, c'était aussi l'Europe.

Définitivement j'avais jeté mon regard et mon esprit au-delà de mon petit pays, au-delà des vieilles inimitiés de la Première Guerre mondiale, me compromettant publiquement afin de les éliminer.

CHAPITRE IV

COMMENT DEGRELLE LANÇA REX

Degrelle, étudiant, devient éditeur — Lancement du journal *Rex* — Collé à l'événement — Les premiers tirages de 100 000 exemplaires — Degrelle forme des milliers de propagandistes — Le « Rex-appeal » — L'escadre des motocyclistes — L'édition massive, bonne affaire — La revue *Soirées* — L'hebdomadaire *Rex*: 350 000 exemplaires de tirage — Le grand scandale de *Vlan* — Les coups de Jarnac des banquiers.

Q. — *A cette époque, vous militiez toujours à l'Action catholique. Est-ce que vous pensiez faire une carrière politique dans ce qui était le Parti Catholique ? Je voudrais aussi que vous m'expliquiez comment vous vous êtes trouvé à la tête des Editions Rex, au sein de l'Action catholique ?*

R. — La vérité, c'est qu'en commençant je ne pensais pas à une trajectoire politique. Mais pas du tout, malgré que j'eusse parlé, dès le collège, de devenir premier ministre, et que, même à mon insu, la politique me travaillait, plongeait au loin en moi ses racines.

A vingt ans, je voulais, je l'ai dit, je le répète, me vouer totalement à une vie d'apôtre.

Mais ma situation était déjà, quand même, assez compliquée parce que ma vie apostolique était mêlée aussi — que je le voulusse ou non — à un certain nombre de positions extra-religieuses. Toutefois, j'étais bien décidé à ne pas confondre les deux combats, le spirituel et le temporel. Et si, un jour, l'imbrication des deux risquait de se produire, de choisir carrément l'un ou l'autre, l'un à l'exclusion de l'autre.

En outre, la justice sociale vivait en moi parce que vivait en moi la passion de la justice tout court et l'élan vers la fraternité que le Christ a apportée aux hommes.

Entre-temps, et un peu plus prosaïquement, j'étais devenu directeur des Editions REX.

Ce n'est pas moi qui ai inventé le mot « Rex » aujourd'hui inscrit dans tous les dictionnaires du monde. Ce mot provenait de Christus-Rex. Les éditions REX étaient les éditions de l'Association de la Jeunesse belge, en fait de l'Action catholique d'alors. C'était une petite firme plutôt chevrotante qui publiait de temps en temps un bouquin, ou des feuillets. Comme il y avait au moins cent mille membres de l'Association, cela se vendait. Mais l'affaire manquait d'ampleur et surtout de nerf.

Mgr Picard m'a demandé d'en prendre la direction alors que j'étais encore étudiant. Je l'ai assumée et je suis passé tout de suite à une action très directe. Telle serait toujours la norme de ma vie de journaliste et d'écrivain : vendre du papier imprimé à de grands tirages, à force de rendre le texte intéressant.

Je vous l'expliquais déjà à propos de mon tout premier hebdomadaire, *L'Avant-Garde*. Il faut que le public soit accroché. J'ai commencé par des brochures. Je n'avais pas de quoi, financièrement, fonder un journal, ni même une revue. D'ailleurs, les revues, à moins qu'elles n'atteignent une grande diffusion, je ne crois pas beaucoup à leur efficacité. Ce que j'aimais, c'était lancer le document-choc. Je guettais chaque grand événement. L'événement arrivait ? Je me préparais un litre de café, je m'installais dans mon grenier de l'immeuble de Mgr Picard ; en une nuit, j'écrivais une brochure de trente-deux pages. A l'aube, je courais à l'imprimerie et le soir les presses roulaient. Toujours j'ai tiré, du premier coup, à cent mille exemplaires. Sans gros tirages l'action est vaine.

Q. — *Cent mille exemplaires, il faut les vendre ?*

R. — Justement, dès le début, j'avais constitué à cette fin mes premières équipes de propagandistes. Mon raisonnement était celui-ci : il faut se baser avant tout sur la vente directe. La vente en librairie, c'est intéressant car on atteint de la sorte tous les publics, mais les pourcentages qu'on vous soustrait représentent la moitié de la recette. Et l'agence de diffusion ne vous paie cette pauvre moitié que beaucoup plus tard, six mois, neuf mois plus tard, tout en vous renvoyant les invendus, salis abîmés souvent, devenus

inutilisables. Opération peu rentable donc, généralement, et souvent même détestable.

Pour tenir le coup, entre-temps, il eût fallu disposer de fonds très considérables dont je ne disposais pas, et dont Mgr Picard ne disposait pas davantage.

Cela étant, je me suis mis à faire le tour des grands collèges, à prendre la parole dans tous les établissements de garçons et de filles. C'était la première fois qu'un jeune gaillard dynamique surgissait dans les pensionnats féminins du Sacré-Cœur et autres ordres distingués. J'avais vingt ans, on m'appelait « le beau Léon ». J'émouvais, je provoquais le rire, l'enthousiasme. Je me suis attiré ainsi, rapidement, des milliers de disciples, jeunes adolescents ardents, jeunes filles aussi, les plus belles et les plus vibrantes des jeunes filles belges.

Avec eux et avec elles, bientôt j'enfoncerais les barrages vermoulus du conservatisme. C'est de ce temps-là que date l'expression : « Rex-appeal ».

J'écrivais donc ma brochure collée à l'événement. Mais presque en même temps, je lançais vers tous ces collèges une escadre de quatorze motocyclistes.

Q. — *Des motocylistes ?*

R. — Oui, dès les premières semaines de mon démarrage, j'avais acheté quatorze motos. Je ne les avais pas achetées à prix d'or. J'avais fait un accord avec l'usine Gillet, morte maintenant, je suppose. Elle m'avait vendu quatorze motos, et moi, au lieu de lâcher un argent que je n'avais pas, j'étalais sur mes publications des placards de publicité d'une valeur correspondante. Donc ces moyens de communication, rapides et pétaradants, ne me coûtaient rien.

Quant à mes quatorze motocyclistes, tous des propagandistes débrouillards, tenaces, infatigables et que j'éreintais à un tel point qu'à la fin d'un lancement on les récupérait presque morts, ils étaient payés uniquement à la commission. Donc eux non plus ne me coûtaient rien, directement.

L'événement avait éclaté ? Ils étaient convoqués à Louvain à l'heure même où je donnais à l'imprimerie mon texte. Dans un grand fracas, ils filaient aussitôt par toutes les routes. Moi-même je courais haranguer les collèges ou pensionnats les plus importants, et mes cent mille exemplaires étaient liquidés en un tournemain.

Q. — *Financièrement, comment tout cela tenait-il ?*

R. — Ces cent mille brochures ainsi jetées à la vente ne me coûtaient, à cette époque-là, à l'imprimerie, que vingt-cinq centimes l'exemplaire. Et elles se vendaient un franc. Les premiers petits groupes de propagandistes et les établissements scolaires recevaient d'énormes réductions. Ceux qui en achetaient au moins dix mille d'un coup les payaient cinquante centimes. Mais ils les payaient comptant, ce qui me laissait, malgré mes largesses, une forte marge bénéficiaire, encaissable la semaine même. Chaque fois donc l'opération était rentable et permettait d'autres initiatives.

Toujours j'ai monté mes affaires comme cela, visant juste et frappant fort, réglant les comptes à toute vitesse.

Certains ont eu l'outrecuidance d'affirmer que j'avais lancé dans la faillite les éditions de Mgr Picard. Mgr Picard ne perdit pas un centime pendant tout le temps où j'ai géré ses éditions. Ensuite, je les lui ai rachetées, payant sans accroc quelconque les trois traites échelonnées que je lui avais signées.

Une fois propriétaire de ces Editions REX, je ne connus pas davantage de culbute économique. J'eus à supporter, certes, de terribles coups bas de la grosse finance lorsque mes dénonciations publiques de ses brigandages politico-financiers et de sa dictature occulte dans l'Etat la mirent hors de ses gongs. Elle contrôlait les crédits de mes imprimeurs, ce qui m'obligea, au pire moment, à prendre avec ces derniers des arrangements. Mais tous, finalement, empochèrent entièrement le montant total de leurs factures, intérêts de retard compris.

Le vrai importune. Mais le vrai, c'est que dans un pays où l'édition végéta toujours, je fis des Editions REX un centre extraordinaire de diffusion de la pensée. J'y brassais des millions. Et j'y gagnais des millions. J'attends encore l'imitateur qui, à vingt ans, en fera autant.

Q. — *Vous avez aussi lancé des hebdomadaires ?*

R. — J'avais convaincu Mgr Picard de créer le tout grand magazine moderne dont je rêvais déjà aux jours où je traçais, dans les *Cahiers de la Jeunesse catholique,* le plan de conquête du monde contemporain qui avait tant impressionné le vieux ministre socialiste Vandervelde. J'ai ainsi, avec quelques catholiques de pointe, créé *Soirées. Soirées* était le grand hebdomadaire de la radio, des voyages, du cinéma. Cela représentait 80 à 120 pages par numéro, ce qui était considérable à cette époque-là.

Je collais une actrice magnifique en première page.

Je vois encore le cardinal Van Roey, qui était le champion des bougons, le nez en nèfle, devenir plus rébarbatif qu'une porte de cellule, plus cramoisi que sa ceinture écarlate, et me dire, en découvrant à la plus belle place de la revue la déesse de la semaine : « Mais pourquoi, pourquoi vous acharnez-vous à toujours mettre une femme en première page » ?

Je lui avais répondu, goguenard, mais en prenant un air pieusement confus :

« Eminence ! si je mets votre visage en première page, je vendrai vingt mille exemplaires de moins que si je mets une jolie fille. »

Et puis, bon dieu ! quel péché y avait-il bien à ce qu'une fille soit jolie ! Qu'elle ne le fût pas, eût été, au contraire, une insulte au bon goût du Créateur ! Ma revue *Soirées* étonna rapidement par sa nouveauté, par son sens de la vie, par son éclatante jeunesse. Elle apportait, pour la première fois en Europe, le programme complet de la Radio, rassemblé et commenté en un supplément de trente-deux pages, broché à part. On a, depuis, copié la formule partout, mais nous fûmes les premiers à y penser et à la réaliser.

Comme l'Action catholique disposait d'un certain nombre d'heures à la Radio, je m'étais fait attribuer aussi, chaque semaine, une causerie dite littéraire.

La Radio, à cette époque-là, en était encore à ses premiers balbutiements. Mais rapidement elle me permit de me constituer un gros public en plus.

J'étais très frappé, souvent, en entendant des gens qui me disaient : « oui, je suis ouvrier ; dès la sortie de l'usine, je reviens à toute vitesse chez moi pour vous entendre ».

Cette grande revue, j'ai pu la lancer en partie grâce à ces contacts radiophoniques. *Soirées,* presque tout de suite, est devenue une bonne affaire. Pas une très grosse affaire, bien sûr, mais elle gagnait ses dix à douze mille francs à chaque numéro. En ce temps-là, où un billet de chemin de fer Bruxelles-Lourdes, aller et retour, coûtait 84 F, c'était quand même assez considérable.

J'avais tout de suite accroché mon public au moyen d'une enquête aguichante et facile : « A quoi rêvent les jeunes filles ? » Les jeunes filles, elles rêvent beaucoup, elles rêvaient dans le passé, elles rêvent encore maintenant ! La presse du cœur, c'est quoi ? Ma question à l'eau de rose m'avait valu des centaines de réponses et de visites : elles arrivaient en cortège à mon bureau, les belles filles rêveuses ! Je les convertissais en propagandistes. La revue fut rapidement lancée.

Bon. J'avais donc mis sur ses roulettes une revue « grand public », une revue très moderne, comme les catholiques n'en avaient jamais imaginée. Mais c'était toujours l'Action catholique qui, officiellement, la détenait. Je n'en étais en rien le propriétaire. Des Editions REX pas davantage. Je n'allais en devenir le patron réel que quelques mois plus tard.

Q. — *Et votre hebdomadaire* Rex ?

R. — Le journal *Rex,* je l'ai lancé comme instrument de publicité. C'était, au début, purement et simplement un catalogue commenté de nos bouquins, publié afin de faire mousser nos volumes. Ce journal avait été présenté de façon tellement vivante que le premier numéro s'est vendu à quarante-trois mille exemplaires, chiffre tout de même étonnant pour un catalogue payant, dans un petit pays.

D'après le plan primitif, ce *Rex* devait paraître tous les mois. Quand j'ai vu ce succès, je l'ai édité tous les quinze jours, puis je l'ai fait paraître toutes les semaines, lui donnant une portée intellectuelle d'un caractère universel. Je suis arrivé rapidement à cent mille exemplaires, cent mille exemplaires *vendus,* et, plus tard, à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, ce qui équivaudrait, dans une France de cinquante millions d'habitants, à une diffusion hebdomadaire d'environ deux millions et demi de numéros.

Un numéro de *Rex* était l'équivalent, en papier, d'un quotidien du grand format d'alors, replié en deux. Comme *Minute* ou *Rivarol* aujourd'hui. Toute l'affaire, encore une fois, c'était de rendre le numéro extrêmement dynamique.

J'écrivais moi-même énormément, des textes à l'emporte-pièce qui soulevaient le public d'indignation, de joie, de tout ce que vous voulez, mais le journal vivait, explosait.

En dehors de mes articles, j'insérais des textes de toutes les plus grosses légumes du monde de la littérature ou de la philosophie. Je partais d'un point de vue bien simple : après cinq ou six ans, plus personne ne se souvient d'un texte, et souvent l'auteur lui-même l'a oublié. Je recherchais, dans toutes les revues datant de cinq ans, de dix ans, les papiers intéressants des grands écrivains en vogue, que ce fût Gide, que ce fût Panaït Istrati, que ce fût le Père de Sertillanges, que ce fût Mauriac, ou des gens solennels de ce format-là. Je décortiquais leurs écrits, les découpais en beaux paragraphes, clairs, bien présentés, avec des grosses lettrines en rouge et un titre accrocheur. Cela me revenait, en tout et pour tout, à une douzaine de francs l'article, parce que tel était le tarif

fixé, pour la reproduction de vieux textes, par la Société des droits d'auteurs.

Tout le monde disait : « mais ce galopin de Degrelle, comment a-t-il bien pu dénicher des collaborateurs d'une telle importance » ?

C'était comme cela, à peu près gratuit. Et c'était tellement imprévu et si bien mis en valeur que, finalement, j'ai reçu de ces hauts personnages de véritables, d'authentiques papiers, complètement à l'œil par-dessus le compte ! Mauriac, notamment, s'est fendu d'un magnifique « Message aux Jeunes Gens de Rex », un grand papier solennel comme un psaume, chantant la gloire du jeune Rexisme !

Q. — *Comment de cette presse littéraire et populaire êtes-vous passé à une presse carrément politique ?*

R. — Je disposais, via l'Action catholique, de *Soirées* puis de *Rex*. Puis voilà que je crée *Vlan*, titre prometteur de belles bagarres ! Celles-ci allaient se déchaîner dès le premier numéro.

Vlan devait être, selon mes plans, un journal révolutionnaire, intégralement politique. J'avais vu comment, de tous côtés, des scandales politiques dits « catholiques » avaient été commis, comment toute une série de ministres dits « catholiques » et de grands dirigeants du parti dit « catholique » s'étaient enfoncés dans la politico-finance jusqu'aux pointes de leurs oreilles poilues. Ils s'y étaient englués, enlisés, à demi engloutis. J'avais entendu cent fois monter l'indignation parmi les masses. Cette utilisation de la religion à des fins politico-financières devenait intolérable. J'ai été droit au but : « Si nous sommes sincères, si nous voulons être de vrais croyants et non des hypocrites, eh bien, il faut crever l'abcès, il faut faire couler ce pus infect. »

Alors, mon bistouri tout neuf, je l'ai planté tout droit dans ces poches purulentes, avec une brutalité qu'aucune considération n'arrêtait.

J'ai commencé par étriper dans *Vlan* les pseudo-catholiques. Oui ! C'était une question de sincérité ! Ah ! mais alors, quel vacarme ! Je militais toujours au sein de l'Action catholique. Et je m'en prenais aux grands bonzes, pharisiens tout-puissants ! Mais, c'est précisément en tant que catholique qu'il me fallait botter ces gens-là, qu'il me fallait les flanquer en l'air comme des quartiers de viande putréfiée !

Ces gens-là, malheureusement, dominaient le pays. Et ces gens-là payaient grassement tout le monde, y compris la sainte Eglise.

Q. — *Ils ont dû ruer ?*

R. — Je m'étais mis, entre autres, à dénoncer le « Boerenbond ». Ce mot flamand veut dire « Ligue des paysans ». C'était la plus grosse organisation religioso-financière des Flandres, une organisation théoriquement parfaite, qui avait pour mission officielle et tout à fait louable de venir en aide aux paysans mais qui, en réalité, avait branché sur ce plan pieux une organisation bancaire géante qui drainait les économies des campagnards chrétiens.

Elle avait fait disparaître dans des spéculations des centaines de millions de francs : c'était une affaire honteuse. Mais l'Eglise d'alors touchait sa part sur tout. Le curé était une espèce d'agent plus ou moins discret de la banque dans sa paroisse. Les évêques empochaient des commissions plus importantes parce qu'ils dominaient les doyens et les curés. L'archevêque, lui, raflait, bénisseur et bec cousu, six beaux gros millions par an, parce qu'il coiffait le trafic de tout le monde !

Dès l'instant où j'ai sauté avec mon gourdin sur tous ces salauds, j'ai vu se dresser contre moi le cardinal Van Roey, brandissant sa crosse. La situation était presque comique parce que, précisément, peu avant, il venait de préfacer un bouquin à moi, une *Histoire de la guerre scolaire*, ouvrage aux parrains originaux puisque la couverture portait, en dehors de mon nom, « Préface du cardinal Van Roey », archevêque de Malines, et ensuite, « Illustrations de Hergé », le brave Hergé, Remy Georges, grand copain, le père de Tintin l'universel affublé de mes pantalons de golf.

Dès que ma campagne de *Vlan* eut été déclenchée, le cardinal, avec encore au début une certaine discrétion, me voua aux feux dévorants de l'Enfer où grillent — et c'est juste — les anti-ploutocrates.

Mais surtout, mon offensive allait provoquer les fureurs et les contre-mesures des coupe-jarrets de l'Hyper-Finance que je démasquais. J'étais ingénu, j'ignorais que tous mes braves imprimeurs ne travaillaient que grâce aux crédits des banques. Je leur avais toujours apporté mes manuscrits avec la plus parfaite innocence ; je les payais à terme, selon nos accords, sans penser plus loin.

Je venais de me lancer dans une innovation supplémentaire : vingt ans avant les grands éditeurs européens, j'avais inventé le Livre de Poche. Car c'est clair, ma « Collection nationale », c'était, avec vingt ans d'avance, le livre de poche.

Mais un livre de poche par abonnés, à raison de quatre volumes tous les six mois.

Les meilleurs écrivains belges n'avaient jamais été publiés à plus

de deux mille exemplaires, ou quinze cents exemplaires, ou moins encore, quand ils n'avaient pas dû payer eux-mêmes les frais d'édition.

Je leur disais : « J'achète vos droits, pour un seul tirage, sur tel ou tel de vos anciens livres. Je paie à l'avance. »

Je payais peu, mais le paquet représentait pour eux, tout de même, une réelle aubaine. Comme, de mon côté, j'entendais bien tirer le volume à vingt-cinq mille exemplaires d'un seul coup, ces droits n'allaient plus représenter qu'un pourcentage presque insignifiant.

Un autre avantage marquant, c'était que je vendais l'essentiel de mes livres à l'avance à mes abonnés. Ecoutez le truc : à tous les gens que j'avais repérés dans le pays, j'expédiais un petit carnet de quatre souscriptions : celui qui m'envoyait ces quatre abonnements obtenait gratuitement le cinquième, inscrit sur la souche. Ce supplément-prime ne me coûtait qu'un peu de papier supplémentaire, donc infiniment moins que des commissions de libraire. J'arrivai ainsi, en quelques mois, à vingt-trois mille cinq cents abonnements.

Soirées, Rex, Vlan, les livres, les brochures, la « Collection nationale » représentaient déjà un chiffre d'affaires qui s'élevait à un certain nombre de millions. Jolie somme, en cette entre-deux-guerres où mille francs étaient un pactole.

Une partie de l'argent se récupérait vite, une autre — celle des libraires — se faisait attendre pendant quelques mois au cours desquels seules mes traites aux imprimeurs me permettaient de travailler à l'aise.

Brusquement, voilà qu'allait s'abattre sur ma tête la catastrophe, comme une cheminée qui vous tombe dessus dans la rue.

Q. — *Comment s'est manifestée la contre-offensive de ceux que vous dérangiez ?*

R. — Un matin, un lundi, je vis le facteur aligner sur mon bureau une série de lettres recommandées, toutes les mêmes, envoyées par chacun de mes imprimeurs.

Elles eussent dû me couper en deux la figure. Tous me faisaient savoir, en termes compassés, que c'était fini, mes crédits. Or j'avais toujours payé mes travaux à six mois et à neuf mois, le temps dont tout éditeur a besoin pour récupérer en librairie sa mise de fonds. J'étais bel et bien lessivé. Je n'avais plus la moindre possibilité d'imprimer un seul de mes journaux la semaine suivante.

J'allais, par-dessus le marché, à la rupture avec l'Action catholique, m'étant jeté en plein conflit avec nombre de ses puissants

protecteurs. Mgr Picard, lui, était au-dessus de tous ces compromis, pur comme saint Michel. Mais la grande armature temporelle de l'Eglise était, en ces temps-là, imbriquée dans le « Parti Catholique », lui-même devenu l'instrument servile des grands banquiers. Tous les politiciens « catholiques » étaient choisis au doigt par le haut clergé. Ils étaient, la plupart du temps des êtres médiocres, c'est-à-dire malléables et soumis comme des bedeaux à l'autoritarisme archi-épiscopal. L'Eglise n'a jamais racolé que des politiciens falots, ceux qu'elle pouvait plus facilement dominer mais que d'autres aussi, tels les potentats hypercapitalistes, pouvaient, à cause précisément de leur faiblesse de caractère, corrompre et domestiquer.

Ainsi me voilà acculé. L'Action catholique, sommée de me mettre à la raison, me tance, me menace. Mes imprimeurs se voient interdire par leurs banques de négocier encore mes traites. Que faire ? J'ai fait mes adieux à l'Action catholique. Affectueusement, Mgr Picard est resté pour moi, tout le temps, le plus admirable des amis. Mais on le houspillait, lui aussi. Il fallait que je déguerpisse de son immeuble où j'étais devenu trop encombrant.

C'est presque en même temps que je lui ai acheté les Editions REX.

Q. — *Comment avez-vous pu réaliser cette opération, malgré vos difficultés financières ?*

R. — Vous allez voir comment.

J'avais fait des Editions REX, vraiment, ma forteresse. Mais Mgr Picard voyait que nos éditions étaient terriblement en danger, puisque sur sommation des banquiers tous nos imprimeurs refusaient, sauf en cas de paiement comptant, d'imprimer encore quoi que ce soit. Consterné et moins combatif que moi, il me dit : « Ecoute, Léon, il n'y a plus moyen de continuer. Ils sont plus forts que toi. Il faut laisser tomber les éditions. »

Je me suis rebiffé : « Monseigneur ! Vous ne croyez plus qu'on puisse lutter ? Eh bien, moi je le crois et je ne cède pas. Si vous le voulez, j'encaisserai moi-même tous les risques, je vous rachète la boutique. Je vous paierai le tout en trois mois, six mois et neuf mois. »

Le cas était pour ainsi dire désespéré. Les banquiers devaient me croire virtuellement mort. Ils se trompaient. Je ne meurs pas si facilement que cela. On l'a vu pendant la guerre. Et après la guerre. Mon grand-père, pendant ses trois derniers jours d'agonie, avait répété, têtu, cramponné à ses draps : « Je ne veux pas

mourir. » Pourquoi les hommes capitulent-ils devant la mort, de siècle en siècle ? C'est du dégonflage ! Moi, je suis pour la grève de la mort. Je n'ai donc pas accepté de claquer, surtout, alors où l'exigeaient des banquiers.

Q. — *Comment avez-vous réussi à vous en sortir ?*

R. — Je le reconnais, ces jours-là, ce n'était pas simple. J'avais sur le dos mes imprimeurs, mendiant leurs sous. Je ne savais pas comment, la semaine suivante, je pourrais faire sortir mes journaux. Je devais déménager, puisque la hiérarchie ecclésiastique, affolée, me sommait d'aller m'installer ailleurs, n'importe comment. Bref, j'étais devant un gouffre.

Tenir dans ses mains toute une série de moyens d'action, créés durement de toutes pièces, et qui peuvent être annihilés d'une heure à l'autre, avoir à sa disposition des milliers de jeunes, parce que c'était avant tout des jeunes que j'avais enflammés à travers tout le pays, et être menacé de façon radicale et immédiate de l'anéantissement !

En fait, je ne sais pas bien comment cela se fait, mais le danger, ou le défi, au lieu de m'abattre, m'ont toujours été des stimulants extraordinaires. Je me sens alors magnifiquement en forme, le cerveau clair, le corps puissant, la volonté dure comme une poutrelle d'acier. Je la brandis ! tant pis pour l'adversaire qui l'encaisse en pleine figure !

Immédiatement je lançai à tous mes garçons, à tous mes jeunes à travers le pays un appel tonnant : « tout le monde ramasse de l'argent dans ses familles et parmi ses amis » !

J'ai recueilli en quelques jours de quoi tenir durant deux ou trois semaines de plus.

Puis, coup sur coup, arrivèrent les miracles.

CHAPITRE V

LES TROIS MIRACLES DE REX

Les apparitions de Beauraing — Un roi mourant à point — Comment Degrelle fit écrire sur Albert Ier un livre en trois jours — Sa technique du lancement massif — Le troisième miracle : le pharmacien d'Orroir — Le bourgogne et l'enveloppe — Le hasard ? Le destin ? — La foi dans la victoire — Meeting aux imprimeurs créanciers — Degrelle l'emporte sur les banquiers.

Q. — *Vous dites que des miracles vous ont sauvé. Quels miracles ?*

R. — N'embrouillons pas. Saint Antoine et sainte Rita n'ont rien à y voir. Les deux — si vous voulez — miracles les plus extraordinaires, au strict point de vue de l'édition, furent les apparitions de Beauraing et la mort du roi Albert Ier de Belgique.

Quand j'ai lu, un matin, dans le journal *La Libre Belgique* qu'à Beauraing, petite ville de mon Ardenne natale, à quarante kilomètres de Bouillon, des enfants déclaraient avoir vu la Vierge, cela m'a impressionné. Les gens rigolent souvent de ces histoires, moi pas : nous ne connaissons à peu près rien encore des forces spirituelles. En tout cas, le soir même, je partais là-bas pour me rendre compte. J'avais à ma disposition une voiture de course, achetée d'occasion. Un long tube argenté qui faisait la nuit un tintamarre fantastique. Ce boucan, lui aussi, fournissait une excellente propagande. Je réveillais à trois heures du matin la moitié des Belges.

J'arrive ainsi à Beauraing. Les enfants, présumés voyants, étaient

debout à côté d'un médecin. De les voir projetés à genoux, comme foudroyés au moment de ce qu'ils affirmaient être une apparition, de parler avec eux, m'avait remué. J'ai demandé à leur médecin, le docteur Maistriau, s'il ne pouvait pas m'écrire un petit bouquin sur ce que les gosses disaient avoir vu, relater simplement les faits, et dans la mesure du possible, les analyser.

J'ai assisté moi-même tous les jours — cela a duré deux ou trois semaines — à ces événements. Le spectacle était inouï. Les derniers jours, à dix ou douze kilomètres du village, on ne pouvait plus avancer, il fallait faire la route à pied, les milliers de voitures devaient rester bloquées dans les prés ; cent mille personnes s'entassaient dans les environs. Le besoin de croire, la soif du merveilleux, restent les mêmes en tous temps.

J'avais lancé le premier texte du docteur Maistriau la semaine même. Puis un deuxième, avec la suite des événements, puis un troisième, rassemblant tous les récits. Je suis parvenu à vendre sept cent mille volumes. Oui, sept cent mille ! Ce sont des chiffres presque incroyables. Il n'y a certainement jamais eu en Belgique d'ouvrages qui se soient vendus à un tirage pareil !

Sur mes imprimeurs terrorisés par leur bailleur de fonds, ce succès avait fait de l'effet.

Là-dessus, une autre histoire extraordinaire ! La mort du roi Albert.

Le roi Albert était extrêmement populaire en Belgique, auréolé par sa geste de la Première Guerre mondiale.

Je verrai toujours cela : c'était un dimanche à l'aube ; ce jour-là de 1934, j'allais devoir donner trois meetings : un à Charleroi, un à Namur et un à Liège.

Déjà, tout débutant que j'étais, je parlais beaucoup. D'abord à la jeunesse. Puis les parents étaient venus. On notait autour de mes tribunes un gros mouvement. Des milliers de gens.

A un passage à niveau, près d'une ville qui s'appelle Gembloux, là où ont eu lieu les grands combats de chars franco-allemands de mai 1940, une barrière de chemin de fer était abaissée. Ce passage à niveau restait généralement bloqué pendant vingt minutes. Je pénètre dans le petit café voisin, et je tombe sur sept ou huit types, muets, avec des têtes lugubres qui leur pesaient dans les mains. Je demande interloqué :

« Qu'est-ce qui se passe ? »

L'un d'eux me répond, sinistre, traînant son gras accent wallon : « c'est Albére qui est mooort ».

Albére, c'était le roi Albert qui, effectivement, était mort quelques heures plus tôt, dégringolé d'un pic rocheux à Marche-les-Dames, dans la vallée de la Meuse.

Cette réaction, cet accablement populaire, pris sur le vif, m'avaient frappé fort. L'après-quatre heures, quand je me rendais, après mon deuxième meeting, de Namur à Liège, je m'arrête au pied du rocher fatal. Là où le roi s'était tué, des milliers et des milliers de personnes étaient massées au bas de la colline.

Quand plus tard, dans la nuit, je suis rentré à Louvain, ma décision était prise.

Q. — *Quelle décision ?*

R. — J'ai fait appel à un grand écrivain belge qui s'appelait Pierre Nothomb, genre Barrès belge, somptueux, assez ronflant, et qui avait très bien connu le roi. A huit heures du matin, j'étais chez lui à Bruxelles :

« Pierre, j'ai besoin, tout de suite, d'un livre sur le roi Albert. Tu as écrit beaucoup sur lui, tu as de bons ciseaux pour tailler dans ta prose, tu seras prompt pour créer le reste. Je te donne dix mille balles, et tu me donnes le bouquin en trois jours. Mes motocyclistes seront à ta porte tout le temps, pour porter tes chapitres au fur et à mesure à l'imprimerie. »

Accord conclu, je cours à l'atelier, m'installe au travail en salopette afin d'animer l'équipe des compositeurs.

Les motos arrivaient en grande pétarade. Le soir déjà on commençait à mettre en page les premiers chapitres, on imprimait les feuillets au fur et à mesure. Mais, en même temps, dans les grands journaux, le soir et le lendemain matin, je m'étais payé des placards flamboyants qui annonçaient le bouquin en souscription. En deux jours, j'avais plus de dix mille exemplaires souscrits. Avant que les bouquins ne soient chargés dans les camions, tous mes frais d'imprimeurs seraient payés.

Tout dans une réussite est une question d'énergie et de promptitude. Le livre était bien fait, par un écrivain de race. Il était admirablement présenté. Et, surtout, il était illustré, car non seulement je lançais un texte de premier ordre mais je voulais insérer dans l'ouvrage, chose étonnante à cette époque-là, trente-deux pages de photographies en héliogravure, c'est-à-dire un film immédiat des funérailles. Pour cela j'avais installé quatre photographes le long du parcours funèbre ; les motocyclistes couraient à l'imprimerie avec les photos. La nuit même, celles-ci avaient été imprimées, brochées, jointes au bouquin. On a enterré le Roi des Belges un jeudi : le lendemain soir mon livre était en vente partout, offrant, en fin

du volume, éditées splendidement, les trente-deux pages de photographies. Elles atteignaient ainsi plus rapidement le public que n'importe quelle revue illustrée.

Alors, là aussi, mes imprimeurs, tirant gros, payés sur l'heure, n'avaient pas eu à renâcler. Eux aussi aimaient gagner de l'argent. Le dynamisme ambiant les catapultait bon gré, mal gré, en pleine action.

Q. — *Y a-t-il eu encore d'autres miracles ?*

R. — Oui, j'ai bénéficié d'un troisième « miracle ».

Voilà qu'un brave pharmacien d'un patelin flamand des environs de Courtrai, qui s'appelait quelque chose comme Orroir, entre en scène.

De partout, je recevais des lettres de gens qui suivaient mes campagnes avec passion ou avec préoccupation. Déjà, ma lutte contre les « pourris », comme je les appelais, commençait à agiter beaucoup les Belges. Dans *Rex,* je disais à tous ces fidèles :

« Ecoutez, les pourris de la politico-finance veulent ma peau, et ils m'étrangleront peut-être si vous ne faites pas bloc avec moi ! »

Tous ces braves gens ont essayé, comme ils le pouvaient, de me venir en aide. C'est ainsi qu'un pharmacien que je ne connaissais ni d'Eve ni d'Adam, m'a tendu la perche :

« Je vois que vous avez la vie difficile, m'écrivait-il. Eh bien ! si vous pouvez venir chez moi, j'essaierai de vous donner un coup de main. »

Le dimanche suivant, parlant dans le Tournaisis, je me décide à pousser une pointe jusqu'à ce patelin d'Orroir. J'arrive dans le village. Le pharmacien avait préparé une bonne bouteille de bourgogne. C'était toujours ça ! On vide lentement le vieux flacon. Je ne me risquais pas à parler de sous. Je pensais en silence, assez inquiet :

« Qu'est-ce qu'il va sortir ? »

Et puis, à la fin, voilà mon brave homme qui s'anime :

« Vous voyez cette grosse enveloppe, ce sont quelques titres de la Banque nationale, je vous les offre. »

Le lendemain, j'avais à payer un paquet de traites échues, cent trente-quatre mille francs, si je me souviens bien. Sans ce versement, je ne pourrais plus rien publier durant la semaine parce que mes imprimeurs, sous la pression des banques, exigeaient d'être payés avant que d'autres journaux ou livres ne sortent. Le brave apothicaire m'avait tendu son enveloppe. Je vais vous l'avouer : je

n'ai même pas osé l'ouvrir devant lui. Je monte dans ma voiture ; je me répétais : « Qu'est-ce qu'il y a bien dans l'enveloppe ? » Un de mes beaux-frères qui tenait le volant, me regardait, l'œil anxieux.

Hors du patelin, on s'arrête. J'ouvre : les titres représentaient, exactement, les cent trente-quatre mille francs dont j'avais besoin le lendemain même, sous peine de périr.

Alors, c'est quoi, des bénédictions pareilles ? Un hasard ? un hasard seulement ? ou le Destin ? ou Dieu ? ou d'immenses forces inconnues ? Tout est possible. Mais cela vous gonfle à bloc. On est sûr de soi. J'étais sûr qu'on aurait beau faire n'importe quoi pour essayer de me contrer, que j'enfoncerais toutes les murailles. Je gagnerais ! Je vous le dis en confidence : jamais, à n'importe quel moment, je n'ai douté une seconde de ma réussite. Ce fut toujours pour moi une certitude. Plus même : une évidence. La victoire, je la voyais devant moi aussi nettement qu'on voit un visage, ou la mer, ou le soleil. C'est cette foi qui, dans les pires dangers du front de l'Est, et de la chasse à l'homme que j'ai dû supporter dans mon exil, allait me faire triompher de tout. La baraka ? Le destin ? C'est bien plus profond que cela.

Q. — *Et tous ces miracles ont suffi à vous tirer d'affaire ?*

R. — Quand il fallut vraiment donner le grand coup final, mon père, qui était la tendresse même, vint à Bruxelles prendre en ma faveur une hypothèque sur un gros bien à lui, l'immeuble des postes de Bouillon. Chez nous, pourtant, une hypothèque c'était quelque chose qui effrayait et même scandalisait. On n'imaginait pas cela dans la famille. Mon père, jeune marié, s'était risqué à prendre une hypothèque lorsqu'il avait acheté une brasserie à Bouillon. Eh bien ! mon grand-père, se considérant comme presque déshonoré, avait été le jour même la rembourser chez le notaire !

Plus jamais personne n'avait parlé en famille d'un genre d'opérations aussi épouvantable ! Une de mes sœurs avait épousé trente ans plus tard un merveilleux garçon dont le père avait négocié une hypothèque très banale alors qu'il bâtissait à Bruxelles une usine importante. Mon père avait été tout près de s'opposer à ce mariage à cause de cet emprunt-là. Alors c'est vous dire que, pour mon brave père, consentir, lui, à un engagement financier de cet ordre-là, représentait un sacrifice extraordinaire, une entrée dans la vie moderne qui lui eût paru absolument inimaginable si ce n'avait pas été par affection, une affection sans limites pour son diable de fils !

Mais lui aussi avait foi en moi. Il m'a apporté dans une énorme

enveloppe huit cent billets de mille francs, tout neufs, larges, propres, lisses comme des tranches de jambon d'York.

Q. — *Qu'avez-vous fait de votre jambon d'York ?*

R. — Les traites qui venaient ou allaient venir à l'échéance représentaient deux millions de francs. J'ai réuni mes imprimeurs :

« Vous savez aussi bien que moi, et même beaucoup mieux que moi, leur ai-je dit sans détour, pourquoi nous sommes arrivés où nous en sommes, et vous savez pour quels motifs vous avez été obligés de torpiller mes possibilités d'imprimer. Je vais vous le dire franchement : je continuerai, à travers tout. J'ai huit cent mille francs ici dans cette enveloppe. Si vous les voulez, ils sont à vous. Si vous ne les voulez pas, je m'en servirai pour mon action, car mon action compte avant tout, et rien ne m'arrêtera. Dans ce cas, vous vous débrouillerez avec vos banquiers. Jusqu'à présent vous aviez bien gagné votre vie avec moi. Je vous aime bien. Alors, soyez gentils : emportez mes huit cent mille francs et passez l'éponge sur ce qui sera resté en panne. »

Ils étaient assez consternés. Je leur ai tapé dans le dos, je les ai fait rire. On a réparti le magot en bons amis. Deux ans après, j'avais gagné ma bataille électorale de 1936. L'argent m'arrivait de tous côtés ; j'ai renvoyé alors, enchanté, à tous mes braves imprimeurs, la somme dont ils m'avaient donné quitus. Et même, en plus, les intérêts. On s'est réuni encore, pour boire un coup. Tous avaient voté pour Rex. Le coup bas des banquiers se terminait dans l'euphorie.

CHAPITRE VI

LA CONQUETE DES FOULES

La recette pour entraîner sans un sou un million d'hommes — Analyse de l'éloquence — Conquête par Degrelle de la masse ouvrière aux frais des marxistes — Ce qu'est un chef de peuple — Effondrement des Socialismes avant 1940 — Le potager de la bourgeoisie — Comment attirer des centaines de milliers d'auditeurs ? — Les prendre où ils sont — Les contradictions dans les « Maisons du Peuple » — L'histoire d'un curé défroqué — Les grands meetings payants — Le Premier Mai chipé aux socialistes.

Q. — *Vous aviez sauvé votre presse, vos éditions. Comment en deux ans avez-vous pu créer un parti politique capable de vous donner la victoire aux élections de 1936 ?*

R. — Dans l'immédiat, financièrement j'étais sauvé.

Mais sauvé très relativement. J'avais sauvé mes journaux. J'étais parvenu à boucher le trou de deux millions de francs que les banques avaient creusé sous mes savates. J'avais échappé à l'étranglement qui m'avait été préparé. Mais, enfin, de là à arriver à être le meneur d'un pays, c'était une tout autre affaire.

Souvent des jeunes garçons me disent : « Mais comment avez-vous fait ? » Parce que, en deux ans, c'est-à-dire de 1934 à 1936, je suis parvenu à entraîner derrière moi un million d'hommes et de femmes. Comment est-ce qu'on entraîne derrière soi un million d'hommes ?

Vous l'avez vu, j'avais failli périr. Or, j'allais arriver en deux ans au seuil du pouvoir ! Sans un sou, c'est la vérité. En créant

à la force du poignet mes propres ressources, j'allais mobiliser un pays entier. Comment s'y prend-on pour faire cela ? Quelle est la recette ?

Ce qu'il faut, avant tout, ce qui est indispensable, ce qui balaie comme une tornade tous les obstacles, c'est une foi formidable. Si vous n'êtes pas absolument sûr de posséder en vous-même ces forces énormes et mystérieuses qui font qu'on prend les gens à l'abordage, il est même inutile de vous lancer.

Et puis il faut pouvoir compter sur une vigueur physique inlassable. Un pauvre petit gringalet ne fera pas face à ce travail de géant. Il faut pouvoir passer des semaines et des semaines sans presque dormir. Il faut avoir le cerveau toujours libre et frais, ne jamais ressentir un mal de tête ; il faut posséder une robustesse qui vous permet d'affronter six, huit, dix meetings contradictoires en un jour, être capable d'écrire encore à la volée, après vingt heures de combat, et sans même avoir le temps de relire une ligne, huit pages, dix pages d'articles de fond du quotidien qui attend votre ultime « papier » pour « rouler ».

En dehors de cela, deux choses, à mon avis, sont essentielles à toute action de conquérant de foules : il faut être un grand écrivain, et il faut être un grand orateur.

Il est impossible de saisir les gens si on ne possède pas, au plus haut degré, ces deux dons-là.

Ecrivain, je l'ai toujours été. Et écrivain assez divers : j'ai été un polémiste, j'ai été un mémorialiste. J'ai même publié à Paris, en 1951, chez Flammarion, un roman, *La Grande Bagarre*, sous le pseudonyme de Jean Doutreligne. Ce fut pour moi, en cette époque de disette, une magnifique bénédiction car Flammarion, qui m'aimait bien, m'envoya, le jour même de la sortie du livre, le montant des droits d'auteur des 20 000 premiers exemplaires.

Mais surtout, avant tout, j'ai été un poète. J'ai écrit une demi-douzaine de recueils de poèmes. Au fond, toute ma création a été fondamentalement poétique. Je crois que le don de poésie en politique est indispensable. Un conquérant de peuples doit être un enchanteur. Il faut enchanter les foules comme on enchante une femme. C'est du même ordre. C'est une espèce d'immense acte de séduction. La foule se donne parce que la séduction a déclenché en elle le déclic du don. J'ai toujours ressenti la même projection vibrante de tout mon être à la seconde précise où j'accrochais le public dans mes grands meetings. Quand je commençais, je ne savais même pas ce que j'allais dire. Je porte en moi ma vérité. Je porte en moi ma doctrine. J'ai en face de moi une foule souvent énorme : je ne la vois même pas, les puissants réflecteurs m'aveuglent, je ne distingue qu'une masse humaine toute noire. Qu'est-ce que c'est ? des jeunes ? des vieux ? des ouvriers ? des paysans ? des riches ? des pauvres ? Mystère total. Inutile donc de préparer une première phrase ronflante. On ne peut que trébucher sur elle. Il faut immédiatement improviser.

Q. — *Créer comment ?*

R. — Je me mettais à planer, je faisais de larges tours au-dessus du public, comme chez nous, à Bouillon, le faisaient les « bêtes aux poules », les éperviers qui cherchent leur proie du haut du ciel. Tout d'un coup, je sentais que cela y était ! Vlan ! Je plongeais en plein dans la salle, j'attrapais dans mes griffes la proie pantelante. La proie pantelante, c'était le public.

C'est un phénomène extraordinaire, cette compénétration soudaine de deux grands courants, l'un émetteur, l'autre récepteur, ces fluides qui jaillissent, captent, s'unissent, repartent !

Cette double projection de sensations échappe encore à l'analyse scientifique. Jusqu'à maintenant, au moins. Je n'ai jamais rencontré un médecin qui m'ait expliqué ces phénomènes. Or ce sont pourtant des phénomènes d'ordre médical et d'ordre psychique, ces courants aussi puissants qu'inconnus qui passent de l'être qui prend à l'être pris, qui font qu'on brûle, qui font qu'on tient, qui font qu'on possède !

Je crois qu'à l'écran de la télévision c'est un peu la même chose. On vous dit : ce type-là, il passe ! ce type-là, il ne passe pas ! Il « crève » l'écran ! Eh bien ! c'est parce qu'il y a eu un échange, une interpénétration, une captation !

Alors, voilà ! Il faut être le type puissant, à la vigueur physique inlassable ; il faut posséder une volonté d'acier, être décidé à passer à travers tout, savoir qu'on passera. Il faut avoir la foi !

Et il faut enchanter !

Telle est la loi de la réussite politique, la vraie, la seule, celle qui fait qu'on est le maître, et non qu'on a ramené, comme une aumône, un panier de voix.

J'étais un jeune garçon, un tout jeune garçon quand je hélais, un par un, mes premiers auditeurs. Puis je me suis trouvé en face d'un pays. Après, je serais en face de l'Europe, à Paris, à Genève, à Berlin, à Vienne. Toujours je me suis dit : « Il me les faut, je veux les prendre. » Je les ai conquis. Demain, j'en suis sûr, bien que le monde ait complètement changé, je les conquerrais avec la même irradiation si les dieux m'ouvraient à nouveau les portes de

la vie ! Parce que les forces physiques et psychiques qui nourrissent mystérieusement l'instinct de domination ne changent pas, elles.

Les tigres bondissent toujours de la même manière.

Q. — *Vous attachiez-vous plus particulièrement à tel ou tel milieu social ?*

R. — Dans cette grande entreprise, ce qui m'a passionné par-dessus tout, c'est la conquête de la masse ouvrière.

La masse ouvrière m'a passionné parce que, pour moi, être chef de peuple — « peuple », le mot magnifique ! — cela ne veut pas dire être chef d'une administration, d'un réseau ; cela veut dire être le conducteur de millions d'êtres humains, qui ont un cœur, qui ont des passions, qui ont des besoins, et à qui il faut donner le bonheur.

Et il faut leur donner ce bonheur de plein gré.

C'est là que j'ai toujours été, en fait, le démocrate total.

Démocrate, démocratie, puissance du peuple, des masses, cela ne veut pas dire que chacun, grâce au chantage des élections, pourra se payer n'importe quelle bêtise, se permettre n'importe quelle élucubration, et qu'il ne faudra plus obéir ! Le véritable démocrate, c'est celui qui se fait un devoir d'éclairer honnêtement le peuple, qui lui explique nettement ce qu'il faut faire, qui demande et obtient sa confiance, pour réaliser une grande œuvre, et non pas pour être l'esclave, aux oreilles basses, de ses électeurs.

Un chef démocrate, c'est celui qui conduit, et non pas celui qui suit le peuple, et qui le conduit parce qu'il le représente, qu'il a reçu sa foi, qu'il l'a conquise.

C'est comme cela que j'ai toujours entendu la démocratie.

Le parlementarisme — le « crétinisme parlementaire », comme disait tout crûment Lénine — n'est qu'une formule démocratique entre dix autres, la plus débile d'ailleurs, instable, soumise aux pressions des appétits électoraux, livrée à l'incompétence et souvent à l'anarchie. D'autres formules démocratiques existent, différentes du simple ramassage de cinq cents députés, notamment la formule autoritaire : la foule remettant librement sa confiance à un vrai chef, devenu son incarnation, qui pourra, en son nom et pour elle, créer du fort, et du durable, se maintenant sans cesse en contact avec elle, n'ayant de pouvoir que dans la mesure où la confiance populaire est constamment et puissamment renouvelée. Telle est ma conception du chef, émanation directe de la volonté de la nation : le pouvoir du peuple confié librement au vrai chef de peuple.

Le peuple, entre les deux guerres mondiales, personne ne le représentait plus dans les soi-disant démocraties d'Occident. Ni les socialistes, ni les antisocialistes. Les socialistes avaient perdu le contact avec la masse ouvrière dans tous les pays d'ouest, en France tout particulièrement, et aussi en Belgique. Si la grande bagarre des Fascismes a surgi, c'est parce que les peuples étaient dégoûtés d'un socialisme qui, s'il leur avait été bénéfique à ses débuts, était devenu une énorme machine conservatrice, un fonctionnarisme sans cœur et sans flamme.

Le peuple est sensible, plus que n'importe qui, au feu des âmes.

Souvent, l'élément social le moins matérialiste c'est le peuple, précisément parce qu'il supporte un sort moins favorisé.

Celui-ci provoque en lui une espèce de récupération intérieure : il veut quelque chose qui dépasse sa médiocrité quotidienne.

Quoi qu'on fasse, il existera toujours un certain sous-développement populaire. C'est malheureux, mais un ouvrier, né dans un milieu peu ouvert aux grands problèmes de l'esprit et de la création, ne va pas jouir facilement, et surtout rapidement, de la vaste culture qui permet l'épanouissement complet de l'intelligence. Il ne va pas non plus s'enchanter, d'emblée, au contact des arts qui transfigurent la vie vulgaire de tous les jours. Il a donc besoin, plus que n'importe qui, d'une exaltation intérieure, des bienfaits du don qu'on reçoit, du don qu'on projette.

Celui qui devient le conducteur du peuple, c'est celui qui a suscité ce don et qui l'a sublimé.

Q. — *Pour vous, dès cette époque le socialisme était dépassé ?*

R. — Les socialismes avaient cessé de donner au peuple cette parcelle de générosité ou de sublime que leurs grands meneurs avaient apportée à la fin du XIX[e] siècle.

Quant au Marxisme, doctrinalement matérialiste, désavoué cent fois par les faits eux-mêmes, il ignore tout de la nature intime de l'homme ; il ne conduit qu'à un caporalisme économique étouffant, dont la formule a totalement échoué, sous quelque forme qu'on l'ait expérimentée. Les chefs socialistes eux-mêmes, dès avant la guerre, l'avaient laissé tomber. Henri de Man qui fut entre 1930 et 1940 le seul philosophe profond de la Gauche — à part en France, mais moins important, Marcel Déat — avait intitulé en 1934 son œuvre de base, *Au-delà du Marxisme,* cinq cents pages

presque illisibles, collantes comme de la confiture, mais qui marquaient l'envoi du Marxisme au rayon des soldes.

L'U.R.S.S. depuis lors, par son échec économique, virtuellement complet, et par la tyrannie abêtissante qu'elle a engendrée, en a confirmé définitivement la défaite. Le Marxisme n'est plus que la marotte vide de sous-développés intellectuels et de meneurs intéressés ou arriérés.

Q. — *Et la bourgeoisie ?*

R. — La bourgeoisie ne faisait pas mieux. Elle se prélassait dans une passivité d'autant plus inadmissible qu'elle avait, elle, les moyens d'atteindre à ce qui est supérieur et de le faire rayonner. La vibration sociale était morte en elle. Elle considérait l'humanité comme son potager exclusif. Les bourgeois — notamment, les dirigeants marxistes devenus bourgeois — ne savaient même plus ce qu'était un ouvrier, alors que l'ouvrier, pourtant, était encore, en ces temps-là, un voisin. On se connaissait de maison à maison. On se croisait dans la rue. Le bourgeois, lui, ne voyait rien, passant aveugle.

Il est évident que l'ère industrielle a désormais séparé physiquement et moralement les élites et les foules. Les grandes villes anonymes ont dressé des palissades presque insurmontables entre les hommes des différentes classes sociales, devenus des étrangers les uns pour les autres.

Quand j'étais encore gamin dans mon petit patelin de Bouillon, nous participions tous à une véritable communauté. Tout au fond de notre vallée on était unis, on se retrouvait tous ensemble, tous les gosses dans la même école, tous les fidèles dans la même église. Dans les villes, maintenant, les gens, même dans un immeuble commun, ne se connaissent plus ! Pas même d'un appartement à l'autre ! Cloisonnement abominable, contre nature. L'homme moderne, c'est l'inconnu.

Entre 1930 et 1940 la situation s'aggravait, socialement et moralement. Les masses étaient abandonnées, flottaient à la dérive. C'est-à-dire qu'elles étaient à prendre.

Q. — *Quelle a été votre tactique pour conquérir ces masses que vous ambitionniez de mobiliser ?*

R. — Pour atteindre ces masses, il fallait éliminer deux difficultés. Ces gens n'étaient pas facilement convocables. Et, pour les convoquer, il fallait dépenser un argent considérable.

Un meeting, cela coûte très cher. Il faut payer la salle. Il faut payer le chauffage. Je n'en avais pas les moyens. En plus, même si j'avais eu tout cela, les foules m'ignoraient, elles ne seraient pas venues.

J'ai fait le calcul : il n'y a qu'un système, c'est d'aller retrouver les gens là où ils vont.

Or la masse ouvrière, même déçue par le socialisme, lassée, découragée, se rendait encore tout de même aux assemblées tenues dans les immeubles qu'on appelait les « Maisons du Peuple » ou les « Palais du Peuple ». Il n'y avait donc pour moi qu'une seule possibilité si je voulais les atteindre : c'était d'aller là. Jamais personne n'avait été là. Celui qui se serait aventuré à y porter la contradiction risquait fort de se voir démolir la façade.

C'est cela, pourtant, que j'allais risquer et c'est cela qui a fait que j'ai attiré à moi en peu de temps une partie considérable de la masse ouvrière belge.

Q. — *Quelle a été votre tactique ?*

R. — Bon ! avais-je conclu, je vais repérer chaque jour dans le journal du parti socialiste, *Le Peuple,* le grand meeting socialiste du soir, et je m'y rendrai.

J'ai pris un abonnement de troisième classe. Tous les soirs se tenait un grand meeting socialiste dans un endroit ou l'autre. Un gros bonhomme du parti, député ou sénateur, y parlait. Mes habitudes furent bientôt prises. Quand le président de l'assemblée demandait, pour la forme : « Y a-t-il un contradicteur ? » je me levais poliment : « Oui, moi ! Je demande la parole ! » Au bout de deux ou trois semaines, les auditeurs disaient déjà en me voyant me dresser dans les travées : « C'est le Léon ! » C'était le Léon ! Très rapidement c'est devenu un vrai rite !

Q. — *Et les réactions socialistes ?*

R. — Le premier jour, ça s'était passé plutôt mal. J'ai connu un hourvari de dimension. C'était à Charleroi. Il y avait dans la salle plus de deux mille personnes survoltées, stupéfaites de voir qu'un intrus avait grimpé à leur tribune. Le lendemain, le parti socialiste, très stupidement, me faisait une propagande géante en expliquant, sous un titre énorme, en première page de ses journaux, comment j'avais été écrabouillé. C'est ce que j'attendais. Le type qui avait été écrabouillé, on allait certainement venir pour assister à nouveau à son écrabouillage, s'il s'y risquait ! Et, bien

entendu, je m'y risquai. Ma position s'est retournée assez rapidement. J'ai assez la manière de prendre le peuple, gaillardement, avec humour et émotion, en employant un langage simple, drôle, direct, lançant un clin d'œil complice à la belle virago hors de ses gonds, ce dont n'étaient plus capables les grosses légumes socialistes, enrouillées et embourgeoisées. Un Spaak par exemple, qui fut Premier ministre, bourgeois d'origine, était resté bourgeois, ampoulé, solennel. Physiquement il était trop gras. Il n'avait surtout pas la tripe populaire.

En peu de semaines, j'avais démarré. La contradiction que j'apportais presque tous les soirs amenait un public sans cesse accru à ces assemblées socialistes. Le duel oratoire devenait un combat de boxe, une exhibition sportive : on allait voir ce qu'on allait voir !

Le danger de faire plus de mal que de bien était certes réel, car je redonnais de la vie à ces vieilles boîtes socialistes naphtalinées. Mais il y avait aussi l'aspect positif : si j'avais vraiment des dons de conviction, si j'avais plus de tempérament que l'adversaire, plus de souffle que l'adversaire, et une carcasse solide pour supporter une rossée ou l'autre (j'ai encaissé un jour une fracture du crâne), je pouvais siffler la mise, m'emparer d'importantes foules de gauche qui, partout ailleurs, étaient pour moi inaccessibles.

C'est là-dessus que s'est branchée l'histoire d'un curé, car c'est un curé qui a fait, avant tout, que j'ai conquis une large part de la masse ouvrière belge.

Q. — *Paradoxal, non ? Qui était ce curé ?*

R. — Ce curé s'appelait Moreau. C'était un gros homme rougeaud, pas méchant type, qui avait eu des histoires d'amour. Cela arrive. Maintenant ces curés-là se marient, même avec des duchesses, comme l'a fait un ex-jésuite à Madrid devenu du coup duc d'Albe ; ou, en Belgique, le Père abbé de Maredsous, convolant avec la Mère Supérieure d'un couvent voisin. Leur culbute dans les plumards devient un événement pittoresque, placardé dans tous les journaux. On leur ouvre toutes larges les portes de la presse du cœur.

Mais voilà, il y a une génération, c'était encore mal vu. Ce curé Moreau en vadrouille volontaire, avec une femme sur les bras, s'était plus ou moins tiré d'affaire en se mettant au service de la Libre Pensée. A ce moment-là, le socialisme était violemment anticlérical. Grosse bêtise d'ailleurs, et manque de psychologie ! Mais cet anticléricalisme répondait souvent à l'antisocialisme d'un haut clergé buté.

Ce curé défroqué avait été embauché dans les Maisons du Peuple, non parce qu'il présentait intellectuellement un intérêt quelconque mais parce qu'il était un prêtre renégat. Le parti socialiste, la Libre Pensée, la Franc-Maçonnerie, siégeaient alors en Belgique dans les mêmes immeubles. Ils avaient organisé collectivement quatre-vingts grands meetings de ce curé balourd sur les « secrets de la confession » et autres sornettes alléchantes.

A des milliers d'ouvriers, à des milliers de femmes d'ouvriers surtout, car les femmes adorent les histoires perverses ou croustillantes, on promettait d'abondantes confidences scabreuses, qu'avaient ou n'avaient pas faites au curé Moreau les pénitentes de son confessionnal. Il allait révéler des détails affriolants.

Avec un tel programme de révélations égrillardes, annoncées bruyamment, le curé, tout de suite, attira beaucoup de monde.

Q. — *Comment avez-vous mené votre contre-offensive ?*

R. — J'ai pris sur-le-champ ma décision : ce curé-là était un vilain corbeau. Je l'aurais, je lui ferais la peau ! Ce que ses pénitentes avaient pu lui dire, si c'était vrai, — et personne n'en savait rien —, le révéler était dégoûtant, car on lui avait fait confiance, à lui, curé, et aucun public n'avait le droit de fourrer son nez dans de telles confidences, personnelles et secrètes. Un ex-curé qui se fait du fric en se spécialisant dans des révélations de ce goût-là, c'était simple, c'était un voyou.

J'allais donc, comme vous dites, lui sauter dessus. Je l'ai traqué tous les soirs. Tous les soirs ! Il n'y avait pas moyen qu'il ouvre son bec boudiné sans qu'il me voie me dresser au pied de la tribune et demander la parole. Ce serait lui ou moi. Un des deux resterait sur le carreau. Ce fut une espèce d'épopée. Le curé libidineux n'a même pas pu aller jusqu'à la fin de ses quatre-vingts conférences à scandales parce que je l'ai possédé avant, le mettant knock-out de façon terrible.

Je suis plutôt gentil au naturel, j'aime être aimable avec les gens, mais quand un type se comporte en salopard, et que je veux l'avoir, je l'ai, il n'y échappe pas.

J'étais parvenu, parce que la bagarre avait remué tout le pays, à réunir des renseignements très précis sur le comportement de ce curé égrillard. Je vais vous raconter des faits qui ne sont que de la petite histoire, mais, en politique comme en tout, c'est un détail parfois qui fait qu'on l'emporte. Comme dans un combat à la guerre : un paniquard détale et provoque le lâchez tout ; ou un vaillant suscite le démarrage, ça y est, on a gagné.

Eh bien ! ici, le choc décisif se produisit à Seraing, le grand bastion rouge.

Dix mille personnes étaient entassées ; on avait fait accourir les grands renforts, les députés, les sénateurs de gauche et, personnalité sensationnelle, le chef même de la Libre Pensée française.

On commence. Le curé dégoise ses topos, lourdement canailles. Le grand bonhomme de la Libre Pensée sort ses flonflons ; le député marxiste de l'endroit en rajoute, et puis mon tour arrive.

Démarrage plutôt paisible. Pendant cinq minutes j'amuse le public avec des mots cocasses, histoire de le décrisper. J'entends derrière moi le président français de la Libre Pensée dire à son collègue belge : « Ce jeune garçon parle très bien ! » Cela m'a donné un courage formidable.

J'ai alors déclenché le tir de mon artillerie lourde. J'ai raconté, patelin d'abord, l'histoire romantique d'un « curé », comme s'il s'agissait d'une histoire presque édifiante : « Si un curé tombe amoureux d'une fille, c'est humain, et si, vraiment, il l'aime, c'est quelque chose qui, en soi, peut être digne de respect. Surtout si une fille, tombée amoureuse d'un curé, fait ce qu'a fait l'amoureuse de ce curé, le roman peut prendre, comme vous allez le voir, des allures de conte de fées. Je vais tout vous raconter parce que l'histoire est belle, et elle va même vous émouvoir. On avait, continuai-je, déplacé de paroisse le curé volage : pendant un an l'amoureuse avait été vivre en cachette, dans un petit réduit du presbytère, entre les brosses et les balais, en dessous de l'escalier ! Vous imaginez cela ! se consumer d'amour toutes les journées près des seaux et des torchons, dans le noir d'un cagibi, pour pouvoir, à la nuit, monter dans le lit de Monsieur le Curé ! »

La foule vibrait. Fascinée non plus tellement par le curé Moreau mais par cette héroïne mystérieuse du réduit à balais de la cure.

J'avais déplacé le courant : notre gros curé, soufflé comme un beignet aux pommes, n'avait plus rien d'un héros de roman. Il me jetait des regards inquiets. Le personnage romantique, pour la foule, était devenu la fille, cette fille de feu qui avait attendu inlassablement, fourbue, transie dans son trou, pendant un an, l'heure nocturne des retrouvailles !

« Et alors, m'écriai-je, écoutez-moi bien : cette fille vraiment formidable, les cheveux emmêlés de toiles d'araignées dans son réduit de dessous l'escalier, attendait interminablement, consumée d'amour ; mais si, pendant que l'amante était coincée dans son trou obscur du presbytère parmi les torchons et les balais, si le curé avait été en retrouver une autre ?... avait été coucher avec une autre ?... alors la belle histoire changerait sacrément ! Alors, il s'agirait d'un sale oiseau ! Oui ou non? Eh oui ! ce serait un dégoûtant oiseau ! »

Oiseau, oiseau ! La foule avait pensé tout de suite à corbeau, le corbeau à couac-couac du vieil anticléricalisme !

Ce n'était encore, à propos d'un amour anonyme, qu'une simple supposition. Mais le Don Juan de confessionnal, sur lequel tous les yeux étaient braqués, s'était mis drôlement à verdir.

Q. — *Vous étiez si sûr de votre affaire ?*

R. — Je m'étais avancé jusqu'au bord de l'estrade, me projetant littéralement vers le public : « Et si le curé en question avait écrit des lettres comme celle que je vais vous lire ?... »

Je brandissais une lettre ; elle avait été écrite par le curé Moreau à sa deuxième conquête ; c'était la lettre la plus pornographique que j'aie jamais lue sur la terre.

Maintenant, les foules sont parvenues au fin fond du porno ; les pires débordements deviennent anodins. Mais ce curé-là était le tout grand précurseur ! Il y avait dans sa lettre une description anatomique des attributs des deux comparses qui était prodigieuse.

J'entamai bravement la lecture, j'allai jusqu'au bout. L'immense salle haletait, car j'avais maintenu le suspense. De quel curé s'agissait-il ? Le nôtre passait du vert à l'écarlate.

Je me retournai brutalement, me plantai sous son nez : « Curé, lui criai-je d'une voix énorme, ce papier crapuleux, savez-vous de qui c'est ? Qui est celui qui trompait d'une manière si infecte l'amoureuse de l'escalier ? Curé, déboutonnez-vous, de qui est cette écriture? De qui est cette signature? Elle est de votre main, curé ! Vous vous êtes conduit comme le dernier des voyous avec cette fille, folle de vous et roulée par vous ! Mais, dégoûtant, vous l'êtes plus encore aujourd'hui en venant plastronner aux tribunes du peuple comme si vous étiez son libérateur moral, alors que vous n'êtes qu'un farceur ! »

Puis, brusquement, ne m'adressant plus qu'à la foule : « Voilà les faux héros qu'on vous présente ! qu'on veut vous imposer ! Voilà comme on se fiche de vous ! Votre faux grand homme, regardez-le donc, il fout le camp ! »

Oui, il foutait le camp ! il avait lâché sa table, sa carafe, il courait vers les coulisses. Toute la salle était dressée dans un brouhaha gigantesque. On abaissait en hâte le rideau. La bataille du curé Moreau était terminée.

Q. — Vous êtes sorti triomphant ?

R. — Pas du tout comme on eût pu l'imaginer. C'est drôle, les réactions populaires. Après le knock-out, je descends de l'estrade, enfile le souterrain qui, sous la salle, conduisait vers l'extérieur. Je retrouve la grand-place, la foule massée. J'avais remis, par-dessus mon veston noir, mon vieux pardessus gris qui changeait tout à fait mon aspect. Je m'approche de trois mégères spécialement excitées :

« Mais qu'est-ce qu'on attend ?

— On attend le Léon ! On va lui régler son compte ! »

Une fois dehors, les dix mille auditeurs avaient soudainement compris que toute la campagne anticléricale de leur parti venait d'être liquidée. Ils étaient là, furieux, qui m'attendaient. J'ai attendu avec eux pendant une demi-heure et, comme ce sacré Léon n'apparaissait pas, on est parti tous ensemble en cortège en chantant l' « Internationale » jusqu'à la gare où je grimpai lestement dans mon compartiment de retour.

Q. — Est-ce ce succès qui vous a déterminé à organiser vos propres meetings ?

R. — A partir de ce moment-là, j'allais pouvoir, oui, monter mes meetings moi-même, étant sûr d'attirer directement du public. J'arrivais donc au deuxième stade.

Jusqu'alors, mes campagnes oratoires — les socialistes payant à ma place tous les frais de ces assemblées ! — ne m'avaient coûté que mon abonnement de chemin de fer et l'éreintement de toutes les nuits à mal sommeiller contre un dossier en bois de troisième classe. Car, toutes les nuits, il me fallait revenir, à des deux ou trois heures du matin, brûlant même parfois la gare de Louvain pour m'être endormi, anéanti, en cours de route. Une nuit, je la brûlai deux fois, en la passant d'abord, puis, m'étant réveillé, furieux, à Bruxelles, en la dépassant une deuxième fois, dans l'autre sens, vers Liège, ayant repiqué un nouveau somme !

Maintenant, après avoir conquis une large part du public de gauche chez lui, j'étais assez connu pour pouvoir passer directement à l'assaut des grandes foules et agir en me servant de mes propres moyens.

Mais le problème, je ne l'avais que déplacé : un meeting, cela coûte, cela coûte gros ; alors, qui allait payer ?

Q. — Vous avez trouvé une recette ?

R. — Première loi qui va dominer mon éloquence politique pendant toute ma vie : l'auditeur paiera.

Jamais auparavant, en Belgique, un homme politique n'avait fait payer l'organisation de ses meetings par le public. Les politiciens étaient suffisamment ravis si quelques poignées d'auditeurs daignaient se déranger pour venir les entendre. Chez moi, dès le début, on allait payer. On ne paierait jamais moins de cinq francs la plus modeste place. Cinq francs étaient en ce temps-là une somme assez considérable, quarante fois le prix d'un quotidien.

Je m'expliquais publiquement :

« Tout coûte : louer des salles, les éclairer, les chauffer, organiser les campagnes de propagande. Les milliers de francs filent. Chez les autres, c'est gratuit. Mais quelqu'un paie, tout de même ! Et vous ne savez pas qui ! C'est donc louche. Ici, c'est vous, c'est propre, c'est net, on y voit clair. »

Puis j'ajoutais, goguenard :

« Pour voir un idiot au cinéma, vous payez bien. Alors, pour me voir, quoi, vous ne paieriez pas comme pour voir l'idiot ? »

Cette formule des meetings payants, la foule allait l'adopter tout de suite. C'est ainsi que jusqu'au tout dernier jour de mes grandes campagnes électorales, il faudra payer. Même la nuit des élections, il faudra payer ! Mes innombrables meetings, au lieu d'être un poids financier, allaient devenir une des plus grandes ressources du Mouvement Rexiste.

Q. — Vous appliquiez une tactique particulière dans l'organisation de vos meetings ?

R. — Dès ce moment-là, vous le voyez, ma presse rapporte, mes meetings rapportent. Leur conjonction constitue un moyen très important de conquérir l'opinion. Les gens viennent, non pas parce qu'on les supplie de venir mais parce que cela les intéresse. Sans cela, ils ne viendraient pas. Même remarque, exactement, pour les acheteurs de nos journaux.

Chaque jour, à travers tout le pays, me voilà en route. De petits auditoires pour commencer, de grands auditoires assez vite. Je risque mon premier meeting de masse à Bruxelles même. Je vais le donner un 1er mai, le 1er mai 1935.

Je dis bien : Premier Mai. Ce qui vous montre que j'avance exactement dans ma ligne de conquête des masses ouvrières. Le Premier Mai, c'était la fête sacrée des marxistes. Je n'étais pas

disposé à admettre ce monopole. C'est la fête de tous ceux qui sont peuple et qui veulent le salut du peuple. J'entendais bien braver ce jour-là les pachas socialistes, à Bruxelles même où eux n'arrivaient plus qu'à former un maigre cortège. Me voilà qui loue la salle qui était la plus importante à cette époque-là et qui s'appelait le Cirque Royal. Cinq mille places. Depuis longtemps, il n'y avait plus eu à Bruxelles de meetings politiques de cinq mille personnes.

Le choix de la salle aussi avait un sens car c'est là que, pour la dernière fois de sa vie, avait parlé le grand chef du socialisme français, Jaurès, assassiné à Paris le lendemain, 31 juillet 1914.

Dès le début de mon action, j'ai tenu à donner un ton à mes rassemblements, parce qu'il y a également un ton de meeting. Un meeting ne doit pas se donner dans une salle mesquine, vite enfumée, où on ne peut pas créer une atmosphère. Tout de suite j'ai tenu à installer de hautes tribunes, de grands pavois, des relais de disques, des équipes de fanas, dirait-on aujourd'hui, qui lancent de vigoureux slogans. J'avais même, au Cirque Royal, fait résonner des trompettes thébaines. Le grand journal *La Libre Belgique*, pas très informé en matière musicale, parlerait même dans son compte rendu du matin suivant de trompettes « d'ébène » comme si c'était des Cafres ou des Sénégalais qui avaient salué l'apparition de nos orateurs.

Donc, grand meeting au Cirque Royal, absolument comble. J'étais encore tout jeune. Qui me connaissait à Bruxelles ? Aussi avais-je prudemment poussé en avant quelques personnalités connues ; j'avais perché à la tribune Pierre Daye et Pierre Nothomb, tous deux écrivains en vogue ; j'avais même mobilisé un père dominicain, théâtral dans ses lourds déploiements de vêtements noirs et blancs.

Q. — *Et vous, quel rôle vous étiez-vous réservé ?*

R. — J'ai parlé le dernier.

Toujours il faut parler le dernier. C'est du dernier que le public se souvient.

En une heure, cela y était, j'avais conquis mon premier grand auditoire.

Alors, à partir de ce moment, la rafale se déchaîna.

A peu près tous les jours, et même parfois trois, quatre, cinq meetings en une seule journée.

Je parlais de tous les côtés. Toujours le débat était contradictoire. Moi aussi j'avais été demander la parole chez les autres, et je continuais à y aller ; à leur tour, s'ils le voulaient, ils pouvaient grimper chez moi à la tribune. A la vérité, peu s'y risquaient.

L'agitation rexiste commençait à s'épandre partout ; mes groupes de propagandistes s'étoffaient. J'en possédais à présent dans toutes les régions du pays. D'eux-mêmes, garçons et filles improvisèrent un uniforme de velours bleu, seyant et gracieux. En même temps que mes meetings, la vente de mes journaux s'amplifiait par ricochet.

Le centre le plus dynamique était celui de Liège, mis sur pied par un tout jeune garçon appelé François Gillisen. Il allait révolutionner cette cité ardente qui, peu après, nous donnerait trois députés. Nos campagnes de presse allaient, comme les meetings, mettre le mouvement en branle à travers tout le pays.

Q. — *Tout cela suffisait-il à financer votre mouvement ?*

R. — Voilà comment je m'y prenais.

La plus grande partie des numéros de *Rex*, environ cent cinquante mille exemplaires — des deux cent cinquante mille exemplaires du tirage courant — étaient vendus par nos sections. Chacun de nos groupes achetait son paquet d'exemplaires. On ne les leur envoyait pas en dépôt. Non. Ils devaient les acheter ferme. Le compromis était net : les numéros étaient acquis, ils devaient être payés. Aucune possibilité de retourner les invendus.

Par contre, nos équipes bénéficiaient de réductions. Si elles achetaient beaucoup d'exemplaires, les réductions pouvaient devenir considérables.

Liège, par exemple, qui achetait ferme dix mille numéros chaque semaine, obtenait 50 % de réduction. Ce qui veut dire que toutes nos sections vivraient bientôt de leur effort, des ristournes obtenues sur le prix de nos journaux. Le mouvement rexiste, partout, se nourrirait lui-même. Tous nos propagandistes — comme moi d'ailleurs — travaillaient pour rien. Le contraire nous eût paru impensable, outrageant. N'empêche, ces camions de journaux représentaient de grosses sommes que les propagandistes devaient payer comptant. Pour se tirer d'affaire, il fallait suer. Aussi nos garçons et nos filles faisaient-ils du zèle, du super-zèle. Dès l'après-midi du samedi, ils envahissaient les grands boulevards, puis les restaurants, les cafés, s'installaient dans le hall des cinémas. Dès six heures du matin, le dimanche, ils harcelaient les fidèles devant les églises. S'il leur restait encore des numéros sur le dos

à midi, il leur fallait les liquider au-dehors. Ils grimpaient alors sur leurs bécanes, parcouraient en troupes joyeuses les villages des environs, battaient les campagnes au loin. Ils conquirent un énorme public, qui nous lisait de plus en plus, qui dévorait avec passion un journal passionné entre tous, dans lequel grondait et roulait comme le tonnerre la grande campagne vengeresse que j'avais entamée contre ceux que je surnommais des « pourris ».

Q. — *Les « pourris », c'étaient les caciques des milieux politico-financiers ?*

R. — C'est vrai. Sans le vouloir et en montant contre moi leurs traquenards, ils avaient eux-mêmes lancé dans mes bras les foules.

C'est à cause d'eux que j'avais dû me séparer de l'Action catholique, pour ne pas la compromettre, pour ne pas lui faire perdre une partie de ses ressources.

Mais, contrepartie heureuse, j'étais devenu ainsi absolument libre de mes mouvements. Dégagé de tout complexe, j'ai pu me lancer à corps perdu dans une campagne d'une violence sans précédent. Jamais, jamais, gros banquiers et gros magnats politico-financiers n'ont été traités de la sorte. Je les attrapais par le fond de la culotte, je les secouais, les retournais, dégoulinants, devant le public, les collais indignés à la muraille. C'était un massacre.

C'est alors que j'ai réalisé mon tout premier grand coup, qu'on a appelé le « Coup de Courtrai ».

CHAPITRE VII

EN SIX MOIS, LA VICTOIRE

Le « Coup de Courtrai », ou l'extermination d'un ministre — Compromission de l'Eglise catholique et des « pourris » — L'esclavage de la grande presse — Degrelle appelle les Belges au Palais des Sports — La foi, plus forte que l'argent — « Léon, tu seras condamné » — Parti ? non ! Mouvement ? oui ! — Riposte des partis politiques : prendre de court Degrelle par une dissolution du Parlement — Comment, avec dix mille francs, on crée un grand quotidien — Quatorze meetings en un jour — L'homme seul, brasseur de peuples — Les 300 000 balais de Degrelle.

Q. — *C'était quoi, le « Coup de Courtrai » ?*

R. — Le numéro un des « pourris », que je dénonçais avec une vigueur féroce, était le chef même du Parti catholique belge, de la « Fédération des Associations et Cercles catholiques », plus exactement. Il s'appelait Segers, il était ministre d'Etat, petit homme pelé, papelard, la voix aiguë, ratatiné sous son chapeau boule.

Comme tous les ans, il avait organisé un congrès de son Parti catholique à Courtrai, grosse ville flamande près de la frontière française. Il avait bien mal choisi sa date, le pauvre, c'était le Jour des Morts, le 2 novembre 1935. C'était là, et ce jour-là, que j'avais décidé de le démantibuler.

J'avais déjà assisté en spectateur à l'un ou l'autre de ces congrès soporifiques. Personnellement, je n'ai jamais appartenu au Parti catholique. J'étais tout à fait indépendant. Ma tendance m'avait poussé de ce côté-là parce que j'étais profondément chrétien, mais

enfin je n'étais en rien un inconditionnel de ces bonzes qui me paraissaient tous pétrifiés comme des pharaons momifiés.

Je convoque donc mes garçons. Pas les filles. Les filles, je les ai laissées en dehors de cette bagarre ; en ce temps-là, leurs gracieux jupons eussent fait scandale dans une telle assemblée ! Je mobilise secrètement, dans un certain nombre de nos sections, trois cents de nos gars, appelés à se rassembler à leur permanence le samedi. Bagages : une couverture et un pain. Je donne l'ordre à chaque chef local de louer un ou deux autocars, selon les effectifs qu'ils auraient à transporter. Mais nul ne savait où il irait. Le chef de la section devait, le samedi à midi, ouvrir une lettre dans laquelle j'indiquais l'endroit où la troupe devrait se présenter : à Courtrai, à 15 heures 30.

A quatre heures de l'après-midi, ma petite troupe de choc était là.

Q. — *Quel était votre plan ?*

R. — De loin, ces congrès du Parti catholique paraissaient des choses extraordinaires. De près, ils rassemblaient une petite centaine de Mathusalems courbaturés et chevrotants : les principaux sénateurs et députés, et huit ou dix représentants d'associations, à peu près tous des tordus et des retraités.

Ces congrès n'étaient rien, mais ils faisaient des pages entières tartinées laborieusement dans les journaux. On y publiait in extenso tous les rapports, polycopiés à l'avance. Me voilà devant l'immeuble de l'assemblée. Je m'en vais faire un petit tour d'inspection dans la salle du congrès. C'était un long boyau terminé par une tribune, espèce de petit salon surélevé. Derrière, il y avait une porte, la porte d'entrée et de sortie des autorités. Sur la serrure se trouvait une clef ; je la mets dans ma poche puis je la refile à un de mes garçons :

« N'oubliez pas : quand ils seront tous passés à la tribune, vous fermerez la porte derrière eux. Et vous me rapporterez la clef. »

Ainsi, je les bouclais, ils ne pourraient plus s'enfuir en cas de déroute ; ils étaient dès lors mes prisonniers.

Q. — *Ensuite ?*

R. — Ensuite, mes trois cents mobilisés se massent sagement dans la salle. Devant eux s'alignent, compassées, les Autorités, le vieux ministre Segers en tête, entre des pots de fleurs et des palmiers.

Segers commence son laïus, hypocritement ému : « Quelle joie pour moi, dans ma vieillesse, de voir une si belle jeunesse, et si considérable, nous rejoindre !

— Pour vous foutre le pied au cul » lui riposte un impertinent ! Cela rompait un peu l'harmonie, et c'était prématuré. Je fais taire le perturbateur. Puis, quand Segers a fini ses tirades, je me lève. Je lance :

« Je voudrais m'inscrire comme orateur. »

Le ministre ne bronche pas : « C'est bien, d'accord ! Mais vous comprendrez qu'il faille d'abord permettre aux orateurs officiels de lire leurs rapports. »

C'était correct. Je me rassois. Pendant deux heures, les gros bonnets lisent péniblement des dizaines de pages. C'était rasoir. Quand, enfin, ils ont fini, je me lève de nouveau.

« Maintenant je demande une deuxième fois la parole.

— Je vous la refuse », répond d'un ton aigrelet Segers, le ministre. D'un bond j'atterris sur l'estrade.

Me voilà entre les palmiers avec, dans mon dos, le ministre Segers suffoquant, ainsi que la plupart des membres du Gouvernement se tortillant sur leurs chaises de paille. Alors, ce fut l'abattage. J'avais l'occasion entre toutes de leur sortir tout ce que je pensais d'eux, de leur manque d'autorité, de leur manque d'esprit social et de leur corruption.

Je m'en suis pris d'abord, ce 2 novembre 1935, au ministre d'Etat, le patron des lieux, le grand vizir du vieux parti dit catholique. Certes, aujourd'hui, il existe encore des corruptions pareilles à celles que j'ai démasquées en Belgique. Elles sont même beaucoup plus amples car les grosses boîtes étrangères — la « Lockheed » (1) par exemple, et les mafias de la drogue — se sont mises elles aussi à corrompre. Mais en tout grand, celles-là, avec des moyens financiers infiniment plus importants que ceux dont disposaient les forces d'argent de jadis, limitées dans l'espace et dans le format des opérations. Un ex-Premier ministre belge, comme le socialiste Paul-Henri Spaak, devint bien, après 1945, administrateur super-capitaliste de l'I.T.T., malgré sa totale incompétence en la matière. On « séduit » maintenant comme on veut, à coups de millions de dollars, un prince héritier de Hollande, un pacha oriental, un Premier ministre italien ou japonais. Même le Vatican est mêlé à d'énormes tripotages. Mais, à part l'un ou l'autre gros scandale dont un maladroit découvre parfois un bout de frange dorée — et qu'on escamote à toute vitesse — ces compromissions massives restent généralement camouflées avec soin. Les révéler serait presque malséant. Ces brigandages internationaux

(1) Cf. *Dassault, Douglas, Boeing et les autres, la guerre des monopoles,* de Bernard Marck. Editions Jean Picollec, 1979.

sont devenus une manière de vivre — et de bien vivre — de la gent politicienne et des partis au pouvoir, de Paris à Bonn, de Rome à Kinshasa, de Chicago à Tokyo.

En Belgique, je ne suis plus là pour mettre tout nus les « pourris » devant le public — la frousse ne les retient plus à l'heure de la rafle. Ils sont à la fête.

Q. — *Quels motifs vous poussaient ?*

R. — En dénonçant ces mœurs et en démasquant personnellement les corrompus, j'ai simplement dit ce que personne n'osait dire à l'époque et qu'on aurait cent fois plus de motifs encore de dire aujourd'hui où les scandales politiques ont pris des proportions mondiales. Mais maintenant on manipule des brosses à reluire au lieu de balais. Je n'ai pas pu supporter ces malpropretés politico-financières : elles me retournaient le sang ; je les ai mises en pièces. J'ai crié, hurlé, tant qu'il a fallu, traquant les voleurs d'Etat, dressant à bout de bras ces malpropres devant leurs victimes, les jetant ensuite pêle-mêle dans la gadoue.

Ce jour-là, à Courtrai, le 2 novembre 1935, je m'en suis pris d'abord au ministre Segers parce qu'il eût été injuste de commencer le nettoyage en s'en prenant au menu fretin. C'est en haut qu'il fallait viser et frapper.

Un bonhomme comme ce ministre Segers, dont j'allais anéantir la carrière, s'était flanqué par cupidité dans toute une série de combines bancaires. Pour renflouer des entreprises financières où il pontifiait, il avait pillé de l'argent de la Caisse d'Epargne, c'est-à-dire l'argent des petites gens. Ces politiciens qui avaient pour mission, précisément, de défendre les petites gens, raflaient ainsi cyniquement et secrètement leurs prélèvements chez leurs protégés-nés !

A Courtrai, une fois hissé à la tribune, je me livrai à une démolition épouvantable.

A ce moment-là, Segers et ses bonzes essayèrent de lever la séance et de se défiler, mais ils se heurtèrent piteusement à la porte de derrière, si judicieusement fermée. Une fois le compte de Segers réglé, je m'en pris aux autres politiciens-financiers qui étaient juste en face de moi, au premier rang de l'assistance. Il y avait là, notamment, un certain Philips, sénateur catholique, nommé sur ordre personnel du cardinal. Oui, du cardinal! Un cardinal-primat faisait nommer sénateur un requin d'argent pourri jusqu'aux métacarpes !

Q. — *Comment un tel abus d'influence avait-il été possible ?*

R. — Je vais vous l'expliquer, tendez vos oreilles. En Belgique, il existe des sénateurs dits cooptés, que choisit le Sénat lui-même, répartissant les sièges suivant l'importance numérique des partis. Les catholiques du Sénat avaient désigné comme candidat à un tel poste Firmin van den Bosch, un magistrat connu internationalement, excellent écrivain catholique par surcroît. Le cardinal Van Roey avait fait annuler en dernière minute cette désignation, pour imposer son protégé.

Ce Philips était le grand homme du « Boerenbond », c'est-à-dire du grand organisme banquier des Flandres qui assurait chaque année à l'archevêque plusieurs millions de gratifications réconfortantes.

A Courtrai, pour son malheur, ce Philips se trouvait sous mon nez. Il était un nabot affreux, à tête de phacochère. Je m'étais déchaîné contre lui, je l'avais traité « d'excrément vivant ». Il avait encaissé l'avalanche sans même oser déplacer d'un centimètre sa petite bobine vicieuse, violette, ornée en plein nez d'un pois chiche rougeâtre.

Il y avait aussi au niveau de mes pieds l'ex-ministre Berryer qui, lui, avait eu des ennuis bancaires à Liège. Je commençai :

« Vous, là, avec vos yeux de crapaud. »

Il avait des yeux énormes, globuleux, glauques, prêts à sortir, pareils à des ventouses vitreuses. Je l'écrabouillai de façon horrible. Le carnage se termina dans les acclamations, tous mes garçons debout, criant, gesticulant, puis encadrant, parmi une rigolade géante, les héros déchus qui descendaient en s'ébrouant.

Q. — *Je suppose qu'un tel scandale a déchaîné d'importantes réactions dans la presse ?*

R. — Ces vieux barbons corrompus étaient forts. Ils tenaient la presse. Quand, le lendemain, nous nous sommes précipités sur les journaux du matin, nous n'y découvrîmes pas un traître mot concernant l'énorme bagarre de la veille. On parle toujours des libertés démocratiques, notamment de la liberté de presse. La belle blague ! Les grands journaux étaient à la botte de leurs propriétaires. Souvent ils le sont encore aujourd'hui. Et ils le seront demain plus que jamais, tenus à la laisse par des groupes financiers, par de grands manitous de l'argent anonyme, dispensateurs des subsides et des budgets de publicité. Sans eux, les journaux crèveraient à peu près tous, comme des poissons rejetés, palpitants, hors de l'eau.

Il suffit d'un mot des vrais patrons, et les textes sont biffés, ou transformés, ou défigurés, ou caricaturés.

Pas une ligne donc, le 3 novembre 1935, sur notre assaut de la veille, à part un compte rendu haut en couleur — biffé dès la deuxième édition ! — du journaliste Max Hodrige dans le *Vingtième Siècle.*

Q. — *Ainsi donc, le traquenard n'avait abouti à rien ?*

R. — J'avais deviné la manœuvre et j'y avais paré.

Le Soir, le plus important des journaux belges, avait un secrétaire général nommé Maurice Gaucher, dont j'avais imprimé quelques papiers. Je publiais à *Rex* des articles de tout le monde. Si les gens m'envoyaient un bon article, il paraissait. Ce brave type de Gaucher avait la fringale d'écrire. Ce n'était pas flambard, mais pas trop assommant non plus, et j'avais intérêt à m'attacher ce scribe laborieux. A diverses reprises, j'avais donc publié sa prose. Et on était devenu de bons copains.

J'ai été le trouver : « Mon vieux Gaucher, je peux fournir à votre canard un scandale de tout premier ordre, en primeur, et en exclusivité. Mais il me faut deux colonnes dans *Le Soir,* et ma photo. »

J'ai toujours attaché beaucoup d'importance aux photos : elles accrochent le public plus que n'importe quel texte. Je possédais un magnifique portrait de moi par le peintre Alfred Martin de Liège ; je l'avais apporté à Gaucher.

« Donnant, donnant, si vous me promettez les deux colonnes et la photo, je vous donne le scandale. »

Accord fait.

J'étais donc tranquille le lendemain de mon crime, à Courtrai, j'étais sûr à l'avance que, grâce au *Soir,* qui paraissait à deux heures de l'après-midi, le pétard éclaterait, même si toute la presse bien-pensante du matin avait fait la morte.

Q. — *Cela a suffi ?*

R. — Pour être tout à fait paré, j'avais aussi été pêcher un grand escogriffe nommé Charles d'Ydewalle qui, volant son titre à Victor Hugo, écrivait des « Choses vues », tous les lundis, dans *La Nation belge.* C'était un échassier pittoresque, nasillard, à la mâchoire de guingois. Il écrivait facilement n'importe quoi. Il était le pondeur de copie le plus prolifique de mes hebdomadaires. Il était pince-maille. Je le payais bien. Il m'était donc fidèle. A ce moment-là du moins. Il le resta tant que le vent de la chance n'eut pas tourné et qu'on ne lui eut pas offert plus d'argent ailleurs. Alors que ne me servirait-il pas ! Je lui avait tenu un boniment similaire à ce que j'avais dit à Gaucher, chargé, celui-là, du tir massif du premier jour.

« Charles, je peux te refiler pour lundi prochain un filon de " choses vues " formidable. Si tu veux, tu l'auras. Mais il faut que tu me promettes le silence complet jusqu'au moment où ma bombe éclatera. » Je l'avais fait monter dans un de nos autocars. Il publia le surlendemain, comme convenu, un papier joyeusement féroce.

Après ces deux reportages, les Segers et autres manitous politico-financiers n'avaient plus aucune possibilité d'arrêter le scandale. Tous les journaux des partis s'étaient vus forcés de lancer des articles pompiers m'accablant sous leurs outrages. C'est précisément ce que je désirais. Cette réaction furieuse ne pouvait qu'agiter énormément l'opinion. Je m'en fichais pas mal qu'on dise sur moi des choses effrayantes, qui n'avaient d'ailleurs rien d'effrayant pour moi, mais qui émoustillaient le grand public.

Q. — *Ça ne vous dispensait pas de réagir, je suppose ?*

R. — Aussitôt, contre-offensive : je défie le ministre Segers au Palais des Sports !

Le Palais des Sports à Bruxelles, c'était le temple des fameux « Six Jours » ; c'était là que se livraient les grands combats de boxe mondiaux et les grandes compétitions cyclistes. Nul n'avait jamais imaginé de monter un grand débat politique là-dedans. Vingt cinq mille places ! Nous allions lancer ce nouveau genre de compétitions.

Un gamin défiant un vieux ministre, décoré jusqu'aux genoux, quel catch ! Un débutant tapageur jurant qu'il enverrait au tapis le tout grand champion ! C'était juste cela qu'il fallait pour attirer la grande foule.

« Qu'est-ce qui va se passer ? se demandaient les Bruxellois. Ce Degrelle a lancé des accusations terribles contre Segers. Ils vont s'empoigner, s'envoyer des uppercuts terribles ! Ce sera du tout grand sport au Palais des Sports ! On ira voir ! »

Cette bataille allait avoir lieu presque tout de suite : le 11 novembre, neuf jours après l'empoignade de Courtrai du 2 novembre.

Q. — *Pourquoi le choix de cette date ?*

R. — Le 11 novembre était le jour anniversaire de l'Armistice qui, le 11 novembre 1918, avait mis fin à la Première Guerre mondiale. C'était le jour de tous les anciens combattants, le jour férié aussi, où chaque auditeur possible aurait congé. Je tapisse la capitale belge d'affiches énormes dès les premières heures de ma décision. J'avais fixé mon budget: cent mille francs. Je devrais donc récolter cent mille francs. Gros risque. Risque tout nouveau, personne n'ayant jamais tenté une opération sportive de ce genre-là.

Cela s'est passé même un peu mieux que prévu : j'ai dépensé cent mille francs, j'ai récolté cent sept mille francs. Le 11 novembre 1935, au soir, happé par tout le tapage de la presse adverse et par ma propagande murale qui avait bariolé jusqu'à la plus petite impasse de Bruxelles, une foule immense montait vers le Palais des Sports.

Je me vois encore attendant dans un petit refuge, au premier étage, où, écartant toute autre préoccupation, je disais mon chapelet. C'est mon système : au moment où il faut se lancer dans l'action, inutile de préparer de belles phrases ! On est sûr, si on les apprend par cœur, de bafouiller péniblement, empêtré dans son trac. L'essentiel, c'est de croire. Quand le moment est venu, l'éloquence de la vérité jaillit. Je n'avais plus besoin que de la grâce de Dieu.

C'est à ce moment-là qu'un ouvrier, un terrassier flamand, a entrouvert la porte ; il a dit, rien de plus :

« La salle est bombée ! »

Brave type ; pour lui, bombée faisait encore plus évocateur que bondée ! La salle était bombée ! Je suis entré dans la salle bombée.

Ce n'était pas simple, parce que de ce public immense qui grouillait, les neuf dixièmes au moins étaient des curieux. Les garçons, les jeunes filles de mes formations rexistes représentaient dix pour cent de l'assistance au maximum. J'avais là, entassées, dans l'arène, vingt cinq mille personnes qui étaient venues voir s'empoigner, dans un combat de fauves, un vieux ministre, principalement et, accessoirement, un jeune type, inconnu encore de la plupart d'entre eux un mois plus tôt.

Q. — *Et comment se comportait le ministre Segers ?*

R. — Il ne disait rien, le vieux bonhomme ! Il n'était pas là ! Evidemment qu'il n'était pas venu ! Il n'allait pas se prêter à une telle propagande en faveur de son persécuteur ! Il n'allait pas non

plus risquer de se faire étriper, arracher les poils comme à un vieux cheval teigneux. De son forfait, de sa fuite, je n'avais pas douté une seconde. Je savais que je me retrouverais de but en blanc devant un public très déçu, qui ne voyait pas du tout ce qu'il était venu voir, et qui ne ressentait pas de sympathie spéciale pour moi. Tout dépendrait donc de mon dynamisme.

J'avais fait dresser une tribune gigantesque, de douze mètres de hauteur. Je grimpe au podium. J'étais à peine là, patatras ! la bagarre ! Car les communistes, eux, avaient deviné que, si je pouvais parler, je gagnerais. Ils m'avaient écouté dans les localités ouvrières, des centaines de fois. Ils avaient vu comment j'avais mis en boîte les meneurs marxistes les plus fameux, et notamment leur cobaye ensoutané, le curé Moreau. Ils se disaient : il faut absolument l'empêcher de commencer. La bagarre, cela voulait dire que la police s'en mêlerait presque aussitôt, qu'on me ferait redescendre de mon perchoir et que le meeting, avant de commencer, serait terminé !

Q. — *Comment vous en êtes-vous tiré ?*

R. — En une seconde j'ai vu débouler la catastrophe, j'ai lancé ma veste, je me suis hissé par l'extérieur au balcon où étaient les communistes, et paf ! paf ! paf ! le combat de boxe ! Un formidable combat de boxe ! Je suis costaud : en quelques minutes j'avais flanqué knock-out une demi-douzaine de perturbateurs ; mon combat physique se terminait victorieusement devant une foule absolument stupéfaite, qui était venue dans la salle des combats de boxe sans penser une seconde qu'elle assisterait à un vrai combat de boxe.

Ces gens qui n'avaient jamais vu un match de leur vie étaient là tout baba, émoustillés par l'imprévu, découvrant en moi une sorte de catcheur jamais imaginé dans une assemblée publique ! On acclamait. Je suis regrimpé à la tribune, j'ai remis ma veste. En deux heures, j'avais conquis ma foule.

Q. — *Et par la suite, vous êtes devenu le principal locataire du Palais des Sports ?*

R. — Je l'ai rempli, comme on dit en Belgique, à chaque grande occasion politique.

Ces spectacles oratoires au Palais des Sports avaient toujours quelque chose d'extraordinaire, presque d'incantatoire. Ils n'ont jamais pu être copiés depuis lors. On a même fini par démolir le

Palais des Sports. J'ai tenu là des dizaines d'assemblées de masse, qui ne sont plus guère imaginables aujourd'hui. Mes Six Jours ! Car j'ai eu, comme les cyclistes, mes Six Jours au Palais des Sports, mais j'étais l'unique cycliste en piste, c'est-à-dire que pendant six jours de suite, vingt-cinq à trente mille personnes s'empilèrent fantastiquement dans cette salle géante, tandis que des dizaines de milliers d'auditeurs devaient rester dehors sous les haut-parleurs.

Six jours ! Une grande ville, une capitale paralysée six soirs de suite par le même jeune type, tout seul à son perchoir ! A tel point que le dernier des Six Jours, dès une heure de l'après-midi il n'y avait plus moyen d'insérer une personne de plus dans la gigantesque enceinte, dont tous les sièges avaient même dû être enlevés. Et les auditeurs avaient versé durant les Six Jours plus de huit cent mille francs d'entrées ! Calculez en monnaie d'aujourd'hui !

Eh bien, cela prouve qu'un jeune homme, sans argent, mais soulevé par sa foi, bouillant de l'impétuosité de la vérité, projetant sa doctrine et sa passion, peut soulever n'importe quelle foule, amis, neutres, ennemis, debout, durant des heures d'affilée. La preuve en avait été faite, éclatante, le 11 novembre 1935, au Palais des Sports.

Q. — *Quelle a été l'attitude du haut clergé belge ? J'imagine que le cardinal Van Roey n'a pas assisté à tout cela sans réagir ?*

R. — A partir de ce moment-là, évidemment, le régime a commencé à s'agiter, puis à multiplier ses traquenards.

Au début, c'est bien simple, on expliquait que je n'étais qu'un galopin, c'est-à-dire un rien du tout. Ça passerait. Certains apportaient des détails imagés : j'avais, précédemment, été lutteur, ou soutier sur un bateau charbonnier d'Amérique du Sud. Bref, un zéro. Pas de quoi fouetter un chat. Jusqu'à ma victoire électorale de 1936, beaucoup ont cru que l'apparition du phénomène Degrelle ne serait qu'un incident cocasse. Cinquante ans après, l'incident dure toujours ! Je suis encore là, bien vivant, des pétards plein mes poches.

Ceux qui eussent dû réagir tout de suite, c'étaient les grands gangsters de l'argent, les « banksters » comme je les avais baptisés aussitôt. Mais contre la violence inouïe de mes défénestrations, ils ne pouvaient pas grand-chose. Je leur donnais de telles volées de bois vert qu'ils s'enfuyaient. Les partis et la presse croyaient encore habile de temporiser. Les dirigeants politico-financiers, eux non plus, n'échappaient pas à la panique.

Segers avait été acculé, les deux yeux pochés, dans les cordes, par les accusations que j'avais énoncées, avec toutes les preuves à l'appui, au Palais des Sports. Je les avais relancées sous forme d'une brochure qui s'était vendue à des centaines de milliers d'exemplaires.

Le déculotté, le derrière cuisant, avait bien dû riposter pour finir. Il était encore le chef du Parti catholique, et, pour lui, se laisser traiter sans fin comme un sac d'ordures eût été se suicider politiquement, ce dont il n'avait nulle envie. Il s'était décidé ou, plus exactement, on l'avait décidé, à me poursuivre devant les tribunaux, me réclamant des centaines de milliers de francs de dommages et intérêts.

Les autres « pourris » avaient dû emboîter le pas. Tous les jours me tombait sur le râble un procès de plus, réclamant cent mille, deux cent mille, ou trois cent mille francs. Des francs d'alors ! En deux mois, j'avais collectionné des plaintes totalisant deux millions cent mille francs de demandes de dommages et intérêts.

Q. — *Eu cas de condamnation, auriez-vous pu payer ces millions qu'on vous réclamait ?*

R. — Vous l'imaginez ! Il m'était resté tout juste 7 000 francs de rabiot de mon grand meeting du Palais des Sports ! Deux millions cent mille francs réclamés à un jeune homme ! Pour moi, ce pouvait être l'écrasement. Il allait se faire coincer, le Léon ! J'entends toujours Mgr Picard, mon maître très cher, me dire un jour — comme lors du procès Dumas — dans un compartiment de troisième classe où nous étions tombés nez à nez :

« Léon, tu le verras, tu seras condamné ! et à des peines graves !

— Monseigneur, je ne serai pas condamné du tout, j'ai raison, donc !... »

Je ne savais pas encore — heureusement ! — que la justice peut parfaitement vous condamner quand vous avez raison ! Nous l'avons compris assez par la suite, et nos bourreaux de 1945 nous informeraient largement là-dessus après la Seconde Guerre mondiale ! Mais en 1936 ma confiance dans ces fausses peaux d'hermine était absolue.

Mgr Picard m'avait quand même quitté consterné, en hochant la tête. Moi, j'étais, dans la tempête, le chêne ardennais que nul ne peut déraciner. Je bravais tous les ouragans, sûr de tenir bon, tandis que les vieilles forces corrompues de la politique se mobilisaient de plus en plus derrière la Haute Finance, la Sainte Eglise, le Cardinal.

Q. — Sauf la foi, vous n'aviez décidément rien en commun ?

R. — Il fallait voir ce qu'était sa capucinière archi-épiscopale de Malines où vingt scrofuleux longeaient péniblement les murs, les bras de travers, les pieds de travers, le regard de travers !

Ce vieux cardinal au front de bovin n'avait jamais lu un journal de l'adversaire durant toute sa vie.

Son entrain personnel était celui d'une tortue largement centenaire.

Lors du grand congrès de la Jeunesse catholique belge à Bruxelles — en 1930 — alors que, depuis deux heures, cent mille gars survoltés défilaient devant lui en l'acclamant, le cardinal Van Roey avait gardé un visage imperturbablement renfrogné et des yeux glauques. Pas un muscle de ses bajoues n'avait bougé. Ses lèvres n'avaient pas remué d'un millimètre.

Derrière lui, Mgr Picard et moi étions, à la fois, brûlants de satisfaction à voir tant de ferveur parmi les colonnes de manifestants, et catastrophés par le mutisme maussade qui embrouillait le visage, d'un rose de savonnette, de l'éminent prélat.

Brusquement, il se produisit un déclic dans son auguste carcasse, comme si un coup de canon le réveillait. Il vira de dix degrés sur ses grosses godasses de cantonnier et nous susurra d'un air sinistre : « Je bous d'enthousiasme ! »

Quand il eut repris sa faction, Mgr Picard me murmura à l'oreille : « Que serait-ce s'il ne bouillait pas ! »

C'est la seule fois de ma vie où je vis l'aimable cardinal bouillir un peu. Tout gosse, au sein de sa mère, il avait dû ne téter que des glaçons. Alors, vous imaginez ! un garçon comme moi, dépiautant, étripant cinq ans plus tard dans un grand tapage ses bedeaux vénérés de la politique et de la finance ! J'étais une excroissance folle du milieu sacré, à extirper comme une ortie diabolique.

Van Roey se mit à envoyer des messages dans tous les sens pour ordonner à ses curés de prendre parti contre moi, affirmant que mon action était contraire à la charité chrétienne. Evidemment, la charité chrétienne eût dû consister à caresser l'échine des voleurs de la politico-finance, au lieu de leur marteler les fesses, comme je le faisais, avec une sainte ardeur !

Les coups d'épingle de Son Eminence se multipliaient, paraissaient dans tous les journaux. Un évêque belge, l'évêque de Tournai, un paysan pesant, bourru comme un officier d'intendance, poussa même le grotesque jusqu'à condamner et interdire un dîner que j'avais prévu pour sept mille jeunes ! Au nom de Dieu, nous

ne pouvions plus manger ensemble ! C'était la bêtise. La bêtise rejoignant le fanatisme.

Quand ces honorables prélats ont vu que cela ne suffisait pas, qu'il fallait aller plus loin, ils ont décidé de me faire condamner par leur parti catholique, en janvier 1936.

Q. — Vous, catholique, comment alors vous situiez-vous politiquement ?

R. — Je n'avais rien à voir avec les vieillards pourris du Parti catholique. Jamais, je l'ai dit, je n'avais été inscrit au registre de leur baraque, qui me paraissait, d'ailleurs, vermoulue et irréparable. J'étais décidé à la faire sauter, à la remplacer par une autre organisation politique qui, celle-là, serait ouverte à tous les citoyens lucides et honnêtes du pays, aux non-catholiques comme aux catholiques.

Les vieux, les barbons s'imaginaient que leur couperet me trancherait le col : il glissa dessus et me fit rire. Ce geste, au lieu de me blesser, me libérait. C'est grâce à lui qu'en quelques mois, avant les grandes élections de 1936, je pus créer un Rex national, en dehors et au-dessus des ukases de l'Eglise politique et des vieux partis. Rex serait ouvert à tous les Belges.

Nous sommes devenus de la sorte le Mouvement Rexiste. Pas le « parti » rexiste. Je n'ai jamais admis le mot « parti ». Parti signifie quelque chose de séparé. C'est se couper d'une partie des gens. Mouvement, c'est ce qui avance.

Q. — Et vous avanciez ?

R. — Les partis, les banquiers, les évêques politiques, malgré tous leurs coups bas, avaient dû constater finalement que l'ampleur du Mouvement Rexiste devenait de plus en plus puissante. Six mois avant, nous n'étions presque rien pour le grand public : maintenant nous représentions pour eux un tel danger que le gouvernement lui-même décida de s'en prendre à nous, non pas franchement — ce n'était guère son genre — mais sournoisement, en essayant de couper notre élan au moyen d'une dissolution précipitée du Parlement belge, à laquelle nous n'aurions pas le temps de faire face.

Q. — Politiquement, quelle est la portée d'une dissolution en Belgique ?

R. — Une dissolution, cela veut dire, en Belgique, qu'au bout de quarante jours tout le pays va voter à nouveau, qu'il va falloir

Manque

Page 110 et 111

Si vous les avez,

merci de nous les mettre en ligne

paladin au cœur intrépide. Ce fut la seule collaboration financière que je reçus jamais avant de gagner ma victoire de 1936.

Q. — *On pouvait vraiment lancer un quotidien avec 10 000 francs ?*

R. — Cette somme ne représentait même pas la moitié du prix du tirage du premier numéro ! Ce quotidien est arrivé à atteindre, la même année, un tirage de 250 000 exemplaires, contrôlé par un notaire tous les soirs. Il n'y avait pas à l'époque d'office de contrôle du tirage pour informer les annonceurs des journaux.

Il était temps de posséder une telle arme. Vous n'imaginez pas ce qu'on pouvait déverser alors déjà, en fait d'ignominies et d'insanités, contre moi. Je me souviens d'un après-quatre heures où je me rendais seul, en tram vicinal, à un meeting dans le Borinage. Que vois-je dans un journal, couvrant la première page ? Un placard énorme : « Degrelle a trompé sa femme le matin de son mariage ! » Comme accroche-l'œil, c'était carabiné ! C'était sot car, quand on lisait le texte, on s'apercevait qu'il ne s'agissait que d'une erreur de rédaction de notre faire-part de mariage. Mais beaucoup ne verraient que l'en-tête placardé par milliers d'exemplaires dans les kiosques !

Un groupe d'ouvriers, assis ou debout dans le tram, étaient en train de regarder, stupéfaits, ce titre géant brandi par l'un d'eux. Tous se taisaient, dépassés par cette énormité. Un ouvrier redressa la tête, sortit la conclusion : « Pas à dire, ce type-là, c'est un gaillard ! » Il avait été époustouflé par le record ! Tromper sa femme le matin même de son mariage, fallait savoir y faire ! Je me fis connaître, moi le héros de l'opération extraconjugale. On me fit fête.

Dès que j'ai eu mon quotidien, j'ai pu affronter chaque matin les assaillants, les envoyer dans les cordes, d'un direct impitoyable. En même temps j'accrus encore l'ampleur de mes meetings. Je suis arrivé à en donner jusqu'à quatorze en un seul jour. C'était le dernier jour des élections : j'ai parlé de sept heures du matin à trois heures du matin de la nuit suivante. Quatorze meetings contradictoires !

Q. — *La contradiction constituait-elle pour vous un réel handicap ?*

R. — Meetings contradictoires, cela voulait dire que si le meeting précédent était houleux, tardait, le suivant était décalé d'une heure, de deux heures. Le 23 mai 1936, à sept heures du matin, à Alost, la foule était déjà entassée dans un théâtre, trois curés cachés dans le trou du souffleur. Mais à trois heures du matin de la nuit d'après — c'était à Renaix — une foule énorme était massée sur la grand-place attendant que je la brasse une dernière fois ! A Ostende, à mi-route, un type s'était enchaîné à une colonne du Palais des Sports, il n'y avait pas moyen d'en avoir raison, il gueulait, il bramait. Il avait fallu attendre une demi-heure avant qu'un ferronnier arrivât pour scier ses chaînes !

C'est dire que pour les derniers meetings, tout horaire devenait imprévisible. La foule attendait avec bonne humeur, chantant « J'attendrai le jour et la nuit, j'attendrai toujours, mon amour ! ».

J'arrivais moulu, n'en pouvant plus, mais le chant d'accueil était charmant.

Q. — *Et vos lieutenants ? En vous attendant, ils « chauffaient » la salle ? Et ne pouvaient-ils pas vous remplacer çà et là ?*

R. — L'éloquence, ça ne se délègue pas. Ni le don de brassage des foules. On a dit souvent : « Degrelle, c'était un homme seul. » Mais tous les hommes qui changent le monde, qui retournent les peuples, sont des hommes seuls. Le conducteur de peuple entraîne les vastes masses dans la mesure où celles-ci ont été happées par sa pensée à lui, par sa foi, par sa passion.

La vie supérieure de l'univers, celle qui lui donne un sens, une grandeur profonde, c'est celle que pétrit l'homme seul, tout entier à sa mission. Heureusement, heureusement qu'il y a, de temps à autre, un homme hors série qui change la vie monotone des peuples, qui fait des troupeaux humains une société qui en vaille la peine ! C'est déjà extraordinaire qu'il en surgisse un parfois, et il faut en remercier les dieux ! Souvent l'Histoire n'est qu'un grand vide, où il n'y a personne, et où les foules pataugent, isolées dans leur médiocrité naturelle.

Une époque ne vaut que dans la mesure où quelqu'un la hausse au-dessus du banal, crée de l'exceptionnel, et où les millions de primates humains cessent de marcher à quatre pattes.

Q. — *Et comment se termina ce marathon électoral ?*

R. — J'arrivais au 24 mai 1936.

J'avais fouetté, avec mon fouet plombé, les pourris de mon pays.

paladin au cœur intrépide. Ce fut la seule collaboration financière que je reçus jamais avant de gagner ma victoire de 1936.

Q. — *On pouvait vraiment lancer un quotidien avec 10 000 francs ?*

R. — Cette somme ne représentait même pas la moitié du prix du tirage du premier numéro ! Ce quotidien est arrivé à atteindre, la même année, un tirage de 250 000 exemplaires, contrôlé par un notaire tous les soirs. Il n'y avait pas à l'époque d'office de contrôle du tirage pour informer les annonceurs des journaux.

Il était temps de posséder une telle arme. Vous n'imaginez pas ce qu'on pouvait déverser alors déjà, en fait d'ignominies et d'insanités, contre moi. Je me souviens d'un après-quatre heures où je me rendais seul, en tram vicinal, à un meeting dans le Borinage. Que vois-je dans un journal, couvrant la première page ? Un placard énorme : « Degrelle a trompé sa femme le matin de son mariage ! » Comme accroche-l'œil, c'était carabiné ! C'était sot car, quand on lisait le texte, on s'apercevait qu'il ne s'agissait que d'une erreur de rédaction de notre faire-part de mariage. Mais beaucoup ne verraient que l'en-tête placardé par milliers d'exemplaires dans les kiosques !

Un groupe d'ouvriers, assis ou debout dans le tram, étaient en train de regarder, stupéfaits, ce titre géant brandi par l'un d'eux. Tous se taisaient, dépassés par cette énormité. Un ouvrier redressa la tête, sortit la conclusion : « Pas à dire, ce type-là, c'est un gaillard ! » Il avait été époustouflé par le record ! Tromper sa femme le matin même de son mariage, fallait savoir y faire ! Je me fis connaître, moi le héros de l'opération extraconjugale. On me fit fête.

Dès que j'ai eu mon quotidien, j'ai pu affronter chaque matin les assaillants, les envoyer dans les cordes, d'un direct impitoyable. En même temps j'accrus encore l'ampleur de mes meetings. Je suis arrivé à en donner jusqu'à quatorze en un seul jour. C'était le dernier jour des élections : j'ai parlé de sept heures du matin à trois heures du matin de la nuit suivante. Quatorze meetings contradictoires !

Q. — *La contradiction constituait-elle pour vous un réel handicap ?*

R. — Meetings contradictoires, cela voulait dire que si le meeting précédent était houleux, tardait, le suivant était décalé d'une heure,

de deux heures. Le 23 mai 1936, à sept heures du matin, à Alost, la foule était déjà entassée dans un théâtre, trois curés cachés dans le trou du souffleur. Mais à trois heures du matin de la nuit d'après — c'était à Renaix — une foule énorme était massée sur la grand-place attendant que je la brasse une dernière fois ! A Ostende, à mi-route, un type s'était enchaîné à une colonne du Palais des Sports, il n'y avait pas moyen d'en avoir raison, il gueulait, il bramait. Il avait fallu attendre une demi-heure avant qu'un ferronnier arrivât pour scier ses chaînes !

C'est dire que pour les derniers meetings, tout horaire devenait imprévisible. La foule attendait avec bonne humeur, chantant « J'attendrai le jour et la nuit, j'attendrai toujours, mon amour ! ».

J'arrivais moulu, n'en pouvant plus, mais le chant d'accueil était charmant.

Q. — *Et vos lieutenants ? En vous attendant, ils « chauffaient » la salle ? Et ne pouvaient-ils pas vous remplacer çà et là ?*

R. — L'éloquence, ça ne se délègue pas. Ni le don de brassage des foules. On a dit souvent : « Degrelle, c'était un homme seul. » Mais tous les hommes qui changent le monde, qui retournent les peuples, sont des hommes seuls. Le conducteur de peuple entraîne les vastes masses dans la mesure où celles-ci ont été happées par sa pensée à lui, par sa foi, par sa passion.

La vie supérieure de l'univers, celle qui lui donne un sens, une grandeur profonde, c'est celle que pétrit l'homme seul, tout entier à sa mission. Heureusement, heureusement qu'il y a, de temps à autre, un homme hors série qui change la vie monotone des peuples, qui fait des troupeaux humains une société qui en vaille la peine ! C'est déjà extraordinaire qu'il en surgisse un parfois, et il faut en remercier les dieux ! Souvent l'Histoire n'est qu'un grand vide, où il n'y a personne, et où les foules pataugent, isolées dans leur médiocrité naturelle.

Une époque ne vaut que dans la mesure où quelqu'un la hausse au-dessus du banal, crée de l'exceptionnel, et où les millions de primates humains cessent de marcher à quatre pattes.

Q. — *Et comment se termina ce marathon électoral ?*

R. — J'arrivais au 24 mai 1936.

J'avais fouetté, avec mon fouet plombé, les pourris de mon pays.

Ils avaient hurlé à chaque raclée. Mais j'avais lutté jusqu'au bout. J'étais sûr de mon affaire.

Au *Journal* de Paris, trois jours avant, j'avais donné mon pronostic : vingt et un députés. L'ex-ministre socialiste Camille Huysmans, président du Parlement, avait été aussi net : Degrelle n'aura pas un seul député.

Je connaissais mon pays, j'avais palpé entièrement son corps : le 24 mai 1936, c'était la grande victoire, Rex avait gagné ! Six mois après le « Coup de Courtrai », des centaines de milliers de Belges fonçaient derrière mes balais et surgissaient en trombe dans l'arène politique.

Le coup de théâtre final avait été le jugement Segers, dont la répercussion fut immense. Vous vous souvenez de ce vieux ministre déplumé que j'avais traqué à Courtrai, que j'avais défié au Palais des Sports de Bruxelles, qui m'avait poursuivi devant les tribunaux, qui me réclamait 300 000 balles ?... Le 10 mai 1936, deux semaines donc avant les élections, brusquement éclatait le verdict : j'avais gagné ! Non seulement j'étais acquitté, mais ce vieux pourri de Segers était condamné aux frais du procès !

L'effet fut gigantesque. Jusqu'à ce moment-là, des milliers, des centaines de milliers de gens avaient douté. Et puis, un matin, un coup de tonnerre avait traversé le ciel : cela y était ! Les tribunaux eux-mêmes me donnaient raison !

Ce fut le tout grand démarrage. Ceux qui hésitaient encore la veille, n'hésitaient plus : je tenais la victoire.

CHAPITRE VIII

DANS LE BOURBIER PARLEMENTAIRE

La médiocrité parlementaire — Les médailles d'or des députés au cou des prostituées — Le papier à lettres gratuit — Les Codes revendus — Le Parlement, étape provisoire — Quels députés recruter ? — Les vaines précautions — La nullité des Chambres des députés — Les tours diaboliques des parlementaires professionnels — Le débat raté sur les brigandages politico-financiers — Face aux partis rigolards.

Q. — *Votre victoire du 24 mai 1936 vous a-t-elle fait illusion ? Vos élus, comment les jugiez-vous ? Pouviez-vous compter sur de réelles aptitudes politiques de la part de parlementaires aussi neufs ?*

R. — Me voilà donc, le 24 mai 1936, avec, dans les bras, un grand triomphe politique rutilant comme une gerbe de fleurs ! mais aussi avec vingt et un députés et onze sénateurs sur le dos, ce qui était beaucoup plus grave.

Au fond, j'ai toujours été fondamentalement antiparlementaire. Ce n'est pas, je vous l'ai expliqué déjà, la seule forme valable de représentation du peuple, c'en est même la plus détestable. Un homme seul peut parfaitement représenter le peuple, beaucoup mieux qu'un troupeau de centaines de députés ou de sénateurs ahuris, et même souvent abrutis.

Le recrutement des parlementaires a toujours été misérable.

Pour être nommé garde champêtre, il faut passer — et réussir — un examen. Pour être député, c'est-à-dire devenir celui qui fabrique les lois et est responsable de la vie d'un pays, rien. Le dernier

des sous-développés, dont on ne voudrait pas comme balayeur de crottes, peut s'amener flambard au Parlement si un parti l'a mis en piste.

On élit le type, le plus souvent, parce qu'il flatte les gens du patelin ou de la région, ou parce qu'il a rendu des petits services pendant des années, ou parce qu'il est bien placé dans la filière syndicale, ou parce qu'il est soutenu par des groupes financiers. Il peut être un imbécile, il peut être un fieffé paresseux. J'ai contemplé pendant des années le spectacle des deux cents députés belges. Belges, Français ou Iroquois, ils sont tous les mêmes. Médiocrité pitoyable. Atmosphère souvent mesquine. Et de nombreux câbles à de nombreuses pattes.

Q. — *Vous ne semblez pas avoir la moindre considération pour ceux qui, après tout, sont légitimement les élus du peuple ?*

R. — Je me souviens de la médaille de député. Chacun, en Belgique, recevait, aussitôt élu, une grosse médaille en or, comme s'il était un champion olympique. Des députés en faisaient un trafic. Ils la vendaient, expliquaient ensuite qu'ils l'avaient perdue, en redemandaient une autre qu'ils revendaient à nouveau, à tel point que le bureau dut décider qu'il faudrait payer désormais les médailles si on désirait les remplacer.

J'ai connu un cas extraordinaire : un député avait allongé sa médaille d'or en paiement dans une maison de prostitution. La Vénus du lieu se baladait depuis lors dans sa « maison » avec, pour tout vêtement, sa médaille de député belge entre ses seins croulants.

Le papier à lettres, marqué des armoiries de la Chambre des Députés, était gratuit aussi, et splendide. Les députés en rapportaient des piles à leur femme pour couvrir les pots de confitures. Il fallut en limiter la distribution à cinq cents feuilles par mois.

Les Codes ? Les députés les vendaient, à tel point que le bureau de la Chambre dut décider qu'on marquerait le nom de chaque élu, au fer rouge, sur ces gros volumes, pour que le trafic en fût moins aisé.

Q. — *Etait-il impensable pour vous de réformer ces mœurs discutables, de ramener un jour les parlementaires à une conception plus noble de leur mission ?*

R. — Je n'ai jamais rien vu se faire de grand dans un parlement, et c'est pour cela que je ne voulais pas jouer le jeu. J'avais rêvé d'envoyer là-bas une bande de boxeurs, de débardeurs. J'avais même désiré y envoyer un nègre, de préférence anthropophage, pour qu'il boulottât un ou deux de ses collègues tous les jours. Comme cela, en quelques mois, la question parlementaire eût été efficacement réglée.

Cette cohue quelconque, coûteuse, bruyante, incompétente, inutile, ne me tentait en rien. Ce que je recherchais, c'était l'adhésion en masse du peuple. Je dirai le mot, même s'il est immodeste : son adhésion personnelle, parce que je sentais, de toute la force de mon être, qu'une fois acquis ce rassemblement, j'aurais représenté beaucoup plus réellement les convictions populaires que le conglomérat factice et misérable qu'était un Parlement de pacotille, élu n'importe comment.

Q. — *Et vos propres élus ? Comment envisagiez-vous leur rôle, au Parlement ?*

R. — Comme étape provisoire, comme moyen d'attirer politiquement l'attention de la Belgique et de provoquer quelques élections en cascade, créant des remous de plus en plus envahissants, c'était plus ou moins admissible. Mais pas au-delà.

Alors bon ! Voilà mes députés qui entrent en scène. Eux-mêmes n'étaient pas tous particulièrement brillants. J'avais dû choisir un peu n'importe quoi! Avant tout, des braves gens, dévoués. Dans le tas, un ou deux peut-être auraient pu être élus par leurs propres moyens, à cause de leur mérite personnel. Et encore, j'en doute. Le plus probable, c'est que de tous ces candidats, sans moi à côté d'eux, ou au-dessus d'eux, pas un n'eût été élu. Un seul, l'écrivain Pierre Daye, l'avait jadis tenté et l'avait raté.

Q. — *Comment les aviez-vous recrutés ?*

R. — Vous n'imaginez pas ce que cela avait été que de dégoter plusieurs milliers de candidats !

J'ai encore dans la mémoire un cas typique : celui d'un brave quinquagénaire d'Entre-Sambre-et-Meuse, qui était candidat sur la liste rexiste du Conseil provincial de Namur. J'étais venu dans sa

circonscription pour le soutenir, comme je le faisais pour tous. A l'entrée, on me susurre à l'oreille : « Attention, votre candidat a été condamné pour avoir fait un gosse à une fille ! » Mauvaise blague ! Je pénètre dans la salle. Le père putatif était en train de parler, rougeaud, pattu, pas plus play-boy qu'un marchand de boudins. Je le ramène habilement par le fond du pantalon dans les coulisses.

Je lui dis :

« C'est-y vrai que vous avez fait un gosse à une fille ? »

L'autre, aussi naturel que le gosse présumé, me répond :

« Ben, c'est peut-être vrai, et c'est peut-être pas vrai ! Le député catholique, il y allait aussi. Alors on ne sait pas au juste de qui des deux il est ! »

Ce n'était pas brillant, de toute manière. J'insiste :

« Vous n'avez été condamné pour rien d'autre ?

— Si, j'ai été condamné vingt-huit fois. » Stupeur ! « Vingt-huit fois ?...

— Oui, vingt-huit, conclut-il, j'peux pas blairer les flics ! »

C'était assez sympathique, mais Rex ne rassemblait pas des élus pour passer à tabac la gendarmerie !

« Vous n'allez quand même pas compromettre Rex dans vos affaires personnelles, dites ? »

Bonasse, il me signe aussitôt une lettre de démission. Trois jours après, j'apprends que le bonhomme avait été élu triomphalement avec deux mille voix de préférence ! Il n'avait pourtant pas sauté deux mille filles dans son village. Et d'ailleurs les filles ne votaient pas. Mais deux mille électeurs avaient bel et bien voté de préférence pour ce sympathique taureau reproducteur !

J'ai aussitôt envoyé aux autorités sa lettre de démission, mais l'élu, gonflé par le succès, en avait envoyé une autre, le matin même de sa victoire, pour dire que sa démission ne valait rien et qu'il entendait rester conseiller.

Q. — *Tout cela était plutôt inquiétant, non ?*

R. — J'avais, vous l'avez vu, dû manœuvrer à la va-vite, en employant ce que j'avais pu recruter sur place. Certains des candidats étaient des intellectuels de premier ordre. Pierre Daye, élu député de Bruxelles, était remarquablement cultivé, avait noué à l'étranger des relations importantes et eût pu faire un jour un ministre des Affaires étrangères très remarquable. Un autre de mes députés, Gustave Wyns, était un industriel taillé pour être ministre de l'Economie. Carlos Leruitte, à Liège, connaissait comme

pas un la question ouvrière. L'avocat Ursmar Legros était un excellent spécialiste des questions agricoles. Lui aussi eût brillé dans un gouvernement.

J'avais fait élire, à Liège aussi, un jeune secrétaire syndicaliste socialiste qui exerçait encore ses fonctions dix semaines avant d'entrer comme député rexiste au Parlement.

Mais, surtout, j'avais fait passer une série d'excellentes gens, des anonymes, parés des intentions les plus honnêtes, malhabiles par contre à la manœuvre et trop ingénus souvent.

Au Parlement, ce qu'il faut, pour l'emporter, ce sont des vieux routiers, des ficeliers, des combinards, des maîtres chanteurs, et aussi quelques brutes solides. Les meneurs du jeu parlementaire ont toujours prêtes dans leurs poches les prébendes qui graissent les engrenages, qui évitent les dérapages, qui aident à remettre le chariot du parti sur ses roues. Mener un groupe parlementaire réclame de la science, des habitudes, de l'astuce et surtout du cynisme. Jeux pervers, dont sont exclus, à l'avance, les cœurs purs et les improvisateurs !

Q. — *Comment espériez-vous mener le combat avec des élus aussi peu expérimentés que les vôtres ?*

R. — J'avais pris dès le premier jour un certain nombre de précautions. Par exemple, mes députés ne pourraient pas voyager en première classe. Il n'y a rien de plus dangereux que de voyager en groupe dans des compartiments de députés. Des compartiments spéciaux sont réservés aux parlementaires : ceux-ci, qui, la veille, n'étaient rien, se retrouvent tous ensemble, installés en première classe.

Tôt ou tard ils vont copiner. Impossible qu'on ne copine pas à passer chaque jour des heures en tête-à-tête. Ils doivent inévitablement perdre l'esprit de combat, admettre des concessions.

J'avais dit à mes élus : « Vous ne voyagerez qu'en troisième classe ; ainsi vous serez en contact direct avec le peuple. » Ils l'ont fait. Ou... ils ne l'ont pas fait. Vite les coussins de première ont davantage tenté leur postérieur que les planches de bois des troisièmes. Les femmes de députés, elles également, de quelque bord que fussent les maris, s'installaient aussi souvent, sans droit quelconque évidemment, dans ces compartiments spéciaux. Elles papotaient entre elles, se passaient des recettes de coquilles Saint-Jacques ou de tricot, s'invitaient. Trois mois après, les familles fraternisaient.

Ces luxueux compartiments gratuits servaient même de dortoirs

à certains députés désargentés. J'en connus un qui, armé de son libre parcours, prenait chaque soir l'express Bruxelles-Bâle jusqu'à la frontière du Grand-Duché du Luxembourg. Là, il remontait dans le train Bâle-Bruxelles, où il arrivait le matin, guilleret, ayant dormi son saoul, sans avoir payé un sou.

J'avais prescrit, en outre, à mes députés de remettre tous les mois dix pour cent de leur traitement à la caisse du mouvement rexiste, auquel ils devaient leur élection. Cela a duré deux ou trois mois, et puis les versements ont commencé à ne plus arriver.

L'ingénuité de certains était telle qu'au moment d'entrer dans la caverne de brigands ils durent, le premier jour, demander la direction du Parlement aux agents de la circulation ! Inexpérimentés, ils étaient jetés dans une fosse où s'ébrouaient des chefs de gangs roublards, sans scrupules, connaissant à fond le milieu parlementaire, ses méthodes, ses traquenards camouflés.

Q. — *Se sont-ils aguerris ? Quelle était l'ambiance des débats parlementaires ?*

R. — L'atmosphère des débats parlementaires est généralement démoralisante. Bien souvent, on n'écoute rien. La plupart des députés présents écrivent des lettres, envoient des bouts de papier par terre, dans tous les sens. Ils s'en vont aussitôt après qu'ils ont sorti à la tribune leur petit topo.

Aux séances de nuit, c'est presque le désert. A des discussions de budget comme celui du Congo, la colonie belge, il n'y avait généralement pas un chat. Les Noirs ne votaient pas, ce qui réduisait radicalement l'intérêt du débat. Mais le Congo tout de même, avant 1940, était essentiel à la vie de la Belgique.

J'ai vu à une séance du soir le ministre des Colonies, Gustave Sap, écouter patiemment onze interpellateurs. Eux seuls, sur deux cent deux députés, étaient là. Soit 5 % de l'Assemblée. Chacun débitait son laïus sur le Congo, ramassait ses papiers, disparaissait. Quand vint pour le ministre le moment de répliquer, il n'y avait plus que lui, face à une enceinte vide comme une coquille de moule.

C'était cela le contrôle parlementaire ! L'exercice de la démocratie ! A Paris, on ne faisait pas mieux. Tardieu qui était taré mais fut un intelligent Président du Conseil, m'a raconté comment un député passait la totalité de son année parlementaire à écrire, de sa main, à son pupitre, quarante-deux mille lettres de Nouvel An, aux quarante-deux mille électeurs de son département. Sur papier gratuit, bien sûr ! Il vidait ses ballots de lettres dans la boîte du Président : donc port gratuit, en sus ! Les électeurs, épatés par l'attention, le réélisaient religieusement.

Maintenant les députés empochent des émoluments beaucoup plus élevés, disposent de secrétaires à l'œil, jouissent, s'ils se font casser le nez électoralement, de copieuses pensions. Mais la farce reste la même.

Q. — *Vous n'aviez pas voulu vous présenter personnellement aux élections. Ce sont donc vos députés qui avaient à défendre vos idées, vos projets devant le Parlement. Qu'est-ce que ça a donné ?*

R. — En 1936, quand nos députés rexistes étaient entrés au Parlement belge, ce que le public attendait, c'était le déballage des brigandages politico-financiers que j'avais démasqués.

Pour ce grand déballage parlementaire, j'avais choisi un député qui s'appelait Syndic, Raphaël Syndic, un garçon qui avait du tempérament. Il avait écrit aux éditions REX un bouquin qui s'appelait *Gifles*. C'étaient des gifles bien envoyées. Il avait le verbe mordant. Mais il était instable, assez bohème. Pour être bien sûr que son discours serait percutant et qu'il ne s'embrouillerait pas dans les complications financières, je lui avais rédigé la totalité de son texte. J'avais passé une semaine entière à fabriquer cette philippique, écrite de ma main du premier jusqu'au dernier mot, et qui représentait l'équivalent d'un volume complet. Cela, en plus de ma besogne normale, écrasante généralement. Tout avait été épluché, puis mis en valeur. Je m'étais privé de sommeil pendant plusieurs nuits successives pour bâtir ce réquisitoire sur du béton.

J'aurais pu, et c'eût été plus simple et plus sûr, mener le débat moi-même au Parlement, mais je n'avais pas voulu me présenter aux électeurs. D'abord, pour prouver au public que je n'étais pas un décrocheur de prébendes. Ensuite, parce que je ne savais que trop que le jeu parlementaire était un jeu vain, et que pour posséder l'avenir, il fallait viser plus haut.

J'avais remis mon discours à Syndic, bien à l'avance pour qu'il pût le piocher en paix.

Au jour fixé, avant deux heures de l'après-midi, je m'étais installé à une tribune. Toute la Chambre des Députés était là. Mais alors, qu'est-ce que je constate, absolument bouleversé ? Un seul député est manquant, notre Syndic !

Le président de la Chambre, Camille Huysmans, Méphisto décharné et diabolique, voit à la seconde, aussi stupéfait que moi, le coup à nous asséner pour faire déraper notre affaire. Etaient inscrits à l'ordre du jour trois autres points à traiter d'abord, mais

c'étaient des points secondaires. Se fiant sur ce répit, Syndic, avec une légèreté presque inimaginable, avait traîné quelques minutes de plus au restaurant du parlement. Syndic, Syndic n'était pas là ! Huysmans bâcle en quelques minutes les trois points précédents, puis lance :

« La parole est à Monsieur Syndic ! » Sarcastique, il attend une seconde, ajoute presque aussitôt :

« L'orateur étant absent, la séance est levée ! »

Syndic entrait alors souriant, paraissant n'avoir aucune idée du désastre qui venait de se consommer. S'était-il, comme certains de nos collaborateurs les plus fidèles l'ont toujours pensé, rallié à un plan de sabotage préparé par nos adversaires ?... Le certain, c'est qu'un an plus tard, il passerait assez salement dans leurs rangs. Que Syndic, cet après-midi-là, nous ait trahis, ou eût prolongé dix minutes de trop sa dégustation à la buvette, l'irréparable, en tout cas, était fait. Camille Huysmans s'était levé de son fauteuil : à deux heures treize minutes de l'après-midi, il clôturait une séance de la Chambre qui venait de s'ouvrir quelques minutes plus tôt ! Une véritable blague ! Mais l'interpellation était perdue ! Il n'y avait plus rien à faire.

Huysmans avait joué supérieurement son mauvais tour, il l'avait joué avec une habileté satanique. Mais réglementairement, il était dans son droit. C'était à Syndic à être là.

Q. — *Vous lui en avez voulu ?*

R. — Ce Syndic n'avait été jusqu'alors qu'un militant, ardent, incisif, mais assez obscur, professeur d'un institut privé de province. Il me devait tout : la publication de son premier livre, son début de notoriété, son siège de député. C'était vraiment trop bête. Mais le dégât, lamentable, était là : son café siroté pendant dix minutes de trop ou sa complicité avaient anéanti un travail immense alors que celui-ci aurait pu être décisif. J'avais préparé l'assaut avec une telle précision que le texte entier du discours était déjà composé à l'imprimerie pour un numéro spécial du *Pays Réel* ! Même un montage photographique de Syndic à la tribune du Parlement avait été cliché !

Ce discours, renforcé par le débat violent qu'il allait provoquer, eût été reproduit dans la presse entière. Il eût été répercuté, par ondes énormes, à travers l'opinion publique. Tout au contraire, en face de l'ennemi rigolard et des masses déçues, je me retrouvais de nouveau tout seul pour poursuivre cet immense effort.

CHAPITRE IX

LA BATAILLE SOCIALE

Avec les travailleurs, contre l'aveuglement de l'hypercapitalisme — L'arme nécessaire : la grève — Obstacles à une grève générale — Comment ne pas perdre ? — Les jeunes filles rexistes, pionnières sociales — La mobilisation de la soupe — Des milliers de gosses de grévistes à la montagne et à la mer — Les grands meetings populaires — Visites aux industriels — La valise du baron de Launoy — La grève gagnée — Fureur des commerçants — Fusillades à Seraing — On ne cède jamais.

Q. — *Vous n'étiez pas qu'un politique, vous vous étiez aussi engagé fortement sur le terrain social. En 1936, l'Europe s'agitait beaucoup.*

R. — C'est vrai, l'Europe de 1936, socialement, était en ébullition. En Belgique, dès après les élections de 1936, une forte agitation avait secoué la classe ouvrière. En partie à cause de moi. J'avais remué profondément les foules, j'avais dénoncé les conditions misérables dans lesquelles les familles ouvrières vivaient, les salaires de famine qu'on leur allouait. Internationalement, la nervosité gagnait tous les peuples en 1936. En Espagne, Franco et le gouvernement des Gauches à impulsion communiste s'affrontaient dans le sang. En France, le « Front Populaire » de l'Israélite marxiste Léon Blum venait à son tour de conquérir le Pouvoir. A l'été 1936, je sentais s'agiter les remous ; je devinais aussi partout les menées de Moscou, brûlant de tout aggraver, arrosant nos pays de subsides et d'armes et, même, détachant à Barcelone et à Valence des milliers d'instructeurs sinistres.

J'avais amplifié l'action rexiste parmi les grandes zones ouvrières belges, notamment dans les bassins rouges de Liège et du Borinage où la situation économique des mineurs relevait, socialement, de la provocation. Je parcourais les corons, je descendais dans les charbonnages. Il existe encore de nombreuses photos où on me voit fraternellement réuni avec les mineurs.

Q. — *Quel était votre programme social ?*

R. — La Haute Finance, maîtresse de la vie industrielle du pays, se cramponnait à ses méthodes stupides de bas salaires, qui entraînaient, par ricochet, la stagnation économique. Nous, socialistes sincères en même temps que patriotes sincères — car, à nos yeux, la conjonction de la justice sociale et des impératifs de l'ordre national pouvait seule créer la communauté des classes — nous ne pouvions admettre que des millions de nos compatriotes restassent à un rang inhumain, mal payés, mal logés, empoisonnés par la pestilence des usines, privés d'une assistance sociale correcte, et même pas respectés dans leur dignité de travailleurs. Et cela, uniquement parce que l'exigeait la boulimie d'un hypercapitalisme rapace, imbécile, pas même conscient de son propre intérêt.

Ou bien cet hypercapitalisme, corrupteur politique et profiteur social, se plierait à la loi de l'intérêt supérieur de la communauté, ou bien il serait impitoyablement maté. Ses intérêts n'étaient admissibles que s'ils s'accordaient à l'intérêt de tous. J'étais prêt, quant à moi, si je triomphais, à le mater, d'un poing de fer. En attendant, comme il entendait bien ne rien comprendre, il ne restait d'autre solution que de lui imposer ce qu'il ne voulait pas concéder. Donc, dans l'immédiat, utiliser l'arme de la grève générale, juste et nécessaire dans ce cas précis.

Rex a soutenu cette action populaire et l'a prônée tout de suite, de toutes ses forces.

Q. — *Comment avez-vous mené cette politique ?*

R. — Certes ce n'était pas aussi simple qu'on peut le penser.

Je comptais, tout de même, parmi mes centaines de milliers d'électeurs, et parmi le million de Belges qui me suivaient, un nombre important de bourgeois de bonne foi et une masse de fidèles venant des classes moyennes qui, elles aussi, souffraient de la stagnation et qui, elles aussi, étaient victimes de grandes injustices. Mais pour elles, un gréviste, à cette époque-là, était encore une espèce d'animal monstrueux qui avait tous les torts, contre

qui tout était permis. Et voilà que moi, jeune garçon d'un milieu « aisé » comme on disait, catholique au surplus alors que le catholicisme officiel était, assez hypocritement, a-social, je faisais bloc avec la masse ouvrière, pour soutenir, au moyen d'une grève générale, un mouvement de revendications !

Eh oui, je faisais bloc avec elle ! C'est vrai ! Parce qu'elle avait raison. Parce que la vie de la classe ouvrière, telle qu'elle était alors imposée par le capitalisme, était intolérable. Il était intolérable que les masses ouvrières soient enfournées dans des taudis, s'étiolent dans des localités sordides qu'étouffaient les émanations chimiques, qu'elles n'aient point de pensions sérieuses, pas de secours sérieux contre la maladie, les accidents, les invalidités. La civilisation bourgeoise était une civilisation — si on peut, à ce propos, employer un tel mot — absolument dénaturée et, plus encore, inconsciente, inintelligente, parce qu'elle ne tenait pas compte de réalités économiques fondamentales.

En me jetant dans ce combat, je m'y suis jeté comme un apôtre. J'étais convaincu que seul ce soulèvement, pacifique d'ailleurs, déclencherait enfin des résultats. Les magnats de l'hypercapitalisme sont en général plutôt lâches. Il faut qu'ils aient peur. Ce n'est que lorsqu'ils sont devenus violets comme des pruneaux qu'ils se montrent raisonnables.

Q. — *Et comment les avez-vous rendus violets ?*

R. — Eh bien ! je les ai pris au cou.

Certes, à cette heure, il existe de grands patrons qui forment, dans la société moderne, une aristocratie de la création et de l'action, qui ont pris conscience de leur responsabilité sociale et, aussi, de leur propre intérêt, intérêt qui découle, inéluctablement, de la paix et de la collaboration des classes. Ces élites contribuent hautement à l'épanouissement de la communauté. Mais il a fallu le temps pour arriver à ces coïncidences-là. En 1936, on était loin en Europe d'une telle compréhension. La porte restant fermée, la seule solution était de l'enfoncer.

Encore fallait-il gagner la grève générale que nous soutenions ! Ça, c'était une autre histoire. Il ne suffit pas de lancer une grève pour que tout s'arrange. Comment se perdent les grèves ?

Il était essentiel pour nous de ne pas perdre, pour moi surtout, jeune garçon catalogué comme étant « de Droite », alors que les grèves étaient jusqu'alors le monopole de la Gauche. Perdre dans une affaire comme celle-là, c'était perdre la face complètement devant la masse ouvrière. Les meneurs marxistes pourraient

lui crier : « Voilà, vous les avez vus à l'œuvre, vos freluquets de sauveurs ! Ils ne sont capables de rien, ces gamins-là ! On ne gagne qu'avec la Gauche, on ne gagne qu'avec les socialistes et avec les communistes ! »

Q. — *Comment avez-vous fait pour ne pas perdre ?*

R. — Pour moi, tout fut vite clair. Il fallait annihiler deux obstacles : les grèves se perdent parce qu'on a faim, et les grèves se perdent parce qu'on ne veut pas voir ses gosses malheureux. Il fallait donc assurer aux grévistes la nourriture et, aussi, la tranquillité pour tout ce qui concernait la marmaille.

Ces deux objectifs, je les ai mis au point en quelques heures.

J'ai mobilisé toutes les jeunes filles rexistes de Belgique.

Nous avions, dès le début, créé nos services sociaux, c'est-à-dire que les jeunes filles rexistes qui n'avaient pas à travailler pour gagner leur croûte devaient se mettre au service du Mouvement. Et cela — certains vont ricaner — comme servantes, comme assistantes de maison, dirait-on aujourd'hui plus cérémonieusement. Toute famille nombreuse ouvrière, rexiste ou non rexiste, pouvait demander au Mouvement une jeune fille pour l'aider. Nous envoyions ainsi tous les jours à travers les bassins ouvriers des centaines de jeunes filles de la bourgeoisie afin de servir dans les maisons ouvrières. Gratuitement, évidemment.

Q. — *C'était une tactique ? N'était-ce pas de la démagogie pure ?*

R. — Nous n'avons jamais agi par « tactique ».

Cette décision a eu des répercussions considérables, dans les deux sens.

La jeune fille aisée, la fille du colonel, la fille du magistrat, la fille du médecin, qui devait filer à six heures du matin par le petit train de l'aube vers un taudis de Seraing ou de Marcinelle, torcher les derrières, nettoyer la maison et aider la femme en tout, revenait chez elle en disant : « Mais la misère ouvrière, c'est terrible ! Comment est-ce que l'on tolère des injustices pareilles ? »

Par contre, la femme de l'ouvrier, à voir ces petites jeunes filles si simples qui l'aidaient spontanément en tout, disait à son tour : « Quand même ! ces bourgeois-là ne sont pas tous des ennemis, il y a des gens très gentils là-dedans ».

Cette jeunesse féminine, si magnifiquement idéaliste, je l'ai, dès le début de la grève, mobilisée pour faire de la soupe. De la soupe ! Dans tous les quartiers ouvriers on installait une grande marmite. Un certain nombre de nos femmes distribuaient de la soupe toute la journée ; les autres parcouraient les maisons plus ou moins amies pour obtenir gratuitement les ingrédients qui permettaient de faire un brouet consistant. Dès ce moment-là, tous les grévistes qui le désiraient avaient à manger, ils pouvaient physiquement tenir le coup.

Q. — *Vous êtes allé plus loin ?*

R. — Oui, les enfants représentaient un problème capital. Des milliers de gosses se trouvaient dans les corons paralysés. Pour eux, j'ai improvisé une chose qui à ce moment-là paraissait presque inimaginable. En tout cas nul n'y avait pensé : envoyer les enfants de grévistes en vacances.

Jamais un gosse d'ouvrier, avant 1936, n'avait été en vacances. Même pas leurs parents. Les vacances ouvrières, cela n'existait pas. Ce n'est qu'en 1936 que le « Front Populaire » fit accorder à la classe ouvrière de France des vacances d'une semaine, imitant faiblement Hitler qui, en trois ans de pouvoir, avait fait bénéficier l'ouvrier allemand d'une transformation sociale sans pareille — construction de centaines de milliers de logis décents, modernisation obligatoire des usines, congés payés (1), salaires accrus de 20 % — qui bâtissait pour le peuple des stations de mer géantes, emmenait les familles des travailleurs en croisières dans les eaux de Norvège ou aux Canaries, sur des bateaux splendides.

J'ai donc lancé un appel aux familles rexistes de la montagne et du littoral, leur demandant d'inviter des gosses de grévistes. Elles devaient les accueillir chez eux comme des membres de leur famille, et elles devaient payer le voyage.

Q. — *Ça a marché ?*

R. — Ce fut un succès absolument hors de toutes les prévisions. J'étais moi-même sur les quais de départ chaque jour. Il fallait voir le spectacle ! Les familles ouvrières arrivant par centaines, les mères socialistes ou communistes nous confiant leur marmaille, tout en dressant leur poing fermé, le long des trains spéciaux.

Imaginez donc ces milliers et ces milliers d'enfants arrivant à la mer ! Ils n'avaient jamais vu les flots. D'autres étaient dirigés vers les rivières et les montagnes : ils n'avaient jamais vu de rivières, jamais vu de montagnes ! Rien d'autre que leur vallée souillée, leur cité ouvrière noirâtre, aux rues étroites, dégouttantes de boue

(1) De huit à vingt et un jours.

l'hiver, poussiéreuses et étouffantes l'été, et toutes aussi crasseuses les unes que les autres !

J'avais donné l'ordre qu'on fît envoyer par les gosses une carte postale chaque jour, expliquant à leur famille comment ils se portaient et comment tout était beau. La carte postale le prouvait, au surplus, aux parents. Elle leur mettait du merveilleux plein l'œil, avec les bateaux, les pêcheurs en sarrau, les milliers d'écailles argentées des caisses de poissons, les rivières blanches des Ardennes, les vaches tranquilles, avec leurs yeux ronds comme ceux des patrons, les toits d'ardoises violettes, les fagnes qui déroulaient leur immensité verte sous les cieux longs. Toute la rue était au courant de chaque récit, regardait, écoutait, évoquait. Le grand mirage enfantin faisait des miracles. Le cœur des gens était atteint. Pour les grévistes, hommes et femmes, c'était une aventure extraordinaire, celle à laquelle participaient leurs gosses par milliers, installés confortablement au soleil à regarder les pêcheurs flamands décharger les morutiers et les paysans ardennais mener leurs chevaux aux abreuvoirs bleus.

Q. — *Et vis-à-vis des industriels ? Des grands patrons ? Comment agissiez-vous ?*

R. — Je menais une action directe tous les jours : meetings de masse, deux, trois, quatre grands meetings chaque après-midi et chaque soir, dix mille, vingt mille travailleurs. Mais en même temps, et dans la même région où je parlais à ces foules, j'allais — autre innovation — secouer chez eux les industriels.

Je leur expliquais : « permettez-moi de vous le dire, mais ce que vous faites ne me paraît pas très sensé, même si vous entendez ne tenir compte que de votre intérêt d'industriels. Bien sûr, nous n'allons pas vous demander de saccager votre affaire. Elle n'est pas nécessairement un citron qui donne d'autant plus de jus qu'on appuie sur lui davantage. On peut l'écraser à aller trop fort, un presse-citron n'est pas un marteau-pilon. Mieux l'affaire marchera, sera menée avec fermeté et avec compétence, plus grande sera la sécurité de ceux qui y travaillent et y gagnent leur pain.

Mais, à trembler à la perspective de devoir établir des bases de salaires convenables et à vous opposer à des mesures sociales que vous estimez trop hardies mais qui sont justes et indispensables, vous risquez, pour finir, de faire pourrir les citrons dont vous auriez pu extraire, les tout premiers, votre part de jus. C'est dans la mesure où vos ouvriers peuvent, sans flanquer l'industrie en l'air, gagner davantage que vous produirez plus vous-mêmes et gagnerez

plus, parce que, directement ou indirectement, les travailleurs sont vos principaux acheteurs ; de leur moral aussi, souvent, dépendent les cadences de production. Ce qu'ils réclament concorde donc en tous points avec vos intérêts. » Et puis j'ajoutais : « Allons ! vous êtes patriotes ? Mais la patrie, c'est quoi ? C'est les gens qui vivent dessus ! Ces gens sont des citoyens comme vous. Vous êtes tous fils de la même patrie. »

Et à ceux qui étaient chrétiens : « Vous êtes chrétiens ? Ces ouvriers-là, ce ne sont pas vos frères, peut-être ? Vous ne pouvez pas pratiquer avec eux la vertu de fraternité ? C'est quoi, Dieu, sans la fraternité ? »

J'ai obtenu là des résultats étonnants parce que parmi les industriels — en dehors de grands manitous d'argent qui essaient, chaque fois qu'ils le peuvent, d'amener à leur botte toute la vie économique — se trouvait un grand nombre de braves industriels, normaux, capables, réceptifs, des gens qui n'avaient qu'entrevu auparavant la question sociale et son aspect humain, mais qui, lorsqu'on leur en parlait avec cœur, ne se crispaient point, ne restaient pas accrochés à un conservatisme inamovible.

Q. — *Vous arriviez à en obtenir autre chose que de vagues promesses ?*

R. — Je vais vous citer un cas particulièrement frappant, celui du comte, alors baron de Launoy. Ce baron de Launoy était et est resté longtemps la première puissance industrielle de la Belgique. C'était, entre autres, le grand maître de l'acier. Il sentait plus souvent le requin que le mouton. Et je ne l'ai jamais ménagé. Mais ici, il comprit vite, parce que, sans doute, les affaires sociales étaient à ses yeux des affaires tout court, et aussi que mes arguments de collaboration des classes *dans l'abondance* avaient dû frapper ce manipulateur intelligent de biens et d'êtres humains.

Q. — *Comment a-t-il réagi ?*

R. — J'arrive chez lui. Je lui sors mon laïus pendant vingt minutes. Il se dresse derrière son bureau :

« C'est parfait, tout ce que j'ai ici est à vous. »

Il ouvre son coffre-fort qui était camouflé derrière un tableau de maître : « Voilà, me dit-il, prenez. »

Mais comment est-ce que j'allais emporter cette fortune ? Les billets faisaient un paquet aussi imposant qu'un régime de bananes !

« Je vais vous chercher une valise », reprend de Launoy, tout

tranquillement ; et pendant quelques minutes nous avons transvasé le pactole. Il y avait là deux millions quatre cent mille francs, des francs lourds de cette époque-là, l'équivalent d'un abonnement au *Pays Réel* de 120 000 personnes pendant un mois. Deux millions quatre cent mille francs ! Je n'en avais jamais vu autant de ma vie ! Je suis reparti à pied dans la rue, jusqu'à la gare, avec ma valise de supermillionnaire !

Après cela, il n'y avait plus de doute, le cas était clair, la masse ouvrière devait gagner. Elle mangeait. Elle ne tremblait plus pour ses gosses. Les patrons commençaient à se rendre compte. En trois semaines cela y était. La grève était terminée et gagnée.

Q. — *Et les communistes ? Ils vous laissaient chasser sur leurs terres ?*

R. — Ils n'étaient pas emballés du tout, vous l'imaginez bien ! Ils devenaient furibards rien qu'à entendre ma voix.

Les socialistes avaient été satisfaits par les accords finaux. Ils étaient plus modérés et, de toute façon, ils ne pouvaient guère s'exciter car la haute finance les serrait au gosier eux aussi, depuis leur déconfiture de la « Banque du Travail », où des centaines de millions de l'épargne ouvrière avaient été engloutis.

Essayant de nous copier ou de nous couper l'herbe sous le pied, Paul-Henri Spaak, leur ministre le plus connu, lança même alors ce qu'il appela le Socialisme-National. Socialisme-National ou National-Socialisme, c'était plutôt la même chose ! Une simple inversion de mots qui n'en était même pas une, car, grammaticalement, en allemand, le qualificatif précède le substantif. La traduction fidèle du « National-Socialisme » de Hitler était « Socialisme National » !

Henri de Man, président du parti ouvrier socialiste belge en 1936, eût voulu, en équipe avec Spaak, réaliser cette mue dans le sens du Rexisme. Il lui faudrait attendre l'invasion allemande de mai 1940 pour aller plus fort que nous et se convertir en national-socialiste et hitlérophile avéré, proclamant la dissolution du Parti Socialiste dont il était le propre Président ! Il se déclarerait même prêt à constituer avec moi un gouvernement iconoclaste, comme je le raconterai en son temps.

Cette combinaison à l'automne de 1936 déjà était, en Belgique comme partout ailleurs en Europe, la seule vraie formule, celle qui pouvait réconcilier le peuple avec l'ensemble de la nation. Le malheur, c'est que de Man ne se risqua à se mouiller que lorsque

la vague allemande eut inondé la Belgique et l'eut complètement trempée.

Q. — *Revenons aux communistes. Comment réagissaient-ils quand vous couriez les usines et les cités ouvrières ?*

R. — Les communistes savaient bien, eux, qu'avec nous il n'y aurait jamais rien à espérer. J'avais lancé une campagne nationale : Rex ou Moscou. Jamais je n'aurais admis, jamais je n'admettrais le Communisme. Le Communisme tue la vie des consciences, il ne permet pas à un être humain de respirer. Au surplus, économiquement, il a complètement échoué. Il serait sans doute magnifique que les hommes se répartissent tout, forment économiquement un tout, et qu'il n'y ait qu'une seule poche, celle du collectivisme. Mais l'homme tendra toujours la langue vers le profit. Le plus pauvre des prolétaires pense à gagner davantage, et non à rester au dernier échelon de l'escalier. S'il progresse, il n'a plus envie de partager. La formule communiste est psychologiquement erronée. Elle l'a été dès le début. Jamais Moscou ne fut capable d'en inventer une autre. D'ailleurs, en Russie même, le Communisme est une fumisterie. Seuls les 750 000 profiteurs de la « Nomenklatura » piquent dans l'assiette beurrée du Collectivisme.

Rendus enragés à voir l'emprise dont je bénéficiais, les communistes avaient décidé de me contrer par tous les moyens, si violents et si sanglants fussent-ils.

Le grand choc eut lieu à Seraing.

Je vous ai déjà parlé de Seraing, ce puissant bastion rouge du pays de Liège, où se trouvaient un grand nombre de durs de l'extrême gauche. Mais moi aussi, j'y avais mes « durs », qui avaient voté pour moi par milliers au printemps précédent. J'avais organisé, une fois de plus, un grand meeting à Seraing.

J'avais parlé la veille à Genève parce que déjà, à ce moment-là, je m'adressais assez souvent à des publics étrangers, conscient de la nécessité de créer une Europe unie.

J'étais revenu en avionnette. Je descends de mon appareil à Bruxelles, à une heure de l'après-midi : « Il n'y a rien à faire, me dit-on, le meeting de Seraing est interdit ».

Comme Seraing possédait une municipalité rouge, rouge comme du minium, celle-ci avait, comme toujours dans le plus pur esprit démocratique, interdit mon meeting. Le bourgmestre, pour rendre effective cette interdiction, avait fait appel à toute la gendarmerie de la province. Sept cents gendarmes barraient, depuis le début de l'après-midi, tous les axes d'entrée dans la localité.

Q. — *Comment avez-vous tourné cette interdiction ?*

R. — Je saute dans une voiture, j'arrive à Liège, je loue un grand bateau. Je m'étais dit : « Là, sur l'eau, ils ne pourront pas planter les gendarmes, nous nous amènerons donc par la Meuse. »

Magnifique, majestueuse, la Meuse passe juste au milieu de Seraing, à côté de la grand-place, là où j'eusse dû donner mon meeting, et où j'imaginais que la foule se concentrerait le soir, de toute manière, pour voir ce qui allait se passer.

En une heure, je fais installer des appareils puissants de radio sur mon bateau-mouche. J'embarque avec mes fidèles. A la tombée du jour, nous arrivons au cœur de la ville de Seraing, après être passés sous le nez des sept cents gendarmes apostés dans les rues et sur les berges de la localité. Une foule immense se trouvait, comme prévu, sur la grand-place.

Aussitôt, du milieu de l'eau, je commence mon meeting. Ma voix de tonnerre et mes amplificateurs couvraient tous les environs. Alors, on a vu jusqu'où étaient capables d'aller les communistes.

Q. — *C'est-à-dire ?*

R. — Ils avaient bien dû se rendre compte, au bout d'une demi-heure, que cela y était, que j'avais harponné leur public, c'est-à-dire dix ou quinze mille personnes entassées près du fleuve et que l'aventure même de ce bateau fantôme avait amusées.

Les communistes alors avaient couru chercher des armes dans leurs dépôts, et voilà qu'ils nous tiraient dessus !

Toujours ma chance habituelle : au cours de la fusillade, trois dirigeants rexistes qui se trouvaient debout à mes côtés étaient tombés, notamment le chef de Rex-Liège, l'avocat Gérard Willems. Je n'avais rien eu. J'ai pu continuer, j'ai donné le meeting jusqu'à la fin.

A apprendre à Bruxelles ces incidents sanglants, la panique dans les ministères avait été folle. Le ministre de l'Intérieur, un nommé Bovesse, gros troubadour vulgaire, aux cheveux épars de vieux ténor obèse — cent dix kilos ! — avait même téléphoné à sa femme, à Namur : « Pars tout de suite à la campagne, Degrelle est tué, on va avoir la révolution ».

Q. — *Et vous, dans tout cela ?*

R. — Avec le bateau et nos trois blessés, j'étais redescendu vers Liège, non sans connaître quelques incidents supplémentaires : les communistes s'étaient perchés sur tous les ponts, ils faisaient basculer sur nous, au passage, des blocs de pierre énormes. Les toits du bateau-mouche furent enfoncés. Mais nous sommes passés. Là encore, nous avions tenu tête. Ce fut toujours pour moi une loi inexorable : on ne cède pas. Ni en temps de paix, ni en temps de guerre. On cède quand on est mort, mais on ne cède pas avant. Nous avions donc donné la preuve de notre vigueur résolue. Jusqu'aux confins du pays, la grande campagne de Rex s'amplifiait davantage encore, remuait la masse jusque dans ses tréfonds. Je l'avais malaxée pendant des mois. Elle était en pleine effervescence.

Q. — *Et le gouvernement belge ? Comment réagissait-il ?*

R. — A ce moment-là, le vicomte Terlinden, professeur d'université et historien belge chevronné, qui, de toute certitude, ne nous aimait pas, interrogé sur notre cas à Rome par Ciano, ministre des Affaires étrangères de Mussolini, avait répondu : « Si on votait maintenant, Degrelle aurait certainement quatre-vingts élus ». C'est-à-dire que je quadruplais mes résultats du printemps précédent.

Le comprenant sur le tard, le gouvernement belge annonça alors avec fracas qu'il nous déclarait la guerre, à nous Rexistes, comme si nous avions été des Cipayes ou des Apaches.

CHAPITRE X

LA GUERRE CONTRE DEGRELLE

Degrelle interdit de radio — Le meeting de 250 000 Rexistes — Possibilités d'un coup d'Etat militaire — Degrelle s'y refuse, décidé à triompher sans recourir à la violence — Le général Chardonne prêt à l'assaut — Le quiproquo : Léopold III ne se fût pas opposé à un coup d'Etat — Degrelle, à la tête de la Belgique, eût-il épargné à l'Occident la guerre de 1939 ? — Les accords secrets de Degrelle pour se hisser légalement au pouvoir — Le défi de Léon Degrelle au gouvernement et à tous les partis — Trois alliances.

Q. — *Comment le gouvernement belge a-t-il mené cette guerre qu'il avait déclarée au Rexisme ?*

R. — On n'avait jamais vu en Belgique, et on n'a jamais vu nulle part en Europe, un gouvernement entier déclarer publiquement la guerre dans son propre pays à un mouvement politique légal, vainqueur aux élections six mois plus tôt.

« Nous nous sommes trompés, je l'avoue, devant le danger rexiste, déclara à la radio le ministre belge Spaak ; aujourd'hui, le gouvernement se rend compte et relève le gant. Unanime, il va lutter. »

J'avais convoqué à Bruxelles cent mille personnes à un meeting géant. Nous sentions que les foules étaient frémissantes. J'étais le seul à pouvoir les émouvoir et les prendre. C'est alors que le gouvernement « unanime » décida de nous barrer la route.

Première attaque gouvernementale : interdiction de la radio. En Belgique, les heures de radio se répartissaient selon l'importance

des partis. A l'heure présente, on trouve tout naturel que la trogne gouailleuse d'un communiste comme Marchais apparaisse à tout bout de champ à la télévision française. Ça, c'est bien ! C'est démoocratique !

Mais jamais une ligue dite démocratique n'a protesté, en Belgique ou ailleurs, contre mon éviction totale de la radio belge avant la guerre, pas plus que contre les lois spéciales inouïes qui m'ont interdit depuis 1945 de mettre les pieds dans mon pays, ou même d'y écrire une seule ligne, ou d'y dire une seule parole !

Q. — *Vous étiez exclu de la radio en 1936 ?*

R. — De la façon la plus absolue et la plus permanente. La liberté accordée à l'opposition de gauche, c'est, paraît-il, de la « démocratie » ! Mais s'il s'agit d'autres qu'elle, il n'est plus question une seconde de démocratie ! Ça ne vaut plus ! Le peuple qui a voté « mal », c'est-à-dire à Droite, et pire encore, s'il a voté « fasciste », n'est plus le vrai peuple ! Silence ! une muselière implacable est aussitôt collée sur le nez de qui n'est pas du bord des « vrais démocrates ». Ce fut mon cas jadis, ça l'est toujours. Leur démocratie, c'est de l'escroquerie.

Ainsi donc, dès le lendemain des élections belges de 1936, on viola à mes dépens les lois et accords belges qui préfiguraient la Convention des Droits de l'Homme. Chef d'une importante opposition, jamais je n'ai pu m'installer une seule fois, durant une seule minute, devant les micros de la radio de mon pays. Vous parlez de liberté !

Les ministres belges se rendaient compte de ce qui se passerait si, comme ils eussent dû normalement me l'accorder, j'eusse pu disposer de mon tour normal de parole au micro. Si j'avais pu atteindre, à travers les ondes, des centaines de milliers de compatriotes, que se fût-il passé ! J'eus, comme on dit, « fait un malheur » ! Les prébendiers du régime jugèrent plus prudent de me casser le micro sur la figure.

Privé, par cet ukase démocratique, de cet outil prodigieux de travail qu'est la radio, je resterais condamné, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, à devoir parcourir tous les soirs, d'un bout à l'autre, les diverses régions de la Belgique, à franchir cent mille kilomètres par an, le soir, la nuit, pour retrouver et haranguer dix mille personnes par ici, cinq mille par là. C'était un travail épuisant. Si je n'avais pas joui d'une vigueur physique énorme, une telle dépense de forces eût été impossible. Pendant les cinq dernières semaines de ma campagne électorale de 1936, j'avais dormi deux

heures par nuit, sans jamais ressentir la moindre fatigue, pas même une courbature, pas même une migraine. Les records que j'avais battus avaient tenu de la tout grande compétition sportive.

Si, au lieu de m'éreinter ainsi de patelin en patelin, j'avais disposé des micros de la radio belge, comme c'était démocratiquement mon droit le plus strict en tant que chef d'une opposition importante, j'aurais entraîné mes compatriotes bien davantage, on peut l'imaginer !

Que mes discours fussent transmis, aux grandes occasions, à toute la nation à l'écoute, était-ce démocratique, oui ou non ? Des centaines de milliers de citoyens avaient voté pour ma cause. Mais me laisser parler était intolérable ! Alors, interdit le micro pour Degrelle ! Et tout, absolument tout, réservé aux seuls pachas du régime en place !

Liberté d'expression ?... Liberté de parole ?... Il ne s'agissait plus de liberté, mais de privilèges à conserver en exclusivité !

C'est ainsi qu'en 1936 les vieux partis belges aux abois fermaient impérativement le bec à tout ce qui n'admettait pas leur corruption ou leur sottise sournoise.

Même mes grands meetings, le gouvernement allait s'acharner à les étouffer. Démocratiquement encore, bien sûr !

Q. — *En quelle occasion ? Et de quelle façon ?*

R. — Quelques jours après m'avoir coupé tout accès à la radio, voilà que le gouvernement belge pousse le fanatisme jusqu'à lancer l'interdit sur mon « Meeting des Deux cent cinquante mille », car c'est ainsi que, tout de suite, on avait appelé le grand rassemblement préparé par Rex à Bruxelles pour le 25 octobre 1936. Jamais la Gauche n'eût pu imaginer une concentration pareille de ses disciples. Au lieu de cent mille auditeurs prévus au début, ce sont deux cinquante mille Rexistes qui allaient arriver de tout le pays, dans la plus stricte légalité. Les ministres belges, épouvantés, recoururent à une mesure typiquement dictatoriale : l'interdiction.

Q. — *Qu'avez-vous fait ?*

R. — Qu'ai-je fait ? J'ai accepté. Eh oui ! j'ai toléré l'interdiction. Ce n'était guère, vous l'imaginez, dans mon tempérament. J'ai annulé mon meeting, malgré tout, pour qu'il fût nettement établi que je voulais arriver au pouvoir dans la paix. J'ai dit à tous : « Je ne veux pas prendre le pouvoir dans la bagarre, je

prendrai le pouvoir parce que le peuple me le donnera ; je ne veux pas, pour l'obtenir, lancer la force armée contre une partie de mon pays. »

Q. — *La force armée avait été mobilisée ?*

R. — Evidemment. Et pourtant aucune provocation, nulle part, n'avait été enregistrée. C'étaient des gens paisibles qui allaient se réunir.

Pour leur barrer le chemin, le gouvernement belge avait rassemblé à Bruxelles trois mille gendarmes : c'est dire que toute la gendarmerie de Belgique était là. C'était un spectacle inouï. La capitale s'était transformée en ville assiégée. Toutes les grandes voies d'accès à Bruxelles étaient coupées, infranchissables. Le comble, c'est que presque tous les gendarmes étaient rexistes ; quatre-vingt-dix pour cent au moins l'étaient, comme presque toute l'armée l'était. A l'Ecole de guerre, il y avait l'unanimité.

J'ai reçu une lettre du général Chardonne qui était le grand, le glorieux chef de la division des Chasseurs ardennais, le militaire le plus populaire de Belgique. Le général Chardonne m'écrivait : « Je suis à votre disposition : un mot de vous, et mes trains spéciaux montent à Bruxelles vous soutenir. » Je pouvais donc prendre le pouvoir ce jour-là. Pas un gendarme n'eût résisté aux chasseurs de Chardonne.

On a essayé, trente ans après, une fois Chardonne mort, de nier son offre, car elle dérange. Elle fut telle que je le dis, et le don de Chardonne fut si total qu'en 1944 encore, lui, vieux général chevronné de l'armée belge, fit le geste de s'engager inconditionnellement dans ma Brigade de Volontaires des Waffen S.S. luttant depuis 1941 contre les Soviets sur le front de l'Est.

Des dizaines de milliers d'anciens combattants défilaient aussi, ce dimanche à Bruxelles, brûlant de nous épauler. Nous eussions pu, en une heure, balayer la capitale.

Q. — *Et vous avez dit non ?*

R. — J'ai dit non, parce que, je tiens à le répéter c'était dans la légalité et le libre consentement du peuple que je voulais gagner. J'étais sûr de le convaincre et de me hisser au pouvoir porté par lui. Pourquoi recourir à la force matérielle alors que je disposais de la force suprême, celle de la conviction ?

Le temps me manquerait car la Deuxième Guerre mondiale allait vite faire gronder ses orages dans le ciel de l'Europe et tout

ébranler. Mais, en octobre 1936, la conquête pacifique de mon pays me semblait encore tout à fait réalisable.

La force matérielle n'est que le dernier des recours. Je voulais tout tenter pour m'en passer.

Q. — *Bon ! Vous refusez l'appui du général Chardonne. Et après ?*

R. — Le plus formidable dans l'affaire du Meeting des Deux cent cinquante mille, dont le général Chardonne eût pu assurer la conclusion, c'est que, à mon insu, le roi Léopold III lui-même avait été d'accord pour ne pas réprimer notre éventuelle réussite ! Le monarque en personne a raconté par la suite à l'écrivain Pierre Daye comment il avait décidé de ne pas laisser la force publique nous barrer le chemin par les armes.

« Si Degrelle avait pris les ministères d'assaut, expliqua le roi, j'avais donné l'ordre de ne pas résister. J'aurais prié aussitôt M. Degrelle et M. Van Zeeland de former ensemble un gouvernement de transition, chargé de faire voter les Belges à nouveau, quarante jours plus tard. »

L'électorat eût décidé. Au cours d'une telle campagne, j'eus enfin disposé officiellement, comme demi-détenteur du pouvoir gouvernemental, des possibilités géantes de propagande de la radio, j'eus remué toute la nation. Une vague électorale énorme m'eût soulevé, sans aucun doute. J'eus pu parfaitement devenir, pacifiquement, l'homme fort de la Belgique au bout de ces quarante jours-là.

Q. — *Internationalement, quelle eût été, dans ce cas, votre action ?*

R. — Question dramatique entre toutes. Oui, qu'eus-je fait ? Que fut-il advenu ? J'eus lutté sans répit — parce que la paix de l'Europe en dépendait — pour provoquer un rapprochement franco-allemand. Chaque jour j'eus harangué depuis mes micros le peuple français. Il est fin, il est sensible à la parole, à l'argument direct. Je voulais convaincre les Français que leur intérêt était dans un travail franco-allemand en équipe et non dans un complot suicidaire, suicidaire pour tous, sous l'œil cynique des Soviets, prêts à nous dévorer l'un et l'autre, après notre entre-égorgement.

Qui sait si, ainsi, la guerre civile de l'Occident n'eût pas été épargnée en 1939 ? J'avais à peine trente ans, l'âge où on est capable de prendre le destin à bras le corps. D'autre part, Hitler et

moi, en juillet 1936, avions eu une longue entrevue secrète à la Chancellerie de Berlin, sur ce problème même. Le Führer avait compris mon plan de rapprochement européen. Entre lui et moi était né un grand courant de sympathie, et surtout de compréhension. Plus que personne sur le Continent, peut-être, j'avais la possibilité d'établir un dialogue fécond. L'emportant en Belgique, je me fus jeté aussitôt dans le combat de la paix.

Nul obstacle ne m'eût découragé et moins encore arrêté. En tout cas, seul un effort de ce genre pouvait encore sauver l'Europe, bourrée de mensonges, folle de fureurs aveugles, livrée aux provocations des pires maîtres-chanteurs internationaux, et des plus vils bellicistes, prêts à flanquer le monde en l'air par intérêt, par ambition politique, ou même par haine raciale, parfois, tout simplement parce que leur bêtise les cramponnait au passé.

A trente ans, qu'est-ce qui compte ? L'avenir ! Je voulais que cet avenir, pour nous tous, jeunes garçons d'Europe, fût un champ d'action unitaire et fécond, et non un cimetière où les vieux, remâchant leurs marottes, nous enterreraient.

Q. — *Ne regrettez-vous jamais de ne pas avoir laissé le général Chardonne s'emparer pour vous de Bruxelles ?*

R. — Combien de gens m'ont reproché de ne pas avoir alors foncé dans le tas ! Lucien Rebatet, qui était un des plus merveilleux polémistes de France, m'a toujours répété : « Mais pourquoi, bon dieu, n'avez-vous pas pris le pouvoir ce jour-là, tout vous était offert » !

Il est plus facile de refaire l'histoire à sa table de travail que de la forger sur le terrain. Rétrospectivement je me dis : céder à la tentation de la force, oui, j'aurais pu le faire, c'est bien sûr. Mais mon plan politique était distinct. A l'automne de 1936, l'Europe n'était pas encore entrée en délire et j'imaginais pouvoir l'emporter à temps en Belgique, sans recourir à un bouleversement civil. La preuve, c'est la grande peur que le gouvernement belge avait eue de me voir triompher promptement dans la légalité. Peur si éclatante qu'il lui avait fallu violer, lui officiellement démocrate, les normes démocratiques, dans l'espoir de freiner mon élan.

Au surplus, sans que le public belge s'en fût douté, je tenais en main déjà, le 25 octobre 1936, des cartes capitales, qui allaient normalement me permettre d'accéder dans un délai court au pouvoir en dehors de tout heurt public. Afin d'y parvenir dans la paix et la légitimité, j'avais préparé avec soin et en silence des collaborations qui, me procurant d'autres grands concours populaires,

devaient assurer mon arrivée prochaine à la tête d'un gouvernement fort, sans casse désagréable.

Q. — *En quoi consistaient, comment conceviez-vous, comment aviez-vous mis en train les rapprochements auxquels vous faites allusion ?*

R. — Le premier fut celui qui nous valut l'alliance des nationalistes flamands. On le sait, dès le collège et l'université, j'avais défendu la cause flamande. Pourquoi ? Parce que c'était une cause juste et qu'elle correspondait à l'intérêt de la nation. Les Flamands y avaient été très sensibles. Or un groupe parlementaire important rassemblait les députés nationalistes de Flandre. Il s'appelait le VNV (Vlaamsche Nationalist Verbond), la « Ligue des Nationalistes Flamands ». Ses députés avaient pratiqué à notre égard une amitié loyale. J'avais choisi comme chef de mes sénateurs un célèbre écrivain flamand d'alors. Il s'appelait Paul de Mont. C'était un grand mutilé de la guerre 1914-1918, c'est-à-dire un nationaliste flamand qui, au point de vue « belge », était irréprochable. Il avait perdu ses deux jambes au front.

D'autres, aussi ou plus fameux même, Timmermans, Waelschap, Claes, étaient des amis : j'avais publié splendidement des traductions de leurs œuvres dans ma « Collection Flamande » aux Editions REX. Un tableau du plus grand peintre de Flandre, Servaes, ornait mon bureau de travail.

Paul de Mont chargé par moi des négociations avec le parti nationaliste flamand était parvenu à conclure secrètement avec lui un accord décisif. Le traité d'alliance avait été établi au mois d'octobre 1936, c'est-à-dire au moment même où je me refusais à céder à la tentation de la force. Si je ne cédais pas à cette facilité, si je me maintenais ferme dans ma politique d'arriver pacifiquement au pouvoir, j'allais avoir à ma disposition cette puissante alliance flamande au moment des ultimes manœuvres.

Q. — *Vous avez signé d'autres accords ?*

R. — C'est la majorité absolue, rassemblée dans la légalité, que je m'efforçais d'obtenir grâce à d'autres rapprochements que je m'étais assurés discrètement et personnellement.

Ils visaient à provoquer des ralliements massifs au sein même du vieux parti catholique, ce vieux parti catholique que j'avais mis en pièces, dont j'avais envoyé à la poubelle, comme des détritus malodorants, les leaders politiques les plus corrompus. J'avais opéré

ce nettoyage avec un certain chagrin, car ce parti catholique rassemblait un vaste corps électoral parfaitement honnête. Il conservait un nombre important de militants très décents. Ces masses et ces dirigeants locaux restaient parfaitement récupérables. Ils étaient dégoûtés par les avanies que les scandales des principaux aigrefins de leur parti leur avaient fait connaître, mais, en même temps, ils étaient impressionnés, tentés par le Rexisme. Une manœuvre habile pouvait les rallier.

Les deux personnalités les plus remarquables qui avaient conservé une emprise profonde sur ces troupes lasses, mais anxieuses de rénovation, c'étaient, en Flandre, le ministre Gustave Sap, et, en Wallonie, le comte d'Aspremont-Linden.

Q. — *Qui était le ministre Sap ?*

R. — Le ministre Sap était le patron tout-puissant de la grande presse flamande groupée autour du *Standaard,* c'est-à-dire un homme qui tenait en main de très grands moyens de propagande, qui jouissait d'une influence considérable, à la fois comme homme politique et comme manieur d'opinion. Il avait la dent dure. Il croquait les mollets de ses adversaires avec un plaisir extrême.

Il n'avait jamais été mêlé, comme tant d'autres, à des trafics politico-financiers. Durant tous mes combats contre les chefs corrompus de son propre parti, il m'avait alimenté abondamment en documents sensationnels. Il venait me renseigner, sur la pointe des pieds, à mon bureau. Il m'avait ainsi beaucoup aidé à bourrer d'explosifs les fauteuils de ses principaux collègues. Il se réjouissait de voir sauter en l'air ces tarés, tout en comptant bien s'adjuger leur place.

C'était un comploteur-né. Sa collaboration étroite avec moi était restée strictement inconnue de tous. Nous nous retrouvions chez lui, près de Malines ou dans son château fantôme de la Flandre occidentale.

Installé au principal poste de commande en Flandre, il m'avait donné sa parole qu'au moment décisif il ferait basculer de mon côté tout l'électorat flamand qu'il contrôlait. Il était un spécialiste remarquable des problèmes économiques et eût fait dans notre équipe un ministre des Finances très compétent. Il n'était pas orateur, ne cherchait d'ailleurs point à s'attirer l'adhésion enflammée des foules. Ministre, il m'eût aidé. Même s'il se fût adjugé, au début, un maximum d'avantages politiques, il ne m'eût pas encombré. Il eût été mon docteur Schacht, intelligent, opportuniste

et sarcastique, comme le fut très utilement, au service d'Hitler, le « mage des Finances » du IIIe Reich.

Q. — *Et du côté wallon ?*

R. — Du côté wallon, le comte d'Aspremont-Linden, dont je m'étais assuré avec la même discrétion la collaboration, était devenu, depuis la défaite de son parti en mai 1936, le grand chef moral de la Droite conservatrice. Il était riche, régnait sur des terres considérables, regardait de haut, presque avec morgue, les gangs politico-financiers. Bon vivant, peu acharné à la besogne, plus près d'Epicure que de Titan, il eût mis de l'entrain et de l'humour dans notre équipe. Sans ambition personnelle exagérée, il eût pu amener à nous les grandes formations de l'électorat catholique wallon dont il était alors le dernier recours. Il me recevait royalement dans son château du Condroz, où arrivaient parfois d'étranges bruits de pétarades d'un châtelain voisin qui s'entraînait à la révolution pour son plaisir.

Q. — *Ce Flamand et ce Wallon vous eussent permis d'obtenir la majorité ?*

R. — Ces deux personnalités devaient nous faire atteindre sans violence à la majorité absolue au Parlement belge. Nous déjeunions ensemble, tous les mercredis, très cordialement, dans de vieux restaurants à poisson. Nous étions arrivés à des conclusions politiques telles que Sap et d'Aspremont-Linden s'étaient engagés à n'entrer dans aucun gouvernement si ce n'était avec moi. Les accords avaient été si complets que le ministre Sap — qui était pourtant matelassé de millions mais qui n'eût pas lâché un sou sans d'affreux déchirements — m'avait demandé de lui refiler cent mille francs pour l'aider, disait-il, dans cette campagne. Je les lui ai remis, en livres sterling, dans le bureau de l'avocat bruxellois Georges Dubois-Clavier. La liasse de livres représentait même, au cours du jour, un peu plus que la somme fixée : 102 000 francs. Il fut très sensible au petit supplément.

Q. — *Vous voilà donc fort de l'appui secret d'alliés politiques importants. Que va-t-il se passer ?*

R. — Ainsi, publiquement avec les Nationalistes flamands, et secrètement avec les deux derniers dirigeants intègres de la Droite, je m'étais assuré des ralliements d'une importance capitale. J'étais

donc prêt pour le coup de bélier final. Pourquoi risquer de lancer le pays dans une lutte fratricide, comme dans l'Espagne d'alors, si je pouvais triompher sans troubles et sans soubresauts ?

Les vieux partis devinaient plus ou moins, avec grande angoisse, à quel point de puissance j'étais parvenu. C'est parce que je sentais que je tenais les atouts en main, malgré la campagne féroce que menait contre moi le régime tout entier, que je décidai au printemps de 1937 de lâcher mes chiens, de braver le régime lui-même et de provoquer, par un coup de théâtre, une espèce de référendum national. Référendum veut dire consultation populaire. Donc démocratie. Donc légalité.

Q. — *Un référendum ? Pour quoi faire ? Comment le voyiez-vous ?*

R. — En Belgique, comme dans la plupart des pays dits démocratiques, le référendum n'est pas officiellement prévu par la loi. C'est grand dommage, car il donne au peuple, sur des points précis, faciles à saisir et à comprendre, la faculté d'exprimer son opinion. Mais il existait néanmoins certains moyens de remédier à cette carence, par exemple en convertissant une élection partielle en une sorte de consultation de la nation. Quand un député a démissionné, ou est mort, il faut faire place à son suppléant ou, faute de suppléant, procéder à une nouvelle élection.

J'ai donc fait brusquement démissionner un député rexiste de Bruxelles ainsi que ses deux suppléants. Ainsi j'ai créé un vide, un vide absolu. Il fallait absolument — que ça plût ou non au régime — appeler, dans les quarante jours, le public de la capitale à une élection législative.

Cette élection, j'en ferais l'élection test, car je me présenterais personnellement.

Q. — *La bataille de mai 1936 était pourtant encore très récente ?*

R. — Il ne s'était passé que dix mois depuis ma victoire électorale de mai 1936, et voilà qu'au mois d'avril 1937, la capitale allait de nouveau voter, et à cause de moi.

Pour le Rexisme ou contre le Rexisme ! Car Bruxelles, c'est le cœur, le pouls, la voix du pays. Son vote serait le vote de toute la Belgique. Est-ce que Degrelle gagnerait ? Est-ce que Degrelle ne gagnerait pas ? Gagner ne voulait pas dire, nécessairement, emporter la majorité absolue. Si, simplement, j'emportais une vic-

toire retentissante, mes alliances allaient jouer, et le pouvoir, secrètement assuré, jaillirait tout naturellement au lendemain de cette élection.

> Q. — *La réaction de vos adversaires face à ce défi, disons même à cette provocation, ne pouvait être que très vive. Comment s'exprima-t-elle ?*

R. — Pour le régime entier, il fut clair tout de suite que c'était une question de vie ou de mort. Ils avaient compris mon jeu : si je gagnais, ils perdaient. Si je triomphais, c'était tout leur système qui se trouverait mis en pièces.

D'où leur panique et l'incroyable décision qu'elle allait provoquer.

On assista à une réunion stupéfiante du Parlement belge fin février 1937. Sur proposition des députés communistes, tous les partis se rallièrent à la candidature unique du Premier ministre. Leur frousse était telle qu'à leurs yeux, seul le chef du gouvernement des trois partis, soudés par la peur, pouvait encore être un candidat présentable en face de moi ! Ils avouaient donc que, pour barrer la route à un jeune garçon encore presque inconnu à Bruxelles l'année précédente, ils ne pouvaient plus, s'ils voulaient sauver leur peau, qu'opposer un candidat unique, le Premier ministre en personne, soutenu par la totalité des politiciens de toutes les couleurs !

Il n'était plus question que chaque parti ait son candidat. Spaak, par exemple, pour le parti socialiste. Ou de Man, son Président. Non ! Seul le Premier ministre pouvait encore être dressé sur le rempart de la « démocratie », Goliath de tous les partis, bouclier de tous les politiciens, communistes compris !

Ce premier ministre s'appelait Paul Van Zeeland. C'était le type même du prof d'Université, à l'esprit confus, raide comme une tôle rouillée. Nul ne savait encore au juste pourquoi, depuis une année, il était à la tête du gouvernement, ni quelle tendance il représentait, et, moins encore, quels intérêts le propulsaient. Il devait y en avoir, pourtant...

Aussitôt la grande bataille se déchaîna. Bataille impitoyable. Bruxelles entier était mobilisé. Tout le régime politicien se dressait contre moi, toutes les forces d'argent couvraient d'or Van Zeeland, lâchant leurs millions par dizaines.

In extremis, on allait même voir l'Eglise jeter ses crosses dans mes tibias.

CHAPITRE XI

LE PLEBISCITE PERDU

Les paquets de millions de l'Hypercapitalisme — M. Solvay, le magnat de la soude — L'accouplement du Premier ministre Van Zeeland et de la grosse finance — Le Palais des Sports, citadelle de Degrelle — Les nervis communistes — Panique du gouvernement belge en face d'une victoire possible de Degrelle — Le recours au cardinal : le coup de crosse, dernière arme électorale — Interdiction religieuse de voter pour Degrelle sous peine de péché mortel — L'ignominie du guet-apens — Le baroud d'honneur — Une grande occasion perdue.

> Q. — *Pourquoi dites-vous que les forces d'argent dépensaient sans compter pour assurer l'élection de votre adversaire ? Le Premier ministre belge Van Zeeland avait-il quelque chose à voir avec la Haute Finance ?*

R. — En mars 1937, en Belgique, l'hypercapitalisme sentait qu'il jouait son va-tout, que, vainqueur, je lui passerais un mors puissant dans les gencives, que mes éperons le travailleraient tant qu'il le faudrait, et que, dompté, il serait fermement soumis, comme tout le monde, à l'intérêt supérieur de la nation.

Plutôt que de voir leur omnipotence mise au pas et leur dictature politico-financière enrayée, les « banksters » préféreraient mettre le gros paquet : dix-huit millions allaient être versés au Comité électoral de Van Zeeland par les « Forces d'argent ». Dix-huit millions de cette époque, ce n'était pas loin d'un million de dollars ! Somme absolument inimaginable, en ces temps-là, au service d'un seul candidat ! En tout cas une somme contre laquelle nous autres,

nous ne pourrions rien opposer de semblable, ni de loin, ni de près.

Cette lutte fut, par moments, grotesque et atroce parce que partout, malgré notre foi et notre impétuosité, nous nous cassions le nez et les poings sur ce mur d'argent sans pouvoir l'ébranler.

Il devint — simple exemple — impossible au bout de quelques jours de pouvoir louer encore un seul panneau d'affichage dans Bruxelles. La première semaine, pour se réserver un panneau, il fallait déjà payer dix mille francs, donner sur-le-champ la moitié d'un billet qu'on coupait en deux. On ne conservait plus dans son portefeuille qu'un demi-billet que la société de publicité récupérait dès que l'affichage était exécuté. Mais au bout de huit jours il n'y avait même plus eu de possibilités pareilles. Tous les panneaux avaient été mobilisés par la mafia de Van Zeeland. Il n'y avait plus moyen de louer un seul d'entre eux. Nous étions condamnés à installer de grands placards sur des camions et à les trimbaler où nous pouvions.

Q. — *Qui payait ?*

R. — Un des plus gros affairistes belges lâcha, à lui seul, six millions à Van Zeeland. Et d'ailleurs il le fit avec une prudence comique car, la même semaine où il donnait six millions à ce candidat proclamé antifasciste, il en remettait six autres à la Jeunesse hitlérienne en Allemagne, organisation hautement fasciste. Compensation étudiée ! le corrupteur imaginant que nous devions avoir des accointances avec les Allemands et qu'ainsi, au cas où son poulain belge se casserait la patte, il se protégerait, lui, contre un choc en retour !

Evidemment, ce bailleur de fonds se fourrait le doigt dans l'œil jusqu'à l'omoplate. Nous n'avions rien à voir avec les Allemands ; nous n'avions jamais reçu d'eux un pfennig, ni un avis politique quelconque. Les Allemands, à la vérité, se préoccupaient fort peu, en 1937, de la Belgique. Mais les usines allemandes du peu regardant financier additionnaient des millions de marks de bénéfices. Il n'avait aucune envie de les compromettre en arrosant Van Zeeland trop imprudemment. Il croyait, grâce à ses six autres millions versés aux jeunes gars de Hitler, se dédouaner du côté de celui qui contrôlait les robinets nazis par où coulaient ses plantureux dividendes. Bref, la politico-finance internationale dans tout son cynisme !

Toute la racaille dorée de la Haute Finance témoignait d'un zèle aussi dévorant.

Q. — *Soupçonniez-vous ces collusions entre Van Zeeland de la Haute Finance ?*

R. — Constamment je me posais la question : pourquoi ces forbans sont-ils tellement collés à Van Zeeland ? C'était étrange. Lui jouait au technicien guindé et intègre. Mais s'il n'était pas ligoté par la politico-finance, pourquoi celle-ci misait-elle à fond sur lui ?

Par contre, s'il était ligoté, en quoi et comment pouvait-il l'être ? Le mystère était épais. Si nous avions pu le percer à l'époque, si nous avions su ce que nous allions connaître six mois plus tard, Van Zeeland, malgré ses dizaines de millions de la grosse finance, eût été s'émietter dans les airs comme une fusée de kermesse.

Mais on ne savait rien.

Van Zeeland, volontiers pleurnichard, retournant en public ses poches vides, osa même jouer, en pleine Chambre des députés, au pélican condamné à se crever le flanc pour nourrir ses enfants. Comment les alimenter ces pauvres petits ?...

« Dieu y pourvoira », eut-il le culot de déclarer en gémissant ! Or, ce père larmoyant n'avait nullement attendu que Dieu assurât l'eau pure et la pâture à sa progéniture. Lui-même s'en était chargé, et bien au-delà, on le verra ! Mais à la veille de cette élection-référendum, nous ignorions tout des brigandages bancaires qui lui avaient fortement garni le gousset. Van Zeeland — qui deviendrait van Zeeland avec un petit « v » nobiliaire et se ferait bombarder vicomte — appartenait à la mafia de la Haute Finance. Il en avait été un des grands profiteurs camouflés. C'étaient, en quelque sorte, des collègues qui déversaient en sa faveur les millions du bourrage de crânes, tandis que Van Zeeland jouait au pur, au désintéressé, au pauvre presque, et se voyait acclamé par les niais, soutenu à fond en même temps par les plus sauvages agitateurs politiques.

Q. — *N'aviez-vous pas au moins un avantage considérable sur Van Zeeland, qui n'était pas un orateur public, avec votre talent oratoire, vos meetings, vos dons de meneur ?*

R. — Je brassais, je retournais chaque soir dix mille, vingt mille personnes. Mais à chaque entrée de mes meetings — ma seule arme en face des déversements de millions — les communistes étaient là, brandissant des cordes au bout desquelles étaient attachées des boules de plomb. Ces boules de plomb filaient cogner la tête des gens qui entraient. On ramenait tous les soirs cinquante ou soixante blessés à notre permanence centrale. Telle était la liberté démocratique ! Telle était la liberté électorale quand la Haute Finance, pour

défendre son fric dictatorial, fournissait l'argent qui payait les voyous moscoutaires.

Il ne resta plus d'autre possibilité de ne pas nous faire tous massacrer que de répondre avec des arguments identiques. Je fis louer les services des costauds les plus impressionnants du quartier populaire des « Marolles » à Bruxelles. On les appelait les « veuchters » chargés, dans les bals, de vider les trublions. L'un d'eux, originaire du Payottenland, et surnommé « Lange Rie », mesurait deux mètres de hauteur, s'amenait en sabots, un chien noir sous le bras, semant la terreur. Je fis appel à ces spécialistes. Cent francs à chacun à chaque meeting pour tabasser nos agresseurs. En une semaine, les dents moulues comme du gravier fin, le derrière meurtri, les cocos marxistes — janissaires de M. Van Zeeland — étaient liquidés ou s'ébattaient, le ventre en l'air, à l'hôpital.

Q. — *Comment réagissait la population ?*

R. — Chaque jour, l'atmosphère de la campagne électorale devenait plus tendue. Nous étions écrasés par l'argent. Mais nous luttions à travers tout, rassemblant des foules énormes dans nos assemblées et gagnant, de toute évidence. Le dernier jeudi avant les élections, le gouvernement dut bien constater que les prévisions établies par ses services m'indiquaient comme vainqueur probable. J'avais occupé le Palais des Sports presque tous les soirs. Le résultat serait certainement très considérable.

Tous les partis avaient eu beau se coaliser, mettre en avant le chef du gouvernement lui-même, disposer à eux seuls des micros pendant toute la campagne ! Ils s'en étaient alloué le monopole absolu avec un mépris ricanant du droit de l'adversaire. Il ne m'avait pas été permis pendant ces dix semaines de me faire entendre une seconde par les auditeurs de la radio !

Van Zeeland s'était assuré en outre, on l'a vu, l'exclusivité des panneaux d'affichage, achetés à prix d'or. Les millions de la Haute Finance s'épandaient. Les communistes essayaient de terroriser le public de nos meetings. Tout, tout avait été tenté pour nous écraser.

Mon plan allait triompher tout de même. Le gouvernement cachait mal sa panique. Le succès, le dimanche 11 avril 1937, serait tel que ma victoire, complétée par les ralliements que j'avais préparés, volatiliserait la boutique. Telle était la situation sur le champ de bataille, deux jours avant le vote.

C'est alors qu'éclata en toute dernière minute la grande affaire du cardinal Van Roey, lorsque le régime politicien vit qu'il allait se faire sonner et envoyer dans le décor.

Q. — *On a beaucoup parlé de l'intervention du cardinal Van Roey. Comment expliquez-vous le coup de crosse qu'il vous asséna ?*

R. — Le cardinal Van Roey, je l'ai expliqué, était un prélat du Moyen Age, élémentaire, un troglodyte ensoutané, pour Musée Grévin de la préhistoire. Il sentait mauvais, ne disait jamais rien.

En des temps moins débilitants, il eût massacré les infidèles à la hache avec un enthousiasme sans fêlure. Il eût fait monter volontiers sur un bûcher bien fourni, sur la place de son archevêché de Malines, le Savonarole que j'étais à ses yeux de grand inquisiteur.

Le ministre (1) de l'Intérieur, du Bus de Warnaffe, dit Gugusse de Warnaffe, fut chargé par ses collègues inquiets d'aller trouver le cardinal à Malines afin d'obtenir de lui une intervention in extremis. Du Bus-Gugus était un bondieusard étroit, aux traits chiffonnés et bouffis. Sans conteste possible, le Saint-Esprit l'avait peu favorisé. Il était hargneux et sournois, comme tous les cagots débiles. Il avait été catapulté par le gouvernement à Malines le jeudi soir. Le vendredi matin, il y était retourné pour obtenir du cardinal, encore réticent, qu'il intervînt dans la campagne électorale.

Q. — *Vous doutiez-vous que vous alliez être condamné ?*

R. — Cette intervention avait paru à tous, jusqu'alors, vraiment impensable. Moi-même, le mercredi, au Palais des Sports, dans un meeting sur « Rex et les valeurs spirituelles », j'avais dit : « Quoi! Nous sommes deux candidats politiques face à face, dans un combat strictement parlementaire. Van Zeeland se prétend catholique. Au mieux, nous sommes donc religieusement au même point. D'ailleurs les principes religieux ne sont mis en cause en aucune manière dans cette élection. La religion n'a donc rien à voir dans cette lutte politique personnelle. Pourquoi Malines s'y fourvoierait-il ? Malines ne parlera pas. »

Pour tout le monde, c'était l'évidence.

Mais du Bus harcelait depuis deux jours le cardinal avec un argument très positif : « Si vous n'intervenez pas, Degrelle gagnera ! »

L'Eminence louchait vers sa crosse, très tenté.

Mais tout de même, ce serait un peu fort. Crosser un candidat politique en pleine veille d'élection ! Un archevêque intervenir en pleine campagne électorale, et fausser la volonté populaire ! Empêcher des centaines de milliers d'électeurs de voter librement !

(1) Catholique.

Maintenant, il paraîtrait absolument impensable qu'un cardinal de Paris, par exemple, condamne un candidat à la veille des élections présidentielles et interdise aux citoyens de voter pour M. Giscard d'Estaing ou pour M. Mitterrand, « sous peine de péché mortel ».

Pourtant, en Belgique, le 9 avril 1937, il en fut ainsi : ce vendredi-là, le cardinal m'envoyait un coup de crosse phénoménal en plein dans la figure.

Le ministre Gugus de Warnaffe et lui avaient calculé leur coup avec une astuce diabolique. Diaboliques, ces deux saints hommes ! confits dans la plus pieuse hypocrisie !

Q. — *Comment ont-ils procédé ?*

R. — Vous allez voir. Des accords avaient été conclus avec les services des postes belges, qui avaient obtenu la conformité de tous les partis : le vendredi, à cinq heures du soir, on cesserait de distribuer tout feuillet quelconque de propagande électorale. La propagande s'arrêterait à dix-sept heures tapant. Mais rien n'avait été prévu pour la presse.

Or, à dix-sept heures précises, le cardinal, dans un grand tumulte journalistique, sortait son papier. Il allait donc automatiquement devenir rigoureusement impossible à un mouvement comme le nôtre, qui ne disposait que d'un quotidien, de riposter efficacement. Par contre, les cinquante-deux journaux du régime, eux, publiaient aussitôt, sous des titres énormes, à leur première page, dans des éditions spéciales répandues dans tous les kiosques par leurs camionnettes, cette condamnation ex cathedra de l'archevêque. Ils submergèrent les électeurs sous leurs millions d'exemplaires.

Cette condamnation était totale.

Premièrement : interdiction de voter pour moi. Deuxièmement : interdiction de voter blanc. Il n'était même pas permis aux catholiques de Bruxelles de s'abstenir ! Ils devaient obligatoirement, sous peine de péché, voter pour l'autre !

Il est difficile d'imaginer une pression plus scandaleuse sur les consciences, et un plus scandaleux écrasement de la liberté électorale. Et cela, quelques dizaines d'heures avant la compétition finale ! A notre époque, une telle ingérence ecclésiastique ne s'admettrait plus, elle provoquerait l'indignation, le scandale et même, sans doute, des poursuites judiciaires. En 1936, ces mœurs cléricalo-politiques existaient encore, et j'en fus, le crâne tout bosselé, la victime publique.

Q. — *Votre réaction ?*

R. — J'ai voulu quand même donner mon dernier grand meeting à Bruxelles ce soir-là. Comme on était à la veille de la saint Léon, des centaines d'enfants étaient arrivés en cortège à la tribune, chacun portant des fleurs. Tant de pureté, face à tant de noirceur des autres !

Moi, catholique, je ne pouvais pas, moralement, me dresser contre l'autorité de l'Eglise, même si elle venait de s'exercer dans des conditions si révoltantes.

Paul de Mont, notre grand leader flamand, m'avait dit au moment même où nous avions connu, étouffant d'indignation, le texte du cardinal : « Léon, il faut laisser tomber ! Il faut déclarer au Palais des Sports que vous ne jouez plus le jeu, que vous refusez de prendre part encore à une campagne électorale qui est totalement faussée ! » C'était logique, mais c'était irréalisable. Je ne pouvais pas obliger des milliers et des milliers de Rexistes non croyants à capituler devant les ukases intolérables d'un cardinal politicien. Je restai donc, malgré tout, sur la brèche, une brèche défoncée mortellement à coups de crosse ! Ce ne serait plus qu'un baroud d'honneur !

Grâce à ce crossage archiépiscopal, on l'imagine bien, Van Zeeland l'emporta.

Encore, sa victoire fut-elle relative. J'ai obtenu, malgré tout, vingt mille voix de plus que celles que Rex avait conquises moins d'un an plus tôt, le 24 mai 1936. J'avais accru notre score de quarante pour cent : 70 000 voix au lieu de 50 000. En soi, c'était un résultat intéressant. Mais notre but n'avait pas été atteint. Van Zeeland avait emporté la majorité des voix ; il restait perché au pouvoir. Nous avions avancé, mais nous avions reculé puisque nous avions la route barrée.

Q. — *Et vos alliés ?*

R. — Les deux leaders catholiques, celui des Flamands, Gustave Sap, et celui des Wallons, le comte d'Aspremont-Linden étaient fondamentalement, en vrais politiciens professionnels, des opportunistes. Ils pensaient avant tout, comme chacun de leurs congénères, à des maroquins.

Les maroquins ministériels, ce n'est pas moi qui allais en disposer, c'est Van Zeeland qui les répartirait ! Il s'agissait donc, pour nos deux alliés secrets de la veille, de retourner leur veste avec célérité et souplesse, et d'accrocher à leur cou le licol du vainqueur.

Pour Van Zeeland, ceux-là ou d'autres dans son nouveau gouvernement, c'était égal ! Tous, de toute façon, n'étaient que des comparses ! En les attachant aux anneaux de son écurie, il leur coupait toute idée de retourner à nouveau vers nos prés.

Nous autres, nous les eussions utilisés sans illusion excessive. Ils nous eussent ouvert les portes qui donnent accès au contrôle parlementaire majoritaire et fourni un tremplin de plus vers la conquête de la majorité populaire tout court. Mais nous connaissions la nature de la lèpre qui ronge tous les partis. Rex voulait les liquider au grand complet, qu'ils fussent rouges, jaunes ou bleus. Ils étaient les uns comme les autres des foyers d'intrigues, de coups bas personnels, d'instabilité, d'incompétence, des pétaudières à divisions, à rivalités, à marchandages, à corruptions. Nous les eussions vidés dans les cloaques de la Senne, la rivière fangeuse de Bruxelles, et leur eussions substitué un pouvoir direct, fort et indéracinable, supervisé directement par la nation. Van Zeeland tendant à Sap et à d'Aspremont-Linden — qui avaient tout fait pour le culbuter ! — deux des portefeuilles accrochés au bout de sa canne à pêche revernie, ils filèrent, rapides comme des ablettes, vers l'asticot démocratique qui se contorsionnait autour de l'hameçon.

C'était normal. Les politiciens ne travaillent que dans l'immédiat. Et l'immédiat, ce n'était plus moi.

Perdre une bataille, comme disait de Gaulle, ne veut pas dire qu'on a perdu la guerre. Sans retard, nous allions repartir à l'attaque. Mais le ciel de l'Europe se noircissait. Nous sentions l'importance de notre défaite : une grande occasion de l'emporter pacifiquement et rapidement avait été manquée.

CHAPITRE XII

LE SCANDALE DE LA BANQUE NATIONALE

La « cagnotte » de M. Van Zeeland — Des morts qui ne mouraient pas — Silence total de la presse démocratique — Degrelle fait éclater le scandale dans l'immeuble même de la Banque nationale — Des milliers de balais rexistes à l'assaut — Confirmation officielle du brigandage — Cinq complices de Van Zeeland se suicident — Le Premier ministre vole en l'air pour toujours — Un meeting de 65 000 Rexistes — Tout restait possible.

Q. — *Voilà M. Van Zeeland nouveau chef du gouvernement belge. Il vous a battu. Comment, l'année même, avez-vous réussi à l'abattre, à votre tour ?*

R. — Un grand événement allait surgir qui nous remettrait rapidement en selle, l'année même : la chute de Van Zeeland, celui-là même qui venait, grâce à la crosse du cardinal, de me barrer le chemin, le soir de l'élection du 11 avril 1937.

J'avais reniflé en lui l'allié numéro un des forces d'argent, à voir avec quelle munificence celles-ci l'avaient soutenu. A peine l'élection de Van Zeeland était-elle passée que je pus le prendre au collet. Survenu quelques mois plus tôt, le scandale eût radicalement interdit à Van Zeeland d'être élu, même d'être candidat.

Ecoutez-moi cela. Cet homme avait été précédemment gouverneur de la Banque Nationale. Là, il avait inventé un traitement biologique mirobolant : il maintenait en vie les morts. Les plus grands médecins avaient, pendant des milliers d'années, essayé en vain d'atteindre à ce résultat : lui, Van Zeeland, y était parvenu. Ses

morts ne mouraient pas. Du moins pas totalement. Quand un gros ponte décédait à sa *Banque Nationale*, Van Zeeland, tout simplement, le maintenait en vie. Pas en le poussant dans un frigo, mais en le maintenant en vie dans la comptabilité, ce qui était beaucoup plus important. Le macchabée, comme si rien de macabre ne s'était passé, continuait, à la fin de chaque mois, à figurer sur la liste des émoluments.

Et qui mettait les émoluments dans leurs poches ? La veuve éplorée ? Pas question de cela ! C'était Van Zeeland et ses principaux compères qui envoyaient l'argent dans leur gousset ! Ils avaient créé ce qu'ils appelaient magnifiquement « la cagnotte ». Chaque mois, on versait dans la cagnotte les traitements précieux des chers défunts, qu'on se partageait fraternellement par la suite.

C'était quand même un peu fort : des messieurs qui bénéficiaient de traitements énormes, les plus élevés du pays, se convertissaient par-dessus le marché en nécrophages ! Ils bouffaient du mort comme plat supplémentaire à la fin de chaque mois.

Je tombe là-dessus. Je découvre rapidement l'engrenage de ces pillages. Je dénonce le scandale, peu ordinaire avouez-le, dans mon journal, *Le Pays réel*, dédoublé par le grand journal rexiste flamand qui s'appelait *De Nieuwe Staat* (Le Nouvel Etat). Allons-y ! Tous les jours, je pavoise de mes révélations la première page de ma presse. La répercussion ? Pas un écho ! J'ai vu alors appliquer avec une hypocrisie raffinée la nouvelle méthode inventée contre moi. Elle dure encore à l'heure actuelle après des dizaines d'années : chaque fois que j'apporte une révélation désagréable, l'adversaire se terre et se tait.

Là encore s'épanouit la farce de la liberté de la presse. Si tous les journaux tapageusement démocratiques se taisent, c'est bien parce que quelqu'un commande au-dehors, qu'il donne des ordres de silence aux journaux. Silence absolu ! Pas une ligne, où que ce soit !

Tel fut, à l'été 1937, le sort de mes premières révélations sur l'affaire des macchabées dorés de M. Van Zeeland.

Q. — *Et pourtant, si j'en crois la presse de l'époque, vous avez réussi à rompre cette barrière du silence.*

R. — Il n'y avait qu'un moyen : c'était de porter le scandale chez les bénéficiaires de la « cagnotte », dans leur propre logis, à la « Banque Nationale » même.

Mais comment y pénétrer ? Les repaires des gros pachas de la Finance sont fameusement barricadés ! Pour assister à une assemblée générale de la « Banque Nationale belge », il fallait posséder personnellement trente actions. Qui possède trente actions, sinon de solides bourgeois, et les hommes de main des gangs financiers !

Ces actions coûtaient plusieurs milliers de francs chacune. Où trouver l'argent pour les acquérir ?

Il fallait pourtant foncer dans la place. J'entrepris un tour de Belgique afin de mettre en branle mes principaux dirigeants : « Vous devez à tout prix vous débrouiller, décider un certain nombre de vos amis à acheter une ou plusieurs de ces actions afin que vous en ayez trente à votre disposition au moment où je vous appellerai. » Je parlais ainsi à chacun séparément, sans qu'il se doute que je donnais la même consique à d'autres.

« Trente actions ! Arrangez-vous n'importe comment, vous les revendrez par la suite, mais il faut absolument que vous en déteniez trente le jour où je vous ferai signe ! »

Q. — *Ça a marché ?*

R. — J'ai réuni ainsi trente militants sûrs et discrets qui étaient possesseurs, chacun, de trente action. Moi aussi, j'en avais acquis trente. Et quand est arrivé le jour de l'assemblée générale, nous étions là, à la Banque Nationale, formant un bloc impressionnant, à trente et un, dans cette maigre assemblée de nababs et de gagas.

Nous y sommes restés une semaine, maîtres absolus de la baraque, montant un scandale horrible. Un jour, j'ai parlé pendant huit heures.

Bien entendu, la presse dite « libre » avait, dès le premier jour, mis un couvercle de plomb sur tout compte rendu. Pour que mes révélations deviennent vraiment publiques, j'ai ameuté dans *Le Pays réel* nos fidèles : « Venez vous masser en dessous du balcon de la Banque Nationale ». J'avais fait amener à proximité des camions chargés de balais. Plusieurs milliers de nos manifestants s'étaient aussitôt armés de ces instruments vengeurs !

J'ouvris toutes grandes les portes du balcon, à l'étage de la Banque Nationale. Je haranguai la foule avec force. Pendant deux heures, ce fut la bagarre sur la place et dans toutes les rues voisines. Le scandale public avait été si bruyant, il avait mis en branle tant de gens, manifestants, policiers et passants, que la presse, cette fois-là, dut bien en parler parce que l'empoignade s'était passée sous le nez de la population, en pleine capitale, entre la flicaille ramenée de partout et nos milliers de nettoyeurs, magnifiquement tapageurs ! Le silence était lui aussi balayé. Balayé, c'était le mot puisque nous

avions employé, dans un tohu-bohu fracassant, plusieurs milliers de balais, symboles du Rexisme !

Q. — *Et le public belge ?*

R. — Avions-nous raison, oui ou non ? Le public s'enfiévrait. Quelques jours plus tard, le ministre des Finances lui-même, Henri de Man, devait bel et bien reconnaître, dans une déclaration publique, que c'était absolument vrai, l'histoire de la cagnotte, de l'argent des morts empoché par Van Zeeland et son équipe !

La révélation prit, en quelques heures, des proportions sensationnelles.

En face de ces banksters tout-puissants, je me devais d'être impitoyable. Je plongeai la tête de tous les voleurs jusqu'au fond de leur baignoire pestilentielle, jusqu'à ce que la dernière bulle d'air putride eût remonté à la surface. Se sentant perdus, cinq sur les six coupables se suicidèrent, y compris Franck, l'ex-grand patron de la « Banque Nationale ».

Comme ce dernier était ministre d'Etat, on lui accorda drôlement des funérailles nationales. Des milliers de Rexistes ne voulurent pas manquer la fête et suivirent le cortège avec entrain. La musique militaire de service avait entamé, goguenarde, l'air à la mode : « On n'a jamais vu ça » et, au retour, avec un succès accru, « Tout va très bien, madame la marquise », repris en chœur par nos camarades en joie.

Ainsi, sans gloire excessive, mourut et fut enterrée la cagnotte.

Q. — *Et M. Van Zeeland ?*

R. — Quant à Van Zeeland, enlevé dans les airs par l'explosion, il s'abattit avec fracas sur les plates-bandes du Pouvoir. C'était fini. Il n'était plus premier ministre, et il ne le redeviendrait jamais.

Mais enfin, vous vous imaginez la merveille : ce pillard larmoyant, dont les cinq complices se faisaient sauter le caisson, avait été le grand héros de la démocratie six mois plus tôt ! Il avait été l'élu des élus ! Imposé par le cardinal Van Roey, sous peine de péché mortel, à des centaines de milliers d'électeurs ! Celui pour qui on devait voter en conscience ! On ne pouvait même pas s'abstenir ! Sinon, on irait griller dans le feu éternel !

Des scandales pareils, suivis de conclusions à ce point stupéfiantes, impressionnaient quand même les braves gens. On les avait roulés, possédés ! Pour beaucoup d'entre eux, ça devenait clair ! Partout, pour nous, c'était la remontée.

Poussant mon avantage, j'ai organisé, le 12 juillet 1938, le plus grand de mes meetings aux portes de Bruxelles, à Lombeek, dont le Conseil communal était entièrement rexiste. J'y haranguai plus de soixante-cinq mille personnes, toutes payantes. Soixante-cinq mille personnes dont les journaux « démocratiques » essayèrent immédiatement de rabaisser le nombre, à la grande confusion des menteurs — car la Compagnie des chemins de fer vicinaux publia un communiqué établissant qu'elle avait délivré soixante-cinq mille billets à nos soixante-cinq mille congressistes. Sans parler des milliers de Rexistes arrivés en autos et en autocars !

Cette foule énorme défila, enthousiaste, à travers la localité. J'avais repris le public en main. Tout restait possible.

DEUXIEME PARTIE

L'IMPOSSIBLE PAIX

CHAPITRE XIII

DEGRELLE ET LA NEUTRALITE

La grande bagarre des démocraties et des fascismes — Le Front Populaire de M. Blum — Le « Frente popular » — La faillite démocratique — Les fureurs bellicistes — La neutralité belge — Degrelle et la France — Indépendance de Rex — La propagande des va-t-en guerre — Les rotatives de Hitler — Les historiens du mensonge — Contacts de Degrelle avec les pays étrangers — Degrelle invité chez Mussolini — Portrait du Duce — Fraternisation — Comment Mussolini sauva Degrelle, en 1936, d'une condamnation du Vatican.

Q. — *En dehors de ces problèmes de politique intérieure, comment avez-vous réagi en face de la grande agitation européenne qui, à partir de 1937, allait bouleverser toutes les données de la politique internationale ?*

R. — Au début, le Rexisme — et cela paraît bizarre avec le recul — n'avait pris aucune position en matière de politique étrangère. Cela montre bien comment on ne se préoccupait pas beaucoup à cette époque des problèmes mondiaux. Chacun limitait son action aux frontières et aux intérêts de son petit territoire. Quand on relit les programmes publiés au cours de notre grande campagne de 1936 et les comptes rendus de mes meetings, on s'aperçoit qu'il n'y fut jamais question de politique internationale. Ce problème-là n'était pas soulevé parce que, pour le grand public, il n'existait pas. La Belgique n'avait que des relations sans histoires avec ses voisins.

Mais, à partir de l'été 1936, voilà qu'une immense agitation s'élève, chaque jour plus puissante. Elle est fomentée avant tout par la France du « Front Populaire », dirigée par un israélite marxiste, Léon Blum, qui, comme tous ses coreligionnaires, éprouvait une haine presque viscérale à l'égard du régime hitlérien.

Chez lui, ce n'était plus la politique, c'est la race qui le travaillait, aveuglément, depuis longtemps, à tel point qu'en 1932 il avait annoncé la chute d'Hitler, la considérant comme un fait acquis, quelques mois à peine avant l'accès de son ennemi numéro un au pouvoir, le 30 janvier 1933.

L'homme était pourtant intelligent, mais le seul nom d'Hitler défigurait son visage aigu, aux petits yeux acérés par l'aversion, et tordait son corps étroit.

Dès mars 1933, il ne faut jamais l'oublier, les organismes juifs les plus représentatifs, à Londres comme aux Etats-Unis, avaient appelé l'univers à la guerre sainte contre Hitler, avant même qu'un seul juif n'eût été expulsé du Reich.

Jusqu'à juillet 1936 également, l'Espagne républicaine du « Frente popular » avait été tourneboulée par la haine marxiste, ne pensant qu'à liquider tout ce qui était bourgeois ou curé, à brûler tout ce qui pouvait évoquer l'Eglise et la vie spirituelle.

Socialement, depuis longtemps, le « Frente popular » avait perdu. Il n'avait rien apporté de substantiel, matériellement et moralement, au prolétariat. L'ouvrier espagnol était resté, malgré cinq ans de marxisme, englué dans sa misère. Un ouvrier typographe, comme Carrillo, le futur chef communiste, gagnait, de son propre aveu, à vingt ans, deux pesetas par jour. Partout, toujours, le marxisme s'est écroulé économiquement dans l'échec complet. Nulle part il n'est parvenu au bout de son expérience. Ni avant la Deuxième Guerre mondiale, ni après. Ses faillites en cascades devaient, entre 1930 et 1940, provoquer inévitablement le mécontentement des foules, les pousser à rechercher des formules nouvelles où l'ordre, l'autorité, la durée, la poigne dans le commandement et la ferveur patriotique, ne seraient pas inconciliables avec de puissants objectifs sociaux.

Q. — *Votre position dans ce conflit ?*

R. — Ce grand conflit Fascisme-Démocratie a été travesti depuis 1945 sous des dénominations outrageusement fausses. Les vieux régimes sclérosés de l'avant-guerre n'étaient plus des démocraties. Tous étaient embourgeoisés et en même temps anarchiques, que

bousculaient avec vigueur des jeunes forces nationales et sociales, surgies dans tous les pays.

Les partis dits abusivement « démocratiques », empêtrés partout dans des scandales et frappés de stérilité sénile, prétendaient torpiller les régimes nouveaux, issus pourtant démocratiquement de la volonté du peuple.

Pour se cramponner à leurs marottes, vidées de tout sens et dont les foules ne voulaient plus, ils étaient décidés à recourir à n'importe quelles campagnes de mensonges, de provocations et même aux horreurs d'une guerre civile européenne. On le verrait en 1939.

Pour nous, une chose fut vite claire : si un grand conflit franco-anglo-allemand devait éclater, c'est en Belgique, terre de tant de grands chocs militaires de l'Occident qu'il déboucherait. Si les divers « Fronts Populaires », les formations antifascistes, les mouvements pro-sionistes voulaient pousser en avant leurs pions bellicistes, c'est sur notre pays avant tout que la mort se jetterait. Si, à l'opposé, l'Allemagne hitlérienne entendait faire face, c'est chez nous aussi que sa riposte — ou sa guerre préventive — s'abattrait.

J'avais écrit, le 4 août 1936, jour anniversaire de la Première Guerre mondiale : « Je vous maudis, ô vous, tous les quatre août du monde ! » Plus jamais de guerres sur notre sol ! Surtout pas de guerres pour maintenir en piste les vieux canassons fourbus de démocraties en faillite. Nous ne voulions pas voir périr notre jeunesse parmi les crottins de leurs montures harassées ! Neutralité ! Neutralité ! Pas le bout d'un doigt dans le fol engrenage d'une guerre « inutile et imbécile », comme devait la qualifier lui-même le chef socialiste belge Spaak, après la débâcle de juin 1940.

Q. — *Comment définissez-vous votre neutralisme ? Quelle était votre attitude vis-à-vis de la France ?*

R. — Pour les bellicistes, qui représentait en Belgique, avant tout, un obstacle à leurs manigances ? C'était Rex. Et, plus particulièrement, c'était moi.

Si j'arrivais au pouvoir, j'allais, j'y étais bien décidé, me servir de la radio avec un maximum de puissance. Tous les jours je combattrais les fomenteurs de guerre, je m'acharnerais, surtout parmi le public français, à casser le plan homicide des pseudo-démocraties qui, pour sauver leurs partis frelatés, rejetés par les foules, étaient toutes prêtes à faire sauter la tranquillité européenne.

A voir le danger de guerre s'accroître énormément à partir de l'automne 1936, nous avons tenu, nous Rexistes, à constituer la

force de pointe, qui a conduit alors la Belgique à une politique de neutralité rigoureuse, convertie au bout de quelques mois en politique d'Etat.

Le Roi des Belges, et même certains socialistes-nationaux tels que Spaak, ont recommandé et prôné alors, tout comme nous, cette prise de position. Elle signifiait évidemment une transformation complète de la politique internationale de la Belgique.

Q. — *Une transformation en quoi ? La Belgique n'était-elle pas neutre ?*

R. — La Belgique était jusqu'alors liée militairement à la France. Les députés rexistes ont voté l'annulation de l'accord militaire franco-belge. Nul moins que moi n'était poussé à une animosité quelconque contre ce qui est français. J'appartiens, on le sait, à une famille française depuis des siècles. Ma culture est française. J'ai un tempérament français. Mais je n'allais quand même pas lancer mon pays dans la folie d'une guerre dite démocratique pour les beaux yeux de quelques politiciens bellicistes plus ou moins français, et plus souvent moins que plus.

La politique belliciste des Blum et de certains politiciens qui l'encadraient était-elle seulement conforme à l'intérêt français ? Nombre des va-t-en guerre de l'Occident étaient fraîchement arrivés de Pologne. Leur guerre était-elle indispensable à la Beauce ou à la Provence ? Ne risquait-elle pas, tout au contraire, de mettre en péril de mort la merveille millénaire qu'était la France ? Et l'Europe tout entière avec elle !

Français, je l'eusse combattue aussi durement à Paris que je la combattis à Bruxelles. Elle était pour nous tous, Européens, un mal absolu.

Q. — *En fait de belliciste, vous semblez oublier le principal : Adolf Hitler.*

R. — Hitler réunissait — de Sarrebruck à Vienne — tous les Allemands. Et alors ?... S'ils étaient d'accord — et ils l'étaient — en quoi cela nous regardait-il ? Il était évident qu'Hitler ne voulait pas de guerre à l'Ouest. Cet espace, inassimilable par essence, était pour lui sans intérêt. Il n'eût jamais fait d'un Français un Allemand, et il le savait.

A l'opposé, il était, tout entier, tourné vers l'Est. Vers le communisme à éliminer. Vers les terres fertiles à conquérir et à défricher, tout en ramenant à l'Europe deux cents millions de Russes écrasés depuis 1917 par les Soviets.

Si l'on était convaincu que le chef démocratiquement élu de l'Allemagne avait des prurits d'expansion, c'est précisément vers l'Est qu'il fallait l'orienter ! Et même le pousser ! Au lieu de le provoquer violemment, constamment, au nom d'un Occident qui, politiquement, économiquement, ne l'attirait en aucune manière, et auquel clairement il avait renoncé, qu'il se fût agi de l'Alsace-Lorraine, d'Eupen-Malmédy ou du Trentin, laissant aux vainqueurs de 1918 leurs gras butins. En nous opposant, nous Rexistes, aux bellicistes, nous n'agissions donc nullement par francophobie. Mais nous ne voulions pas la guerre, nous ne voulions pas la guerre en Occident, d'abord parce qu'elle nous paraissait une aberration suicidaire, et, en second lieu, parce que, pour la Belgique tout spécialement, placée en travers de la route, la guerre pouvait être plus catastrophique que pour n'importe quel autre pays.

C'est sur son territoire que tout le monde allait s'envoyer les assiettes à la figure. C'est elle qui paierait, plus que n'importe qui, la vaisselle cassée.

Nous n'avions absolument rien à gagner à une guerre. Et tout à y perdre. Les Allemands pouvaient y gagner quelque chose. Les Français pouvaient y gagner quelque chose. Les Belges, eux, ne pouvaient absolument rien gagner ; ils ne pouvaient que se faire tabasser. Ils en sortiraient les yeux pochés, leur pays saccagé, leur portefeuille vidé. Donc l'intérêt le plus évident de la Belgique était de tout faire pour maintenir la paix.

Si d'autres voulaient à tout prix se casser la figure, eh bien ! qu'ils se la cassent ailleurs, dans leur pays de préférence ! A eux les marrons, s'ils entendaient les gauler !

Telle fut notre politique internationale dès 1936 : ni pour l'un, ni pour l'autre, ni contre l'un, ni contre l'autre. Pas un de nos garçons ne tomberait dans une guerre de faillis et de rancuniers, guerre dans laquelle notre peuple ne pourrait trouver que souffrances et cimetières.

Pour nous, tout se conjuguait : amour de notre sol, protection de nos concitoyens et salut de l'Europe.

Q. — *N'a-t-on pas accusé les neutralistes belges de faire, en réalité, le jeu de Hitler ?*

R. — Cette politique de neutralité, on le comprend aisément, ne plaisait pas le moins du monde à tous ceux qui en Occident voulaient absolument en découdre avec l'Allemagne d'Hitler.

En première file, venaient les politiciens blackboulés, qui n'avaient plus la moindre chance de remonter de la fosse de leurs échecs politiques, sinon à l'occasion d'un grand conflit extérieur. Cas typique : l'ex-ministre Reynaud en France. Autre cas : Churchill en Angleterre.

Autres bretteurs : les marxistes, effrayés par les réussites sociales du III[e] Reich.

En troisième lieu — pourquoi avoir tellement peur de le rappeler ? — les milliers de Juifs qu'Hitler, se souvenant de leur propension millénaire à la boulimie, avait poussés vers ses poteaux frontières, sans excès d'aménité, c'est certain.

Mais pas plus durement, toutefois, que les rois catholiques ne l'avaient fait en Espagne, ou Saint Louis en France ! Ou les Anglais tout au long de trois siècles ! Ou les Tsars, les grands alliés de 1914 ! Ou les Polonais, satellites des Français avant 1939, expulsant de chez eux deux fois plus de Juifs qu'Hitler !

Q. — *Quelle était la position du Rexisme vis-à-vis du phénomène hitlérien ?*

R. — Le phénomène hitlérien n'était pour nous en 1936 qu'un simple sujet d'observation, important d'ailleurs, parce que Hitler était arrivé, en quelques années, à réconcilier, dans une véritable collaboration sociale, les forces ouvrières et les autres forces nationales.

Avant lui, l'Allemagne était menacée — et l'Europe par ricochet — par l'existence en son sein de six millions de communistes, danger politique et social constant depuis les soulèvements de l'hiver 1918-1919 qui avaient bien failli soviétiser la République allemande, au temps de Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

Hitler était devenu, par le simple jeu du suffrage universel — donc tout à fait démocratiquement — le vrai chef de son peuple. Face aux injustices monumentales du traité de Versailles, face à d'énormes problèmes économiques et sociaux, il avait, en peu de temps, forgé des solutions grandioses, alors que les démocraties occidentales pataugeaient piteusement, dans les grèves, les désordres et l'improductivité, démoralisant leur propre prolétariat.

Hitler avait accompli ce qu'aucun homme d'Etat européen ne fut jamais capable de réaliser, ni en même temps que lui, ni après lui : il avait remis au travail la totalité de ses chômeurs, qui n'étaient pas deux ou trois millions comme dans les démocraties actuelles, mais plus de six millions.

Avant même qu'on n'eût rétabli en Allemagne, en 1935, une industrie de guerre, il avait créé des millions d'emplois nouveaux, sur des chantiers grouillants de vie.

La natalité allemande avait augmenté de 50 % — 1 800 000 enfants allemands chaque année ; 630 000 en France —, preuve que la vie était devenue confortable dans le Reich et que les familles envisageaient l'avenir avec confiance et plaisir.

Un million et demi de maisons ouvrières allaient être construites. Les usines étaient devenues propres, claires, dotées de restaurants, d'aires de sport, de piscines. Les travailleurs allemands jouissaient de nouveaux avantages sociaux considérables. La « Volkswagen », la première auto populaire de l'Europe, était à la disposition des ouvriers au prix de cinq marks par semaine : des grandes autoroutes toutes neuves permettaient à tous de sillonner leur pays.

Le capitalisme n'écrasait plus la masse ouvrière. Il travaillait à plein rendement — et avec profit —, mais il avait été mis au service de la communauté. Le peuple était bien payé et il était respecté. L'expérience était donc intéressante à suivre. Nous l'observions sans nous emballer sottement mais, non plus, sans fermer les yeux sottement devant les faits nouveaux et devant les événements.

Q. — *Et vis-à-vis de Mussolini et du fascisme italien ?*

R. — Nous étudiions aussi le cas Mussolini avec intérêt. L'homme était un chef populaire, il avait du punch et avait fait de quarante millions d'Italiens, parfois frivoles, un grand peuple ordonné. Churchill lui-même, en pompant son cigare, déclarait sans détour : « Si j'étais italien, je serais fasciste ».

Le vieux mentor britannique Sir Austin Chamberlain n'était pas moins affirmatif : « Nous aurions besoin de prendre quelques leçons de Mussolini ».

Mais pour les bellicistes, tout examen objectif de la situation dans les pays à régime nouveau, et toute propension à la neutralité, étaient considérés comme des crimes. Dès 1937, nous Rexistes, nous sommes vus accablés par des campagnes furibondes. Il faut relire la presse de cette époque. Il faut voir comme on traitait ceux qui se refusaient à une guerre civile d'étranglement ! Sur tous les murs de la Belgique, la propagande marxiste s'était acharnée à placarder des affiches où ma tête était surmontée d'un casque à pointe ! J'avais huit ans lors de la Première Guerre mondiale, mais on me collait un casque à pointe sur l'occiput ! Nous étions des

Boches ! Nous étions payés par les Boches ! Nous étions vendus aux Boches !

Q. — *On a dit et même écrit que vous aviez reçu des rotatives des Allemands pour imprimer vos journaux.*

R. — Je suis ravi de ce que vous ressortiez cette histoire de rotatives. Elle est typique.

Possédant toutes les archives de guerre du Troisième Reich, les ayant tripotées dans tous les sens, les dénicheurs de nids nazis ont bien dû constater, navrés, que les nids étaient vides, que jamais ni moi, ni personne de Rex n'avions reçu un pfennig de l'Allemagne.

Ne pouvant me lancer des marks à la figure, on m'a donc projeté en plein nez des rotatives. Et celui qui m'a envoyé ces machines énormes dans les mollets est, vous le dites bien, un professeur d'histoire, appelé Willoquet. En Belgique certes, des professeurs d'« histoire », ou plutôt d'histoires, il y en a maintenant plus que des bistroquets. Mais celui des rotatives, l'auteur du canular des rotatives pontifie dans une université. Il devrait donc être sérieux.

« Degrelle, a-t-il affirmé devant vos caméras des « Dossiers Noirs », a obtenu des rotatives des Allemands. »

Des rotatives !

Q. — *Vous niez donc formellement ?*

R. — Mais parce que cette histoire est folle.

A entendre cet historien-détective, il ne s'agit même pas d'une rotative ! mais de rotatives, au pluriel, que nous aurions reçues du généreux Hitler !

Ledit professeur, s'il avait été conscient des devoirs d'un historien, eût dû tout de même se donner la peine d'étudier le cas. Par exemple, savoir — renseignements faciles à connaître — quelle était la marque de ces rotatives-cadeau ? leur numéro d'identification ? A quelle date elles nous avaient été livrées ? Comment ? Au moyen de quels documents douaniers ? Installées par quelle firme ? C'est une opération compliquée. Des rotatives d'alors pesaient des milliers de kilos, elles ne se transportaient pas et ne se plaçaient pas comme une machine à coudre ! Où donc avaient-elles été montées ? A Bruxelles ? Ailleurs ? Dans quelle rue ? Qui les avait jamais vues ? Que sont-elles devenues ? Car de telles machines, de dix ou douze mètres de longueur à cette époque-là, plus grosses

que des locomotives de chemin de fer, n'ont pas dû fondre comme un carré de sucre dans une tasse de thé. Elles doivent bien encore exister quelque part ! Elles ne se sont pas envolées. Je n'ai pas emporté ces joujoux-là dans mon sac à dos dans l'avion qui me permit de gagner l'Espagne la nuit de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le 8 mai 1945. Alors, où sont-elles les rotatives de Hitler ?

Avant de se lancer dans des affirmations catégoriques à un tel point, un historien se devait de vérifier tout cela avec circonspection. Des rotatives, ça se voit sans lunettes, ça ne file pas comme une souris dans le grenier du voisin. La simple responsabilité professorale, le respect le plus élémentaire dû aux étudiants de son cours, commandaient donc à ce professeur de se livrer à un minimum d'investigations. A quelles investigations sérieuses s'est-il livré ?

S'il avait examiné quoi que ce soit, il eût appris tout de suite que ni moi, ni personne de Rex n'avions jamais possédé, où que ce fût, à quelque moment que ce fût, de rotatives, ni une, ni plusieurs, ni allemandes, ni belges, ni de quelque origine que ce fût, que jamais nous n'avons même disposé d'une imprimerie, si petite fut-elle, que toujours nous avons imprimé livres, brochures, journaux, dans des imprimeries professionnelles, où n'importe qui pouvait tout voir, contrôler n'importe quel arrivage de machines, surtout des monstres pareils !

Alors ! Marque de fabrique de ces rotatives ? Leur numéro ? La date de livraison ? L'endroit de l'installation ? A quoi bon s'en préoccuper, puisque jamais ces rotatives n'ont existé ! Rien, absolument rien, pas même un boulon !

Mais la calomnie a bel et bien été lancée. C'est un « professeur d'histoire » qui l'a confirmée. Ça peut discréditer Degrelle ? C'est parfait. Et on lui lance sans sourciller un lot de « rotatives » d'Hitler à la figure !

Quand il s'agit de moi, il est entendu qu'on ne vérifie pas. C'est comme devenu tout naturel. Avant de se risquer à lancer une affirmation, ou même d'émettre un soupçon, un professeur d'université est censé enfourcher ses lunettes, consulter ses dossiers, rechercher des précisions. Pour moi, rien, strictement rien. Le calomniateur fonce, tout droit, dans un tunnel.

On voit où on en est arrivé. L'historien ne se pose même plus de questions. L'accusateur a lu des bobards stupides, quelque part. Stupides parce que, tout de même, à chercher une réponse à des questions élémentaires — qu'il eût dû lui-même se poser — il

se fût rendu compte tout de suite que cette histoire de rotatives n'était que du vent.

Le cas de ces divagations d'intellectuels vaudrait d'être étudié de près. Comment un intellectuel peut-il en arriver à étouffer, quand il s'agit de nous, l'esprit d'honnêteté qui est à la base de tout enseignement ? Comment peut-il, sans ne plus même s'en rendre compte, laisser tomber tout souci de déontologie ? Le cas de ce professeur n'est pas unique. Face à moi, tout est permis, sottises, calomnies, même si celles-ci sont abracadabrantes, comme dans cette affaire de rotatives qui n'ont jamais existé.

Degrelle est loin ! il ne pourra pas répondre. Des lois d'exception lui ferment le bec. Alors, on se rue, on invente n'importe quoi !

Et après ? Où de telles cornichonneries conduisent-elles ?

Q. — *On ne vous a pas seulement reproché d'avoir reçu des rotatives mais aussi du papier allemand.*

R. — Ce papier allemand manquait au tableau de mes cadeaux de noces hitlériens !

Mes journaux ont englouti du papier ? Bien sûr : des milliers de tonnes de papier !

J'avais, on l'imagine sans peine, d'autres chats à fouetter que de m'occuper de l'approvisionnement des entreprises privées qui imprimaient ma presse. C'est un de nos députés qui s'était chargé de ces opérations. Il se procurait du papier un peu partout. Souvent les stocks des fabriques belges ne suffisaient pas. Il devait bien alors se procurer du papier ailleurs. Le marché du papier est mondial. Notre presse en dévorait, en 1936, vingt-cinq tonnes par semaine. Il en arrivait de divers pays, de Hollande notamment ; il est donc parfaitement possible qu'à un moment donné nos fournisseurs aient envoyé pendant quelques jours, à la société industrielle qui imprimait notre presse, du papier qui avait été fabriqué en Allemagne. Ces détails matériels, je n'en ai pas connu un traître mot à l'époque.

Ces bobines de papier arrivaient par train ou par camions directement à Bruxelles à l'imprimerie de *L'Echo de la Bourse*, sur les rotatives de laquelle couraient, en même temps que nos journaux, dix autres publications, non rexistes ou antirexistes. Ces bobines étaient d'ailleurs interchangeables. Elles étaient déchargées à la vue de tous. N'importe qui pouvait en contrôler, dans la rue même, la marque de fabrique et les étiquettes. Si du papier allemand fut consommé chez nous, son importance ne dépassa point, selon des vérifications faites depuis, la consommation de cinq à

six jours ! D'un moucheron on a fait un éléphant. Telle fut l'histoire mirobolante de ces bobines, complétant l'histoire des rotatives d'Hitler, tombées de la lune et retournées à la lune.

Q. — *Vous avez pourtant rencontré Hitler deux mois après votre victoire électorale de 1936. Pourquoi cette rencontre ? Qu'est-ce qui vous y poussait ?*

R. — Lorsque je rencontrai Hitler à l'été de 1936, j'avais, vous l'imaginez bien, d'autres problèmes à traiter que la livraison éventuelle de quelques bobines de papier journal.

Nous avons, Hitler et moi, étudié pendant deux heures les données du problème européen et, plus précisément, l'épineuse question de la région d'Eupen-Malmédy, enlevée à l'Allemagne par la Belgique après la Première Guerre mondiale.

Qui donc irait croire qu'Hitler eût pu consacrer une minute de notre entrevue à de vulgaires problèmes d'imprimerie ? Et que moi-même, face à l'homme qui était alors l'un des Chefs d'Etat les plus importants du monde, j'eusse pu introduire, ne fût-ce qu'un court instant, une préoccupation d'une aussi piteuse étroitesse... J'eusse été troquer ma victoire toute fraîche contre un maigre plat de lentilles, comme dans la Bible !

Et puis, soyons sérieux ! Si vraiment j'avais eu à demander à Hitler une aide matérielle, ce n'est pas l'obtention de quelques rouleaux de papier qui m'eût intéressé : j'eusse demandé dix millions de marks, ou vingt millions de marks.

Il faut être ignorant de tout, politiquement et psychologiquement, pour imaginer que de tels débats eussent pu être consacrés à des préoccupations à ce point dérisoires.

Evidemment, pas une seconde il ne fut question entre Hitler et moi de tels problèmes. Nous soupesions le poids de l'univers et son destin. Nous n'étions pas des courtiers en papeterie.

Ce jour-là, lui et moi nous sommes interpénétrés psychiquement pour toujours. Ma visite, ce fut cela.

Q. — *L'écrivain et député belge Pierre Daye a raconté souvent qu'Hitler aurait dit, après votre départ : « Je n'ai jamais vu de tels dons chez un garçon de cet âge ! » Est-ce exact ?*

R. — Il serait outrecuidant de ma part, vous le comprendrez aisément, de commenter cette réflexion. Elle fut rapportée à Pierre Daye par Ribbentrop lorsque celui-ci eut quitté le Führer, après

notre entrevue, pour rentrer à sa villa de Dalhem où l'attendait le député de Bruxelles. Que vous dire de plus ? En ce temps-là, on n'enregistrait pas les propos sur cassette !

Q. — *Ainsi donc votre rencontre n'avait d'autre raison que le contentieux belgo-allemand, ou le problème des régions « rédimées » et plus généralement la situation européenne ?*

R. — Prêter à notre rencontre d'autres visées relève de cogitations d'épiciers.

Ce qui m'a toujours le plus étonné chez les historiens de la haine, c'est leur médiocrité. Ils se sont trouvés en face d'une des plus extraordinaires époques de l'Histoire des hommes. Pas une seconde ils n'ont vu qu'il s'agissait d'un sujet immense. Des doctrines révolutionnaires s'entrechoquaient comme dans un renversement de constellations. Des millions d'êtres s'affrontaient. Des millions de jeunes hommes périssaient, atteignant les sommets de l'héroïsme et du sacrifice. Un univers nouveau était en train de naître.

Pour atteindre à la compréhension de cet immense drame, il eût fallu le scruter avec l'angoisse et la grandeur. Grandeur ! ces spécialistes du médiocre n'y ont compris goutte ! L'Histoire avait jeté des lions dans l'arène du siècle. Ils n'ont pensé qu'à la puce que ces fauves bondissants eussent pu porter dans leur crinière de soleil ! Dénicher cette puce, quelle aubaine ! Seule, pour eux, la recherche de cette puce a dominé les personnages et les faits.

Cette dissection appliquée de diptères, cela s'appelle aujourd'hui l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Q. — *Vous en ressentez de l'amertume ?*

R. — Il y a toujours eu des pense-petit, manipulateurs affairés de microscopes. Déjà, dès 1936, dès 1937, nous ressentions leurs piqûres. Tous les forgerons d'épopée ont dû en supporter d'identiques.

Tôt ou tard, le temps rééquilibre tout. Le nôtre aussi viendra, qui rétablira les proportions.

Les nains redeviendront des nains.

CHAPITRE XIV

DEGRELLE, MUSSOLINI, LE PAPE

Les fureurs bellicistes — Le pétard anti-allemand — Les Belges dans leur cuvette — Invitation de Mussolini — Portrait du Duce : l'homme, l'ami, le soutien — Le saint Chrême pontifical — Deux heures au Vatican — L'avion de Mussolini — La collaboration italo-belge.

Q. — *Aux approches de la Seconde Guerre mondiale, où en étiez-vous ? Où en était le Rexisme ?*

R. — Nous sommes arrivés aux approches de la Seconde Guerre mondiale submergés par une propagande « antifasciste », d'une mauvaise foi inouïe.

Presque toute la presse belge était passée au service des provocateurs anglais et français. Ceux-ci les comblaient de subsides énormes. Les distributions prenaient même parfois des formes burlesques : tous les journaux au service de la propagande belliciste exhibaient d'énormes placards publicitaires : « La France, pays des libertés, des vins et des fromages ! » Succulents fromages !

Des centaines d'espions et d'informateurs semi-mondains étaient soudoyés dans les cercles bourgeois où abondent les décavés. Le Deuxième Bureau français entretenait même, en Wallonie, d'importants réseaux secrets — deux hommes par village — destinés à guider, le jour venu, les troupes d'invasion.

Ces complicités atteignaient tout, pourrissaient tout.

Parmi cet océan de corruption étrangère, nous essayions de maintenir une position correspondant strictement à l'intérêt du

peuple belge. Mais notre souci de la neutralité s'opposait, en tout, aux plans des excitateurs étrangers et aux passions soulevées parmi le peuple par des meneurs à gages, acharnés et âpres à leurs gains.

Happée par ces campagnes furibondes, une grande partie du public était devenue aveuglément anti-allemande. L'immense majorité des Belges, non sans hypocrisie, acceptaient les bienfaits de la neutralité. Ils étaient fermement décidés à se mettre à l'abri sous son parapluie si le temps se gâtait. Ils entendaient néanmoins détester à fond les Allemands, agir contre les Allemands, se comporter comme s'ils étaient réellement en guerre avec l'Allemagne, tout en ne l'étant pas officiellement.

Jeu peu loyal et assez vain : le pétard anti-allemand qu'ils manipulaient avec tant de jactance finirait par leur éclater en pleine figure, le 10 mai 1940.

Q. — *Indépendamment de Hitler, vous avez également rencontré Mussolini, dès 1936. Pourquoi ?*

R. — Le fait que nous n'ayons jamais eu la moindre relation d'argent avec les Allemands avant la Deuxième Guerre mondiale, ni de liaison avec des services allemands quels qu'ils fussent, ne veut pas dire toutefois que je n'avais pas établi à l'étranger de puissantes relations personnelles. C'était mon rôle. Je pouvais devenir le chef de mon pays : il fallait qu'à ce moment-là je sois prêt.

Je n'étais pas un de ces petits Belges qui pataugent dans leur cuvette, s'y tiennent sur un pied pendant qu'ils se lavent l'autre. Je savais qu'un grand bouleversement attendait l'Europe. Je sentais que la Belgique, inévitable terre d'entre-deux, y jouerait un rôle important.

J'avais vu des hommes puissants jaillir en Europe, bon gré mal gré, avec lesquels il fallait que je noue des contacts, de vrais contacts personnels, avant le jour où politiquement je triompherais.

C'est pour cela que, dès les premières semaines qui ont suivi ma victoire de mai 1936, j'ai veillé à établir ces relations.

J'avais à peine gagné que je recevais une invitation de Mussolini.

Vraiment, avec Mussolini, il n'y avait pas de problème, la Belgique ne courait aucun risque. Les Italiens ne sont pas spécialement guerriers et il ne leur serait jamais venu la tentation de foncer cuirasse au soleil, plumes au vent, jusqu'à la Meuse ou à l'embouchure de l'Escaut !

Q. — *Quels sentiments vous a inspirés Mussolini ?*

R. — Mussolini était, en 1936, un homme qui jouissait d'un immense prestige. Il était un chef très populaire.

Alors, voilà, très aimablement, peu après ma percée, il m'invite. Comme ça. Parce que mon tempérament l'intéressait. Parce qu'il désirait me connaître en chair et en os. J'ai passé avec lui une huitaine de jours passionnants, presque familiaux, puisqu'il m'a annoncé lui-même la naissance de ma fille Anne, à qui j'ai donné le prénom de sa dernière fille à lui. C'était un homme plein de spontanéité, très sûr de lui, à la tête puissante, au menton massif et vainqueur, au langage amusant, parfois précipité. Il était direct et coloré, théâtral, la pupille noire tournant comme une toupie.

Nous n'avions pas en tout les mêmes idées, notamment en ce qui concernait la Beauté et les Arts. Il riait quand je tentais de lui décrire la perfection d'un marbre romain : « Moi, s'esclaffait-il, je n'ai été qu'une fois dans ma vie dans un musée ! Ce que je m'y suis ennuyé ! »

Un aqueduc, oui. Assainir les Marais Pontins, oui. Un stade plus grand que le Colisée, oui encore. Mais la Beauté comme telle ne l'intéressait pas. Il était le géant de l'Empire romain, un Imperator, Trajan ou César, dont il avait d'ailleurs le port superbe.

Il avait créé en Italie une œuvre considérable. Une telle création était intéressante à étudier. L'homme et l'œuvre étaient transcendants.

Jeune conquérant débutant, j'avais aussitôt trouvé en Mussolini un ami véritable qui m'a toujours conseillé, guidé, m'offrant spontanément de me prêter de l'argent, qu'il avait lui-même beaucoup de peine à se procurer. C'est grâce à lui notamment que je pus, matériellement, mener en 1936 ma grande campagne : *Rex ou Moscou,* à l'époque où Moscou venait de s'assurer deux bastions puissants à Paris et à Madrid, et où nous, Belges, pouvions être emportés comme un fétu par le communisme.

A ce moment donné, Mussolini m'a politiquement sauvé.

C'était à la fin de 1936, lorsqu'une intervention directe du Duce au Vatican faucha net une condamnation imminente qui, pour moi, eût pu être fatale.

Q. — *A quel incident faites-vous allusion ?*

R. — Le vieux cardinal Van Roey, le cardinal de Malines, que certains appelaient avec une certaine irrévérence « le Rhinocéros », voulait ma peau. Tout le monde le savait.

Fin 1936, donc bien avant le plébiscite Van Zeeland, l'archevêque bretteur avait cru que le moment était venu de me passer à sa sainte moulinette. Il avait préparé ma condamnation « religieuse » avec la collaboration d'un prêtre démocrate appelé Cardijn, fondateur de la J.O.C. Chanoine maigrelet, aux courts cheveux gris en brosse, celui-ci avait trotté jadis à mes côtés dans les locaux de l'Action catholique à Louvain. J'avais pu connaître de près l'aigreur de ses ambitions politiciennes. Il avait été un des premiers à penser que la démagogie antifasciste ferait parfaitement l'affaire d'un Dieu démocrate-chrétien. Devenu ainsi le précurseur de la chute moderne du catholicisme, il en fut récompensé en voyant coller sur son petit crâne étroit, en 1945, une barrette écarlate de cardinal. L'Eglise philo-mussolinienne se dédouanait comme elle le pouvait.

Inspiré par lui, Van Roey avait, en décembre 1936, demandé au Vatican de proclamer, du haut du trône de Saint-Pierre, la condamnation du Rexisme.

Q. — *Comment l'avez-vous appris ?*

R. — Un matin gris de décembre 1936, voilà qu'accourt chez moi, essoufflé, Xavier de Grunne, qui était devenu, le 24 mai 1936, sénateur de Rex : « J'apprends à l'instant, me dit-il, par une confidence du chanoine Cardijn, que vous allez être condamné à Rome. »

Cardijn, tout fier de lui, ayant mis le cardinal Van Roey dans sa poche, croyait déjà l'affaire de la condamnation réglée. Il n'avait pas craint d'essayer d'intimider le bon Xavier.

J'appelle aussitôt Mussolini au téléphone. Quelques mots de réponse : « Accourez, venez tout de suite, je vous attends. »

J'arrive à Rome, je retrouve le Duce dans son palais officiel. Il était à peine neuf heures du matin. On s'assoit tous les trois, Ciano, Mussolini et moi, sur le grand bureau, comme de bons copains, les jambes ballantes. Au bout de dix minutes, Mussolini décroche son appareil téléphonique, demande le cardinal-secrétaire d'Etat : « Je serai bref. J'apprends le mauvais coup que vous êtes occupé à préparer contre Degrelle. Cela ne peut pas se passer ainsi. Degrelle est ici, à mon bureau, je vous l'envoie. Il faut que cette affaire s'arrange. »

Comme ça, tout cru ! sans un mot de fioriture. La sainte Eglise tapa à grands coups de hallebardes sur le fascisme après sa chute. Mais il fallait voir comme elle était docile alors ! Comme un mouton pascal, la peau du dos tendue aux caresses du dictateur

du palais de Venise ! Elle ne le vomit — avec son onctuosité coutumière — qu'une fois qu'il eut été pendu à une pompe à essence de Milan, en avril 1945. Mais en 1936, tout était saint Chrême, rosaires, bénédictions. La maîtresse de Mussolini, la belle Clara Petacci, était même amie de la volcanique sœur Pascalina, le mentor enjuponné du pape.

Un quart d'heure après le coup de téléphone du Duce, j'arrivais flambard au Vatican dans la grande voiture de Mussolini, son fanion officiel flottant au vent.

Q. — *Et comment l'entrevue se passa-t-elle ?*

R. — Aussitôt, me voilà reçu, sans une seconde d'attente. Deux heures au Vatican ! En deux heures, j'avais déblayé le terrain, il n'était plus question d'aucun genre de condamnation.

Alors surgit le côté comique de l'aventure. Lorsque après mes adieux au cardinal-secrétaire d'Etat, je suis redescendu par le grand escalier de marbre, qui poireautait là, attendant que la place soit libre ? Monseigneur Tarcisius, le bras droit de l'évêque de Namur, envoyé à Rome par l'archevêché pour ramener les papiers de ma condamnation !

L'évêque de Namur était l'évêque de mon diocèse. Il cassait la croûte de temps en temps chez mes parents. La croûte, c'est peu dire, car il mangeait comme un requin à jeun. Avant d'attaquer le premier plat, le saint évêque s'envoyait dans le coffre, solennellement, un grand verre d'huile d'olive, histoire de contenir les vapeurs des vieux vins. Il était établi par circulaire confidentielle de l'évêché que les menus de cet ascète devaient se limiter, à midi à quatre plats, et le soir à trois plats. Plus tous les crus. La sainte bedaine épiscopale s'en ressentait et élargissait chaque année son espace vital. Les verres d'huile préalables n'étaient pas une précaution vaine.

Tarcisius, qui, lui, se forçait toujours à jouer chez mes parents au vieux larron, était un Hollandais chaleureux au sourire forcé de faux frère.

Nous sommes tombés dans les bras l'un de l'autre dans la cour Saint-Damase, avec une magnifique hypocrisie réciproque :

« Comment allez-vous, cher Léon ?

— Comment allez-vous, Monseigneur ? Quelle surprise, quelle joie de nous retrouver ici ! »

On s'est ainsi congratulé ardemment, sans que je lui souffle un mot de ma visite. Finalement je l'ai laissé grimper l'escalier d'honneur mais il est redescendu presque aussitôt, bredouille, ébouriffé,

l'air marri. Le mauvais coup des âmes pies s'était cassé sur les dalles de marbre du Vatican, comme une burette.

J'étais reparti à toute vitesse chez Mussolini. Mais il était trop tard déjà pour monter dans mon train de retour. Or je devais donner un meeting le lendemain en Flandre, et il valait mieux qu'on ne sache pas alors en Belgique que j'étais venu chez le Duce. Mussolini m'a fait sauter dans un avion militaire ; nous avons suivi la ligne de chemin de fer de Paris. Avant d'arriver à Pise, nous avons vu le train qui courrotait sur la voie. J'ai dégringolé de l'avion dans un champ voisin. J'ai bondi à la gare avec mon balluchon. Le lendemain, je donnais mon meeting en Flandre après avoir traversé la France de bout en bout. Ni vu, ni connu. J'avais torpillé la pieuse combine des Van Roey, Cardijn, Tarcicius et autres anguilles ecclésiastiques.

Q. — *Et votre amitié avec Mussolini ?*

R. — Jusqu'à la fin, Mussolini serait pour moi un ami admirable, d'un désintéressement total. Le Duce n'avait pas la moindre idée d'une expansion aux dépens de la Belgique. Génie puissant — qui le nierait ! — Mussolini ne s'intéressait qu'à la Méditerranée et à l'Afrique où il voulait installer, de façon stable, le flot intarissable des émigrants italiens, envoyés jadis par centaines de milliers, comme garçons de café à Buenos Aires ou à Brooklyn. Il ne regardait pas vers Bruxelles, mais vers Tripoli, vers Addis-Abeba, vers l'Albanie, vers la mer Egée. Internationalement, la collaboration italo-belge était sans problèmes.

CHAPITRE XV

DEGRELLE, HITLER, CHURCHILL

Hitler créateur d'un monde nouveau — Danger d'un voisin expansionniste — Un déjeuner chez Ribbentrop — Un après-midi de Degrelle chez Hitler à la Chancellerie de Berlin — L'échange des fluides — Le génie d'Hitler et les scribouillards — Degrelle invité par Churchill — Comment était Churchill — Le tueur de l'Empire — Incompréhension devant le plan d'Hitler — Les cimetières de chiens anglais — La révolution européenne — Les déchaînements guerriers en 1939.

Q. — *Revenons à Hitler ! Ne vous paraissait-il pas autrement inquiétant que Mussolini ?*

R. — Hitler, c'était autre chose.

Il était d'une autre étoffe que Mussolini, grand Italien, mais seulement italien. Hitler, lui, était le génie universel qui entendait bien créer un monde nouveau et un type d'homme nouveau. Il devait inéluctablement dépasser l'ancêtre, Mussolini.

Pour nous, Belges, il était en outre un voisin, ce qui devait nous rendre prudents. Il eût pu un jour se sentir pris par la fringale de mettre dans sa poche notre pays, ancienne terre millénaire de l'Empire germanique. Il s'agissait donc d'y regarder à deux coups avant de copiner.

Exactement à l'inverse de ce qu'on a écrit depuis, Mussolini lui-même m'avait mis en garde dès nos premières conversations : « Attention à Hitler ! Attention plus encore à Ribbentrop ! » Toujours il m'a répété ce conseil. En fait, il détestait les Allemands, comme beaucoup d'Italiens de la Première Guerre mondiale les

détestaient. Hitler et lui avaient des tempéraments totalement différents. Et puis, Mussolini était le doyen, l'inventeur, et se croyait des droits à part entière sur le brevet du Fascisme.

S'il était le doyen, moi j'étais le tout jeune, un quart de siècle nous séparait. Donc cela allait bien. J'étais une sorte d'Eliacin pour eux deux.

J'ai tenu compte des conseils de prudence de Mussolini — et aussi de Ciano — mais j'ai vu Hitler tout de même parce que, quels que fussent les périls, et même peut-être à cause d'eux, il fallait, là aussi, soupeser l'homme puisque, tôt ou tard, des problèmes vitaux devraient nous rapprocher ou nous opposer.

Si j'ai rencontré, pour la première fois, le Führer au cours de l'été 1936, ce fut par hasard, si étrange que cela puisse paraître à première vue.

Nous étions partis en ballade en Allemagne, aux vacances d'été, ma femme et moi, accompagnés de deux amis. L'un d'eux avait l'avantage de posséder une Rolls extraordinairement confortable, parfaite pour un long voyage. Mais cette Rolls rutilante nous avait donné des déboires. Nous avions, dans un dérapage, vu éclater deux pneus ; s'en procurer d'autres avait été d'une grande complication. Nous étions finalement arrivés, à l'aube d'un dimanche, à l'hôtel Kaiserhof à Berlin.

Nous nous débarbouillons. Nous allons à la messe à l'église voisine, Sainte-Edwige. Au retour, un monsieur très distingué, porteur d'une gerbe de fleurs, nous attendait dans le salon.

Q. — *Un émissaire de Hitler ? Qui était-ce ?*

R. — M. de Ribbentrop. La police — et, sans doute, l'Ambassade allemande de Bruxelles — l'avaient vite renseigné ! Ribbentrop était le grand spécialiste d'Hitler en politique internationale. Il s'assoit, on parlotte. Il nous invite à aller déjeuner chez lui le jour suivant. Mon plan était de connaître à travers toute l'Europe l'échiquier exact des forces politiques au pouvoir. J'ignorais à peu près tout de l'Allemagne hitlérienne. Avoir un entretien avec un des principaux dirigeants du IIIe Reich ne pouvait que m'intéresser.

Rendez-vous donc, à déjeuner, chez M. et Mme de Ribbentrop, à leur villa de Dahlem.

Excellent repas. Grandes peaux de fauves à travers les salons. A la fin du déjeuner, Ribbentrop s'éclipse. Cinq minutes plus tard, il réapparaît : « Je viens de parler avec le Führer, il voudrait beaucoup vous connaître. Il vous invite à prendre le thé. »

Que répondre ? Oui ? Qui eût répondu autrement ? C'était une magnifique occasion de voir de près l'homme le plus puissant de l'Europe.

C'est ainsi que j'ai rencontré pour la première fois le chancelier Adolf Hitler.

Q. — *Comment s'est déroulée cette entrevue ?*

R. — L'entretien s'est poursuivi pendant près de deux heures, et ce fut une entrevue foudroyante. Entre meneurs de peuples qui ont dans la peau même l'instinct de conquête, des échanges de fluides se déclenchent irrésistiblement. Avec Hitler il en fut ainsi dès la première minute. Ce fut, je vous l'ai dit déjà, quelque chose d'assez extraordinaire. Je l'ai pénétré comme il m'a pénétré. Ces courants allaient perdurer à travers toute notre vie. Bien plus que la compénétration des idées, il y eut entre nous cette interpénétration de forces émettrices et réceptrices, bien supérieures, en des cas précis, à l'intelligence, plus intenses aussi, plus profondes et surtout plus mystérieuses.

Quand les grands moments historiques viendront, pendant la guerre du Front de l'Est et lorsque je devrai essayer de sauver mon propre peuple et de bâtir ma part d'Europe alors que, lui, dominait tout, c'est cette interpénétration du premier jour qui constituera l'élément sûr, fondamental, de notre action commune.

Cette interpénétration instinctive, insaisissable pour le commun des mortels, nous a liés toujours sur le plan humain le plus haut. Je n'ai jamais été son esclave en quoi que ce soit, et personne sur la terre n'a parlé à Hitler avec la liberté de langage et de ton que j'ai toujours employée avec lui. L'ambassadeur Schmidt, historien des plus importantes entrevues du Führer, a expliqué comment mon cas fut étonnant et absolument unique. Hitler acceptait de moi toutes les remarques et toutes les suggestions, dites pourtant avec autant de netteté que de vigueur, mais aussi avec humour, un humour qui l'amusait visiblement. Toujours nous allions nous traiter presque comme des camarades. Il suffit, pour le constater, de regarder les photos où il m'étreint la main dans ses deux mains.

Q. — *Cette amitié vous colle à la peau comme une tare ! Très tôt on vous l'a reprochée.*

R. — Tant qu'il a été entendu qu'Hitler n'était qu'un fou abominable, le fait que je l'aie fréquenté était collé sévèrement dans mon dossier à charge ! J'avais été le seul homme politique belge qui ait été en relations avec ce sauvage ! Quel monstre n'étais-je

donc pas moi-même! Et un monstre endurci, puisque j'avais copiné pendant neuf ans avec cette réincarnation de Satan ! Honte suprême, j'en étais estimé, voire même choyé. On me jetait à la figure la phrase que m'adressa Hitler en 1944, en me remettant le Collier de la Ritterkreuz avec Feuilles de Chêne : « Si j'avais un fils, je voudrais qu'il soit comme vous ! » Quelle indignation, après 1945, pour cette paternité à retardement ! Bon ! Mais voilà que les temps ont changé, Hitler est devenu un objet de fascination mondiale ! « La force la plus puissante du vingtième siècle », écrit le grand écrivain américain John Tolland. On a consacré à ce Führer tant décrié des dizaines de milliers de volumes, on en vient à parler de génie. Les jeunes à qui on avait dit tant de mensonges sur lui ne gobent plus tout, veulent savoir ! Un souvenir d'Hitler, la plus modeste aquarelle de lui valent une fortune. Alors, du coup, parce qu'Hitler dont on me reprochait véhémentement l'amitié est devenu intéressant, on nie nos rapports et surtout leur qualité, je ne peux plus l'avoir connu, ou alors, au maximum, un jour ou l'autre, entre deux portes, à toute vitesse !

Tant de fanatisme finit par devenir comique. Je vais vous faire une confidence : notre intimité fut telle que je reçus au front d'Estonie en août 1944 une lettre d'Hitler, qui avait fait des tours et des détours pendant plusieurs semaines le long du front avant de m'atteindre. Hitler m'envoyait une série de photos de nous deux, prises en février 1944, des photos amicales qui n'avaient rien à voir avec les photos officielles, intéressantes déjà en elles-mêmes car le G.Q.G. ne remettait à la presse que le témoignage des visites considérées comme particulièrement importantes. Hitler, accablé de préoccupations et qui n'avait même plus de temps pour dormir, avait pris la peine d'écrire sur chacune de ces photos personnelles des dédicaces différentes.

Q. — *Avouez que tout cela n'a guère servi votre cause. Ni à l'époque, ni aujourd'hui !*

R. — Que les furieux râlent, que voulez-vous que j'y fasse ? Qu'ils râlent ! le monde n'en changera pas. Et moi, pas davantage. Tout rondement, comme cela sort, je dis la vérité. Mettons même « ma vérité », car la vérité, comme les jolies femmes, a parfois des aspects divers, selon l'angle sous lequel on les regarde. Je n'impose mon jugement à personne, mais je n'ai pas non plus à l'étouffer quand se déchaînent les pense-petit, ou avoir honte de la puissante camaraderie qui m'a uni à celui qui fut l'homme le plus sensationnel de notre siècle.

Ces scribouillards antihitlériens, à l'encre rancie, que sont-ils, eux, à côté d'un génie comme Hitler ? Dans dix ans, nul ne saura plus qu'ils ont existé. Mais on connaîtra encore le nom d'Hitler dans cent siècles.

Q. — *Hitler, Mussolini étaient des dictateurs. Aviez-vous eu également des contacts du même genre, du côté des démocraties ?*

R. — Eh oui ! Eh oui ! J'ai connu en 1938 le vieux Churchill exactement de la même façon. Je m'étais rendu en Angleterre, toujours dans la Rolls amie, mais, cette fois, sans crever de pneus. J'ai rencontré Winston Churchill à la Chambre des Communes. Il m'y avait convié à dîner. Pour vous dire la vérité, il m'avait plutôt déçu. Autant Mussolini et Hitler étaient des géants qui transperçaient l'avenir, deux êtres foudroyants comme il n'y en a que quelques-uns au cours d'un millénaire, autant Churchill manquait de rayonnement et ne voyait pas loin.

Il était né le nez collé à un Empire britannique grandiose, qui eût pu conserver longtemps sa domination universelle si lui-même ne l'avait pas démoli par son aveuglement. Parce que c'est lui, Churchill, qui a démoli l'Empire britannique. Il n'avait rien compris à l'évolution de son temps. Il a prétendu, comme s'il était encore Pitt, ou Disraeli, maintenir immuable la suprématie égoïste et intolérante des vieux intérêts britanniques sur le continent européen, malgré que le Royaume-Uni n'en eût jamais été qu'un appendice humide.

Il vivait accroché à ses marottes, et c'est pour cela qu'il repoussa brutalement pendant des années les propositions raisonnables d'Hitler qui voulait que l'Europe blanche poursuivît sa mission universelle, grâce, d'un côté, à l'unité continentale que lui-même constituerait en fédérant nos pays épars, mais grâce aussi à l'Empire britannique qu'il admirait, qu'il respectait, à qui il abandonnait, sans restrictions mentales, tout pouvoir sur les mers et sur les mondes extra-européens. Hitler était même prêt — ce qui fit rire certains sots — à aider militairement le Royaume-Uni partout où son Empire réclamerait un appui passager. Ce n'eût pas été plus mal, franchement, que de confier le salut des dernières colonies britanniques au concours militaire de petits Gurkas, mi-safranés, mi-moricauds.

Une Europe continentale confédérée grâce à Hitler, forte de centaines de millions d'habitants et un Empire britannique assurant à notre vieux Continent la collaboration de près d'un milliard

d'extra-Européens, eussent, solidement accouplés, assis pour des siècles, de Calais à Vladivostok, du cap de Bonne-Espérance à Hong Kong, l'hégémonie coordonnée de la race blanche, « la plus parfaite de toutes les races » (1), au lieu d'en arriver, à cause du manque de clairvoyance politique d'un Churchill, à perdre au profit des Soviets la moitié orientale de l'Europe, tandis que l'Empire britannique se disloquait. Tous, finalement, Européens de terre et de mer, allions nous voir, à partir de 1945, coincés entre deux géants omnipotents et de plus en plus intolérants et exigeants. Bien avancés, les ilotes qui ont culbuté Hitler et son plan mondial !

Q. — *Comment s'est comporté Churchill avec vous ?*

R. — Churchill, gras, rose, déplumé, était plaisant, parfois cinglant, imaginatif. Il parlait un français courtois et extravagant qu'il fut certainement la seule personne au monde à jamais comprendre.

Mais c'était un personnage désuet, assez inculte, sentant le cigare et l'alcool davantage encore. « Le whisky lui a fait perdre tout sens moral », dirait crûment pendant la guerre le général de Gaulle qui fut sur le point, à diverses reprises, d'en venir aux mains avec son hôte britannique. Churchill, nationaliste orgueilleux, était un débris bruyant d'un monde impérial déjà moribond, qu'il croyait encore destiné à s'accroître davantage. Un personnage très ambitieux aussi, toujours gesticulant, qui voulait absolument réapparaître sur une scène politique dont depuis longtemps il se sentait exclu. Il déboucherait, triomphant, de sa niche de bouledogue, le 10 mai 1940, croirait gagner, perdrait tout en réalité.

Il était convaincu, intraitable. Ce fanatisme poli et souvent pittoresque était l'essence même de Churchill, sa chair, son sang. Je regardais, plutôt navré, sa grosse figure poupine, tandis que défilait dans le restaurant des Communes, sur un long écran, la transposition des propos que ses collègues dévidaient à la tribune d'à côté. Lui, suivait les volutes de la fumée de son cigare, y cherchait certainement ses décisions et ses oracles.

Q. — *Avez-vous, à cette époque, d'autres contacts avec les milieux britanniques ?*

R. — J'ai rencontré longuement à Londres le plus grand écrivain militaire britannique contemporain, Liddell Hart, lucide et précis.

(1) Degrelle fait ici allusion à l'expression employée dans le plus célèbre livre de l'enseignement de la lecture en France, le fameux *Tour de France de deux enfants.*

J'ai été reçu chez Mosley, le chef des fascistes britanniques, dans un petit théâtre charmant perché sur les eaux de la Tamise, où nous mangions une nourriture spartiate dans une somptueuse vaisselle d'or. J'ai passé un week-end en province avec un groupe de députés conservateurs. C'étaient les derniers seigneurs de la Grande-Bretagne : quatre Rolls à la disposition des invités étaient alignées au pied de l'escalier d'honneur du grand château qui m'hébergeait. Trente appartements ravissants. Et, pour chacun d'eux, un personnel spécial à la disposition des visiteurs. Au fond du parc aux pelouses centenaires et impeccables brillaient les marbres d'un cimetière. Je m'étais approché avec respect. Les tombes blanches abritaient les squelettes de trente chiens. C'était très victorien, un peu loufoque même.

Q. — *Quels sentiments vous ont inspirés ces contacts avec la tradition anglaise ?*

R. — Nous, ce que nous voulions, ce n'était pas des tombes de caniches dans nos jardins, ni des Rolls pour franchir cent mètres dans la campagne ; c'était la révolution sociale qui ferait participer à la joie de vivre, non point quelques milliers de nababs charmants, mais toute la communauté humaine.

Ce qui, précisément, me passionnait dans l'Allemagne nouvelle, c'était de voir des millions d'ouvriers qui avaient trouvé un sort juste, dont les salaires s'étaient accrus, qui jouissaient du respect dû au labeur. C'était de voir une jeunesse forte, belle, idéaliste, qui se projetait vers l'avenir. C'était d'assister à la création d'un nouveau monde et d'un nouveau style de vie.

On le voit, entre 1936 et 1938, j'avais dressé mes antennes. Je m'étais acquis des amitiés, des relations puissantes de tous côtés, qui m'eussent été d'une utilité considérable si j'avais gagné.

Et je fus bien près de gagner. Sans le grand drame européen qui allait bientôt nous dégringoler dessus comme un gratte-ciel dynamité, j'eusse pu, sans grand doute, prendre pacifiquement en main le petit territoire belge, étriqué certes (30 000 km²) et qui souvent n'allait pas bien loin dans ses élévations, mais qui valait, tactiquement, comme première étape, comme premier tremplin d'une grande action dépassant les frontières mesquines du passé.

Les déchaînements guerriers qui allaient s'abattre sur tout l'Occident interrompraient provisoirement notre grand effort d'ouverture vers l'Europe.

CHAPITRE XVI

LES SECRETS DE LA DROLE DE GUERRE

La fausse neutralité belge — L'accord secret Léopold III-Gamelin — Hitler informé de tout — Le gouvernement belge non informé — Débordements bellicistes en Belgique — L'avion allemand de janvier 1940 — Appels de Léopold III aux Alliés, à l'insu de ses ministres — Refus anglais de garantir l'intégrité de la Belgique et de son Empire — Léopold III et l'offensive vers Sedan — Le Louis XI belge — Le gâchis des démocraties occidentales — Le coup bas du 10 mai 1940 — L'arrestation de milliers de Belges — Le massacre d'Abbeville.

Q. — *La Deuxième Guerre mondiale éclate. Les Allemands envahissent la Pologne. Que devient la Belgique ? Que devient sa neutralité ? Que devient le Rexisme ?*

R. — La Belgique était entrée, en septembre 1939, dans la neutralité avec un état d'esprit nettement et agressivement anti-allemand.

Cette neutralité avait été affirmée officiellement et solennellement à la Chambre des députés le premier jour de la guerre entre l'Allemagne et la Pologne. Mais ce n'était qu'un trompe-l'œil. Presque dans tous les milieux les hostilités étaient déclarées, nourries par le bourrage de crânes géant d'à peu près tous les journaux. *L'Indépendance belge,* quotidien apparenté au gouvernement, irait même jusqu'à annoncer glorieusement, sous un titre qui dominait toute la première page, un bombardement énorme d'Aix-la-Chapelle où pas une seule bombe n'était tombée ! Les Belges furent gavés

de victoires polonaises prodigieuses, alors que la Pologne n'avait encaissé que des défaites.

Dès la première semaine, on allait voir se désagréger la neutralité belge. Elle ne serait plus qu'un leurre jusqu'à la vraie guerre, le 10 mai 1940.

Nous autres Rexistes, malgré les déchaînements et les provocations de la presse, nous nous appliquâmes à rester imperturbablement neutres. Maintenir la paix, au moins tout faire pour ne pas provoquer un agresseur et ne pas lui accorder une excuse, voire une justification, pour nous envahir : tel était l'intérêt même de notre peuple.

A travers tout il fallait suivre cette ligne-là.

A cette tentative de sauvetage de la paix, j'ai vraiment sacrifié le Rexisme au cours des mois de l'hiver 1939-1940. Nous avons enduré une vie affreuse, traqués par tout un monde belliciste, provocateur, hargneux et déchaîné.

Q. — *Quelle était la position du roi Léopold III ? Aviez-vous des rapports avec lui ?*

R. — Le roi Léopold III était officiellement le porte-parole de la neutralité qu'il avait prônée, défendue, représentée devant l'étranger. Pendant plusieurs années, il avait été foncièrement l'apôtre de cette neutralité. Spaak, son ministre des Affaires étrangères, politicien très doué pour l'équilibrisme, avait suivi, lui aussi, cette politique. Avec un certain mérite, c'est incontestable, car, parmi les bellicistes de son parti, il nageait à contre-courant.

Quand la guerre de Pologne a éclaté, j'ai vu le roi. Je me rendais discrètement le soir au palais de Laeken où m'attendait un cousin de ma mère, le capitaine Jacques de Dixmude, devenu général depuis lors. Le roi m'attendait dans son salon, encore vêtu de sa tenue d'équitation, chaussé de hautes bottes, détendu par sa chevauchée. Nous avons ainsi monté ensemble toute la série d'articles que j'ai publiés dans *Le Pays réel* pour défendre la neutralité au lendemain de l'invasion de la Pologne.

Q. — *Quelle impression avez-vous gardée du Léopold III de cette époque difficile ?*

R. — Le roi Léopold III était, à quarante ans, un homme nerveux, charmeur, un bel homme aux traits fins, à la chevelure blonde, irisée. Mais une étonnante mélancolie flottait dans son regard. Et

comme une sorte de timidité. Des complexes obscurs, visiblement, le travaillaient.

Q. — *Léopold III pratiquait-il avec vous aussi le double-jeu ?*

R. — Léopold III, évidemment, eût pu, à l'automne de 1939, braver l'impopularité comme nous, Rexistes, l'avons bravée. Mais certainement, avec la duplicité qui a toujours été au fond de son caractère, s'est-il dit : « Aussi bon que Degrelle brave l'impopularité tout seul et qu'il s'y perde, si c'est nécessaire ; mais moi, il faut que je surnage de toute façon. » Il a surnagé avec une astuce, des ruses qui, vite, ont atteint le comble de la finauderie, certains disent de l'hypocrisie, parce que, enfin, se proclamant neutre, il ne pouvait pas ne pas l'être ! Or cet homme, tout en se proclamant neutre, allait cesser de l'être, et très rapidement. Au bout de cinq semaines, du côté français, plus discrètement par la suite, du côté allemand.

Q. — *Ce que vous dites est grave, réclame des précisions.*

R. — Dès la fin d'octobre 1939, la neutralité de la Belgique dans la « drôle de guerre », c'était fini. En « Stoemeling » comme on dit à Bruxelles (en cachette), Léopold III avait conclu un accord avec le généralissime français Gamelin. Vous me direz : « Mais quelles preuves a-t-on de cela ? » Ma réponse est catégorique, sans détour : « on en a toutes les preuves ». Dans ses souvenirs intitulés *Servir* (1), le général Gamelin, avec une naïveté incroyable, a livré toutes les pièces, tous les éléments de l'affaire. Le général Delvoie, attaché militaire belge à Paris, a négocié au nom de Léopold III un accord avec le généralissime français dès le 4 octobre 1939. L'ancien Premier ministre français Paul Reynaud dans ses Mémoires, parus sous le titre prétentieux de *La France a sauvé l'Europe*, explique lui aussi l'opération. Churchill la confirme de la même manière, avec la même netteté. Tous les textes sont là. Il n'y a aucune dénégation possible : un accord secret fut conclu entre Gamelin et Léopold III, représenté par le général Delvoie, dès fin octobre 1939. Accord complété, de façon terriblement imprudente, par l'envoi à Bruxelles d'un délégué militaire clandestin de Gamelin,

(1) Editions Plon, 1946.

installé secrètement à proximité du roi et qui était le lieutenant-colonel français Hautecœur.

Toute cette négociation avait été menée complètement à l'insu du gouvernement belge officiel, de même que l'installation à Bruxelles de l'officier supérieur français.

Mais enfin, imaginez l'inverse ! Si un accord identique avait été conclu avec Hitler ou avec Von Rundstedt, commandant du front allemand de l'Ouest, si un lieutenant-colonel de la Wehrmacht avait été secrètement installé à Bruxelles pour être en contact direct et constant avec le roi Léopold III, et cela à l'insu du gouvernement belge légal ! Jusqu'à la fin du monde on aurait crié à la trahison ! Trahison n'était pas le mot tout à fait exact puisque Léopold III, étant neutre, n'était lié à personne. Mais il était lié tout de même par sa parole, et sa parole impliquait le respect de la neutralité, respect sincère, excluant tout double jeu latéral, si camouflé fût-il. Or, ce traitement de faveur, en octobre 1939, avait été accordé à sens unique.

Voilà donc le roi Léopold III continuant, l'œil pur comme celui d'un communiant, à faire étalage d'une stricte neutralité devant les Allemands. Mais pour des prunes ! L'astuce secrète du roi n'allait servir à rien, car Hitler avait appris, la semaine même où il avait été conclu, l'accord clandestin de Léopold III avec le Haut-Commandement français. Et il l'avait appris de deux côtés.

Q. — *Par quelles filières Hitler a-t-il été informé ?*

R. — Hitler m'a raconté lui-même comment il avait été informé. Il l'avait été, en premier lieu, par un membre de l'entourage de Gamelin. Il avait des gens à lui au G.Q.G. français. Le contenu de l'accord lui avait été communiqué tambour battant. Il l'avait connu également grâce aux confidences d'un ministre français.

Tout au long des mois que dura la neutralité, il en fut ainsi. Les membres du gouvernement français étaient des bavards impénitents. N'importe quel renseignement confidentiel, tout Paris le connaissait dans les jours qui suivaient, chuchoté par deux ou trois ministres. Ces roturiers se frottaient avec trop de complaisance à diverses marquises et comtesses aux souplesses de sardines. Celles-ci, à la fin des entrechats de rigueur, essayaient d'éblouir les salons à la mode en faisant étalage de secrets de guerre confiés dans l'intimité de l'oreiller. Hitler n'avait pas besoin de se cacher sous les lits accueillants de ces dames : il lui suffisait de lire les rapports de ses agents mondains pour être parfaitement informé.

Voilà donc le roi Léopold III qui continue ses belles manières de

neutre impeccable vis-à-vis d'un Hitler qui sait parfaitement à quoi s'en tenir, et n'estime plus avoir à se laisser envahir par des scrupules.

Q. — *Croyez-vous vraiment que Hitler était homme à se laisser arrêter par le moindre scrupule ?*

R. — A mon avis, il n'en aurait pas éprouvé beaucoup, de toute manière. Quand un homme est en train de jouer le destin d'un grand peuple et qu'il voit en travers de sa route un petit mouchoir de poche — la Belgique — sur lequel il lui faut absolument passer s'il veut réussir, il ne va pas arrêter son déploiement. Napoléon ne l'aurait jamais fait non plus, lui qui disait : « Malheur à celui qui se trouve sous mes roues quand je lance mon grand char ! » Pas davantage les rois de France. Ni un maréchal Joffre qui, dès 1911, trois ans avant la Première Guerre mondiale, avait conseillé le passage par la Belgique. Ni les Daladier, ni les Reynaud, qui, un mois avant l'offensive de Hitler de mai 1940, étaient décidés à foncer à travers la Belgique, avec ou sans son consentement, si les armées du III[e] Reich pénétraient en territoire hollandais. Gamelin, lui-même, bien avant la bagarre, avait proposé que la France occupât la Belgique. Les petits pays ne comptent pas pour grand-chose quand ils sont une gêne pour les gros, lancés vers la proie prévue.

Mais, de toute façon, une constatation est certaine. Il n'existait plus de neutralité belge réelle depuis la fin octobre 1939. Hitler savait qu'elle était violée. Cela, c'est la vérité historique, qu'elle plaise ou qu'elle ne plaise pas au public et aux faux historiens.

Q. — *La presse belge, le gouvernement belge, comment réagissaient-ils ?*

R. — Le plus étourdissant, c'est que le gouvernement belge avait tout ignoré des combinaisons secrètes Léopold III - Gamelin, entreprises et conclues à son insu.

Léopold III eut grand soin de jouer à l'ingénu avec ses propres ministres, et de se comporter comme s'il n'avait jamais pensé à un tel projet. Il se tenait, pour l'essentiel, à l'écart de son gouvernement. Il ne craignait pas de prendre dans son dos, bec cousu, des décisions capitales, alors que, constitutionnellement, ledit gouvernement était seul responsable des activités du roi.

L'imbroglio belge pendant ces six mois de pseudo-neutralité fut extraordinaire. Deux politiques étaient menées en même temps, souvent contradictoires : l'une, celle du gouvernement Pierlot-Spaak, de neutralité officielle ; l'autre, celle du roi Léopold III, de collaboration clandestine avec l'Ouest. Deux gouvernements rivaux se côtoyaient dans les coulisses : le gouvernement belge, légal, démocratique, parlementaire, et le gouvernement camouflé qui siégeait, en grand mystère, à l'intérieur du palais royal, dirigé par le général Van Overstraeten, sorte de vieil Huguenot militarisé, et qui était, en fait, le vrai Premier ministre. C'est lui qui décidait de tout, et qui menait par le bout du nez le Roi Léopold III, bien plus qu'il ne le suivait.

Q. — *L'opinion publique avait-elle la moindre idée de ce qui se passait, en réalité ?*

R. — Ignorant tout de ces confusions, l'opinion publique belge — qui ne respectait plus en rien la neutralité officielle — se déchaînait dans sa haine contre l'Allemagne. La presse pro-alliée, pourrie jusqu'à l'os, menait bruyamment la sarabande. Ces attaques faisaient merveilleusement le jeu d'Hitler. Il les eût lui-même payées, pour se fournir des excuses en cas d'invasion ! Pourquoi se fût-il gêné à l'égard d'un pays où il était si fanatiquement insulté, si constamment provoqué?... On voyait même de grands groupements bellicistes intervenir presque ouvertement dans la bagarre, à l'instigation des services secrets français. C'est ainsi que furent ouverts à Liège, par le consul de France lui-même, à l'abri de quelques agitateurs wallons, des bureaux de recrutement.

Q. — *Quels bureaux de recrutement ? A quelles fins ?*

R. — Ils recrutaient des milliers — oui ! des milliers ! — de spécialistes de l'industrie de l'armement qui partirent en France, par des trains entiers, en plein jour. Les complicités étaient presque publiques. Delfosse, le ministre du Travail de l'époque, l'a publiquement reconnu lui-même !

Encore une fois, si, en pleine neutralité, on avait envoyé de Belgique dans la Ruhr des milliers de spécialistes de l'armement afin de renforcer les usines de guerre de Hitler, quel n'eût pas été le vacarme ? Ces envois vers la France, qui violaient les engagements de la Belgique neutre, sont à présent indéniables. Tous les témoignages sont formels et ont été publiés : on installait ces milliers de collaborateurs clandestins dans des wagons spéciaux qu'on rattachait à des trains militaires à la frontière française ; ces convois

allaient participer directement à l'effort de guerre allié. C'est donc dire que la neutralité belge était devenue de la comédie.

Q. — *Il n'en reste pas moins que les plans allemands d'invasion de la Belgique étaient bien antérieurs à cette période. Je n'en veux pour preuve que le très gros incident qui se déroula en janvier 1940.*

R. — On fut bien près de la guerre cette semaine-là. Un avion allemand, c'est exact, perdu dans le brouillard, avait dû faire un atterrissage forcé à Mechelen-sur-Meuse, petit patelin voisin du Canal Albert, dans le Limbourg belge, tout près de la Hollande.

L'histoire est assez rocambolesque.

Deux officiers allemands, chargés de transmettre des ordres d'offensive à une grande unité du front de l'Ouest, s'étaient égarés dans le brouillard, avaient confondu la Meuse et le Rhin. A court d'essence, leur avion avait dû faire un atterrissage forcé. Des gendarmes belges qui patrouillaient par là leur étaient sautés dessus, les avaient emmenés à leur petit poste. Un des deux officiers allemands avait plongé dans le fourneau du bureau, brusquement, sa main qui enserrait une liasse de papiers. Il s'était fait brûler de façon atroce. On avait quand même pu lui arracher le bras du four et récupérer une partie des papiers, restés à peu près lisibles.

L'examen fut édifiant : ces ordres dactylographiés, c'étaient les plans de l'invasion allemande et, notamment, d'une grande opération de parachutage à Gand. On apporta les feuillets ébréchés et noircis non pas au ministère de la Guerre mais au palais royal.

Q. — *Pourquoi, au palais royal ?*

R. — Le roi et le général Van Overstraeten se gardèrent bien d'informer le gouvernement. De sa propre initiative, Léopold III fit aussitôt appel aux Français et aux Anglais : « Nous vous ouvrons les frontières, vous pouvez venir ! Nous vous demandons simplement une chose, que vous garantissiez l'intégrité du territoire belge et de sa colonie. »

Cette demande d'engagement allié était tout ce qu'il y avait de plus normal. La France, immédiatement, a garanti. Immédiatement aussi Léopold III a fait enlever les barrages de protection qui coupaient la frontière franco-belge. Pendant vingt-quatre heures, piétinant dans les neiges de la mi-janvier de 1940, l'armée française, impatiente, a attendu la minute où elle recevrait officiellement l'ordre de pénétrer en Belgique.

Pourquoi donc ne transmettait-on pas cet ordre ?

Pourquoi cette attente harassante ?

Q. — *Oui. Pourquoi ?*

R. — Parce que les Anglais n'avaient pas encore répondu.

Ils se sont fait attendre pendant vingt-quatre heures.

Vingt-quatre heures après l'appel de Léopold III, ils ont enfin répondu confusément, avec un embarras visible : ils ne garantissaient pas l'intégrité du Congo belge.

La réponse était enrobée dans le verbiage diplomatique habituel, mais le fait était là, les Anglais ne garantissaient pas. Et ils ne garantissaient pas, on l'a appris après la guerre, parce que, quelques mois avant les hostilités, le ministre anglais Simson, en visite à Berlin, traitant de la question de la restitution des colonies allemandes — qui était un des grands problèmes de l'époque — avait promis au gouvernement hitlérien que des compensations pourraient être offertes à l'Allemagne si elle renonçait définitivement à ses anciennes colonies confisquées en 1919, à Versailles, avant tout par les Anglais. Les compensations, ajoutait discrètement l'émissaire britannique, pourraient se faire aux dépens du Congo belge et de l'Angola portugais.

Ainsi les Anglais, afin de conserver intact leur beefsteak de 1919, avaient offert tout simplement aux Allemands, comme monnaie d'échange, un morceau de beefsteak angolais et un morceau de beefsteak congolais.

Q. — *Comment Léopold III a-t-il réagi ?*

R. — Quand Léopold III eut constaté qu'on se refusait à lui garantir l'intégrité du territoire du Congo belge, il eut tôt fait de tirer des conclusions. Pourquoi compromettre, en entrant en guerre trop vite, une indépendance que les Alliés se refusaient à lui garantir ? A quoi bon, dans ce cas, entrer de son plein gré dans la bagarre ? Mieux valait encore attendre que la guerre se déclenchât, si elle devait se déclencher. Et, entre-temps, essayer de se garantir quelque peu du côté allemand.

Ajoutez à ce raisonnement que l'on pouvait encore penser, à ce moment-là, que le plan d'offensive allemande saisi à Mechelen était un piège, que l'affaire des documents de l'avion visait, peut-être, uniquement à pousser les Français et les Anglais, appelés par le roi, à entrer en Belgique les premiers, les Allemands s'épargnant dès lors d'apparaître aux yeux de l'univers comme l'agresseur...

A la vérité, un tel piège n'avait pas du tout été imaginé. Les documents étaient authentiques. Hitler, en janvier 1940, se préparait bel et bien à passer à l'offensive. Son plan dévoilé, il dut l'annuler. Mais l'hypothèse de la ruse de guerre n'était pas non plus déraisonnable.

Q. — *Est-il vraisemblable que le gouvernement Pierlot-Spaak ait pu rester aussi longtemps dans l'ignorance de toutes ces tractations menées dans son dos ?*

R. — Le plus extravagant, dans toute cette histoire, c'est que lorsque l'imminence d'une entrée des troupes franco-anglaises en Belgique se dilua — à cause de la réticence des Anglais —, le gouvernement belge en ignorait toujours le premier mot.

Spaak a raconté lui-même, d'un air embarrassé, comment il avait été mis dans l'obligation d'aller trouver le roi. L'ambassadeur de Belgique à Paris venait de l'appeler au téléphone pour lui faire part des plaintes dont le Premier ministre Daladier l'accablait : « Que se passe-t-il donc ? Que signifient ces vingt-quatre heures de retard ? Car nos divisions attendent dans la neige depuis vingt-quatre heures ! La Belgique nous laisse sans nouvelles ! »

Tombant des nues, ignorant le premier mot de cette affaire qui lui parut, aussitôt, insolite au plus haut point, Spaak se précipite — c'était la nuit déjà — au palais du roi. Il dit son étonnement. Il ne peut pas croire qu'une initiative d'une telle importance aurait été prise à l'insu du gouvernement responsable. Léopold III, avec sa duplicité coutumière, commence par ne rien avouer. Il bafouille. Pendant une demi-heure il nie. Finalement il lâche des bribes d'aveu : « Mais oui, j'ai dû le faire, c'était urgent ! »

Spaak, confus d'avoir pris le roi en flagrant délit de tromperie, dans un cas de la plus haute gravité, s'est respectueusement incliné, mais il est reparti méfiant et amer. Comment le gouvernement pourrait-il encore croire en son roi ? Quel tour nouveau celui-ci ne risquait-il pas de lui jouer ?

A connaître ces faits étranges, on comprend beaucoup de choses de la dispute qui opposa Spaak et Pierlot au roi Léopold III en mai 1940. En ces semaines où se jouait peut-être le sort de la Belgique, le Roi des Belges se tenait à distance de ses ministres, il travaillait en dehors d'eux, à leur insu, voire même contre eux.

Q. — *Après l'alerte, que fit le Roi des Belges ?*

R. — Après ce grand ébranlement de fin janvier 1940, Léopold III, une fois le silence revenu, rumine ses inquiétudes dans son palais.

D'un côté, les Allemands vont me tomber dessus, pense-t-il.

Lui, croyait fermement — et il avait raison — que le plan allemand d'invasion avait bel et bien été conçu, que Hitler avait vraiment voulu pénétrer en Belgique à la mi-janvier. Il était convaincu que ce n'était que partie remise : « Les Allemands, découverts, vont apporter des changements rapides à leur projet. N'importe quand, tout se déclenchera. »

De l'autre côté, les Alliés sont réticents, se répète le monarque : « Je ne peux pas compter sur eux. Les Alliés ont certainement une idée derrière la tête. Les Français, non. Là, ça va. Mais les Anglais, qui ont forcé la main aux Français lors de la déclaration de guerre, doivent avoir préparé des positions de repli, prévu un arrangement ou l'autre à proposer aux Allemands au cas où l'affaire tournerait mal. Je n'en sais rien, mais les réticences britanniques sont évidentes, lourdes de probabilités périlleuses ».

Le roi se sent pris en cisaille. Comment se dépêtrer ?

Ainsi Léopold III est arrivé à une conclusion qu'il est difficile, honnêtement, de lui reprocher : « Je vais essayer de m'en tirer avec un minimum de dégâts ! »

Q. — *Comment pouvait-il espérer se tirer d'une situation où ni d'un côté ni de l'autre il ne pouvait se fier aux grandes puissances qui, depuis 39, s'affrontaient ?*

R. — La conception d'un plan stratégique nouveau lui est venue à l'esprit. Elle est presque géniale. Elle n'avait qu'un défaut, c'est que Hitler l'avait conçu avant lui : c'était l'entrée des Allemands en France, par les Ardennes, par Sedan, frôlant ainsi simplement quelques plumes de l'aile sud de la Belgique.

Léopold III avait des dons de stratège. Quand il eut bien mûri son idée, il fit venir Henri de Man.

De Man avait été un ministre socialiste important. Il était alors le président tout-puissant du Parti socialiste, ayant lui-même conçu et imposé son « Plan », devenu le programme officiel du parti. De Man était un esprit curieux et confus. Il nageait assez souvent dans la nuit des théories. Mais il jouissait d'une étrange confiance personnelle du roi. Il en était le confident taiseux et mystérieux, le retrouvant même parfois à une heure du matin au bord de son

lit, pour reprendre une discussion. Il disposait de la clé du petit coffre secret du monarque, était à tu et à toi avec les femmes de chambre du palais.

Il était aussi, au plus haut point, l'intime de la vieille reine mère Elisabeth.

En 1940, elle en était au zénith de son admiration pour Henri de Man. Le fils, Léopold III, subissait au plus haut point, par ricochet, l'influence de ce favori astucieux, sarcastique, se moquant du qu'en-dira-t-on, qui tirait sur sa pipe par petits coups secs et ouvrait lui-même la porte de sa garçonnière.

Q. — *Et les Allemands dans cette affaire ?*

R. — De Man connaissait très bien l'Allemagne. Il connaissait parfaitement la langue allemande. Il écrivait même ses livres en allemand. Il avait été professeur à l'université de Francfort d'où il avait été violemment expulsé par les nazis. Il avait conservé d'eux, et des coups de bottes qu'il en avait reçus, un souvenir étonnamment favorable, aux relents plutôt masochistes.

Léopold III imagina de l'envoyer secrètement à Berlin.

Q. — *A Berlin ?*

R. — Ce que je vais vous expliquer à ce sujet, je l'ai fait connaître à diverses reprises. Jamais on ne l'a admis. On l'a même trouvé aberrant, extravagant, sous prétexte que de Man n'avait pas fait état dans ses notes de ce voyage secret en Allemagne. Comme si, à un moment pareil, de Man allait noter dans son agenda des négociations au plus haut point confidentielles, dont la guerre et la paix en Belgique dépendaient peut-être.

Ce qui rend certaines pour moi ces négociations, c'est qu'après la défaite de 1940, de Man me les a expliquées lui-même, en long et en large, d'homme à homme, sous mon propre toit. Quel intérêt aurait-il eu à me tromper ? De Man était un intellectuel absolument honnête, il ne pouvait ni exagérer, ni forcer la vérité. Et surtout, lorsque de Man me vida son sac, nous étions, tous les deux, à la veille de rencontrer Hitler à Brûly-de-Pesche, près d'Ivoir, le 26 octobre 1940, afin de créer un gouvernement commun, avec l'accord du Führer et de Léopold III. Il était donc essentiel que ne subsistât entre nous aucun secret au sujet de nos rapports antérieurs avec les Allemands. Hitler, nous rappelant la démarche de mars 1939 de De Man à Berlin, celui-ci eût été dans le plus grand embarras s'il me l'avait cachée avant la réunion.

Léopold III, me raconta de Man, l'avait envoyé dans la capitale du III[e] Reich afin d'exposer confidentiellement ses vues stratégiques aux autorités allemandes. Hitler ne pouvant ou ne voulant pas le recevoir, il avait obtenu une audience du ministre Goebbels à qui il avait transmis, de la part du roi Léopold III et à destination de Hitler, le conseil d'orienter son offensive de l'Ouest non vers le centre de la Belgique mais vers l'extrémité sud de la Belgique et de déboucher, de là, en territoire français.

Pour Léopold, l'intérêt d'une telle orientation de l'offensive du Reich était capitale : si l'armée allemande se ruait dans cette direction, il y aurait tout juste un petit coin, peu habité, de l'Ardenne belge qui se ferait écorner. Et puis tout de suite, la grande bagarre aurait lieu en territoire français. Ainsi la Belgique échapperait presque entièrement aux affres de la guerre.

Q. — *Pour autant que cela soit exact, que pensez-vous de ce plan ?*

R. — C'était ingénieux. Au nom de quoi pourrait-on reprocher à de Man et au roi une telle démarche ? La Belgique pouvait être envahie n'importe quand. Et les Anglais n'acceptaient même pas de garantir son intégrité. Léopold III devait défendre, même égoïstement, l'intérêt de son peuple, menacé de destruction. C'est ce sens de ses responsabilités qui a animé, certainement, le roi lorsqu'il a fait transmettre ce conseil au Führer, espérant ainsi limiter les dégâts dans le pays dont il avait la charge.

Conseil cynique ? Louis XI, Richelieu, de Gaulle même — le calculateur glacial — eussent-ils eu plus de scrupules ?

Comme l'offensive de Sedan en mai 1940 a consommé, en réalité, la défaite de la France — parce que la France était vaincue définitivement dès ce moment-là — on imagine le tintamarre scandalisé qui eût retenti si ce conseil de Léopold III à Hitler avait été connu à l'époque ! Moralement pourtant, vu que tout allait tout de même sauter, le strict souci national, en dehors de toutes les hypocrisies diplomatiques, pouvait parfaitement justifier cette ultime tentative de Léopold III. Quel chef d'Etat n'eût pas raisonné de la même manière ? Alors ?...

Léopold III, j'en ai reçu dernièrement le témoignage, poussa la ruse et la duplicité plus loin encore. Il s'employa à créer à l'avance des possibilités de contrebattre des révélations désagréables concernant les astuces berlinoises d'Henri de Man, accordant d'autres conseils, sous forme de confidence calculées, aux Français, cette fois-là, à Gamelin en particulier.

Q. — *Vous prêtez à Léopold III l'âme d'un vrai Machiavel ! Comment, d'après vous, se dédouanera-t-il vis-à-vis des Français ?*

R. — Il fallait que, loin de se douter que des orientations stratégiques redoutables venaient d'être proposées par Léopold III aux Allemands, le généralissime Gamelin crût, tout au contraire, que le Roi des Belges était, comme à l'octobre précédent, hanté par les intérêts de Paris.

Faisant donner à son information un caractère hautement secret, Léopold III, presque simultanément, prévint le haut état-major français que d'après des renseignements sûrs qu'il venait de recevoir, il était probable qu'Hitler, au lieu de pousser son offensive vers le centre de la Belgique, la lancerait vers Sedan et vers la Somme. Exactement la direction qu'il avait fait suggérer aux Allemands par de Man.

Gamelin, présomptueux, n'en crut pas un mot. Comme il l'avait prévu de longue date dans ses paperasses, il jeta donc malgré tout, le 10 mai 1940, avec un aveuglement incroyable, la totalité de ses troupes de l'Ouest dans l'espace belgo-hollandais, exactement dans le traquenard tendu par Hitler. Mais Léopold III pourrait toujours dire aux Français, si ça tournait mal : « Désolé, mais je vous avais prévenus ! »

Par contre, si Gamelin tenait compte du conseil royal, s'il retenait l'essentiel de ses troupes en France afin de recevoir le choc d'Hitler dans les Ardennes et sur la Somme, il y aurait encore moins de casse en Belgique, puisque le gros des Alliés n'y pénétrerait même pas. Le tour, le double tour, était donc à tous les points de vue remarquablement joué.

La Deuxième Guerre mondiale a ainsi révélé, après cinq siècles, un nouveau Louis XI : dans ses doubles conseils secrets à Hitler et à Gamelin, Léopold III avait été aussi roué que l'astucieux monarque français, le roi silencieux des duperies.

« Les Etats sont des monstres froids », dirait, après eux tous, le général de Gaulle, olympien, d'un ton traînard et sarcastique. Léopold III avait appliqué cette maxime, bien avant la lettre.

C'est dans ce climat qu'allait éclater l'offensive de mai 1940. Le Roi des Belges savait que personne n'avait cure de la survivance de son pays. L'idéal était donc que la guerre glissât sur le côté, tout au sud, le plus vite possible. Lui, il essayerait, sur le reste du territoire, de se tenir à carreau comme il le pourrait.

Q. — *Et comment jugez-vous tout cela ? Le premier devoir du Roi des Belges, coincé entre des puissances avides et redoutables, n'était-il pas de préserver son pays et son peuple ?*

R. — Il n'est question ni d'approuver, ni de désapprouver. Nul Etat ne fait de cadeaux.

A sa manière, il avait, finalement, fait montre d'une super-neutralité soigneusement calculée de longue date, assez perfide mais astucieuse, donnant par intérêt glacialement calculé une même dose d'amabilités et de conseils, théoriquement très avisés, à un clan comme à l'autre, à Hitler muet, tendu comme un renard à l'affût, de même qu'à Gamelin, pète-sec aveugle.

CHAPITRE XVII

LA MORT DE LA PAIX

Léopold III, les partis, le gouvernement — Régimes démocratiques et régimes forts — Les plans d'arrestations — Les policiers au travail — Le « Justicier » Janson — Les listes de militaires à incarcérer — Les Rexistes, par milliers, livrés aux prisons et aux massacres à l'étranger.

Q. — *Les institutions démocratiques belges, les contrôles institués par la Constitution, comment ont-ils fonctionné pendant les derniers moments de l'avant-guerre ?*

R. — Le gouvernement officiel de la Belgique avait été laissé à l'écart d'à peu près tout. Léopold III n'aimait pas les partis, il était écœuré par la comédie parlementaire, il l'avait même expliqué en termes vifs dans un discours officiel récent.

Son grand'oncle, le roi Léopold II, avant lui, n'avait pas été plus tendre. Il appelait le palais du Parlement : « la baraque d'en face ».

Les gouvernements démocratiques de l'avant-guerre avaient été lamentables. Entre le 5 janvier 1939 et le 5 janvier 1940, il n'y avait pas eu moins de sept tentatives ministérielles belges différentes, dégringolant de crises internes en remaniements ! Il y avait eu deux gouvernements Spaak dans ce court laps de temps, et cinq gouvernements Pierlot, plus deux autres tentatives de formation de gouvernements mort-nés.

Démocratie égale anarchie ! Et médiocrité. Seuls des ministres médiocres n'irritent pas la concurrence. Ce n'est d'ailleurs qu'en renonçant à leur gâchis démocratique que les Etats nés sous cette

étiquette ont pu échapper au désastre au cours de la Deuxième Guerre mondiale : Clemenceau et Lloyd George en 1917 et 1918, comme Churchill et de Gaulle après 1940, n'ont tiré leur pays d'un abîme imminent qu'en jetant la politicaille à la poubelle et en recourant à des formules autoritaires.

Q. — *Vous n'aimez décidément pas les institutions démocratiques ! Vous n'arrêtez pas de leur imputer les pires responsabilités !*

R. — Elles se flagellent toutes seules. En France, au début de 1940, le gouvernement de Daladier, un soiffard grognon, s'écroulait. Le gouvernement de Reynaud — petit intriguant vieilli, aux yeux bridés d'Annamite — ne parvenait à lui succéder que grâce à une majorité d'une seule voix, une voix truquée, affirma le président Herriot, lourd pachyderme sacré. Sans parler des soixante-dix députés communistes incarcérés en vrac par leurs collègues démocrates et qui, évidemment, s'ils avaient pu émettre un vote, se fussent tous prononcés contre Reynaud.

En Angleterre, Chamberlain, morose et mou, allait, le 10 mai 1940, le parapluie retourné par la bourrasque, se faire défénestrer par Churchill, implacable comme un Cromwell. Si Chamberlain était resté au pouvoir, selon les canons démocratiques, le Royaume Uni eût été liquidé dans le trimestre, comme le fut la France des petits copains parlementaires.

Les démocraties dévorent leurs enfants, à la manière d'Ugolin, pour leur conserver un père. Elles avalent leurs ministres par raviers entiers, comme d'autres avalent des cacahuètes. Les crises démocratiques y existent à l'état constant. On ne peut leur opposer de vaccin anti-tétanique. Aucun Pasteur, aucun Flemming n'en n'a inventé et n'en inventera jamais. Au moment où la guerre éclata, en mai 1940, le gouvernement français était, une fois de plus, démissionnaire depuis deux jours.

C'est avec ces régimes anarchiques que l'Europe occidentale imaginait pouvoir faire face à l'homme fort qu'était Hitler, soutenu à fond par le pays fort qu'était le Troisième Reich.

Q. — *Revenons à la Belgique ! Quel était son climat politique, à la veille du 10 mai 1940 ?*

R. — Le désordre démocratique, dans un pays comme la Belgique, avait atteint les fonds du marécage. Il n'y avait pas de plan gouvernemental pour assurer le ravitaillement de la population. Pas de

stocks préparés. Il n'y avait pas non plus de plan d'évacuation, ni de règlement sérieux visant au maintien de l'administration dans les régions qui pourraient être occupées.

Les politiciens des vieux partis étaient incapables de diriger leur pays. Ils vivaient dans le grabuge, en continuelle instabilité, imposant à l'Etat chambardement sur chambardement. Les ministres, souvent peu compétents, choisis selon des répartitions établies par les ficeliers des partis, étaient incapables de poursuivre une action de longue haleine. Ils avaient livré la nation entière à la pagaille.

Q. — *Et vous ? Quel rôle jouiez-vous, au sein de cette pagaille ?*

R. — La question tombe à pic.

Il n'y avait, en effet, qu'une chose qui avait été préparée par le régime, et à fond celle-là ! de façon diabolique ! C'était notre arrestation, à nous qui avions défendu loyalement, à travers tout, la neutralité belge, sans subterfuges, ni double jeu, ni faux-fuyants hypocrites, poussés par notre seule foi nationale.

Ce plan-là, oui, était prêt dans les cartons du gouvernement.

Jamais nous ne nous étions douté d'une abomination pareille. Pour défendre la neutralité, nous avions donné toutes nos forces, nos ressources jusqu'au dernier centime, bravant les pires menaces. Nous avions sacrifié l'avenir du Rexisme pour essayer, envers et contre tout, de sauver la paix, la paix de notre peuple et la paix de l'Europe, parce que cette guerre européenne était une aberration, non pas seulement une menace de ruine pour notre pays mais pour le Continent occidental tout entier. On a vu, depuis 1945, les résultats de cette empoignade folle.

Q. — *Ces attaques dont était alors l'objet le Rexisme, déjà assimilé au fascisme, ne vous avaient-elles pas alerté contre un péril possible, en cas de conflit avec l'Allemagne ?*

R. — A la veille des pires malheurs nationaux, une idée exclusive trottait en permanence dans la tête des politiciens : se venger de ces maudits Rexistes qui avaient mis leurs prébendes en danger, qui avaient traqué avec des balais de fer leurs protecteurs de la politico-finance, qui avaient voulu substituer à leur démocratie de corruption et de gâchis un Etat fort, ordonné, responsable, disposant de la durée pour gouverner, choisissant librement ses compétences. Nous avions aussi ouvert les yeux aux Belges sur de grands horizons européens, alors que les manipulateurs des partis ne

voyaient que les mottes de gazon de leurs petits poteaux frontières.

Pour ces incapables, ces fourbes et ces pourris du régime dit démocratique, l'irruption de la guerre fournirait l'occasion presque inespérée de faire sonner l'heure de la vengeance.

Le régime politicien belge allait ainsi faire emprisonner le 10 mai 1940 des milliers d'innocents. Des dizaines de nos camarades seraient massacrés en une demi-matinée à Abbeville, le 21 mai 1940. Le guet-apens fut tramé dans un mystère absolu. Dès que les premières bombes allemandes tombèrent sur l'Occident à l'aube du 10 mai 1940, des grappes de policiers s'abattirent de tous les côtés du territoire belge sur moi et sur des milliers de Rexistes. Ils nous tombaient dessus comme des gangsters, sachant tous parfaitement que nous étions des patriotes irréprochables. C'était le bas attentat, où un régime, au bout du discrédit, entendait bien nous noyer sous la honte et dans le sang.

Q. — *Dans quelles circonstances ces arrestions se produisirent-elles ?*

R. — Les derniers mois précédant la guerre avaient été consacrés par nos futurs bourreaux à préparer les listes sur lesquelles les noms de milliers de Belges étaient inscrits.

Le tortionnaire qui se distinguait le plus par sa cruauté mentale dans ces préparatifs criminels et à cause duquel périraient nos martyrs était un nommé Ganshof van der Mersch, arriviste forcené, installé quelques semaines plus tôt au poste d'auditeur général. Il était, familialement, l'intime d'un des potentats de la Franc-Maçonnerie de Belgique, le ministre Paul-Emile Janson, petit obèse sinistre, au crâne pointu et lisse comme une betterave, l'œil sec et dur comme une bille de cristal. Spaak, fils d'une sœur de ce Janson, était proche de ce van der Mersch, responsable des crimes politiques de 1940, responsable aussi des centaines d'assassinats judiciaires qui seraient commis officiellement lors de la répression de 1944 à 1946.

Q. — *Quand et comment les listes dont vous nous avez parlé, ont-elles été constituées ?*

R. — Dès le début de l'hiver 1939-1940, à l'insu de tout le monde, même du roi Léopold III, des listes d'incarcération de patriotes antibellicistes avaient été établies par ces tyranneaux démocratiques.

Des listes de militaires.

Heureusement, j'en avais été informé par un des agents du

Deuxième Bureau français. Celui-ci avait été mêlé à leur confection, puis, honteux et indigné de la sale besogne qu'on lui avait ordonné de faire, il était accouru me mettre au courant.

J'étais allé trouver le roi : « Comment ! lui avais-je dit, maintenant, à la veille peut-être d'un combat très dur, où toute la nation devrait lutter fraternellement, voilà qu'on est en train d'empoisonner l'armée, de préparer des milliers d'arrestations de vos meilleurs officiers et soldats, sous le prétexte qu'ils sont ou ont été rexistes ! »

Le roi, visiblement étonné par cette révélation, m'avait promis de faire annuler ces listes, et ce fut fait.

Q. — *Alors, pourquoi vous a-t-on arrêté ?*

R. — Jamais je ne m'étais imaginé que les comploteurs allaient se rattraper en faisant dresser des listes identiques contre nous, les civils.

Dès avril 1940, Janson, ministre de la Justice, et le Fouquier-Tinville Ganshof van der Mersch détenaient dans leurs cartons, impeccablement préparées, les listes assassines. Tout l'appareil d'Etat était en place pour le coup bas.

Le 10 mai 1940, au petit matin, le plan se déclencha presque automatiquement. Nous allions en quelques heures nous retrouver à des milliers dans les prisons du régime. Moi-même, tout député que je fusse, et protégé normalement par l'immunité parlementaire, j'avais été jeté aussitôt, au secret, dans un cachot, ligoté et gardé à vue jour et nuit, comme si vraiment, j'avais fourni la veille à Hitler la clef magique qui lui eût permis d'ouvrir à deux grands battants à ses panzers les portes de la Belgique !

Peu après, nous étions livrés au Deuxième Bureau français, et vingt et un de mes compagnons de malheur étaient assassinés de façon horrible par des bourreaux ivres qui ne savaient même pas comment s'appelaient leurs victimes, ni pourquoi on les leur avait amenées.

Ainsi, sous un monceau de cadavres, finissait le Rexisme de la paix.

Le Rexisme de la guerre allait en ressurgir.

CHAPITRE XVIII

LE DIX MAI 1940

Léopold III prend le thé au lieu d'aller au Parlement — Pagaille totale en Belgique — Prescience de Léopold III — Un gouvernement en décomposition — L'armée acculée à la Lys — Léopold III refuse de fuir — Les Anglais sauvés par lui — L'autre motif de Léopold III — Le sauve-qui-peut des ministres belges — Terrés dans un village perdu — « La Belgique vous vomit » — Les vivres coupés aux ministres belges réfugiés à Vichy — Les caleçons sales à la blanchisserie de Churchill.

Q. — *Comment la Belgique allait-elle affronter les premières heures de la guerre, le 10 mai 1940 ?*

R. — Le ministère belge du 10 mai 1940 était présidé par un vieux catholique buté et cafardeux, appelé Pierlot. Celui-ci avait raté sa vocation de fossoyeur. En tout cas, il en avait la tête. Il ne disposait, ce matin-là, en fait de gouvernement, que d'une vieille guimbarde administrative bancale et mal préparée.

L'armée occupait ses postes à la frontière, mais son moral était déjà ébranlé. Elle ne savait pas bien pourquoi elle allait se battre. Elle avait pour ministre un général bégayeur nommé Denis, égrottant, nettement inférieur techniquement à un sapeur-pompier retraité. Il était faiblard en tout, comme il se doit en démocratie où un général intelligent est automatiquement suspect.

Son rôle durant les hostilités ? il errerait pendant six semaines entre l'Escaut et la Garonne, impuissant, incapable de donner un ordre, toujours loin des troupes, anéanti par la pagaille, hagard à la fin, ballant comme un sac vidé. Il est mort depuis longtemps.

Nul ne s'est aperçu de la différence. Idem d'ailleurs pour Pierlot, son patron, dont les jeunes ne savent même plus s'il s'appelait Pierrot ou Pierre Lot.

Jamais ne partit des cadres supérieurs de l'armée belge une consigne qui reflétât la moindre lueur d'imagination. Comme Gamelin en France, comme Badoglio en Italie, et même comme certains généraux de la Wehrmacht, ces hauts militaires belges n'étaient que de vieilles badernes, entêtées, remâchant indéfiniment des plans d'opérations dépassés depuis vingt ans, stratégiquement et techniquement.

Q. — *D'après vous, les armées alliées manquaient alors de vrais chefs de guerre ?*

R. — Etre un chef de guerre ne signifie pas seulement avoir été un fort en maths de l'Ecole militaire. Au début, celui-ci peut n'être qu'un pion brillant. Avec le temps il risque de devenir un poids mort. Le vrai chef a un sens inné du commandement, rayonne d'imagination créatrice. Il a la soif de l'initiative, il devine, il ruse, il porte le coup imprévu. Il est un entraîneur d'hommes, il provoque le don, suscite l'enthousiasme, fait de la discipline un service allègrement consenti. Le vieux scrogneugneu d'état-major, engourdi par la vie de bureau, empâté par une intendance trop complaisante, le cerveau atrophié par l'inaction, paralyse le combat au lieu de l'animer, convertit les lions en moutons fatigués. La grande raclée occidentale de l'été 1940 fut la débâcle de ces employés galonnés, constellés et décatis, en Belgique comme ailleurs.

Q. — *L'armée belge a pourtant héroïquement résisté dix-huit jours, malgré les déficiences de son commandement, alors que la Hollande, à qui nul n'en a jamais fait grief, s'est effondrée après quatre jours !*

R. — En quelques heures, tout le système défensif belge allait se trouver absolument bouleversé. La Belgique avait compté sur son énorme forteresse d'Eben-Emael, la plus puissante fortification d'Europe, occupée par plusieurs milliers d'officiers et de soldats, protégée par des coupoles et des blindages capables, affirmait-on, de résister à n'importe quel tir et par une artillerie lourde réputée invincible. Quatre-vingt-quatre parachutistes allemands en eurent raison en quelques heures. L'imagination, l'astuce, le cran l'emportèrent presque instantanément sur des milliers de mètres cubes d'ouvrages savants. En une matinée, ce complexe qui avait coûté

des milliards de francs et des années de travaux fut anihilé. Plusieurs milliers de soldats belges furent fait prisonniers presque sans combattre. Le grand barrage belge était rompu. Huit Allemands en tout et pour tout étaient morts pour l'anéantir.

Avec la même rapidité le canal Albert fut dépassé. Lui aussi était considéré comme infranchissable. En cinq minutes, les premiers Allemands, supérieurement entraînés, l'avaient franchi !

Q. — *Les armées françaises se sont pourtant portées au secours de la Belgique et de la Hollande.*

R. — L'armée française a couru se jeter follement dans le piège que lui avait tendu Hitler. Gamelin, gonflé de vanité, à califourchon sur ses beaux et vénérables dossiers, un canon devant sa porte, avait déclaré dès la première heure, le 10 mai 1940 : « Hitler s'est lancé exactement là où nous l'attendions. » Sur ce, ignorant superbement les informations intéressées de Léopold III, il avait précipité à tombeau ouvert ses meilleures divisions vers la Belgique et vers la Hollande.

Juste à ce moment-là, déjouant les pronostics jupitériens du haut commandement français, Hitler, dans un silence extraordinaire, poussait ses troupes d'élite vers Sedan. Le deuxième jour, les Ardennes belges étaient entièrement franchies. Les troupes allemandes avaient déjà atteint Bouillon où le général Guderian s'embusqua avec ses chars, après avoir été sur le point d'être tué, à l'hôtel Panorama, par une hure de sanglier décrochée par une explosion. Le lendemain, ses panzers franchissaient la Meuse, Sedan était balayée, était dépassée. Tout était fichu dès cet instant-là pour les Alliés. La guerre ne fut pas perdue un mois après avoir débuté, elle le fut trois jour après avoir commencé.

Q. — *Pendant ces jours décisifs, quelle était l'action du gouvernement belge et du Chef de l'Etat ?*

R. — Le 10 mai 1940, le gouvernement belge, histoire de respecter les rites démocratiques, avait d'abord assisté, en grand tralala, à une séance à la Chambre des députés. Spaak était monté à la tribune, redondant. Il raconterait par la suite qu'il avait fait sur les parlementaires « plus d'effet que vingt divisions motorisées », en leur citant la prétendue riposte cinglante qu'il avait lancée à la face de l'ambassadeur d'Allemagne venu, à l'aube, lui présenter la déclaration de guerre du III[e] Reich. Avant que l'ambassadeur ennemi n'ait lu une ligne de son message, Spaak — du moins le prétendait-

il — lui avait coupé la parole par un énergique : « Moi d'abord. »

Le Parlement avait acclamé avec énergie le fier vainqueur verbal. Or c'était pure vantardise. Comme Ganshof son beau-frère l'a déclaré par la suite, Spaak n'avait rien affirmé de pareil ; il avait dit, sans plus, à l'ambassadeur du Reich : « Nous sommes de vieux amis, épargnons-nous cette formalité pénible », et il avait tendu le texte de sa réponse en échange de la déclaration de guerre de l'autre ! Juste un chassé-croisé de deux papiers ! C'était tout. Le mot historique, Spaak l'avait inventé pour épater ses copains politiciens et gonfler son image de marque !

Q. — *Et Léopold III ?*

R. — Léopold III n'avait guère été plus brillant. Il n'avait même pas daigné assister à la séance pétaradante du Parlement belge.

Albert Ier en 1914 était arrivé à cheval à la Chambre des députés, faisant sur tous une impression du genre épique.

Mais de Léopold III, à cheval, à pied ou en trottinette, pas question ! Le Premier ministre Pierlot expliqua gravement, pour l'excuser, qu'il était parti se mettre à la tête de son armée. Autre fanfaronnade pseudo-historique ! Ce départ, c'était vrai, et ce n'était pas vrai, comme toutes les affaires de Léopold III ont toujours été vraies et pas vraies. Il était parti, oui, le matin du 10 mai, à son G.Q.G. de Breendonck, entre Bruxelles et Anvers, y avait passé un moment de la matinée, y avait déjeuné tôt, mais à l'heure où se tenait la grande assemblée du Parlement belge, il était à Bruxelles à cinq minutes à peine du Parlement ! Il aurait donc pu parfaitement s'y rendre.

Détail bien précis : il prenait le thé chez sa mère, la vieille et toujours gaillarde amie de l'ex-ministre de Man. Ainsi, déjà, ce premier jour, l'attitude de Léopold III avait été équivoque.

Sa place était, évidemment, au Parlement, aréopage officiel de la démocratie pour ceux qui y croient. Et un roi constitutionnel devait croire à l'éminence de cette écurie de canassons inutiles.

Une telle absence eût été compréhensible et même louable au cas où Léopold eût manqué la séance officielle du Parlement pour galvaniser son armée, depuis le fort de Breedonck, ou, ce qui eût été encore beaucoup mieux, sur le front d'Eben-Emael ou du canal Albert. Mais s'absenter d'une telle cérémonie pour prendre le thé, bien à l'aise, chez sa vieille maman, c'était peu glorieux, impertinent même vis-à-vis d'un Parlement qui l'attendait, étouffant d'émotion patriotique.

La tirade lyrique sur la soi-disant présence du souverain à la tête de son armée, alors qu'il dégustait les petits fours maternels, révélait un net mépris, un évident manque de respect pour les sacro-saintes institutions démocratiques. Et pour les millions de francs de liste civile que le Parlement lui votait chaque année !

Q. — *Que s'est-il passé ensuite ?*

R. — En trois jours, du 10 au 12 mai 1940, toute la Belgique a pris les routes et a décampé. Les premiers de tous à déguerpir, la queue au sol, avaient été les directeurs des grands journaux, ceux-là qui, la veille encore, poussaient intrépidement à la guerre. Ils s'étaient retrouvés éparpillés sur les routes de France, en quelques heures, déclenchant la panique générale.

Le gouvernement belge n'avait rien prévu. Il n'y avait pas d'itinéraires établis pour les fuyards. Il n'y avait pas de centres d'accueil préparés. Il n'y avait pas de directions réservées. Un million et demi de personnes se lançaient, éperdues, dans toutes les directions : la direction du littoral belge, la direction de la France, partout où elles imaginaient trouver un moyen d'échapper au danger.

Les hordes les plus invraisemblables bloquaient toutes les voies de communications : des religieuses récitant des chapelets haletants, des fous aux gesticulations grotesques, des pompiers souvent avinés, fuyant avec leurs cloches de cuivre et leurs échelles, des ordonnateurs de pompes funèbres avec leurs corbillards, les bureaux des syndicats, fine fleur de la démocratie, emportant la caisse de leurs administrés, laissés sans un sou dans leurs corons.

La responsabilité de cette panique immense était due avant tout au gouvernement qui avait ordonné, dans l'incohérence absolue, d'innombrables départs de services administratifs et affolé la population avec les récits d'atrocités, prétendûment perpétrées par les Allemands. Dans le style des milliers de mains coupées aux enfants belges en 1914.

Q. — *On a beaucoup incriminé l'action d'une cinquième colonne et il semble certain qu'elle a bel et bien existé !*

R. — Chacun, en s'enfuyant, se défiait de son voisin. Partout on reniflait du « Boche ». Chaque religieuse cachait un bandit nazi sous ses jupes. On les retroussait sur le bord de la route. L'anarchie fut vite totale. Au point de vue militaire, elle allait contribuer considérablement au désastre : impossible de faire évoluer des troupes parmi des millions de gens qui s'enfuyaient, s'entassaient, s'emmêlaient, bouchaient tous les accès.

Q. — *Le gouvernement belge agissait-il en plein accord avec le roi ?*

R. — Pierlot, premier ministre, frigide comme un bloc de quartz, Spaak, ministre des Affaires étrangères, tout suif coulant, et le général Denis, ministre gaga de la Défense nationale, se sentant de plus en plus tenus à l'écart par le roi Léopold III, décidèrent de se rendre au G.Q.G. de Breedonck le 15 mai 1940 au matin. Là, ils se trouvèrent, dirent-ils, « dans une atmosphère de défaitisme incroyable ». Défaitisme qui était assez compréhensible. Les lignes françaises avaient été rompues puis franchies à Sedan. Tout était par terre. Les Allemands avaient sauté, comme à l'exercice, au-delà de l'obstacle imposant qu'est la Meuse, non seulement en territoire français mais aussi plus au nord, en territoire belge, à Dinant, où le franchissement du fleuve, à peine défendu par les troupes de Gamelin, avait été réalisé en un tournemain.

Toute la plaine française était dès lors submergée. Les chars de Guderian couraient droit devant eux vers la Manche. Léopold III qui avait deviné avant tout le monde le plan allemand, alors en pleine réalisation, et qui croyait même, peut-être, l'avoir inspiré, montra à Spaak sur la carte un trait allant de la Meuse à la Mer du Nord. Il plaqua son doigt sur Abbeville : « Dans huit jours, ils seront là ! »

Spaak, écrasé, n'en revenait pas. Le pronostic lui parut « d'une perspicacité que je qualifierai presque de géniale ». Mais il ne voulait pas croire à ce rush hitlérien. Il avait même été scandalisé en entendant le roi l'annoncer. Pour lui, Hitler allait être ramené dans la huitaine, baïonnette dans les reins, jusqu'à Berchtesgaden. Léopold avait pour mission de s'y employer.

Q. — *Comment a réagi le roi devant cette démarche de ses principaux ministres ?*

R. — Devant l'insistance de Spaak, le roi, le front plissé, la moue grognonne, s'était tu. Il ne prévoyait que trop bien ce qui, inéluctablement, allait se passer. Cette opération de Sedan, il l'avait imaginée avant Spaak, et avant beaucoup d'autres, puisque personnellement, il l'avait conçue dans son cerveau depuis des mois !

L'armée française croyait, elle, se trompant de nouveau du tout au tout, que Hitler vainqueur à Sedan foncerait sur Paris. On jetait en hâte des centaines de ballots de documents diplomatiques dans la cour du ministère des Affaires étrangères, pour les brûler immédiatement. Pourquoi ? Ils étaient donc si compromettants ? Que

contenaient-ils de si louche qu'il fallût les détruire à une telle vitesse ? Que pensent de ces incinérations les historiens, à l'affût de tout « document », à condition qu'il soit allemand ?

On préparait dans la même hâte l'évacuation du Gouvernement. Les Chambres elles-mêmes en étaient informées. On donnait vingt-quatre heures avant qu'Hitler ne surgisse à la porte de Pantin ! Cependant que celui-ci, en stratège parfait, dévalait le long de la Somme, courait sur Calais, encerclant les meilleures troupes de l'armée française, sottement aventurées vers le nord.

Q. — *Léopold III a pourtant animé la résistance désespérée de l'armée belge en retraite. Et celle-ci n'a cédé le terrain que pied à pied, en se battant héroïquement.*

R. — Pas si vite. Dix-huit jours dura la campagne de Belgique, du 10 au 28 mai 1940. Le reflux logique, méthodique de Léopold III, s'était opéré depuis le canal Albert, lentement, en direction de Bruges et de la mer. Le chef de l'armée belge évitait le combat chaque fois qu'il le pouvait. C'était son principe : le moins de casse possible. Chaque fois que le combat allait avoir lieu, il s'en tenait à des escarmouches d'arrière-garde, faisant prudemment reculer le gros de ses troupes.

Pour finir, le 25 mai 1940, il s'est trouvé acculé à la Lys. Depuis quatre jours déjà les tankistes de Rommel avaient pris, triomphants, leur premier bain à la mer du Nord, à l'embouchure de la Somme. Une contre-attaque de Weygand, mal préparée, était demeurée sans effet, surtout à cause de la passivité des Anglais, préoccupés avant tout de retirer leur épingle du jeu, ou, dit plus crûment, de détaler vers Dunkerque et Douvres.

La France était définitivement coupée en deux. Tout franchissement du barrage était devenu irréalisable. Plus jamais les troupes belges n'auraient le moyen de rejoindre les Alliés. Les Anglais, déjà, étaient, depuis plusieurs jours, malgré les ordres formels de Weygand, en plein repli vers le littoral.

Q. — *Où était à ce moment le gouvernement belge ?*

R. — Le gouvernement belge, dépassé par les événements, avait perdu les pédales. Il avait dès la première semaine abandonné son administration. Il n'avait plus aucun contact avec ses services ministériels en pleine dérive. Il ne disposait même pas d'un appareil de téléphone de campagne ou de télégraphe. Il n'avait pas d'estafettes. Il ne savait même plus vers où s'étaient éparpillés un certain nom-

bre de ses ministres. L'un d'eux, le nommé Antoine Delfosse, errait à pied près de la frontière française, poussant ses dossiers dans une voiturette d'enfant, en bras de chemise, les lunettes embuées par la sueur, poussiéreux comme un clochard. Il offrirait ensuite au roi de contresigner l'arrêté révoquant ses collègues !

Les trois derniers mousquetaires du gouvernement belge, Pierlot, Spaak, Denis, épouvantés, rompus de fatigue, essaient alors, le 25 mai 1940, au château de Wynendaele, de décider Léopold III — qui ne les avait même pas invités à s'asseoir — à participer à leur fuite vers l'étranger. Le roi déclare qu'il luttera jusqu'à la dernière minute. Il laisse entendre aussi que l'effondrement est proche mais qu'il restera, quoi qu'il se passe, solidaire de son armée.

Q. — *Résister, à ce moment-là, signifiait-il encore quelque chose ?*

R. — Il ne faut pas oublier un point capital : si Léopold avait pris ses jambes à son cou, comme le firent, le feu au croupion, tous ses valeureux ministres, si, comme ceux-ci l'en suppliaient, il avait laissé l'armée belge en plan le 25 mai 1940, jamais les Anglais ne seraient parvenus à réembarquer à Dunkerque. Ceux-ci ont pu, grâce à lui, disposer d'un volant supplémentaire de plus de soixante-dix heures. Si Léopold III, le 25 mai, avait détalé, abandonnant ses troupes, celles-ci eussent évidemment capitulé presque aussitôt après son lâchez tout. Le jour même, les Allemands, passant par-dessus l'armée belge prisonnière, eussent rejoint les panzers de Guderian remontant de Calais et eussent refermé la tenaille sur les Anglais ! En une demi-journée c'eût été fait. Trois cent mille Anglais eussent été capturés dans les filets d'Hitler.

Q. — *Vous approuvez donc la conduite de Léopold III ?*

R. — Bien sûr ! Je dis : le Léopold III de ce 28 mai 1940. Ce qu'il fit après, c'est autre chose. Mais en mai 1940 son rôle fut essentiel pour le salut des Alliés.

On a accablé d'outrages ce malheureux. Pourtant il est certain qu'à ce moment-là il a permis, il a couvert, il a assuré la fuite de l'armée britannique. Ses trois jours d'ultime résistance, du 25 au 28 mai 1940, ont été d'une importance décisive. Ce combat désespéré de Léopold III, spécialement meurtrier pour l'armée belge, ne servait plus qu'aux seuls Français et Anglais. Ceux-ci ont pu se masser à Dunkerque uniquement parce que les trois

longs et sanglants jours et nuits durant lesquels Léopold III maintint au combat son armée ont couvert leur repli et leur panique. A Dunkerque, il manque un monument, un monument de reconnaissance à Léopold III, sans lequel le réembarquement des Alliés n'eût même pas été possible.

Q. — *Cette fidélité à son armée et à ses alliés est-elle le seul motif qui, à ce moment-là, a inspiré les décisions de Léopold III ?*

R. — Non. Je crois que non. Il faut être sincère ; il y eut aussi un autre motif, personnel, politique, qui interdisait au Roi des Belges de suivre ses trois derniers ministres dans leur sauve-qui-peut à l'étranger.

Quel motif ? Par ses conseils de rupture à Sedan, transmis à Berlin par son factotum Henri de Man, Léopold III s'était compromis, de bonne foi sans aucun doute, du côté allemand. Il avait fait proposer à Hitler, dans l'espoir de limiter les malheurs de son pays, d'effectuer la percée de ses chars le long de sa frontière sud. Cette percée venait de consommer la défaite de la France. S'il s'était réfugié à Londres ou à Paris, il était à prévoir que, le lendemain, Goebbels dévoilerait sur toutes les ondes la proposition royale, enfonçant ainsi le souverain, lui rendant la vie impossible en Grande-Bretagne et surtout en France.

Léopold III est resté en Belgique probablement à cause de cela aussi. Peut-être même s'est-il dit — mais là il se trompait — qu'Hitler lui tiendrait compte du fait qu'il l'avait utilement orienté. Malheureusement pour Léopold III, un tel raisonnement était utopique. Hitler avait échafaudé personnellement son plan d'offensive Sedan-Abbeville huit mois plus tôt, bien avant qu'Henri de Man ne lui fît transmettre par Goebbels les suggestions du monarque belge.

Q. — *Mais l'offensive sur Sedan n'était-elle pas prévue par le plan Manstein ?*

R. — Absolument pas. Hitler avait conçu ce plan des mois même avant de prendre connaissance du projet intelligemment élaboré par le général Von Manstein, le meilleur cerveau de la Wehrmacht. Von Rundstedt, en effet, s'était refusé à transmettre au Führer les propositions de son subordonné ; il avait même privé celui-ci de son commandement au front. Manstein, déboulonné, avait échoué à Dresde, à un poste de l'arrière. Hitler n'avait rencontré

le limogé qu'en mars 1940, à la Chancellerie, à l'occasion d'une visite protocolaire, alors que son plan à lui était fin prêt depuis plusieurs mois. Manstein l'avait intéressé, lui avait expliqué comment, à ses yeux, une offensive blindée vers Sedan pouvait être conçue, ce qui avait confirmé Hitler dans ses décisions.

On accorde vollontiers à Manstein la victoire de mai 1940, n'imaginant pas que Hitler eût pu bâtir, le premier, le plan génial qui assura celle-ci. C'est ainsi pourtant. Hitler, l'Histoire le dira, fut le plus extraordinaire stratège du siècle, en Pologne, en Norvège, dans les Balkans, devant Moscou. Sedan, ce n'est pas Manstein, c'est lui ! dussent les pompeux théoriciens militaires — qui se sont si souvent gourés — en faire explosion, ou étouffer. « Hitler, génie militaire », sera le titre d'un de mes prochains livres.

Q. — *Une fois l'armée belge prisonnière et le roi Léopold III sous garde allemande au palais de Laeken, le gouvernement belge subsistera encore pendant quelques semaines en France. Que pensez-vous de son action, pendant cette période ?*

R. — Alors que la capitulation de l'armée belge s'accomplissait, le gouvernement Pierlot-Spaak en plein désarroi, obéissant aux injonctions presque méprisantes du président français Reynaud, s'humiliait lamentablement à Paris, à la radio, puis devant le monument du roi Albert Ier.

Quelques jours plus tard, à Limoges, ministres, députés, sénateurs belges tiendraient une séance parlementaire qui releva d'une séance de cirque. Ils bafouèrent leur roi. Alors qu'ils ne constituaient plus qu'une minorité du Parlement, d'un Parlement en vadrouille, complètement discrédité, ils furent même sur le point de proclamer la République ! Peu après, nouvelle débandade de tous ces fiers-à-bras, vers Poitiers, Cahors, Bordeaux et, quand la France capitulera, fuite du gouvernement à Sauveterre, presque aux Pyrénées.

Sauveterre ! Sauve qui peut ! Voilà le gouvernement d'un pays qui avait tout de même une certaine importance en Europe, recroquevillé dans ce petit patelin de Sauveterre où vivotaient quelques centaines d'habitants, où il n'existait qu'un téléphone, et encore à manivelle, dans l'unique bistrot du coin !

Q. — *Quelles initiatives ont prises les ministres belges dans cette bourgade ?*

R. — Ils s'éparpillent à la cantonade, dans les fermes des environs. Ils parlotent. Ils jouent au billard à l'étage du seul cabaret.

Ils disposent encore, pourtant, en France, de quelque cent mille hommes de troupes et de très important services militaires de transmissions. Et ils vont se révéler incapables d'établir, dans ce siège lilliputien de leur gouvernement, le moindre réseau de communications ! Pas même un poste de radio ! Pas même un petit central téléphonique ! Ce gouvernement belge en débâcle est resté là, terré pendant plusieurs semaines, sans avoir de contacts ni avec la Belgique ni avec les soldats belges éparpillés en France, ni avec les dizaines de milliers de jeunes « requis » traînant au hasard de la fuite, complètement abandonnés, ni avec le million et demi de réfugiés belges de France, privés de toute directive.

Ce gouvernement belge de Sauveterre, aboulique, ayant renoncé à toute initiative, et même à toute action, était véritablement le gouvernement de la déchéance, de l'anéantissement.

Q. — *Ce gouvernement belge s'est-il par la suite justifié de son inertie ?*

R. — Je ne voudrais pas être cruel. Spaak a fait des descriptions presque drôles de leur situation à cette époque, passant du mesquin au grotesque.

Le clou fut la visite du délégué général de la Croix-Rouge belge, qui les découvrit en haut de l'escalier de leur bistrot, la canne de billard au poing, et qui leur répondit lorsqu'ils lui demandèrent ce qu'on pensait d'eux en Belgique : « Messieurs, on vous vomit. »

Ensuite, c'est un hôtel de Vichy, où ils ont échoué quelques semaines plus tard. Spaak, pendant les réunions — il l'a lui-même raconté à la radio belge — restait couché face au mur, étendu sur un canapé, sans même plus s'intéresser en rien aux débats. Pour eux, ministres belges, c'était terminé. Ils avaient essayé de toutes les façons de capituler devant les Allemands ; ils leur avaient proposé l'armistice, ils leur avaient même offert la paix ! Ils s'étaient jetés aux pieds du roi Léopold, avaient rampé dans la direction de Hitler. Tout le monde les avait repoussés.

Ils se rendaient compte enfin qu'ils avaient dégringolé au fond de l'abîme. Le gouvernement français les traitait avec une mauvaise humeur qui croissait de semaine en semaine. Il venait de leur annoncer qu'il n'accepterait plus désormais les chèques qu'ils

tiraient encore avec une extraordinaire indécence sur le Trésor belge.

Cet avertissement-là fut-il décisif. Plus de sous ? Alors, que deviendraient-ils ? C'est au moment de cette dèche accablante qu'enfin leur parurent intéressants les appels du pied de Churchill qui, dans l'eau jusqu'en haut de la culotte, eût repêché des ministres alliés jusque dans les poubelles, pour sauver les dernières apparences européennes de sa résistance.

Enfin, en Angleterre au moins, on payerait les chèques ! Et même on en allongerait !

Churchill, certes, méprisait ces fuyards. « Le misérable gouvernement belge », lui télégraphiait l'ambassadeur anglais à Madrid, chargé de prendre livraison du colis vichyssois.

Mais en ces mois-là, Churchill eût accepté avec joie un cabillaud mort comme pseudo-premier ministre de Belgique.

C'est ainsi que trois ministres belges passèrent en août 1940 au comptoir britannique. Ces caleçons souillés, après quatre ans de nettoyage à la blanchisserie anglaise, réapparaîtraient en Belgique comme des étendards immaculés, en septembre 1944.

Spaak serait nommé Sir, et Pierlot comte.

Une fois de plus, c'est au fond des cloaques malodorants de l'Histoire que la Démocratie récupérait ses grands hommes.

CHAPITRE XIX

DEGRELLE DANS SES PRISONS

Livrés par milliers à l'étranger — La « gestapo » française de Lille — Condamné à mort pour une Bible — L'effroyable massacre d'Abbeville, le 21 mai 1940 — Les funérailles de Degrelle à Bruxelles — Le mort qui n'est pas mort — Vingt prisons successives — Tortures nocturnes — Avec les Bagnards à l'île de Ré — De cachot en cachot après l'armistice — Le gouvernement belge devient degrellien — Degrelle enlevé — Autre incarcération au camp du Vernet — La soupe dans les savates — Enfin libre.

Q. — *Mais vous-même, alors que le gouvernement belge vivait ces aventures, qu'étiez-vous devenu ?*

R. — Qu'étais-je devenu ? Flanqué dans une cellule du palais de justice de Bruxelles dès la première heure de la guerre, puis incarcéré à la prison de Saint-Gilles, mis au secret, transporté deux jours plus tard à la prison de Bruges, ensuite livré à la police francaise, où avais-je bien pu aboutir ?

Mort, on m'a cru longtemps mort. L'auditeur général Ganshof van der Mersch, le haineux factotum du ministre franc-maçon Janson, après nous avoir fait rafler par troupeaux à travers toute la Belgique, avait commis l'ignominie de nous livrer à la police d'un pays étranger. Des trains entiers de malheureux, entassés comme des forçats, avaient été emmenés jusqu'au bout de la France. On les avait affamés, laissés sans boisson pendant des dizaines d'heures. Un vieillard comme le docteur Borms, l'ancien chef nationaliste flamand, était, à chaque arrêt dans les gares, arraché de

son fourgon par des meutes de militaires. On l'obligeait à s'agenouiller, on le faisait asperger d'urine par des Sénégalais. Des prisonniers devenus fous avaient été abattus.

Nous, les incarcérés de la prison de Bruxelles, puis de la prison de Bruges, nous avions été livrés, à Dunkerque, à des énergumènes de la plus basse police. J'avais été maltraité de façon horrible, on avait voulu me couper les organes sexuels, on m'avait conduit les yeux bandés à un poteau, on m'avait tiré par-dessus la tête pour me terroriser. Et puis on m'avait conduit à Lille.

Q. — *Pourquoi, à Lille ?*

R. — Là, régnait, rue de Solférino, une épouvantable « gestapo ». On parle souvent de gestapo, mais celle-ci existait ailleurs qu'en Allemagne en 1940, elle existait en France ! Je suis désolé de faire de la peine à mes amis français, mais c'est ainsi : nous avons été traités par des bourreaux abominables. Nous étions là des dizaines d'hommes et de femmes, enchaînés, certains complètement nus, à nous faire tabasser, torturer jour et nuit. A la fin, j'ai été conduit au Conseil de Guerre à Lille. J'ai assisté là à des interrogatoires d'une bouffonnerie sans nom. On m'avait confisqué mon missel dans lequel j'étais en train de lire l'Office des morts pour les premières victimes de la guerre au moment même où on m'avait coffré dans mon jardin de Bruxelles. Un missel, pour le juge d'instruction militaire, c'était la Bible ! La Bible, c'était la preuve que j'étais protestant ! Protestant, j'étais obligatoirement un nazi ! En trois minutes, mon compte avait été réglé !

Les Allemands approchaient. Les policiers nous ont alors chargés, boulets de fonte aux pieds, bras serrés dans des barres de fer, dans des camions cellulaires, en direction d'Abbeville.

Là, encore une fois, que mes amis français ne s'énervent pas. Ce qui compte avant tout, dans un récit comme le mien, c'est de respecter la vérité, même si elle déplaît. Quand en France on accuse d'autres pays de crimes de guerre, il faut avoir la loyauté de ne pas nier systématiquement — et, s'il y a lieu, de condamner — les crimes qui auraient pu être commis chez soi. Notre cas — loin de là — ne fut pas unique en 1940.

A Abbeville, un certain nombre de militaires français, largement avinés, mais qui n'étaient pas en pagaille cependant, obéissant à un capitaine, se sont emparés, sans mandat aucun, de tous les pauvres diables qui m'accompagnaient. Ils les ont assassinés, à vingt et un, massacrés avec une barbarie horrible (1) ! Il y avait parmi nous un pauvre petit moine allemand, qui avait vécu jusqu'alors dans un monastère de Bruges et y avait été raflé sans explications. Il maintenait contre sa joue son œil énucléé, parce que à tous on nous avait écrasé les deux yeux à coups de poings terribles dès notre arrivée en France. Son œil lui avait sauté de l'orbite. Pauvre moinillon qui croyait encore qu'on pourrait le lui remettre en place, qui le retenait, gluant, contre sa joue, depuis trois jours ! Nous avions aussi parmi nous Joris van Severen, une des personnalités les plus en vue de la Flandre. Mais ceux qui allaient l'assassiner ne savaient même pas qui il était. Le seul qui était connu, c'était moi.

Ces pauvres gens ont été saisis par ces militaires, tués à la baïonnette, comme cette vieille grand-mère, sa fille et sa petite-fille, mêlées à notre convoi et qui eurent le corps crevé de dizaines de coups avant de succomber.

Q. — *Ne vous a-t-on pas cru mort, vous aussi, dans ce massacre ?*

R. — Sur le camion cellulaire abandonné qui nous avait conduits jusqu'à Abbeville, la liste des prisonniers était restée placardée avec mon nom en tête. Quand les forces blindées de Guderian et de Rommel sont arrivées et qu'elles ont vu ce paquet de morts pourrissant au soleil, certains ont cru me reconnaître et ont pris des photos de ce cadavre tuméfié de Degrelle. Quelques heures plus tard, ma mort était annoncée partout. Le *Volkisher Beobachter* publia un article évoquant ma courte vie politique et ma mort cruelle, ainsi que la photo de mon cadavre présumé. Une émission d'une demi-heure de la radio allemande narra mon trépas. Dans toute la Belgique, des gros titres annoncèrent la nouvelle dans les journaux. Une messe solennelle fut célébrée à Bruxelles pour le repos de mon âme. On y traîna mes pauvres parents. C'était terminé. Mon cas était liquidé. Il n'y avait plus de Degrelle.

Q. — *Pourquoi ne vous a-t-on pas abattu avec vos vingt et un compagnons d'infortune ?*

R. — A plusieurs reprises de ma vie on a annoncé que j'étais mort. Chaque fois en vain. Au point que je finirai par croire que je ne mourrai jamais, ce qui évidemment serait une solution

(1) Léon Degrelle a raconté en détail cette tragédie dans son livre, *La Guerre en prison*, Editions Ignis, Bruxelles, 1942). Le nom du capitaine responsable de cette tuerie collective a été donné à une rue d'Abbeville, après la Deuxième Guerre mondiale.

excellente. Mais, à la fin de mai 1940, que cela plût ou non, je vivais encore. Pour un motif bien simple. La police militaire française me croyait au courant de tous les secrets de Hitler. A force d'être rossé, je finirais bien par avouer quels étaient les plans de l'épouvantable Führer. Pour me les faire révéler, mes bourreaux entendaient me maintenir en vie, alors que mes compagnons de torture se faisaient, eux, exterminer tous abominablement.

Au lieu de m'abattre à Abbeville, on m'avait donc chargé dans un autre camion, en route vers la prison de Rouen. Le transfert avait été affreux. Nous étions à chaque moment bloqués dans l'immense ruban de la déroute. La lourde voiture grillagée se voyait entourée par des meutes de gens hurlant : « Des parachutistes ! des espions ! » Des Sénégalais essayaient de se pousser par la vitre du chauffeur, serpette à la main, afin de me décapiter.

Après vingt heures d'un tel voyage, me voilà débarquant, toujours enchaîné, à la prison de Rouen. Même là on refusa, dans une énorme rigolade, de libérer mes bras enserrés dans les barres de fer, afin de m'empêcher d'uriner. « Pisse ! pisse donc ! » s'esclaffaient les gardiens !

De Rouen, le soir même, on me catapultait à la prison d'Evreux. D'Evreux je passais à la prison de Lisieux, où, plus que n'importe où ailleurs, j'ai été atrocement maltraité.

Là, chaque nuit, c'était le passage à tabac, effroyable. Il fallait voir comment on traitait les prisonniers allemands, assommés les uns après les autres ! Et même comment les soldats français, dispersés au cours de la retraite, rattrapés par la gendarmerie, étaient déshabillés et rossés ! Quant à moi, pendant trois jours j'ai été torturé de façon inimaginable. On m'a cassé dix dents. On me faisait boire l'urine des gardiens. Aucune nourriture évidemment. De là, on me charria vers la Loire. C'était Nantes. C'était Angers. C'était Tours. De Tours, quand les soldats allemands approchaient, on me flanqua in extremis dans un wagon d'un train de bagnards.

C'étaient des bagnards de Poissy, la super-élite du crime en France, qu'on conduisait à l'île de Ré. Jeté comme un ballot, j'atterris dans un fourgon au milieu de quarante de ces forçats vêtus de bure. L'un d'eux me crie émerveillé : « Toi, j'te connais, j'tai vu dans *L'Illustration* ! » Comme eux j'avais eu ma photo dans les gazettes. On était donc plus ou moins des collègues.

Dans ce train de plus de trois cents bagnards, se trouvaient, entre autres, les députés communistes français incarcérés depuis 1939, eux aussi vêtus d'étoffe grossière comme leurs compagnons de chaînes, assassins et voleurs de grand renom. La compagnie de ces militants moscoutaires était intéressante. Certains étaient

cultivés, beaucoup étaient gentils, avaient du cœur. Avec eux, et avec les trois cents condamnés de droit commun, nous nous sommes tapé cinquante heures de voyage en fourgons à bestiaux jusqu'à La Rochelle puis, à fond de cale d'un ponton, jusqu'au pénitencier de l'île de Ré, prison presque sous-marine, relais habituel des bagnards en partance vers la Guyane.

Nous étions attachés à dix à la fois, par les pieds, à une grosse barre de fer qui courait le long de cinq ou six mètres d'un bat-flanc commun, dans des cellules étroites, éclairées à peine par une petite lucarne grillagée, inaccessible, tout près du plafond. Seul ornement les lieux : un gros tonneau rempli d'excréments qu'on ne pouvait atteindre qu'en se rabattant vers lui tous les dix, rivés à la même barre de fer. C'est ainsi seulement qu'on parvenait à se percher sur ce trône de gloire.

Q. — *Vous êtes resté longtemps à l'île de Ré ?*

R. — Les Allemands approchant de Saint-Martin de Ré le surlendemain, je me crus au bout de mes malheurs. Le directeur de la prison m'avait déjà remis ma médaille de député. Il m'appelait « Monsieur », au lieu de « gueule de vache ». C'était bon signe.

Puis tout culbuta ; la police parvint encore, à trois heures du matin, à dénicher un canot, me jeta dedans, me débarqua sur la côte de Guyenne après deux heures de navigation sous les immenses masses de fumée des dépôts de pétrole en feu. On me repassa, au bord de la plage, à des gendarmes qui me conduisirent en camion à Bordeaux, à la forteresse du Hâ.

Les Allemands une fois de plus approchaient. A la nuit, autre transfert ! Cette fois, à Tarbes, près de Lourdes. Dans cette prison on m'enferma dans une cage de fer, avec un fou qui frappait sans arrêt sur les barreaux, jour et nuit, à grands coups de casserole.

A bout de forces, n'ayant pu dormir un instant depuis mon arrivée, je demande au gardien, à travers la grille, la visite de l'aumônier. L'autre me répond, superbe, comme s'il récitait le règlement : « La République ne reconnaît et ne subventionne aucun culte ! » Quoique la débâcle eût tout flanqué en l'air, l'esprit laïc de la République une et indivisible maintenait, vibrante de fierté, la flamme immortelle de l'anticléricalisme aux portes de nos cachots grillagés.

Ce n'était pas fini. Des missions italo-germaniques visitaient les prisons. Pour que je leur échappe, on me remonta en hâte vers les prisons de Toulouse, puis d'Albi, puis de Rodez, pour terminer dans un cachot du Puy-en-Velay.

Q. — *Comment s'est terminée votre odyssée ?*

R. — C'est au Puy-en-Velay que j'ai failli être délivré. Failli, sans plus. Otto Abetz, le nouvel ambassadeur du Reich à Paris, avait appris que je vivais encore, du moins à Bordeaux, car des prisonniers allemands libérés de la forteresse du Hâ avaient déclaré m'avoir vu. Donc je n'étais pas mort à Abbeville. Otto Abetz avait communiqué immédiatement ces précisions à Pierre Daye, l'ancien chef du groupe de nos députés. Il lui avait donné la possibilité d'aller jusqu'à Vichy. A Vichy, le gouvernement belge aux abois ne désirait plus qu'une chose, se réconcilier avec moi.

Là encore, ces ministres fuyards n'étaient mûs que par des sentiments de lâcheté. Ils croyaient que j'étais l'homme futur de Hitler en Belgique, et que, grâce à moi, ils pourraient peut-être se remettre en selle.

Voilà que ces ministres se précipitent sur Pierre Daye : « Faites tout pour nous réconcilier avec Degrelle ! » Ils courent même à l'hôtel de Pierre Daye pour lui remettre des lettres où ils répètent par écrit leur vœu. J'en possède encore une, signée par le ministre Janson, celui-là même qui, avec son rejeton de seconde main, Ganshof van der Mersch, nous avait fait arrêter le 10 mai 1940 et était le premier responsable du massacre d'Abbeville.

Q. — *Que disait cette lettre ?*

R. — Ce Janson osait écrire textuellement à Pierre Daye — le document a été publié (1) : « Tenez, savez-vous ce que vous devriez faire, vous devriez partir sur l'heure à la rencontre de Léon Degrelle, vous lui parlerez en notre faveur, et vous préparerez la réconciliation de tous les Belges ! » Lettre incroyable d'aplatissement, demandant que moi, arrêté par eux, livré scandaleusement par eux aux plus abominables polices, je les sauve !

Ils s'étaient même rendus tous chez Pierre Laval et chez le maréchal Pétain pour qu'ils fassent accélérer les recherches.

L'ancien sénateur rexiste, Paul de Mont, renseigné par le médecin de ma prison, accourt alors à Vichy et leur apprend que je suis incarcéré en Auvergne. Ils lancent Pierre Daye vers la maison de force du Puy-en-Velay. Quand celui-ci arrive à la prison, surprise ! stupeur ! de nouveau il n'y avait plus de Degrelle !

Pourtant, le gouvernement français, sur les instances des Pierlot-Janson-Spaak, avait donné l'ordre de me délivrer. L'heure même était fixée, on devait me libérer à neuf heures du soir.

(1) Le texte intégral se trouve dans mon livre : *La Cohue de 1940*, Lausanne, 1949.

Q. — *Nous sommes en plein roman noir ! Que s'est-il passé ensuite ?*

R. — A neuf heures du soir, le directeur est venu me chercher dans ma cellule. Au moment même où il m'amenait sur le perron de la sortie, une grappe de policiers m'est sautée dessus, m'a ficelé comme un saucisson, m'a jeté dans une voiture-corbillard. Au long d'une nuit entière, puis le lendemain jusqu'à onze heures du matin, on me ferait parcourir des centaines de kilomètres, depuis l'Auvergne jusqu'à proximité de la frontière espagnole, pour m'enfourner ensuite, au pied même des Pyrénées, dans le camp de concentration du Vernet.

Au camp du Vernet, camp le plus dur de France, j'en étais, je crois, à ma vingt-et-unième prison. Mais je n'étais pas encore au bout de ma cascade d'aventures. On m'avait flanqué dans un baraquement de « Rouges » espagnols, en se disant que ces communistes et ces anarchistes, tous antifascistes acharnés, me régleraient mon compte. Tout au contraire, ils furent charmants, comme les Espagnols peuvent l'être. Ils m'aidèrent à trouver une petite place dans l'entassement des bat-flanc, me montrèrent comment on pouvait manger sa soupe dans son soulier, car il n'avait pas été question, évidemment, un seul instant, de me pourvoir d'un récipient quelconque pour recevoir mon brouet. Eux connaissaient le truc, ils tendaient leur savate. Ils me racontaient leurs misères depuis février 1939, date à laquelle, rescapés du « Frente Popular », ils s'en étaient remis à la France du « Front Populaire » qui les avait aussitôt enfermés dans ces camps horribles. Nous avions vite fraternisé. La solidarité des prisonniers est un fait. Heureusement ! Face aux persécuteurs, les victimes ne forment qu'un seul bloc, quelles que soient leurs convictions. Les députés communistes français m'avaient accueilli comme si j'étais l'un des leurs, dans les fourgons à bestiaux qui nous conduisaient à l'île de Ré ; les Rouges espagnols firent de même au Vernet. Le malheur est le plus noble des liens.

Q. — *Vous avez tout de même fini par en sortir ?*

R. — Lorsque mes bourreaux apprirent que Vichy avait retrouvé ma trace et que Pierre Daye, mandaté officiellement, arrivait, on m'a, une deuxième fois, soi-disant libéré.

On m'a fait monter dans un train. J'étais hirsute. J'étais en loques. Couvert de meurtrissures. On me mettait en route dans cet état, tel un vagabond, vers Carcassonne, en m'indiquant un

numéro de rue où je devais me présenter. Quand je suis arrivé, tout était vide et sinistre, en haut de cette ville féodale, à trois heures du matin. Dans les ruelles, seuls quelques chiens hurlaient. L'immeuble où je devais me pointer était abandonné depuis deux ans. Il ne me resta plus qu'à redescendre vers la ville moderne. Que faire ? Je crevais de faim, j'étais anéanti. Quel piège nouveau ne m'avait-on pas tendu ? Je n'avais même pas un sou. Pas de papiers d'identité. Je pouvais être pris à partie par n'importe quel provocateur.

Je me suis dit que l'unique solution qui me restait était de m'asseoir sur un banc en face de la maison d'arrêt, pour y bondir si les affaires se gâtaient ! J'en étais là ! A considérer la taule comme un refuge ! Je suis resté assis sur mon banc jusqu'au lendemain après-midi. C'est alors que j'entendis un cri : « Léon ! Léon ! » Finalement, Pierre Daye me découvrait après avoir fait en zigzag, à ma recherche, toutes les localités de la région.

Cette fois-ci, j'étais sauvé pour de vrai. Quelques jours plus tard, j'arrivais en Belgique.

CHAPITRE XX

LA BELGIQUE APLATIE

La frénésie collaborationniste — Le gouvernement belge, champion de la collaboration — Se soumettre à un gauleiter — Le « désastre-délivrance » du président socialiste Henri de Man — Léopold III, co-auteur de cette apologie hitlérienne — Spaak londonien parce qu'il ne pouvait pas être collaborateur — Les hautes préoccupations du Parlement belge — Un chef ou mille têtes vides — Inaction de Léon Degrelle et conseils de Léopold III — Quand, comment aborder Hitler ? — Collaboration débutante — Hitler, le fantôme muet.

Q. — *Quelle atmosphère avez-vous retrouvée dans votre pays en réapparaissant à la fin de juillet 1940 ?*

R. — Je retrouve un pays qui était tombé à un point d'avilissement inimaginable.

Ces Belges qui, quelques mois plus tôt, étaient presque tous des anti-Allemands acharnés, enfiélés par des haines suries, vieilles d'un quart de siècle, ces gens-là se précipitaient au-devant des Allemands, dans l'espoir de pouvoir « collaborer ».

J'ai écrit là-dessus, je l'ai dit, un gros bouquin qui s'appelle *La Cohue de 1940,* cinq cent trente pages — interdites en Belgique, vous pensez bien ! — où je raconte les centaines de visites dont m'ont accablé en août et en septembre 1940 les politiciens de tous les partis et les représentants de tous les groupes industriels et financiers (1). Convaincus que j'allais être le maître du jeu politique, ils accouraient, suants à vélo ou à pied, en véritable procession, à ma propriété de la drève de Lorraine, se battant la coulpe et ruisselant de soumission.

(1) Léon Degrelle est député depuis 1939. Quand il avait été battu par Van Zeeland, avec 69 000 voix, il avait fait plus de 23 %.

Les hauts dignitaires de l'Eglise brûlaient des mêmes feux degrelliens. Le vieux Van Roey, le cardinal de l'âge de la pierre non polie, qui s'était comporté vis-à-vis de moi, en 1937, comme un véritable anthropophage lors de l'élection du cagnotard Van Zeeland, avait, à toute vitesse, remisé sa crosse. Il m'invitait chez lui, à son palais archiépiscopal de Malines, parmi sa collection horripilante de manchots et de bigles, racolés au rabais. Je lui fis répéter son invitation trois fois avant de m'y rendre. Il avait été doux comme l'agneau pascal, prêt à s'allier au Degrelle condamné par lui au feu éternel en 1937, et à créer de concert avec lui une nouvelle organisation de la jeunesse. Il avait même prétendu, à la fin de ma visite, me faire admirer ses poules ! Ne vous affolez pas ! Un instant, je m'étais dit : « toi aussi, vieux salaud ! » Mais non ! Il n'y avait de poules que dans le poulailler de ce saint inquisiteur. Le contraire eût été difficilement pensable, vu l'odeur âcre qui montait de dessous ses jupes. Mais sans doute tenait-il à ce que sa volaille elle aussi me rendît hommage.

Il n'y a vraiment eu personne en Belgique, durant ces mois-là, qui n'ait pas tenté de « collaborer » et qui ne se soit précipité pour me lécher les escarpins.

On tient absolument, des dizaines d'années après, à escamoter cette triste comédie des aplatissements de 1940. C'est trop compromettant. A l'ensemble du public actuel, qui ne sait même pas ce qui s'est passé alors, les reptiles de l'époque prirent grand soin de cacher, jusqu'à leur mort, ce qu'ils ont fait.

En France, si cocardière avant mai 1940, il en avait été de même. L'immense majorité des Français était devenue presque instantanément collaborationniste. Tous courottaient autour des Allemands, se bousculaient pour monter dans leurs charrettes.

Je verrais même Maurice Bunau-Varila, le patron du quotidien *Le Matin,* un des géants de la presse parisienne d'avant-guerre, lever son verre de champagne, à la table de l'ambassadeur Abetz, à la gloire de l'armée allemande, qui achevait, tout juste, de mettre son pays en capitolade !

Q. — *Au début de l'occupation, qui, en Belgique, dirigeait encore le pays ? Abandonné à lui-même, le peuple belge n'avait-il pas quelques raisons de ne savoir vers qui se tourner ?*

R. — Comment le public n'eût-il pas été collaborationniste quand le roi Léopold lui-même l'était, quand Henri de Man, président du Parti socialiste, l'était, et quand le gouvernement belge Pierlot-Spaak essayait fiévreusement de l'être !

Nous seulement le gouvernement belge terré à Vichy avait tout fait pour se réconcilier avec Hitler, le priant instamment de conclure l'armistice et même la paix, mais il annonçait aux Belges, avec un manque de pudeur incroyable, le sort auquel ils devraient désormais s'adapter.

On doit lire, relire ces textes rédigés par les pontifes démocrates belges repliés en France en juillet 1940. Ils sont d'une servilité qui dépasse toutes les limites de l'indécence dans l'humiliation.

Quand le dernier Allemand eut repassé le Rhin en 1945, ces caméléons ont fait les fiers-à-bras ! Ils avaient lutté avec intrépidité contre l'envahisseur, ils étaient des héros dignes de Vercingétorix résistant aux Romains, il fallait les décorer, les anoblir !

Allons, pas de vantardise inutile ! Même si on a tapissé leurs pectoraux de décorations usurpées, la vérité est tout autre, cruelle, aveuglante !

Q. — *Vous lancez là des accusations très graves. Sur quoi les fondez-vous ? En avez-vous les preuves ?*

R. — Aux sénateurs belges venus le consulter en juillet 1940, le gouvernement Pierlot-Spaak répondit textuellement :

« *En ce qui concerne l'avenir de la Belgique, le Gouvernement ne sait pas ce que sera le Traité de Paix. Le plus favorable serait que la Belgique continuât, avec une indépendance relative, englobée dans un Zollverein ayant à sa tête un gauleiter. Encore une fois, le gouvernement vous supplie de bien vouloir vous mettre dans la tête que nous sommes des vaincus, et que nous devons nous adapter à cette situation.* »

Cette déclaration inouïe d'adaptation volontaire, presque masochiste, à une solution de semi-esclavage — à laquelle Hitler ne pensait même pas ! — est du 18 juillet 1940. Elle a été communiquée par le Premier ministre Pierlot au vice-président du Sénat belge, Leyniers. Ce texte est épouvantable. Nul n'oserait en dénier l'authenticité. Un gouvernement, par la voix même de son Premier ministre, faisait savoir officiellement que tout ce que les Belges pouvaient attendre de mieux, ce serait d'être englobés dans un Zollverein, ce qui signifiait : un rattachement douanier au III[e] Reich. Mais cela, sous la domination omnipotente d'un « gauleiter », c'est-à-dire d'un représentant dictatorial du III[e] Reich en Belgique. Ce n'était plus la paix, ce n'était plus l'armistice, c'était admettre à

l'avance la plus complète capitulation. Les Pierlot, les Spaak, les Janson, les Denis et autres ministres belges n'étaient plus seulement, à l'été de 1940, de pauvres paniquards, ils en étaient à faire du couchez debout devant Hitler. Ils demandaient aux sénateurs belges et au pays tout entier d'en faire autant !

Ce sont les mêmes défaitistes geignards qui, réfugiés à Londres parce que Pétain n'avait plus voulu de leurs chèques, ont bombé triomphalement le torse en septembre 1944 à Bruxelles, jouant aux super-patriotards ! Les mêmes, d'ailleurs, que les Belges bernés ont réadmis ensuite, une fois de plus, comme chefs de leur gouvernement et de leurs partis, sans qu'un seul électeur ne courre vomir dans les coulisses.

Q. — *Et, selon vous, quelle était la position du roi Léopold III quant à l'attitude qu'il importait d'adopter vis-à-vis des Allemands ?*

R. — Le roi Léopold prônait lui aussi la collaboration. Il avait été convaincu, dès le 10 mai 1940, que les Allemands allaient gagner. La victoire complète du IIIe Reich, à peu près atteinte en juillet 1940, apparut longtemps comme possible. Une position comme celle du roi n'était donc pas indéfendable politiquement à l'époque. Le généralissime Weygand et bien d'autres stratèges pensaient comme lui. Ils ne donnaient plus aux Anglais que quinze jours avant d'être « noyés comme des rats ».

Les Allemands, par la suite, ont perdu. Mais pour d'autres motifs. En 1940, la guerre était encore limitée à l'Europe occidentale. Et elle était virtuellement terminée. Sans l'intervention, alors imprévue, des Russes et des Américains, l'Angleterre, livrée à elle-même, serait tombée sur les genoux.

C'est une deuxième guerre, tout à fait différente, une guerre mondiale celle-là, qui balaierait, cinq ans plus tard, les résultats acquis de la guerre franco-allemande de l'été 1940.

Léopold III avait abandonné la partie, à la Lys, le 28 mai 1940, parce que, acculé à l'extrémité de son territoire, il était sur le point de chuter dans la mer du Nord. Il n'y avait plus moyen de faire autre chose que de céder militairement.

A ce moment-là, Léopold III était certain qu'en quelques semaines la France, anéantie de la même manière que lui, serait liquidée à son tour, — ce qui fut strictement le cas — et qu'une adaptation de l'Europe à un ordre nouveau, politique et social, deviendrait indispensable.

Q. — *Toujours selon vous, comment cette intime conviction du roi Léopold III se traduisit-elle dans les faits ?*

R. — En même temps que la France, c'est l'Europe démocratique qui avait volé en pièces. Toute une époque était morte. Le futur serait tout autre, en bien, en mal, mais 1940 marquerait inéluctablement une des grandes cassures de l'Histoire.

Le roi Léopold III, à cause de sa clairvoyance et de son humanité, a joui dans son pays, au cours de l'été 1940, d'une popularité immense. Telle qu'aucun Chef d'Etat, je crois, n'en connut jamais de semblable, à part Hitler, dans l'Europe de cette époque. Le peuple belge l'a oublié, mais ce fut ainsi. Le nier serait ridicule et malhonnête.

Les foules avaient connu en mai 1940 une frousse fantastique, couru éperdument pendant mille kilomètres. Elles haletaient encore, mais elles respiraient à nouveau et essuyaient leur sueur. Ouf ! Et, contrecoup de la peur, elles bénissaient celui qui y avait mis fin. Léopold III pouvait, en juin 1940, dire aux Belges n'importe quoi ; tous approuvaient et tous le suivaient.

Officiellement, le monarque ne pouvait plus donner de consignes puisqu'il était prisonnier. Néanmoins il collabora presque immédiatement à la rédaction d'une proclamation qui serait le texte pro-nazi le plus éclatant qui fut publié après la capitulation belge. Un texte de Henri de Man.

Q. — *Quel était ce texte de Henri de Man ? En quoi consistait-il ?*

R. — Henri de Man, ministre à diverses reprises, était, comme chacun le sait, président du Parti socialiste belge le jour de la capitulation. Il était aussi le père du « Plan », c'est-à-dire de l'évangile nouveau du post-marxisme en Belgique. Il était surtout, et assez secrètement, le collaborateur le plus intime de Léopold III.

Or le texte d'adhésion au National-Socialisme que publia Henri de Man, proclamait hautement la bienfaisance de la victoire de Hitler sur les Belges. Si, moi, je m'étais permis une déclaration pareille, j'aurais été, après la guerre, non pas condamné à mort, mais déchiqueté, écartelé.

Ce texte de Henri de Man était proprement inouï (1) :

« Ne croyez pas qu'il faille résister à l'occupant. Acceptez le fait de sa victoire. Cet effondrement d'un monde décrépit, loin d'être un désastre, est une délivrance. »

(1) Il fut publié, notamment en juillet 1940, par *La Gazette de Charleroi.*

De Man ajoutait : « *La paix sortira d'une Europe unifiée par les armes.* » Et quelles armes pouvaient donc bien assurer cette unification si ce n'étaient les armes de Hitler ?...

Q. — *Mais en quoi Léopold III était-il impliqué dans cette proclamation ?*

R. — Si de Man avait uniquement engagé son nom, et le renom de son propre parti, en se rangeant si fantastiquement du côté de Hitler, en prônant ouvertement le National-Socialisme, alors que les morts des combats de la Lys étaient à peine enterrés, c'eût été déjà un fait extraordinaire. Le chef d'un des plus puissants partis socialistes du continent, et son penseur le plus éminent, se déclaraient hitlériens face à toute l'Europe !

Mais l'événement était bien plus grave, car ce texte, Henri de Man l'avait rédigé de concert avec Léopold III. Cette bi-paternité du document est absolument indéniable. Ce fut à un tel point que Léopold III, en le révisant, en fit corriger devant lui par de Man deux passages. Ce qui veut dire que ce n'était pas seulement le Président belge du Parti Socialiste qui se ralliait à l'hitlérisme mais c'était le Roi des Belges aussi qui proclamait, sous la signature de Henri de Man, que la défaite qui avait jeté son armée au sol et venait de voir Hitler conquérir l'Europe jusqu'aux Pyrénées, était « une délivrance » !

La « défaite-délivrance » !

Dites, en fait de collaboration, y avait-il moyen d'aller plus loin ?...

Q. — *N'avez-vous pas accusé aussi le gouvernement Pierlot-Spaak d'être allé très loin, à cette époque, sur la voie de la collaboration avec les Allemands ?*

R. — Contrairement à ce que le public, de plus en plus mal informé, croit aujourd'hui, l'ex-gouvernement belge avait été encore beaucoup plus loin que Léopold III dans son zèle prohitlérien.

Dès les premiers jours de la débâcle française, il avait — qui oserait le nier ? — accablé le gouvernement de Hitler d'offres écrites d'armistice et de paix, soutenues en son nom à coups d'interventions harcelantes de l'ambassadeur d'Espagne, du nonce et de diplomates suisses. Il avait d'autre part assailli Léopold III de pétitions et d'offres de soumission, dans l'espoir qu'il l'absoudrait et qu'il interviendrait près des Allemands en sa faveur. Ces ministres belges de la débâcle submergeaient tous ceux qui étaient censés les

dédouaner auprès de Hitler de lettres d'une bassesse vraiment pénible, telles notamment celles que Spaak envoyait de Vichy à sa femme pour qu'elle essaie de le réconcilier avec le de Man de la « défaite-délivrance ».

— « Tu sais bien qu'il a toujours eu un faible pour toi, va le voir ! » Elle y avait été. De Man avait conservé cette correspondance étrangement conjugale. Il me la lisait à table en se tordant.

Lorsque Spaak fit savoir à de Man, en juillet 1940, qu'il appuyait son manifeste sur la « victoire-délivrance », la seule restriction qu'il formula ne concernait pas l'hitlérisme de la Belgique mais les quelques propos cruels que de Man avait décochés à l'adresse des fuyards gouvernementaux.

Des naïfs pourraient riposter : « Quand même ! Spaak et Pierlot sont partis pour Londres ! » Eh oui ! Eh oui ! Ils y sont tout de même partis pour finir ! Mais quand ? Mais comment ?

Pas du tout comme ils l'ont dit à l'heure où il leur fallut se dédouaner ! Les jeunes qui maintenant ignorent les palidonies des sauveurs pétaradants de la Belgique de 1944 doivent savoir ce qui s'est passé en 1940. Non seulement le futur comte Pierlot et le futur Sir Spaak étaient prêts à accepter n'importe quelle soumission de la Belgique aux Allemands, mais, si Pierlot et Spaak sont passés de l'autre côté du chenal, ce n'est pas du tout parce qu'ils avaient patriotiquement changé d'avis, c'est parce que Léopold III leur a dit carrément non, et c'est parce que Hitler les a envoyés proprement « dinguer ». Sans oublier l'autre motif, la misérable question d'argent, le gouvernement français leur ayant coupé les vivres.

Le reste, les belles tirades d'après 1944, ne relèvent que du pathos et de l'escroquerie. Que Hitler et Léopold III les eussent absous en juillet 1940, ils eussent rappliqué dare-dare à Bruxelles, Spaak tentant de se faire admettre dans un gouvernement Degrelle-de Man. Telle est la stricte vérité. Spaak ne fut londonien que parce qu'il ne put pas être collaborateur.

Q. — *Et le Parlement belge ? Qu'était-il devenu dans la tourmente de 1940 ?*

R. — Les parlementaires belges s'étaient en juin 1940 livré à une course presque bouffonne à travers la France, fuyant de patelin en patelin. Aux yeux du public belge, ils étaient complètement discrédités, comme l'étaient alors les membres de tous les parlements d'Europe.

C'est cela aussi qu'un jeune doit bien se mettre dans la tête. En 1940, le système parlementaire était perdu, en état de faillite

dans tous nos pays, ridiculisé même avant qu'il ne se fût écroulé dans les tourbillons de la défaite.

Il n'est que de se souvenir des derniers débats du Parlement belge alors que tout le monde sentait que l'univers allait s'abattre, que la guerre était là, que les portes de nos frontières étaient déjà léchées par l'incendie.

On était en état d'alerte partout, le 8 mai 1940. Or, sur quoi avait-on vu s'ouvrir, ce jour-là, l'avant-dernière réunion du Parlement belge ? Sur des projets de facilités nouvelles à accorder aux usagers des autobus et des tramways en Belgique !

Et le lendemain, le 9 mai 1940, quelques heures avant que la guerre ne fît explosion, le débat principal qui avait mis en transes les parlementaires catholiques avait été un débat sur les juments pleines de l'Armée ! Tel était le problème crucial qui agitait deux cent deux députés belges le 9 mai 1940 ! Qui resterait possesseur des poulains nés des poulinières réquisitionnées ? L'Armée ? les propriétaires civils ? Le Parlement belge discuta toute une matinée de ce problème ! Ce ministre de la Défense nationale dut même intervenir personnellement à propos de ces pouliches débordantes et déclarer du haut de la tribune : « Les poulains sont pour nous, les juments étant réquisitionnées », tandis que les députés catholiques s'y opposaient avec force, pensant avant tout aux récriminations de leurs éleveurs-électeurs.

Telles étaient les hautes préoccupations de la démocratie belge la veille même du jour où l'Europe entière allait changer de peau, quand partout flottait l'odeur des bûchers qui s'allumaient.

Q. — *Mais que devint le Parlement belge, sitôt signé l'Armistice ?*

R. — Ces députés et ces sénateurs belges étaient revenus de France, un par un, en juillet, en août 1940, penauds, le nez au ras du trottoir, se pointant piteusement chez Henri de Man pour essayer de se faire repêcher, ou de conserver vaille que vaille leurs prébendes syndicales. Ils avaient complètement perdu toute considération du public.

En face, la comparaison était éclatante : l'Allemagne avait été victorieuse parce qu'elle avait substitué aux démocraties faibles et anarchiques une démocratie forte. La démocratie du chef, soutenu par l'immense majorité de son peuple, l'avait emporté sur la démocratie du troupeau, aux centaines de têtes vides et avides.

C'était là le problème. Les démocraties peuvent revêtir cent formes différentes. Il n'existe pas que le système des démocraties

moutonnières à la merci de toutes les combines et de tous les trucs d'argent. A l'opposé, la démocratie du chef est basée sur le choix du meilleur, qui a le peuple pour lui, la force pour lui, le temps pour lui. Elle assure l'adhésion des foules en maintenant avec elles un contact constant.

Q. — *Mais si le chef est mauvais ?*

R. — Le chef de peuple, comme, d'ailleurs, tout chef de démocratie-troupeau, pourra parfois être un mauvais chef. C'est possible.

Il y en a eu. Mais la démocratie autoritaire permet aux tempéraments puissants de s'améliorer, de se dépasser. En effet, elle est durable, elle peut recruter librement et fermement ses équipes, d'après leurs compétences et non selon les répartitions imposées par les partis. Et son autorité est réelle, parce que le chef est visible et doit répondre personnellement de ses actes. A l'inverse, la démocratie du troupeau, avec ses centaines de sous-chefs constamment à la merci de traquenards parlementaires ou financiers, ne peut, elle, à cause de son instabilité et de son anarchie fondamentale, qu'utiliser mal, durant peu de temps, les hommes politiques. Elle les annihile, elle les châtre, elle les rejette vite. Mais ils n'auront jamais été responsables en rien.

Plus généralement, la démocratie du troupeau n'a d'autre solution que de s'en remettre à des dirigeants médiocres, qui ne froissent pas d'autres médiocrités, débilités sans retard par des manœuvres mesquines, ou par la corruption, ou par l'impossibilité de durer. Ce régime intrinsèquement rapetissant saccage ce qui est sain et permet des développements illimités aux ambitieux sans scrupules.

Q. — *Ne croyez-vous pas, après la capitulation de 1940, que le peuple belge était très loin de ce genre d'analyses ?*

R. — Les gens comparaient, à l'été 1940, les deux systèmes.

Pour les jeunes, un renouveau extraordinaire surgissait. Ils venaient de voir défiler une jeunesse magnifique comme ils n'en avaient jamais vu nulle part. La jeunesse allemande de 1940 était extraordinaire de rayonnement, disciplinée, belle par l'idéal qui jaillissait d'elle, puissante physiquement. C'était une jeune élite qui, après ses victoires en Pologne et en Norvège, venait de gagner, comme en se jouant, trois campagnes successives, en face de cinq millions de soldats français, de huit cent mille soldats belges, de quatre cent mille soldats hollandais, de trois cent mille sodats anglais.

Ces millions de combattants avaient, presque tous, jeté leurs

armes, s'étaient laissé balayer par des troupes beaucoup moins nombreuses qu'elles, mais qu'un moral de feu animait. Une technique nouvelle aussi, une science nouvelle de la guerre avait prouvé que les démocraties routinières avaient encrassé les cerveaux, que la vie de l'intelligence, que la puissance de l'imagination étaient désormais ailleurs.

Cent mille jeunes garçons du III[e] Reich — en tout et pour tout —, sur un million de soldats allemands engagés, avaient, au cours de la campagne de France, pris part directement au combat rapproché.

Cette minorité guerrière avait non seulement conquis territorialement l'Occident mais elle avait spirituellement marqué de son prestige la jeunesse inquiète de nos divers pays.

Q. — *Quand, vous-même, êtes rentré en Belgique, à l'été 1940, aviez-vous une idée précise de ce que vous comptiez faire ?*

R. — Le roi Léopold III, je le savais, avait accordé largement sa confiance à de Man, passé du post-Marxisme au National-Socialisme. Il faisait communiquer à tout un chacun ses orientations par son homme lige, qui était le baron Capelle, plus tard comte Capelle, officiellement son secrétaire, mais, pratiquement, sa doublure près du public.

Je voyais le péril qu'il y avait à s'engager dans un travail de reconstruction politique sans recevoir du roi un avis qui fût absolument formel. Parce qu'enfin, nous n'avions, en face de nous, en Belgique, à ce moment-là, que des Allemands-fonctionnaires, fonctionnaires à la merci d'une disgrâce ou d'une mutation, quelle que fût la dorure de leurs galons. Un fonctionnaire, cela se remplace. Un gouverneur général, cela se liquide. Toutes les promesses qu'ils vous donnent peuvent n'être que du vent.

Q. — *Voulez-vous dire que vous vous défiiez des Allemands ? Et du Roi ?*

R. — Je ne voulais plus risquer une aventure.

Après ce qui nous était arrivé lors de nos arrestations et déportations, le roi nous avait lâchés, alors que nous avions tout joué pour défendre sa politique de neutralité. Dès l'instant où, à l'aube du 10 mai, il avait vu qu'il lui fallait passer de la politique de neutralité à la politique d'hostilité, il nous avait laissé tomber comme des pantoufles inutiles, nous trouvant aussitôt encombrants

et gênants. Appelé confidentiellement sur son téléphone direct par ma femme, il avait, sans héroïsme exagéré, raccroché. Si je n'avais pas été massacré à Abbeville comme mes vingt et un malheureux compagnons, vraiment ce n'était pas grâce à lui, qui s'était terré, silencieux, faisant crûment passer ses intérêts avant le souci de notre peau. Je n'étais pas près de l'oublier. Je me défiais. Si Léopold voulait nous voir l'épauler, il lui faudrait d'abord se déboutonner.

Q. — *Vous dites donc avoir repris contact avec le Roi ?*

R. — Dès le début, j'ai jeté tout net les cartes sur la table. J'ai écrit au roi : « Que voulez-vous exactement ? Que pensez-vous exactement ? A votre avis, que faut-il faire ? »

Le Roi m'avait fait transmettre ses sentiments affectueux dès mon retour de prison. Même avant, il les avait fait exprimer par le baron Capelle à mes sœurs lorsqu'il m'avait cru mort. Mais je commençais à ne plus croire aux belles paroles des rois. Ce qui s'était passé le 10 mai 1940 témoignait d'une grande hypocrisie. Je ne me déciderais plus que sur pièces.

Q. — *Voulez-vous dire que vous avez réclamé du roi Léopold III certaines assurances ?*

R. — Le roi Léopold a fait le geste que je lui demandais. Il m'a envoyé le comte Capelle pour m'exposer son point de vue, connaître le mien et me communiquer des orientations.

J'ai eu avec le comte une entrevue capitale, l'après-midi du 21 août 1940, dans la belle résidence bruxelloise de Pierre Daye. Jusqu'à ce moment-là, je n'avais pas bronché. Même mon journal *Le Pays réel* n'avait pas reparu. A tel point que les Allemands nous avaient confisqué le stock de papier du *Pays réel,* stock que nous n'avons jamais vu réapparaître par la suite et qui ne nous fut jamais remboursé. Vous voyez combien nous étions comblés de papier par les Allemands ! Ce ne sont pas eux qui nous en fournissaient ; ce sont eux, au contraire, qui pillaient le nôtre !

Avant de recevoir les consignes du roi, je n'avais pas rencontré un seul dignitaire allemand en Belgique. Je ne voulais voir personne, ni faire un geste dans le sens d'une quelconque collaboration avant de savoir ce que pensait le chef constitutionnel de mon pays.

Lors de cette entrevue, je reçus les avis absolument décisifs du roi. Il n'est pas possible de revenir là-dessus, bien que Léopold III, favorable à la collaboration en 1940, ait tenté de se blanchir une

fois de plus sur notre dos en 1945, comme il l'avait fait le 10 mai 1940 en laissant envoyer les nôtres à la prison et au poteau d'exécution.

Heureusement, j'ai conservé le texte analytique de cette entrevue.

Q. — *Ce texte, vous le possédez ? Vous l'avez conservé ?*

R. — Ce texte analytique, je l'ai publié dans ma *Cohue de 1940* voilà plus de vingt ans, in ectenso. Il n'a jamais été contesté par le souverain. Et pour cause !

Les indications du roi étaient catégoriques : il fallait collaborer, il fallait faire équipe avec les Nationalistes flamands — ce qui ne me dérangeait pas puisque nous nous étions alliés depuis 1936 —, il fallait faire équipe avec Henri de Man ; il fallait chercher un arrangement avec les Allemands.

J'avais posé, par-dessus le marché, la question périlleuse entre toutes : « Et si je vois Hitler ? »

Même cela le roi l'avait admis. Il fut sur le point de rencontrer lui-même Hitler à Brûly-de-Pesche en octobre 1940, pour lui donner son assentiment sur la constitution d'un gouvernement Degrelle-de Man.

Ces positions royales n'avaient rien de déshonorant. A l'automne de 1940, le roi Léopold III, comme 95 % au moins des Belges et des Français, croyait, selon l'expression apeurée de Spaak, « Hitler maître de l'Europe pour mille ans ». On ne pouvait pas laisser notre pays s'enfoncer de plus en plus dans la mélasse de la défaite. La Belgique devait se redresser, se débarbouiller, renaître.

Renaître comment ? Grâce à qui ?

Les armées d'Hitler campaient sur notre sol. De ses décisions dépendait notre destin. Entreprendre des pourparlers avec de simples fonctionnaires allemands à Bruxelles n'avait pas de sens, il fallait frapper tout en haut. J'étais le seul homme politique de mon pays à connaître personnellement Hitler. Mon principal objectif serait donc de le rencontrer, de vider le sac, de voir ce que lui aussi voulait.

Longtemps nous avons attendu cette rencontre. Ce ne serait qu'en passant par le front russe que j'y arriverais, soldat respecté, et qui, alors, pourrait parler sans le moindre complexe.

Q. — *Dans l'immédiat, avez-vous fait reparaître votre journal* Le Pays réel *?*

R. — « Allez-y ! reparaissez le plus tôt possible », avait été la réponse du roi.

Je suis donc sorti de l'entrevue du 21 août 1940 pourvu d'un encouragement sans réticences de Léopold III concernant mon plan de collaboration. Approbations et encouragements nous ont été réaffirmés constamment pendant les années cruciales de la guerre. La collaboration du palais royal, niée si maladroitement après 1945, a été extraordinaire, s'étendant même à des confidences personnelles tout à fait étonnantes, pénibles même. Tous au palais, qu'il se soit agi du roi Léopold III, de la vieille reine mère Elisabeth, ou de la princesse Marie-José déversaient leurs confidences dans le sein du colonel Kiewitz, leur gardien en chef, placé près d'eux par Hitler et qui était devenu presque leur confesseur. Ce qu'ils lui racontaient — et que celui-ci me raconta par la suite — était ahurissant. Leurs confidences familiales sur la rudesse paternelle étaient navrantes et presque impudiques, adressées à un étranger et un ennemi.

L'autre intime allemand de Léopold III était le général Gebhard, général de la S.S., pendu à Nuremberg en 1946. Celui-ci avait reçu du monarque et placé — je l'ai vu moi-même — sur la cheminée de sa bibliothèque un grand portrait affectueusement dédicacé.

Q. — *Tout ce que vous racontez là a été solennellement nié par les intéressés !*

R. — Il fut de bon ton après la guerre de tout nier. Et surtout de se taire. Tous les secrets royaux furent enterrés sous du béton. Mais nous, les survivants, n'avons pas à nous soumettre à la lâche loi de l'abdication de la vérité. L'avis que me donna le roi, garant suprême de la Constitution et des Lois, était catégorique. C'est seulement après qu'il m'eut été communiqué par le comte Capelle, que notre « collaboration » commença, bonne dernière, en queue de la cohue collaboratrice des groupes d'argent et des vieux partis.

Les dates sont là : ce n'est que le 28 août 1940, c'est-à-dire trois mois après la Capitulation, que mon quotidien *Le Pays Réel* reparut, une semaine après que le roi Léopold m'eût formellement demandé de le faire (1).

Mais, même encore là, j'étais défiant.

---

(1) De même, je veux revenir sur un point abordé plus haut (cf. p. 192) : le gros incident de janvier 1940. Cela se produisit deux mois APRÈS la conclusion des accords secrets Gamelin-Léopold III, à la fin d'octobre 1939, et trois mois APRÈS que les trains des techniciens belges de l'armement eussent rejoint les usines de guerre en France, en indiscutable violation de l'esprit de neutralité.

Je n'ai pas voulu faire reparaître personnellement notre quotidien : mon nom ne serait plus mentionné en tête du journal qu'en qualité de fondateur. Des collaborateurs orientés par le roi, comme Robert Poulet, me reprochèrent même alors ma prudence ! Je ne tenais plus à être le directeur de mes journaux. Je voulais me réserver. Je n'étais pas encore sûr, suffisamment, de ce qu'on pouvait espérer des Allemands, et tout spécialement de Hitler, muet, drapé dans le mystère de sa victoire.

Le but était là, grandiose certes : bâtir enfin une grande unité de l'Occident, voire de l'Europe. Mais comment ? Sur quelles assises ? A la suite de quels contacts ? C'était ce que je ne sentais pas bien.

Je n'ai commencé à le pressentir que lorsque est arrivée l'affaire Abetz.

CHAPITRE XXI

UN GOUVERNEMENT DEGRELLE - DE MAN ?

Otto Abetz ambassadeur à Paris — Foi dans la vie — Idées, tempérament et principes — L'Occident au-dessus des patries ; l'Europe au-dessus de l'Occident — L'accord français — Le socialiste de Man s'abouche avec Degrelle, chez l'Allemand Abetz — Objectif de Degrelle : la conquête des masses socialistes — Alliance Degrelle-de Man — En attendant l'auto d'Hitler — Vers un gouvernement socialo-rexiste — Annulation de la rencontre.

Q. — *Quelle est cette affaire Abetz qui semble avoir définitivement déterminé votre politique, à l'été 1940 ?*

R. — Otto Abetz était le tout jeune ambassadeur du IIIe Reich à Paris. C'était un garçon charmant, fin, qui avait jadis parcouru toute l'Italie en jouant de la mandoline. Nous étions amis depuis 1936. Je l'avais rencontré quand j'avais été déjeuner chez Ribbentrop. Sa femme était française. Nous avions fraternisé, bien plus d'ailleurs sur le plan intellectuel que sur le plan politique. Abetz était avant tout un artiste, gracieux, plein d'humour, sans préjugés, très francophile, qui ne rêva jamais, après qu'il eut abordé aux rivages caillouteux de la politique, que d'une fraternisation profonde des Français et des Germains.

Revenant de mes prisons, je m'étais arrêté chez lui à Paris. Nous avions déjeuné sur la terrasse magnifiquement fleurie de l'ambassade du Reich. Le joli palais de la rue de Lille, ancienne résidence de la reine Hortense, étendait ses jardins jusqu'en bordure de la rive gauche de la Seine. Abetz avait fait installer sur le gazon une

fanfare de la Wehrmacht qui, durant le repas, avait déchaîné ses aubades pour nous deux tout seuls. C'était drôle. Nous nous étions retrouvés rayonnants de vigueur, heureux de nous épanouir après de grands dangers, nous amusant de nos aventures, moi bagnard la veille, et lui promu tout d'un coup ambassadeur au poste diplomatique le plus important d'Occident.

Q. — *Vous aimez la vie ?*

R. — Et comment donc ! Surtout après en avoir bavé comme je venais d'en baver. Si je n'avais pas été, à travers l'existence, imprégné d'un optimisme fondamental, comment eussé-je pu tenir le coup ?

J'en ai vu de toutes les couleurs : une bataille politique impitoyable, des prisons horribles, puis, ensuite, viendraient quatre années de guerre au Front de l'Est avec la mort en face tout le temps. Et après la défaite, mes parents succombant dans leurs cachots, mes enfants disparus, moi-même traqué partout, à la merci de rapts ! Alors, si vous n'avez pas, de prime abord, la joie en vous, comment faire face ?

Dès l'université, j'avais placardé au-dessus de ma porte une grande inscription : « La vie est gaie. » Elle est parfois rossarde, mais vivre est malgré tout une bénédiction magnifique ! Sentir gronder sa force, projeter vers l'univers toutes ses possibilités de conquête, regarder chaque être avec curiosité — car chacun est différent — et avec appétit — car chacun est à prendre —, quelle fête !

Et puis, dites, pourquoi être compassé en face de l'existence ? Ça fait sérieux ! disent les pions. A les croire, ou bien on pontifie, ou bien on n'est pas crédible ! Moi, j'ai horreur de pontifier, même si ça ne fait pas sérieux !

J'ai lu cent fois, en souriant, les topos de prétendus sages me reprochant ma joie de vivre.

« Ça fait potache, disent-ils gravement ! Degrelle a toujours été un potache ! »

J'aime mieux ça que de sentir le moisi. Tous ces vieux censeurs sentent le moisi. Pourquoi sentir le moisi, c'est-à-dire l'œuvre qui s'étiole, qui se corrompt, qui finit ? La création est toujours jeunesse, jeunesse qui s'élance, qui émet ses ondes de vie. Pourquoi ne pourrait-on pas projeter autour de soi le plaisir de créer ? Pourquoi devrait-on, dès qu'on va agir, prendre les airs appliqués, consternés, constipés, d'un préfet de discipline ?

J'ai souvent remarqué que ceux qui me reprochaient ma façon d'aborder joyeusement l'existence étaient physiquement, d'une façon ou d'une autre, des ratés. Dans ratés, il y a rate. Ils ont mal à la rate, ou au pylore, ou à la vessie, ou aux reins. D'où leur grogne. D'où leur irritation en face de l'être qui éclate de santé, qui voit la vie d'un œil allègre, fait transparaître dans tous ses actes la vigueur de son sang et sa joie d'exister. Que les grincheux aillent se faire pendre ! J'ai vécu, lutté — et beaucoup supporté — sans me plaindre, en faisant face gaillardement aux mauvais comme aux beaux jours. Ma tactique est la bonne. Les râleurs sont des empoisonneurs ! Vive la vie !

Un de mes grands-oncles jésuites s'appelait le Père Edmond Degrelle. Lui aussi, bien avant moi, croyait qu'un propos joyeux fait souvent plus d'effet qu'un propos compassé. Il avait toujours eu le mot drôle. Il allait mourir. Il blaguait encore. Le Père Recteur de Mons, penché sur l'agonisant, ne put s'empêcher de lui murmurer :

« Père Edmond, que vous avez de l'esprit !

— Le malheur, c'est qu'il faut le rendre ! » répliqua-t-il, en faisant son dernier clin d'œil !

Je suis de la race du Père Edmond ! Un joyeux clin d'œil à la vie !

Q. — *Appliquiez-vous les mêmes principes dans l'élaboration de vos programmes politiques ?*

R. — Là aussi, pour les mêmes censeurs cafardeux, tant qu'on n'a pas allongé des théories confuses dans une série de bouquins illisibles, on n'a pas de programme. Avant d'agir, à leurs yeux, il est obligatoire d'aligner en des centaines de pages, alinéas par alinéas, le programme de tout ce qu'on va faire.

Et après ? Si les circonstances changent ?

Si votre programme économique a prévu un grand développement industriel et que survient la crise ? Si vous avez prôné le retour à la terre et que les trois quarts des gens abandonnent les campagnes ? Un programme est une création constante, qui n'est pas l'esclavage des événements mais qui en tient compte. Exactement comme au combat : celui qui gagne est celui qui a le coup d'œil en éclair, qui capte, à la seconde, une possibilité, qui bondit sur la circonstance et plonge, grâce à elle, dans la faille à peine entrouverte.

Les vainqueurs dans la vie ont avant tout du tempérament. Ce sont les caractères qui gagnent.

Les théoriciens empotés sont scandalisés par des propos comme les miens. Mais, au bout de leur existence, qu'ont-ils obtenu ?

En tout, c'est ainsi. Le théoricien qui écrit un savantissime traité sur l'amour attrape une claque en pleine figure au premier baiser qu'il se risque à donner.

Les idées ne valent que si on les projette vivantes. Tout ce que j'ai fait a été vivant, même, si, pour mille pontifes, rayonner de vie, projeter de la vie, créer de la vie n'est concevable que dans la componction. Mon public ne s'y trompait pas. Pour « l'éternel potache », non seulement mes disciples luttaient, mais ils mourraient. Deux mille cinq cents de mes camarades sont tombés à mes côtés au Front de l'Est. L'auraient-ils fait si les avait conduits au don suprême un vieux monsieur compassé ?...

Q. — *Selon vous, que faut-il pour réussir en politique ?*

R. — Il faut avoir des idées plus qu'un plan, des idées simples, nettes, à la portée des masses, des idées qu'on ne s'acharne pas à rendre maussades en les roulant dans la poix du « sérieux ». Et, plus encore que des idées, il faut *des principes* qui, ceux-là, sont immuables, qui émanent à la fois de l'intelligence et de la conscience, qui donnent à l'action une sorte de caractère sacré.

Cette action née de la foi, qui projette vers la conquête le meilleur de l'être, pourquoi, puisque pure et sincère, ne pourrait-elle pas s'épanouir dans l'optimisme ?

On me l'a reproché. J'en suis tout aise.

En tout cas, Abetz et moi — revenons à notre déjeuner ! — éclations de dynamisme, ce midi-là, au bord de la Seine, tandis que cinquante bons gros Allemands, aux épaulettes argentées en nids d'hirondelles, ruisselaient au soleil en faisant tonner pour nous deux leurs instruments ! Nous nous amusions ? Peut-être bien que oui ! Du moins aux yeux des inquisiteurs grincheux ! Mais cela ne nous empêchait pas de préparer, l'œil heureux, parmi le tapage des tambours, la construction d'une Europe nouvelle.

Q. — *Vous avez élaboré ensemble des projets précis ?*

R. — Otto Abetz allait me faire revenir à diverses reprises à Paris, envoyant son auto me prendre à Bruxelles. Je chargeais dans la voiture mes vieux atlas du XVIe siècle où s'épanouissait la gloire des Dix-Sept-Provinces, les anciens grands Pays-Bas, ce qu'on a appelé aussi la Grande Bourgogne, ou la Germania inferior, c'est-à-dire les terres étalées entre la Frise et la Somme. Mon idée, c'était, si des regroupements géographiques se refaisaient, de ne pas perdre l'occasion qui était offerte à mon peuple de retrouver son unité des temps de richesse et de gloire du passé.

Avec les années, mon objectif s'élargirait. Aucun dirigeant politique français n'avait, personnellement, d'influence sur Hitler ; j'allais par contre acquérir sur le Führer un pouvoir de persuasion considérable que même les fanatiques les plus haineux ne peuvent plus contester. J'en profiterais au maximum dans l'intérêt des Français, d'ailleurs, autant que de mon peuple.

Q. — *Vous n'aviez pas les yeux plus grands que le ventre ? Vous deviez heurter certaines ambitions ?*

R. — Je redoutais les ambitions immédiates de certains impérialistes allemands. Oui, j'avais des craintes. Je voulais mettre à l'abri de leur voracité un maximum d'espace occidental, et aussi pousser à fond, discrètement, mon plan bourguignon, que je convertirais, le jour venu, en levier de l'Occident tout entier, France en tête.

Je savais qu'il faudrait tôt ou tard dépasser les limites trop étroites de nos pays, tout en équilibrant l'unité qui les rassemblerait. Il n'y avait pas d'Europe possible sans que puissent s'épanouir en son sein les grandes réalités que constituent, des deux côtés du monde allemand, le monde occidental et le monde slave. Tous, nous étions également Européens, par le sang, par les croyances religieuses et par la civilisation. Dans ce grand remembrement de tout le Continent, la France, cœur millénaire de l'Occident, eût, malgré sa défaite, été remise sur son piédestal historique, dans un ensemble plus vaste.

Nous n'étions pour le moment que des pionniers qui tentions de jeter le premier pont de fortune par où passeraient les autres. Les ministres français avec qui je m'expliquai longuement et franchement au cours de ces années me comprirent très bien et ils soutinrent à fond ma tactique. Le plus vaillant d'entre eux, Joseph Darnand, ministre de l'Intérieur, demanda même à Himmler en 1944 de pouvoir me rejoindre au Front de l'Est comme volontaire, au sein de la 28e division « Wallonie » des Waffen SS ; il ne voulait pas être mêlé aux querelles politiques des collaborateurs français.

Darnand, avec qui j'entretenais des relations de grande camaraderie, me le dit lui-même lorsque j'allai en sa compagnie passer en revue à Wildlechen, en novembre 1944, la Division française *Charlemagne*.

Q. — Que disait Abetz de tout cela ?

R. — Avec Otto Abetz j'avais eu de longues conversations sur ces problèmes occidentaux qui, en bon francophile qu'il était, l'avaient aussitôt passionné.

Il avait bien vu que j'étais décidé à mener l'affaire bon train. Je le faisais seul, sans appeler aux débats des porte-flambeaux inutiles. Que cela plaise ou non aux partisans des solutions multitudinaires, les idées ne valent que si un homme les représente, les incarne, leur donne une vie physique.

Nos entrevues avaient été concluantes. Abetz m'avait dit : « Je vais maintenant orienter les affaires et proposer une décision ». J'insistai : « Les gratte-papiers aux torsades dorées de Bruxelles ne m'intéressent pas : ce qu'il faut, c'est une solution qui soit décidée à la suite d'un accord direct avec le Führer. »

Quelques semaines après, arrive de nouveau à ma propriété de la Drève de Lorraine à Bruxelles la voiture d'Otto Abetz, avec un message : « Je voudrais beaucoup que vous veniez dîner rue de Lille dimanche prochain. »

Je monte dans la Mercedes. J'étais à peine assis, le soir, à la terrasse de l'ambassade de Paris qu'Otto Abetz s'amenait avec un monsieur à l'air de professeur plutôt sévère mais qu'animait un drôle de petit œil guilleret, comme émoustillé : c'était Henri de Man.

Q. — Vous ne connaissiez pas personnellement Henri de Man ?

R. — A part les rencontres au Parlement, je n'avais jamais eu de contacts réels avec lui. Avant la guerre, le ministre de Man était le président d'un clan ; il restait dans son parking, moi dans le mien. Telles étaient les interdictions stupides des systèmes démocratiques. On s'ignorait. Plus généralement, sans même se connaître, on se détestait.

C'est, après coup, un étranger, un Allemand comme Otto Abetz, qui devait amicalement rapprocher un compatriote d'un compatriote qui, tous deux, en silence, pensaient de la même manière depuis plusieurs années.

Dès le début, je me suis dit : « Cette rencontre n'est pas un hasard ; c'est la première phase d'une opération politique soigneusement préparée. »

L'ancien président du Parti Socialiste belge était accompagné d'une jeune femme très belle, Mme Didier, de Bruxelles, qui avait été mêlée de près à certains travaux d'approche des Allemands

dans la capitale belge avant les hostilités. De Man avait participé aux conciliabules semi-secrets que cette Egérie pleine de grâce avait organisés chez elle avec des Nationaux-Socialistes du IIIe Reich, dont officiellement de Man était l'adversaire acharné puisqu'il était le grand patron du premier parti antinazi de Belgique !

Q. — Comment le dîner se passa-t-il ?

R. — Pendant tout le dîner à l'ambassade de Paris, nous avons eu l'occasion de confronter largement nos points de vue. Moi, je n'allais pas aussi loin dans le ralliement au Nazisme que Henri de Man. Je l'écoutais, circonspect. Mais de Man représentait la grande masse du prolétariat belge, c'est-à-dire mon objectif de toujours. La moitié du peuple belge, ce sont des ouvriers. De ces ouvriers, j'avais conquis une large part, m'attirant par ricochet une opposition féroce des prébendiers socialistes, sur les terres réservées desquelles j'avais eu l'impudence d'aller chasser. J'avais combattu violemment leurs dirigeants et dénoncé leurs scandales, car ils avaient été souillés par les mêmes brigandages que les Catholiques. Leur « Banque du Travail », notamment, avait dilapidé des centaines de millions de l'épargne populaire. Mais les socialistes demeuraient, en Belgique, une grande puissance. De toute évidence, ce qu'Abetz voulait passionnément, c'était inclure ces forces vives dans la collaboration.

De mon côté, c'est ce public du Parti Socialiste qui m'intéressait, plus que tout autre, et que je voulais me rallier tout entier.

Q. — Pourquoi, plus que tout autre ?

R. — Pour moi, il était mille fois plus intéressant de faire bloc avec la masse ouvrière belge à travers son chef que d'attirer à Rex des grands bourgeois qui, bon gré, mal gré, se rallieraient à notre plan tout de même si je l'emportais. Surtout si mon fleuret leur piquait discrètement l'arrière-train.

De Man était le président du Parti Socialiste en veilleuse depuis mai 1940, un président honnête, sincère, sans fil à la patte, sans maître financier mais, aussi, sans grand rayonnement personnel. C'était un intellectuel remarquable mais compliqué. Pas un ouvrier belge n'avait jamais compris un traître mot de ses théories post-marxistes. Et il était un piètre orateur. Ces deux défauts ne me dérangeaient nullement ; au contraire, ils ne pouvaient que faciliter mon action. Ce qu'il me fallait, c'est que les portes me soient

ouvertes vers le peuple. Si de Man me les ouvrait, en six mois je parviendrais à brasser cette masse populaire, je la pétrirais.

Cette alliance avec de Man ne m'effrayait donc en rien. Je porte en tout mon être les forces rayonnantes qui attirent et qui captent. J'étais sûr que je gagnerais. Donc j'ai accepté.

Ainsi, voilà, à la fin d'un dîner diplomatique, une alliance décidée entre la masse ouvrière, appui charnel de la nation, groupée au sein de l'ancien parti socialiste d'Henri de Man et le Rexisme avec ses cohortes de jeunes garçons à la foi de feu, décidés à transformer moralement et matériellement leur pays.

Q. — *Comment espériez-vous réaliser cet ambitieux programme ?*

R. — Nous avions terminé le repas. On vint alors annoncer à Abetz qu'il était appelé au téléphone. C'était Berlin. Le bon Otto se lève, disparaît. Il réapparaît un quart d'heure plus tard, s'approche de moi, l'œil brillant : « Je viens de parler avec Ribbentrop, puis avec le Führer ; je leur ai fait rapport sur nos conclusions. Là aussi on est enchanté. Tenez-vous prêt. Vous serez appelé d'ici peu de temps. Ne bougez pas de Bruxelles. Une voiture de la Chancellerie viendra vous chercher. »

J'arrivais ainsi à un résultat exceptionnel : comme je l'avais toujours voulu. J'avais sauté par-dessus les marécages où barbotaient cinquante ou cent candidats-ministres de Bruxelles qui espéraient, tous, sans idéal quelconque, pouvoir se raccrocher au pouvoir allemand, retrouver des places et des fromages. J'avais sauté aussi par-dessus l'administration des hauts fonctionnaires allemands de Bruxelles, insolents et tatillons, des rescapés d'ancien régime, qui pensaient uniquement aux intérêts de l'expansionnisme allemand. J'avais conclu une alliance extraordinaire avec le chef de la masse ouvrière belge, et j'allais être reçu par Hitler d'un jour à l'autre.

Là-dessus, le lendemain, je rentrais à Bruxelles. J'attendis l'auto de Hitler avec un optimisme qui s'amenuisa de jour en jour.

J'allais attendre longtemps.

Q. — *Pour quelles raisons ?*

R. — Entre-temps, un incident international absolument imprévu avait fait dérailler la machine.

Le rendez-vous Hitler-Degrelle avait été préparé avec application, comme tout ce que les Allemands préparent. Il devait avoir lieu, en Belgique même, à Brûly-de-Pesche, près d'Yvoir, le 26 octobre

1940. Hitler me recevrait le matin. L'après-midi, il recevrait de Man. Le lendemain, il recevrait Léopold III, pour lui faire part de sa décision, une décision que le roi ne pourrait qu'admettre puisque mon futur coéquipier Henri de Man était le principal de ses collaborateurs politiques. Donc l'affaire était dans le sac.

Q. — *Pourquoi rien de tout cela ne s'est-il réalisé ?*

R. — Voilà. Hitler avait commencé son périple par le sud-ouest de l'Europe dans son train spécial qui s'appelait joliment « Erika ». Il voit d'abord brièvement Laval au passage. Il file ensuite vers l'Espagne. Il rencontre Franco à Hendaye. L'Espagnol prudent, retors, essaie d'embobeliner par des vagues promesses un Hitler qui, finalement, trouvera plus pénible de mener une telle conversation que de se faire extraire une demi-douzaine de dents cariées.

Au retour, il a une entrevue à Montoire avec le maréchal Pétain, glorieux et taiseux. Il va arriver le 25 octobre 1940 à notre rendez-vous dans l'Entre-Sambre et Meuse. C'est à ce moment-là que lui parvient, dans son train, la nouvelle de l'imminence de l'événement qui allait provisoirement culbuter tous nos plans belges et qui, surtout, aurait des répercussions mondiales catastrophiques puisqu'il serait à la base de l'échec de la conquête totale de l'espace russe en 1941.

Cette nouvelle soudaine, c'était l'annonce de l'entrée d'un moment à l'autre de Mussolini en Grèce.

CHAPITRE XXII

UN AN D'OCCUPATION

L'offensive ratée de Mussolini en Grèce — Hitler détestait Léopold III — L'entrevue ratée de Berchtesgaden — La Belgique au fond du puits — Les pommes de terre belges — Le dépit des barbons — La Belgique aigrie s'enlise — Les menées des Allemands d'ancien régime — Le général von Falkenhausen — Le gouvernement belge de Londres pousse par écrit à la fabrication de guerre au profit des Allemands — L'assassinat du banquier Galopin — Gutt et Spaak eussent dû être envoyés en Haute Cour — Le coup de théâtre du 21 juin 1941.

Q. — *En quoi l'offensive en Grèce de Mussolini en octobre 1940 pouvait-elle avoir une répercussion sur vos projets ?*

R. — A cause de ce rush italien de 1940, la Belgique occupée allait rester longtemps dans le brouillard.

A la vérité, cette offensive militaire avait été absolument imprévisible, inimaginable pour qui que ce soit, parce que dépourvue militairement de tout sens. L'Italie n'était prête en aucune façon à une telle expédition guerrière, d'ordre mineur pourtant. Elle était mal armée, mal commandée. Le maréchal Badoglio était un militaire naphtaliné, en retard d'une guerre ou deux, comme l'était son collègue français Gamelin, comme l'étaient presque tous les hauts militaires professionnels qui sévirent au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

Collés à des formules désuètes, enkylosés intellectuellement, orgueilleux d'une science dépassée, tous ces galonnés d'un autre âge n'avaient absolument rien compris à la stratégie et à la tactique révolutionnaires inventées par Hitler, qui, par le regroupement et la combinaison de l'artillerie motorisée de l'air (les stukas) et de l'artillerie motorisée de terre (les Panzerdivizionen), avaient valu au Führer la conquête éclatante de la Pologne, puis du Danemark et de la Norvège, puis de la Hollande, de la Belgique et de la France.

Hitler inventa lui-même le débarquement norvégien, la ruée sur Abbeville, l'encerclement des Alliés. Eux, les vieux généraux de 1870 et de 1918, n'étaient plus que des paperassiers d'armée. Hitler était le génie qui ramenait la stratégie et la tactique à des données simples, décisives parce qu'imprévues.

Q. — *Que valait Mussolini, comme chef de guerre ?*

R. — Mussolini ne possédait sur le plan militaire aucun des dons étincelants du Führer. Jamais il ne comprit rien à ces problèmes. A peine lancé sur ce terrain inconnu, il était tombé de déboires en déboires. Devant les Français à Nice et en Tunisie. Devant les Anglais en Libye. Dans les airs. Sur les mers. Tout ratait. Mussolini en était furieux, jaloux, amer.

Hitler, son second des premiers temps, était devenu depuis 1940 le tout grand patron. Il avait balayé l'Europe entière, du Pôle Nord aux Pyrénées. Mussolini qui, sept ans plus tôt à Venise, avait traité le Führer un peu comme un apprenti mal dégrossi, souffrait dans sa fierté. Il voulait, lui aussi, s'imposer par un succès militaire. Il n'avait engrangé jusqu'alors que des résultats assez piteux. Il entendait bien donner, à son tour, un grand coup qui rétablirait l'équilibre.

Il croyait l'avoir bien préparé. Préparé d'une drôle de manière : Ciano avait déversé des millions, répartis discrètement entre les membres du gouvernement grec, afin que leur résistance ne fût que verbale. Ces Hellènes rusés avaient empoché les millions, et avaient résisté ! Ciano lui-même, mi-rigolard, mi-confit, me raconta à table cet avatar un soir de juin 1942 où je passais en avion par Rome, en coup de vent.

A cause de cette résistance imprévue des Grecs, Mussolini se cassa le nez en quelques jours, provoquant, entraînant des conséquences fatales. Une fois Mussolini repoussé en Albanie, les Anlgais s'étaient jetés à sa place en Grèce, y installaient leurs champs d'aviation. Ils menaçaient les puits pétroliers de Roumanie, préparaient le coup d'Etat de Yougoslavie.

Les Balkans étaient devenus un énorme piège.

Q. — Hitler lui-même n'a-t-il pas été pris à ce piège ?

R. — C'était le moment où Hitler eût dû, comme prévu, foncer en Russie, au début de mai 1941. Il allait devoir, au contraire, perdre préalablement cinq semaines à nettoyer le sud de l'Europe parce que le coup raté de Mussolini avait découvert tout le flanc droit de l'offensive imminente en U.R.S.S.

Ce retard se paierait cher.

Hitler entrerait trop tard en Russie et ne pourrait pas clôturer définitivement son offensive avant l'hiver. Sans ce ratage désastreux de Mussolini à la frontière grecque à la fin octobre 1940, Hitler eût très probablement été le maître complet de l'U.R.S.S. dès le mois de novembre 1941.

Q. — Si je comprends bien, la triple entrevue avec Hitler — la vôtre notamment — s'est trouvée annulée du fait de l'erreur militaire de Mussolini et de l'obligation où se trouva le Führer de courir la réparer. Ceci entraîna-t-il pour vous des conséquences fâcheuses ?

R. — J'écoperais et je n'écoperais pas. Finalement, tout s'arrangea mieux par la suite. En 1940, c'était trop tôt. Nous étions dans une position d'infériorité trop évidente. Mais, dans l'immédiat, tous nos plans politiques s'écroulaient brusquement. Hitler, au lieu de me recevoir à Brûly-le-Pesche, avait dû faire bifurquer son train et filer à toute vitesse vers Florence dans l'espoir d'arriver encore à temps pour convaincre Mussolini de ne pas se fourvoyer dans cette bagarre.

Il était arrivé trop tard.

En Albanie même, les Italiens risquaient de se voir jetés à la mer. Il avait fallu les secourir, organiser la défense. Bref, notre rendez-vous Hitler-Degrelle-de Man-Léopold III était en l'air.

Alors, que faire ? Et même que penser ?

Tout allait être compromis davantage encore par une maladresse du roi.

Q. — Encore ? Laquelle ?

R. — Acharné — et c'est bien la preuve qu'en 1940 il croyait que la collaboration était la seule solution —, Léopold voulut relancer l'affaire personnellement. Peut-être — qui sait ? — pensa-t-il qu'il pourrait être accepté par Hitler comme chef unique, indépendant d'un Degrelle, qui, même surveillé par de Man, eût trop

poussé, à son gré, la révolution socialiste. Il ignorait que Hitler avait été très exactement au courant des accords secrets qu'il avait fait conclure par le général Delvoie avec le généralissime français Gamelin, en octobre 1939, accords qui tordaient le cou à la pseudo-neutralité belge.

Léopold, pour atteindre Hitler, recourut aux bons offices de sa sœur Marie-José, femme du prince héritier d'Italie. Ce dernier était certes un faux jeton, huileux, court d'esprit. Hitler le savait, mais Umberto était aussi le fils de son principal allié à cette époque, le roi Victor-Emmanuel III, un nain aux moustaches de vieux chat sous un plumet gigantesque en queue de paon. Léopold III envoya donc la princesse Marie-José carillonner à la porte d'Hitler à Berchtesgaden, s'imaginant naïvement que le Führer, chapitré par elle, préférerait un seigneur d'ancien régime à des manants de mon espèce.

Marie-José était une belle grande fille, splendidement carrossée, intelligente, assez intrigante. Elle insista tellement près d'Hitler que celui-ci se vit dans l'impossibilité de dire non. Aussitôt après ce demi-oui, Léopold III s'amena à Berchtesgaden.

Ce fut l'échec absolu.

Hitler ne ressentait absolument aucun intérêt pour le Roi des Belges. Au contraire, il le détestait. Le Führer, comme me le raconta le colonel Kiewitz, avait voué Léopold III aux gémonies lorsqu'on lui avait annoncé à la fin de mai 1940 qu'on avait retrouvé mon cadavre parmi les corps déchiquetés des assassinés d'Abbeville. Il avait rendu le roi responsable de ce massacre. Indirectement, c'était vrai, car Léopold III eût dû, le 10 mai 1940, s'opposer à ces arrestations aberrantes s'il avait été un homme courageux, fidèle à ceux qui l'avaient suivi avec abnégation. Il avait eu peur. Vingt et un cadavres étaient restés sur le pavé.

« Cet homme ne remontera jamais sur son trône ! » s'était écrié Hitler en apprenant la nouvelle de ma mort, avec un formidable coup de poing sur la table de son wagon-salon. Le compte de Léopold était bon. Pour Hitler, il était un Janus — ce qui était assez exact — dont la couronne avait dégringolé. Il ne lui permettrait pas de la ramasser.

Le recevoir à Yvoir pour qu'il dise amen à un gouvernement Degrelle-de Man, soit ! A la rigueur ! Mais espérer plus, imaginer que Hitler lui accorderait sa réinstallation à la tête de l'Etat belge, sous le patronage d'anciens potentats politico-financiers comme l'ancien ministre Lippens, il ne pourrait en être question ! Le maximum que pouvaient espérer les décatis de l'ancien régime était qu'on acceptât de les enterrer à la sauvette, en respectant les

formes, au lieu de les jeter à la voirie comme la décence politique le réclamait.

Léopold, à avoir tant insisté pour être reçu à Berchtesgaden, avait perdu son temps. Hitler lui offrit un peu de thé et quelques macarons. On papota un instant. Et puis, il n'y eut rien d'autre. Léopold III repartit bredouille. La Belgique tombait vraiment au fond du puits. Pendant des mois et des mois, elle y tâtonnerait, dans le noir et le froid.

Q. — *Comment jugez-vous la Belgique de la fin de 1940 et du début de 1941 ?*

R. — Les Belges avaient rapidement commencé à grogner parce qu'ils n'avaient plus assez de pommes de terre, le légume mystico-national sans l'ingurgitation massive duquel ils dépérissent. Tous s'adonnaient avec âpreté au marché noir. Il n'y avait plus que cela qui comptait. Comment se procurer et accumuler des boîtes de conserves ? les stocker dans des caches ?...

Manger, le Belge est très porté là-dessus. Sinon le cœur du plus brave s'étiole. Les grandes idées rénovatrices de 1940 s'évanouissaient, s'effilochaient à mesure que les platées de pommes de terre frites se réduisaient.

Les vieux barbons de la politique voyant que leurs exercices d'aplatissement ne les avançaient à rien, qu'on ne les repêcherait pas, rentraient dans leurs clapiers et ne bougeaient plus.

Quant à nous, à voir l'immobilisme des Allemands, nous ne nous risquions qu'avec inquiétude à intervenir.

Q. — *A intervenir comment ?*

R. — J'ai essayé tout juste en janvier 1941, dans un article du *Pays réel* et à Liège dans un grand meeting, de lancer un « Heil Hitler » dans l'espoir de réveiller l'arbitre de Berchtesgaden. Mais Hitler, à ce moment-là, était déjà en plein dans ses préparatifs de la campagne de Russie. Il avait d'autres chats à fouetter que les chats belges.

Il avait mis fin aux conversations avec Molotov, ministre des Affaires étrangères de Staline qui ne prétendait rien moins qu'engloutir la moitié de l'Europe. C'est en fait ce que les Soviétiques se sont alloués en 1945. Mais, en 1940, Staline voulait obtenir ces territoires gratuitement, et tout de suite.

Depuis septembre 1939, il avait accru fabuleusement son potentiel militaire. Le maréchal Joukov prévoyait qu'il serait fin prêt

au printemps 1942 pour foncer vers l'Occident. D'où le chantage soviétique.

Hitler n'avait pas mobilisé tout son peuple pour faire aux Soviets un cadeau pareil. Dès l'instant où Staline eut émis de telles exigences, la guerre était certaine. Il ne restait plus d'autre solution.

Hitler devrait monter en quelques mois ses préparatifs, d'autant plus que l'U.R.S.S. se réarmait fabuleusement. Elle possédait déjà 17 000 chars, c'est-à-dire cinq fois plus que l'Allemagne. Au printemps suivant, elle en aurait 42 000. Un an de répit de plus, et Staline foncerait, avec des forces bien supérieures à celles du Reich. Plus Hitler traînerait, plus le danger d'être submergé s'amplifierait. C'est donc la plus grande invasion de l'Histoire qu'il fallait organiser de toute urgence contre l'U.R.S.S. si on ne voulait pas livrer à sa tyrannie, comme Molotov l'exigeait, plus de cent millions d'Européens et mettre en danger mortel tout l'Occident.

En outre, à cause de l'aventure grecque de Mussolini, Hitler devait préalablement dégager à toute vitesse son flanc droit, c'est-à-dire l'entièreté des Balkans.

Q. — *Revenons à la Belgique ! A quel sort était-elle vouée ?*

R. — A l'échelle mondiale, quel intérêt représentait la petite Belgique à ce moment-là ? Divisée, aigrie, hargneuse, hantée par sa chasse aux patates ! Elle s'enfonçait, elle s'enlisait.

A Londres, en face, qu'y avait-il ? Un pseudo-gouvernement belge médiocre où s'étaient agglutinés les rescapés de la salle de billard de Sauveterre et les détenteurs infortunés des chèques impayés de Vichy. Ils s'accrochaient aux basques et au portefeuille de Churchill. Leurs possibilités étaient nulles.

Tout se décomposait dans le pays. Les Allemands conservateurs de Bruxelles étaient à peu près tous des fonctionnaires qui voulaient prolonger le vieil impérialisme industriel des Allemands de 1914, qui ne pensaient qu'à étendre l'espace territorial allemand et à s'emparer de la vie économique de ces régions riches, bien équipées, aux populations laborieuses, d'un gros rendement. La création de l'Europe n'intéressait pas les généraux à la Falkenhausen. Elle était à leurs yeux une lubie de plus d'un Hitler qu'ils haïssaient. Un accord avec la Haute Finance de la Belgique leur paraissait, par contre, un objectif d'un intérêt extrême.

En plus, ils manipulaient les Flamands, leur laissant croire que la Flandre allait tout obtenir, tout posséder, que les Wallons ne comptaient pas, qu'ils seraient jetés dans les ténèbres.

Pour nous, il ne s'agissait encore, au début de 1941, que de suspicions. On possède actuellement les documents officiels établissant le plan de ces dirigeants conservateurs allemands installés en Belgique après la défaite. Ils entendaient rejeter en tout les Wallons, aider en tout les Flamands. C'était un jeu diabolique. Si nous avions cédé, notre pays eût été écartelé.

Economiquement, il en était de même.

Q. — *Bien des Belges — même Wallons — ont pourtant collaboré ?*

R. — Avec le général von Falkenhausen et son équipe pro-capitaliste, nulle collaboration n'était pensable.

Je me suis bien gardé de voir ce vieux junker égrillard une seule fois avant de filer en Russie. Je le fuyais comme la peste. Il vivait comme un mandarin — il avait longtemps résidé en Chine — dans un somptueux château brabançon, à Seneffe, propriété d'un Juif défenestré. Il s'adonnait au culte de son chien, arbitre en tout, dont les aboiements, ou le silence conciliant, indiquaient s'il fallait repousser ou accueillir le visiteur. En l'honneur de ce roquet-majordome, Falkenhausen avait fait fabriquer à Gand de richissimes cigarettes en tabacs anglais, portant le portrait du toutou comme un camée précieux.

Mais surtout Falkenhausen était dopé par la vigueur d'une astucieuse princesse italienne. Pour lui, l'occupation, c'était, la nuit, la collaboration germano-italienne et, pendant le jour, la fraternisation sarcastique avec les gros manitous financiers. Cette collaboration avec l'hypercapitalisme inspirait seule ses décisions, non dépourvues d'intelligence et d'un cynisme élégant.

Quand on s'en tient à la vieille mentalité des Allemands de 1914, son comportement était logique, car en 1914 la guerre était impérialiste. Un impérialisme avant tout économique. Falkenhausen entendait bien ressusciter cette politique-là, s'assurer le contrôle complet de la production belge grâce à des autorités complaisantes, non seulement de Bruxelles mais même du pseudo-gouvernement belge de Londres, si incroyable que cela puisse paraître.

Q. — *Vous n'allez tout de même pas prétendre que les Allemands pouvaient compter, en cette matière, sur une certaine approbation du gouvernement belge de Londres ?*

R. — C'est ainsi. Le pseudo-gouvernement belge de Londres a encouragé lui-même, à fond, cet effort de collaboration économique belgo-allemande, à direction hypercapitaliste.

Je vais vous donner toutes les explications que vous pouvez désirer. Si un grand nombre d'industriels belges et de financiers belges étaient revenus de France en Belgique au cours de l'été 1940, au lieu d'aller poursuivre l'effort économique de guerre dans le Royaume-Uni, c'était sur les instructions de Pierlot, Spaak et consorts, et spécialement du ministre De Schrijver qui, par écrit, leur remit des certificats les recommandant aux autorités allemandes.

Ces grands capitalistes ont, dès cet instant-là, travaillé à cent pour cent pour les Allemands en Belgique occupée parce que le gouvernement belge de Londres, à l'instar du roi Léopold III, leur avait dit de le faire. Ce cynisme irait jusqu'au point où l'on verrait en 1941 Spaak et Gutt, ministre des Finances, écrire aux plus gros industriels de la Belgique occupée qu'ils approuvaient leur collaboration avec les Allemands, « *même s'il s'agissait presque entièrement de productions de guerre* ».

Pour éviter le chômage en Belgique ? C'est possible. Pour maintenir une porte ouverte si Hitler gagnait ? C'est possible aussi.

Spaak annota de sa propre main ces documents qui furent confiés à l'important banquier belge Fabry.

Q. — *Ces documents existent-ils vraiment ? Ont-ils jamais été produits ?*

R. — Ces documents, cachés à Lisbonne, ont été découverts fortuitement quelques années après la guerre. Ils sont devenus publics, indiscutables et d'ailleurs indiscutés (1). Ainsi le faux gouvernement belge de Londres poussa secrètement, avec une incroyable impudence, à une collaboration économique totale avec le Reich nazi, « même si presque toutes les fournitures étaient du matériel de guerre » !

Et qui signaient ces lignes incroyables ? Ceux-là mêmes qui vitupéraient hypocritement de loin les Belges courageux qui, politiquement, essayaient de sauver leur pays au moyen d'un arrangement difficile à établir avec les Allemands.

Pour se dédouaner, le gouvernement Pierlot-Spaak eut le front d'envoyer en prison en 1945 comme « collaborateurs économiques » les industriels qu'il avait lui-même, et par écrit, encouragés à travailler pour Hitler.

A la fin de la guerre, les ministres londoniens étaient bien sûrs que jamais ces écrits Gutt-Spaak ne réapparaîtraient. Au Parlement, Spaak nia farouchement avoir approuvé la collaboration éco-

(1) Je les ai reproduits, tout crus, dans mon livre *La Cohue de 1940.*

nomique. Lorsque lui et ses compères furent confondus par la révélation in extenso par le quotidien *La Libre Belgique* des documents de Lisbonne, ils firent tous les morts. Un an après, le public avait oublié l'affaire, comme il est normal dans toutes les démocraties où on étouffe tout ce qui gêne. Qui parle encore aujourd'hui en Belgique de ces documents de Lisbonne ?...

Q. — *Ces sombres histoires de collaboration économique au plus haut niveau avec les Allemands sont-elles liées, comme d'aucuns l'ont dit, au mystérieux assassinat du gouverneur Galopin, grand patron de la Société générale de Belgique, peu avant la fin de la guerre ?*

R. — Galopin, le plus important des banquiers belges, était resté à Bruxelles, le 15 mai 1940, à la demande du gouvernement Pierlot-Spaak et chargé par lui, en son absence, de la direction clandestine de l'économie de l'Etat. C'est lui qui avait fait passer en 1941 les consignes de ses mentors londoniens recommandant une collaboration industrielle avec les Allemands, matériel de guerre inclus.

Avant la fin de la guerre, Galopin fut mystérieusement assassiné. On a affirmé qu'il l'avait été par des gens de chez nous. Mensonge complet. Personne à Rex n'est intervenu dans cette sombre histoire. On a dit ensuite que c'étaient des Flamands. Mais le Flamand qu'on avait poursuivi pour cet assassinat fut acquitté, à une époque où le plus mince soupçon vous envoyait illico presto au poteau, ou au minimum en prison pour de nombreuses années.

En fait, cette élimination du gros financier Galopin, à qui pouvait-elle profiter sinon à ceux qui lui avaient confié une sorte de gestion secrète de la Belgique et par qui, en vertu de ce mandat secret, les consignes inouïes de Gutt et Spaak avaient été transmises ? Son élimination pouvait uniquement intéresser le pseudo-gouvernement belge de Londres qui avait un grand intérêt à son silence et disposait à volonté de tueurs en Belgique sous l'occupation.

Il était un témoin gênant. Vivant, il eût certainement, après le conflit, été acculé à expliquer pourquoi et comment pendant la guerre il avait collaboré et fait collaborer les industriels belges avec les Allemands. Il eût précisé, textes officiels à l'appui, comment le gouvernement belge de Londres, via Fabry, le lui avait conseillé en termes pressants. Son témoignage eût donc pu être accablant. Une fois Galopin allongé sur son parquet, qui eût imaginé à Londres que les documents accusateurs avaient été mis de côté à temps et pourraient réapparaître des années après ?... Ce fut le cas. Dans un Etat normal, des révélations d'une telle gravité, publiées dans

un des plus importants journaux de la Belgique, eussent envoyé Gutt et Spaak en Haute Cour. Grâce à l'assassinat de Galopin, ils ont pu, l'un et l'autre, mourir dans leur lit. Les centaines de fusillés pour collaboration après 1944 n'ont pas tous joui du même privilège.

Q. — *Et les Rexistes ? Eux aussi ont collaboré ?*

R. — Quelle espérance nous restait-il en face d'une administration allemande qui accordait toutes ses faveurs politiques aux nationalistes flamands, tout en se jouant d'eux, et qui, du côté économique, n'avait de considération que pour les forces hypercapitalistes ?

Celles-ci avaient pillé et empoisonné la Belgique avant la guerre. Nous les avions combattues avec une impétuosité féroce. Et voilà qu'aux jours les plus noirs de la Seconde Guerre mondiale, elles jouissaient, tout à la fois, de l'appui des conservateurs du Reich et du pseudo-gouvernement belge réfugié chez les Britanniques !

J'avais lancé un cri désespéré, le 1er janvier 1941, dans la direction d'Hitler, comme pour lui dire : « Ecoutez, tout ce que notre jeunesse souhaite de grand, cette Europe dont nous rêvons tous, on est en train ici de l'assassiner ! » Mais les circonstances nous étaient contraires : la grande campagne de Russie était toute proche. Elle absorbait Hitler tout entier. Des bouleversements gigantesques allaient ébranler l'Europe d'un moment à l'autre. Comment nos voix lointaines auraient-elles pu encore être entendues ?...

Le grand jour allait pourtant venir qui nous donnerait raison et où les cœurs forts pourraient montrer que les vaincus de la veille pouvaient devenir, par leur courage au combat, les égaux des vainqueurs de 1940.

Ce jour, ce serait le 21 juin 1941. La guerre contre les Soviets allait changer le monde, allait créer un univers absolument nouveau, que Hitler gagne ou que Hitler perde. Hitler gagnant, une Europe puissante, comme on n'aurait jamais pu l'imaginer, allait s'étendre sur dix mille kilomètres de largeur de Cherbourg à Vladivostok, fournir aux Européens la totalité des matières premières nécessaires à leur économie, donner une raison de vivre, grandiose, à toute la jeunesse, qu'elle fût allemande, hollandaise, française, italienne ou belge.

Même si Hitler perdait, il arriverait ce qui est arrivé, c'est qu'au moins un monde maudit serait jeté au sol.

Soudainement, le 21 juin 1941, nous, petit peuple anéanti, nous nous trouvions devant des possibilités gigantesques.

Nous allions nous élancer à leur rencontre.

TROISIEME PARTIE

L'EUROPE CONTRE LES SOVIETS

CHAPITRE XXIII

VOLONTAIRES CONTRE LES SOVIETS

Staline prêt à bondir sur l'Europe — L'Europe, c'était quoi ? — Inquiétudes et défiances en Belgique — Rester à part de l'Europe, c'était se condamner — Pourquoi Degrelle s'engagea-t-il comme simple soldat ? — « Nous partons pour représenter notre pays avec honneur, pour acquérir des droits pour lui » — L'uniforme feldgrau — Motifs internationaux et motifs matériels — A Londres comme au front russe : l'écusson belge.

Q. — *Quand le IIIe Reich a envahi l'U.R.S.S., pourquoi avez-vous décidé de vous engager ?*

R. — Il est difficile maintenant, notamment pour les milliers de jeunes qui essaient de comprendre ce qui s'est passé alors, d'imaginer le choc que donna à l'Europe cette invasion de la Russie soviétique.

La Russie soviétique, depuis près de vingt-cinq ans, c'était le monstre. Elle représentait des souvenirs horribles, des millions de gens torturés et massacrés après 1917, la domination implacable de Lénine et de Staline. C'étaient les purges. C'étaient les dizaines de milliers d'officiers fusillés. C'étaient les immenses camps de la mort à travers la Sibérie. C'était l'absence de toute liberté, intellectuelle et même physique. Contre la tyrannie de l'U.R.S.S. était dressée l'immense majorité des peuples.

Pendant un an, l'Europe avait connu une espèce de période de sursis puisque Hitler, en 1939, avait conclu un accord passager avec la Russie soviétique. Mais il l'avait réalisé uniquement parce

que les Alliés avaient tout offert à Moscou pendant plusieurs mois de négociations dans le but d'amener Staline dans leur camp, cherchant à coincer Hitler entre deux battants, comme Guillaume II en 1914.

Hitler devait, sous peine de périr, se dégager le dos à l'Est, sachant qu'il devrait faire face — à l'Ouest — à la France et à l'Angleterre, comme tout le lui annonçait à l'été de 1939.

Mais la sincérité de cet arrangement stalino-hitlérien n'avait convaincu personne. Chacun savait qu'il ne vaudrait qu'un instant. Déjà, quelques mois après sa signature, Staline avait croqué entre ses mâchoires de fauve de grands morceaux pantelants de pays voisins, tout au long de ses frontières occidentales, de l'Estonie à la Bessarabie. Il se préparait à d'autres exercices boulimiques. Il entendait notamment dévorer les divers Etats des Balkans.

L'attente ne pouvait plus durer longtemps.

Pour des jeunes gens comme nous l'étions, rêvant de grands épanouissements, une telle guerre de liquidation du communisme et de création européenne se présentait comme une épopée, une épopée géante. Il fallait remonter au temps d'Alexandre le Grand s'avançant jusqu'à l'Indus pour imaginer une campagne qui allait traverser la Russie entière et la Sibérie entière pour s'accouder même peut-être au balcon des Indes et de la Perse. A des millions de jeunes garçons qui, depuis 1940, avaient assisté à l'effondrement d'un monde vermoulu, voilà que des perspectives absolument inattendues s'ouvraient. C'est ce qui explique qu'à travers tout le Continent des Légions de volontaires se soient formées tout de suite, et de toutes parts. Ils seraient dès le début des dizaines de milliers, qui deviendraient vite des centaines de milliers. Rien qu'au sein des Waffen S.S., ils arriveraient à être six cent mille ! On passait du cas allemand, du cas hitlérien et de nos petits cas de pays vaincus, à un plan cent fois plus vaste, le plan européen, offert à tous ceux qui, quelle que fût leur vieille patrie d'origine, voulaient du grand et voyaient loin.

Q. — *Pour vous, l'Europe, alors, ça signifiait quoi ?*

R. — Il ne faudra jamais oublier ceci : ces centaines de milliers de jeunes garçons — qui n'étaient même pas allemands, dont un certain nombre étaient même antiallemands — sont partis offrir leur vie sur les champs de bataille de l'U.R.S.S. avant tout pour mettre fin à l'expansion communiste, pour purger l'univers de cette malfaisance.

En second lieu, ils ont été offrir là-bas leur jeunesse pour donner enfin à l'Europe la possibilité de se réaliser, parce qu'il n'y a pas d'Europe possible sans que lui soit adjoint l'immense monde slave, aujourd'hui dominé — de l'Oder aux Kouriles — par les Soviets.

L'Europe qui allait jouer sa vie en 1941, c'était cela : trois cents millions d'êtres pétris par la même civilisation, formés par des dizaines de siècles de même épanouissement intellectuel. Ce sont des milliers d'œuvres d'art, les plus parfaites de l'histoire des hommes. C'est le Droit, codifié depuis la Rome des Césars. C'est la Foi, qui a soutenu et soudé spirituellement pendant deux mille ans nos différents peuples. Ce sont les génies qui les ont éclairés, telles des torches, face à la nuit des autres mondes.

« Nous sommes le peuple qui, des ténèbres, aspire à la lumière », a dit Goethe, le plus européen des poètes. L'Europe, c'était l'ensemble le plus impressionnant des créations de l'esprit. Et si tous les peuples européens parvenaient à se comprendre et à s'unir, cela pouvait être aussi l'indépendance économique absolue, dans la mise en commun des matières premières, des techniques et des marchés.

Cette Europe-là eût formé la plus belle, la plus complète unité de l'univers, bâtie sur trente siècles d'un passé incomparable, ouvert à un avenir presque sans limites. L'Europe forgée par Hitler eût été la maîtresse du monde.

Q. — *N'était-ce pas pure utopie ? Beaucoup de peuples n'étaient pas prêts à une telle fusion et la rejetaient même, avec virulence.*

R. — A côté de cette Europe unie que nos efforts et nos armes prétendaient créer, que signifiaient encore les courtes vues des attardés ? Les rivalités mesquines des clans ? les misérables petites guerres civiles de nos nationalismes étriqués et atrophiés ?

C'était peut-être la dernière fois qu'une telle geste européenne serait possible. Alors, quoi ! Cela valait la peine de lutter et de mourir !

Nous avons connu la souffrance. Nous avons connu la défaite. Mais notre plan était le bon, et l'Europe ne s'est jamais relevée de notre anéantissement. Seuls des fanfarons ou des aveugles peuvent encore s'émerveiller du triomphe passager, en 1945, des démocraties suicidaires qui ont tout raté, même leur victoire.

Qu'en reste-t-il ? Dans un tiers d'Europe survivante, des petits boutiquiers rapaces se collettent égoïstement au sein d'un Marché appelé, on ne peut plus justement, Commun. La démocratie des

mille ou deux mille pantouflards parlementaires n'a conduit nos peuples qu'à l'anarchie, au chômage, à l'avachissement moral.

Ce qui reste du continent est empoisonné par la culbute des mœurs, par le désordre des Etats, par les plus abjects terrorismes.

Les Soviets campent à deux heures de char du territoire français. Ils peuvent déferler, quand bon leur plaira, vers Paris, vers Lisbonne, vers Gibraltar. Leurs missiles peuvent nous écrabouiller tous en quelques secondes.

L'hypercapitalisme yankee vaut-il mieux ? avec ses guerres toujours ratées, en Asie, en Amérique, en Afrique, malgré la dictature de ses milliards de dollars, ses déluges de napalm et ses dizaines de milliers de fusées nucléaires prêtes à fracasser la terre et le ciel ?...

Q. — *Vous persévérez dans votre conviction qu'une Europe hitlérienne forgée dans le sang eût mieux valu et eût été possible ?*

R. — D'abord laissez-moi vous dire que l'Europe que nous voulions bâtir n'eut pas été « hitlérienne » comme vous dites, mais européenne, c'est-à-dire que tous nos peuples en eussent fait partie dans le respect de leur personnalité, Hitler étant le stimulant, l'unificateur. Les nations européennes ne devaient pas non plus, dans notre conception, être nécessairement assemblées dans le sang. Nous haïssions la guerre. Sa mise à feu ne fut qu'une opération de sauve-qui-peut des démocraties.

Pendant quatre ans cette unification européenne fut tout à fait possible. Aujourd'hui encore nombre d'Hommes d'Etat, trop tard sans doute, essaient d'y atteindre, bien que la moitié des peuples qui eussent pu participer à notre grand projet fussent tombés en 1945 sous les bottes de Staline. Mais pourquoi, grand Dieu, face à la faillite des faux vainqueurs, serais-je moins convaincu ! Ceux qui ont conduit les pays d'Europe à cet abaissement et à cette double domination, peuvent grotesquement gonfler leurs pectoraux ; les vrais vaincus, ce sont eux. Nous préférons quant à nous avoir été les survivants d'une épopée intelligente, dont la signification survivra, que d'être les croque-morts qui président, vantards encore, à leur propre enterrement.

Nous ne regrettons qu'une chose et nous le disons tout crûment, c'est de ne pas avoir gagné, tout submergé, tout transformé. Pas question de repentir d'aucun ordre ! Vraiment ! Se repentir de quoi ? Bien sûr, nous eussions été des vainqueurs au poing rude, dressés,

puissants, sur nos chevaux de bataille. Tant pis pour les ramollis, les faiblards, les lavasses ! Le monde n'est grand que quand le marquent de vrais maîtres.

Q. — *Le monde prenait un virage impressionnant, mais le problème belge n'était pas réglé. Vous y pensiez certainement encore ? Aviez-vous hésité avant de vous lancer dans la guerre anti-bolchevique ?*

R. — A la vérité, j'ai hésité quelques jours encore, en juillet 1941, avant d'engager la jeunesse de mon pays dans une expédition militaire et politique aussi fabuleuse.

S'il y avait l'Europe, il y avait aussi ma patrie. Premièrement, est-ce qu'il existait un minimum de chances pour nous, Belges, de convertir un jour notre participation guerrière en une possibilité de survie de notre pays ? Et, deuxièmement, qu'allions-nous représenter dans une aventure pareille ? Nous étions un tout petit peuple, perdu sur un territoire sept cents fois plus petit que l'empire des Soviets !

Mais tout le continent européen se mettait en branle. Les Espagnols envoyaient au front de l'Est une division entière. Les Français rassemblaient leurs garçons, de la Méditerranée jusqu'à la mer du Nord. Les Hollandais, les Danois, les Norvégiens partaient. Et les Italiens : soixante mille volontaires pour commencer, qui seraient deux cent mille dix mois plus tard. Et les Hongrois, les Roumains, les Croates, les Slovaques ! Alors, voilà, il fallait bien se décider. Qui se tenait à l'écart en ces semaines historiques serait tenu à l'écart à l'heure de la victoire finale.

Et qui doutait, en juin 1941, de la victoire finale ?

Q. — *Que faisaient les Flamands ?*

R. — Précisément, ce qui a achevé de nous pousser en avant, ce fut la décision des Flamands de partir au combat en U.R.S.S. Eux partant, et nous demeurant collés à nos chaises, l'opposition eût été flagrante. Nous eussions perdu nos dernières possibilités de défendre la survie politique d'une moitié de notre pays et d'une moitié de nos compatriotes.

Non seulement les Flamands avaient décidé tout de suite de s'engager mais ils l'avaient malheureusement fait d'une façon assez maladroite. La maladresse de leur politique m'a désespéré pendant toute la guerre. Ils s'étaient, en juin 1940, jetés trop vite dans les bras des Allemands. Ils avaient reçu des embrassades, mais pas

de garanties. Ils se sont lancés de la même façon dans l'aventure du front de l'Est, s'alignant dans les rangs de la Waffen S.S. sans avoir obtenu la moindre promesse politique, sans que même leur soit reconnu le droit à être commandés dans leur langue et par des hommes de leur peuple. Jusqu'au dernier jour de la guerre, leur commandeur serait un Allemand. Eux qui avaient répété pendant des années leur slogan « in Vlanderen Vlaamsch » admettraient — on ne leur avait même pas demandé leur avis — de laisser tomber en Russie leur vieille langue chargée de civilisation et de n'utiliser que l'allemand pour leur commandement !

Q. — *Et vous, avez-vous réussi à mieux vous débrouiller vis-à-vis des Allemands ?*

R. — Je n'ai aucun motif de camoufler la vérité.

Même à ce moment-là où nous allions offrir nos vies pour une cause commune, le jeu diabolique de certains Allemands annexionnistes continuait à être mené en secret, empoisonnant, parfois horripilant.

Ces impérialistes s'employaient à nous manœuvrer pour nous séparer. Ils jetèrent les Flamands en août 1941 dans les bras de la Waffen S.S., où les risques étaient gros d'être malaxés. La Waffen S.S. était une puissance, mais une puissance dangereuse : il ne fallait entrer là qu'en force.

Nous, les Wallons, par contre, on nous avait catapultés tactiquement parmi les unités de la Wehrmacht, l'armée ancienne, opposée en de nombreux points à la Waffen S.S.

Alors que nous partions précisément pour constituer une unité politique supérieure, l'Europe, certains Allemands nous coupaient dès avant le départ en deux tronçons, Wallons d'un côté, Flamands de l'autre !

Et encore, avec des arrière-pensées soigneusement calculées. Les Waffen S.S. — en notre cas, les volontaires flamands — étaient les purs, les durs, les doctrinaires, ceux-là qui, après la guerre, seraient les créateurs et les garants de l'Europe politique, tandis qu'ayant appartenu à la Wehrmacht, les Wallons ne pourraient plus, comme les vieux de la Wehrmacht, que jouer aux retraités. Ils seraient hors circuit, honorés, mais politiquement inutiles.

La volonté de discrimination sautait aux yeux. Cela irait jusqu'à un tel point que les Flamands se verraient envoyer tout au nord de la Russie, au seuil de Leningrad, tandis que les volontaires wallons seraient expédiés à l'extrême opposé, au Donetz, puis au Caucase ! Nous étions séparés par trois mille kilomètres ! On ne

pouvait pas nous séparer plus ! Les orientations perverses étaient éclatantes.

Q. — *Comment l'entendez-vous ?*

R. — C'est une chose qui étonne les gens quand je dis cela : mais nous avons dû lutter presque autant contre les Allemands que contre les Soviets, aux premiers temps de cette aventure ! Au moins contre certains Allemands.

Nous sentions que la situation de notre pays était désespérée, qu'il était menacé de séparation et d'absorption, que seulement en atteignant une situation d'égaux, nous pourrions, peut-être, un jour, acquérir la position de force qui nous permettrait de traiter avec les Allemands en hommes respectés.

Alors, voilà, l'occasion était là, occasion périlleuse mais la seule occasion qui restait sans doute à notre pays d'atteindre à cette position de force absolument indispensable.

Il n'y a pas moyen d'échapper à l'Histoire. Il fallait bien, en 1941, entrer dans ce grand conflit de l'Europe et des Soviets, mais il s'agissait, si difficile que ce fût, d'y entrer avec honneur, de ne pas accepter n'importe quoi.

Que nous servait en effet d'imaginer une Europe s'étendant jusqu'à Vladivostok si notre petit pays, au lieu de pouvoir s'exalter à la pensée de refleurir au sein d'une grande unité européenne, ne parvenait même pas à conserver sa minuscule personnalité !

Pendant longtemps, parce que certains dirigeants allemands se comportaient encore en impérialistes étroits, nous avons dû faire alterner opposition et collaboration, incidents agréables et désagréables. Il faudrait que bien du sang soit versé, que bien des propos aigres ou violents soient échangés avant que nous ne fassions triompher notre revendication essentielle : la fédération des patries, et non le malaxage des patries.

Q. — *En attendant, il vous a fallu, je suppose, compter avec les autorités allemandes d'occupation ?*

R. — C'est exact.

Au moment de former nos légions, dans des circonstances si difficiles, nous n'avions en face de nous que des autorités allemandes d'occupation avec lesquelles, moi, je n'entendais pas traiter.

Imaginez la situation !

Mais enfin quoi, nous, patriotes, n'avions pas à leur reconnaître, la bouche en cœur, le droit d'occuper notre pays. D'autre part,

nous ne voyions chez leurs principaux représentants à Bruxelles aucune disposition à satisfaire nos revendications nationales et sociales.

Je n'ai donc pas traité avec eux. Je leur ai envoyé un émissaire qui s'appelait Rouleau et avait l'avantage de parler allemand.

Q. — *Pourquoi n'avez-vous pas mené de négociations directes ?*

R. — Parce que je ne le voulais pas. Pour moi, ces autorités d'occupation ne représentaient pas l'avenir. Je voulais faire sentir, une fois de plus, que c'était en haut, c'est-à-dire chez Hitler et nulle part ailleurs, que je prétendais poursuivre mon action et arriver politiquement à des conclusions. Ce ne serait qu'après d'interminables mois d'efforts, d'épreuves, de souffrances, que j'y parviendrais. Mais j'y parviendrais.

Alors, vous le voyez, c'est cahin-caha que nous lançâmes notre Légion, parce que, d'une part, notre foi nous poussait à cette Croisade, mais, d'autre part, parce que notre absence eût marqué la fin de toute prétention à l'unité, et peut-être même à la survie de notre peuple.

Notre départ de Bruxelles, le 8 août 1941, se fit dans de grands éclats de « Brabançonne », notre hymne national qui n'avait plus retenti en Belgique depuis mai 1940 et dont j'avais exigé qu'il présidât à nos adieux.

C'est une musique militaire allemande qui le joua avec solennité.

Envers et contre tout, en toutes les occasions, nous répéterions que nous ne voulions d'Europe que dans la mesure où notre patrie garderait son âme et rejaillirait avec force dans la communauté qui allait se forger.

Dès cet instant, du côté de certains Allemands rétrogrades, je me suis fait — on le comprendra facilement — une solide réputation de contradicteur peu fréquentable. Mais ma méthode était, resterait inflexible : ne jamais nous laisser marcher sur les pieds par personne ; au contraire, réagir en écrasant avec vigueur les pieds des autres s'ils avançaient dans notre espace propre ; maintenir vigoureusement, à travers tout, nos revendications raisonnables, d'intérêt vital pour notre nation.

Q. — *Pourquoi, personnellement, êtes-vous parti pour le front russe ? N'était-ce pas renoncer à jouer un rôle politique important en Belgique occupée ?*

R. — C'était, je l'admets, assez étonnant. J'étais, à ce moment-là, le seul homme politique belge que Hitler connaissait personnellement. Si un avenir politique décent était offert à la Belgique nouvelle, je devrais probablement y assumer un rôle considérable. On le savait puisque j'avais été invité avant tout autre par Hitler aux négociations d'Yvoir, prévues pour le 26 octobre 1940. Alors, pourquoi est-ce que je lâchais tout pour filer au fond de la Russie, comme simple soldat ?

Q. — *Vous êtes vraiment parti comme simple soldat ?*

R. — Oui, je suis parti comme simple soldat. J'étais convaincu qu'il n'y avait rien à faire en Belgique tant que la guerre se prolongerait. Et j'ai eu raison. Resté au pays, je ne me serais occupé que de petites choses. J'aurais pataugé dans des barbotages, comme l'a fait Quisling en Norvège, comme l'a fait Mussert en Hollande et comme, à un autre degré, l'ont fait en France le rusé Laval et le maréchal Pétain. A les imiter, je ne pouvais que m'épuiser dans un marécage de préoccupations médiocres et d'objectifs médiocres. J'étais bien décidé à n'entrer en scène qu'au grand moment.

Et pourquoi partais-je comme simple soldat ?

Ce fut aussi très net : j'allais là-bas pour gagner des droits pour mon peuple. Je n'avais jamais été soldat, étant aîné de famille nombreuse. Aîné d'une famille de huit enfants, j'avais bénéficié de la loi belge qui dispense du service militaire le premier appelé. Donc, officier, je n'eusse pu être officier que par complaisance. Et cette complaisance se manifesta sur-le-champ. Dès que la presse eut annoncé que je partais, j'ai reçu un télégramme de Hitler me nommant lieutenant. De même que Hitler nomma lieutenants les principaux dirigeant politiques flamands et français qui s'engageaient pour le front de l'Est.

Immédiatement, j'ai envoyé un télégramme refusant cette nomination. Cela ne m'intéressait pas. J'aurais été un officier d'opérette. Pour tous les vrais officiers du front, j'aurais été considéré comme un intrus. Ce que je voulais, c'était commencer par le bas, vivre fraternellement, si pénible qu'elle fût, la vie des plus infortunés de mes camarades, les encourager sans cesse en portant le même fardeau qu'eux, m'imposer aux Allemands à force de sacri-

fices et à force de combats. C'était dur ? Dur et pur, proclamait Rex ! Pourquoi allions-nous au front russe ? Pour en baver ! Nous le savions à l'avance. En baver, pour sauver l'avenir de notre peuple ! Alors, moi, qui conviais les autres à courir au casse-pipe, que pouvais-je faire sinon donner le ton ?

Partir comme simple soldat, c'était donner le ton.

Me voilà donc, à la fin de juillet 1941, décidé au départ et décidé à lutter au poste le plus modeste qui fût.

Q. — *Comment se comportèrent les Allemands ?*

R. — Les dirigeants allemands de Bruxelles — je ne sais pas si c'était par calcul ou par naïveté — avaient parfois des initiatives invraisemblables. Alors que je les avais délibérément ignorés, ils s'amenèrent chez moi avec un immense drapeau frappé du coq wallon, destiné à conduire au combat nos volontaires. Mais si nous allions combattre au front de l'Est, c'était précisément pour une Belgique agrandie et certes pas pour un volatile régional, criard, prétentieux, qu'on n'avait jamais rencontré nulle part dans notre histoire politique. Je refusai le coq. Les Allemands repartirent penauds avec leur gallinacé.

Jusqu'à la dernière minute, des petits conflits nous opposèrent. Quand même, le 8 août 1941, c'était définitif ! Néanmoins les Allemands parvinrent encore à m'exaspérer en venant me demander le texte du discours que j'allais prononcer. J'ai dit non. Je n'ai jamais accepté de communiquer aux Allemands pendant la guerre un texte quelconque. Parfois j'ai été sur le point de ne pas parler du tout. Notamment à Vienne en décembre 1944, où m'avait invité mon vieil ami Baldur von Schirach, alors Gauleiter. Pendant une heure, je laissai toutes les grosses légumes viennoises et le vaste auditoire attendre. Pas question de remettre, ne fût-ce que le plan de mon discours, à de prétendus censeurs. Je ne cédai point. Ce furent eux qui cédèrent. C'était une question de dignité. J'allais peut-être me faire tuer la semaine suivante au front, et on ne se fût pas fié à mes paroles !

J'ai prononcé au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, le jour du départ du 8 août 1941, un discours qui était une charte. J'ai lancé là, au nez des Allemands d'occupation, venus tout de même s'aligner sous ma tribune en rangs d'oignons, nos raisons formelles de nous engager : « Nous partions à l'Est pour notre pays, pour le représenter avec honneur, pour acquérir des droits ; nous allions là-bas aussi pour l'Europe, pour créer cette grande unité qui est

la forme de vie à laquelle aspirent les différents peuples du continent depuis plus de mille ans ! »

Une collaboration de cet ordre n'avait rien à voir, vous l'imaginez, avec la collaboration si appréciée des grosses banques et des résidus de l'hypercapitalisme, encouragés si vivement de Londres par Spaak et Gutt.

Le texte de mon discours du Palais des Beaux-Arts existe toujours. N'importe qui peut le lire à la Bibliothèque nationale de Bruxelles. N'importe qui peut savoir pourquoi nous sommes partis, avant tout poussés par le plus haut patriotisme. Face aux Allemands — des Allemands d'ancien régime, mais, enfin, ceux-là qui étaient les maîtres dans notre pays à cette époque-là — nous avons tenu, l'esprit clair, le verbe énergique, à proclamer notre volonté inébranlable de résurrection nationale.

Q. — *Sous l'uniforme allemand ?*

R. — C'est un problème sur lequel — vous avez raison — il faut quand même dire quelques mots.

Ça, une grande majorité de nos compatriotes ne l'ont jamais encaissé. Nous étions partis en civil, ou en uniforme des formations de combat du Mouvement Rexiste, puis nous avons endossé un uniforme feldgrau. C'est exact. On nous le reprocha, on nous le reprochera, je crois, jusqu'à la fin des siècles.

« Pourquoi, bon dieu ! avez-vous été vous mettre sur le dos ce sacré uniforme allemand ? C'était l'uniforme des gens qui nous avaient envahis en 1914, et qui venaient de nous envahir une deuxième fois en 1940 ! Alors, vous alliez vous foutre ces défroques sur la peau ! »

Je réponds simplement : « Vous n'imaginez pas tout de même que, pour nous tous, endosser cette tenue n'a pas été une souffrance. Je vois encore le jour où il nous a fallu nous habiller en gris-vert. Un certain nombre de nos officiers, qui avaient fait les deux guerres, étaient au bord des larmes. Ce fut un conflit de conscience affreux.

— Alors, pourquoi, pourquoi l'avez-vous fait ? me rétorquera-t-on.

— Nous l'avons fait parce qu'il n'y avait absolument pas moyen de faire autrement. Ni nous, ni personne en Europe. Sans cela nous n'étions plus militairement que des francs-tireurs, des hors-la-loi. »

Q. — *Comment cela ?*

R. — La Convention de La Haye est formelle : la Belgique n'étant pas en guerre avec l'U.R.S.S., notre uniforme national n'eût pas été toléré par les Soviets.

Nos soldats, sans un uniforme reconnu internationalement, eussent été fusillés, traités comme des francs-tireurs étrangers s'ils avaient été fait prisonniers par les Russes. Le même conflit, tous les Volontaires d'Europe l'ont connu. Même les Espagnols, fiers comme ils le sont, ont dû, en arrivant en Allemagne, délaisser leur uniforme de l'armée espagnole pour endosser l'uniforme feldgrau, qui, en fait, était devenu alors l'uniforme de tous les Européens du front de l'Est.

C'est cela aussi qu'on n'a pas saisi !

Si vous imaginez qu'aux Allemands, ça leur plaisait plus qu'à nous que nous portions leur vieille tenue ! Cette décision avait provoqué de la gêne à travers toute l'Allemagne. Les militaires allemands étaient scandalisés à la pensée que leur glorieuse tenue des deux guerres allait être endossée par des neutres, ou pire, par leurs ennemis de la veille !

Il y eut des réactions défavorables d'un côté autant que de l'autre. En plus il y avait la question matérielle.

Q. — *Quelle question matérielle ?*

R. — Voyons, comment pouvez-vous imaginer que les armées de volontaires de vingt-huit pays différents, à travers un front mouvant et immense, aux accès difficiles, aux obstacles énormes, eussent pu trimbaler des dépôts d'uniformes de vingt-huit armées distinctes ! Et, dans ces vingt-huit armées distinctes, toutes les armes et munitions, différentes elles aussi ! C'était totalement irréalisable !

Par exemple, nous Wallons, nous nous sommes trimbalés au front du Donetz, au front de Kharkov, au front du Caucase, à Tcherkassy, sur le Dnieper. Après, nous avons filé au front d'Estonie. Nous sommes revenus à la Baltique, en Poméranie, au fleuve Oder. Nous avons fait cinq mille kilomètres le long des divers fronts ! Alors, vous imaginez, nos stocks particuliers devant suivre notre randonnée dans des neiges hautes comme des girafes, des boues pareilles à celles sur lesquelles s'arrêta l'arche de Noé, parmi toutes les complications de ce front interminable ! Mais rien n'aurait suivi ! Nous serions tombés en loques. Il est évident que, techniquement, il n'y avait pas d'autres solutions que d'utiliser, tous,

les mêmes dépôts. Sinon, la pagaille eût été énorme. Plus, même : insurmontable.

Q. — *N'empêche ! ça a révulsé beaucoup de Belges !*

R. — Nous ne pouvions pas agir autrement.

D'ailleurs nos compatriotes qui, à Londres, dix fois moins nombreux que nous, luttèrent aux côtés des Alliés firent exactement la même chose que nous : ils portaient sur la manche de leur uniforme anglais un écusson qui était exactement la réplique du nôtre, frappé aux couleurs belges, tout juste de la même façon. C'est même drôle ! A se demander qui avait refilé le modèle à l'autre !

Seul, cet écusson distinguerait durant toute la guerre les combattants belges de Londres de leurs camarades alliés, tout comme nous, de nos camarades français, danois, hollandais, lettons, etc., accourus, à plus d'un demi-million de volontaires, au front de l'Est.

Aux côtés des Anglais, tout comme aux côtés des armées du IIIe Reich, nous irions au combat, les uns et les autres, avant tout pour notre patrie dont les couleurs, ces pauvres petites couleurs presque oubliées depuis 1940, ne brilleraient plus, durant toute la guerre, que là, sur la manche de jeunes garçons idéalistes, luttant, souffrant, parmi des unités alliées ou dans l'immensité russe, ennemis provisoires, mais frères quand même, dans les deux formes du sacrifice.

Telle fut l'affaire de nos uniformes. Le reste n'est que chicanerie mesquine. L'essentiel, l'indispensable à nos yeux, ce n'était pas la couleur d'un veston, c'était le salut d'un pays pour lequel, par milliers, nos garçons sacrifièrent leur vie, à l'heure où tant d'autres, qui se permettent de les outrager encore aujourd'hui, restaient cois, attendant que la tourmente passe.

CHAPITRE XXIV

COMBATS JUSQU'AU CAUCASE

Ce qu'a été l'hiver de 1941-1942 — Cinq semaines de contre-attaques par 42° sous zéro — Les parapets de glace de Gromovaya-Balka — L'assaut blindé de quatre mille Russes — Deux cents morts wallons — Objectif atteint : l'égalité dans l'héroïsme — La grande ruée du maréchal soviétique Timochenko — Les exploits des Wallons à la bataille de Kharkov — Le rush vers l'Asie — Au Don, au Kouban, aux pics du Caucase — Une semaine de corps à corps à Tcherjakov — La rencontre avec les Waffen SS — Les complots de la Gestapo — Un rapport à Himmler — Cent quarante-trois rescapés.

Q. — *Quand avez-vous été engagés sur le front soviétique ?*

R. — Dès la fin d'octobre 1941, nous arrivions en Russie, au front du Dnieper. Après trois semaines d'instruction — rien de plus — nous avions été déclarés bons pour le combat. Premiers engagements de patrouilles. Pénibles, psychologiquement. Personne ne savait qui nous étions. Je vois encore un général allemand qui guettait notre colonne du haut de sa voiture tout-terrain le long d'une piste boueuse d'Ukraine. Il interpelle un de nos gaillards : « Combien de bataillons possède la Légion Wallonie ? » Notre type répond bravement : « Je ne sais pas exactement combien. Mais nous, on est le premier » ! Il n'y en avait pas d'autre, évidemment. Nous n'étions que douze cents volontaires. Le bataillon deviendrait un régiment. Puis une brigade. Puis une division. Mais nous avons commencé à douze cents.

Un hiver horrible. Il y a, sur ces mois tourmentés, des milliers de documents. Quarante-deux ou quarante-cinq degrés sous zéro. Nous étions tous gelés, le nez suintant, tuméfié ; les oreilles étaient pareilles à des oranges d'où tombait un pus rougeâtre.

C'est à ce moment-là qu'est survenu le plus terrible de nos combats du premier hiver de la guerre de l'Est.

Nous avions dû, aux mois de janvier et de février 1942, mener une contre-offensive de cinq semaines. Vous vous représentez cela : des neiges qui atteignaient trois, quatre ou cinq mètres de hauteur, des froids atroces.

Nous étions parvenus jusqu'à la ligne de faîte des eaux du Dnieper et du Dniester. Nous avions conquis là, entre les étangs gelés, un petit village qui s'appelait Gromovaya-Balka. Ce nom étrange voulait dire : « la vallée du tonnerre ». C'était le nom qu'il fallait ! Là nous avons lutté pendant dix jours et dix nuits, anéantis par le gel, arc-boutés derrière des parapets de glace.

C'est alors que s'est produit le grand choc de la contre-offensive soviétique. Choc bien étudié par les Russes. Des transfuges civils leur avaient dit que nous n'étions pas des Allemands, que nous ne parlions pas l'allemand. Ils en avaient déduit que nous étions des Italiens, dont trois divisions campaient dans la région. C'est pour cela qu'ils ont foncé à cet endroit précis, les Italiens ayant une réputation militaire — assez injuste — qui n'était pas toujours celle de Jules César.

Q. — *Comment s'est déroulée cette bataille de Gromovaya-Balka ?*

R. — Nous avons dû encaisser l'assaut massif des Soviétiques. Il était six heures et demi du matin, le 28 février 1942. Tout à coup, les voilà ! Voilà une nuée de chars énormes, voilà une dégringolade de quatre mille assaillants ! Il fallait voir ces Russes avançant en rangs serrés, tout droit, leur fusil sous le bras, comme à la parade ! Une énorme muraille violette ! Nous autres, une poignée de pauvres Wallons, sans l'appui d'un seul panzer ! Nous avons mené jusqu'à la nuit un combat atroce. Moi, j'étais simple mitrailleur. J'avais été blessé quinze jours plus tôt au pied, et, à cette occasion-là, j'avais été nommé caporal. J'étais caporal, comme le caporal Hitler de la Première Guerre mondiale ! Ayant été atteint de trois fractures au pied gauche, je ne pouvais bouger qu'en sautillant très difficilement. Je m'étais installé comme je l'avais pu, avec ma mitrailleuse, entre deux chevaux morts.

Les chars couraient dans tous les sens, mettaient nos gens en

débandade. Je suis resté à ma mitrailleuse, entre mes chevaux pétrifiés. D'ailleurs qu'aurais-je pu faire d'autre ? Nous nous sommes tous battus de façon désespérée. Nous avons eu deux cents morts en quelques heures. Nous avons tenu fermement le terrain jusqu'au moment où, après des heures interminables, est arrivée la contre-attaque allemande, soutenue par des blindés.

Le général allemand qui courait en tête de ses soldats s'est jeté sur moi, m'a piqué sa Croix de fer de seconde classe sur la poitrine. Personnellement, j'avais lutté tant que je le pouvais. Tous nos soldats avaient fait merveilleusement leur devoir. La moitié d'entre eux étaient morts ou avaient été blessés.

Nous avions donné, devant l'armée allemande, la preuve de ce que valait notre peuple. Après six mois à souffrir, dans des situations épouvantables, perdus dans ce front sans fin, par des températures atroces, nous étions cités à l'ordre du jour de l'armée allemande. Trente-deux de nos soldats étaient décorés de la Croix de fer, ce qui, à ce moment-là, était un chiffre extraordinaire. Nous avions marqué le premier pas, nous étions de vrais soldats. Pour les Allemands du front, nous étions devenus des camarades. Le plan de salut de notre pays, par l'égalité dans l'héroïsme, s'accomplissait, tel que nous l'avions voulu.

Q. — *Que s'est-il passé ensuite ?*

R. — Le premier hiver s'était liquidé après sept mois de blancheur aveuglante, éperdue jusqu'au bout du ciel sec.

En mai 1942, se produisit la bataille de Kharkov, deuxième grande bataille d'Ukraine et première grande offensive des Soviets dans le sud de l'U.R.S.S. Les Russes, avec le maréchal Timochenko, avaient imaginé, pour que les Allemands ne puissent pas rebondir à l'assaut, de partir au combat avant eux. Les troupes rouges s'étaient élancées dans une ruée énorme dans la direction de Dniepopetrovsk, la grande métropole industrielle du Dnieper. Elles étaient parvenues à percer le front allemand. C'était juste une semaine avant que nous autres eussions dû démarrer.

On ne pouvait plus faire du sur-place ! En 1941, les victoires des armées de Hitler avaient été immenses, mais elles avaient été stoppées par le froid, à cause des cinq semaines perdues dans les Balkans à réparer les dégâts de l'aventure grecque de Mussolini. Il fallait reprendre l'assaut interrompu en décembre. Tout était au point. Alors que nous faisions les ultimes préparatifs, voilà que les Soviets foncent en plein dans le centre du secteur ukrainien.

Des fuyards allemands, écartés vers le sud, arrivaient jusqu'à nos positions. Nous les regardions assez stupéfaits.

Pourtant pas un mouvement d'impatience n'apparut dans le Haut Commandement allemand. La machine de guerre de Hitler était merveilleuse. Tout le monde est resté à sa place. Tout le monde a attendu que les Russes aient couru loin, se soient engagés dans un boyau de plus en plus étroit, jusqu'à douze kilomètres de Dniepopetrovsk, à plus de cent kilomètres de leur point de départ.

C'est à ce moment-là, strictement à la date prévue, le 17 mai 1942, à quatre heures du matin — quatre heures moins trois minutes — que nous nous sommes tous lancés, une deuxième fois, dans un puissant assaut.

Bataille de Kharkov, où les forces du Reich, les unes dévalant du nord, les autres remontant du sud, refermeraient une semaine plus tard leurs tenailles de fer dans le dos des Soviétiques, leur faisant quelque deux cent mille prisonniers, s'emparant de tout leur matériel lourd. De nouveau, nos Wallons avaient été extraordinaires. A ce moment-là, j'ai gagné la Croix de fer de première classe, j'ai été nommé lieutenant « pour la valeur ». Etre officier ainsi m'intéressait. Pas lieutenant de fantaisie, nommé par complaisance, mais lieutenant parce que je m'étais bien battu, parce que j'avais foncé à travers le front russe avec tous nos garçons et parce que nous avions gagné !

Dès lors, parmi les officiers allemands, avec ma Croix de fer de première classe sur le flanc gauche, j'étais déjà, militairement, l'égal des meilleurs. Nous avancions la tête haute.

Sans retard, nous avions continué sur notre lancée, jusqu'au Dniester, jonché de corps pourris, escortés de myriades de moustiques ravissants et féroces.

Un mois après, c'était le grand démarrage vers le Don et vers le Caucase.

Q. — *Etant donné leur petit nombre, quel rôle réel pouvaient jouer les Wallons dans cette offensive qui prétendait arriver jusqu'aux frontières asiatiques du sud de l'U.R.S.S. ?*

R. — Quand je pense aux garçons de notre temps qui sont là à patauger dans l'incertitude, qui ne savent où trouver quelque chose de grand à quoi se donner, je voudrais qu'ils se mettent dans la peau de n'importe lequel de nos jeunes soldats d'alors. Un garçon de seize ans. Ou de dix-sept ans. Nous venions, précisément, de recevoir de Belgique, en renfort, un bataillon formé de nouveaux

volontaires dont la plupart avaient cet âge-là. Ils étaient la fine fleur des « Serments » qui rassemblaient la jeunesse rexiste. Trois d'entre eux avaient truqué leurs papiers, n'ayant que quinze ans.

Ils avaient à peine eu le temps de regarder les chaumes et les puits noirs des premières isbas que les ordres arrivaient : ça y était, on fonçait vers l'Asie !

Cinq semaines d'offensive ! Onze cents kilomètres de marche et de combats ! Et toute cette Ukraine rutilante, le Don splendide, immense, avec ses tombeaux millénaires sur la rive gauche, les chameaux qui blatéraient près des vignes. Et puis les grands lacs étoilés du Manitch. Et puis l'arrivée au fleuve Kouban, bondissant, tout vert, dans ses roches rousses, les immenses champs de tournesols d'or d'un seul tenant, le spectacle gigantesque des sommets des montagnes du Caucase, éblouissants de neige, à plus de cinq mille mètres de hauteur. C'était, pour un jeune, une chevauchée exaltante.

Q. — *Et les combats ?*

R. — Dès que nous eûmes dépassé la grosse ville pétrolière de Maïkop surgit pour nous tous la grande épreuve : les combats sauvages dans la chaîne du Caucase.

L'armée allemande était arrivée à l'extrême limite de son effort et de ses possibilités offensives, alors qu'il restait aux Russes, tapis dans des bois presque impénétrables, un maximum de moyens défensifs.

A peine engagés dans ces montagnes énormes, nous n'allions plus avancer que de traquenards en traquenards. Nous nous hissions dans des forêts vierges, coupées de chênes centenaires tombés les uns dans les autres. Il fallait avancer avec des haches, empêtrés dans les pruneliers sauvages, de plusieurs mètres de hauteur et serrés, compacts, comme des dards de porcs-épics. On n'avançait qu'après avoir tout abattu devant soi. Nous devions improviser des ponts de lianes sur les grosses rivières qui bondissaient de rocher en rocher.

C'est alors que nous avons vécu les combats terribles de Tcherjakov : sept jours et sept nuits de corps à corps. Le chef de notre jeunesse, John Hagemans, est mort au cours de cette bataille. Nous avons à peu près tous été blessés. C'était quelque chose d'atroce, le corps à corps jour et nuit avec des troupes sauvages, se jetant sur nous à travers des champs de maïs s'élevant bien au-dessus de nos têtes. Les Russes avaient amené là tout ce qu'ils avaient pu

ramasser comme repris de justice. Toutes les prisons du Caucase avaient été vidées, les bandits jetés aussitôt dans ces empoignades.

C'est là, au cours de ces épouvantables mêlées, qu'allait se préparer notre grand virage.

Q. — *Le virage vers la Waffen S.S. ?*

R. — Les troupes auxquelles nous allions être unis tactiquement dans ce secteur sud-ouest du Caucase ne seraient plus les chasseurs de la division de montagne que nous avions accompagnée précédemment, mais une des plus célèbres et des plus glorieuse divisions des Waffen S.S., la « Viking ». Cette division, c'est un fait historique, était une unité de combat formidable. Pour être Waffen S.S. il fallait être grand — un mètre soixante-quinze au minimum — un type physiquement parfait, pétri de courage, durci par une volonté d'acier, soumis délibérément à une discipline de fer.

Tous aussi avaient reçu une formation politique et sociale puissamment révolutionnaire, projetés vers la conquête par une nouvelle conception du monde. Les Waffen S.S. — un million de volontaires de toute l'Europe, dont 402 000 tomberont au combat — furent les plus fantastiques troupes, par l'esprit, par le caractère et par la combativité, qui aient jamais été vues sur la terre. Avec elles Napoléon eût fait le tour du monde.

Le chef de la « Viking » en 1942, le général Steiner, était un homme extrêmement distingué. Il portait toujours, même dans les combats rapprochés, une cravate blanche impeccable, comme celle de Pierre Laval.

Nous allions le retrouver au cours de presque tous nos grandes campagnes, au Caucase, au golfe de Finlande et à l'Oder.

Q. — *Mais, politiquement, aviez-vous, après un an de combats, obtenu un résultat ? Ce premier contact avec une unité des Waffen S.S. allait-il dans votre cas changer quelque chose ?*

R. — C'est une question que chacun a le droit de se poser et de nous poser. Est-ce que, oui ou non, politiquement, un tel effort guerrier avait abouti à quelque résultat ? Est-ce que tous nos morts avaient servi à accroître les possibilités de reclassement de notre pays ? Est-ce que les Allemands avaient compris ce que nous faisions ?

Nos déboires, je le reconnais franchement, avaient été innombrables. Oui, du côté de Hitler, nous savions que nos combats

avaient fait impression puisque nous avions été cités à l'ordre du jour par le Grand Quartier général. Mais nous avions été aussi en butte, au front même, à certaines maœuvres policières qui étaient proprement scandaleuses.

Q. — *Je ne crois pas que vous en ayez jamais parlé. De quoi s'agissait-il ?*

R. — J'avais bel et bien découvert pendant l'offensive du Caucase que la Gestapo de Bruxelles avait monté chez nous un service infect de mouchardage. Dans le dernier convoi de volontaires, on nous avait refilé deux flics de Bruxelles passés au service de la Gestapo. Soi-disant volontaires, ils étaient là, dans nos rangs, uniquement pour nous espionner, pour constituer des dossiers à notre charge, afin qu'au jour de la victoire possible, lorsque nous réclamerions au nom de notre peuple la reconnaissance des droits acquis, d'autres puissent nous envoyer à la figure un monceau de rapports de basse police. « Et vous, Degrelle ? Et vous, un tel ? Et vous, un tel autre ? On sait bien ce que vous faisiez là-bas ! »

Absolument par hasard, en regardant dans le ballot du courrier une inscription au dos d'une enveloppe, j'avais eu des soupçons concernant un sous-officier. J'avais fait ouvrir ce pli par le Commandeur. La lettre provenait d'un fonctionnaire de la Gestapo à Bruxelles, accusant réception d'un rapport contre moi, en réclamant d'autres avec insistance. J'avais fait amener le mouchard à mon petit poste de campagne dans une isba. J'étais entré dans une colère apocalyptique. J'avais, d'un coup de poing, pareil à un coup de massue, fendu la table en deux. Epouvanté, le type avait tout avoué. Et même donné son complice. J'avais fait saisir son sac à dos ; il contenait les doubles de tous ses rapports. C'était quelque chose d'abominable. Ce traître-là nous salissait d'une façon méthodique. Il avait conservé aussi dans son barda les lettres des Allemands de la Gestapo bruxelloise, qui lui écrivaient cyniquement : « N'ayez pas peur de forcer la note ! Plus vous en direz contre Degrelle, mieux ça vaudra. »

Avec quelle fureur j'avais couru à cheval, à des kilomètres, au P.C. du général Sanne qui commandait la 97e division dont nous dépendions alors tactiquement ! Il était le cousin germain du ministre von Ribbentrop. Je lui ai alors demandé, indigné, que soient poursuivis en conseil de guerre les deux mouchards, pour tentative de démoralisation d'une unité militaire au combat. Sanne m'avait répondu consterné : « Mon pauvre Degrelle, mais vous ne savez

pas ce que c'est, la Gestapo ! Il n'est pas possible que moi, j'intervienne dans une histoire pareille ! »

Q. — *Comment vous en êtes-vous sorti ?*

R. — « Je m'en charge », avais-je lancé au général en regrimpant sur mon cheval, appelé « Caucase », une bête gigantesque.

J'ai réuni immédiatement le bataillon ; j'ai fait amener, baïonnette au canon, les deux flics-espions ; j'ai exposé tout en long et en large leur collusion avec les policiers allemands de Bruxelles, puis j'ai crié à la troupe : « Jurez tous que, dès que vous le pourrez, ces deux hommes-là seront deux hommes morts ! »

Hurlement général : « Je le jure ! »

J'avais dit ensuite, à l'oreille, aux gardes : « Attention ! s'ils le tentent, laissez-les filer. »

Ils s'étaient enfuis, la nuit suivante. Alors j'avais rattrapé à toute vitesse, sur ma monture, le général Sanne, lui disant : « Maintenant, ce sont des déserteurs, arrêtez-les ! » Là c'était normal, et tout à fait réalisable. Cinq jours après, la gendarmerie les accrochait au passage du Dnieper. On nous les ramenait. Je les faisais condamner à cinq ans de forteresse. J'avais, contre la Gestapo bruxelloise, gagné la manche.

Mais la preuve était faite : je conservais au pays, dans les milieux allemands, des adversaires venimeux.

J'avais exigé des excuses du général von Falkenhausen, commandant militaire de la Belgique. Il me les avait envoyées par télégramme, enchanté, puisque — ce qu'alors j'ignorais ! — il était lui-même un ennemi et une cible de la Gestapo. Il n'y avait plus de doute : des comploteurs me guettaient, ils ne m'admettaient pas, malgré mes combats.

J'étais bien décidé à ne pas me laisser faire. Mais on voit de quels périls nous étions menacés, par les Russes en face, par les policiers secrets à l'arrière. Il nous fallait, dans l'incertitude, risquer la mort à chaque heure pour le salut de notre pays. Et celui-ci ne nous comprenait même pas. On ne pouvait pas braver plus d'obstacles.

C'est peu après cette longue bagarre sinistre que s'est produite brusquement, par le hasard des répartitions de zones de combat, notre rencontre avec la division « Viking » de la Waffen S.S.

Q. — *Comment se sont nouées vos premières relations avec la S.S. ?*

R. — Ces mois de combats au Caucase, sous le commandement général de la « Viking », allaient être pour nous, politiquement,

décisifs. Je dis « politiquement » car la Waffen S.S. était avant tout une armée politique. Steiner avait pu constater que notre légion était militairement remarquable mais qu'en même temps elle était animée par une idéologie sans fêlures. Sous les bannières de Rex nous ne faisions tous politiquement qu'un bloc.

Pour la Waffen S.S., qui allait devenir l'épine dorsale de l'Europe si Hitler gagnait, une légion comme la nôtre représentait donc une unité exceptionnelle. Le général Steiner et ses soldats avaient vite fraternisé avec nous. J'allais parfois casser la croûte avec lui à son poste de commandement, sous les vieux chênes.

Nous passâmes ainsi des mois merveilleux de camaraderie sincère malgré l'épouvantable dureté des combats, au seuil de l'hiver qui déplumait les bois, arrachait les rives des torrents et souvent coupait nos unités de tout contact.

Steiner, en vieux soldat politique qui avait du flair, envoya à ce moment-là, et complètement à mon insu, un rapport à Himmler, en lui disant : « Il faudrait prêter attention à ces volontaires wallons. Ils sont des soldats remarquables. Je viens de passer deux mois avec Degrelle, c'est un homme dont il faut tenir compte ! »

Nos combats avaient été horribles dans ce Caucase phénoménalement boisé où nous avions livré des corps à corps inimaginables jusqu'en haut des pics, pas équipés du tout pour ces ascensions armées. Nous avions perdu tellement de monde que, partis à douze cents et renforcés par un bataillon entier de jeunes, nous n'étions plus, en novembre 1942, que cent quarante-trois rescapés. Tous les autres étaient morts ou blessés.

J'avais été moi-même grièvement atteint, le ventre lacéré sur dix-sept centimètres et l'œsophage tailladé en huit endroits. Je vous passe les autres détails. Bien entendu, j'étais resté dans la bise et les obus, en haut de notre pic. Je n'étais pas allé à l'hôpital un seul jour. C'était proprement impensable. Je n'y séjournerais jamais non plus par la suite (1). Abandonner nos garçons, c'eût été risquer la débandade. Jamais, malgré mes quatre ans de lutte au front de l'Est, et malgré sept blessures, je n'ai manqué à un seul des combats de la « Wallonie ». Un chef ne tient une troupe que s'il est présent à chaque instant et s'il est prêt à se sacrifier plus que quiconque.

Chacun de nous avait fait honneur à la Belgique.

(1) Jusqu'à mon arrivée « brutale » en Espagne, en mai 1945.

CHAPITRE XXV

DEUX ANNEES DE RUSSIE

Napoléon dépassé — Un front de trois mille kilomètres — Stoppés dans la neige à plusieurs millions d'hommes — Cent mille pieds gelés — Des vers vivants, nourriture de Russes — Les mers de boue — Les assauts fous des Cosaques — La nuit dans les rivières glacées — Douze relèves par jour, par 40° sous zéro — Dévorés par les poux — Les poules du Don — Le paradis des pastèques — A bout de forces au Caucase — Les pieds dans les cadavres pourris — Les perchoirs horribles.

Q. — *En dehors de toute considération politique ou militaire, quels souvenirs personnels vous reste-t-il de ces deux premières années de vie quotidienne avec vos soldats au front russe ?*

R. — Malgré tout ce qu'on a publié ou montré, les gens s'imaginent difficilement ce que fut l'horreur de la campagne de Russie.

Beaucoup en sont toujours au souvenir de la campagne napoléonienne.

L'hiver russe de Napoléon ?... Mais Napoléon n'a même pas passé un seul jour d'hiver en Russie. Le 6 décembre 1811, tout pour la Grande Armée était terminé, les derniers rescapés français avaient atteint la frontière lituanienne ! La Bérézina, c'était au mois de novembre ! Le retour de Moscou, c'était au mois d'octobre, le long d'une grand-route où se trouvaient installés bon nombre de relais et de postes de secours.

Imaginez ! Le front germano-russe de 1941-1944 avait trois

mille kilomètres de largeur. Nous nous étions élancés en une vague gigantesquement déployée dans l'infini des steppes et des pinèdes, depuis l'océan Arctique jusqu'à la mer Noire. Nous étions séparés de l'arrière par un millier de kilomètres. Toutes les lignes de chemin de fer avaient été dynamitées. Tous les ponts avaient sauté. Le ravitaillement arrivait avec une peine extrême. On devait d'abord faire passer les munitions.

Rien n'avait été prévu pour un hiver de combat puisque, d'après les plans, l'offensive devait être liquidée au mois de novembre 1941. Elle aurait pu l'être d'ailleurs. Après avoir mis Staline knock-out, l'armée eût cantonné pendant l'hiver, sans combats, n'importe où, dans la pouillerie indigène. Elle se serait chauffée avec des joncs, des cannes de maïs, comme les paysans.

Mais cela ne s'était pas passé ainsi.

Au mois de décembre 1941, nous voilà bloqués en pleine steppe, à plusieurs millions, vêtus de nos uniformes d'été en étoffe synthétique. Nous n'avions même pas de gants. Nous n'avions même pas de cache-oreilles. Et nous avions en face de nous des troupes russes qui, elles, étaient habituées au climat — c'était leur vie — qui portaient des vêtements conçus pour affronter de tels éléments, des vêtements molletonnés superposés. Ils n'en étaient pas réduits comme nous à de misérables petites chaussettes dans lesquelles nous avions les pieds trempés, puis gelés. Quant aux godasses mêmes, les Russes les avaient très larges, une pointure de plus que la normale, pour pouvoir enrouler leurs pieds dans de larges bandes d'étoffe, doublées souvent de morceaux de journaux.

Des dizaines de milliers, des centaines de milliers de garçons ont perdu des doigts de pied, uniquement à cause de ces stupides détails. Nous nous tapissions le cou avec des vieux numéros de la *Pravda* que nous arrachions aux cloisons de planches des isbas.

Nous n'avions rien à manger. Les Russes, eux, pouvaient vivre de pommes de terre gelées, de grains de maïs ou de tournesol. A défaut d'autre chose, ils avalaient goulûment de longs vers extraits des fumiers. Ils les gobaient avec un plaisir extrême.

Nous autres, nous étions des peuples de l'Occident, c'est-à-dire des peuples décadents, aux besoins multiples, à la résistance affaiblie par de mauvaises habitudes.

Q. — *Où vous trouviez-vous au début de l'hiver ?*

R. — Au début de novembre 1941, je vous l'ai dit, nous avions franchi le Dnieper. D'énormes glaçons étaient charriés par le fleuve, des glaçons grands comme des îles. C'était très beau. Mais, à peine

de l'autre côté du fleuve, voilà les boues. On pense toujours à la neige de la Russie, mais la boue russe est encore plus terrible que la neige. Le sol de l'Ukraine est un sol imbibé de pétrole, il est huileux dès qu'il pleut. La glu grasse vous colle aux jambes. Vous sombrez dans des boues d'un demi-mètre de profondeur.

Je nous vois encore, les premiers temps, avançant vers le bassin du Donetz : nous devions nous lier avec des cordes les uns aux autres pour sauver celui qui s'engloutissait. Un de nos soldats empêtré dans cette gadoue s'est suicidé, tellement il était à bout. Il a dressé son fusil et s'est tiré une balle en pleine tête. Il s'appelait Adam, le pauvre, comme le premier homme du monde.

A peine en avions-nous fini avec ces boues affreuses que, tout à coup, en vingt-quatre heures, le gel nous était tombé dessus.

Cela commença par vingt degrés sous zéro. Puis trente sous zéro. Puis quarante sous zéro. Le gel, en fin novembre 1941, avait presque instantanément bloqué les routes parce que la boue, au fur et à mesure qu'elle se durcissait, s'était figée en crêtes. Vous aviez partout des crêtes de boue gelée d'un demi-mètre de hauteur, très aiguës, comme des couteaux tranchants, qui crevaient tous les carters. En une semaine, il n'y avait plus un camion qui pouvait bouger.

Q. — *Et la neige ?*

R. — Il tombait des neiges, n'oubliez pas cela, qui pouvaient atteindre quatre ou cinq mètres d'épaisseur, parmi lesquelles il fallait souvent ouvrir des tranchées pour avancer. Si on parvenait à ne pas trop s'égarer, c'était uniquement parce que les pistes englouties étaient jalonnées de gros poteaux de dix mètres de hauteur, coiffés, tout au sommet, d'une énorme boule de paille. Ils guidaient nos pérégrinations dans les steppes enneigées.

Chaque semaine, c'était plus affreux, puisque chaque semaine on avançait toujours plus loin, par un froid toujours plus dévorant.

Finalement, nous avons abouti à des charbonnages, au fond du bassin du Donetz. Ces charbonnages avaient été détruits par les Soviétiques. Tous les chevaux avaient été abattus par eux au fond des puits. Il en remontait une odeur abominable. Nous campions dans cette misère des villes russes dont personne en Occident ne se fait une idée. Dans les quartiers dits modernes, les Soviets avaient planté de hautes constructions dans le genre des HLM de nos pays. Mais il fallait voir cela ! Les murs se lézardaient comme du massepain, les escaliers de ciment étaient complètement râpés. Les fils électriques, à nu, pendaient en banderoles. Les gens faisaient leurs

besoins au-dehors. Une mer d'excréments gelés enserrait tous les immeubles.

Le ravitaillement n'arrivait pour ainsi dire plus à nos postes avancés. Les quelques pauvres petits chevaux et poneys qui parvenaient péniblement jusqu'à nous, mouchetaient la neige de leurs gouttes de sang. Le sang leur tombait du nez en fines étoiles violettes. Ces charrois de misère nous apportaient des œufs complètement gris tellement ils étaient gelés, pétrifiés.

C'est dans ces conditions-là qu'il nous a fallu mener la contre-offensive du Donetz en janvier et en février 1942, par quarante ou cinquante degrés sous zéro presque tout le temps.

Q. — *Et les Soviétiques, comment tenaient-ils ?*

R. — Les Soviétiques, eux, pouvaient encore combattre plus ou moins. Du moins leurs cosaques. Ceux-ci étaient merveilleusement montés. Ils déboulaient perchés sur leurs petits chevaux nerveux, cavaliers intrépides disposant de selles en osier ou en aluminium. Ils fonçaient, crispés là-dessus, infatigables, vêtus chaudement, tout en blanc, une gourde de vodka au ceinturon. Ils manipulaient de grands sabres du temps des Tsars, portant encore le vieil aigle impérial sur la poignée. Oui, les cosaques de Staline portaient l'aigle tsariste !

Je revois souvent encore dans mes songes tourmentés les assauts furieux de ces cavaliers magnifiques et impétueux. Impétueux mais assez inutiles car, au front comme partout, il ne suffit pas de foncer, il faut aussi penser. On nous les envoyait par vagues galopantes sans autre arme que le grand sabre qui tournoyait sur l'horizon blanc ! A Blagodatch, la bourgade où nous étions parvenus à peu près morts de froid, ils avaient foncé comme un ouragan. Quatre mitrailleuses en avaient fauché cinq cent quatre. Pas un seul de ces splendides cavaliers n'avait pu passer.

Nous avions dû poursuivre l'offensive. Autre débâcle céleste : la pluie ! Cette fois-là, en plein hiver ! Sans crier gare, voilà que les nues se diluent, nous noient, couvrent d'une inondation géante la neige et le verglas. On avançait presque en dansant sur le verglas, submergés par l'eau jusqu'à mi-corps. Tout à coup on volait les quatre fers en l'air, avec ses armes, on était englouti dans l'onde glaciale jusque par-dessus son casque. On se relevait à la fois noyé et gelé. On parvenait, criblé de glaçons, après des heures et des heures de progression nocturne, à l'un ou l'autre kolkhoze perdu, tout noir, d'une misère indescriptible, jonché de chevaux morts que les Russes tuaient partout au long de leur fuite.

A l'arrivée à l'un de ces kolkhozes, dans une nuit d'encre de



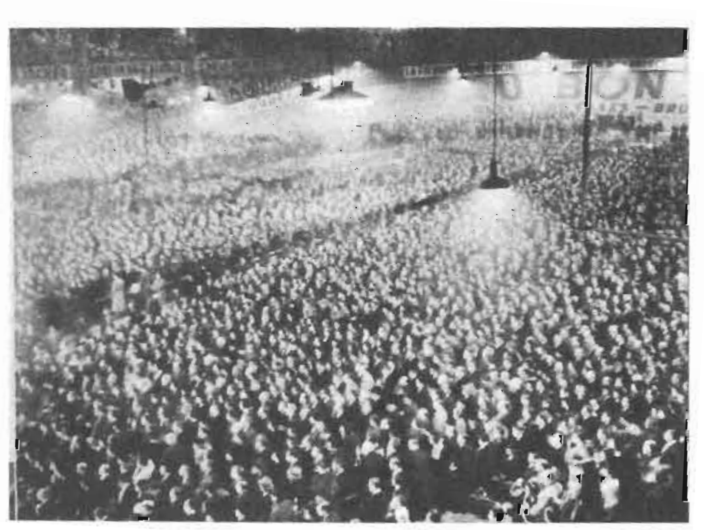
Meeting du Congrès National de Rex à Lombeek
le 10 juillet 1938



Léon Degrelle utilise les moyens de transports les plus modernes.



Succès des meetings rexistes.



Dans les usines,
à la campagne, dans la rue,
dans les palais des sports
des centaines de milliers
d'auditeurs, payants
et exhubérants.





Les campagnes rexistes s'intensifient.

Le pays réel

25 Mai!

La bataille commence...

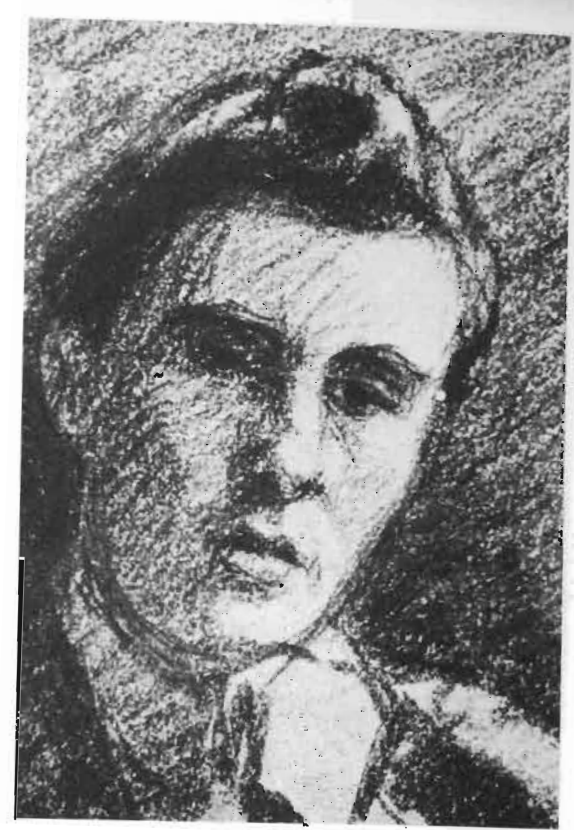
La victoire écrasante de REX
En avant pour la victoire totale
20...? députés entrent, balai au poing, au Parlement
La bataille ne sera terminée que lorsque
NOUS SERONS LES VAINQUEURS



Le pays réel

Les élections truquées
Le Parti libéral compte beaucoup de vieillards
...Et même des morts

LE ROI A REÇU
LEON DEGRELLE
L'audience s'est prolongée pendant une heure et vingt minutes



Portrait de Léon Degrelle, jeune poète mélancolique de dix huit ans, par le grand peintre ardennais Albert Raty.



Dessin satirique de Magritte.



"Nous qui sommes peuple !" s'écriait Léon Degrelle.







Avec les enfants
des ouvriers ; distribution de
la soupe pour les grévistes ;
Léon Degrelle parmi les
"gueules noires".

Le 10 mai,
Léon Degrelle est incarcéré
et livré au deuxième bureau français.
Il connaîtra un calvaire horrible dans 21 prisons.
Ses compagnons seront massacrés à Abbeville,
le 20 mai 1940.
Les journaux, la radio annonceront sa mort.
Il réapparaîtra, barbu, anéanti,
deux mois plus tard sauvé par miracle.



Léon Degrelle fusillé après un simulacre de jugement?

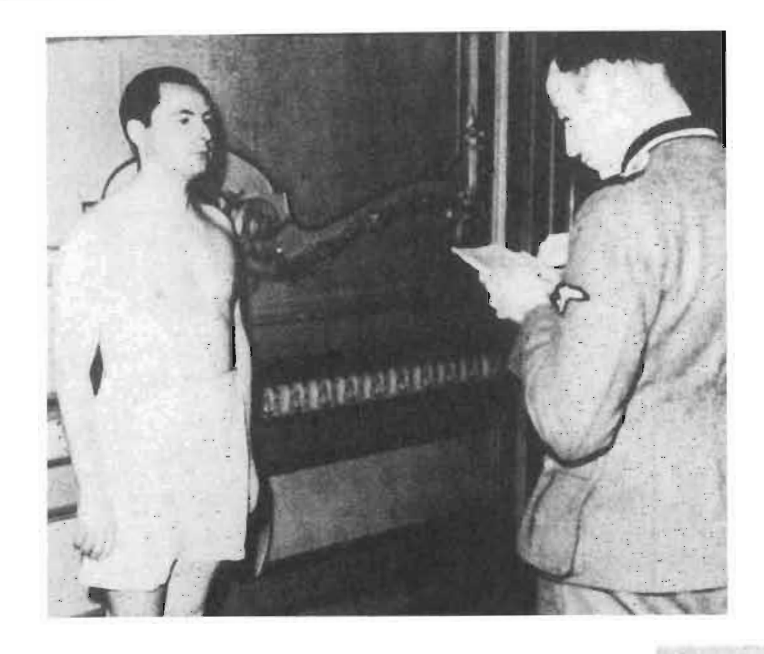
Le témoignage d'un officier du 2me bureau français

Le doute n'est plus permis

Degrelle et Van Severen ont été fusillés...

Une information absolument officielle vient enfin nous confirmer aujourd'hui l'assassinat du leader rexiste, Léon Degrelle.

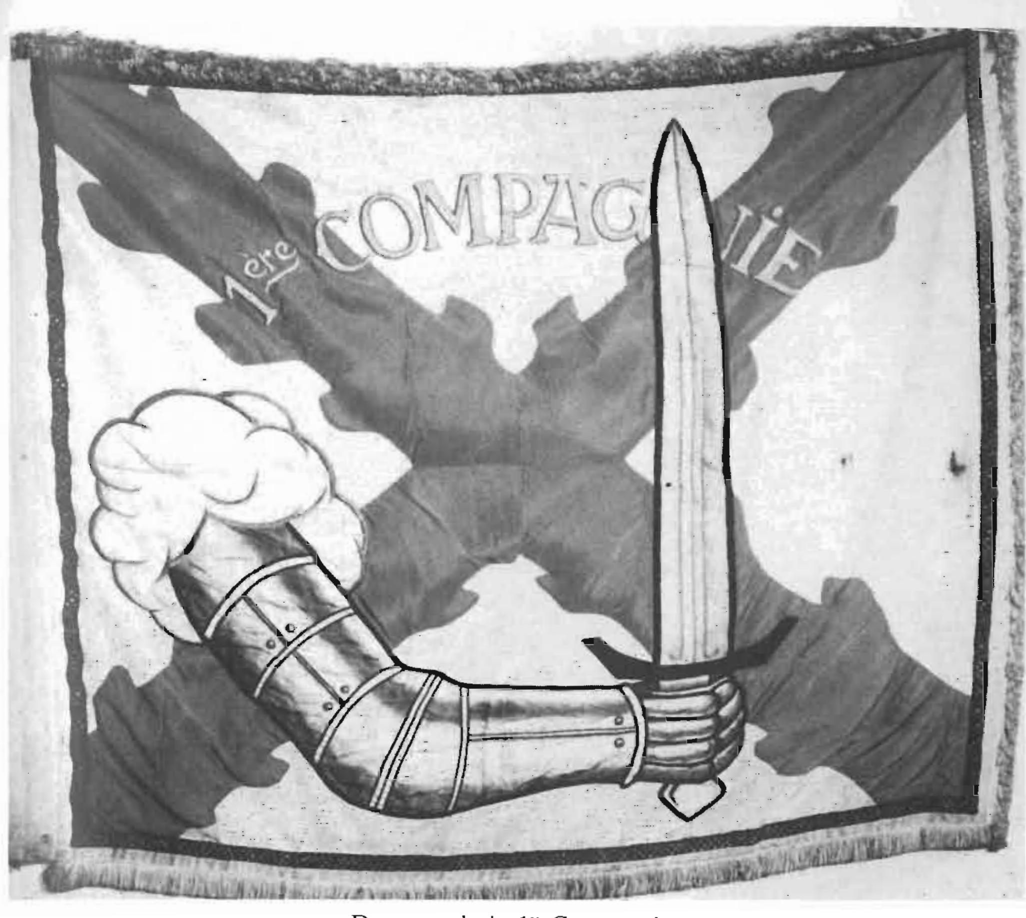
D'après les renseignements qui nous



Pour assurer dans l'avenir des droits à sa Patrie, Léon Degrelle emmène une légion de Volontaires Wallons participer à la guerre allemande et européenne contre le Communisme. Il part au front Russe, le 8 août 1941, comme simple soldat, de la 1re Compagnie.

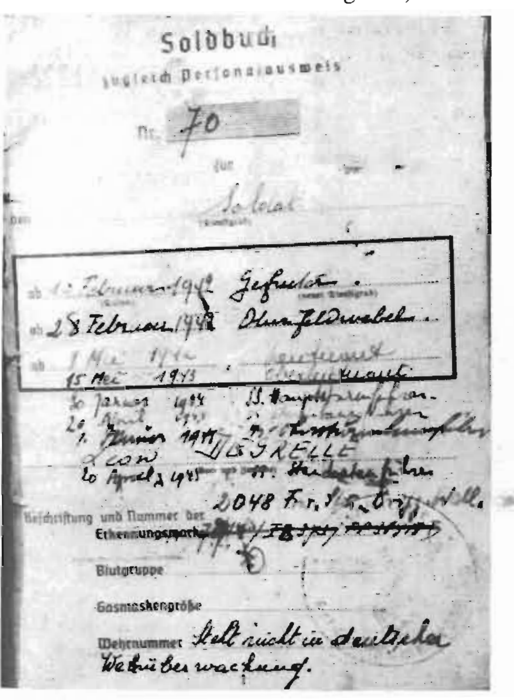






Drapeau de la 1re Compagnie

Soldbuch du soldat Léon Degrelle, où sont mentionnés tous ses changements de grade.



Soldbuch
zugleich Personalausweis
Nr. 70
für
Soldat
ab 28 Februar 1942 Oberfeldwebel
15 Mai 1943
20 April 1945
Léon DEGRELLE
2048
Beschriftung und Nummer der Erkennungsmarke
Blutgruppe
Gasmaskengröße
Wehrnummer Steht nicht in deutscher Wehrüberwachung.





Combats héroïques :
par 42 degrés sous zéro.
La croix de fer
des braves
est remise à
Léon Degrelle.



Noël 1942 :
Retour de la "Légion Wallonie"
au pays pour un bref congé,
après cent combats.
Douceur des retrouvailles familiales.







Meeting de masse à Berlin
Himmler accepte après de dures discussions au printemps 1943, les conditions posées par Léon Degrelle pour l'entrée des Wallons à la Waffen S.S.
Himmler rend visite à la Brigade S.S. Wallonie, le 28 mai 1943 à Pieske.







Lucien Lippert
commandeur de la S.S. Wallonie,
tué à Tcherkassy le 13 février 1944
(en dessous, on le voit attablé avec Léon Degrelle).





L'aumônier célèbre la messe pour la Légion Wallonie sur le Front de l'Est en 1942.



Tombe du Lieutenant Henri Rue,
commandant la 5e Compagnie,
tué le 11 février 1945 à Krussow en Poméranie.



Du 30 janvier au 17 février 1944, la Brigade S.S. Wallonie est encerclée avec 10 divisions allemandes près de Tcherkassy, en Ukraine.
Léon Degrelle, devenu Commandeur, est blessé quatre fois.
Le Général Gilles et lui seront les grands vainqueurs de la rupture du siège.





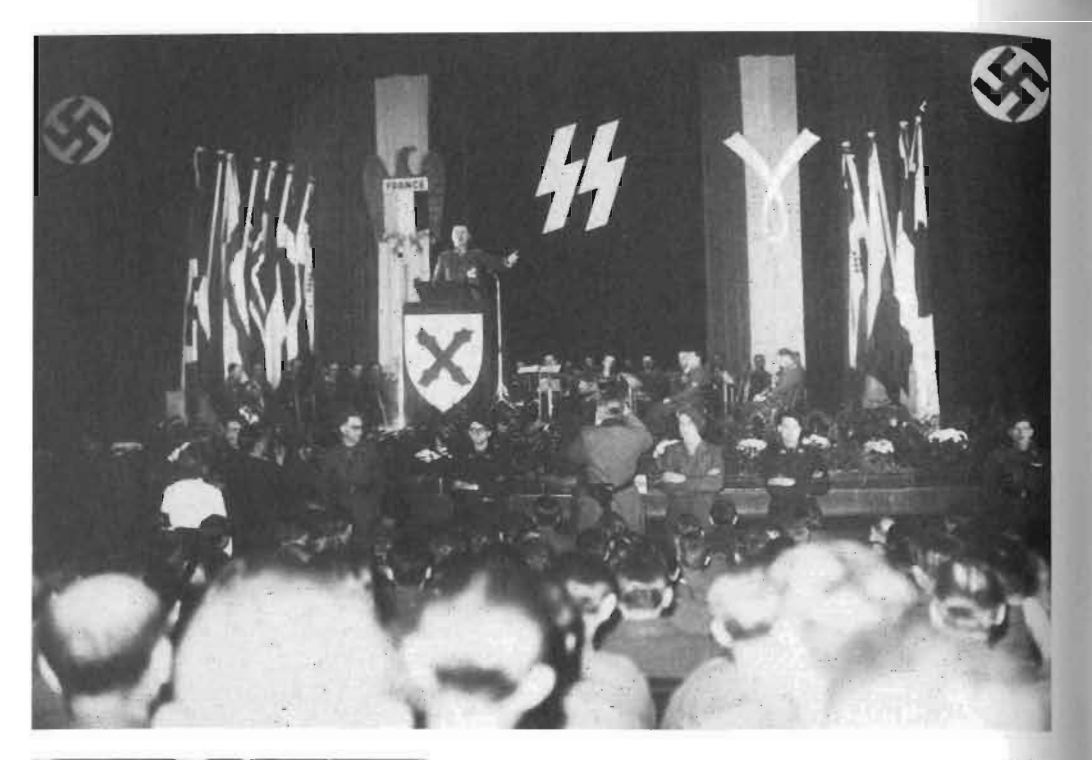


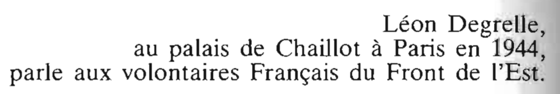
Hitler a fait amener du front Russe, dans son avion personnel, à son Q.G., Léon Degrelle sorti vainqueur de Tcherkassy.
Lui serrant les mains avec effusion, il lui remettra la fameuse Cravate de la Ritterkreuz, le 18 février 1944.





Goebbels et Himmler, tous les ministres du Reich, hier réticents, accourent en amis.





Léon Degrelle,
au palais de Chaillot à Paris en 1944,
parle aux volontaires Français du Front de l'Est.



Avec Darnand, chef de la Milice.





Cent mille Bruxellois,
le 2 avril 1944,
acclament les Wallons,
retour du Front de l'Est.











Malgré la guerre, Léon Degrelle entend rester un homme politique.
En juin 1944, il va parler aux travailleurs belges et français dans vingt usines de Reich : huit cents ouvriers s'engagent à la division "Wallonnie" après l'avoir vu et entendu.



Le 10 juillet 1944, Edouard Degrelle est assassiné à Bouillon.
Son frère, le Chef rexiste assiste aux obsèques.







La nuit du 8 mai 1945, Léon Degrelle, du Front de Norvège, parvint, au cours d'un vol d'une audace inouïe, jusqu'à la côte espagnole.
Son avion s'écrase sur la plage de Saint-Sébastien :
il est très grièvement blessé.



Dans ses refuges d'exil, Léon Degrelle a mené un combat de survie. Toujours contraint à la clandestinité, il sera métallurgiste, lainier, prospecteur de points d'eau et de mines, etc. Surtout il deviendra constructeur.



Chine, j'étais tellement mouillé et glacé que je tendis le pauvre torchon raide qui était ma seule chemise, au bout d'un bâton, au-dessus d'un feu improvisé avec les restes d'un bahut à blé. Ouf ! en une seconde voilà ma chemise en flammes. Je n'en ai plus eu d'autre jusqu'à l'été, je n'ai plus porté qu'une veste râpée à même la peau. Je n'avais plus rien d'autre. C'est vous dire dans quel état de dénuement nous nous trouvions...

On nous avait fourni, après bien des semaines d'hiver, de dérisoires petits protège-oreilles. Il existe des photos de moi de cette époque-là, elles sont terribles. J'avais les sourcils convertis en deux buissons blancs ; le souffle même se gelait en les atteignant. Les cils se soudaient, noués par des perles de glace. Les oreilles s'enflaient de pus qui s'écoulait, rougeâtre, et se gelait.

Q. — *Vous arriviez à combattre, dans de telles conditions ?*

R. — Après quatre semaines de tels combats et de telles aventures nous étions parvenus à conquérir en février 1942 les collines dominant la descente des eaux vers le Dnieper et le Dniester. Les isbas étaient à demi détruites, les toits défoncés par les obus. Il n'y avait plus de vitre, bien sûr. Partout des cadavres de chevaux à l'intérieur des masures. Nous étions entassés à quarante par isba. C'est-à-dire qu'il n'y avait plus moyen de dormir à même le sol à plus de la moitié des hommes à la fois. L'autre moitié devait rester recroquevillée ou debout. On alternait. Ajoutez à cela qu'on devait être aux positions de combat toutes les deux heures. Nous avions deux heures de positions de neige, et deux heures de soi-disant détente. Douze fois en vingt-quatre heures, il fallait se faufiler jusqu'à son poste à demi protégé par de grands blocs de glace. Il n'y avait pas moyen d'ailleurs de tenir plus de deux heures au-dehors. On serait resté collé par le froid au parapet.

Ainsi nous replongions toutes les deux heures dans notre gîte presque béant, à deux cents mètres à l'arrière. Une moitié des hommes devait se caser comme ils le pouvaient, étendus sur la terre froide ; les autres restaient debout, attendant leur tour.

Moi, par-dessus le marché, j'étais handicapé par ma blessure au pied. Trois fractures. J'avais, avec ma veine habituelle, trouvé dans la steppe une de ces bottes de panzer que les soldats des chars d'assaut superposaient à leurs chaussures normales. Elle servait de soutien à mes fractures. Il y avait, dans notre isba, contre un mur, un petit établi de menuisier d'environ trente centimètres de largeur, sur deux mètres de longueur. C'est là-dessus que mes camarades me hissaient et que, vaille que vaille, je me reposais quelque temps.

Le repos ne durait même pas deux heures, car il fallait perdre encore quelques minutes à se débarrasser de ses armes et de son harnachement quand on revenait. Il fallait ensuite se rééquiper et repartir avant que les deux heures ne soient passées.

C'était cela la vie de millions de jeunes garçons d'Europe tout le long du front.

Quand est arrivé le printemps, nous avons eu quelques jours merveilleux, tous étendus comme des draps de lits en plein soleil. Nous nous gavions de cette chaleur puissante qui nous libérait, non seulement du froid, de la neige, du gel, mais de la vermine.

Personne non plus ne peut s'imaginer ce que c'est que d'être dévoré par elle pendant des mois. Nous portions tous des poux en quantité incroyable. Civilisés occidentaux, nous ne savions pas ce qu'étaient des poux. Est-ce que vous le savez, vous autres ? J'en doute fort ! Si vous vous voyiez dévorés par des centaines de poux et privés du moindre insecticide, que feriez-vous ?

Q. — *Que faisiez-vous pour vous en débarrasser ?*

R. — Ce que nous faisions ? Nous les tuions entre les ongles, nous les exterminions par centaines. Quelques heures après le massacre, tout gaillards ils vous dévoraient de nouveau ! Mais tous ces maudits poux, d'où pouvaient-ils donc bien resurgir sans cesse ? C'est moi qui le premier ai découvert leur tactique. En retournant complètement mon pantalon pour les traquer, j'ai vu, dans les coutures, des centaines de merveilleuses petites perles brillantes, cristallines. C'étaient les œufs de nos poux. Ces salauds faisaient leur ponte presque industriellement. De ces œufs surgissaient chaque jour en rangs serrés des poux nouveaux, débordants d'appétit. Nous en détruisions des bataillons, mais les mères, avant de périr, avaient pondu à leur tour des centaines d'œufs nouveaux. Le lendemain, chacun de nous était assailli par deux, trois cents autres poux. Avant que nous les aplatissions, ils avaient déjà lâché d'autres ribambelles d'œufs. On n'en finissait pas avec ces poulaillers perpétuels.

A la fin, j'avais trouvé une solution. J'avais installé sur un feu de bois une tôle brûlante sur laquelle je secouais mes frusques, car dans les vêtements ils s'incrustaient en longues rangées serrées comme des grains de maïs. C'étaient des bêtes intelligentes. Elles attrapaient toujours la teinte voulue ; elles changeaient de couleur comme les caméléons. Seule la chaleur des tôles brûlantes les faisait lâcher l'étoffe et dégringoler sur le métal chaud où elles éclataient par centaines, comme de petites grenades, dans tous les sens.

Ce pompage continuel du sang, vous ne pouvez imaginer ce que c'était exaspérant et démoralisant. Ces satanées bêtes-là nous suçaient la vie.

Enfin, grâce au printemps, nous voilà, en mai 1942, libérés de cette guerre supplémentaire. Tous nous nous baladions à peu près nus, portant tout juste un petit slip effiloché, sur notre peau toute blanche mouchetée par les morsures.

Q. — *Indépendamment de ce combat contre les poux, dans quelles opérations avez-vous été engagés au printemps 1942 ?*

R. — Il avait fallu, de nouveau, réenfiler nos uniformes râpés et gagner la bataille de Kharkov.

Un mois plus tard, c'était la grande chevauchée vers le Caucase.

Là, nous avons connu de merveilleux moments. Elle est riche, la plaine du Don, et riche est la vallée du Kouban. Ce sont des pays de paradis, avec des milliers de pastèques géantes étoilant les champs de tournesols. Ceux-ci étendaient leur flamboiement solaire sur des dizaines de kilomètres de profondeur. De-ci, de-là, des fermes caquetantes de volailles. Jamais nous n'avons consommé tant de poules. Deux de nos soldats sont parvenus à en manger vingt et une en trois jours. J'en ai vu d'autres qui engloutissaient une oie entière pour leur petit déjeuner. C'était si formidable que douze mille soldats, d'avoir absorbé tant de matières grasses, sont arrivés au Caucase jaunes comme le drapeau du pape. Avant d'être vaincus par les Russes, nous avons failli, oui, être vaincus par la jaunisse !

Si nous avons été sauvés, c'est grâce à une brave Belge qui s'appelait Marie Thumas. Cette Marie Thumas avait donné son nom jadis à une grosse fabrique de conserves végétales de Louvain. L'armée entière du Caucase fut nourrie grâce aux légumes en boîtes de cette collaboratrice d'élite. Elle sauva l'armée du Reich mise en péril par les oies du Don, aussi redoutables que celles du Capitole.

Q. — *Et au Caucase ?*

R. — Là, au sommet du Caucase, nous n'étions plus qu'un souffle expirant. Quand des divisions font plus de mille kilomètres à pied en se battant, elles sont épuisées. Même si elles ont mangé beaucoup de poules ! Quand on n'a plus un seul char d'assaut avec soi — parce que les chars ne pouvaient pas grimper à travers les forêts sauvages — on se sent terriblement démuni.

Quand, à l'inverse, l'ennemi a pu installer partout des pièges

dans les arbousiers, les prunelliers, les buissons touffus, le harcèlement débilite, la troupe s'effiloche.

Normalement nous eussions dû atteindre les frontières de la Turquie et de la Perse. L'Asie s'offrait à nous. Mais nous étions au bout de nos forces. L'été avait passé et nous n'avions pas gagné.

Les dernières semaines au Caucase nous plongèrent au fond de la souffrance. Nous avions dû mener l'ultime offensive sous un octobre ruisselant, à travers des vallées encaissées, des montagnes raides comme des échelles, à travers, aussi, des rivières jonchées de cadavres. Dans l'eau, on en cognait un à chaque pas, ou, quand c'était profond, à chaque brasse. Après avoir fait, avec une peine extrême, l'escalade des pitons, il fallait encore se maintenir, exténués, sur les sommets tourmentés et si durement conquis.

Là nous étions entourés d'innombrables cadavres de Russes, en état complet de putréfaction. La nuit, en patrouille, on fourrait le pied entier dans ces ventres pourris. Nous étions tous dans un état de maigreur indescriptible. Nous ne sommes redescendus de ces perchoirs horribles que peu avant la Noël de 1942. Notre unité était réduite à presque rien.

Quelques mois suffiraient pour que, forte de milliers de nouveaux volontaires, la modeste Légion Wallonie de 1941 soit devenue en 1943 une puissante brigade de choc qui allait s'illustrer à jamais à Tcherkassy.

CHAPITRE XXVI

STALINGRAD ET PAULUS

Portrait de Paulus — Les tiroirs vidés — La mort de von Reichenau, commandant de la VI[e] Armée — Paulus fonctionnaire et bouche-trou — L'erreur n° 1 d'Hitler — Paulus le guignard — Le plan de Paulus dans les mains des Soviets — Paulus, le traînard du Don — Les chars de Hube à la Volga — L'encerclement des Russes grâce à un Paulus aboulique — Tiflis manqué par ricochet — Le triple plan de Hitler — L'offensive russe de novembre 1942 — Paulus en panique, encerclé en trois jours — Sa libération manquée — La capitulation d'un mou défaitiste — La vodka chez le vainqueur — Un incapable et un renégat.

Q. — *Lorsque vous êtes redescendus du Caucase en novembre 1942, c'était presque, jour pour jour, le moment où le général Paulus se faisait encercler par les armées des Soviets dans la région de Stalingrad. Cet encerclement a-t-il marqué, comme on l'a dit, le début de l'échec allemand en U.R.S.S. ?*

R. — Paulus commandait en 1942 des troupes qui étaient très importantes — 300 000 hommes — et qui nulle part jusqu'alors n'avaient été battues. Elles avaient traversé victorieuses l'Europe entière. Elles avaient la certitude d'être invincibles. Cet outil humain était sans pareil. Paulus fut incapable de s'en servir à Stalingrad, ou même, simplement, de le préserver.

C'était le type de l'officier fonctionnaire qui dresse intelligemment des plans d'état-major mais reste inerte à l'heure de diriger

des troupiers. Il n'avait jamais commandé une unité plus importante qu'un bataillon. Et encore, cela s'était passé dix ans plus tôt.

Q. — *Alors, pourquoi fut-il doté d'un commandement aussi important ?*

R. — Lors de la bataille de Moscou en décembre 1941 et en janvier 1942, les généraux de Hitler, pris de panique, avaient prétendu se retirer à trois cents kilomètres plus à l'ouest. C'était aberrant. Tout le matériel lourd eût été perdu, coincé dans la glace. Les troupes eussent atteint — ou pas atteint — au bout d'une retraite effroyable, dans les neiges sifflantes, par 40° sous zéro, des secteurs nus où absolument rien n'était prêt. Elles eussent été anéanties. C'eût été dix fois pire que la fin de la Grande Armée napoléonienne.

Hitler, l'énergie même, avait repris en main sur l'heure cette bataille de Moscou presque perdue. Il s'était chargé personnellement de la conduite des opérations. Dans une telle extrémité il n'y avait plus qu'une solution : s'arc-bouter sur le verglas, à n'importe quelle isba, n'abandonner ni les chars ni les canons encastrés dans la glace. Le terrain ne deviendrait pas, de toute façon, moins gelé en reculant.

Hitler avait dû dégommer une trentaine de généraux défaitistes, les avait remplacés par ce qu'il avait de plus combatif. Mais il avait vidé ses tiroirs. Or, voilà que, quelques jours plus tard, le chef de la VI[e] Armée, le général von Reichenau, un remarquable meneur d'hommes qui commandait les forces du Reich à Kharkov, tombait, le nez en avant, dans la neige, frappé d'une congestion, par 30 degrés sous zéro.

Face à ce nouveau contre-temps, Hitler se trouva très démuni. Par qui remplacer Reichenau ? Paulus avait été lors de l'offensive en France, en 1940, le chef d'état-major de cette VI[e] Armée. A ce poste de paperassier supérieur, il avait été à la hauteur de ses fonctions. Hitler l'avait vu longtemps devant lui, bon théoricien, assis dans ses bureaux du G.Q.G.

De toute façon, selon les plans que Hitler s'était fixés pour 1942, la VI[e] Armée n'aurait pas à jouer un rôle capital lors de la future offensive. Sa mission ne consisterait qu'à protéger le flanc nord des armées s'élançant à l'été vers le Caucase. Paulus brûlait d'obtenir un commandement. Hitler le nomma, faute de mieux. Erreur numéro un de sa vie.

Ce Paulus, par-dessus le marché — et à la guerre c'est plus grave que tout — était un guignard.

Q. — *Vous partagez l'opinion de Napoléon sur les généraux en butte à la malchance ?*

R. — Les guignards sont des êtres inutilisables. La malchance entraîne la malchance. On peut avoir pitié des malchanceux, mais il faut inexorablement les écarter. Ils vous engluent dans leur poisse.

La déveine se colla à Paulus à peine eut-il été installé dans son commandement. En mai 1941, lors de la bataille de Kharkov, qui avait pour objectif d'encercler le maréchal Timochenko — et qui l'encercla —, Paulus s'était révélé incapable de mener à bien la phase nord de l'enveloppement des centaines de milliers de Soviétiques qui s'étaient imprudemment lancés vers Dniepropetrovsk. Indécis, sans ressort, Paulus était à peine parvenu à avancer de quinze kilomètres. L'opération ne réussit que parce que la patte sud de l'offensive — à laquelle les Wallons participaient — réalisa presque à elle seule l'opération. Un comble : Paulus avait même failli perdre Kharkov au lieu de progresser !

Nouvelle déconvenue, encore beaucoup plus dangereuse, dix jours avant que l'offensive du Caucase ne commençât. Un des officiers de l'état-major de Paulus, un simple lieutenant, avait eu l'idée saugrenue, un après-midi, d'aller se balader du côté du front dans une avionnette. Hitler avait rigoureusement interdit aux différents chefs des armées qui allaient participer à l'immense expédition du sud de la Russie de tirer des copies des plans d'opérations qui concernaient leur secteur propre. Chacun devait conserver son exemplaire unique dans le plus grand secret.

Paulus contrevenant à ces ordres formels l'avait fait reproduire à sept exemplaires. Le jeune officier de l'avion en portait un sur lui, qu'il voulait faire admirer à un copain, à un poste avancé, histoire de jouer à l'homme important.

Il poussa l'imprudence, ou la sottise, jusqu'à faire une courte incursion dans le ciel soviétique, devant les positions de son camarade. Soudain, une balle russe, une seule, creva son réservoir d'essence. L'avion dégringola à l'instant même dans le secteur ennemi.

Il fallut monter, sur ordre de Hitler, une attaque de grande envergure pour conquérir les restes de l'appareil. Il était détruit. Pas de traces du lieutenant. On découvrit finalement un terrain dont une courte surface avait été retournée. On creusa. On tomba

sur un cadavre tout nu : c'était celui du lieutenant de Paulus, le porteur de la fameuse copie ! Evidemment, les Russes avaient emporté le document. Ainsi, une semaine avant l'offensive, Paulus venait de livrer aux Soviets le plan d'offensive de Hitler dans le secteur de sa VIe Armée.

Il le payerait cher. Les Russes, ainsi prévenus, se cramponneraient à Voronej, la plaque tournante, presque indispensable, dont Paulus devait s'emparer dès les premiers jours, et qu'il ne parviendrait jamais, à cause de cet incident stupide, à conquérir complètement.

Q. — *Quel rôle joua finalement Paulus, dans l'offensive allemande du Caucase ?*

R. — La mission de Paulus, pendant que l'offensive principale courait vers le Caucase, était indirecte. Il devait servir simplement de flanc-garde, protégeant l'offensive du sud contre une contre-offensive russe descendant du nord. Après avoir neutralisé Stalingrad, Paulus s'alignerait entre le Dniester et la Volga, sur une ligne défensive.

Paulus n'avait pas à franchir de réels obstacles naturels, à travers les plaines doucement mamelonnées du Don. Quelques centaines de kilomètres seulement, alors que nous, avant d'atteindre les monts caucasiens, aurions à parcourir onze cents kilomètres à vau-le-vent. Pas de résistance à prévoir devant Paulus. Les Russes fuyaient. La région que la VIe Armée devait traverser abondait en nourriture. Les soldats se battaient plus contre les poules et les oies que contre les Soviétiques. Paulus, pourtant, traîna interminablement avant d'atteindre le grand fleuve, le Don, éloigné de cent dix kilomètres du premier objectif qui lui avait été assigné : la Volga.

Je possède le texte des lettres de Paulus à sa femme durant ces semaines de trop lente progression. Ce chef-fonctionnaire ne fait que se lamenter à propos de ses diarrhées. Ce sont elles avant tout qui le remplissaient de préoccupation au cours de ces semaines historiques.

Un général non coliquard et un peu plus dynamique eût certainement franchi le Don au plus tard à la fin de juillet 1942, et occupé Stalingrad, sur la Volga, huit ou dix jours après.

A la fin d'août 1942, alors que nous étions déjà depuis quinze jours en pleines montagnes du Caucase, Paulus était enfin arrivé près des faubourgs du nord de Stalingrad.

Ce n'est même pas à lui qu'on le devait. C'était au général Hube,

le fameux général des chars, un manchot trapu, couvert de gloire. Se dégageant, le 21 août, de l'interminable attentisme de son chef, il avait fait foncer droit devant lui sa division blindée, jusqu'alors retenue par Paulus à l'ouest du Don. Cent dix kilomètres de chevauchée de ses chars en une seule matinée ! L'après-quatre heures même, Hube campait sur la rive gauche de la Volga, dominait le fleuve, là même où Paulus, s'il avait été un homme de caractère, eût dû être installé déjà depuis belle lurette.

A voir que Paulus, traînaillait tant et allait laisser la possibilité aux troupes soviétiques de regrouper leurs forces sur les deux rives de la Volga, Hitler, rempli d'une inquiétude croissante, avait dû se décider, bien à contrecœur, à détourner une partie des chars du Caucase pour les renvoyer dare-dare au secours du retardataire.

Un des plus remarquables chefs des blindés allemands, le général Hoth, redescendant du Kouban, venait ainsi, le 30 août 1942, bousculant les Russes, d'apparaître au sud de Stalingrad. Il ne restait plus à Paulus qu'à franchir dans sa direction quelque vingt-cinq kilomètres pour fermer la nasse, et couper toute retraite aux deux armées soviétiques qui retraitaient péniblement entre le Don et la Volga et se trouvaient alors presque encerclées.

A ce moment-là, grâce à l'intrépidité du général Hube, les blindés de la VIe Armée étaient alignés au nord des faubourgs de Stalingrad. Deux heures de plus de marche de ces chars de Paulus vers les chars de Hoth, acculeraient à la capitulation les centaines de milliers de soldats soviétiques refluant du Don.

C'est alors que Paulus déclara avoir besoin de deux jours pour préparer cette jonction. Je possède le texte des télégrammes échangés entre le général Hube et le chef de division de blindés Hoth, fourbu d'avoir mené une si longue course mais installé à quelques dizaines de kilomètres des blindés de la VIe Armée. C'est sans discussion : en une demi-journée la jonction eût pu être faite. Une fois prisonnières les deux armées russes du Don, la métropole de la Volga eût succombé en quelques heures, l'adversaire militaire ayant été éliminé de la région. Il n'y aurait jamais eu de bataille de Stalingrad.

Autre conséquence catastrophique de la débilité de caractère de Paulus : alors qu'il eût pu et dû se débrouiller tout seul, l'opération de secours des chars du sud, — dont il ne tira même point profit — fut fatale à l'offensive entière, en privant l'armée du Caucase de la force blindée qui eût assuré l'investissement de la zone pétrolifère de Bakou, eût sans doute atteint Tiflis et la frontière de l'Iran, ce qui eût signifié la liquidation définitive de la guerre dans

tout le Sud de l'Empire soviétique. Elle eût rapidement permis de ramener l'essentiel des troupes allemandes vers le nord de la Russie, dernier bastion à abattre.

Q. — *Quel objectif précis Hitler avait-il fixé à Paulus ?*

R. — A Stalingrad même, une fois les deux armées soviétiques sauvées à cause de son aboulie, et solidement réinstallées sur la rive ouest de la Volga, Paulus fit montre, de nouveau, d'une lenteur fatale. Ses troupes, oui, avaient été admirables. Fermement commandées, elles eussent dû en avoir terminé à la fin août 1942. Staline lui-même était dévoré d'angoisse, à la pensée qu'il allait perdre Stalingrad, comme ses télégrammes anxieux l'établissent, ainsi que ses confidences consternées à Churchill.

Les armées allemandes du Caucase avaient franchi depuis le début d'août le fleuve Kouban et conquis l'important centre pétrolifère de Maïkop. Elles l'avaient dépassé immédiatement. Des chasseurs de montagne avaient planté le drapeau à Croix gammée tout en haut des cinq mille mètres du Mont Elbrouz. Or, dans le même temps, Paulus piétinait toujours au Don, hanté par ses satanées coliques.

Précisément, sa mission était d'agir vite, d'éliminer sans retard l'obstacle mineur de Stalingrad, tellement mineur que, dans les premiers plans de l'offensive du Sud de 1942, son nom n'avait même pas été signalé !

Une fois la Volga étranglée à Stalingrad et le verrou posé, la VIe Armée aurait à faire mouvement en plein vers le nord, afin de relever, avec ses trois cent mille combattants et ses centaines de blindés, les troupes roumaines, hongroises et italiennes, troupes vaillantes mais de seconde main, mal armées, qui n'avaient été placées que très provisoirement en barrage le long du Don supérieur, dans l'attente des divisions de Paulus.

De là, l'année suivante, c'est-à-dire en 1943, toutes les armées du Reich se fussent élancés dans la direction de la Volga supérieure et de Moscou.

C'était la troisième et dernière étape du vaste plan stratégique d'Hitler. En 1941, il avait occupé un espace immense en Russie occidentale et raflé cinq millions de prisonniers, sans pouvoir cependant mener jusqu'au bout sa blitzkrieg. La deuxième étape avait pour objectif, en 1942, de balayer la Russie du Sud, d'occuper les puits caucasiens et de couper la Russie de son pétrole ainsi que de l'essentiel de son ravitaillement extérieur envoyé via la Perse et la Mer Caspienne par les Alliés. La troisième année — 1943 —

les armées de Hitler remonteraient de la ligne Don-Volga vers Moscou, Arkhangelsk et l'Océan Arctique, terminant ainsi la campagne de Russie.

Q. — *Revenons à Paulus...*

R. — Dès le début de septembre 1942, Paulus eût donc dû occuper ses nouvelles positions Dniester-Don. Il n'y parviendrait ni alors, ni plus tard, le cerveau paralysé par l'obstacle. Seules ses tergiversations continuelles et son manque de caractère allaient permettre aux Soviets, pendant ces deux mois de stagnation, de préparer leur offensive victorieuse de novembre 1942.

Huit jours à l'avance, les Allemands avaient parfaitement décelé les préparatifs russes. Et huit jours à l'avance, Hitler avait ordonné l'envoi dans le secteur du Don — là où les Soviets, selon les observations de la Luftwaffe, devaient donner leur coup de bélier — d'une division blindée qu'il tenait en réserve.

Celle-ci resta aux trois quarts bloquée à une quarantaine de kilomètres du Don. Et pourquoi ? Déveine incroyable : tous les systèmes électriques de ses chars avaient été rongés par des rats, sous les énormes meulons dans le flanc desquels, pour éviter qu'ils fussent découverts, ils avaient été camouflés durant les semaines précédentes ! Si bouffon que ce soit, ce sont ces rats électrophages qui assurèrent aux Soviets, par leur appétit étonnant, la percée fatale de Stalingrad.

Paulus, quant à lui, savait parfaitement qu'il devait prendre des dispositions rapides pour faire face à cette agression russe en préparation, dont Hitler lui avait annoncé l'imminence. Non seulement il n'avait pas pris les précautions indispensables mais, dès la première heure du déclenchement soviétique, il s'était laissé emporter par la panique, s'était enfui de Stalingrad, jusqu'à plus de cent kilomètres à l'ouest de la Volga, au-delà même du Don, s'installant sans en avoir reçu l'autorisation au poste de commandement d'où il eût dû diriger les opérations de sa VIe Armée dès septembre 1942, sur la nouvelle ligne du Don — une fois Stalingrad annihilé.

Hitler dut ordonner brutalement à Paulus de rejoindre son poste de commandement de Stalingrad. Mais, entre-temps, en deux jours seulement, tout le secteur du Don avait été balayé, à cause de cette aboulie du chef. L'aile nord de l'offensive des Soviets avait pu faire la jonction avec l'aile sud, à Callatz, tête de pont essentielle du Don. Celle-ci ne fut même pas défendue, à la suite d'une erreur stupide, les défenseurs ayant confondu les chars russes qui accouraient, avec des chars allemands en retraite. L'en-

cerclement était dès lors consommé. Trois cent mille hommes étaient coincés dans la nasse.

Envoyé en Conseil de guerre, Paulus, s'il eût été un général soviétique, eût été fusillé le soir même.

Q. — *Comment expliquez-vous son attitude ?*

R. — Ce n'est pas que Paulus ne connaissait pas la science militaire. Au contraire, théoriquement, il était un as. Mais l'homme ne possédait pas la fermeté morale indispensable à tout chef de guerre. Le cas de Paulus, c'est vraiment le cas d'un homme de science, d'un professeur d'école militaire jonglant avec ses troupes à un krieg-spiel et qui perd la tête à l'heure de l'action réelle, par manque de caractère.

Ce manque de tempérament de Paulus serait lamentable tout au long de la tragédie de Stalingrad.

Hitler accomplit un effort immense pour lui permettre de résister. Il envoya à Rostov, afin d'aider, de là, à son sauvetage, son meilleur stratège, le maréchal von Manstein, qui, à ce moment-là, combattait au front nord afin d'en finir avec Leningrad. Celui-ci dut interrompre cette campagne, pourtant très nécessaire, et dégringoler jusqu'à Rostov. Sacrifice énorme.

La puissante colonne de chars libérateurs que Manstein détacha pour dégager Paulus l'engourdi, et le ramener vers l'embouchure du Don, si vraiment cette retraite se révélait nécessaire, allait parvenir, à travers de terribles combats, jusqu'à trente-huit kilomètres au sud-ouest de Stalingrad. Il suffisait d'une sortie finale de Paulus, et il eût été sauvé. Paulus avait encore à sa disposition, ce jour-là, plus de cent chars, pourvus d'importantes réserves d'essence, que complèteraient en cours de marche les nombreux bidons de combustible qu'Hitler avait ordonné de parachuter tout au long des trente-huit kilomètres à franchir. Les possibilités d'une rupture victorieuse étaient donc grandes.

Le fait est qu'un an plus tard, à Tcherkassy, avec neuf fois moins de blindés que Paulus, nous enfoncerions le deuxième grand encerclement soviétique de la Seconde Guerre mondiale, dans des circonstances bien plus pénibles. Pourtant nous parviendrions, après vingt-trois jours de corps à corps acharnés, à crever l'encerclement russe. Quand on veut, on peut. Ce sont les faiblards qui perdent.

Q. — *Mais le ravitaillement par air ?*

R. — Paulus avait été ravitaillé par air depuis le début. Imparfaitement, c'est vrai. Mais les chiffres de présences que ses services indiquaient étaient exagérés, gonflés sciemment pour obtenir davantage de vivres. En outre, trente-deux mille chevaux avaient été, eux aussi, encerclés. Si maigres qu'ils fussent devenus, ils représentaient encore un fameux garde-manger !

Et puis, quoi ! Face à la mort on ne cède pas ! Qu'ont fait les Russes encerclés à Leningrad au cours des mêmes années ? Crevant de faim, ils ont tenu malgré tout pendant neuf cents jours. Or, là, le commandement soviétique avait à nourrir, en plus des combattants, des centaines de milliers de civils. Pas question chez eux de réclamer leurs deux mille calories ! Les femmes, les gosses mouraient par milliers, secs comme du bois mort. Mais la ville résista pendant près de trois années. L'estomac serré, la volonté tendue, personne ne flancha. Et le courage gagna.

Q. — *Vous faites l'éloge du peuple russe ?*

R. — Oui, gloire à l'héroïsme des soldats et des civils de Leningrad ! Et malédiction certainement à la loque humaine que fut Paulus, incapable à l'heure de l'épreuve d'être un vrai chef.

La dernière défaillance qui le perdit fut sa passivité au moment d'établir le contact avec les blindés envoyés par Manstein à sa rencontre.

A ce moment-là, où il ne fallait plus attendre une seconde de plus pour se jeter vers ses sauveurs, qu'avait trouvé Paulus à répondre ?

« Il me faut six jours pour me préparer. »

Toujours la même rengaine : se préparer ! Comme si, dans des moments pareils, on attend six jours pour se jeter sur l'obstacle ! Au moment où trois cent mille hommes risquent de mourir, un vrai chef ramasse toutes ses énergies et bondit vers le salut, lui-même combattant en tête de son armée !

Q. — *Vous condamnez donc, sans appel, l'attitude de Paulus ?*

R. — De toute évidence, si Paulus n'a pas été sauvé, c'est parce qu'il n'a pas voulu être sauvé, c'est parce qu'il n'a pas eu le cran de foncer. On lui tendait la perche. Il laissa tomber les bras. Mainstein dut bien alors donner l'ordre de décrocher, ayant en vain

sacrifié hommes et chars pour libérer un général en papier mâché.

A partir de ce refus-là, Paulus ne fut plus qu'une épave. Durant le dernier mois, il n'inspecta pas une seule fois ses troupes, il ne se rendit même pas une seule fois aux postes de combat de ses commandants de divisions. Depuis le début janvier 1943, il vécut tapi dans un souterrain d'un supermarché, étendu sur un lit de camp, fumant sans arrêt des cigarettes dans la semi-obscurité.

S'il jugeait que tout était perdu, il eût pu, tout au moins, saisir un fusil et se faire tuer à l'ennemi ! C'est parce que Hitler était sûr qu'il en serait ainsi, qu'il nomma Paulus Maréchal l'avant-dernier jour. Paulus se révéla lamentablement indigne de cette distinction. Quand est arrivée l'heure de la capitulation, une chose l'a préoccupé avant tout, c'est que les Soviets missent une automobile à sa disposition lorsqu'il sortirait de son refuge. Les Russes l'ont fait avec l'empressement qu'on imagine ! Une heure après, une voiture soviétique l'attendait au seuil même de sa caverne.

Paulus est sorti de Stalingrad dans cette auto ennemie alors que plus de cent mille de ses soldats, faits prisonniers à cause de son incapacité et de son manque de caractère, partaient à pied vers les camps de la mort.

Les Russes conduisirent Paulus à leur Grand Quartier Général où il fut aimablement invité à déjeuner. Il commit alors la bassesse — ou la bêtise — de lever son verre de vodka à la gloire de l'armée de Staline qui achevait d'écraser ses troupes ! Les Russes avaient veillé à ce que ce toast fût enregistré. Dès cette heure-là, Paulus était à la merci de la machine à laver les cerveaux, si largement utilisée chez les Soviétiques. On n'aurait pas, d'ailleurs, à lui nettoyer les méninges pendant longtemps. Quelques mois suffiraient pour que ce fonctionnaire apeuré, qui l'avant-veille de son effondrement avait encore lancé, de sa cave de Stalingrad, des proclamations à la gloire de la Croix Gammée et assuré le Führer de sa fidélité, se convertisse en un agent de propagande radiophonique des Soviets. Il accepterait même, en 1946, d'être amené de Moscou à Nuremberg comme témoin à charge contre ses anciens camarades du Haut Etat-Major allemand en attente de gibet.

Il est mort peu après, à demi gaga. Tant mieux. Paulus avait été un chef de guerre aboulique et incapable. Il fut, en plus, un renégat.

Vous vouliez mon jugement sur Paulus, vous l'avez, tout cru. Je ne vois vraiment pas pourquoi il m'eût fallu ménager ce triste bonhomme, mauvais chef, mauvais Allemand et mauvais perdant.

CHAPITRE XXVII

PASSAGE A LA WAFFEN SS

Descente du Caucase — A Berlin chez le général Berger — Complots allemands pour absorber la Belgique — Riposte à Bruxelles au Palais des Sports — La germanité des Wallons — Réalité historique et tactique rusée — Les Wallons, égaux des Flamands — Affirmation de la réalité grand-belge — Débats inconciliables à Berlin — Le grand meeting de Degrelle au Sport-Palast — Rupture avec le général Berger — Trois mois sans bouger — Himmler invite Degrelle au Grand Quartier général.

Q. — *C'est peu après la défaite de Paulus que s'est fait votre passage à la Waffen SS. Dans quelles conditions ?*

R. — Après que nous eussions quitté le Caucase, à la fin de novembre 1942, s'est joué véritablement notre destin. Partis de Maïkop, nous avions franchi toute la Russie. On mettait trois semaines, en ces temps-là, pour faire la traversée de l'URSS. Trois semaines en fourgons à bestiaux, dans la paille, à quarante hommes. Moi mêlé aux autres.

Nous arrivons à la gare de Berlin. Quelques officiers couraient le long des quais et criaient mon nom. Je m'ébroue. Qu'est-ce qui se passe ?

Le général Berger — me répondit-on — voulait me voir.

Que faire, sinon descendre ?

Le général Helmut Berger, c'était le grand chef SS de l'Intérieur. Une demi-heure après, j'abordais ce général, un homme énorme, type éléphant de l'ère quaternaire, brave type, mais radicalement

inculte. Son chef d'état-major était un Suisse, un colonel racé, le colonel Rittweyer. Berger appelait cet intellectuel raffiné : « mon danseur de cordes ».

Me voici en face de ce molosse. Il m'explique tout de go ses prétentions sur la Belgique. Il n'avait pas la moindre idée de ce qu'était l'Ouest de l'Europe. Il croyait par exemple que le nord de la France n'était peuplé que de quelques milliers d'habitants. Mais il avait surtout autour de lui une jeune équipe, qui, tout de suite, m'a effrayé. C'est en l'écoutant que je me suis rendu compte du danger terrible qu'en cette fin de 1942 courait la Belgique.

Hitler était, lui, l'homme qui voyait au-delà des pays, parce que le génie voit au-delà de tout. Comme lui, Napoléon, le petit Corse maigrichon, était vite arrivé à voir, au-delà de l'Ile-de-France, l'Empire, l'Europe, puis le monde. Mais il y avait également en Allemagne des forces qui luttaient contre les intérêts nationaux des pays occupés, pour les seuls intérêts d'un grand Reich boulimique.

C'était d'un côté — nous nous heurtions à elles depuis le premier jour — les vieilles forces allemandes conservatrices. Celles-là voulaient s'assurer pour l'après-guerre de puissantes positions économiques, appuyées sur des occupations territoriales.

D'un autre côté, se dressaient — péril encore beaucoup plus grave — certains clans très actifs parmi les « forces nouvelles » de l'Allemagne, représentées par des jeunes intellectuels de la SS et du SD, en allemand, le « Sichereinsdienst », le « Service de Sécurité » qui surveillait, en étant présent partout, les activités politiques clandestines, les complots contre l'Etat, les tentatives d'espionnage de l'étranger, de l'U.R.S.S. notamment, au sein du III[e] Reich.

Divers dirigeants de ces organisations mal connues en étaient toujours au stade Grand Reich. Non pas, comme nous, au stade de l'Europe. Ils ne voyaient l'Europe que sous la forme d'une amplification de l'Empire germanique. Nos pays devaient être mangés, et non pas traités comme des associés.

J'ai reçu là, dans ces bureaux de Berger, des révélations qui m'ont fait dresser les cheveux sur la tête. Ces jeunes types étaient en train de préparer l'annexion et le malaxage de la province de Liège passant dans le gau de Cologne, du Limbourg absorbé par la Gueldre, des Ardennes et du Luxembourg à inclure dans le Gau de Trêves. Le danger était d'autant plus redoutable que les forces allemandes qui allaient, si Hitler gagnait, dominer la situation, étaient précisément celles-là, celles de la SS et du S.D.

Q. — *Quelles furent vos réactions ?*

R. — J'étais épouvanté. Je me suis dit : « Mais est-ce que nous ne nous sommes pas battus pour rien ? Est-ce que notre pays ne va pas être éliminé ? »

Je me posais la question : « Est-ce que ces petits bureaucrates de la SS représentent véritablement l'Allemagne ? La SS elle-même ? Et surtout Hitler ?... »

J'ai vécu un mois de décembre dramatique. J'étais devenu maigre comme un sauret. Je me remettais difficilement de mes blessures du Caucase. Je ne m'en remettrais d'ailleurs partiellement qu'après de nombreuses opérations en exil. Mais on n'est vaincu que lorsqu'on l'admet. Jusqu'au dernier instant, il faut serrer les dents, tout tenter pour vaincre.

Je me jetai donc sur-le-champ dans une contre-attaque politique acharnée à Bruxelles, où je devais passer un mois de convalescence.

Il existe des rapports allemands que les vainqueurs ont laissés intacts à la fin de la guerre, des rapports du général Reeder, le premier adjoint en Belgique du général von Falkenhausen. Il s'y inquiète terriblement de mes activités. A ce moment-là, rapporte-t-il, je vois beaucoup de monde. Et surtout, j'organise, au début de janvier 1943, un grand meeting à Bruxelles, au Palais des Sports. Ce général Reeder, je le convaincrai lui aussi, avec le temps. Il deviendra même pour moi en 1944 un ami d'un dévouement admirable. Mais avant cela, dans le but d'en finir avec mes revendications tenaces, le général Reeder — comme l'ont établi les documents allemands découverts après la guerre — alla jusqu'à proposer par écrit au Grand Quartier général du Führer, au maréchal Keitel, qu'on m'envoyât en conseil de guerre, pour outrage aux Autorités du Reich en Belgique !

C'est dire à quel point mon combat fut dur !

Ce meeting du Palais des Sports de Bruxelles en janvier 1943 avait été monté aussi splendidement que les plus grands meetings des nationaux-socialistes dans le Reich. Comme j'y avais amené tous nos soldats, musique en tête — tous nos mutilés aux premiers rangs — et comme j'étais quand même le chef de Rex et l'âme de notre légion, Reeder avait bien dû venir à mon meeting. Il était entré solennellement dans l'immense enceinte à mon côté. Néanmoins, le rapport qu'il envoya à Berlin était un rapport rédigé contre moi, pour mettre en garde le Haut Commandement allemand contre mes protestations et contre mes insolences.

Dans mon meeting, devant une foule énorme et ardente, j'ai foncé. J'ai pris le grand virage pour contrer les Allemands impé-

rialistes : ceux-ci nous traitaient comme de vagues sous-Français ; en riposte, j'ai proclamé la germanité des Wallons.

Nombre de mes compatriotes, même des amis intelligents qui, demeurés dans leurs bureaux poussiéreux du pays, portaient encore les vieilles œillères d'un nationalisme étriqué, n'ont pas compris ce que j'appelais tout d'un coup la « Germanité des Wallons », ni pourquoi je me lançais avec fracas dans une telle affirmation.

Q. — *Avouez que — comme on dit — il fallait le faire ! Où diable êtes-vous allé chercher cette idée saugrenue de la Germanité des Wallons ?*

R. — Etrange, à première vue, voire même choquante, mais conforme à la réalité historique.

Germanité des Wallons ? Germains de langue française ? Qu'est-ce que cela voulait dire ? me demandez-vous.

Je m'explique. Je sais très bien que mes explications étonneront. Voici. S'il y a un peuple qui par son sang et par son histoire est germanique, c'est le peuple wallon. Extraordinaire ? Mais enfin ! Il n'est jamais monté en Wallonie de peuplades romaines ! Il n'est jamais monté en Wallonie de populations françaises non plus ! Les Wallons descendent exclusivement des grandes vagues humaines qui sont arrivées de l'Est, voilà plus de vingt siècles déjà, avant et pendant la décadence de Rome. Les langues wallonnes ont quantité de mots d'origine germanique. Nos églises, nos places publiques, nos palais officiels, portent partout, depuis mille ans, l'aigle du Saint-Empire romain germanique. L'empereur Charlemagne lui-même, que Hitler appelait : « un des plus grands hommes de l'humanité », était un Germain de Wallonie, né à Jupille, près de Liège.

C'est comme cela ! L'étude des races le prouve. L'Histoire le prouve. Le spectacle de la Wallonie le prouve. Et la richesse de sa culture et de ses coutumes. Pour moi, c'étaient donc des réalités visibles, et des souvenirs faciles à évoquer.

Mais, ne nous y trompons pas, les évoquer était, de ma part, un calcul, une tactique, beaucoup plus qu'une théorie. Je vois encore José Streel, docteur en philologie, ami merveilleux depuis le premier jour de Rex, fusillé ignoblement en 1945, me dire, de son affectueuse voix traînante : « Ah ! Léon, quand tu nous expliqueras que nous sommes des Hindous, tu seras irrésistible ! »

J'aurais pu, d'ailleurs, si cela avait été nécessaire, ou utile, expliquer tout aussi parfaitement nos ascendances hindoues. Les

peuples d'Europe viennent tous des plateaux asiatiques ; ils sont les descendants des Indo-Européens.

Mais cette proclamation tactique de la germanité des Wallons était une astuce. Je me servais de l'argument, véridique en soi, parce qu'il permettait d'assurer à nos revendications une base indiscutable. Au fond, qu'un Wallon eût du sang breton ou champenois, peu m'importait ; Himmler lui-même avait bien eu un arrière-grand-père français, qui s'appelait Passaquay, et était né à La Roche ! Les siècles nous ont brassés. En fait, les peuples du continent européen ne forment plus qu'une race, aux nuances diverses, et toutes enrichissantes. Mais, en 1942, le mot « germanique » était un mot magique. Précisément, les Wallons étaient originaires de cet espace-là. C'était vieux ? Vieux de deux mille ans ? Sans importance. Sur l'échiquier politique d'alors, c'était important : alors pourquoi ne pas utiliser cet argument-là ?...

Q. — *Et vis-à-vis des Flamands ?*

R. — Ne l'oublions pas, nos compatriotes flamands avaient toujours dit : « il y a en Belgique deux peuples, le peuple flamand qui est germanique et le peuple wallon qui ne l'est pas. »

Je voulais, une fois pour toutes, apporter la preuve que nous étions aussi germains les uns que les autres, avec des droits identiques. Plus tard, pour enfoncer davantage le clou, je me permettrais de démontrer aux Allemands, par a plus b, que nous étions encore plus germains que les Flamands ! Et, historiquement, c'est rigoureusement vrai ! La Principauté de Liège, élément essentiel de la Wallonie, a fait partie de l'Empire germanique pendant dix siècles, du Limbourg jusqu'au duché de Bouillon.

Tout cela était facile à expliquer dans des meetings en partant d'une base historiquement établie. Moi, cette germanité des Wallons ne m'impressionnait pas outre mesure, mais les Allemands étaient baba devant cette découverte. Je ne voulais que cela : qu'on n'envoie pas sans cesse dans nos filets cette rengaine des seuls Flamands impeccablement germaniques. Que, surtout, on ne s'en serve pas pour nous opposer à la moitié des habitants de notre pays, dans le but de nous en séparer !

Du même coup, j'affirmais ainsi les droits non plus de la seule Wallonie, mais de la réalité dite belge. C'est-à-dire, la réalité millénaire du « Leo Belgicus ».

Pour moi, la Wallonie est politiquement inexistante. Seuls quelques Allemands ignorants ont cru, en 1941 et en 1942, à une telle extravagance. Il n'y a jamais eu d'Etat wallon, et j'espère bien

qu'il n'y en aura jamais, malgré les entrechats prétentieux de certains arrivistes de l'après-guerre. Ce serait un non-sens.

Au contraire, ce qu'il y a de certain, c'est qu'il a existé, à travers dix siècles, une magnifique unité des diverses provinces des grands Pays-Bas. Des Pays-Bas qui comprenaient l'essentiel de la Belgique actuelle, le Grand-Duché du Luxembourg, le Nord de la France et le Sud de la Hollande. Je ne voulais plus m'en tenir à la petite Belgique-croupion qui, depuis 1830, a accolé péniblement des Wallons et des Flamands assez récalcitrants. Je voulais reconstituer, au moins moralement, la merveilleuse unité occidentale, qui avait trouvé son épanouissement lors des grands siècles du Moyen Age et de la Renaissance, sous les ducs de Bourgogne et sous Charles Quint, aux temps fastueux de Memling et de Rubens, de Roger de la Pasture et de Patinier (1).

Q. — *Autrement dit, vous étiez quelque chose comme un super-Belge ?*

R. — Mais bien sûr ! Nous ne vivions — et nous ne mourions au Front de l'Est — que pour assurer, dans l'Europe nouvelle, un destin ennoblissant à notre vieux peuple, au long passé fameux.

Mon discours était un discours grand-belgiciste. Il allait bien au-delà des limites où certains Allemands eussent voulu nous enfermer comme des moutons tranquilles.

Quant à moi, il était clair que je ne piétinerais pas. Je voulais une Europe où nous serions tous égaux dans le respect des personnalités, comme au front même, une Europe des Patries, non pas des patries aux complexes médiocres, mais des patries qui, avec le temps, peut-être en y mettant des siècles, se souderaient définitivement. Mais à aucun prix des patries charcutées, brusquement et malhabilement !

Q. — *Et les Allemands ? Comment réagissaient-ils à vos théories pour le moins surprenantes ?*

R. — Il m'était facile de leur répondre du tac au tac : « Eh quoi, vous autres, Empire germanique, qu'est-ce que vous étiez en 1870 ? Vous étiez un puzzle d'Etats éparpillés. Vous avez mis plus de cinquante ans pour vous fédérer ! Même en 1914 encore, vous partiez en guerre sous quatre rois différents ! Avec quatre

(1) Peintres flamands, peintres wallons, les uns comme les autres, créateurs d'art dans les mêmes vieux Pays-Bas, la Grande Belgique d'alors.

drapeaux différents ! Dans quatre armées différentes ! Hitler lui-même n'était pas soldat prussien, mais bavarois !

Or, depuis des siècles, vous possédiez tous la même langue, la même culture ! Et pour arriver à une unité qui n'est pas encore complète, vous avez tardé près de 50 ans ! L'unité de l'Europe, c'est quelque chose de beaucoup plus compliqué, qui demandera des efforts immenses et, surtout, qui demandera du temps. A brusquer les Européens, vous ne pouvez que les effrayer et en faire des opposants. »

J'expliquai donc tout cela avec force à mon grand meeting de janvier 1943 au Palais des Sports de Bruxelles. On peut en relire dans la presse de l'époque le texte intégral.

Cela ne me suffisait pas : je décidai d'aller à Berlin même exposer avec une vigueur identique mes arguments.

D'ailleurs, le général SS Berger m'avait invité à repasser chez lui pour reprendre la conversation que, le mois précédent, j'avais interrompue en marquant mon désaccord complet. A la mi-janvier 1943, je me retrouvais à Berlin, prêt à la bataille.

Q. — *Il devait être autrement difficile de convaincre les milieux politiques de Berlin, et notamment le général Berger, que vos militants rexistes ?*

R. — Avant tout, je décide de donner à Berlin un meeting géant au Sport-Palast, pour bien donner la preuve aux Allemands du genre Berger que je pouvais compter chez eux aussi sur l'adhésion de milliers d'ouvriers belges qui travaillaient alors dans leur pays.

Mais cela, c'était toute une aventure ! Philippe Henriot, député de Bordeaux, le plus célèbre des orateurs français, avait voulu parler à Berlin quelques mois plus tôt. Il n'avait pu y parvenir. Il s'était fait huer et chahuter.

Malgré les appréhensions de mes fidèles, j'organise ce grand meeting berlinois. Et comment ? A la manière même des Soviets : « meeting des ouvriers et des soldats » ! J'invite par affiches tous les travailleurs belges et français qui vivaient à Berlin et dans les environs à se trouver au Sport-Palast, le 31 janvier 1943, en même temps que nos combattants du Front de l'Est.

Là, je doublais les risques. Car nombre d'ouvriers étrangers emmenés en Allemagne avaient ce pays dans le nez. Et l'apparition de mes soldats en feldgrau serait certainement peu propice, au début, à des acclamations ! Mais je voulais jouer franc-jeu. Tels nous étions. J'en dirais franchement et rudement les motifs au public.

Entre-temps, me voilà menant dix jours de négociations avec

Berger. Ça n'allait pas. Pas du tout. Notre opposition devenait à chaque heure plus aiguë. Finalement, nous n'étions plus d'accord sur rien. Chacun de ses projets, je le rejetais. Le débat devenait de plus en plus déplaisant. Je n'avais en aucune façon l'intention de me prêter au dépeçage de ma patrie comme l'équipe de Berger en rêvait.

Et notre meeting berlinois, là-dessus, arrive comme un cheveu dans la soupe. Une foule énorme, une enceinte archicomble. Je commence. C'était quand même une opération assez difficile à mener. J'avais devant moi douze mille, quinze mille ouvriers, belges et français, qui, assez souvent, se trouvaient en Allemagne contre leur gré. Je me présentais en uniforme, avec tous mes soldats en uniforme, avec notre musique militaire lançant ses flonflons. Mais le problème de l'éloquence est partout identique. C'est une question de flair, d'ondes que l'on émet et d'ondes que l'on reçoit, qui repartent, qui reviennent.

En Allemagne, pendant la guerre, j'ai donné, chaque fois que je l'ai pu, des meetings, contradictoires toujours, car, en guerre ou pas en guerre, dans mon pays comme hors de mon pays, j'ai toujours voulu maintenir le contact avec le public. M'expliquer avec lui. L'écouter. Le convaincre. Etre sûr de son adhésion libre et de son don. Il ne faut jamais fuir le peuple. Plus on prend une position périlleuse, plus il faut faire face, bravement, sans chichis. Seul a le droit d'être un chef celui qui ose dire à ceux qu'il conduit pourquoi et où il les conduit.

Même après le débarquement allié de juin 1944, je parcourrais, sans protection d'aucune sorte, une série d'usines du Reich, où les ouvriers belges et français supportaient à grand-peine un exil forcé et des bombardements épouvantables. Alors encore, pourtant, après m'avoir entendu, huit cents d'entre eux s'engageraient comme volontaires dans mes troupes. Si on veut commander aux hommes, il faut d'abord, toujours et en tout, les convaincre et s'en faire aimer.

Au Sport Palast, où des milliers d'auditeurs mécontents eussent pu me mener une vie d'enfer, le succès fut triomphal. Quand j'ai évoqué Stalingrad — c'était au moment même de la capitulation de Stalingrad — toute l'assistance s'est dressée, soulevée par l'émotion.

Q. — *Comment a réagi votre adversaire allemand, le général Berger ?*

R. — Le lendemain matin, j'achète les journaux berlinois. Pas une ligne sur mon meeting. Or plusieurs centaines de journalistes y avaient assisté. Je me dis : « tiens, c'est sans doute trop tôt. »

Le soir, de nouveau, pas une ligne ! Je prends mon téléphone ; j'appelle Berger : « Mon général, il n'est pas paru un mot dans la presse allemande à propos de mon meeting. Cette abstention, cela ne s'est pas produit tout seul. C'est qu'il y a eu un ordre ! Alors, pourriez-vous me dire ce que signifie cet ordre ? »

L'autre me répond, avec son culot de gros autocrate, sûr de lui : « Nous avons voulu vous montrer que nous étions les plus forts ! » Riposte sifflant dans l'appareil comme un coup de trique : « mon général, si c'est ainsi, nos conversations sont rompues. Au revoir » !

Quelle histoire ! Un colonel arrive à mon hôtel en courant : « mais non, mais non ! Ne vous fâchez pas, restez ! Le général Berger n'a pas voulu vous mécontenter ». Je lui claque : « c'est fini, tout ce qu'il y a de fini. Je ne discute plus ». Je réclame ma note. Le colonel se précipite, veut la payer ; je l'arrête près du caissier : « pas de cela ! Je n'ai jamais reçu un sou de vous ! Vous n'allez pas commencer à m'alimenter maintenant en réglant ma facture ».

A l'heure même je quittais Berlin. Le débat SS-Degrelle avait pris fin dans la tornade.

Q. — *C'était fini ?*

R. — Pour moi, oui ! Je descends tranquillement avec mes enfants sur la Côte d'Azur, histoire de me remettre de mes blessures du Caucase et de m'aérer. Puis je retrouve mes soldats à notre vieux cantonnement à la frontière de la Pologne.

De bataillon nous étions devenus un régiment. Plusieurs milliers d'hommes, cela représentait déjà une force réelle.

Pendant deux mois je ne bouge pas d'un millimètre. Je me garde de renouer des contacts, quels qu'ils soient, avec les bureaux SS de Berlin. Je fais le mort. J'assure la formation patriotique de nos troupes. Je leur donne un grand cours d'histoire chaque après-midi, pendant quinze jours, leur expliquant l'épopée des grands Pays-Bas. Tous nos soldats s'amenaient dans une prairie avec leur petit tabouret de chambrée et je tenais chacun de mes meetings-cours en plein soleil. Le nouveau départ de la Légion

Wallonie pour le Front de l'Est était imminent, toujours dans l'encadrement de la Wehrmacht.

Et alors, au tout dernier moment, tandis que nos six trains étaient déjà arrivés à la gare de Mezeritz et qu'on commençait à les charger, que se passe-t-il ? Je reçois un télégramme très aimable d'Himmler, m'invitant au Grand Quartier général et mettant à ma disposition son train spécial pour m'y emmener.

Je n'avais, à Berlin, voulu blesser personne. Mais c'est en ne se laissant jamais intimider qu'il fallait traiter avec certains Allemands jouant trop ostensiblement les vainqueurs. Finalement, c'est Himmler lui-même qui faisait le premier geste.

Si je l'ai emporté dans cette affaire, c'est parce que j'étais résolu à ne pas céder. Il en est toujours ainsi dans la vie, qu'il s'agisse d'Allemands, ou de Français, ou de n'importe qui. Si l'on s'aplatit, on vous écrase. Quand on fait face, celui qui jouait au fortiche commence à réfléchir, craint d'avoir échoué, fait tout, ensuite, pour se raccrocher.

Ainsi, me voilà filant au Grand Quartier général, à la frontière de la Lituanie, non pas comme un petit Belge qui allait devoir, le bec clos, dire amen à un Berger quelconque, mais installé dans un train spécial officiel, comme une grosse légume d'Etat.

A ce moment-là, je vous l'assure, je m'étais solidement calé dans la peau de mon personnage. Le lendemain matin, mon train abordait le quai particulier du Grand Quartier général, silencieux, caché dans un épais bois de sapins.

CHAPITRE XXVIII

DEUX JOURS CHEZ HIMMLER

Premiers accrochages — Degrelle décide Himmler à venir chez ses soldats — Huit heures de discussion dans le train spécial — Les trois concessions d'Himmler : le commandement, la langue, le drapeau — La Sainte Eglise à la SS — Le contrat écrit signé par Himmler — La photo pour *l'Osservatore Romano* — La Grande Bourgogne — Degrelle futur chancelier — La Brigade SS Wallonie au front russe.

Q. — *Comment Himmler vous a-t-il reçu ?*

R. — Himmler m'attendait en bas du wagon. Il me prend dans ses bras. C'était étonnant après la longue bagarre que j'avais eue avec le général Berger, son collaborateur le plus important.

« Mein lieber Degrelle, mon cher Degrelle, me dit-il en souriant, tout est oublié. »

Je souris nettement moins que lui : « qu'est-ce qui est oublié, Reichsführer » ?

Plutôt décontenancé, l'autre s'explique : « Ah ! mais vous étiez contre nous pendant la neutralité belge ! »

A mon tour de m'expliquer : « je n'étais ni contre vous, ni pour vous, j'étais neutre. C'était l'intérêt de mon peuple de rester en dehors de la guerre. Je n'avais de devoir qu'envers lui. Donc je n'ai rien à oublier.

— Bien ! bien ! concède-t-il. Ça va bien, vous entrez aux Waffen SS. »

Je sens que je vais exploser : « Mais pas du tout, Reichsführer, nous n'entrons pas aux Waffen SS ! D'où est sortie cette histoire ?

Avec le général Berger, j'ai eu dix jours de conversation serrée. Voyez, il est là, demandez-le-lui ! La conversation a complètement raté, nous nous sommes même brouillés. Nous ne pouvons pas entrer ainsi à l'aveuglette à la Waffen SS. Il faut soupeser, équilibrer une décision pareille. »

Et puis, j'ai eu brusquement une illumination. Je regarde Himmler dans les yeux : « Mes soldats, Reichsführer, vous ne les connaissez pas. Pourquoi ne venez-vous pas les voir, ce sont des types formidables. »

Voilà mon Himmler pris de court : « Mais oui, au fond, c'est une bonne idée ! Berger, est-ce que cette semaine j'ai du temps libre ? Demain ? Vous dites que oui ? Entendu. Nous partirons ce soir. »

Alors, voilà, les positions étaient complètement retournées ; c'est moi qui emmenais Himmler en croupe.

Après ces propos, on passe à déjeuner. Une vingtaine de généraux avaient été invités, évidemment pour impressionner le petit visiteur belge. Himmler avait même convié Bormann. C'est comme cela que je l'ai connu. Il n'était pas du tout l'homme super-important que l'on a décrit aux foules après la guerre. C'était plutôt l'adjoint discret, type chef de cantine. Pas du tout l'arbitre qui disposait de l'avenir de l'univers.

Comment se placer à table ? Immédiatement je me cale à la droite d'Himmler, pour bien faire entendre à tous ces généraux que j'étais un chef politique, que c'était plus important d'être le porte-voix de son pays que de porter des torsades. Les militaires, cela doit servir la politique d'un peuple et pas la commander.

A six ou sept heures du soir, nous montions dans le train.

Q. — *Comment se passa le voyage ?*

R. — Le train spécial de Himmler, comme celui de Hitler dans lequel j'allais me balader par la suite un certain nombre de fois à travers l'Europe, c'était tout un monde : vaste salon pour conférences, salle à manger, chambres à coucher, salle des secrétaires, salle de radio, salle de sténo, salle des téléphones, cuisine, sleepings du personnel. On pouvait téléphoner n'importe où dans toute l'Europe.

C'est dans cette atmosphère-là que je me retrouvais, inopinément, nez à nez avec Himmler, le numéro deux du Troisième Reich. Je le tiendrais pour un bon nombre d'heures puisque nous avions à parcourir la Prusse-Orientale et la Pologne entière avant d'arriver à notre camp.

On s'installe à la grande table des réunions. Le combat va commencer. L'homme qui était en face de moi, je le connaissais à peine, c'était la première fois de ma vie que je le rencontrais. Je connaissais personnellement Hitler depuis 1936, mais Himmler, de qui vraiment à ce moment-là dépendait notre sort, était pour moi, au fond, un inconnu. Et un inconnu d'une puissance redoutable, parce que les Waffen SS du front, — à ne pas confondre avec les quelques milliers de SS policiers qui gardaient des camps de concentration — ces Waffen SS-là étaient en train de prendre des proportions gigantesques et de se convertir en véritable moteur de l'Allemagne nouvelle ou, plus exactement, de l'Europe nouvelle.

Himmler était un homme qui paraissait assez chétif. Des petits yeux clignotants de myope. Des mollets grêles. Un nez pâlot. Ce n'était pas du tout un rouleur de mécaniques. On se demandait ce qui se passait derrière ses besicles. Flanqué du gros général Berger, — muet celui-là, comme un mammouth congelé — Himmler était maintenant là, juste devant moi, avenant, redoutable.

J'allais jouer à fond. Parce que, dans la vie, il faut jouer à fond. Il faut savoir ce qu'on veut. Sinon, cela ne vaut pas le coup. Or ce que je voulais était, de toute évidence, à l'opposé de ce que les Berger et consorts voulaient, c'est-à-dire des milliers de volontaires belges qui seraient placés inconditionnellement sous les ordres d'un commandement SS, comme l'étaient jusqu'alors les autres unités de Waffen SS européennes, telle la Légion flamande, incorporée dès 1941.

Q. — *Pouvez-vous me raconter dans le détail la négociation que vous avez menée avec Himmler ?*

R. — La grande discussion commença immédiatement.

A Hitler, tenu téléphoniquement au courant, et à Himmler campé devant moi, et tout en sourires, j'allais opposer tout de suite nos propositions, qui étaient en réalité des conditions.

Pour moi, une chose était nette : nous, combattants belges du Front de l'Est, nous nous considérions comme les représentants de notre peuple. Et là, je savais que j'étais dans la ligne exacte de la doctrine hitlérienne. Dans la conception hitlérienne du pouvoir politique, la base de tout, c'était le peuple. Non pas les partis. Non pas les banques. Non pas les petites combines. Mais la grande réalité charnelle qu'est le peuple. D'ailleurs, quand j'aurais gagné la partie, Hitler me donnerait tellement raison qu'il me reconnaîtrait comme « Volksführer », c'est-à-dire « Chef de peuple ».

Alors, sans vains détours, j'ai dit à Himmler ce que je dirais par

la suite personnellement à Hitler, et que je répéterais aux Allemands jusqu'au moment où tout aurait été mis en ordre : « Tant que notre peuple n'est pas introduit dans la communauté européenne comme peuple égal et libre, nous ne pouvons pas faire de concessions, nous devons nous tenir à carreau, ne rien céder de ce que nous sommes. »

Q. — *C'était assez énorme, non ? Comment a réagi Himmler ?*

R. — Himmler avait commencé par me dire qu'évidemment il faudrait, comme dans toutes les unités des Waffen SS, que nous ayons un commandement allemand.

« Impossible, du moins pour le moment, lui avais-je répondu. Quand des gens de mon peuple exerceront des grands commandements dans de grandes unités militaires allemandes, quand deux ou trois gouverneurs qui seront des gens de mon peuple dirigeront des provinces allemandes devenues européennes, quand des ministres provenant de ma communauté populaire auront en main un ou deux ministères d'une Europe unie, alors, oui, on pourra parler, et avec le plus grand plaisir, d'interpénétration. D'interpénétration, et non pas de domination. Mais, tant qu'on n'en est pas là, nous ne pouvons pas nous laisser absorber sans garanties formelles, nous devons maintenir la personnalité de notre peuple dans toute son intégrité.

Que nous tenions, ai-je ajouté, à nous protéger en maintenant fermement certaines prérogatives, n'a rien de blessant. La politique n'est point du sentimentalisme. La vôtre pas plus que la nôtre. Tant que politiquement le sort de notre peuple n'est pas réglé, nous ne pouvons envisager une action en équipe avec la Waffen SS que si nous conservons, premièrement, notre commandement à nous, protection indispensable, et secondement, que si notre langue reste la langue de notre unité, parce que la langue est l'élément numéro un d'autodéfense de tout peuple. »

Q. — *Vous ne vouliez pas de la langue allemande dans votre unité ?*

R. — « Vous avez, ai-je dit à Himmler, imposé la langue allemande aux unités flamandes. C'est une erreur, la langue flamande fait partie de la personnalité du peuple flamand. Pour nous, qui sommes des « Germains de langue française », notre caractéristique, précisément, c'est que nous sommes de langue française, et

il n'est pas possible de transiger là-dessus. Je dirai même : c'est à tel point que je ne permettrai pas pour le moment l'usage de la langue allemande à qui que ce soit dans notre unité.

Après, on verra. Tous les Européens connaîtront sans doute un jour l'allemand, seconde langue devenue le trait d'union général. En attendant, notre langue propre est une défense. Dans l'Europe encore à construire, nous devons nous protéger. Sans notre langue, peut-être nous submergeriez-vous. »

Q. — *Pratiquement, comment espériez-vous insérer une unité parlant français dans le dispositif militaire du IIIe Reich, entièrement commandé en allemand ?*

R. — Je n'ai jamais, c'est un fait, admis d'officiers allemands à un poste de commandement quelconque au sein de nos unités wallonnes, même à des postes modestes. Nous n'avons jamais eu de collaborateurs allemands qu'à des fonctions techniques et à des services de liaison. Pas un seul Allemand n'a jamais commandé chez nous une simple compagnie. Et même, ces quelques Allemands qui ont servi chez nous comme spécialistes ont toujours dû me parler en français et m'appeler « Chef ». Ce serait de moi qu'ils recevraient promotions et médailles lorsque je serais devenu Commandeur de division. C'était même presque étrange : des Allemands n'obtenant de galons et de décorations de leur pays que si un Wallon les leur accordait ! C'est dire à quel point Hitler accepterait l'idée de l'égalité de tous au sein d'une Europe commune.

Il n'était pas question le moins du monde de vanité de notre part dans ce comportement : nous étions, avec les militaires allemands en service chez nous, d'affectueux camarades ; mais il était bien entendu que notre Légion, c'était notre fief à part entière, et que nous devions avoir, dans notre commandement, des prérogatives égales à celles de tout Commandeur allemand.

A Himmler, j'exposai pendant plusieurs heures mon point de vue, aimablement, mais fermement. J'ai toujours tout dit fermement. Il ne sert à rien de faire des manières, il faut expliquer rondement ce qu'on pense, franchement, avec, de temps à autre, un clin d'œil, un mot de gentillesse, ou une plaisanterie, qui font rire, qui détendent, et qui emportent l'affaire.

Q. — *Comment Himmler réagit-il ?*

R. — Calmement. Et même aimablement. Au fur et à mesure que la discussion se poursuivait, j'allais obtenir, étape par étape,

trois concessions capitales : nous aurions notre commandement à nous, nous conserverions notre langue, nous garderions nos drapeaux nationaux.

Le drapeau, aussi, c'était pour nous un symbole. Lâcher le drapeau, c'eût été lâcher moralement beaucoup de choses. Nous autres, nous portions au front russe un drapeau repris au fond de notre Histoire, le splendide étendard rouge et blanc à Croix de Bourgogne — les bâtons noueux de Saint-André — que nos grands-ducs d'Occident, depuis le Moyen Age, avaient fait flotter de la Frise et de la Zélande à l'Artois et à la Franche-Comté. Charles le Téméraire l'avait brandi dans ses combats tragiques contre Louis XI, en Suisse, en Alsace. Nos drapeaux de Bourgogne avaient conduit les peuples des grands Pays-Bas pendant des siècles. Ils avaient traversé les Pyrénées pour se faire adopter par l'Espagne de Charles Quint. Ils avaient avec celle-ci franchi les océans, pour flotter dans vingt pays d'Amérique et d'Asie. Ce drapeau-là pour nous, c'était sacré.

Nous l'avions, d'ailleurs, honnêtement cravaté des couleurs — noir, jaune, rouge — de la Belgique émasculée de 1830, celle-là que nous voulions au moins sauver, et, dans toute la mesure de nos forces et de nos rêves, agrandir et glorifier.

Cela aussi, je l'ai obtenu.

Et puis, j'ai dit à Himmler : « Nous gardons évidemment notre curé. »

Q. — *Ça a dû le traumatiser ?*

R. — Ah ! ce fut un choc ! Un curé catholique à la Waffen SS, cela ne s'était jamais imaginé.

« Ecoutez, ai-je dit au Reichsführer, nous avons eu avec nous au front des prêtres magnifiques. Ils ont été nos compagnons et nos soutiens moraux à travers les pires combats. Alors, vous, soldat, chef de soldats, vous voudriez, au moment où nous allons peut-être entrer dans la Waffen SS, que nous mettions à la porte des vaillants compagnons de lutte ? »

Cet argument fut décisif. Un soldat ne pouvait pas chasser un soldat. J'avais gagné ma bataille des curés.

Là non plus, nous ne pouvions pas céder. Non pas que je voulusse me comporter en clérical. J'avais encore le crâne bosselé des coups de crosse qu'en 1937 m'avait assenés le Primat de Belgique. Mais notre peuple était religieux et je ne voulais pas subir de pression dans ce sens-là, pas plus que dans un autre. J'ai tellement tarabiscoté Himmler que non seulement nous avons eu nos

prêtres, mais que, par la suite, d'autres prêtres devinrent aumôniers catholiques dans d'autres unités de la Waffen SS.

Le plus fameux d'entre eux fut, dans la division des Waffen SS français, Mgr Mayol de Lupé, prélat-lansquenet, tout à la fois truculent et d'une courtoisie extrême. Le teint richement cramoisi d'un chanoine bourguignon, la trogne exubérante, il eût splendidement orné le Livre d'Heures d'un Primitif flamand. Il arpentait la steppe, droit sur sa monture. Tel un Pierre l'Ermite il était prêt à embrasser les infidèles, mais aussi à leur casser le crâne à grands coups de crucifix s'ils étaient un peu réticents ! Il fut au front de l'Est l'officier le plus pittoresque de la Division « Charlemagne » (1). Il eût fait, si nous avions gagné, un cardinal de Paris magnifique ! Autre chose que les prélats démocrates d'aujourd'hui, accoudés au zinc du bistrot pour faire prolo, ou embrassant le rabbin d'en face.

A nos aumôniers wallons je n'avais jamais demandé d'être rexistes. Au contraire, je leur disais : « Que vous soyez rexistes ou non m'importe peu ; votre boulot, ce sont les âmes, et non pas les opinions politiques ou les bulletins de vote ou les revendications des syndicats. Les curés que je veux dans nos rangs, ce sont des curés qui soient des saints. »

C'est ainsi qu'avec l'accord d'Himmler, la Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine entra, en 1943, dans les eaux baptismales de la Waffen SS.

Q. — *Bref, sur quels points concrets se termina votre entretien nocturne ?*

R. — L'affaire des curés était dans le sac, avec le reste. Notre débat avait duré quelque chose comme sept ou huit heures. J'avais obtenu le ralliement de Hitler, de Himmler à tout ce que j'avais réclamé pendant des semaines à Berlin et qu'on m'avait toujours refusé. Et tout cela en présence de Berger lui-même, la langue collée comme s'il avait avalé un bidon de glu. Il n'avait pas desserré de toute la nuit les mandibules. Himmler pour finir était tout à fait enthousiaste. Il avait fait apporter du champagne français. On avait bu à la gloire de notre unité. A trois heures du matin, on se séparait.

On se séparait, mais ce n'était pas pour dormir. Du moins, pas moi. Aussitôt je vais au wagon-couchettes des secrétaires d'Him-

(1) Nom de la division des Waffen SS français.

mler. Je frappe à la porte. Une petite gretchen ébouriffée, toute blonde dans sa chemise de nuit, apparaît : « mademoiselle, je vous en prie, habillez-vous, nous avons à travailler. » De trois heures à sept heures du matin, aidé de mon traducteur, qui lui non plus, n'allait pas dormir, je dictai, en français et en allemand, le texte complet de l'entretien.

Q. — *Vous vous défiiez encore ?*

R. — Mieux vaut un moineau dans la main que dix aigles inaccessibles. Je restais prudent. Le train avait roulé pendant le reste de la nuit. A sept heures et demi, c'était le petit déjeuner. Je salue Himmler, lui présente mes feuillets : « Je crois, Reichsführer, que le plus simple, pour que tout soit bien clair, est de voir si ce que nous avons dit, nous l'avons compris exactement de la même manière. C'est dans ce but que j'ai mis au net notre conversation.

— Vous n'avez pas dormi ?

— Mais la nuit, cher Reichsführer, sert aussi à travailler. Voulez-vous avoir la gentillesse de relire ce texte ? Est-ce bien cela que nous avons convenu ? »

Il était nerveux. Il lâcha entre ses dents un « oui, oui ! ». Ce n'était pas évidemment ce que son habileté avait imaginé. Il pensait peut-être que, par la suite, cette conversation et surtout ses promesses se dilueraient dans le brouillard de l'imprécis.

Il se cala les besicles sur le nez et lut mon texte, répétant ses « oui, oui, c'est bien cela, c'est bien cela » !

« Dans ce cas, ai-je alors susurré, le plus pratique — comme j'ai fait taper le texte en double exemplaire — c'est que nous le contresignions et que nous en conservions une copie chacun. Ainsi, il n'y aura jamais par la suite ni discussions ni quiproquos. » Je tends donc, l'œil enjôleur, mon stylo. L'autre l'accepte plutôt grognon. Paf ! Il appose deux fois, de sa petite écriture en pattes de mouche, les signatures « Himmler, Himmler ». Moi, en deux secondes, je flanque deux grands « Léon Degrelle ». J'avais ma charte ! Charte que j'allais utiliser jusqu'à la fin !

Ainsi nous entrions dans la Waffen SS avec des droits bien établis, mis par écrit, signés par Himmler lui-même, qui nous garantissaient une position de force pour toujours.

Plus tard, cette précaution se révélerait parfois nécessaire.

J'avais reçu de Himmler, en supplément, des faveurs considérables. Notre régiment se transformerait immédiatement en une Brigade d'assaut motorisée. Nous allions ainsi devenir une puissante unité de choc au sein de la Waffen SS.

J'avais aussi obtenu que notre Commandeur Lucien Lippert, sorti premier de l'Ecole militaire belge, tacticien parfait, héros splendide, restât Commandeur et soit promu au grade supérieur, c'est-à-dire nommé instantanément SS Sturmbannführer.

Prudence supplémentaire : par téléphone — puisque les téléphones du train spécial permettaient d'atteindre n'importe qui, dans n'importe quel coin — j'étais parvenu à parler la nuit avec Lucien Lippert. Je lui avais dit à mi-voix : « J'arrive avec Himmler ; soyez sur le quai de la gare de Meseritz, nous serons là vers environ onze heures du matin, je veux vous présenter personnellement au Reichsführer avant qu'il aille passer en revue nos soldats. »

J'avais dit, au petit déjeuner, à Himmler, comme si c'était tout à fait naturel : « Notre Commandeur viendra certainement à la gare pour nous attendre. Le plus simple ne serait-il pas que nous mangions ensemble dans le train ? On irait au camp aussitôt après. Comme cela, vous auriez l'occasion de voir Lippert à l'aise, de le juger. Lippert est d'Arlon, donc de langue allemande ; il vous plaira certainement. »

Q. — *Et votre plan a marché ?*

R. — A onze heures, mon Lippert était sur le quai, impeccable, grand et blond comme un héros germanique. A la fin du déjeuner, je le fis nommer SS Sturmbannführer par Himmler en personne et confirmer comme Commandeur de notre nouvelle Brigade. Cela réglé et bien assuré, nous partîmes pour le camp. Tous nos garçons étaient alignés magnifiquement. Nos officiers étaient ripolinés comme des miroirs.

Mais je voulais emporter le succès final avec notre curé. Pas tellement parce qu'il était curé mais parce que c'était une affaire symbolique. J'avais obligé Himmler à faire ce qu'il n'avait jamais voulu faire. Himmler passait, saluait, serrait la main cérémonieusement aux officiers l'un après l'autre. Au moment où il atteignait un brave major, assez tassé, j'annonce d'une voix de stentor : « L'aumônier catholique de la SS Sturmbrigade Wallonie ! » Himmler salue l'abbé d'un « Herr Curé ! » retentissant. Au même moment, clac ! deux éclairs de photographe !

Himmler se retourne, interloqué. « Mais, mein lieber Degrelle — mon bien cher Degrelle — pourquoi ces photos ? »

Je lui répondis, avec le plus aimable des sourires : « Mais pour *l'Osservatore Romano,* Reichsführer ! »

Eclat de rire général ! J'avais, dans la bonne humeur, gagné aussi cette petite bataille !

Q. — *Et vos projets politiques ? Qu'en avait dit Himmler ?*

R. — Durant toutes ces heures de conversation nocturne, j'avais pu expliquer à l'aise mes projets politiques au tout grand chef de la Waffen SS. Avoir un Himmler pendant des heures à un mètre devant soi, cela m'avait permis de me faire une idée exacte du personnage. Tout ce que je lui avais expliqué sur mon grand plan de l'Occident, Himmler l'avait écouté, plutôt étonné d'abord, puis intéressé, et il s'y était rallié. D'ailleurs, le mythe bourguignon remontait au plus profond des légendes germaniques.

Mon plan ne nuisait nullement à la France. A ce moment-là, ce qui comptait, c'est que quelqu'un en Occident s'installât solidement à ce levier européen. Qne ce fût un Gascon, que ce fût un Tourangeau, ou que ce fût, comme moi, un Wallon de sang français, c'était exactement la même chose. L'essentiel était que quelqu'un de l'Occident atteignît à une position de force.

Cette position politique, je l'avais tellement bien acquise que Himmler allait lui accorder son assentiment par écrit. Il correspondait en tout à ce que j'avais exposé. Himmler — d'accord avec Hitler — reconnaissait qu'après la guerre serait créé un grand Etat dit de Bourgogne, qui disposerait de son armée propre, de ses finances propres, de sa diplomatie propre, même de sa monnaie et de ses services postaux, et que j'en serais le Premier chancelier. Il établissait même, ce à quoi je n'avais jamais pensé, que nous disposerions d'un large couloir jusqu'à la Méditerranée.

Ce texte n'est pas tombé dans le néant. Il a été publié. L'ancien secrétaire de Himmler, le Docteur Kersten, en a révélé dans son livre : *Je fus le confident de Himmler,* la teneur exacte, deux ans après les hostilités. *Le Figaro* de Paris en a reproduit le texte me concernant, le 21 mai 1947, en première et troisième page, commenté par l'ambassadeur André François-Poncet, le premier spécialiste français du Troisième Reich. *Le Figaro* a même adjoint à ces textes de Himmler et de François-Poncet la carte correspondante.

« Le monde, déclarait Himmler, apprendra la renaissance de la vieille Bourgogne, ce pays qui fut le centre des sciences et des arts. » Il précisait : « Ce sera un Etat modèle, dont la forme sera admirée et copiée par tous les pays. »

François-Poncet a analysé dans le même *Figaro* du 21 mai 1947 ces importantes précisions concernant, dit-il, cet « Etat de Bourgogne, choyé, érigé en Etat modèle ».

Le diplomate et académicien conclut au sujet de ces déclarations : « Elles sont d'une authenticité certaine. »

Authentique aussi le pronostic de Himmler rapporté par Kersten : « Je crois que Degrelle, le chef des Rexistes belges, sera le premier Chancelier de Bourgogne » (2).

Notre victoire, là comme pour tout le reste, était complète.

Q. — *Et la France dans tout ça ?*

R. — J'ajouterai en toute honnêteté que cette lutte pour reconstituer le vieux rempart bourguignon avait été avant tout, de ma part, une manifestation de force. J'avais administré la preuve que je pouvais faire accepter par les Allemands un plan qui bouleversait leurs anciens projets ou préjugés. Au-delà, au-dessus de la Bourgogne, étape avant tout morale de mon offensive, c'est l'Occident tout entier que je voulais voir redressé, rétabli dans son unité, sa puissance, et sa personnalité millénaire.

Il ne s'agissait pas de diminuer la France, mais de sortir, tous ensemble, de l'ornière de 1940 et d'aboutir, les uns épaulant les autres, à un épanouissement beaucoup plus vaste. Tous, bon gré mal gré, nous étions solidaires, de Marseille à Anvers, de Séville à Nimègue. Nous ne compterions au sein d'une Europe Unie que si nous redevenions un tout. La décision de Hitler et de Himmler admettant mon plan bourguignon était le socle sur lequel pourrait être réinstallée la statue imposante de l'Occident, entier et rénové, dur comme un marbre romain.

Sans sa résurrection pleinière, nous n'eussions plus été, français ou non, que des sous-ordres épars, à la merci des décisions d'un géant dominateur.

Bourguignons voulait dire pour nous : Occidentaux ouvrant la première brèche.

(2) *Le Figaro,* 21 mai 1947.

CHAPITRE XXIX

L'EPOPÉE DE TCHERKASSY

Stalingrad et le piège de Koursk — Etranglés dans le goulot ukrainien — Vingt-trois jours de corps à corps — Degrelle blessé quatre fois — La mort du Commandeur Lippert — Degrelle se proclame Commandeur — Non à Hitler qui veut sauver Degrelle par avion — Degrelle chargé de l'opération de percée de l'encerclement — Dix-sept kilomètres de rupture — La libération de l'armée encerclée — Les morts de l'Europe.

Q. — *Dans quelle situation retrouviez-vous le front russe, quelques mois après la capitulation de Stalingrad ?*

R. — Nous retrouvions en Russie, en novembre 1943, une situation militaire absolument transformée.

Même si je dois vous étonner, je vous dirai néanmoins que le désastre de Stalingrad n'avait pas été en réalité un vrai désastre.

Perdre une armée ? Mais n'importe quel chef de guerre ayant mené de grandes conquêtes a perdu des armées. Les Romains en ont perdu : « Varus, rends-moi mes légions ! » Napoléon en a perdu ! Pensez à ses défaites d'Espagne, et souvenez-vous de la Berezina ! Les Russes, eux, en 1941 et en 1942, avaient été délestés de quelque cinq millions d'hommes. C'était bien autre chose !

Trois cent mille soldats du Reich — sur sept millions — engloutis dans la fosse glacée de Stalingrad, ce n'était pas un désastre, c'était un accident. Le maréchal Timochenko avait perdu plus d'hommes lors de son offensive ratée d'Ukraine, dix mois plus tôt.

Un accident important, mais un accident. Une bataille avait été perdue par les Allemands, mais, comme eût dit de Gaulle, la guerre n'était pas perdue pour cela.

Sans conteste, un coup bien plus dur que Stalingrad et auquel le public a attaché beaucoup moins d'importance, fut, en juillet 1943, la bataille de Koursk. Là eut lieu le duel décisif. C'est là, sans doute, que la guerre de Hitler fut perdue en U.R.S.S.

Q. — *Pourquoi ? Sur quoi fondez-vous ce jugement ?*

R. — Hitler s'était engagé contre son propre instinct dans cet affrontement, à l'instigation de ses principaux généraux qui en étaient toujours aux vieilles marottes des grands chocs frontaux, à la manière du Verdun de 1916, force contre force. Hitler, c'était la ruse, l'imagination, l'habileté. Stratège aux conceptions neuves, il avait renâclé devant cette idée d'un affrontement massif à Koursk, n'avait accepté cette bataille qu'avec inquiétude et à contrecœur. Ce fut le duel le plus énorme de chars de combat de la Seconde Guerre mondiale. Environ quatre mille chars d'un côté et quatre mille chars de l'autre. Opération perdue à l'avance par l'Allemagne parce qu'elle avait été trahie.

Q. — *Trahie ?*

R. — Ce sera toute une histoire de raconter un jour — et je le ferai dans un bouquin, *Hitler, ses traîtres et ses espions* — comment Hitler, à son propre G.Q.G., fut trahi, avec une constance épouvantable tout au long de la Deuxième Guerre mondiale, comment ses commandements étaient automatiquement transmis au Commandement soviétique. Plus de deux mille de ses messages et de ses ordres ! Ils étaient portés à l'instant, via la Suisse, à la connaissance de Staline. Cinq jours avant que l'opération de Koursk ne commençât — cinq jours avant ! — Khrouchtchev (1) était sur place avec tout le plan allemand dans sa serviette. C'est dire que partout les Allemands tombèrent dans un piège. A chaque endroit où ils devaient déboucher, la masse des antichars russes les attendait. Cette bataille se convertit en une semaine en un anéantissement massif des troupes blindées du IIIe Reich.

Il n'y avait plus provisoirement d'autre issue que de se servir de l'espace, c'est-à-dire de reculer, de reculer jusqu'au Dnieper, en une retraite extrêmement difficile. Cette retraite presque impro-

(1) Commissaire du peuple sur le front sud des Soviets.

visée fut bourrée de défaillances et d'erreurs à un tel point que le Dnieper lui-même fut franchi en divers endroits par les troupes soviétiques, que Kiev fut pris et que, par Kiev, les Russes purent entreprendre en Ukraine une énorme manœuvre d'encerclement vers le sud-ouest.

Q. — *Vos Wallons et vous, vous êtes tombés en plein dans cette débâcle ?*

R. — Le soir où, fin novembre 1943, nous nous sommes approchés des nouvelles lignes de résistance, le spectacle était extraordinaire. Nos trains s'avançaient dans un véritable boyau de feu. Les Russes étaient déjà à droite. Ils étaient aussi à gauche.

Là, je me suis aperçu d'une chose, c'est que le courage, ce n'est pas une attitude naturelle. Moi, qui avais livré tant de batailles, qui avais déjà eu je ne sais combien de « combats rapprochés », eh bien, j'ai eu peur à ce moment-là ! Ne croyez pas que je n'aie jamais eu peur ! Ceux qui n'ont jamais peur sont des anormaux. Pour ne pas avoir peur, il faut avoir maté la peur au préalable. C'est un terrible effort de la volonté, qu'il faut renouveler sans cesse. Il faut dompter la bête humaine qui normalement s'effarouche, se cabre devant le danger, et surtout devant la mort, comme n'importe quelle autre bête. Le courage est avant tout courage moral. C'est l'âme qui nourrit l'homme courageux.

Si, moi, j'ai senti, ce soir-là, cette espèce de panique interne m'envahir, tous les autres aussi devaient la ressentir. J'ai écrit la nuit même à mon secrétaire à Bruxelles une carte postale dans laquelle je lui disais : « Nous sommes entrés tout au fond d'un goulot, nous allons nous y faire étrangler. »

Cela durerait trois mois avant de se réaliser. Mais ce serait ainsi.

Q. — *Quelle a été l'affectation de la brigade « Wallonie », à son retour sur le front russe ?*

R. — Dès le matin de notre arrivée, nous allions être engagés au bord d'une grosse rivière glaciale, qui s'appelait l'Olchanka, un affluent du Dnieper. Le Dnieper lui-même déployait à l'extrémité nord de nos positions ses grandes eaux noires contournant des îles sablonneuses, vite entourées d'immenses glaçons blancs. Nous autres, les Wallons, occupions un secteur d'une vingtaine de kilomètres. C'était incroyable, ces secteurs du front russe : on avait une compagnie par-ci, une compagnie par-là, une autre compagnie plus loin, avec des vides par lesquels s'infiltrait l'ennemi. Nous

allions chez lui, de la même manière, mener des incursions inimaginables, bien loin derrière ses positions.

Mais cela ne pouvait pas durer. Ce n'était pas possible. Nous sentions l'étreinte russe qui se resserrait. Chaque semaine elle était plus puissante, elle nous enserrait de tous les côtés.

Nous avons mené des attaques désespérées, comme celle de Teklino, au début de janvier 1944, pour nous dégager un peu, reprendre de l'espace. Nous y avons perdu beaucoup de monde. Nous avons reconquis une grande forêt où s'échelonnaient sept cents fortifications russes. Avec, comme spectacle, des prisonniers allemands cloués aux arbres, les organes sexuels coupés et plantés dans la bouche. Avec aussi des femmes qui se jetaient sur nous par centaines, des jeunes combattantes soviétiques, splendides. Sale histoire, de faucher des belles filles qui viennent à l'assaut !...

Mais, de tous les côtés, surgissaient de plus en plus d'assaillants. Chaque jour, c'était plus fort. Le 28 janvier 1944, la boucle se nouait au sud, nous étions pris dans la nasse, comme la VIe armée de Paulus à Stalingrad !

Q. — *Comment vous en êtes-vous tiré ?*

R. — On a moins parlé de notre encerclement et de notre libération de Tcherkassy parce que la victoire des Soviets à Stalingrad, gonflée par la propagande inouïe qui trompettait le vacarme, a retenti dans le monde entier. Par contre, la défaite des Soviets à Tcherkassy, la propagande alliée a pris soin de la minimiser.

A présent, on n'en est plus là. La vérité historique a fait sa percée. La bataille de Tcherkassy sera un jour une des grandes batailles qu'on commentera dans les Ecoles militaires, parce qu'elle fut admirable de précision et de sang-froid.

Q. — *Comment s'est-elle déroulée ?*

R. — Nous allions nous débattre, jour par jour, nuit par nuit, en péril de mort constant, dans cette ratière glacée. L'encerclement se nouait de plus en plus fortement. Il nous avait coupés de tout.

Au moment le plus affreux, au mois de février 1944, quand normalement on aurait dû connaître quarante ou quarante-cinq degrés au-dessous de zéro, brusquement des pluies torrentielles — le ciel entier ! — nous étaient dégringolées sur la tête.

Nous essayions de sauver encore, dans des fleuves de boue, les milliers de canons et de camions qu'il n'y avait plus moyen pourtant

de pousser plus loin. Matraqué par l'artillerie soviétique, tout ce matériel allait être perdu, broyé, ou noyé.

Pendant ces vingt-trois jours-là, pour vous donner une petite idée de ce qu'était l'effort de chaque homme, j'ai livré personnellement dix-sept corps à corps, et j'ai été blessé quatre fois. C'était notre sort à tous, indistinctement. Vous imaginez cela : jouer dix-sept fois sa peau, le corps collé à des colosses qui vous étrangleront si vous ne les étranglez pas ! On roule sur le sol dans la boue, dans la neige, l'un sur l'autre. On est blessé dans tous les sens. Chacun de nos soldats a connu des dizaines de fois ces affres. Dans mon livre, *La Campagne de Russie* (1) — interdit en Belgique, lui aussi, bien sûr ! — je raconte longuement ces semaines épouvantablement tragiques.

Q. — *Vous n'étiez pas encore Commandeur de la Brigade d'assaut Wallonie ?*

R. — Effectivement, j'étais seulement l'officier d'ordonnance du Commandeur Lucien Lippert.

Après avoir été longtemps soldat, puis caporal, sous-officier, sous-lieutenant, lieutenant, capitaine, j'avais commandé pendant des mois une compagnie. J'avais appris le métier à tous ses échelons. Il n'est pas plus compliqué de tenir en main une unité militaire que de diriger une grande entreprise commerciale, ou une usine, ou un département ministériel. Il faut, avant tout, avoir le don d'autorité, avoir tout observé, et conquis fraternellement l'esprit et le cœur de ses hommes.

Des techniciens militaires très informés, on en trouve abondamment. Les Ecoles de Guerre en fabriquent à la chaîne, de même qu'on fabrique ailleurs d'excellents ingénieurs ou d'excellents spécialistes commerciaux. Le rôle du chef, ce n'est pas de tout savoir et de tout faire, c'est d'utiliser, pour des objectifs précis bien nets, les spécialistes qui sont plus compétents que lui, qu'il soit chef de Renault, ou chef d'Etat, ou chef d'une Brigade d'assaut.

Lors de l'encerclement de Tcherkassy, je n'étais donc encore que le collaborateur le plus immédiat de Lucien Lippert. Nous ne nous quittions jamais, au combat ensemble, au rata ensemble, les tout derniers, bien sûr, car Lippert n'acceptait d'enfoncer sa cuillère dans son brouet refroidi que lorsqu'il avait vu le dernier de ses soldats recevoir sa ration. Tous nous l'aimions et l'admirions. C'est alors que nous reçûmes en plein cœur le coup cruel : Lucien

(1) *Le Cheval ailé.* Paris, 1949. Ce texte a reparu sous le titre : *Front de l'Est, 1941-1945.* La Table Ronde, 1969.

Lippert tombait à notre tête à Novo-Buda, frappé en pleine poitrine d'une de ces balles explosives, à la pointe coupée, dont les Russes étaient prodigues, et qui lui fit éclater la poitrine.

Q. — *Est-ce à la suite de cet événement que vous êtes devenu Commandeur de la Brigade « Wallonie » ?*

R. — J'ai dû prendre le commandement direct de notre Brigade. Nous étions à l'extrémité des possibilités de résistance des forces encerclées. Il y avait trois jours que nous n'avions plus reçu la moindre nourriture. On mangeait de la neige, de la neige, et rien d'autre. Le froid, le verglas avaient repris possession de tout.

Nous étions accablés de toutes parts. Les attaques se renouvelaient sans répit. Des charges ennemies nous dévalaient dessus de tous les côtés.

Dans des conditions pareilles, j'ai dû faire une sorte de petit coup d'état : prendre le commandement de notre unité. En fait, rien ne m'y autorisait ; j'eusse dû attendre que le Haut Commandement de la Waffen-SS — qui planait loins de nous — procédât à une nomination. Si je n'eusse pas pris les devants, on nous eût probablement collé un Commandeur allemand. Aussi, gagnant les bureaux de vitesse, je me suis proclamé Commandeur.

« Le Commandeur de la Sturmbrigade Wallonie, maintenant, c'est moi. » Tout le monde, dans les unités allemandes, a encaissé ma décision hors règlements.

Autre complication : Hitler, qui suivait la bataille de tout près, m'avait fait ordonner par radio de partir avec les derniers avions qui emportaient des blessés. J'avais répondu : « Non et non ! je ne m'en irai pas ! Si on veut que je monte dans un avion, je me tirerai une balle dans la tête au pied de l'appareil ! » Finalement Hitler avait admis que je reste. Un officier supérieur allemand témoin de ma réponse a écrit et publié après la guerre le récit de ce dialogue. Le moment final approchait. Les renforts blindés du Général Hube qui devaient nous sauver s'étaient approchés en force, mais ils ne parvenaient pas à nous atteindre, coincés dans le verglas qui paralysait leurs chars.

Q. — *Comment, finalement, avez-vous pu vous dégager ?*

R. — Dans l'encerclement de Tcherkassy se trouvaient, presque étranglées, onze grandes unités militaires.

Nous nous sommes réunis, les onze commandeurs. Le général Gilles, le chef de la « Viking », a demandé tout crûment : « Y a-t-il un volontaire parmi nous pour mener l'opération de pointe de la

rupture ? » Les généraux présents, des hommes de cinquante ans, de soixante ans, étaient anéantis physiquement, après trois semaines de lutte incessante, menée sans dormir, presque sans manger. Ils étaient dévorés par les soucis et par les catastrophes qui tourbillonnaient autour de nous comme des mouches furieuses. Tous étaient d'excellents stratèges, comme l'étaient la plupart des généraux allemands. Mais tant d'épreuves avaient consumé leurs forces. On ne nous donnait plus, au maximum, que trois pour cent de chances de survie. Et c'est alors qu'il allait falloir pourtant enfoncer ces barrages de mort !

J'avais été blessé tous les cinq jours en moyenne ; je venais, quelques heures avant, d'être atteint au bras droit et au flanc droit. Mais j'étais costaud. Rien, ni les blessures, ni le manque de sommeil — on est « d'une bon matricule », disait mon père — ni la faim, ni la soif, ne m'ont jamais accablé. J'avais pris pour devise : « Quoi qu'il se passe, faire face ». A la question de Gilles, j'ai répondu que j'étais volontaire. Je pouvais encore, physiquement et moralement, me jeter dans un grand effort final.

Mais seul je n'eusse pas suffi, bien sûr. C'est l'incroyable héroïsme de mes soldats qui força le destin. Nous ne voulions pas capituler. N'importe quoi, mais ne mourir qu'au combat !

Q. — *Comment se réalisa la percée de Tcherkassy ?*

R. — Cette rupture victorieuse fut en vérité quelque chose d'atroce. J'ai dû maintenir les unités wallonnes en arrière-garde pour protéger, pendant toute la dernière nuit, l'étroite cuvette où se massaient les troupes qui allaient démarrer à l'aube vers la libération. Tout cela sous une dégringolade inouïe d'obus soviétiques. Il en explosait partout, dans la neige, sur le verglas. Les chevaux se débattaient le museau au ras du sol, les pattes rompues, les boyaux épars. Jai décrit dans ma « Campagne de Russie » cette nuit d'horreur. Les isbas en feu illuminaient fabuleusement le massacre. Les troupes, dans cette tornade, devaient se hisser de l'autre côté d'une rivière, se masser pour la sortie. Un char avait défoncé l'unique pont de bois de ce haut ravin. Il bouchait tout. Il fallut deux heures d'efforts fous avant qu'on pût le faire tomber dans le précipice. C'est seulement à cinq heures du matin, quand tout fut prêt sur l'autre rive, que j'ai pu ramener mes Wallons de l'arrière vers l'avant, et que nous nous sommes lancés en tête de colonne vers la délivrance.

Délivrance ? On nous avait dit que les troupes blindées du général Hube qui venaient à notre secours, étaient arrivées à cinq kilomètres de nous. Stoppées par le gel, elles étaient en réalité à dix-sept kilomètres. Dix-sept kilomètres à franchir en livrant un corps à corps épouvantable ! La neige nous tombait dessus à flocons massifs. Heureusement ! Elle nous épargna les rafales de l'aviation soviétique. Mais les cosaques nous traversaient dans tous les sens ; les chars russes déboulaient de partout.

Huit mille combattants, c'est vrai, sont morts au cours de la percée de Tcherkassy. Mais cinquante-quatre mille hommes, à la fin de la soirée, étaient de l'autre côté, avaient gagné, avaient rompu le front soviétique !

Q. — *Huit mille morts, c'est horrible !*

R. — Oui, huit mille morts, c'est horrible ! Mais à Stalingrad, le maréchal Paulus préféra capituler et abandonner aux Russes cent neuf mille prisonniers : huit mille survivants seulement sont revenus des bagnes soviétiques !

A Tcherkassy, cinquante quatre mille hommes ont été sauvés ; c'est-à-dire plus de 80 % des effectifs. Ils ont été sauvés parce que à force d'héroïsme et de vigueur ils ont défoncé le front soviétique, donnant la preuve qu'ils restaient les plus intrépides, que leurs chefs dominaient encore l'ennemi par leur connaissance de la stratégie et de la tactique, par leur sens de l'autorité et du commandement, par la force de caractère et le courage personnel.

Un deuxième Stalingrad eût, psychologiquement, frappé terriblement le moral du peuple allemand. Pour lui aussi, Tcherkassy était nécessaire. Il n'était pas possible de laisser les propagandistes alliés se jeter une seconde fois, comme des rapaces coassants, sur un nouveau revers du Front de l'Est.

Cet échec des Soviets était, davantage encore, indispensable si l'on voulait sauver l'Europe. Par cette résistance acharnée, nous avions maintenu, tout au long de l'hiver 1943-1944, le barrage qui stoppa pendant trois mois de plus l'offensive de l'U.R.S.S. Sans cette résistance désespérée des soldats de Tcherkassy, la marée soviétique eût atteint dès le début de 1944 les Balkans et eût déferlé de là à travers l'Europe. Elle eût occupé Paris, sans grand doute, avant que le premier Américain n'eût débarqué sur les rivages français.

Qu'on se souvienne des Allemands arrivant en un mois et demi, en 1940, aux Pyrénées, parce que Sedan n'avait pas tenu ! Si nous avions, nous aussi, laissé tomber les bras au lieu de barrer farou-

chement la route de Tcherkassy vers la Roumanie, puis vers l'Occident, que serait-il advenu ? Les Français et les Belges aujourd'hui connaîtraient le sort des Tchèques et des Polonais.

Nos morts de Tcherkassy ont été les morts de l'Europe.

CHAPITRE XXX

HITLER SUR LE VIF

Degrelle chez le Führer — Le collier de la Ritterkreuz — Portrait de Hitler — Pas de chambres à gaz dans l'ancien Reich — « La plus puissante personnalité du XX[e] siècle » — L'enclume du destin — Goebbels, Goering, Speer — Degrelle au Palais de Chaillot à Paris — L'avenir en 1944.

Q. — *A la suite de Tcherkassy, le 17 février 1944, vous avez revu Hitler. Pourquoi ? Dans quelles circonstances ?*

R. — A la nuit, après quinze heures d'empoignades horribles, nous nous étions retrouvés, vainqueurs, de l'autre côté de la rivière Lisyanka. C'était fini. Nous étions sauvés. Le lendemain, notre immense colonne était en marche depuis quelques heures, protégée par les chars du général Hube. Un petit avion-cigogne s'était mis à rôder au-dessus de nous : il descendait de-ci, de-là sur ses patins, dans la neige. Il recommença son manège assez près de nous, et il atterrit.

C'était un petit appareil de reconnaissance envoyé par Hitler. Il était à ma recherche.

Aussitôt mes soldats me hissèrent, engoncé dans ma peau de mouton, dans l'avionnette. J'arrivai à la ville russe voisine où un trimoteur de Hitler m'attendait. Je traversai, en quatre heures de vol, tout le sud puis tout l'ouest de la Russie. Le soir, je débarquais au champ d'aviation du G.Q.G.

Mais dans quel état ! Vêtu d'un uniforme déchiré, lacéré de toutes parts au cours de mes corps à corps. Une ordonnance me l'a recousu plus ou moins. Himmler me passa une chemise propre.

En échange, je laissai dans sa belle salle de bain quelque centaines de gros poux russes furieusement anthropophages. Puis il m'emmena dans sa voiture verte, à une heure du matin.

Je portais encore de grosses bottes de feutre qui n'étaient même pas des bottes de l'armée allemande. C'étaient des bottes soviétiques en feutre, d'une seule pièce, qui empêchaient la neige et l'eau glacée de vous geler les pieds.

Je vois encore Hitler s'avancer vers moi, me serrer contre lui, me tendre le Collier de la Ritterkreuz qui était alors, qu'on ne l'oublie pas, la décoration la plus élevée de l'Armée allemande, puis me dire simplement en me tenant affectueusement les mains dans ses deux mains : « Vous m'avez donné tant de soucis ! »

Q. — *Quelle impression vous donna-t-il alors ?*

R. — Evidemment, pour satisfaire à peu près tout le monde, je devrais proclamer que Hitler était un maboule, qu'il était bourré de pilules, qu'il se roulait sur les tapis, les dévorant à pleines dents et que, d'autre part, il était gâteux et n'était plus capable de rien.

Allons, pas de blagues ! Moi, je dis ce que j'ai vu : Hitler, c'était le génie foudroyant. Il était courbé, certes. Blanchi, d'avoir porté le monde sur son dos depuis 1939. Mais son corps restait fort, et la puissance de son esprit était toujours aussi éclatante.

Contrairement à ce qu'affirment prétentieusement cent cancres, Hitler était le plus grand militaire que l'Europe eût connu depuis Napoléon. Toutes ses grandes batailles furent son œuvre.

Il était d'autre part l'homme d'Etat qui avait apporté à son pays l'efficacité politique, l'esprit de solidarité, la richesse économique. De 1933 à 1939, il avait fait d'un peuple vaincu, laminé, le peuple le plus fort, le mieux organisé de l'Europe.

Il était, surtout, le grand rénovateur social. Seul dans le monde du XX[e] siècle, il parvint à éliminer totalement le chômage : six millions de sans-travail ! Il donna à la masse ouvrière des salaires accrus, des usines décentes, des maisons coquettes, des loisirs, des autos à bon marché, des vacances, le bien-être matériel, le confort, l'épanouissement familial, le respect du travail et des travailleurs dans la communauté réconciliée.

Qui fit, dans les autres pays, le dixième de ce qu'en Allemagne créa le génie de Hitler ?

Q. — *Ce grand rénovateur social créa aussi les chambres à gaz et approuva la « solution finale ». Jusqu'ici vous avez soigneusement évité le sujet capital des chambres à gaz.*

R. — J'attendais votre question, devenue une ritournelle !

On a férocement reproché à Hitler les malheurs des Juifs. Leurs représentants se sont convertis depuis 1945 en nouveaux trompetteurs bibliques, abattant à grand tapage les murailles nazies, comme leurs prédécesseurs musicaux avaient abattu en sept jours les Murailles de Jéricho, avec Josué comme chef d'orchestre !

Des millions de gazés, s'acharna-t-on universellement à répéter aux peuples horrifiés, avaient été convertis par un Hitler-Néron en engrais, en lubrifiants et en savonnettes.

Pour convaincre les foules, on a répété, on a filmé, on a télévisé interminablement mille récits, mille « aveux » et mille « documents », proclamés authentiques alors qu'il s'agissait souvent de récits grossièrement déformés, ou amplifiés — tel le *Journal* d'Anne Frank (1) — ou d'aveux arrachés à des prisonniers à force de sévices, ou de documents traduits de travers, voire truqués.

Qu'en reste-t-il ? Les extravagantes statistiques dressées par la propagande juive se révèlent fausses par grands pans, depuis des années, à la suite des investigations d'historiens désabusés. Les statistiques officielles françaises font état de 28 000 morts juifs. Certes c'est énorme, mais on est loin des pharamineux six millions de Juifs exécutés au total !

Q. — *Vous niez tout en bloc ?*

R. — Je ne nie pas tout mais je doute.

Ne confondez pas, je vous prie, comme tant d'autres, les « chambres à gaz » avec les camps de concentration, ceux-là vieux d'un siècle, inventés par les Anglais (2), employés largement par les Français (3), poussés au maximum d'utilisation par les Soviets.

Pour ce qui est des « chambres à gaz » elles-mêmes, il a été maintenant établi de façon définitive par les censeurs les plus acharnés de Hitler, les chercheurs de l' « Institut für Zeitgeschichte » de Munich, qu'il n'y avait pas eu d' « anéantissement massif de

---

(1) Nombre d'historiens estiment que c'est un faux apocryphe, écrit, par exemple, avec un stylo-bille qui n'existait pas aux Pays-Bas durant la guerre.

(2) Au début de ce siècle, dans la guerre des Boers, pour écraser la résistance de ces Blancs d'Afrique.

(3) En 1939-40, pour parquer les Républicains espagnols.

juifs par le gaz » sur toute la superficie de l'ancien Reich. Le président même de cet Institut, le docteur Brossat, a bien dû conclure : « Keine Vergasung », c'est-à-dire : « pas de gazage ».

Alors, hors de l'ancien Reich ? L'existence de chambres à gaz au-delà des frontières du Reich — chambres dont on ne sait que ce que les Soviets veulent bien dire — est à son tour mise en discussion par des savants et des historiens de grand renom, en Europe et en Amérique, tel le professeur d'Université américain Butz.

Faut-il rappeler que les Allemands étaient les meilleurs chimistes du monde et que d'infimes doses de certains poisons suffisent à tuer presqu'instantanément des milliers de personnes ? Pourquoi eussent-ils recouru à un système d'extermination aussi mal adapté à des exécutions massives que les chambres à gaz où l'on ne pouvait faire entrer que de petits groupes à la fois et qu'il fallait ensuite vider puis dégazer longuement, avant de les utiliser à nouveau ?

On commence à constater que rien n'est clair, ni surtout n'est intellectuellement convaincant dans les débordements d'accusations dont l'après-guerre a été gavé.

D'ici cent ans que restera-t-il de mille exagérations folles et de mille supercheries souvent grossières ?

Le passé rend prudent. Ne fit-on pas jadis frémir de fureur d'immenses foules au cours de la Première Guerre mondiale, grâce à des descriptions hallucinantes d'enfants belges aux mains tranchées sauvagement par les Allemands ? Aujourd'hui, les jeunes ne savent même plus rien de ce vacarme gigantesque mené en 1914-1918 à propos de mains coupées dont jamais une seule ne l'a été réellement !

Les Allemands ont intensifié l'usage des crématoires, dans les camps de déportés, quand les bombardements massifs de l'aviation alliée détruisant les dépôts ou les voies de ravitaillement et anéantissant toutes les conduites d'eau potable, de véritables hécatombes (principalement dues à la dysenterie et au typhus) s'y multiplièrent et avec elles, les risques d'épidémie générale.

Certes, il n'est pas niable que, dans les deux dernières années de la guerre, le sort des déportés soit devenu de plus en plus tragique, qu'ils aient atrocement souffert de la faim et du manque de soins. Mais c'est rapidement devenu le cas de toute l'Allemagne écrasée sous les bombes, transformée en champs de ruines où égoûts, réservoirs et conduites d'eau potable étaient crevés, où médicaments, et ravitaillement d'ailleurs réduits à presque rien ne pouvaient plus être acheminés faute de camions, d'essence, de ponts, de routes ou de chemins de fer encore intacts.

Pendant les derniers mois de la guerre, les soldats allemands du front, eux-mêmes, se battaient vingt heures par jour, avec pour tout aliment 50 à 60 grammes de pain sec. Et ils étaient pourtant approvisionnés en priorité absolue ! Et encore ! Pas tous les jours ! Imaginez, dès lors, ce qui pouvaient rester pour les civils, les enfants, les vieillards. Et *a fortiori*, pour les déportés qui, bien entendu, venaient au dernier rang.

Sans vouloir tout justifier, sans vouloir trouver la moindre excuse aux actes d'une poignée de tortionnaires, tels qu'hélas en suscite chaque guerre et dans chaque camp, il est certain que l'effroyable pénurie où, sur la fin, fut plongée l'Allemagne toute entière, n'a pas peu contribué à l'atroce misère et aux morts innombrables de la population des camps de concentration où, seules, les fosses communes arrosées de chaux ou les crématoires pouvaient prévenir des épidémies encore plus meurtrières.

Quant à moi qui, durant trois années n'avais jamais été qu'en première ligne sur le front de l'Est, je n'ai personnellement pris conscience de la réelle situation de ces prisonniers que, durant les dernières semaines de la guerre, en 1945, quand retraitant avec mes hommes, nous nous sommes trouvés suivre le même itinéraire que les déportés d'un camp que les Allemands évacuaient, devant l'avance des Russes.

L'exacte vérité sur les camps de la mort, les chambres à gaz, les crématoires dont on a fait le principal grief invoqué contre Hitler, ne pourra être établie que le jour où la question sera enfin étudiée sans parti-pris aveugle, sans haine sectaire et avec le recul du temps nécessaire pour aborder en toute impartialité l'étude de faits à propos desquels trop de gens uniquement mûs par la haine, l'esprit de représailles ou l'intérêt ont volontairement et inextricablement mêlé le vrai et le faux. Le jour aussi, où cessera le véritable terrorisme moral et intellectuel qu'ils exercent à l'égard de tous ceux qui osent seulement contester, même de façon partielle leur interprétation des faits.

Ce jour-là, on admettra peut-être, comme déjà le fait un des plus grands historiens américains, John Toland, dans son œuvre énorme sur Adolf Hitler, que celui-ci « fut la plus puissante personnalité du vingtième siècle » ?

C'est à coups de nuages de gaz qu'on s'emploie, depuis 1945, à masquer cette évidence. C'est peu sérieux.

Q. — *Revenons-en à votre entrevue avec Hitler.*

R. — Alors je m'étais retrouvé là près de Hitler dans son baraquement rustique, devant la cheminée où crépitaient des bûches.

C'était un homme sans vanité et sans complications. Sa première réaction, après que nous nous étions assis ? Il avait regardé mes bottes russes en feutre grossier : « Ecoutez, il faudra que vous parliez demain devant toute la presse ; j'organise pour vous une grande conférence à Berlin : vous ne pouvez tout de même pas y aller chaussé comme ça ! »

Mon uniforme avait été rafistolé plus ou moins, mais je traînais ces affreuses godasses soviétiques ! Il m'interrogea : « Quelle est votre pointure ? » Moi, c'était 42. Lui, c'était 43. Il se leva, alla à une armoire, prit une paire de ses bottes, fourra à chaque pointe un bout de journal. J'essayai. Cela allait. Je me retrouvai planté dans les bottes du maître de l'Europe. Avec Hitler, c'est ainsi que les choses se passaient.

Il était l'homme qui tartinait lui-même les sandwichs à ses familiers avant qu'ils ne s'en aillent en mission. Sortant de son bureau, je m'étais à peine attablé dans un salon voisin avec ses maréchaux qu'il avait surgi une bouteille de champagne au bout de chaque bras, nous les apportant pour festoyer, lui qui détestait les boissons alcoolisées !

Il était profondément artiste, tendu vers tout ce qui était beau, que ce fût un tableau, un marbre, ou un acte d'héroïsme. L'homme était curieux de tout. Il avait lu des dizaines de milliers de livres. Qu'étaient, à côté d'un phénomène pareil, les hommes politiques de l'Occident démocratique, formés à la diable ? Un Briand, par exemple, qui croyait que le concile de Trente était un concile de trente personnes ? Ou un Laval qui, invité à Londres à visiter la Tour, avait demandé : « Quelle tour ? »

Qui se souvient d'un Daladier ? Et, en Belgique, d'un Pierlot, ou d'un Gutt ? Les adolescents n'en ont plus la moindre idée, mais Hitler, lui, que cela plaise ou non, restera à jamais présent dans la mémoire des hommes.

J'ai passé là des heures extraordinaires. Hitler était détendu, heureux de parler, non seulement du front, mais de politique. Tout ce que je lui disais prolongeait ce que nous nous étions expliqué longuement huit ans plus tôt, en juillet 1936, le jour de notre première rencontre. Pour faire l'Europe, nous entendions rassembler toutes les forces du Continent. A cette heure-là, le destin se forgeait brûlant sur l'enclume historique.

Q. — *Avez-vous rencontré, à part Himmler et Ribbentrop, d'autres ministres du Reich ?*

R. — Une fois établie, publiquement, l'affection que Hitler me portait, je devins l'ami de Goebbels, de Goering, de Ley, ministre du Travail, de tous les membres du Gouvernement. Je dînais chez eux en famille, à la Wilhelmstrasse où Mme Goebbels régnait par sa beauté, ou bien à Karinhall, chez les Goering, parmi des dizaines de sculptures grecques, d'autels gothiques et cent soixante-dix tapisseries flamandes, somptueuses comme notre passé.

Le ministre le plus modeste, le ministre de la Main-d'Œuvre, était Saukel, le brave homme par excellence, père de onze enfants, qu'on pendit ignominieusement à Nuremberg. Le plus piaffant était Speer, ministre des Armements, qui retourna complètement sa casaque une fois la guerre perdue, mais qui a été le tout dernier ministre allemand que je vis porteur de l'uniforme brun du Parti et du brassard nazi, le 2 mai 1945, alors que Hitler était déjà mort depuis trois jours. Il éprouva quelque humeur, quand, par la suite, je lui rappelai plutôt sarcastiquement le pavoisement vestimentaire qu'il arborait quand nous nous étions rencontrés, ce jour-là, en pleine apocalypse, près de Flensburg.

Q. — *Avez-vous développé avec Hitler vos théories politiques ?*

R. — J'avais, en 1944, dépassé définitivement le stade de la mini-Europe. Le monde germanique devait s'accoupler au monde occidental, mais aussi à l'immense espace de l'Est. Celui-ci était devenu également une partie indispensable de l'Europe future. L'Occident à l'ouest, le moteur germanique au centre, et, à l'Orient, ces peuples magnifiques des diverses Russies, des Blancs comme nous, des Européens comme nous. Si nous la voulions millénaire, cette Europe unie devait être constituée par ces trois composantes.

Q. — *N'est-ce pas à cette époque que vous avez donné un grand meeting au palais de Chaillot, à Paris ?*

R. — Hitler, en m'étreignant la main dans ses deux mains, pensait-il qu'au-delà de ses forces qui s'épuisaient, à force de travail, j'étais là, jeune lion ? Six mois plus tard, il me dirait la phrase célèbre : « Si j'avais un fils, je voudrais qu'il soit comme vous ! »

Dès février 1944, il avait décidé que je porterais l'étendard de l'Europe nouvelle en Occident. Il me faisait recevoir officiellement à Paris.

Le gouvernement français m'y accueillit avec beaucoup de chaleur. Je dînai avec Laval, Président du Conseil, avec Doriot, Chef du Parti Populaire Français, avec Joseph Darnand, ministre de l'Intérieur. Je parlai à toutes les forces nationalistes de France

au palais de Chaillot. Français et Belges, nous redresserions ensemble le grand foyer de civilisation de l'Ouest, haut lieu de l'esprit européen. Un même destin politique nous souderait.

Je rentrai ensuite rassembler en Belgique même mes troupes du Front de l'Est. Nous allions défiler triomphalement à travers notre vieux et cher pays. Le film de ce retour existe encore. Comme le montre la série de ces images prises sur le vif, nous sommes entrés au cœur de Bruxelles acclamés par cent mille personnes. Cent mille personnes comblaient de fleurs dans la capitale belge une Brigade de choc des Waffen SS, en avril 1944 !

Q. — *Comment voyiez-vous l'avenir ?*

R. — Tous les complexes, toutes les faiblesses de jadis de nos petits pays divisés par les siècles et diminués encore par la défaite de 1940, de même que les complots mesquins de certains occupants boulimiques, tout cela était liquidé. Volontaires d'une vingtaine de pays du Continent, massés par centaines de milliers au Front de l'Est, unis à une jeunesse allemande merveilleuse de foi et de don, nous nous comprenions tous, enfin, après quatre années d'idéal forgé en commun et de sacrifices offerts en commun.

Mais, en ce début de 1944, notre monde tremblait jusqu'au plus profond de ses assises. Aurions-nous encore le temps et la possibilité de l'emporter ? De transposer dans un système politique définitif ce qui, dans notre chair, était déjà l'Europe vivante ?...

Nous entendions tendre plus fermement que jamais l'arc de nos volontés. Ou bien, submergés, nous perdrions tout, sauf l'honneur et l'immense joie d'avoir vécu dans la grandeur. Ou bien, si — malgré les forces fabuleuses, aveuglément déchaînées contre nous — nous parvenions à emporter le dernier round, c'était l'Europe, une vraie Europe, qui gagnerait, hissée dans l'Histoire par-dessus nos armes !

CHAPITRE XXXI

LA DERNIERE ANNÉE

En Pologne catholique, en 1944 — Témoins des armes spéciales — Afflux accru de nouveaux volontaires — Les Feuilles de Chêne en Estonie — L'Europe des Waffen SS — L'évolution européenne de Hitler — Hitler et les Français — Le double jeu du maréchal Pétain — Les chamailleries des Vichyssois — L'héroïsme de « la Charlemagne » — L'offensive des Ardennes — L'avenir de la Belgique tel que le concevait Hitler — Degrelle, le 7 mai 1945 — Comment il échappa aux Alliés, la dernière nuit.

Q. — *Comment, en août 1944, vous êtes-vous retrouvés engagés sur le front d'Estonie ? Pouvez-vous nous commenter votre action au cours de l'été, et les raisons que vous pouviez avoir d'espérer encore ?*

R. — Après la rupture de l'encerclement de Tcherkassy, nous avions occupé, une fois de plus, accouplés à nos camarades de la division « Viking », un long secteur du front russe, face aux marais du Pripet, à l'est de la Pologne.

Cette Pologne restait paisible, bien différente de la Pologne qu'on a dépeinte aux foules lorsque les Allemands furent repartis. Catholique, je faisais souvent un bond jusqu'à une église de Lublin ; je communiais au milieu du petit peuple. Jamais, tout au long des offices religieux, je ne croisai un regard hostile. Et pourtant j'étais en uniforme de la Waffen SS, et je portais au cou, visible comme un soleil, la cravate tricolore de la Ritterkreuz. Dieu sait si les SS ont été représentés, depuis, comme des dépe-

ceurs du peuple polonais ! Le vrai, c'est qu'en ce début de printemps 1944, les Polonais occupés et des Waffen SS convaincus comme moi fraternisions sans effort au même banc de communion, dans l'amour du même Dieu.

Aussitôt après le défilé de notre Brigade d'assaut à Bruxelles, nous étions partis, ainsi que la « Viking », réorganiser, en Pologne encore, nos différentes unités. Nous nous étions retrouvés dans un grand camp d'entraînement près de Debica, une petite ville au sud-est de Cracovie.

Il y avait à peine dix minutes que nos colonnes étaient arrivées qu'un bruit fantastique nous avait jetés instinctivement au sol. Une seconde passa, puis nous soulevâmes la tête : nous vîmes une fusée gigantesque qui s'élevait dans le ciel. C'étaient les fameuses armes spéciales !

Q. — *Vous ignoriez jusque-là l'existence des armes secrètes de Hitler ?*

R. — Pendant des mois, on avait expliqué au public, inquiet, que de nouvelles armes étaient prêtes. Mais chacun se disait, plutôt sceptique : est-ce bien vrai ? est-ce que ce ne sont pas des racontars ?

Pour nous, désormais, les armes spéciales étaient là, à l'essai, au-dessus même de nos têtes ! Pendant plusieurs semaines, tous les jours, un certain nombre de fois chaque jour, nous verrions ces fusées gigantesques, de quatorze mètres de hauteur, s'élever dans le ciel, se mettre ensuite à l'horizontale, et puis filer dans la direction de l'est, vers les marais désertiques du Pripet.

Au printemps 1944, nous eussions pu nous dire : tout est perdu. Et c'est vrai : normalement, la guerre de l'Est était perdue ; normalement, les Russes devaient arriver six mois plus tard à Paris. Cette vérité, il ne faut jamais se lasser de la répéter : sans la résistance héroïque, d'une inimaginable ténacité, de l'armée allemande et des 600 000 Volontaires non allemands du front de l'Est, sans les neuf cents jours de lutte, pied à pied, depuis Stalingrad jusqu'à Berlin, c'en était fait de l'Europe ! Elle eût été liquidée ; Staline eût dormi à Vichy, le 14 juillet 1944, dans le lit du Maréchal Pétain.

Ainsi, au moment où on eût pu croire que tout était consommé, que la victoire de Tcherkassy avait été notre dernière victoire, voilà que la preuve éclatait devant nous. Ce que Hitler disait était donc bien vrai. Ses armes spéciales, nous les voyions !

Comment alors n'eussions-nous pas conservé la certitude que

des moyens nouveaux, exceptionnels, seraient bientôt à notre disposition ?...

Q. — *Ces armes spéciales et — c'est vrai — révolutionnaires face à celles que possédaient les Alliés, n'ont pourtant pas empêché ni même retardé l'écrasement de l'Allemagne !*

R. — Ces armes spéciales sont arrivées trop tard, pour avoir été trop longtemps mises au point par des Allemands trop méticuleux. Sans la minutie allemande, s'attardant sans fin à des détails, la bombe atomique aurait pu, elle aussi, arriver à temps et être utilisée par Hitler huit ou dix mois avant que les Japonais ne vissent s'élever chez eux les deux champignons des Américains.

Dans un immédiat encore plus proche, les V1 et les V2 eussent pu pulvériser, avant le Débarquement, les trois millions d'Alliés massés dans l'espace de Douvres, étroit, ouvert, terriblement vulnérable.

En mai 1944, les éléments de notre conviction étaient réels. Alors que nulle arme nouvelle des Alliés n'était annoncée, les nôtres, par contre, nous les contemplions de nos propres yeux, se hissant fantastiquement dans le ciel.

Nous assistions à un phénomène non moins extraordinaire, psychologiquement : l'afflux massif de volontaires. C'était aussi, cela, une constatation étonnante. Après même que le débarquement anglo-américain du 6 juin 1944 eut été réussi, des centaines et des centaines de nouveaux volontaires belges se présenteraient à notre Brigade. Huit cents, en deux semaines ! Bientôt, nous allions, tous ensemble, nous jeter une fois plus au combat, au front d'Estonie.

Q. — *Quelle situation avez-vous trouvée sur le front d'Estonie à l'été 1944 ?*

R. — Ce front, en août 1944, était en pleine tornade. Et là, une deuxième fois, le destin allait me donner une occasion tout à fait exceptionnelle d'attirer l'attention de Hitler sur les vertus militaires de notre peuple.

Nous avions constitué, nous les Wallons, le long de la rivière Narva, en face de Leningrad, un solide groupe de choc. Dans mon livre, *La Campagne de Russie*, on peut retrouver la description directe de cette expédition. Les forces soviétiques déferlaient, innombrables, en direction du golfe de la Baltique. Au moment

où tout paraissait perdu, où la grande capitale intellectuelle de l'Estonie, Dorpat — en estonien, Tartu — allait succomber, j'ai eu la chance de me trouver à l'endroit exact de la rupture du front allemand, de pouvoir rassembler les troupes en débandade, d'improviser un barrage et de vaincre les assaillants soviétiques virtuellement gagnants.

Pendant ces heures décisives où le front d'Estonie était submergé, Hitler — c'est le Maréchal Keitel qui me l'a raconté — suivait, par téléphone et par radio, instant par instant, le combat que nous livrions. Lorsqu'il a vu, après un certain nombre d'heures d'inquiétude, que l'échec des Soviets était certain, que j'avais arrêté et rompu leur offensive, il s'est flanqué un grand coup du plat de la main sur la cuisse et il m'a envoyé immédiatement un câble, me décernant les Feuilles de Chêne.

C'était vraiment pour moi l'épanouissement de ce que j'avais rêvé. J'avais, une deuxième fois, sauvé un secteur essentiel du front. Je l'avais sauvé partiellement à Tcherkassy, je le sauvais entièrement en Estonie. Hitler m'envoyait son avion spécial. Bientôt j'étais chez lui. Et j'allais, de nouveau à son Grand Quartier Général, passer, dans son intimité même, des heures absolument inoubliables.

Q. — *On a beaucoup parlé de la dégénérescence de Hitler après l'attentat du 20 juillet 1944. Vous l'avez vu deux mois après. Comment l'avez-vous trouvé physiquement et intellectuellement, au cours de ce nouveau séjour chez lui ?*

R. — A la fin de septembre 1944, Hitler était plutôt en bonne santé, si l'on tient compte de l'énormité de ses soucis. Les affirmations catégoriques de nombre de gens — qui ne l'ont même jamais vu une minute, ni alors, ni avant, ni après ! — ont quelque chose d'assez grotesque. On a représenté Hitler comme un être devenu complètement sénile, l'œil vitreux, les jambes vacillantes, le cerveau engourdi, la bouche bavotante. En cet automne de 1944, l'homme, au contraire, étonnait par sa vigueur et même par sa bonne humeur. Il travaillait, chaque nuit, jusqu'au lever du jour, généralement jusqu'à sept heures du matin. Quelques heures de repos lui suffisaient. Bien sûr, il avait ses petits ennuis physiques. Qui n'en a pas ? Même un de Gaulle au pouvoir a dû se faire opérer de la prostate. Churchill passait de pneumonie en pneumonie. Roosevelt était tellement impotent qu'il avait dû se faire installer un ascenseur dans son avion. A Yalta, engoncé dans sa grande cape, il grimaçait comme un cadavre à demi momifié.

Evidemment, Hitler n'était plus le jeune vainqueur de 1933. Parfois il se relevait, en robe de chambre, énervé par le tremblement de ses mains. Comme beaucoup de gens, il abusait de médicaments. Mais c'étaient des détails. Il rayonnait de naturel, de vivacité. Il était même souvent, comme on dit aujourd'hui, « relax », brossant en quatre coups de crayon une caricature sur le premier bout de papier à sa portée.

Q. — *En septembre 1944, les Alliés venaient de conquérir la Belgique. Il a dû vous en parler ?*

R. — Ce fut très surprenant. Nous prenions le thé. Tout à coup, sans précaution quelconque, lui, le super-prudent, m'annonça l'offensive qu'on appellerait plus tard l'offensive von Rundstedt.

« Ne vous attristez pas parce que votre pays est envahi ; avant trois mois, vous y serez rentré. »

Ainsi, à peine battu en Normandie, le Führer combinait déjà sa contre-offensive ! Dès ce moment-là, son cerveau l'avait conçue ! J'en ai été le témoin direct puisqu'à la fin de septembre 1944 j'en ai reçu personnellement la confidence, quoiqu'il se fût agi d'un énorme secret.

Je vous l'avouerai entre nous : je n'y ai pas cru. J'ai considéré ce propos comme une fiche de consolation. Cela me paraissait totalement irréalisable, vu l'état du front de l'Est dynamité de l'Estonie à la Roumanie... De quelles casernes du Reich Hitler pourrait-il bien tirer encore des armées capables de vaincre à nouveau à l'Ouest, comme en mai 1940 ?

Hitler avait la puissance d'un buffle. A la Noël de 1944, ses chars camperaient en plein milieu des Ardennes, comme il me l'avait prédit, comme je ne l'avais pas cru, et comme il l'avait décidé, lui, l'homme d'acier.

Q. — *Sur le plan politique, cette deuxième visite à Hitler en 1944 vous a-t-elle apporté des résultats concrets ?*

R. — Il y eut d'abord les broutilles. Hitler m'a remis les Feuilles de Chêne et un paquet d'autres décorations. On a retrouvé dans les Archives allemandes mon dossier de concession de la Ritterkreuz et des Feuilles de Chêne. Les aboyeurs qui me courent aux chausses depuis tant d'années se sont toujours bien gardé d'en parler.

Les rapports du fameux général de la Waffen SS Gilles et du plus glorieux des maréchaux du III[e] Reich, le maréchal Schoerner,

sont hautement éloquents. N'importe quel Belge devrait, malgré tout, lire de tels documents avec une certaine fierté. C'est à un de leurs compatriotes, quand même, que rendaient hommage les plus grands chefs de la première armée du monde. Mais ces compliments, maintenant, portent ombrage à cent petits ratés de presse ou d'historiettes, au patriotisme émasculé. Quand je serai mort, peut-être auront-ils la bonté d'en faire état. En attendant, silence, ils pourraient impressionner un peu trop le public débonnaire qu'ils ont si largement tourneboulé.

J'avais collectionné au front de l'Est — j'ai toujours été collectionneur ! — plus de cinquante « combats rapprochés ». Le dictionnaire des Porteurs de la Ritterkreuz, qui contient les précisions officielles sur les hauts faits guerriers de la Seconde Guerre mondiale, signale que c'est en réalité à soixante-quinze de ces empoignades que j'avais survécu. Mais à cinquante, on obtenait la décoration suprême de l'Infanterie. En conséquence, Hitler me colla sur la poitrine la grande plaque en or du Combat rapproché, le numéro un des onze qui furent décernées pendant la guerre. J'avais été blessé sept fois : il me remettait la Médaille en or des Blessés. Et puis, pour compléter la panoplie, la Grande Croix allemande en or (1). Les mains pleines, je ne savais plus comment accueillir les boîtiers.

Q. — *J'ai pu vérifier que c'étaient indiscutablement là des distinctions qui n'avaient rien d'honorifiques et que vous ne deviez d'aucune façon à la complaisance. Mais avez-vous alors obtenu également des assurances politiques de Hitler ?*

R. — Nous sommes arrivés au cours de cette semaine-là — et c'était l'intérêt supérieur de mon séjour — à une compénétration politique vraiment totale.

Ce qui m'a frappé le plus particulièrement chez Hitler, c'était de voir comment cet homme qui avait d'abord été, sans plus, un demi-Allemand du sud, qui n'avait reçu que sur le tard le statut de citoyen allemand, était devenu, en si peu de temps, un Grand-Allemand, forgeron d'une nouvelle puissance germanique. Ensuite, à peine avait-il conquis l'Occident qu'il s'était converti tout naturellement en homme de l'Europe, en chef de l'Europe.

Nous, Volontaires Waffen SS, nous provenions de nombreux pays différents. Nous étions la preuve vivante qu'une Europe

(1) Cela équivaut à l'obtention à cinq reprises, de la Croix de Fer de Première classe.

charnelle était née. Hitler pouvait compter, désormais, sur un million de soldats politiques sur lesquels il serait à même d'appuyer sa construction de l'avenir. Les Waffen SS, en effet, formaient la grande force militaire, la grande force politique et la grande force physique du monde nouveau en formation. Ils rassemblaient tout ce qu'il y avait de plus résolu en Europe, de plus solide et de mieux formé doctrinalement.

Cette force extraordinaire que constituait la Waffen SS n'était plus allemande, ni Grand-Reich : elle était devenue fondamentalement européenne. Nous, les non-Allemands, constituions soixante pour cent de ses effectifs. Et moi, Degrelle, Belge, fils de Français, j'étais, parmi tous les chefs de la Waffen SS, celui qui avait acquis politiquement le plus d'influence personnelle sur le Führer.

De même que Napoléon — qu'il admirait tant, dont il peignit, tout jeune, un portrait aussi original que vivant — était passé du stade corse au stade français, puis au stade européen, Hitler avait franchi les étapes étriquées des nationalismes locaux. Tout cela était dépassé. Hitler était devenu pour nous l'homme qui avait vu au-delà de l'émiettement de nos peuples, l'homme qui créait avec puissance la grande réalité européenne au sein de laquelle chacune de nos communautés populaires pourrait pleinement s'épanouir. Il était prêt, en ce qui me concerne, à faire du non-Allemand que j'étais un bâtisseur privilégié de l'avenir. Et privilégié si ostensiblement que tous ses principaux collaborateurs m'avaient comme adopté, étaient devenus des supporters fidèles.

Q. — *Que pensaient de votre ascension les autorités allemandes de Bruxelles ?*

R. — Les petits roitelets de l'administration militaire de Belgique ?... Leur rôle était devenu, quant à moi, virtuellement inexistant.

Quand je pense qu'en 1943, en novembre 1943, souvenez-vous-en, le gouvernement militaire allemand de Bruxelles avait encore demandé au Grand Quartier général que je sois envoyé en Conseil de guerre ! « L'insolence de Degrelle est insupportable ! » Insolence ? Non ! Je défendais mon peuple, et, par-dessus mon peuple, je défendais l'Europe, car l'Europe Unie ne pouvait se façonner que comme cela, entre co-équipiers égaux.

Nous ne voulions pas d'une Europe allemande, nous voulions une Europe où les Allemands, oui, pourraient jouer un rôle essentiel — parce que leur peuple est un grand peuple, sérieux, travailleur, organisé et qu'il est situé au centre même du Conti-

nent —, mais une Europe où tous nous serions égaux parce que, de la Vistule à la Gironde, nous sommes des peuples pétris par la même civilisation et nous avons des mérites identiques.

Cette reconnaissance-là, je l'ai obtenue chez Hitler.

Pendant ces débats, tout s'est réglé avec ampleur. Et non seulement notre sort à nous, Occidentaux. Je me suis acharné à défendre, avec la même insistance, les peuples de Russie, nos futurs co-équipiers de l'Est. J'étais, je reste convaincu que le régime soviétique s'effondrera. Il va contre l'intelligence. Il va contre l'équilibre économique. Tout cela sautera. Qui sait si demain, alors que notre grand rêve s'est momentanément effondré, un jeune Russe ne jaillira pas, un jeune Bonaparte de Moscou ou de Leningrad, qui, balayant la tyrannie des Soviets et dépassant le nationalisme slave, étroit comme tous les autres, ne fera pas, descendant de l'Est, l'unité européenne que Charles Quint, Napoléon et Hitler ne sont pas parvenus à forger, eux, les Européens remontant de l'ouest ?...

Q. — *Comment pouviez-vous croire que les promesses que Hitler vous faisait, il les aurait tenues ? Sur la France, sur la Belgique même, il a émis des propos divers, il a envisagé des solutions très différentes de celles qu'il a énoncées devant vous.*

R. — Il est indéniable que Hitler a changé d'avis, de projets, d'appréciations sur de nombreux sujets, et de nombreuses fois. Seuls les êtres sans imagination se cramponnent, butés, à des positions dépassées par les faits.

Dans *Mein Kampf,* écrit en 1924, au moment où la France occupait la Ruhr, fusillait ses Résistants et ruinait l'Allemagne, il avait maudit les Français. Par contre, quinze ans plus tard, dans sa lettre au Premier ministre Daladier, il tendit aux Français une main amicale.

En réalité, il n'était pas familier de la France, à part la coupole des Invalides et les salles de l'Opéra dont il connaissait les pendeloques de chaque lustre.

Il avait, comme tous les Allemands, été marqué par la guerre de 1870 ; il avait, gamin, frémi de tout son être en en lisant les récits. Le Traité de Versailles qui clôtura fanatiquement, en 1919, la Première Guerre mondiale, était pour Hitler l'œuvre de vengeance et de domination de la France. Et là, il est difficile de dire qu'il n'avait pas raison. Versailles avait été la conclusion insensée d'une guerre insensée. Ce « Traité absurde » ne pouvait qu'engendrer une deuxième guerre mondiale, aussi insensée que

la précédente. La chute actuelle de l'Europe, de sa puissance, de son prestige mondial sont les résultats directs de ce traité haineux.

Hitler conservait de ce fruit pourri un goût amer dans la bouche.

La psychologie française lui échappait, ce caractère primesautier, gouailleur, se moquant de tout — sauf de soi-même ! — car le Français est terriblement susceptible lorsqu'on touche à une plume de son vieux coq gaulois, toujours orgueilleux et batailleur.

Quant aux hommes politiques français qu'il avait connus, aucun n'avait eu de quoi lui faire tourner la tête. Daladier, notamment, avait l'œil sombre d'un pochard atterré, à Munich où, en septembre 1938, Hitler l'avait reçu ; son intervention dans la négociation avait été insignifiante. Il avait été nul, ne comprenait rien à ce qui se passait, à tel point qu'en revenant à Paris, à voir des milliers de Français qui l'attendaient à l'aéroport du Bourget, il avait cru d'abord à l'assaut d'une foule furieuse, alors que celle-ci, soulagée d'avoir évité la guerre, ne s'écrasait sur le terrain que pour fleurir et acclamer ce président du Conseil déboussolé.

Laval n'était pas non plus très emballant, les ongles sales, la moustache jaune, l'œil charbonneux et le nez rond d'un gitan. Il était le parlementaire parfait, intelligent, retors, avec des solutions de rechange pour tout et des rétablissements faussement ingénus, exactement le genre que Hitler détestait.

Q. — *Et Pétain ? Quel était le sentiment de Hitler à son égard ?*

R. — Le vieux maréchal Pétain n'avait été pour lui qu'un Hindenburg de plus, noble d'aspect, souvent engourdi dans sa vieillesse, mais qui jouait le double jeu sans broncher. Comme presque tous les Français, il détestait les Allemands. Il devait bien les tolérer puisqu'ils étaient dans la place, mais il n'aspirait qu'à les voir détaler.

Il était donc impossible à Hitler de compter sur lui pour une collaboration franche et efficace. Français et Allemands, de 1940 à 1944, ne feraient que de l'à-peu-près, chacun se défiant de l'autre, Hitler attendant de gagner, Pétain de voir les Allemands déguerpir.

Q. — *Et les autres ?*

R. — Dans l'échiquier des autres « collaborateurs » du gouvernement français, pas de motif, non plus, pour Hitler de s'enthousiasmer ! Pourtant, des hommes de la plus haute valeur s'y côtoyaient, ou, plus exactement, s'y opposaient, car les clans rivaux

se mordaient souvent dans les mollets à grands coups de dents hargneux. Un Bichelonne, ministre de la Production Industrielle, à l'intelligence aiguë comme une dague, un Benoist-Méchin, érudit et professoral, sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, un Abel Bonnard, ministre de l'Education nationale, à la calotte de cheveux oxygénés qui lui remontaient du cou vers les sourcils, valaient les meilleurs esprits allemands. Mais ils étaient des isolés. A côté d'eux sévissaient à Vichy, complotaient, somnolaient de vieux ressuscités moustachus et décorés, des louis-philippards qui sentaient le foin moisi.

Ce qui manquait aux Français, c'était un vrai chef politique. Il y en avait beaucoup à Vichy, beaucoup trop, du moins qui croyaient l'être. Mais aucun n'avait d'envergure. Ils se chamaillaient inlassablement. Leur dynamisme n'alla jamais beaucoup plus loin que ces attrapades.

En tout cas, nul d'entre eux ne fit impression sur Hitler. Il les fit tous venir à son Grand Quartier général, en septembre 1944 : Brinon, ambassadeur de France près du gouvernement allemand de Paris, Doriot, Déat, ex-ministre de l'Air avant 1940 puis secrétaire d'Etat au Travail sous le maréchal Pétain, d'autres encore. Il fut consterné. Lui-même m'a décrit, avec beaucoup d'humour, quelques jours plus tard, son étonnement et sa déception.

Q. — *Une division SS française se battait sur le front de l'Est, plus nombreuse que la vôtre. Comment expliquez-vous que Hitler ne lui ait pas porté le même intérêt qu'à la division « Wallonie » ?*

R. — A la « Légion Tricolore », Doriot s'était fait photographier tuant ses poux, sans inscrire à son actif beaucoup d'autres exploits belliqueux. Ni la Brigade, ni la Division des Waffen SS français, éclatantes de courage, ne révélèrent de tempéraments politiques. Au contraire, les politiciens de Vichy et de Paris divisaient en factions ces combattants héroïques. Chaque roitelet civil excommuniait les autres roitelets.

A cause de ces jalousies dérisoires, un guerrier-né comme Joseph Darnand ne put jamais exercer de commandement politico-militaire à la Division « Charlemagne ». Il était le brave des braves, le Ney de la collaboration, mais il ne pourrait pas donner sa mesure et périrait sauvagement fusillé, comme le maréchal napoléonien, une fois la dernière bataille perdue.

Ces disputes entre « fascistes » français étaient lamentables, car des milliers de Volontaires merveilleux firent grand honneur à la

France au Front de l'Est. Partout leur valeur, leur mordant, provoquaient l'admiration. Ils seraient même parmi les derniers à défendre la Chancellerie du Reich, en avril 1945, durant l'agonie du IIIe Reich.

Mais cet héroïsme des combattants français, sans cesse renouvelé au cours de quatre années, fut sans grand rendement politique, saboté qu'il fut sans cesse par les chinoiseries internes des petits mandarins de Vichy.

Dégoûtés de ces brouilles de nains ambitieux, nombre de Volontaires français s'éclipsaient de leur unité, rejoignaient ma Division : cent dix-sept transfuges en une seule semaine ! Beaucoup de Flamands faisaient de même. Finalement, Hitler décida avec sagesse de nous rassembler tous, la division flamande, la division française, la division wallonne et le bataillon de SS espagnols, au sein d'un nouveau Corps d'Armée des Waffen SS appelé « Occident », dont j'assumerais le Commandement général.

On en arrivait ainsi à ma formule de l'Occident uni, dans une Europe unie. Notre Corps d'Armée « Occident » en eût été l'épine dorsale.

Q. — *Quel avenir, croyez-vous, Hitler, en cas de victoire allemande, eût-il réservé au monde français de la collaboration ?*

R. — Longtemps, inutile de le nier, Hitler était resté défiant en face de la double collaboration française : celle des Pétain et des Laval, d'une part, pas sûre du tout, et celle des Doriot, des Déat, des Henriot, etc., aux équipes fragmentées, rivales, sans possibilité d'unité.

Chacun se proclamait chef, individuellement et stérilement. Il y en avait plus à Paris qu'il n'y avait de ponts.

Hitler hésitait, hochait la tête, se fâchait, essayait de revenir à des positions plus aimables, maugréait de nouveau, pestait, maudissait même parfois son ambassadeur Otto Abetz, penché avec sa burette d'huile sur les engrenages crissants de ces collaborations multiples.

Mais, dans l'ensemble, Hitler se fût rallié à une position raisonnable qui eût permis à la France de retrouver les lignes les plus éclatantes de sa vocation. Sans elle, l'Europe eût avancé dans le noir, il le savait.

Je m'acharnais à lui affirmer sans cesse que la France était restée un grand pays, aux ouvriers habiles, aux paysans tenaces et inteligents, aux penseurs, aux écrivains, aux artistes ourlés des

lumières de la civilisation la plus parfaite. Cette France millénaire était absolument indispensable à l'équilibre et au rayonnement de l'Europe en voie de formation.

Dans l'Europe de Hitler, la France eût, j'en suis certain, acquis un rôle considérable, celui d'une Grèce illuminant Rome, mais sans décadence, ayant retrouvé sa vigueur historique. Les Français comme nous formaient un seul Occident.

Au lieu d'affaiblir la France, notre levier « bourguignon » l'eût aidée à se remettre en selle, à devenir le centre vital d'un Occident rétablissant spirituellement et matériellement son unité. Jouissant de la confiance de Hitler, j'eusse été au service de nos différents peuples, réunis enfin comme sous Charlemagne dans une véritable unité. Les Français sont fins, racés depuis de nombreux siècles. Les Allemands lançaient souvent des « Paris, prima ! » avec des yeux qui chaviraient ! Non seulement l'esprit français eût pu s'épanouir dans son vieil espace historique, mais il eût pu rayonner amplement partout dans le nouvel et vaste ensemble géographique ouvert à des centaines de millions d'Européens réunis. Il eût, selon son génie propre, marqué profondément cette Europe ; il lui eût donné la grâce, l'harmonie, l'équilibre, la finesse, contrepoids indispensable de l'ordre allemand, précis, positif, effectif mais parfois trop sérieux et trop lourd.

Q. — *Et quel avenir Hitler eût-il réservé à la Belgique divisée par ses querelles linguistiques ?*

R. — A propos de la Belgique, Hitler a aussi beaucoup hésité, c'est certain. Et il y avait de quoi ! Parfois même les divisions mesquines des Belges l'exaspéraient. Il allait, s'exclamait-il, régler le sort de ces brouillons en cinq minutes !

Certains lui conseillaient de diviser la Belgique en deux. Des Flamands faisaient du super-zèle pan-allemand. Le gouvernement militaire de Bruxelles, collé à ses amis banquiers, ajoutait à ces confusions. Que faire ? Bien sûr, Hitler changea de projets à plusieurs reprises. Comment n'en eût-il pas changé face à une opinion publique belge si changeante ?

Nous le savions et nous nous en tourmentions. Le tout était que Hitler changeât d'avis, une dernière fois, dans le bon sens.

Que Hitler ait pensé, l'une ou l'autre fois, à diviser le territoire belge, qu'il eût émis des propos irrités, voire blessants sur la Belgique, ne revêtirait plus, rétrospectivement, une grande importance politique, si la position définitive qu'il allait prendre, en fin de compte, correspondait exactement à notre intérêt et à nos

plans de redressement national ! Or la solution qui allait clore le débat belge était la nôtre.

Hitler, balayant toutes les hésitations antérieures, me reconnut comme « Volksführer ». J'insiste sur le terme « reconnut » : il ne me nomma pas, il me reconnut. Ensuite, on passa des reconnaissances aux actes. Lors de l'offensive belge des Ardennes, il me concéda « tous pouvoirs politiques, civils et militaires » dans les territoires libérés. C'était clair. Il ne s'agissait plus de dépecer un pays, ou de le domestiquer. Notre peuple restait le timonier de son destin. Déjà, même avant Hitler, Himmler, le chef suprême des Waffen SS, dans une déclaration de 1943, celle que publia en 1947 *Le Figaro,* s'était rallié à mon plan de création d'une Belgique au format bourguignon, puis, en 1944, à mon objectif occidental.

Il serait donc malhonnête d'opposer des intentions antérieures à des faits postérieurs qui les liquidèrent. Ce qui compte toujours dans un débat, c'est la décision finale. Le reste n'est que découpage en quatre de cheveux de chauve, interprétations tarabiscotées, ou même mensongères, de farfouilleurs de documents mal traduits, ou truqués, ou inventés, ou lus de travers.

Q. — *De ces décisions de Hitler reste-t-il des preuves ?*

R. — Evidemment ! Ma reconnaissance comme Volksführer parut au *Journal officiel* à Berlin et fut publiée dans toute la presse du Reich.

Quant au texte écrit, me reconnaissant tous pouvoirs dans l'Occident reconquis, il me fut remis au Quartier général de Sepp Dietriech, commandant de la dernière armée allemande de blindés, le plus fameux chef des Waffen SS, par le maréchal Model, commandant du Front de l'Ouest, envoyé spécialement à cette fin par le Führer.

Il existe aussi le compte rendu public du secrétariat du ministre Goebbels, de la réunion tenue sous sa présidence en date du 22 décembre 1944, où il fut annoncé que je serais Premier ministre de Belgique. Ce texte a été reproduit dans son intégralité par l'historien Jacques de Launay (1).

Hitler, en permettant officiellement à un petit pays comme la Belgique de s'épanouir, ne se déjugeait en rien. Quinze ans plus tôt déjà, avant que ne se déchaînent les passions de la guerre,

(1) Voir *La Belgique à l'heure allemande.* Editions P. Legrain, Bruxelles, 1977.

il avait déclaré à un de ses principaux collaborateurs, Otto Wagener : « Opprimer les petits peuples, les annexer, les occuper, les diviser, les dépouiller de leur souveraineté, de leur autonomie administrative, est sot, inutile et périlleux. Un peuple reste lui-même quel que soit le sort qu'on lui a fait subir. »

J'avais, sans aucun doute, appuyé fortement sur la pédale pour que nos droits fussent reconnus. Mais la direction obtenue était celle que Hitler, malgré ses sautes d'humeur — souvent provoquées — avait toujours voulue : l'Europe devait rassembler harmonieusement les forces, si riches dans leurs caractéristiques propres, de nos différents pays, affinés et enrichis par plus de mille années d'impérissables créations matérielles et spirituelles. Leur originalité résidait dans leur diversité. Il fallait, pour que l'Europe soit belle et féconde, les accoupler, les coordonner, et non les étouffer.

Ainsi, en décembre 1944, lors de l'offensive des Ardennes, fort de la confiance et des engagements de Hitler, j'étais en mesure d'apporter à mon pays et à l'Occident tout entier, faisant bloc, les possibilités d'une accession fière et enrichissante à une communauté européenne indispensable.

CHAPITRE XXXII

DU FRONT RUSSE A L'ESPAGNE

Fallait-il envahir l'URSS en 1941 ? — L'objectif immuable des communistes : la domination universelle — Le super-armement soviétique — Le chantage de Staline en août 1939 — Le Traité-piège avec Hitler — Deux ans à Staline pour se préparer — Les 17 000 chars soviétiques prêts en 1941 — L'exigence des Balkans — La guerre de Hitler en URSS, guerre défensive — En 1942, Staline était perdu — Son sauvetage par Roosevelt — Les 490 000 camions, les 23 000 avions et les 10 000 chars américains — Les derniers spasmes européens.

Q. — *C'est indéniablement l'ouverture d'un second front à l'Est, qui a fini par amener l'écroulement du IIIe Reich et — pire ! — qui a permis à l'Union soviétique d'écraser la moitié de l'Europe sous une oppression qui dure depuis quarante ans ! C'est bien Hitler qui l'a voulu et cette situation résulte bien de son double aveuglement politique et militaire ?*

R. — L'accusation n'est pas sans adresse. C'est bien sûr qu'en fonçant brusquement dans la ruche soviétique Hitler devait s'attendre à être assailli par les abeilles. Le problème est donc de savoir si cette offensive de 1941 était indispensable, si, sans elle, les Soviets n'eussent pas foncé, de toute façon, sur l'Europe ?

Jamais — chacun le reconnaîtra — le Communisme ne cacha son plan de subversion universelle. Lénine l'avait exposé dix fois avant même de triompher en 1917 à Petrograd. Dès la fin de 1918, il fomentait la Révolution rouge qui faillit submerger Berlin. Le

même hiver, il s'était emparé du pouvoir en Bavière : ce sont trois juifs communistes de Russie, Lévine, Lewiné et Tobias Axelrod, envoyés par lui personnellement, qui créèrent en 1919 une république soviétique bavaroise. C'est également un juif communiste, Bela Kun, qui, la même année, avait installé une autre république soviétique en Hongrie. La Pologne ne fut sauvée de la domination rouge en 1920 que grâce à l'énergie de Pisdulski et à la collaboration militaire des Français. Toute l'histoire soviétique n'est qu'une longue lutte en vue de la domination mondiale. Lénine et Staline ne cachèrent jamais ces buts de conquête politique et militaire.

Les premières années, ils manquaient de moyens. Lénine, après 1917, ne pouvait compter que sur un peuple assez arriéré, composé avant tout de paysans. C'est Staline qui eut l'idée, d'une portée décisive, de transformer ce pays agricole en un pays puissamment industriel qui fournirait aux Soviets le matériel de guerre indispensable à l'expansion mondiale du communisme.

Dans cette vision, Staline se révéla génial. Gros mangeur, gros buveur, mi-chat, mi-hibou, les dents noires, les yeux jaunes, il était un génie brutal, élémentaire, tenace, extrêmement cruel, disposé à n'importe quel crime pour parvenir à ses fins. Il liquida dix millions de koulaks, rempart semi-bourgeois de l'agriculture russe. Il remplit de plusieurs millions de prisonniers politiques ses épouvantables goulags glacés. Il fit fusiller trente-deux mille officiers qui inquiétaient son ambition.

En quelques années sa puissance industrielle, c'est-à-dire militaire, était devenue énorme.

La crainte de Hitler arrivé au Pouvoir en 1933 avait provoqué chez lui un mutisme accru. Mais ses préparatifs d'expansion mondiale ne s'en poursuivaient pas moins, cette fois dans un silence absolu et d'autant plus redoutable.

Q. — *En existe-t-il des preuves ?*

R. — Dans un rapport secret à Staline, le Maréchal Vorochilov faisait part de la progression : « Les effectifs de nos forces armées, exposait-il, ont plus que doublé depuis 1934 ; la mobilisation a augmenté de 260 % ; notre flotte aérienne peut emporter 20 % de plus de tonnes de bombes. »

En septembre 1938, Staline avait déjà été sur le point d'utiliser en Tchéco-Slovaquie ce bélier militaire au moment de la libération des Allemands des Sudètes. Près de quarante de ses divisions avaient été massées dans les régions attenantes aux frontières

occidentales ; dès ce moment-là, il eût pu pénétrer en Europe Centrale.

Cette éventualité avait été annulée à la suite de l'accord tripartite de Munich de septembre 1938. Staline, ayant perdu cette occasion d'atteindre son objectif européen, s'employa à le contourner avec une habileté digne d'un Talleyrand. Il conclut, en août 1939, au grand scandale de ses partenaires internationaux, un accord avec Hitler. Cette alliance parut monstrueuse ; elle fut son initiative la plus intelligente.

Le calcul avait été diabolique. Hitler risquait fort, en ces mois-là, d'être coincé par la double tenaille : Occident-Moscou. Staline fit tout pour pousser son puissant rival allemand dans son piège. Il joua merveilleusement du chantage en recevant avec éclat à Moscou les naïfs représentants des gouvernements anglais et français, en faisant étalage devant eux de sa force militaire, effrayant à la fois les Alliés et les Allemands, portés ainsi, les uns et les autres, aux plus larges concessions. L'élu serait celui qui donnerait le plus, au plus bas prix.

Q. — *Quels furent les chiffres avancés par l'U.R.S.S. pour soutenir ce marchandage ?*

R. — Il ne m'est pas possible ici de ne pas consulter mes fiches si je veux donner des précisions. Les voici, selon le procès-verbal officiel de l'entrevue du 15 août 1939, telles que le commandant d'Armée Chapochnikov les exposa aux délégués alliés :

« Je suis chargé, par la Mission militaire de l'U.R.S.S., d'exposer le plan de déploiement des forces armées sur le front occidental de l'U.R.S.S. : 120 divisions d'infanterie, 16 divisions de cavalerie, 5 000 pièces d'artillerie lourde, 9 à 10 000 chars, 5 000 à 5 500 avions de combat, sans compter l'aviation auxiliaire. »

Deux jours plus tard, devant la même Commission alliée, le commandant d'Armée Loktionof ajoutait :

« Ces chiffres se rapportent à l'aviation de première ligne, sans les réserves. Les unités de surveillance sont en permanence prêtes à intervenir. »

Hitler ne pouvait absolument pas se laisser attaquer des deux côtés à la fois, surtout si, à la frontière soviétique, une telle avalanche pouvait brusquement lui tomber dessus. Pour se dégager, Hitler devait donc, à l'encontre de ses principes les plus sacrés, faire à Staline les concessions qu'il faudrait. Une neutralisation provisoire de l'éventuel agresseur de l'Est, dont les forces eussent été à elles seules trois fois supérieures aux siennes, se révélait

indispensable. Hitler n'eut plus d'autre ressource que d'envoyer Ribbentrop à Moscou signer un accord avec Staline et de lui promettre un butin plus aguichant encore que celui des Alliés.

Dès ce jour-là, Staline, sans aucune perte, ni de temps, ni d'argent, ni de sang, se trouvait militairement, dans une position de force. En quelques mois, il raflerait le tiers de la Pologne, une tranche de la Finlande, l'entièreté des trois Pays baltes, puis, en juin 1940, la Bessarabie.

Tout à son combat de l'Ouest, Hitler avait bien dû, tout à fait contre son gré, laisser Staline ramasser prestement son butin. A l'été 1940, le dictateur communiste se retrouvait tout aussi vainqueur que Hitler, mais en paix, lui ! Et gratuitement ! Il n'avait pas dû tirer un seul coup de canon pour avancer dans tous les sens.

Hitler usait ses forces. Staline, au contraire, accroissait les siennes.

Q. — *Cela dit, l'U.R.S.S. a aidé Hitler. En lui fournissant du pétrole, notamment.*

R. — Pour gagner du temps, oui, car Staline avait encore besoin de temps. « Nous n'arriverons au plein rendement qu'en 1942 », lui répétait son bras droit, le général et futur maréchal Joukov, chef d'état-major général.

Ce temps, Staline n'allait pas le perdre. Dès la semaine qui avait suivi l'accord d'août 1939 avec Ribbentrop, il avait donné des ordres draconiens pour que fût accru, énormément et immédiatement, le potentiel militaire de l'U.R.S.S. Les documents officiels sont là qui l'établissent. Staline ne pensa jamais à un rapprochement sincère avec l'Allemagne. Ce qu'il voulait, pendant que celle-ci usait ses armées en Pologne, en Norvège, en Hollande, en Belgique, en France, c'était profiter de ce délai pour accroître les siennes.

Il avait même été déçu en voyant que Hitler l'avait emporté si vite en 1940. Mais une constatation, néanmoins, l'avait réjoui : Hitler n'en avait pas vraiment fini. L'Angleterre lui résistait derrière ses eaux. Le duel stagnait. L'invasion allemande n'avait pas été menée à son terme.

Au contraire, les premières bombes britanniques tombaient sur Berlin. La position de Hitler restait instable. C'était le moment, pour Staline, d'exploiter une deuxième fois la situation.

Q. — *Comment Staline s'y prit-il ?*

R. — Avant tout, il avait avancé ses pions militaires : le 1er septembre 1940 déjà 75 % de ses blindés avaient été poussés à la frontière allemande, alors que pourtant Hitler, à cette époque, ne menaçait en aucune façon l'URSS. Le maréchal Chapochnikov, commandant les forces soviétiques de Sibérie, avait, le mois précédent, envoyé à son chef le message suivant : « Les blindés d'Asie centrale, du Caucase et d'Extrême-Orient seront amenés sur la ligne Riga-Kovno-Brest-Litovsk au plus tard le 20 août 1940 ! »

Ces dispositions prises, Staline envoya son Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, Viatcheslav Mikhailovitch Skriabine, dit Molotov, en octobre 1940, dans la capitale du IIIe Reich, non pas pour négocier mais pour exiger. Exiger de nouvelles proies, gratuites toujours. En fait : le contrôle complet des Balkans.

C'est toute l'Europe du Sud-Est qu'il eût fallu lui céder, sans qu'il courût le moindre risque.

Q. — *Quelle fut la réaction de Hitler ?*

R. — Hitler, dans un dernier effort de conciliation, chercha à détourner l'ambition et l'appétit de Staline vers les Indes.

Particulièrement grognon, Molotov toisa avec insolence Hitler à travers ses lorgnons de comptable inquisiteur. Une conquête des Indes ne l'intéressait pas. Elle eût pu engager l'URSS dans une guerre. Ce que Staline voulait, c'était du butin gratuit !

Le désaccord fut donc total.

Pour Hitler, il devint évident que le bolchevisme, après s'être servi de lui abondamment jusqu'à l'été 1940, voulait, dans l'avenir, se servir de lui bien davantage, en lui laissant couvrir tous les frais de l'expansion soviétique.

Il n'était plus possible de céder. Staline installé en maître souverain dans les Balkans, c'était Istanbul menacé, l'Adriatique atteinte, tout le plan de fédération économique de l'Europe anéanti, et, surtout, c'étaient les Soviets installés dans des positions décisives sous le ventre même de l'Allemagne, en face de l'Italie de Mussolini, bases parfaites pour des rushs futurs.

Hitler n'avait pas créé, au prix de lourds sacrifices, son Grand-Reich et un premier embryon d'Europe nouvelle pour que Staline, avec son accord et grâce à lui, pût rafler sans frais la mise si durement gagnée. S'y prêter eût été se suicider.

Ainsi, dès octobre 1940, la guerre de l'Est était au seuil de la porte.

Q. — D'après vous, l'invasion allemande de l'URSS en 1941 fut en quelque sorte une guerre préventive ?

R. — La guerre, Staline en vérité la menait depuis août 1939. Il avait alors roulé tout le monde, les Alliés autant que Hitler, ne voulant qu'une chose : qu'ils se massacrent tous entre eux, tandis que lui attendrait qu'ils soient à bout pour les achever.

Des documents essentiels du Haut Etat-Major soviétique ont été révélés par le maréchal Joukov. Ils sont d'un cynisme fulgurant.

Normalement, après l'accord avec Hitler d'août 1939, l'URSS eût dû se tenir tranquille, puisque sa frontière à l'Ouest était assurée. Or c'est précisément dès le lendemain de cette signature-là que Staline se lança, avec autant de hâte que de brutalité, dans la plus formidable production de guerre qui avait jamais été jusque-là ordonnée où que ce fût au monde.

Les chiffres sont effarants. Alors que Hitler, en entrant en URSS en juin 1941, posséderait en tout 3 000 chars, Staline en aurait alors à sa disposition, construits dans un secret absolu, 17 000 à 18 000 ! Et au printemps de 1942 il eût dû, selon les ordres lancés, en posséder 32 000, c'est-à-dire presque onze fois plus que le IIIe Reich !

Staline avait, en même temps, ordonné l'installation de 164 nouveaux champs d'aviation. Sa flotte aérienne atteindrait en 1941 le total, énorme à cette époque, de plus de 10 000 appareils. La réserve d'explosifs était de 345 milliards 735 millions de kilos. De quoi faire sauter toute l'Europe !

Quand on lit ces documents soviétiques, avalisés par le maréchal Joukov en personne, on tombe à la renverse.

Hitler ne savait pas tout, mais il en savait assez : s'il n'attaquait pas, l'autre attaquerait. Encore quelques mois à accroître ses fabrications, et Staline serait fin prêt. Joukov le reconnaît dans ses souvenirs : en 1942, l'armée soviétique eût été — selon les différentes armes — de cinq à dix fois supérieure à celle de Hitler, comme il l'écrit lui-même dans ses mémoires, traduits à Paris par Fayard.

Q. — Hitler le devinait-il ?

R. — Hitler reniflait ce danger. Le maréchal Joukov, plus tard, reconnaîtrait que Hitler avait eu du nez : « Hitler se hâtait, non sans raison », écrit-il dans ses *Mémoires,* justifiant lui-même les réactions du Führer.

Au printemps ou à l'été de 1942, les trente-deux mille chars

de Staline seraient en état de s'élancer vers l'Europe, non pas en empruntant, comme nous le ferions, des pistes épouvantables de boue, de sable, de neige telles qu'on les trouve partout en Russie, mais en s'élançant sur 7 000 kilomètres d'autoroutes splendides que Hitler, dans un grand effort social, avait jetées de la Prusse jusqu'au Rhin.

C'est un billard sur lequel les vingt Corps Blindés de Staline allaient rouler !

Hitler, dès ses débuts, avait dit sa volonté de liquider le communisme, d'adjoindre les peuples de Russie à la grande communauté européenne. Mais en juin 1941, on n'en était même plus là. C'était une question de vie ou de mort. Rester immobiles, c'était accorder à Staline les six mois ou l'année qui, selon les déclarations formelles du maréchal Joukov, lui manquaient encore pour réussir.

Hitler était acculé. Il lui fallait réagir sans plus perdre de temps, choisir entre le combat pour ne pas périr, ou admettre de périr lâchement, à brève échéance.

Le risque de cette guerre à mener jusqu'au fin fond de l'immense empire soviétique était grand, redoutable, et Hitler le savait mieux que quiconque. Il m'a dit lui-même qu'en se jetant en Russie il avait eu l'impression angoissante d'enfoncer d'un coup d'épaule une porte qui donnait sur un appartement tout noir. Mais il n'y avait plus, pour un chef lucide et courageux, d'autre solution que d'essayer de devancer l'adversaire, si l'on ne voulait pas qu'un an ou deux ans plus tard l'Europe soit broyée sous la ruée soviétique.

Q. — Une victoire sur les Soviets, surtout lorsqu'à l'Ouest les Etats-Unis sont entrés dans la danse, n'était-elle pas une utopie ? N'avez-vous pas été les derniers don Quichotte de l'Europe ?

R. — Cette victoire apparemment impossible était pourtant parfaitement réalisable. Elle faillit bien être atteinte au début de décembre 1941.

L'URSS avait été décontenancée par la brusque attaque — ou plus exactement pré-attaque — de Hitler, préparée avec une astuce extrême et menée par des troupes exceptionnelles, peu nombreuses relativement mais sans pareilles au monde par leur formation militaire et par leur valeur. En quelques semaines, des abords de Leningrad à la Crimée, tout avait été balayé par la Wehrmacht et la Waffen SS.

Toutefois l'offensive déraisonnable de Mussolini au départ d'Albanie avait mis en danger le plan allemand en livrant la

Grèce aux Anglais. Hitler — tout est là — s'était vu obligé d'employer cinq semaines précieuses entre toutes, en mai et en juin 1941, à liquider le péril d'une offensive britannique qui, partant de Grèce, pouvait couper ses arrières dans les Balkans.

Ces quelque cinq semaines n'eussent pas été de trop pour réussir la conquête d'un empire soviétique que paralysent les neiges et les boues pendant six ou sept mois sur douze.

Si la guerre en Russie avait pu être entreprise — comme les plans stratégiques le prévoyaient — un gros mois plus tôt, elle eût été gagnée dès le début de novembre 1941. Gudérian, commandant le groupement de cuirassés, qui remontait de Kiev où il venait d'encercler 700 000 soldats soviétiques, eût campé dès la fin d'octobre avec ses blindés à deux cents kilomètres à l'est de Moscou, avant les premiers grands froids. Même simplement un retard d'une semaine dans l'arrivée du gel eût suffi pour réussir la percée finale qui eût emporté tout.

En toute hâte, les Soviets avaient fait déguerpir déjà vers la Volga la momie de Lénine. La Croix Gammée eût flotté sur le Kremlin et la Place Rouge pour l'anniversaire de la Révolution d'octobre.

Q. — *Mais après ? L'immensité de l'URSS restait à conquérir.*

R. — En 1942 encore, nous eussions pu parfaitement réussir. Le rush jusqu'au Caucase avait été extraordinairement brillant. La débâcle soviétique avait été impressionnante.

Le général anglais Brooke qui avait accompagné Churchill à Moscou en août 1942, n'avait pas craint d'annoncer : « Le Caucase sera franchi par les armées allemandes et le bassin de la Caspienne conquis. »

Churchill n'était pas moins pessimiste :

« Je n'arrive pas à me convaincre que les Allemands seront arrêtés avant d'avoir occupé Bakou. Nul ne sait si les Russes conserveront longtemps encore la maîtrise de la mer Noire. »

Staline lui-même, broyant plus de noir qu'un charbonnier, ferait, le 4 septembre 1942, cet aveu terrible à Churchill : « L'Union Soviétique est en face d'une menace de mort. »

Quant à la capitulation de Stalingrad même, à propos de laquelle on fit un tel tapage et qui sans conteste fit capoter la conquête du Caucase et de la Volga, elle n'avait été, militairement, qu'un gros accroc. De toute façon elle n'avait éliminé que 4 % des troupes du Reich. Comme devant Moscou, en décembre 1941,

Hitler avait repris l'affaire en main en Ukraine, avec sa vigueur foudroyante. Kharkov même avait été reconquis. Les Russes sévèrement contrés eussent pu encore être parfaitement refoulés en 1943, et le troisième plan de Hitler réussir, qui eût fait remonter ses armées du Don et de la Volga vers l'Est de Moscou et à Arkhangelsk, un an avant que les premiers Alliés n'apparussent dans les vergers normands.

Ce sont les Américains qui sauvèrent Staline.

Q. — *L'Union soviétique était incapable de se ressaisir et de gagner la guerre toute seule ?*

R. — Oui, car j'ai vécu le drame sur place. Toute la puissance russe était en train de s'écrouler entre le Don et le Mont Elbrouz. C'est alors, à l'automne de 1942, qu'arrivèrent par la Perse les 750 premiers chars lourds Sherman envoyés au secours des Soviets en pleine déroute par un Roosevelt guère plus lucide que le roi d'Angleterre qui faisait parvenir, presque à la même date, à Staline un mirobolant sabre en or massif, gage de son admiration bégayante.

Ces 750 chars lourds américains intervinrent puissamment à Stalingrad contre les Allemands. Leur appui fut d'un poids indiscutable dans la victoire des Soviets sur la Volga. Sans ce cadeau presque miraculeux du président Roosevelt, et sans l'infériorité de l'aviation allemande, — car Roosevelt combla aussi les Russes de milliers d'avions — « la bataille de Stalingrad, a reconnu le maréchal soviétique Rotmitrov, un des grands artisans de l'encerclement soviétique, eût été perdue pour nous et von Manstein aurait rompu le cercle autour de l'armée de Paulus. »

L'armée soviétique manquait presque totalement de moyens de transport. Sur des centaines de kilomètres, des troupeaux de milliers de femmes russes poussaient à la main, dans la neige, les fûts de carburant. Rossevelt fut alors le véritable sauveur du communisme. Il fournit aux Soviétiques les 490 000 camions qui permirent leur poussée du Dnieper jusqu'à Berlin.

L'offensive alliée en Europe, de 1943 à 1945, utilisa un total de 420 000 camions. Roosevelt en livra 490.000 — c'est-à-dire 70 000 de plus qu'à ses propres troupes ! — au copain Staline qui, grâce à eux, écrasa la moitié de l'Europe.

Les chiffres révélés après 1945 donnent froid dans le dos. Non seulement près de 500 000 camions américains furent envoyés à Staline par Roosevelt, mais aussi 23 000 avions et canons de DCA. Et plus de 10 000 chars (le triple de ce que possédait Hitler en

arrivant en URSS !). Et 2 000 locomotives. Et 11 000 wagons. Et deux milliards six cent millions de litres d'essence. Et quatre milliards cinq cent millions de boîtes de conserves. Et dix-huit milliards huit cent soixante millions de dollars de fournitures diverses. Et même une usine complète (pour 20 000 ouvriers) de fabrication de pneus.

Les Russes, incontestablement, ont fait au cours de la Seconde Guerre mondiale des efforts héroïques. Leurs soldats furent admirables de courage. Mais leur art de la guerre était extrêmement primitif. Il consistait avant tout à envoyer à des massacres pitoyables, presque toujours inutiles, des millions de braves gens massés en troupeaux informes. Beaucoup eussent survécu s'ils avaient été bien formés et bien dirigés.

La qualité technique qui leur manquait, c'est l'Amérique qui la possédait, avec ses savants, ses chercheurs, ses créateurs, son émulation dynamique, le caractère typique de sa liberté industrielle. La Russie, c'était la brousse confuse. Elle le fut toujours. Elle l'est toujours. Elle est un conglomérat qui ne laisse aucune liberté à l'imaginatif et à l'homme d'action. Privée totalement de l'autonomie qui développe le goût du neuf et du risque, la grosse machine soviétique a toujours hoqueté dans l'imprécis, l'imparfait et le stérile. C'est l'appui gigantesque des meilleures armes et ressources américaines qui remédia à la lourdeur russe par une injection de haute qualité. Sans elle, Staline se fût tôt ou tard effondré.

L'Allemagne, elle aussi, indiscutablement, trouvait sa puissance dans la qualité qui complétait magnifiquement sa force, la qualité des méthodes, la qualité de l'organisation, la qualité des fabrications. Dans ce combat difficile, elle eût dû vaincre si les Soviets eussent été laissés à eux-mêmes. Roosevelt sauva le communisme en lui apportant le secours capital d'une technicité de pointe qui désembourba la Russie soviétique, asphyxiée par son étatisme.

A peine victorieuse, l'Union soviétique retourna contre l'Amérique le bénéfice de cet appui. Mis en appétit, s'appuyant aux Etats-Unis sur un réseau, complaisamment admis, d'espions copieurs d'inventions, les Soviets feraient vite la concurrence à leurs sauveurs. En un an, ils leur volèrent les secrets de la bombe atomique. Grâce à Roosevelt, les Soviétiques ont pu scientifiquement domestiquer la force sauvage qui risque un jour d'écraser les Etats-Unis eux-mêmes.

Q. — *A quelle époque ce matériel américain pesa-t-il de façon décisive sur le sort des batailles au Front de l'Est ?*

R. — Nous fûmes submergés par lui au front de l'Est à partir de 1943.

Je me souviens d'un assaut que nous réussîmes lors de la rupture de Tcherkassy. Nous étions parvenus à encercler près de Novo-Buda un groupe motorisé soviétique : tous leurs camions sans exception étaient américains.

En Estonie, six mois plus tard, nous étions canardés du haut du ciel, à chaque seconde, par des mitrailleurs soviétiques utilisant des avions américains qui leur étaient livrés par milliers.

Nous avons dû nous battre, au Front de l'Est, autant contre Roosevelt, le paralytique hagard de Washington, que contre le Staline moustachu et féroce, utilisant à fond les renforts gratuits du président des Etats-Unis.

Ceux-ci ont eu, depuis lors, le temps de se mordre les doigts. Eux aussi aujourd'hui sont en péril extrême. Face à ce communisme dont Roosevelt assura la victoire, ils doivent dépenser chaque année des centaines de milliards de dollars pour maintenir leur survie. Mais le grand crime contre la paix du monde, c'est entre 1942 et 1944 qu'il fut commis. L'assassin de l'Europe — et peut-être du monde entier — c'est le spectre sarcastique, planté sur sa chaise à roulettes à la Maison Blanche, les jambes bardées de duraluminium...

Lui-même était dominé totalement par une épouse survoltée aux pommettes en beignets aux pommes et aux dents en touches de piano, appelée Eléonore. Elle s'était vouée au triomphe de l'amitié stalinienne.

« Je ne crois pas qu'il faille nous inquiéter de la possibilité de voir s'établir un joug russe, répétait le mari ; j'ai une absolue confiance dans la loyauté des Soviets. »

Il mourait un mois avant l'entrée de Staline à Berlin. Il n'avait même pas formé en vue de sa succession son vice-président, M. Truman. Celui-ci, ancien vendeur malchanceux de cravates, n'avait appris qu'en lisant la presse que le sort du monde se jouait à la conférence de Yalta !

Q. — *Selon vous, les Soviétiques avaient préparé de longue date un plan pour la prise en main de toute l'Europe de l'Est ?*

R. — Pour l'occupation de l'Europe de l'Est, trois mille cinq cents administrateurs soviétiques avaient été rassemblés des mois à

l'avance, « la plus phénoménale armée politique qui ait jamais existé », a pu écrire le maréchal Joukov.

L'Europe entière se fût écroulée dans sa totalité si nous n'avions pas contenu pendant trois ans de lutte affreuse la ruée innombrable des Soviets poussés en avant par Roosevelt. C'est presque un miracle que celle-ci ait pu être stoppée partiellement en avril 1945 ; les troupes européennes du Front de l'Est ont, au moins, sauvé l'indispensable. Leurs sacrifices ont dressé, de Lubeck à Bâle, l'ultime barrage que les Soviets n'ont pas franchi. Du moins jusqu'à présent.

Mais qui aura l'honnêteté de reconnaître cette évidence ? Nos rescapés du Donetz, du Caucase, de Tcherkassy, de l'Estonie, doivent supporter encore, à toute heure, les imprécations des milliers de demeurés et d'aveugles qui, sans eux, seraient devenus colonisés soviétiques, trimant comme des Tchèques, des Bulgares ou des Polonais.

L'Europe orientale ainsi trahie était sur le point de mourir au printemps de 1945, tandis que s'esclaffaient de plaisir des millions de têtes vides.

C'est pour que l'Europe de l'Ouest ne succombât point sur toute son étendue que nous menâmes les ultimes combats de la guerre contre les Soviets. Cette expansion de l'URSS, nous avions tout fait en 1941 pour la devancer. Au début de 1945, nous faisions tout pour limiter encore, dans la mesure du possible, ses épouvantables ravages, qui laissaient M. Roosevelt indifférent, voire complaisant.

« Il est naturel, déclara froidement celui-ci peu de temps avant sa mort, que les Européens soient épouvantés à l'idée de devoir s'adapter à la Russie. »

Q. — *En ce printemps de 1945, où tout était perdu et où vous vous faisiez décimer avec vos dernières troupes, dans un combat impossible, qu'espériez-vous encore ?*

R. — Ce furent les mois, c'est vrai, de l'agonie, les mois les plus méritoires, sans même l'illusion de pouvoir encore gagner. Les ultimes semaines de lutte, de la Baltique à la Hongrie, n'eurent plus qu'un objectif : lutter farouchement pour que les Soviets ne parviennent pas à tout dévorer, pour que cette invasion barbare, qui faisait des millions de victimes sur sa route, ne puisse pas atteindre le cœur même de l'Occident.

Sans l'amoncellement de nos morts, croit-on vraiment que la

ruée soviétique se serait arrêtée angéliquement à l'ouest de Berlin ? Tous les Européens eussent été réduits à la loi du knout.

Nous étions agrippés à nos positions improvisées dans la région de Stargard, en Prusse orientale, à trente-cinq kilomètres à l'est de l'embouchure de l'Oder. Lutte à mort, sans une seconde de répit. Nos soldats n'avaient presque plus de munitions pour se défendre. Nos derniers chars étaient cloués au sol faute de carburant. Nos canons ne disposaient plus que de trois obus par jour. Mais nous savions que chaque kilomètre que nous conservions retardait l'amoindrissement de nos patries. D'où notre résistance désespérée, malgré la défaite certaine.

Q. — *Vous prévoyiez les représailles qui vous attendaient ?*

R. — Au péril, chaque jour accru, s'ajoutait l'angoisse du sort final qui guettait nos soldats.

Je n'avais jamais entraîné au combat que des volontaires. Je voulais qu'au bord du désastre chacun restât libre de s'en aller ou de combattre encore. J'ai réuni tous mes garçons un mois avant la fin. Je leur ai dit fraternellement : « Nous avons perdu la guerre, mais je crois qu'il faut continuer à se battre malgré tout. plus nous lutterons, moins les Russes avanceront vers notre pays. Mais ceux qui trouvent que ce dernier sacrifice ne conduira plus à rien et ne sont plus d'avis de risquer davantage leur vie, sont absolument libres de leur choix. »

J'ai rendu ainsi la liberté d'action à ceux de nos volontaires, une centaine, qui en avaient assez.

Mais les autres ? Ceux qui étaient décidés à lutter jusqu'à la limite la plus extrême, comment les sauver ?

Le 20 avril 1945, je me suis jeté avec ma petite Volkswagen dans Berlin presque encerclé pour rafler un stock de papiers d'identité d'ouvriers étrangers. Grâce à eux 3 700 de nos garçons ont échappé après mai 1945 aux griffes de la police belge.

Q. — *Et vous-même ? Comment, au tout dernier moment, avez-vous pu vous sortir du guêpier ?*

R. — Après l'ultime défense de Berlin, nous avons mené de durs combats d'arrière-garde, de l'Oder jusqu'à Lubeck. Le 2 mai 1945, j'étais près de Kiel avec Himmler. Sur ses indications, j'ai gagné Copenhague, où les derniers contingents de mes soldats encore libres arrivaient par mer. Mais, le 5 mai, les Anglais

débarquent. De justesse, j'ai échappé à la capture. A bord d'un dragueur et à travers les champs de mines du Skagerrak, je suis parvenu en Norvège. Le 7 mai 1945, capitulation générale de l'Allemagne ! Le matin suivant, les Alliés devaient débarquer ! Vers minuit, sur un avion abandonné avec son équipage par le ministre Speer, j'ai décollé d'un champ d'aviation de fortune, sans éclairage, sans balisage, avec de l'essence pour 2 150 km. Il y a 2 300 km jusqu'à l'Espagne, que j'espérais atteindre. Nous étions cinq à bord. L'appareil a commencé par mettre le cap sur l'Ecosse.

Q. — *Pourquoi ?*

R. — Ma première idée, c'était d'abord d'aborder par l'Angleterre l'Europe continentale, afin de laisser croire que notre appareil était un avion britannique. Mais nous avions été repérés tout de suite par les radars. J'ignorais que les Alliés avaient poussé ceux-ci à un point si précis de perfection ! La radio crépitait : « Qui êtes-vous ? où allez-vous ? » Toutes les artilleries anti-aériennes nous tiraient dessus. J'ai beaucoup admiré le feu d'artifice.

Pour éviter d'être abattus, nous devions, à proximité des grandes villes, plonger jusqu'à quelques dizaines de mètres du sol afin d'éviter les tirs verticaux de la DCA. Ce n'était plus de l'aviation, c'était de l'acrobatie.

Notre Heinkel a survolé à trois heures du matin Paris en liesse, puis toute la France. Avant l'aube, les moteurs ont hoqueté. L'essence manquait. Dans le noir, nous craignions de nous être engagés au-dessus de l'Atlantique. Mais, soudain, ce fut pour nous le miracle : sous nos ailes, brillait la Gironde !

Après Bordeaux, notre Heinkel s'était mis à descendre de plus en plus, ses réservoirs à peu près vidés.

Et si nous avions dû atterrir, me demanderez-vous ? En pleine nuit, dans le cirage, c'eût été la mort presque certaine. Peu nous importait. Nous préférions nous tuer que de capituler.

Nous pouvions néanmoins, qui sait ? survivre. La chance m'aime bien. En cas d'atterrissage forcé, nous eussions couru jusqu'au chemin le plus proche, vidé nos mitraillettes sur la première auto passant par là et éjecté de son siège le propriétaire épouvanté. Nous fussions arrivés tout de même, ainsi, à la frontière espagnole, dans une grande pétarade, si des importuns avaient essayé de nous intercepter. Mais notre Heinkel était brave. Les avions, c'est comme les autos. La jauge de l'auto marque zéro mais la voiture file toujours. Brusquement, nous vîmes devant nous des falaises toutes droites. Nous avons redressé notre avion presque à la verticale puis l'avons rabattu aussitôt pour recueillir les dernières gouttes d'essence. Dans les premières lueurs de l'aube, nous avons aperçu de grands toits de tuiles rouges. C'était Saint-Sébastien. Ma veine encore ! c'était la marée basse. Vingt mètres de sable ourlaient la digue. Nous avons piqué vers cette étroite plage pour un atterrissage de fortune.

Q. — *Vous étiez sauvés ?*

R. — Pas encore ! Juste alors, presque à la fin de la descente, nous avons aperçu à cent mètres devant nous, barrant notre course, un rocher énorme, le rocher qui soutient le palais royal. Nous avons, à la seconde, rentré les roues afin de freiner à fond avec la coque de l'appareil. L'avion a glissé sur le sable parfaitement pendant deux ou trois secondes. Bang ! Explosion d'un moteur ! Le Heinkel, comme pris de folie, se précipitait au ras des flots. Il se bloquait après cent mètres. Nous étions presque noyés, avec de l'eau jusqu'à la mâchoire, juste suffisamment pour pouvoir encore respirer. Mais l'avion n'avait pas coulé !

Cinq minutes après, des Espagnols, tout nus, nageaient autour de notre coque défoncée. Une barque accostait notre épave. Nous étions sauvés, mais en morceaux ! C'est au vieil hôpital militaire, l'hôpital général Mola, qu'une ambulance allait m'emmener. J'avais cinq fractures. Je resterai avec le bras et le buste plâtrés pendant des mois, sans parler d'une jambe cassée elle aussi et immobilisée. C'est dire que j'étais absolument intransportable. Toujours ma baraka ! Car sans cette collection de fractures, j'eusse été perdu. L'Espagne étranglée, menacée d'invasion, n'eût pu trouver, pour me sauver, aucun faux-fuyant. J'eusse, sans aucun doute, été, comme Pierre Laval, livré aux Alliés.

Voilà des dizaines d'années que je serais enterré. Certains y eussent trouvé un plaisir extrême. J'en suis désolé pour eux. Mais ravi pour moi ! Quelle joie la vie, quand le souffle de la mort vous a glacé les os de si près pendant tant de temps !

QUATRIEME PARTIE

LE PRIX DE LA DÉFAITE

CHAPITRE XXXIII

LES REGLEMENTS DE COMPTES

L'attrape-nigaud des « crimes de guerre » — Les crimes des autres — Position de Degrelle : la réconciliation — Mille assassinats en Belgique — Les tueurs communistes au service de Moscou — Leurs alliés bourgeois — Les représailles — L'assassinat du frère de Léon Degrelle — 50 otages grâciés grâce à sa mère — La répression s'abat sur toute la famille Degrelle.

Q. — *Le Rexisme a été rendu responsable d'un certain nombre de crimes et d'attentats perpétrés durant la guerre. Quelle est votre justification devant ces accusations ?*

R. — Là, tout de suite, je vais vous le dire crûment : je ne suis pas d'humeur à me laisser entraîner dans un traquenard. Les « crimes de guerre », c'est le grand attrape-nigaud de ceux qui nous persécutent depuis 1945. Afin qu'on n'entende plus parler du reste — qui fut grand, et donc gênant — ils s'emploient à nous attirer dans la trappe de prétendus méfaits personnels. Ils nous attachent à l'arrière-train des casseroles bruyantes dont le vacarme a pour mission de détourner le public de toute autre observation. Nous avons fait arrêter un tel ! fusiller un tel autre ! Pendant dix ans, vingt ans, on nous a tous submergés sous de tels déversements d'accusations flétrissantes !

Le public éberlué, qui n'a jamais rien pu vérifier, a fini par être transi d'horreur, tout prêt à nous envoyer au poteau !

Tout au long de ces années, l'un ou l'autre critique, doté d'un esprit curieux et objectif, a bien dû constater que souvent ce tapage

vengeur ne reposait — dans mon cas, par exemple — strictement sur rien. Aucune preuve qui eût pu servir à soutenir une accusation n'avait jamais existé, ou eût pu résister à un examen honnête.

En ce qui me concerne, notamment, les bobards étaient d'une telle inconsistance que, malgré la servilité de la Justice de 1945, je n'ai jamais été poursuivi, ni même inculpé, pour un « crime de guerre » quelconque. Des milliers d'autres que moi ont connu des outrages identiques, sans fondement d'aucun ordre.

Mais lorsque l'inanité des calomnies fut devenue flagrante et qu'il eût fallu, par simple décence, se rétracter, que fit-on ? C'est très simple : on s'est tu ! Si bien que, dans le cerveau des foules, envahi pendant des années par les mensonges, l'accusation a subsisté. La mise en évidence de notre bon droit n'a eu aucune répercussion puisqu'elle est restée ignorée. La rengaine a continué à accompagner nos noms, comme un refrain maudit. Nous sommes d'abominables criminels, tout est dit !

Ainsi, un des plus hauts sommets de l'Histoire universelle a été converti en un petit marécage sordide dans lequel on a entendu nous asphyxier tous.

Beaucoup des nôtres sont morts sans avoir eu le temps de se défendre, ou simplement de s'expliquer.

On voudrait nous refaire le coup, à nous les survivants. Ça ne marche plus.

Q. — *Mais il n'est pas niable que la Deuxième Guerre mondiale ait généré une abominable série de crimes contre l'Humanité ?*

R. — Evidemment ! Des horreurs, il s'en est commis d'un côté comme de l'autre. A l'occasion de cette guerre-ci, comme de toutes les guerres ! Chaque époque de feu a connu des défaillances humaines. Alexandre le Grand, Catherine la Grande, Pierre le Grand, tout grands qu'ils fussent, eurent les leurs. Napoléon connut les siennes. Saint Pierre chuta lorsqu'il renia son maître, la nuit de la Passion.

La « Résistance » elle-même, officiellement virginale, a perpétré au cours de la Seconde Guerre mondiale des milliers de crimes horribles, et des atrocités innombrables : femmes aux seins brûlés, détenus politiques empalés, ou grillés à l'alcool dans des baignoires après la « Libération ».

L'éminent ami Staline fit périr plus de trois millions de civils au cours de sa conquête de l'Allemagne de l'Est en 1945, sans parler des centaines de milliers de femmes qui furent violées par

ses Mongols, ses Kalmouks et autres élégants chevaliers du droit.

Les Forces françaises libres, elles-mêmes, n'ont pas été à l'abri de tout reproche. Le général de Gaulle fut même cité devant un tribunal britannique, par un certain Henri Dufour, qui se plaignait de sévices que lui avaient infligés les services secrets gaullistes.

Bien entendu, l'affaire fut étouffée. Non sans provoquer de sévères remous, parmi les Français de Londres.

« Je croyais, déclara le colonel Rémy (1), servir le chef de la France libre. J'ai vu un émule d'Hitler ! »

Pierre Billotte (2) ne serait pas moins scandalisé : « Je ne m'étais pas engagé dans les Forces françaises libres, pour prêter mon nom à des méthodes rappelant celles de la Gestapo ! »

Q. — *D'où tenez-vous ces déclarations ?*

R. — Ces propos cinglants, c'est André Gillois, commandeur de la Légion d'honneur, qui les a rapportés aux pages 130 et 143 de son *Histoires secrètes des Français de Londres* (3).

De Gaulle lui-même l'avoua : « Je cherchais des chefs, je n'ai trouvé que des chefs de bande ! »

Le plus célèbre de ses collaborateurs, le maréchal Leclerc, se déconsidéra, lui aussi, qui, au lendemain de la capitulation du IIIe Reich, le 8 mai 1945, à cinq heures du soir, fit fusiller sans jugement dans un bois, au lieu-dit Kugelsbach, près de Karlstein, douze prisonniers de guerre, volontaires du Front de l'Est, convalescents qui venaient de quitter un hôpital. Avant leur mort, Leclerc, canne à la main, se fit photographier près d'eux. Les corps des douze victimes furent laissés à pourrir sur place. Ce sont des soldats américains, scandalisés, qui les enterrèrent par la suite. Leurs ossements ont été transportés, quatre ans plus tard, au cimetière municipal de Bad Reichenhall, tombe 81-82, groupe 11, troisième rangée.

Ce fut le crime de guerre caractérisé. Mais Leclerc a sa statue à Paris.

Qu'on s'en prenne aux Allemands et aux collabos s'ils ont commis des excès, bon ! mais qu'on ait l'honnêteté d'en faire autant avec les autres. Le travail ne manquera pas.

Aucun grand pays n'a bâti sa puissance sans commettre d'excès, que ce fût la France de la Saint-Barthélemy, du massacre des

(1) Ce Breton, de son vrai nom Gilbert Renault, fut un des résistants gaullistes les plus célèbres.
(2) Il fut, à Londres, chef d'état-major de De Gaulle.
(3) Hachette Littératures, 1973.

Albigeois et des têtes coupées de la Révolution française ou de la répression de la révolte malgache en 1947 ; que ce fussent les Etats-Unis de l'extermination des Indiens ; ou l'Angleterre du martyre de l'Irlande.

Il ne viendrait pas à l'idée à un Français de contester l'immense geste de Napoléon parce que celui-ci fit guillotiner des chouans comme Cadoudal ou abattre dans les fossés de Vincennes le duc d'Enghien et liquider, de façon souvent barbare, pendus aux arbres, coupés en morceaux (voir Goya !), des milliers d'Espagnols « occupés ».

De même, ramener l'épopée du Front de l'Est et la tentative de création de l'Europe entre 1940 et 1945 aux dimensions d'une sorte de règlement de comptes entre gangsters, relève de la caricature et non de la recherche historique.

Je suis prêt à vous répondre à propos de n'importe quelle accusation particulière, mais ramenée à son niveau, sans la démesure folle qui a été de rigueur après 1945, dans le but de submerger sous la haine l'essentiel de l'histoire du siècle.

Q. — *Qu'en est-il de vous, personnellement, en matière de crimes de guerre ?*

R. — Personnellement, vous le savez aussi bien que moi, je n'ai jamais été l'objet d'une action judiciaire pour des cruautés de guerre, de quelque ordre que ce fût. Vous avez vous-même mené partout une enquête à mon sujet, même en URSS, avant de m'interroger. Vous avez pu, au cours de vos recherches, vous rendre compte, soit de la mauvaise foi, soit de la bêtise obstinée, avec laquelle j'ai été — et tant d'autres l'ont été ! — accusé de forfaits inexistants.

Dans les fureurs des grandes empoignades, oui, j'eusse pu me laisser emporter par la douleur en face des cadavres des miens. N'oubliez pas que l'on a fait ignoblement périr mon frère, mon beau-frère, mes vieux parents, âgés de près de quatre-vingts ans.

Il est des moments où la provocation est telle qu'on peut faire explosion. Ce ne fut pourtant pas ma réaction. C'eût été absolument contraire à ma conception du pouvoir : je n'ai jamais cru que, politiquement, la haine, la violence fussent des armes valables.

Q. — *Voulez-vous dire que vous étiez personnellement opposé à toutes représailles, même en cas d'attentats commis par la Résistance ?*

R. — Politiquement, pendant la guerre, nous n'avions qu'une idée : arriver le plus promptement possible à la réconciliation de tous nos compatriotes. Un peuple est un ensemble, ce n'est pas une moitié de la population dressée contre l'autre moitié de la population.

A mon arrivée au front des Ardennes, lors de l'offensive du maréchal von Rundstedt, le jour de la Noël 1944, quelle fut ma première initiative ? Je fis imprimer des milliers de tracts à jeter sur la Belgique : j'accordais l'amnistie immédiate à tous nos adversaires, en vertu de mes pouvoirs de « Volksfuhrer » reconnu officiellement par Hitler, dans le strict respect des accords internationaux et plus particulièrement de la Convention de La Haye qui fixe les droits des délégués du pouvoir militaire en zone de guerre.

Usant de ces prérogatives, je lançais également un décret accordant immédiatement à tous nos compatriotes luttant dans le camp des Alliés des droits identiques à ceux de nos soldats, au port de leurs décorations, aux pensions des invalides, des orphelins et des veuves, leur assurant la considération due à tous les braves, quelle qu'eût été politiquement leur couleur.

Nous bâtissions notre œuvre future dans un esprit de fraternité. C'était normal. Il n'y a pas un homme d'Etat qui puisse baser un grand travail sur la haine. La haine est un complexe d'infériorité, le réflexe de l'homme qui doute de son pouvoir de conviction. Si le responsable d'un pays y recourt, il n'est plus qu'un politicien déporté par ses passions et par la peur. On travaille par amour de son peuple et avec l'amour de son peuple. Jamais nous n'avons connu d'autre loi dans notre action, du premier au dernier jour du Rexisme.

Q. — *Pourtant il y eut bon nombre de crimes de guerre perpétrés en Belgique. Comment les jugez-vous ?*

R. — Pendant la guerre un nombre considérable de crimes ont été commis contre des civils sur le territoire belge, comme en France, en Italie, en Hollande et partout ailleurs.

La question, la vraie question est de savoir qui a commencé ? dans quelles circonstances ? comment les massacres se sont-ils développés ?

Personnellement, je viens de vous le dire, j'ai toujours été l'adver-

saire de la violence, et ça se sait. J'eusse pu prendre le pouvoir avec l'appui d'une importante force armée en 1936, et je m'y suis refusé. L'emploi de la force, en politique, n'a jamais représenté pour moi qu'un recours in extremis, si vraiment le salut du peuple, mis en danger extrême, le réclamait, donnant ainsi à ce recours un caractère de légitimité.

Q. — *En août 1940, après les sévices innommables que vous aviez subis, n'étiez-vous pas animé par des envies de vengeance ?*

R. — Lorsque je suis revenu de mes prisons en 1940, après tout ce que j'avais souffert, et si injustement, j'eusse pu, quand même, me révolter et dire : Ces salauds-là, ils me le paieront !

Eh bien ! est-ce que je me suis vengé ? Sur qui ? Sur personne ! Un vrai chef pardonne. Un vrai chef conquiert ses adversaires à force de générosité. Le plus abîmé des hommes est presque toujours récupérable.

En y mettant du cœur, souvent on le transforme. A plus forte raison, celui qui ne s'est opposé à vous que parce qu'une conviction différente de la vôtre l'y incitait.

J'ai toujours rêvé de transformer l'homme à force de l'aimer. C'est ingénu ? Peut-être bien. Mais j'y crois. Je préfère me tromper en aimant que de m'imposer en haïssant.

Jusqu'à mon départ en Russie, le 8 août 1941, personne, absolument personne en Belgique, n'a subi le moindre désagrément à cause de mes activités politiques ou des souffrances que j'avais subies au long du calvaire de mes vingt et une prisons. A qui ai-je écrasé le bout d'un orteil ? Qui, parmi mes pires ennemis, peut m'accuser de m'être vengé ?

Q. — *Et après votre départ pour le front russe ?*

R. — Alors, la situation devint autre.

Nous étions à peine à l'entraînement à la frontière polonaise qu'un premier assassinat se déclenchait au pays, celui d'un notaire de Tournai qui avait — unique crime ! — assisté à la gare du Nord à Bruxelles le 8 août 1941 au départ de notre Légion pour le front de l'Est. Abattu par qui ? Par des tueurs communistes.

Pour ceux-ci, dès l'instant où nous étions partis au combat contre les Soviets, nous étions devenus l'ennemi à massacrer. La capitale de leur pays, ce n'était pas Bruxelles, ni Paris, ni Amsterdam, c'était Moscou. Ces mêmes communistes qui avaient été anti-hitlériens avant juillet 1939, pro-hitlériens acharnés en 1940, redevenaient brusquement antihitlériens le 22 juin 1941. Pendant trois ans, ils allaient, pour épauler Staline, se vouer méthodiquement à l'assassinat de leurs compatriotes, qui, en fait, n'étaient leurs compatriotes en rien du tout, car la patrie des communistes était ailleurs.

Des milliers d'habitants paisibles, du Danemark et de la Hollande, de la Belgique, de la France, de l'Italie, se firent assassiner parce qu'ils avaient cru de leur devoir de s'opposer à la domination de l'Europe par le Communisme, ou même simplement parce que des membres de leur famille professaient cette conviction.

Les tueurs moscoutaires s'abattirent avant tout sur les familles de nos soldats, proie immédiate, virtuellement sans défense. Ce fut une succession d'assassinats de plus en plus horribles : on tuait les femmes, on tuait les gosses, on tuait les vieux parents, pour frapper en plein cœur nos soldats du Front de l'Est. Pendant deux ans, nos familles ont connu, sans réagir, des centaines de ces tragédies. Près de mille de nos gens ont été massacrés de façon effroyable.

Q. — *Il n'y avait pas que des communistes impliqués dans ces attentats !*

R. — Je le sais. Un certain nombre de « Résistants » ne furent pas des tueurs à la manière soviétique. Il y eut aussi des résistants patriotes, aux œillères étroites, qui n'avaient rien compris à notre conception politique de l'avenir, nationale et supra-nationale.

Ces tenants d'un patriotisme au pistolet étaient toutefois beaucoup moins nombreux que leurs puissants alliés provisoires, les tueurs moscoutaires, véritables éléments-choc de la Résistance, troupes intérieures d'une URSS qui se préparait depuis longtemps à domestiquer la vieille Europe et entendait liquider préalablement sur son chemin tout ce qui était national.

La Pologne en avait fait, la première, l'expérience à Katyn (4).

Avec le même sang-froid implacable, lorsque les résistants nationalistes polonais se soulèveraient en août 1944, Staline, arrivé à la Vistule, fit à l'instant même stopper ses troupes, laissant pendant deux mois toute facilité à l'armée allemande pour réduire et

(4) Où, en 1943, furent découverts 4 500 cadavres d'officiers polonais. Comme le dit pudiquement le *Larousse en couleurs* (3 volumes) au tome II, page 688 : « Une enquête menée par une commission américaine (1953) attribua ces massacres à la police politique soviétique ».

éliminer ces résistants de droite que le Communisme jugeait à l'avance encombrants.

De la même façon, c'est pour aider Staline que ses agents belges et français — véritable armée soviétique de l'extérieur — tuaient tout ce qui, après la guerre, eût pu leur faire concurrence.

Combien de résistants de droite se sont mordus les doigts après 1945, bernés par ces avant-gardes de l'URSS dont ils furent momentément les complices...

Q. — *Il n'en reste pas moins que les Rexistes ont exercé en Belgique des représailles pour venger certains attentats dont les leurs avaient été victimes ?*

R. — Pendant que j'étais au front russe, nos gens avaient conservé, dans l'ensemble, le contrôle de leurs nerfs. C'est seulement au bout de deux affreuses années de terreur que quelques ripostes isolées se produisirent. Faibles, d'ailleurs. Et c'est facile à comprendre : les gens de notre bord étaient en général des gens modérés. Rien ne les prédisposait psychologiquement à des actions violentes. Ces quelques réactions violentes demeurèrent locales, malhabiles : 5 %, ou moins, des quelque mille assassinats dont nos amis et nos familles furent les victimes.

Le crime de guerre le plus retentissant de la Résistance en Belgique fut, incontestablement, l'assassinat du dirigeant rexiste Englebin, bourgmestre de Charleroi, abattu à Courcelles en juillet 1944 avec sa femme et son gamin. Assassinat qui succédait à l'assassinat du précédent bourgmestre, l'ex-député Teughels, un héros de la Première Guerre mondiale. Cent cinq autres Rexistes avaient été, en quelques mois, abattus dans cette région.

C'est alors, après ce fleuve de sang, que certains de nos amis, à bout d'angoisse, ne purent plus contenir leur douleur. Ils arrivèrent sur les lieux du dernier attentat, du triple attentat, rassemblèrent ceux-là qu'ils considéraient comme les principaux responsables moraux de cette tuerie et les exécutèrent.

Fatale riposte ! Tous ceux qui y avaient participé furent — troisième massacre — fusillés d'une balle dans le dos, dans ce même Charleroi, après 1945.

Q. — *Votre frère Edouard a été assassiné. Comment cet attentat s'est-il déroulé ? Quelles ont été vos réactions ?*

R. — Dans ma famille, nous nous aimions tous tendrement. Nous ne faisions qu'un bloc. Pour me frapper, parce que j'étais combattant antisoviétique du Front de l'Est, on vint — comme on l'a fait pour tant de nos familles — assassiner mon frère Edouard, paisible pharmacien de notre petite ville natale de Bouillon. Tous savaient parfaitement qu'il n'avait pas eu la moindre activité politique durant toute la guerre. Il fut tué le 8 juillet 1944 de cinq balles dans le dos et dans la tête, à deux mètres de ses deux petites filles. Nous étions tellement les protégés des Allemands que nul de ceux-ci — leur premier poste était à vingt kilomètres de Bouillon — n'apparut pour s'occuper du corps qu'il fallut ramener au domicile de mes parents sur une brouette...

Ce jour-là, je parlais à des ouvriers belges dans une usine de Thuringe. C'est là que j'appris la nouvelle par la radio.

Fendant l'Europe en auto, à toute vitesse, j'arrivai en quarante-huit heures à Bouillon. Pourquoi ? Pour embrasser le corps de mon frère et pour consoler mes malheureux parents. L'après-midi, je repartais avec eux. Jamais plus je ne reverrais le logis si cher de mon enfance. Après la guerre, on détruirait pierre par pierre notre maison. Elle aussi était un témoin gênant !

Q. — *Cet assassinat n'a-t-il pas entraîné des prises d'otages ?*

R. — Plusieurs heures après l'assassinat, quelques policiers allemands s'étaient amenés de Neufchâteau, sans que même ma famille eût été informée de leur venue. Ils avaient arrêté — comme dans tous les pays en guerre on le fait en de tels cas — une cinquantaine d'otages. Ces otages couraient de grands risques car c'est Hitler lui-même, paraît-il, qui avait ordonné leur arrestation. On annonçait déjà leur exécution imminente.

Q. — *Vous en avez été informé ?*

R. — Quelques jours après le drame, ma mère, malgré sa douleur, me supplia d'intervenir pour sauver de la mort ces otages incarcérés. Craintive, elle m'écrivit pour me le demander, elle, la première des victimes, alors que je l'avais ramenée à Bruxelles sous mon toit. Elle m'avait attendu près du grand escalier pour me tendre sa lettre.

Franchement, je ne me sentais pas porté à des libérations prématurées, à la suite d'une poussée de nobles sentiments, alors hors de propos. Certains de ces otages pouvaient parfaitement avoir été des complices du crime. En outre, ces arrestations, répondant

à un assassinat particulièrement odieux, pouvaient rendre prudents d'autres criminels politiques, prêts à tuer à leur tour.

Mais ma mère était là avec sa supplique. En larmes, elle me demanda d'aller chez le général von Falkenhausen afin que soit envoyé d'urgence à Hitler un message demandant la grâce des incarcérés. Je le fis donc. La grâce de trente de ces otages me fut apportée au bout de quelques heures par le bras droit de Falkenhausen, le major Bauman.

Ma mère me supplia d'intervenir une deuxième fois pour obtenir la grâce des autres. Laisser tomber, en libérant la totalité des otages, toute possibilité sérieuse d'enquêter sur le crime, en assurer l'impunité, ne pouvait, je l'ai dit, qu'exciter davantage à la réalisation de nouveaux forfaits. Je le sentais bien. Le raisonnable eût été de ne pas faiblir, ou au moins d'attendre. Mais à une mère, on ne dit pas non. Je repris donc mon offensive. Je mis le Grand Quartier général du Führer en révolution avec mes télégrammes. J'obtins finalement de Hitler la grâce de tous les prisonniers.

C'est ainsi qu'une femme au cœur poignardé avait répondu à la haine : les otages de Bouillon ont été sauvés grâce à elle. Les Allemands les firent ramener de Liège à Huy, la ville la plus proche, où pourrait les atteindre l'offensive des Alliés. Dès septembre 1944, ils étaient de retour dans leurs familles.

Nous en avons été ignoblement remerciés.

Q. — *Que voulez-vous dire ?*

R. — On poussa l'ignominie après 1945 jusqu'à nier cette intervention, se gardant bien de publier les documents allemands existants dans les archives intactes du IIIe Reich, qui auraient apporté au public les preuves indiscutables des démarches que me fit faire ma mère, et de leur succès.

Par contre, pour escamoter cette intervention, on s'acharnerait à faire état d'un appel que j'étais censé avoir envoyé à Himmler pour exiger des sanctions. C'était radicalement faux. Jamais je n'ai envoyé, ni n'ai remis pour envoi, à qui que ce soit, un tel message, ni n'en ai rédigé ou fait rédiger une seule ligne, pas plus en langue française qu'en langue allemande. Qu'un Allemand ou l'autre, pour se donner de l'importance, m'ait prêté une telle intention, c'était son affaire. Mais j'ignorais tout, en tout cas, pendant toute la guerre, d'une telle communication.

C'est pourtant sur cet appel inconnu de moi qu'on allait, bien après, s'appuyer pour m'endosser l'exécution de quatre fusillés, survenue le 21 juillet 1944 près de Bouillon.

J'avais, paraît-il, inscrit les noms de ces quatre personnes sur un bout de papier ! Les descriptions que l'on a faites de cette annotation étaient aussi contradictoires qu'abracadabrantes. On n'a jamais présenté nulle part, bien sûr, ce papier fantomatique pour la bonne raison qu'il n'a jamais existé. De ces quatre morts, je ne savais, d'ailleurs, strictement rien à l'époque. Vingt ans avaient passé depuis mon départ de la région. Je n'avais plus la moindre idée d'eux, ne savais même plus s'ils vivaient toujours. J'ignorais davantage encore le sobriquet dont leurs voisins les affublaient.

Q. — *Quelle est votre version des faits ? Ces gens ont bel et bien été exécutés.*

R. — Incarcérés, paraît-il, pour complicité possible avec les maquis, ces quatre prisonniers avaient-ils essayé de s'enfuir après avoir proposé aux Allemands — comme ceux-ci l'ont affirmé — de les conduire près de Bouillon à un endroit de passage obligé des commandos de la Résistance ?...

Ou ont-ils été victimes d'un règlement de comptes sommaire ?

Tout est resté très confus. Les Allemands qui les avaient abattus prirent l'iniative de venir eux-mêmes annoncer aux autorités bouillonnaises et à la gendarmerie locale la mort de ces détenus. Démarche étonnante, si ces Allemands étaient dans leurs torts ! Ils eussent pu parfaitement se défiler sans qu'on se doutât de leur identité. Alors, pourquoi se découvrirent-ils sans prendre la moindre précaution ?... Ils périrent après 1945 pour s'être ainsi présentés à découvert.

Q. — *Après-guerre, y a-t-il eu enquête officielle sur ces faits ?*

R. — Des enquêtes ont été menées sur place par des historiens peu portés à me ménager. Pas un seul habitant de l'endroit ne s'est risqué à reprendre à son compte une accusation à ma charge. Les dossiers constitués en vue de la délivrance de pensions aux familiers des quatre victimes contenaient, de toute évidence, les déclarations et les précisions qui eussent permis de cerner le déroulement des faits. C'est là qu'il eût fallu chercher si l'on eut voulu connaître la vérité. Or, depuis plus de trente ans, ces dossiers sont restés rigoureusement inaccessibles. S'ils avaient contenu contre moi le moindre indice de culpabilité, croit-on qu'on les eût maintenus sous le boisseau ?

Ces accusations me concernant étaient tellement aberrantes que

le Conseil de Guerre qui eut à juger de l'affaire les a considérées comme nulles et non avenues. Il s'est bien gardé de me mêler à ces poursuites, alors qu'il faisait fusiller impitoyablement les prévenus allemands. Dieu sait pourtant si, dans la folie haineuse d'alors, on eût sauté sur n'importe quel prétexte judiciaire pour me faire endosser une responsabilité quelconque dans l'affaire. Je n'étais même pas en Belgique, mais à Paris, le 21 juillet 1944, au moment de ce drame.

Déformation inouïe des faits : c'est mon frère qu'on a assassiné, et c'est moi seul qui, après la guerre, ai été dénoncé comme assassin ! Les vrais assassins, ceux de mon frère Edouard, on se garda bien d'en jamais parler ! Qui étaient-ils ? On n'a même pas cherché à le savoir. On a tout juste utilisé ce crime pour le retourner contre moi ! C'est moi qui dois, finalement, me défendre !

Q. — *Votre mère n'a-t-elle pas, elle aussi, connu un sort tragique ?*

R. — Moins d'un an après l'assassinat de mon frère, la guerre avait pris fin. On se jeta alors sur ma malheureuse mère, malgré ses soixante-dix-sept ans. Elle non plus n'avait jamais été mêlée un seul jour à une activité politique quelconque. Son seul crime était de m'avoir donné la vie. On la traîna dans les pires cachots. On l'avait jetée dans la même cellule qu'un groupe de prostituées se livrant devant elle aux pires dépravations d'érotisme. Pendant deux ans, elle ne verrait jamais un juge. Elle mourrait pour crime de maternité, entre deux gendarmes armés qui ne quittaient pas de l'œil la porte de la chambre d'hôpital où on l'avait expédiée en état pré-agonique.

Mon père, septuagénaire, avait été incarcéré lui aussi. Lorsqu'il apprit que ma mère était morte et que son existence n'avait plus désormais aucun sens, il cessa de lutter et succomba dans son cachot trois mois plus tard, sans la présence de personne, sans un mot de réconfort, sans même qu'on eût admis à son grabat d'agonie un seul de ses enfants emprisonnés. Son cadavre fut retrouvé nu, dans un souterrain de la prison.

Ains se vengea la démocratie belge.

Q. — *Et le reste de votre famille ?*

R. — Ce fut la même répression barbare. Ma femme, mère de six enfants, passa six années dans les geôles des « vengeurs ». Nul

n'échappa : ni mes fillettes, ni mes sœurs, ni les membres les plus lointains de ma famille. On alla jusqu'à arrêter le vieux père — dont j'ignorais tout — d'un de mes beaux-frères. Le malheureux mourrait, lui aussi, en prison.

« La liberté — eut l'audace d'affirmer André Malraux, ministre du général de Gaulle — existe pour et par ceux qui l'ont conquise. »

Aux autres, la démocratie triomphante n'accordait que le poteau ou les cachots.

Dans son ouvrage *La Belgique à l'heure allemande*, le grand historien français, Jacques de Launay, a écrit, avec une honnêteté rare dans sa corporation : « La façon dont on traita la famille de Degrelle fut ignoble. »

Q. — *La férocité de cette répression fut-elle voulue par le gouvernement belge de Londres ?*

R. — Lui ? Si froussard en 1940, si servile ensuite chez les Anglais, il se rua dès son retour à Bruxelles, en septembre 1944, dans un effarant sadisme. Il alla jusqu'à convier, par voie d'affiches, la population belge à moucharder ses compatriotes ! Il y eut, à la suite de cet appel public du ministre de l'Intérieur, plus de trois millions de dénonciations ! C'est-à-dire que presque une moitié des Belges dénonça l'autre moitié des Belges.

Tout serait admis, aussi bien les racontars de l'épicier du coin, qui voulait envoyer en taule son concurrent, que les inventions de l'épouse à la cuisse légère, qui désirait se libérer de son mari !

Conséquences de cette folie dénonciatrice : des centaines de milliers de dossiers à charge furent ouverts ! Cent mille années de prison dégringolèrent sur l'échine des suspects. Des centaines d'accusés furent fusillés, dans le dos généralement.

La veille de l'exécution à Charleroi de vingt-huit condamnés, on avait cousu un disque rouge dans le dos du veston des futures victimes, afin de fournir des cibles faciles aux fusilleurs !

Ceux qui allaient être abattus le lendemain durent passer leurs dernières heures, dans l'enceinte cellulaire, à contempler, hagards, cette grosse marque macabre, couleur de sang, sous les épaules de leurs compagnons d'infortune.

A part celle des Soviets, la répression belge, on l'a dit assez, fut la plus féroce de toute l'Europe.

Et, dans un cas comme le mien, elle dure encore.

CHAPITRE XXXIV

LE TEMPS DU BOURRAGE DE CRANES

Les crimes de guerre inventés — La fusillade de Bande — Les responsables : un Suisse et des Alsaciens — L'assassinat du bourgmestre Pètre — Le coupable était un Flamand — Les reportages truqués ou inventés — Les tripotages des télévisions — Degrelle, nouveau Lucifer — La presse — La télévision — Les pellicules en boîtes.

Q. — *Pendant que les vôtres croupissaient ou mouraient dans les cachots, votre sort personnel était relativement plus enviable ?*

R. — Les accusations les plus inouïes me furent jetées à la figure comme des lingots de plomb. N'importe quoi, pourvu que cela fît mal ! Un journal belge comme *La Cité chrétienne* — chrétienne ! — y alla de toute sa première page, tout au long d'une semaine, en 1945, pour me charger des forfaits les plus épouvantables. Relire aujourd'hui ces textes délirants est presque comique !

Entre-temps, à Madrid, le général Franco se faisait bombarder de rapports accusateurs tous destinés à m'écraser. Ils tombaient comme des obus dans les jardins de l'honnête Caudillo.

On lui détacha même un émissaire belge de choix, un super-millionnaire de tripots, nommé Marquet, qui, fortune faite, était entré en politique. Il était d'autant plus acharné à ma perte qu'il avait encore le derrière brûlant des coups de botte que je lui avais décochés lorsque je l'avais, en 1936, défenestré de son siège de sénateur « pourri ».

Franco avait été impressionné par les dires du bonhomme alors propriétaire du « Ritz » et du « Palace », les deux plus importants hôtels de Madrid. Il appela à son palais son beau-frère et ancien ministre des Affaires étrangères, Ramon Serrano Suñer :

« Ramon, écoute ! Léon Degrelle, affirme Marquet, est un criminel de guerre ! »

Franco m'avait reçu chez lui pendant la guerre d'Espagne, en janvier 1939, avec beaucoup d'amitié. Il ne savait plus au juste s'il devait encore me protéger ou m'envoyer à Bruxelles expier mes forfaits.

Le gouvernement belge s'était même adressé à l'ONU pour que celle-ci exigeât de l'Espagne qu'elle me livrât, non pour que je sois jugé, — cela à aucun prix ! — mais pour que je sois fusillé. Aussitôt j'avais écrit, de ma chambre d'hôpital, à l'ONU pour offrir de me faire transporter à New York afin de m'y mettre à son entière disposition.

Que le tribunal de Nuremberg ne fût pas un simple épisode, mais qu'il devînt un instrument constant d'examen — et, si culpabilité il y avait, de répression — des crimes de guerre, quels qu'ils fussent, où qu'ils eussent été perpétrés, j'en eusse été enchanté.

Pour aider à la stabilisation de cette procédure, je me déclarai prêt à comparaître immédiatement devant l'aréopage officiel qui serait établi — ou confirmé — à cette fin.

Le ministre belge Spaak était alors secrétaire général de l'ONU. Il veillait au grain. Jamais je ne reçus une ligne de réponse.

Q. — *Parmi les motifs d'extradition, on avait inscrit une fusillade exécutée dans un village de Belgique lors de l'offensive des Ardennes de décembre 1944.*

R. — Je ne voudrais pas importuner vos téléspectateurs avec des considérations personnelles. C'est l'histoire d'un temps qui les intéresse, le déroulement d'une grande entreprise — l'Europe — et non les vicissitudes d'un être isolé.

Ce que j'ai dû connaître et souffrir après la Deuxième Guerre mondiale ne vaut que si sa description et son analyse apportent des lumières sur une époque. Si j'ai été traqué avec une haine si sauvage, si des milliers d'autres l'ont été comme moi, mon récit, leurs récits, peuvent aider à la compréhension de notre temps. Psychologiquement, cette chasse à l'homme, après la Seconde Guerre mondiale, restera un point de repère pour les historiens. Comment a-t-on pu haïr ainsi, persécuter ainsi, se diront les garçons ou les filles de l'an 2 000 ?...

En 1945, un mécanisme s'est détraqué dans la sensibilité humaine. Je voudrais que les précisions que vous me demandez soient simplement un témoignage du bouleversement qui abattit alors, chez des millions d'hommes, le sens du respect dû aux convictions des autres et à leur idéalisme.

On piétina les vaincus. On les traîna dans la boue. On inventa les pires infamies pour les écraser non seulement politiquement mais moralement, sans même se rendre compte que les vainqueurs, en souillant le vaincu, se souillaient eux-mêmes.

Tout ce que je pourrai vous dire sur les persécutions que j'ai personnellement subies dans l'après-guerre ne vaudra que placé dans cet éclairage historique.

J'en viens donc à cette fusillade de Bande.

Bande était un petit village perdu dans les bruyères de l'Ardenne. Dès le début de 1945 la presse avait crié à tue-tête que j'y avais fait fusiller un lot de civils — vingt-huit, je crois — au commencement de l'offensive Von Rundstedt. Un formidable tapage aussitôt se déchaîna. Il fut tel que la Commission des Crimes de Guerre elle-même prit en charge cette affaire de Bande et alla mener une longue enquête sur le terrain.

Le constat officiel fut formel : les soldats qui avaient procédé dans cette localité à d'indéniables exécutions étaient tous des membres de la Wehrmacht. Pas même de la SS. Ils avaient cru, à tort ou à raison, avoir affaire à des membres du maquis. Les Allemands responsables n'étaient même pas des militaires du vieux Reich, mais des Alsaciens, français donc, commandés par un Suisse ! C'étaient des policiers chargés d'opérations de protection à travers les régions où, lors de la retraite toute récente de septembre 1944, de nombreux guets-apens avaient été tendus aux soldats allemands. A un village appelé Rendeux-Bas, entre autres, selon les récits de la presse belge d'alors, soixante et un blessés allemands des armées en retraite avaient été assassinés.

En Ardenne belge, on ne parle que le français. Ces Alsaciens et ce Suisse au service des Allemands connaissaient cette langue. D'où leur choix. D'où leur présence à Bande. D'où aussi la fusillade sommaire à laquelle ils avaient procédé.

La Commission des Crimes de Guerre, une fois sa religion faite, publia chez l'éditeur Thone de Liège, en 1946, les résultats de son enquête dans un petit ouvrage officiel. Pas l'ombre d'une accusation, ou simplement d'une suspicion, n'était retenue contre moi. Mon nom n'était même pas cité.

Comment d'ailleurs eût-il pu être évoqué ? Ni moi, ni un seul de mes soldats n'étaient alors à Bande, pas plus que dans les

Ardennes, où nous ne sommes entrés, à quelques-uns, que plus tard, le soir du 25 décembre 1944. Les jours qui avaient précédé la fusillade de Bande, je me trouvais à Vienne, non pas incognito mais publiquement, comme orateur. J'y avais donné un meeting international. Le compte rendu s'était étalé sur plusieurs colonnes dans tous les organes de presse. Il eût suffi de consulter, d'un simple coup d'œil, la première page des journaux allemands de cette semaine-là pour s'épargner cette accusation incongrue.

De toute manière, l'enquête de la Commission des Crimes de Guerre y avait mis fin de manière radicale. Ce constat prononcé, l'accusation eût donc dû être mise définitivement au rancart. Tout se passa comme si le verdict de la Commision n'avait jamais été prononcé ! La brochure me blanchissant totalement, publiée par la plus haute autorité en la matière, resta virtuellement inconnue de quatre-vingt-dix-neuf pour cent des Belges. On la chercherait en vain dans les bibliothèques publiques. A la bibliothèque du Sénat belge, elle fut mise sous clef, et il est toujours impossible, aujourd'hui, à un chercheur de la consulter. Pas un seul journal belge ne publia dix lignes de ce rapport de la Commission des Crimes de Guerre.

L'étouffoir ! L'enterrement !

Q. — *On vous a également impliqué dans d'autres affaires criminelles.*

R. — On me rendit aussi responsable d'un second crime de guerre ! de l'assassinat du bourgmestre d'une commune de la banlieue de Bruxelles, tué la dernière nuit de 1942. Ce mort s'appelait Pètre. Cette nuit-là, précisément, — je n'étais pas jeune pour rien —, j'avais dansé jusqu'à l'aube chez un fabricant de spéculos. Nous avions, à neuf heures du matin, dégusté les croissants du Nouvel An, ravis mais fourbus par ces dizaines de kilomètres de fox-trot et de tango. Durant ces heures de détente, le Pètre en question, de toute évidence, ne nous avait pas spécialement préoccupés ! En fait, je n'avais jamais vu ce bourgmestre de toute ma vie. Je ne savais pas ce qu'il faisait, ni où il vivait. Mais, là aussi, l'assassin c'était moi ! La nouvelle fit la une dans les journaux après la guerre. Elle fut communiquée à toutes les chancelleries. Dans les débats parlementaires belges, les forts en gueule des partis la crièrent pendant des mois, avec une éloquence à fendre en deux le chêne le plus robuste.

Et après ? Après, deux ans après, on découvrit les responsables. C'étaient des nationalistes flamands. Lors de leur procès, le Parquet

reconnut sans détour que je n'avais été mêlé strictement en rien à la liquidation de ce pauvre Pètre.

Réaction de la presse ? Faire part au public de cela ? Nenni. Les Belges ont continué pendant des années à m'attacher aux mollets cette poêle à frire, retentissante comme une clique de pompiers.

Q. — *Et les juifs ?*

R. — Là encore mon cas a été le cas de beaucoup d'autres qui se sont vus accuser sans preuve quelconque de mille méfaits anti-juifs. Pendant des dizaines d'années, ce fut la toute grande mode. Je connais donc la chanson. On a même un jour fixé un chiffre : des juifs, j'en avais fait tuer deux millions !

C'est très biblique. Dans la Bible, en effet, en manipulant simplement une mâchoire d'âne, Samson avait exterminé d'un seul coup sept mille importuns. En une nuit, l'ange de Yahvé avait prestement liquidé 185 000 Philistins. Les ennemis abattus au combat, en Samarie et à Hébron, par les Israélites, avaient atteint le million ! Les fils d'Ammon avaient mené à la bataille 32 000 chars (onze fois plus que Hitler en 1940 !). Quant aux quatre ou cinq cents animaux sacrifiés par Salomon au Temple de Jérusalem, ils s'étaient miraculeusement convertis en 22 000 bœufs et 120 000 moutons ! Les mathématiciens juifs des « Six Millions » avaient été à bonne école.

Dans mon cas, il n'y eut ni deux millions de juifs molestés, ni deux cents, ni un seul. Zéro, absolument zéro. Jamais je n'ai touché à un poil de quelque Israélite que ce fût, en Belgique ou hors de Belgique. Cela étant, si de tels mensonges ont pu être ainsi inventés dans mon cas personnel au sujet des juifs, que doit-on croire exactement des mille autres histoires claironnées à travers l'univers ?

Q. — *Vous recevez souvent la visite d'envoyés spéciaux de la presse, de la radio, de la télévision. Les reportages qu'ils diffusent ensuite sont-ils objectifs, rapportent-ils honnêtement vos déclarations ou sont-ils censurés, voire déformés ?*

R. — Des centaines de reporters m'ont assailli dans mon exil. Beaucoup de ceux-ci ignorent tout de tout. Ils n'ont jamais lu quatre lignes sur le sujet qui est censé les intéresser. Ils sont parfois d'une naïveté désarmante. A la fille d'un des gros bonzes de la télévision luxembourgeoise qui avait voulu accompagner à

Madrid la troupe de chevelus montant à l'assaut de mon intimité, j'avais demandé, assez surpris par sa présence : « Mais, mademoiselle, pourquoi avez-vous tenu à venir personnellement ? » Elle eut cette réponse admirable : « On m'avait dit que vous étiez Lucifer ! »

Elle n'en revenait pas que je ne brandisse pas à la main un trident brûlant. Au début, elle en fut déçue. Elle m'embrassa pour finir. Visiblement, je ne sentais plus le soufre.

Chaque fois le résultat est le même. L'interview est enterrée ou est truquée. Si le film pour la télévision m'est favorable, il ne sort pas. Si, vu les frais, on doit absolument faire passer quelque chose, on pique alors, dans les dix ou quinze heures de déclarations filmées, dix ou quinze minutes, évidemment les moins compromettantes. On les coupe, on rabiboche des morceaux, on vous fait même parfois, grâce à des suppressions et à des reconstitutions, dire exactement le contraire de ce que vous aviez expliqué.

Ça ne suffit pas. A toutes fins utiles, on vous colle aux talons, dans les studios d'adaptation, un lot d'aboyeurs, chargés, dès que vous aurez prononcé quelques mots, de vous traiter de menteur et de mythomane, ou de sortir n'importe quel vague papier dont on compte bien qu'il démolira votre tirade. Ce document, allemand de préférence et presque toujours dérisoire, on eût pu au moins — ne fût-ce que par simple honnêteté — vous le présenter avant le débat, pour que vous apportiez vos explications. Mais non, on le réserve prudemment pour vous assener un coup de gourdin sur la nuque lors de l'émission. Absent, vous ne pourrez plus rien répliquer.

Devant tous les tribunaux du monde, c'est l'accusé qui a la parole le dernier. A la télévision, c'est l'aboyeur. Après lui, le rideau tombe et vous êtes refait.

Certains, tout de même, montent parfois un reportage à peu près correct. Alors, c'est simple, il ne passe pas, il reste dans les boîtes.

Un exemple précis : après en avoir été prié, par écrit, en 1966, par le directeur de la Télévision belge de langue française, j'avais reçu une de ses équipes. J'étais assez étonné. Je me suis dit : « C'est plutôt bizarre ; est-ce qu'enfin on donnerait aux Belges la possibilité de m'entendre et de juger ? » Ces télé-reporters étaient de bonne foi, je le reconnais, mais ils ne m'étaient personnellement favorables en rien. La principale animatrice était même la nièce du député communiste Brunfaut. Ils firent leur boulot avec décence. Résultat : quand les censeurs virent que je ne m'en étais pas sorti trop mal, la série — quatre heures ! — tomba instantanément dans les oubliettes.

Aurez-vous plus de chance, vous, M. Charlier, qui avez été envoyé chez moi par la Télévision française ?
Je me permets d'en douter.

Q. — *Pourquoi en douteriez-vous ?*

R. — Pour moi, la mise à l'index de votre émission a été filmée en même temps que votre pellicule.
Vous avez reçu des autorisations officielles, décisives, avant de venir m'interroger ?... Je n'en doute pas, puisque vous me les avez montrées. Mais je ne doute pas non plus qu'elles seront reniées. Vous le verrez. Jamais le bout de mon nez n'apparaîtra sur vos écrans. Le public n'a pas le droit de savoir. Il n'a droit qu'à la prolongation de dizaines d'années de mensonges. Il ne m'entendra pas. Il ne me verra pas.
Si les foules prenaient connaissance de nos arguments, l'affaire, pour les farceurs et les escrocs de 1945, pourrait se gâter.
Vous êtes très gentils, vous et toute votre équipe, l'œil collé à chacun de vos appareils, manipulant, très affairés, des hectomètres de films. Ceux-ci finiront comme tous les autres : dans des boîtes ! Malgré les millions dépensés !
C'est la loi. On a fabriqué en 1945 une fausse vérité. Défense à tous d'y toucher !

CHAPITRE XXXV

LES MILLIONS EN EXIL

Les livres sterling de Degrelle — L'argent et l'homme politique — Les deux derniers millions — Le compte en Suisse — Pas un sou en amerrissant en Espagne — Dix pesetas pour teindre un pantalon — L'offre de collaboration de M. Van Zeeland — Degrelle créateur de biens en Espagne — Métallurgie et textiles — « L'argent, je m'en fiche » — Défi aux ratés.

Q. — *Echappant en mai 1945 aux troupes soviétiques et à la répression belge, vous êtes arrivé en Espagne. Certains ont dit ou écrit que vous transportiez avec vous une vraie fortune ?*

R. — Le grand public n'a jamais connu que des politiciens tripoteurs ou, pour le moins, collés comme des ventouses à leurs intérêts personnels. Le fait qu'un homme ait consacré sa vie, dans un désintéressement total, à son pays et à son peuple, lui paraît proprement incroyable. D'où le succès des bobards concernant mes ressources lors de mon arrivée en Espagne.
J'ai encore lu, il y a peu, des ragots de ce tonneau dans un bouquin intitulé *Degrelle*, publié à Bruxelles chez l'éditeur De Meyere, bâclé par un hobereau fransquillon-flamand, aujourd'hui très tassé sous le fardeau des ans, et qui fut jadis à mes gages. Il s'appelle Charles d'Ydewalle. Dans son demi-gâtisme, il raconte qu'aux dernières journées de la guerre, j'entassais dans des valises à Bruxelles des liasses de livres sterling.
Qui avait bien pu lui raconter cette histoire bouffonne ? D'abord,

à cette époque-là, j'étais au front ; ensuite, je n'ai pas possédé une seule livre sterling pendant toute la guerre. Mais la Belgique a été si réceptive après 1945 aux racontars les plus insanes sur ma vie et mon action, qu'un vieux farceur presque gâteux a pu publier froidement des inventions de ce calibre ! Pour ses lecteurs belges, c'est entendu, je suis parti matelassé de livres sterling, comme un Basile Zaharoff, le magnat du pétrole et des canons, ou comme un Aristote Onassis, le roi des pétroliers. Je n'ai eu qu'à vider mes valises en Espagne pour me retrouver millionnaire en arrivant !

Q. — *L'argent, pour vous, que représente-t-il ?*

R. — A dire le vrai, l'argent ne m'a jamais intéressé. Des dizaines de millions me sont passés sous le nez, ceux, notamment, que me prêta si amicalement Mussolini. Jamais je ne voulus même en prendre réception. C'est le comte Xavier de Grunne qui les recevait à son château de Wezembeeck-Ophem.

Pour moi, un homme politique qui cherche à entasser les billets n'est pas un homme politique. Que sont les satisfactions de l'argent à côté des joies surhumaines que donne la conquête des hommes ! Celui qui est sûr de son pouvoir de captation d'un peuple, comment pourrait-il prendre un intérêt quelconque à des questions de gros sous ? La volupté de posséder, pour le conquérant politique, est tout autre : c'est la captation de la foule, qu'il subjugue, qu'il éblouit, qu'il entraîne. Et qui, elle-même, le porte en avant dans une communion d'une puissance solaire. Face à cette domination, qu'est l'argent ? Un détail.

Un Mussolini, un Hitler, ayant manipulé des centaines de milliards, sont morts aussi pauvres qu'un bûcheron ou un terrassier.

Vous n'allez peut-être pas me croire, mais pendant toute ma vie politique en Belgique je n'ai jamais eu personnellement de compte en banque ! C'est facile à vérifier. Déposer cent mille francs à un guichet, ou les cacher sous une pile de draps de lit ne me serait pas venu à l'esprit, m'eût même paru plutôt loufoque. De beaux meubles, des tableaux inspirés, une longue maison paisible parmi les hêtres centenaires, ourlés par le flamboiement des tulipes, oui. Le conquérant a besoin de beauté pour nourrir sa force. Elle lui donne le souffle qui soulève sa pensée. Sinon, une existence rude, à petits frais, m'a toujours suffi parfaitement. Tout ce que mes écrits et mes meetings rapportaient, — et ils rapportèrent des sommes immenses — c'est le Mouvement rexiste qui le récoltait. Je ne me suis même jamais fait présenter un relevé de ces recettes.

Pendant la guerre, ma vie fut spécialement spartiate. Je n'ai connu que le rata du soldat. Je suis peut-être le seul combattant du front de l'Est qui n'ait pas reçu un seul colis pendant quatre années. Quant à l'argent que gagna ma presse en mon absence, il servit à payer à mes soldats des cigarettes et du chocolat, achetés au marché noir ou à la Résistance ! Mais oui, à la Résistance ! car celle-ci revendait, par quatre mille kilos à la fois, à des intermédiaires de la Waffen SS le café que lui parachutaient en France les aviateurs britanniques !

La dernière quinzaine de la guerre, j'ai couru rafler à mes bureaux de Berlin les deux millions de bénéfices qu'y avait faits notre quotidien *l'Avenir*, dont le tirage atteignait en Allemagne les cent mille exemplaires. Ces deux millions, je les ai donnés, jusqu'au dernier sou, à distribuer à la troupe. En vain d'ailleurs : je les avais confiés pour leur répartition, au moment final, au major Jacobs ; avant d'avoir pu effectuer la distribution, celui-ci se fit coffrer par une unité canadienne motorisée qui s'empressa de lui rafler le magot.

Je suis tombé du ciel dans la baie de Saint-Sébastien sans avoir un centime —ou un penny ! — dans ma poche. Je n'aurais pas pu me payer un sandwich si j'avais atterri sans me casser les os. L'hôpital militaire fut pour moi à la fois le lit de blessé et l'auberge.

Q. — *Une fois rétabli, vous vous êtes finalement évadé de cet hôpital. Pourquoi ? Et dans quelles circonstances ?*

R. — Dans ma chambrette de blessé à l'hôpital militaire de San Sebastian, j'étais au secret. Au bout de quinze mois, après que toutes mes offres de retour en Belgique eussent été repoussées, et mon expulsion théorique d'Espagne ordonnée, il m'a bien fallu déguerpir de cette bâtisse. Je ne possédais même pas de vêtements civils. J'étais tombé dans la mer en uniforme de la Waffen SS. Pour prendre le vert, j'avais absolument besoin d'au moins un pantalon qui ne fût pas de couleur feldgrau ! Or, je ne portais, en arrivant de Norvège, d'autre pantalon que celui de soldat du front anti-soviétique. Nous ne nous promenions pas à travers l'URSS avec une garde-robe !

Il me fallait donc faire teindre ce vieux pantalon hérétique. Pendant plusieurs semaines j'ai vendu à d'autres internés mes quelques cigarettes de blessé jusqu'à réunir les dix pesetas que la femme de charge de l'hôpital réclamait pour la teinture ! C'était le tarif le plus bas. La teinture, d'ailleurs, était tellement détestable que lorsque j'ai retiré ce pantalon historique, le soir de mon évasion,

j'avais des cuisses noires comme celles du maréchal Mobutu ! La teinture s'était plaquée sur ma peau comme une décalcomanie.

Q. — *Revenons-en à vos millions. On a ainsi beaucoup parlé des millions que vous auriez garés à temps en Suisse ?*

R. — Là encore, que de mirobolantes inventions !

J'avais, m'ont appris certains journaux belges, stocké des millions de francs en Suisse ! Je les avais garés là-bas avant la fin des hostilités. On me les avait réexpédiés en Espagne après 1945. D'où mon confort reluisant !

Pas plus que je ne possédais un franc dans une banque belge, je n'ai jamais possédé ni avant la guerre, ni pendant la guerre, un seul franc en Suisse. Ni directement, ni indirectement. Ni sous le couvert d'un ami.

Trente ans après, ce bobard des millions suisses se répète encore ! Et avec quelle assurance ! Mais jamais on n'a avancé l'ombre d'une explication ! Pourtant, si on était si bien au courant, on eût pu fournir facilement des précisions. Comment ces trafics de Suisse ou en Suisse s'étaient-ils opérés ? Par où ? Par qui ? Quand ? A combien s'élevaient-ils ? En quelles devises ? Par quel canal bancaire ?

Ayant tout inventé, les romanciers de presse ont toujours été dans l'impossibilité absolue de répondre à une seule de ces questions. La pratique du mensonge ne les dérange pas. Dans dix ans, il y aura encore certainement un quotidien ou l'autre à Bruxelles pour ressortir à nouveau cette invention.

Que faire ? Les journaux sont tabous. Tout droit de réponse que j'envoie file au panier. Pas un seul quotidien belge, pas une seule revue ne me laissa jamais riposter dans ses colonnes. Leur peur devient presque amusante. Je note l'aveu, non seulement de leur mauvaise foi, mais aussi de leur impuissance. Des hommes, ça ?

Ces mirifiques millions n'existèrent jamais, ni en Suisse, ni ailleurs ! Par contre, ce qui fut bien réel, et je puis vous le révéler aujourd'hui, ce sont les diverses tentatives qui furent faites durant la guerre, pour me récupérer dans le camp allié.

Ainsi, en 1942, à mon retour du Caucase, les Américains me firent proposer à Bruxelles par l'intermédiaire d'une belle-sœur de Jean Carton de Wiart, la marquise de Leyde, de venir rencontrer deux émissaires à eux à leur consulat général de Barcelone. Ils mettaient deux passeports à ma disposition à cet effet.

Peut-être imaginaient-ils refaire avec moi le coup du ralliement

de l'amiral Darlan à Alger lorsqu'ils désiraient si vivement vider de Gaulle des écuries londoniennes ? MM. Pierlot et Spaak se doutaient-ils jamais à l'époque que, dans leur dos, leurs grands alliés cherchaient à établir avec moi, à leurs dépens, une solution de rechange ?

Q. — *Votre situation présente a l'air assez florissante ?*

R. — C'est vrai. Une fois dégagé de mes servitudes politiques et libre de disposer de ma vie, je suis arrivé à posséder en exil quelques biens, un toit, et surtout ce qui m'est indispensable dans la vie : des œuvres d'art. Comment ? C'est simple : j'ai trimé. Pendant dix ans, j'avais offert gratuitement ma vie au peuple belge, j'avais lutté pour lui avec une énergie farouche comme chef de Rex sans jamais toucher un liard de traitement. Dans ma maison, nous vivions uniquement de mes écrits et de ressources familiales. Au front, jamais je n'avais voulu toucher ma solde. Durant toute ma vie politique de leader, j'avais veillé à ne jamais gagner, en tant que tel, le moindre argent, de quelque façon que ce fût. J'avais toujours vécu au mois le mois, strictement.

Q. — *Alors, d'où tirez-vous vos ressources en Espagne ?*

R. — Si toute ma vie d'avant 1945 a été donnée sans restrictions, sans compensations, à mon idéal, j'ai administré la preuve en exil que, si je l'avais voulu, j'aurais pu, dès ma jeunesse et par mon seul travail, acquérir des biens considérables. Pendant plusieurs années, coupé de presque tout le monde, perdu dans un bled de la Sierra Morena, à vingt kilomètres du premier village, je n'ai pu me servir que d'un vieux téléphone à moulinet pour mener mes premières opérations. C'était presque pittoresque. J'ai ensuite contribué à monter près du Guadalquivir une industrie métallurgique. J'ai réussi aussi d'excellentes opérations sur du coton d'Australie. Puis je suis devenu constructeur. J'ai fourni notamment un toit à cinquante ménages d'une base américaine.

Q. — *D'une base américaine ?*

R. — Mais oui. Et l'aventure ne manqua pas de piquant. Tous ces militaires américains voulaient se faire photographier à côté de ma veste et de mes décorations du front de l'Est. Ils assistèrent en rangs serrés au mariage de deux de mes filles, que je menai à l'autel,

toutes mes croix gammées au vent ! La presse horrifiée en a publié les photos.

J'ai fait en exil la démonstration qu'à l'encontre de tant de politiciens rapaces et inutiles, je pouvais, lorsque j'étais éloigné de la politique, être un heureux créateur de richesses. J'ai surtout pu édifier ou rassembler de la beauté. C'est elle qui m'a toujours passionné, par-dessus tout. L'argent, finalement, je m'en fiche. Ce qui m'intéresse, c'est qu'il serve à créer ou à trouver du beau, à dresser sur un fond de ciel altier ou dans un paysage harmonieux une construction qui embellisse la nature. C'est de posséder une œuvre d'art qui rappelle que, depuis des siècles, les hommes ont été possédés par la passion du Beau. C'est m'en pénétrer. Souvent je me relève, la nuit, pour prendre dans mes mains un bronze romain, rêver devant la tête en marbre pur d'une Vénus aux cheveux striés comme par les flots de la mer. Ou m'émouvoir devant une Pieta du XVe siècle peinte par un primitif flamand.

Il m'est absolument égal d'avoir un million dans ma poche ou dix francs. Je n'ai besoin de rien ni de personne.

Sans que je l'aie même cherché, la preuve a été ainsi publiquement administrée que lorsque je n'ai plus été un homme politique, j'ai gagné ce qu'il m'a plu de gagner.

Eh bien ! je voudrais voir ceux qui m'ont si souvent sali, je voudrais les voir face à un exil aussi dur que le mien, sans un sou au départ, souffrant encore de mes blessures, traqué de toutes parts, devant mener une vie impossible, obligé de filer sans cesse d'un refuge à l'autre, je voudrais les voir créer par leur seul effort ce que j'ai créé, dans un pays étranger, à force d'exprimer le jus de mes méninges et de travailler.

Là encore, les mensonges n'ont jamais visé qu'à démonétiser le vaincu. Ils ont raté leur coup. L'essentiel de mon œuvre n'a pu être escamoté. Pourquoi luttions-nous contre le communisme ? N'avons-nous pas été lucides avant tout le monde ? La vaste Europe que nous voulions créer ne représentait-elle pas l'ultime possibilité de salut de nos pays étriqués ?

CHAPITRE XXXVI

RAPTER DEGRELLE

Refus de laisser Degrelle revenir en Belgique — Première tentative de rapt par le colonel de Lovinfosse, en janvier 1946 — L'ordre écrit du Premier ministre Van Acker — Interdiction formelle de Spaak — L'expédition à Séville du juge Mélot — Nouvelle interdiction de Spaak — Tentative de rapt par les services spéciaux d'Israël — Les barbouzes du général de Gaulle à l'action — Dernier essai juif au départ d'Anvers — Les muselières de la Démocratie belge.

Q. — *Votre vie en Espagne a connu des périodes difficiles. On a tenté de vous kidnapper plusieurs fois ?*

R. — Pendant mon interminable séjour en Espagne, mes ennemis n'acceptèrent jamais, d'aucune façon — qui oserait encore le nier aujourd'hui ? — que je puisse revenir en Belgique, afin de m'expliquer devant des juges. J'ai réclamé sans cesse cette comparution.

Mais ce n'est pas une comparution que voulait le régime. Ce qu'il voulait, c'était avoir ma peau. Oui, il demandait au gouvernement espagnol que je sois extradé. Mais pourquoi ? Pourquoi me réclamait-il alors que j'étais complètement d'accord pour revenir de mon plein gré ? J'ai toujours été prêt à débarquer d'avion à Bruxelles. Je ne demandais qu'une chose, absolument naturelle tout de même : une explication loyale, un jugement honnête, qu'il fût prononcé en Cour d'assises, en Conseil de guerre ou même par le corps électoral.

A ce sujet, j'ai répété inlassablement : « Si vous voulez que ce

soit le peuple lui-même qui me juge, je reviens et je me présente à Bruxelles aux élections. Laissez-moi simplement mener pendant huit jours ma campagne électorale. Tuez-moi après si cela vous amuse tellement. Mais on aura vu entre-temps si le peuple belge, après nous avoir entendus, mes contradicteurs et moi, me donne raison ou non. »

Q. — *Là, comme on dit en France, vous poussiez le bouchon un peu loin. Mais du moins auriez-vous dû obtenir un jugement assorti de toutes les garanties légales accordées par la Constitution, à un accusé ?*

R. — Rien de tout cela, on l'imagine aisément. Les grands vaincus de 1940, les petits vainqueurs — et encore, par ricochet ! — de 1944, réclamaient mon extradition uniquement dans la mesure où ils seraient certains de pouvoir me mettre à mort, le bec clos, dès mon arrivée.

Jamais le gouvernement belge n'accepta que je sois jugé si je revenais volontairement à Bruxelles, ou si j'étais livré par Franco. Franco eût été d'accord pour accéder à mon extradition si un procès simplement décent avait été garanti. Pour les politiciens belgo-résistants de tous les bords, la seule chose qui importa fut de se refuser à tout appel judiciaire. Il fallait me faire périr aussitôt débarqué. Tous savaient très bien que si je pouvais m'expliquer devant un tribunal normal, ou devant le peuple, j'aurais raison. S'y prêter était, de leur part, impensable !

Q. — *En quoi consistait votre offre ?*

R. — Mon offre était on ne peut plus simple : un tribunal régulier, avec radio-diffusion complète des débats.

Si je n'avais été qu'une fripouille comme mes ennemis le prétendaient, la radio-diffusion — voire même la télévision — du procès n'eût pu que me démolir définitivement dans l'opinion publique. Le régime disposait de la totalité de la presse. Moi, je ne pouvais pas compter sur le plus maigre canard. Alors, que craignait-on ? Surtout qu'on allait avoir en plus, de toute façon, pour le dessert, le vif plaisir de me faire exécuter.

Pourtant, invariablement, ce fut non.

Après, on trouva qu'il serait plus simple de me rapter afin de me liquider sans explications déplaisantes.

Q. — *Vous rapter ?*

R. — Me rapter, mais oui ! En s'y reprenant à six fois. C'est toute une série de tentatives d'enlèvement qui furent montées. Certaines furent de véritables histoires de maffia.

Dès le premier hiver de l'après-guerre, on complota mon rapt à Saint-Sébastien même. Vous connaissez certainement cette tentative ; l'organisateur lui-même, le colonel de Lovinfosse, l'a rendue publique.

Q. — *Exact. Le colonel de Lovinfosse m'a confirmé qu'il avait organisé votre rapt huit mois après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, avec la complicité d'agents secrets français et espagnols. Tout était prêt et Lovinfosse avait obtenu l'accord écrit du Premier ministre belge Van Acker. Ordre qui fut annulé par le ministre Spaak, à la veille de l'opération !*

R. — Dieu sait pourtant si, en décembre 1945 et en janvier 1946, j'étais complètement à la portée des rapteurs !

Pour me souiller, on avait jeté aux foules d'abominables accusations de crimes de guerre, grossièrement mensongères. C'est à cause d'elles, précisément, que j'avais, à l'hôpital militaire de Saint-Sébastien, repoussé toutes les offres d'évasion qui m'avaient été faites, même en très haut lieu. En effet, si je m'étais enfui de mon hôpital, comme on me priait instamment de le faire, j'aurais eu l'air d'avoir déguerpi par crainte de mes accusateurs. Or, je voulais m'expliquer. C'est pour cela que je ne me suis pas évadé, alors que je pouvais parfaitement m'en aller.

Q. — *Dans quelles conditions viviez-vous dans votre hôpital ?*

R. — J'avais autour de moi quarante hommes de garde. Mais c'étaient des soldats espagnols ! Ils étaient là parce que l'exigeaient les Alliés. La nuit, tous dormaient dans les escaliers. A tel point qu'une nuit, je suis allé ramasser les fusils de tout le monde. Une autre nuit, passant par-dessus les quarante dormeurs, je me suis payé le luxe de sortir dans Saint-Sébastien, d'y aller dîner au restaurant et de m'y promener jusqu'à trois heures du matin.

J'eusse donc pu partir, mais je ne voulais pas partir.

Au début de janvier 1946, une fois terminés ses préparatifs, le colonel belge de Lovinfosse, officier supérieur belgo-britannique

des Services de Sécurité, tapissé de décorations, mais plutôt court politiquement, s'amena aux Pyrénées pour mener la première opération d'enlèvement. Elle était sans grand risque, puisque des complices espagnols à ses gages — à deux cent mille pesetas — avaient préparé mon transfert à la prison de Pampelune et avaient fixé l'endroit où l'auto, sous prétexte d'une panne, serait stoppée sur la route, à proximité de la localité de Lecumberri. Il avait été entendu que les gardiens ne se défendraient pas.

Même la cagoule à me passer sur le nez était prête. Lovinfosse lui-même l'a relaté dans ses explications.

Q. — *Alors, le ratage ?*

R. — L'enlèvement échoua dans des conditions grotesques, parce que, à la dernière minute, Spaak le fit interdire.

Pourtant cet enlèvement avait été ordonné par le Premier ministre belge en personne, M. Van Acker. La Sûreté française, prévenue officiellement à Paris, avait mis ses autos et ses meilleurs agents de Bordeaux à la disposition du colonel. Tous les documents belges et français l'établissant ont été publiés depuis lors par le colonel de Lovinfosse en personne. Ils sont aussi accablants qu'indiscutables : un Premier ministre belge, un colonel belge, la Sûreté française, ont voulu réaliser un rapt — mon rapt — dans la plus complète illégalité, à l'intérieur d'un pays étranger.

Q. — *Le gouvernement espagnol a tout de même fini par décréter votre expulsion ?*

R. — Ce ne fut pas tout à fait ainsi. Lorsque vraiment, quinze mois après mon amerrissage forcé, il ne lui fut plus possible de résister aux pressions belgo-anglo-américaines — les ambassadeurs du Royaume-Uni et des Etats-Unis harcelaient Franco verbalement et par écrit — le gouvernement espagnol concéda qu'on m'expulserait, avec la restriction mentale qu'on ne m'expulserait pas !

L'expulsion théorique eut donc lieu le 21 août 1946. Mais c'est un faux Degrelle qui fut conduit jusqu'à la frontière portugaise. Pendant ce temps-là, dans la voiture du comte de Mayalde, ambassadeur d'Espagne, maire de Madrid, et de sa femme, la très attachante duchesse de Pastrana, je filais vers le premier de mes refuges. Je possédais des papiers en ordre au nom de Juan Sanchiz, Polonais. Se doutant de ma pauvreté, Franco en personne avait glissé dans le document vingt-cinq mille pesetas, somme assez considérable alors. J'allais passer de cachette en cachette. Ceux

qui voulaient ma peau allaient me traquer pendant des dizaines d'années.

Q. — *Le juge belge Melot a raconté lui-même à la presse comment, en 1958, il monta à son tour un raid contre le refuge de Constantina où il avait découvert votre présence. On sait qu'il ne vous aimait pas. Le ministre de la Justice belge, sur l'instance très pressante de Spaak — une fois de plus — obligea ce magistrat à y renoncer. « J'ai été assez étonné, m'a déclaré le juge Melot, qu'on m'explique que le gouvernement belge n'était pas désireux de voir revenir Degrelle. »*

R. — Ce magistrat belge avait approuvé hautement la traque de ma famille en 1945. C'était un petit homme moustachu, physiquement assez raté, une de ses paupières tombant comme une figue morte. Il vint effectivement se balader à travers l'Andalousie afin de m'y trouver et de mettre au point mon enlèvement.

Résistant, il avait été promu juge à la Cour d'appel après la « Libération ». Il imagina de se signaler par un exploit à retardement. Tout fut bientôt mis à pied d'œuvre. Même quelques braves paras inoccupés avaient été embarqués dans cette croisade héroïque, d'autant plus bizarre qu'elle était menée en toute illégalité elle aussi, mais, cette fois, sous l'égide d'un magistrat !

L'avion dans lequel on m'embarquerait avait déjà atterri au champ d'aviation militaire de Séville, où Melot s'était assuré des complicités. Les lieux où je vivais avaient été filmés en mon absence ; le juge Melot avait présidé en personne, lui magistrat, à ces violations de domicile ! Tout était fin prêt.

Melot signala donc à l'ambassade de Belgique à Madrid que l'enlèvement allait être réalisé de façon imminente.

C'est alors que ce magistrat kidnappeur fut rappelé dare-dare à Bruxelles et sommé par le ministre de la Justice et par les plus hauts magistrats belges d'avoir à abandonner sur-le-champ cette opération d'enlèvement. Il dut rédiger et signer une renonciation en bonne et due forme, aussi pénible qu'humiliante. En muselant ce juge, c'est donc moi personnellement que Spaak libérait de ce danger ! Le magistrat l'a avoué lui-même piteusement. Je n'insisterai pas. Ce serait cruel.

Q. — *N'y eut-il pas aussi une autre tentative menée par des agents israéliens ?*

R. — Il y eut aussi, comment donc ! une tentative de rapt menée par des Juifs !

Ce fut la plus importante. Elle faillit bien réussir, n'ayant pas de Spaak paniquard pour la contrecarrer !

Cette opération n'avait ni rime ni raison. Je n'avais jamais, je vous l'ai dit, touché à un Juif. Le mouvement rexiste, avant 1940, était ouvert à tous ceux qui désiraient y entrer. J'ai même eu au Parlement belge un député rexiste, élu à Anvers, qui était juif ! Identité que, à la vérité, j'ignorais alors. Il s'appelait Hertzog.

Au fond, en Belgique, le problème des Juifs, avant 1938, n'existait guère. A cette date seulement nous connûmes nos premières appréhensions : ils arrivèrent en masse, en provenance d'Allemagne pour un tiers et de Pologne pour les deux autres tiers. Lorsque nous vîmes avec quelle rage leurs meneurs poussaient à l'empoignade européenne, alors nous les dénonçâmes dans nos journaux comme provocateurs de guerre, ce qu'en réalité ils étaient. Mais nous nous en tînmes, même dans leur cas, à la ligne pacifique de notre politique de neutralité.

Q. — *Pourquoi alors les Israéliens tentèrent-ils de vous rapter ?*

R. — Les Juifs tentèrent d'expliquer par la suite, dans l'ouvrage *Les vengeurs*, paru au Livre de Poche (1), que seul je connaissais la vérité sur le refuge de Borman, que je l'avais sauvé d'Italie, caché à Madrid, et expédié sain et sauf chez des amis en Amérique du sud ! Or je n'avais pas la plus mince idée sur ce qu'a pu devenir Borman après le décès d'Hitler le 30 avril 1945. Son compagnon de fuite, mon ami Arthur Axman, a expliqué qu'il était mort le lendemain du suicide du Führer en essayant de sortir de Berlin encerclé par les troupes des Soviets. En tout cas, en exil, je ne reçus jamais la moindre nouvelle le concernant.

Ça ne fait rien ; les Juifs avaient décidé de m'embarquer sur un bateau spécialement affrété. Celui-ci m'attendait le long de la côte espagnole de la Méditerranée. Le chef de l'opération d'enlèvement était le sous-directeur général de la Sûreté d'Israël, Zwy Aldouby.

Aldouby et son équipe pénétrèrent en Espagne, outillés et armés

(1) Ecrit par Michel Bar-Zohar, il fut d'abord publié par Fayard en 1968.

de façon formidable, financés pour moitié par une grande revue américaine, qui avait acheté à l'avance le récit de l'enlèvement. Là aussi, jolies mœurs ! Ça faisait très bien un reportage décrivant comment on s'empare par la violence d'un adversaire politique et comment on le conduit à la mort ! Il y a des gens en Amérique, et sans doute ailleurs, qui paient pour ça ! Et même très cher ! La vertu fait prime !

Q. — *Comment avez-vous échappé à cette nouvelle tentative ?*

R. — Mes amis à l'étranger étaient aussi dégourdis que ces aimables Israéliens. Depuis trois mois j'étais très exactement tenu au courant du projet. Un de mes informateurs s'était même assis, dans un restaurant de Lausanne, à trois mètres de la table où fut fixé définitivement le plan de mon rapt. J'ai su, à la minute, que le lendemain même les Israéliens partiraient. J'ai su le surlendemain qu'ils arrivaient aux Pyrénées catalanes.

Alors qu'ils se croyaient en train de gagner la partie, alors que déjà les lignes téléphoniques et électriques avaient été coupées autour de ma propriété de Constantina par deux complices communistes, et que tous les chiens du voisinage avaient été empoisonnés afin qu'il n'y eût point d'alerte, lorsque mes rapteurs sont arrivés au stade final, patatras ! la police espagnole, prévenue par mes soins, leur a sauté sur le râble !

Etre plus malin que les Juifs, ça fait plaisir !

Aldouby et ses hommes de main, coffrés au grand complet, se firent condamner par le Conseil de Guerre de Barcelone à huit ans et à dix ans de prison (1). Leur grande voiture Lincoln était pourvue dans le coffre arrière d'une sorte de cercueil avec appareil à narcotique : on m'y eût allongé sans ménagement excessif, jusqu'à ce que l'expédition eût atteint le navire qui était sous pression non loin de Malaga.

Une deuxième tentative fut montée par les Juifs, depuis Anvers. Les candidats rapteurs se firent pincer à Bilbao au moment même où ils débarquaient.

Une dernière tentative de rapt fut préparée par des barbouzes du général de Gaulle, cette fois-ci. Ce dernier détestait Spaak, socialiste qui s'opposait à son plan européen à tendance nationaliste. Sachant que je pourrais démolir politiquement son adversaire lors d'un grand débat en justice, de Gaulle combina de m'offrir au

(1) Le 10 août 1961.

gouvernement belge, à la condition, bien hypocrite, que je fisse l'objet d'un procès public, où il comptait bien que je mettrais en pièces l'adversaire redondant de ses projets ! Les rapteurs du glorieux général n'eurent pas plus de chance que leurs prédécesseurs belges ou israéliens. Ils se firent arrêter par la police espagnole sur le paillasson même de ma porte. Ils furent discrètement expulsés.

Depuis lors, nul ne s'est plus risqué à renouveler ces excursions.

Q. — *Pourquoi, à votre avis, ces tentatives de rapt, soigneusement montées, ratèrent-elles toutes l'une après l'autre ?*

R. — Pour des raisons très simples. D'abord, parce que je suis un chançard, protégé partout, toujours, par une baraka fidèle. Ensuite, parce que, pour me rapter, il eût fallu carrément risquer sa peau. Je n'étais pas homme à me laisser faire. Soixante-quinze combats rapprochés au Front de l'Est m'avaient donné de l'entraînement. Les rapteurs s'employèrent toujours à ne se hasarder à l'action qu'à l'abri de systèmes de protection très compliqués. Visiblement ils ne désiraient pas être descendus en essayant de me descendre.

Le fond de l'affaire, c'est, surtout que ces escadres vénales de gangsters au service de politiciens de basse police, ou de naïfs à la Lovinfosse, ne voulaient pas autre chose que mon sang. Parce qu'ils ne croyaient à rien de grand, ils n'ont personnellement rien risqué, et ils ont tout raté. J'ai toujours pu les braver parce que je possède ce qu'ils n'ont pas : la foi dans une grande cause.

Je ne me plains pas ; je les plains, eux, dont la vie n'aura été qu'un marais sans lueurs. Je trouve qu'on est mieux sur les cimes.

Q. — *Tout de même, la prescription allait vous apporter enfin le calme ?*

R. — Quel calme ? Lorsque, après vingt ans d'exil, arriva, en 1964, le moment de ma prescription légale, mes adversaires eussent pu, certes, prendre de petits airs détachés et laisser la loi s'appliquer. Mais la seule idée que, dégagé des effets de ma condamnation, j'allais pouvoir revenir à Bruxelles et haranguer les foules, cette seule perspective leur retourna à tous le sang. En toute hâte, ils improvisèrent une loi qui prolongerait de dix ans ma prescription.

Juridiquement, c'était une monstruosité. Prolonger les effets d'une condamnation, c'est l'aggraver, surtout lorsqu'il s'agit d'une peine prononcée presque un quart de siècle plus tôt.

Cette loi était tellement fabriquée à mon seul usage qu'on lui donna un nom latin : « Lex Degreliana ». A la vieille peine qu'un tribunal improvisé m'avait infligée en un quart d'heure, par contumace, en décembre 1944, elle ajoutait dix années de prescription supplémentaires pendant lesquelles je resterais muselé.

Q. — *Cette prolongation du délai de prescription vous concernant a été soumise au Parlement belge et votée par lui. « La loi peut changer pour un individu », m'a déclaré le juge Melot.*

R. — Dites ! vous vous représentez l'énormité de l'affirmation de ce magistrat : « La loi peut changer pour un individu ! » Comme si constitutionnellement la loi ne devait pas être la même pour tous les « individus » ! Inimaginable, un tel fanatisme ! Une violation si flagrante du Droit ! Et c'est un juge belge de la Cour d'Appel qui énonça cette extraordinaire incongruité juridique !

Restait, ultime ressort, une protestation au Tribunal européen de Strasbourg. Celui-ci s'est bien gardé de desserrer les dents, et de s'insurger contre cette abracadabrante « Lex Degreliana », ou de condamner la demi-douzaine de tentatives de rapt dont j'avais été l'objet, en violation de toutes les conventions internationales.

Ces pontifes solennels se sont lavés les mains, Ponce Pilate, cafards ressuscités au XXe siècle dans un peplum démocratique.

Q. — *Et au terme de cette prolongation de dix ans du délai de prescription de la condamnation qui vous frappait ?*

R. — En 1974, il n'y avait vraiment plus moyen de voter une Lex Degreliana de plus ! Alors quoi ! ce Degrelle allait quand même réapparaître ! Dans ce cas, à quoi avait-il servi d'interdire pendant trente ans la publication de ses livres et de terroriser ses éventuels éditeurs ! Les six tentatives de rapt n'auraient donc abouti qu'à cette impasse !...

Pour couper court à tout retour à Bruxelles, on ressuscita le jugment de 1944 qui, sans même qu'un dossier eût été constitué et qu'une défense eût pu me représenter, m'avait enlevé en un tournemain la nationalité belge, en violation de la constitution. Se basant sur ce chef-d'œuvre juridique, un arrêté-loi me proclama purement et simplement « étranger indésirable ». Moi qui étais alors député de Bruxelles en 1944 ! J'étais ainsi bloqué à vie au sud des Pyrénées ! Si j'essayais de revenir dans mon pays, on m'expulserait comme un malandrin international !

Q. — *Cet acharnement contre vous vous surprend-il ?*

R. — Ces mesures de persécution personnelle ?... Non ! Ces gens jouent leur jeu, le jeu d'ennemis à petits moyens.

Ils ne peuvent pas faire monter plus haut leur baromètre.

Pour eux, s'élever un peu plus haut que le ras du sol, est un acte insolent d'orgueil.

Qui se refuse à passer sa vie à patauger comme un crapaud dans le médiocre est un vaniteux et un ambitieux. Comme si la fierté de l'homme n'était pas de se surpasser !

Qui prétend dépasser l'idéal beefsteak-pommes de terre frites du Belge moyen est un mythomane ! Qui ne dit pas « amen », l'air farouchement convaincu, à toutes les palidonies et déprédations des forbans politiques d'hier et d'aujourd'hui est un profanateur et un menteur ! Utiliser contre eux le balai est un sacrilège. Seul l'usage de la brosse à reluire est louable.

Voilà plus d'un tiers de siècle que ces censeurs me ressassent la même litanie hypocrite.

Crime suprême : à les entendre dévider sans fin leurs rengaines, je ris, l'œil narquois, le verbe presque blasphématoire, au lieu de demander pardon à la Patrie et à l'Humanité, le nez dans la fange de mes péchés antidémocratiques.

Tout au plus, contre ces essaims vrombissants, je manie de temps à autre un chasse-mouches, presque symbolique. A le sentir siffler, les diptères politicailleurs s'éclipsent. Puis, infatigables, ils réapparaissent. Le chasse-mouches se rabattant sur eux, ils s'enfuient à nouveau. Leur agitation n'est qu'anecdotique. Je ne leur en veux pas. Dieu a créé pour quelque chose les insectes.

Q. — *Alors, pourquoi vous étonnez-vous de cet ostracisme contre vous ?*

R. — Qu'on m'ait généreusement adjugé des rotatives-locomotives de l'ami Hitler ou qu'on ait expliqué que, précédemment, j'avais été boxeur, ou soutier sur des charbonniers en Amérique du Sud, ces élucubrations n'ont jamais été de nature à m'effaroucher. Elles sont drôles. J'aime les portraits pittoresques.

Ce qui me surprend est distinct, c'est qu'après s'être acharnés pendant des dizaines d'années à me pourchasser ainsi, mes détracteurs stridents ne soient pas parvenus à liquider mon image de marque.

De celle des grands pachas démocratiques, si tapageusement glorifiés en 1945, qu'est-il resté ? Qui se souvient encore d'eux ?

Comment se fait-il, par contre, qu'on ne m'ait pas oublié ? Car le fait est là, on ne m'a pas oublié. On revient sur mon cas à chaque instant.

Jamais je n'ai vu autant de gens faire des milliers de kilomètres pour me rencontrer. Un ménage américain avec fils et fille s'est même amené de Los Angeles à Malaga pour me voir tout juste pendant une demi-journée. Des centaines de jeunes sacrifient le dernier sou de leurs économies pour passer une heure sur ma terrasse. Le problème pour moi n'est pas d'attirer les visiteurs mais de les contenir.

Q. — *Pourquoi vos livres sont-ils interdits en Belgique ?*

R. — L'interdiction d'imprimer mes livres, de les vendre, de les transporter reste farouchement en vigueur sur tout le territoire belge. Publier en Belgique une simple brochure de moi vaut, maintenant encore, aux éditeurs des condamnations à de longs mois de prison, et à des centaines de milliers de francs d'amende. Malgré cette incroyable répression, plus de deux cent mille de mes livres ont été vendus en cachette en quelques années, passant partout de main en main. On les polycopie. On paye certains d'entre eux à des prix fabuleux : neuf ou dix mille francs belges pour un exemplaire de l'édition originale de ma « *Cohue de 1940* » !

Mes œuvres sont traduites en de nombreuses langues. En Italie, en Allemagne, en Hollande, en Angleterre, au Portugal, en Argentine, aux Etats-Unis. Pourquoi ne traduit-on pas de même à l'étranger les mémoires de M. Pierlot, l'ex-Belge de Londres, l'ex-Premier ministre de 1940 à 1944, M. Pierre Lot comme tapent les dactylos françaises ?

Même si, nombreux, sont ceux qui ne comprennent encore rien à ce que fut ma vie, le public tout de même se rend compte de ce qu'a d'insolite ma survivance. Je devrais avoir disparu de l'esprit des hommes depuis longtemps. Que cela plaise ou non, je suis présent, plus que jamais, dans le souvenir des anciens, mais, plus encore, dans l'imagination des jeunes. Non seulement des jeunes d'Europe, mais des jeunes des Etats-Unis, du Canada, de l'Argentine, du Pérou, du Chili ! Mon nom est beaucoup plus connu à présent dans le monde qu'au temps des grands combats du Rexisme politique. Il est commenté dans tous les dictionnaires.

La vérité, c'est qu'il s'est créé un mythe (1).

(1) Le rabbin Abraham Cooper, directeur du centre Wiesenthal, a déclaré à la grande revue espagnole *Tiempo* : « *Léon Degrelle est coupable de pro-*

Contre lui les menteurs et les insulteurs ne peuvent plus rien. On ne chasse pas l'irradiation d'une épopée comme la fumée d'une cigarette. Tout ce qui se fit pour me liquider a été nul. Les condamnations sauvages, les tentatives de rapt ou d'assassinat, les décrets-lois d'aggravation de peine, les dénaturalisations, les interdictions draconiennes de mes écrits ont abouti tout juste à accroître la légende.

L'Histoire existe.

Un jour, elle jettera à la décharge publique les muselières de la « démocratie » belge.

---

mouvoir des idées nazies parmi les jeunes du monde entier. Nous allons le suivre de près et nous ferons en sorte qu'il paye sa faute ». (Numéro du 29 juillet 1985, p. 27).

CHAPITRE XXXVII

LES BELGES D'EN FACE

Q. — *Vous en voulez aux Belges ?*

R. — Le problème est beaucoup plus large. La Belgique n'a été qu'un pion, relativement peu important, sur l'immense échiquier de la Deuxième Guerre mondiale.

Nous, combattants du Front de l'Est, avions, dès 1943, dépassé irrévocablement l'étape des petits Etats-croupions, recroquevillés dans leur vanité régionale. C'est dire que nous regardions bien au-delà de l'étroit paysage belge.

Quels étaient les Européens qui comprenaient notre dessein ? Quels étaient ceux qui ne le comprenaient pas ? Tel était à nos yeux le vrai problème.

Mais qu'ils comprissent ou non, nous les regardions sans animosité. En politique, celui qui ne comprend pas aujourd'hui peut comprendre demain.

Pour ce qui était du cas limité de la Belgique, celle-ci, dans notre plan, n'était plus concevable qu'insérée dans un vaste ensemble européen, trois cent quarante fois plus vaste (sans parler de la Sibérie) que les 30 000 km² qui forment une sorte de banlieue élargie de la ville de Bruxelles.

Nous accordions à notre terre natale un intérêt privilégié, mais la création d'une véritable fédération européenne était pour nous le tout grand objectif final.

Que les courtes vues des Belges, qui souvent ne voyaient pas plus loin que leurs aspergeraies de Flandre et leurs fumoirs de

jambons d'Ardenne, aient parfois suscité notre énervement, ne changeait rien à nos sentiments. Nous comptions bien que notre victoire ferait sortir nos compatriotes de leur engourdissement, dessillerait leurs yeux, apporterait à leur génie industrieux les vastes épanouissements dont nous rêvions pour eux.

Q. — *En quoi les réactions des Belges après-guerre vous ont-elles particulièrement atteint ?*

R. — Ce qui nous a atteints plus que toutes les persécutions physiques, ce fut la hargne aveugle, ce fut de sentir que le peuple pour lequel nos milliers de morts du Front de l'Est avaient tout donné, n'avait saisi en rien la portée de ce terrible sacrifice. Beaucoup de Belges, pourtant, en 1940 — un Spaak en tête — avaient bel et bien cru que l'Allemagne tenait en main des possibilités presque certaines de l'emporter. Dans ce cas, comment alors la Belgique et même comment l'Europe occidentale eussent-elles maintenu la tête hors de l'eau sans l'effort tragique de notre jeunesse courue représenter nos peuples au Front de l'Est, afin d'assurer leurs droits ?...

De ce don, de cette immolation, on eût dû au moins tenir compte. C'est par idéal que nous avions lutté. En ce temps-là, que faisaient les autres, quelles étaient les préoccupations de l'immense majorité des Belges ? Ils trafiquaient. Les matières grasses ! Les pommes de terre ! Les boîtes de sardines ! Le boudin sacro-saint !

Si les Allemands avaient gagné la guerre, presque tous ces « occupés » eussent admis, la bouche en cœur, le grand Reich, le Führer, et tout le bataclan nazi ! N'ayez là-dessus aucune sorte de doute !

Q. — *Et ceux qui ont combattu dans le camp allié ?*

R. — Combien y en eut-il qui, ne partageant pas notre conception de l'Europe nouvelle, ont été rejoindre à Londres les rangs de ceux qui croyaient encore au prêchi-prêcha de la démocratie ?...

En France, toute la résistance armée, en juin 1944, n'atteignait même pas 1 % de la population, selon les déclarations catégoriques d'un Soustelle, collaborateur immédiat du général de Gaulle.

« Entre nous, disait ce dernier, sarcastique, la Résistance c'est un bluff qui a réussi ! » (1).

---

(1) Ces propos sont rapportés mot à mot par André Gillois, le super-gaulliste, dans son *Histoire secrète des Français de Londres.*

En Belgique, ce fut encore bien plus piteux : un Belge sur quatre mille lutta dans les rangs alliés !

Faites-vous-même le calcul : il y a eu 2 100 Belges en tout et pour tout en Angleterre dans la Brigade Piron, chargée de réunir les citoyens belges mobilisés dans le monde entier, et les résistants qui, du pays même, accouraient les rejoindre.

Des Etats-Unis il en vint une vingtaine. Du Canada, quatre. Du territoire national, on en attendait des fleuves : il n'en arriva qu'un ruisselet : 2 100 combattants belges à Londres ! Alors qu'il y eut deux divisions de volontaires flamands et wallons au Front de l'Est !

Deux mille cent ! Parmi neuf millions d'habitants, cela ne fait pas même un volontaire pour quatre mille Belges !

Oui ou non ?...

Q. — *Mais les « résistants » ?*

R. — Le tableau n'est guère plus exaltant. Leur nombre, en Belgique, était estimé à neuf mille en mai 1944. Ce qui n'empêcha pas, lorsque l'Allemand fut reparti, qu'ils apparussent à quelque trois cent mille, pétaradant sur des motos, brandissant de vieux flingots vengeurs, absolument inutiles alors, nationalement !

La vérité, c'est qu'à l'heure du danger, le peuple belge, presque unanimement, s'était recroquevillé sous sa carapace, ne risquant rien, attendant de voir comment la guerre allait tourner.

Aussi les peureux avaient-ils cru indispensable, à la fin d'août 1944, de jouer sans retard aux super-patriotes, afin de faire oublier leur frousse et leur inaction de quatre années.

Pour gonfler ces effectifs, il y eut également l'extraordinaire afflux des Belges — et des Français — qui avaient plus ou moins « collaboré ». Voyant la répression accourir vers eux, ils désiraient vivement se dédouaner au plus tôt. Ils étaient prêts à payer n'importe quel prix à n'importe qui pour se voir inscrits en dernière minute, ou, plus exactement, *après* la dernière minute sur une liste de « résistants ».

Q. — *Quel pouvait être l'intérêt de la Résistance à ces ralliements de dernière minute ?*

R. — Si cette distribution gigantesque de parapluies faisait l'affaire des ex-collabos, elle faisait, tout autant au moins, l'affaire des petits chefs, des petits groupes de résistants ou de pseudo-résistants. En gonflant leurs effectifs grâce à l'incorporation de ces paniqués

généreux, ils se voyaient convalidés comme officiers, avec la perspective de recevoir des traitements et des pensions bien supérieurs à ceux auxquels ils eussent pu prétendre lorsque leur contingent se limitait à quelques convaincus.

Vous comptiez dans votre groupuscule quinze ou vingt hommes ? Bon ! Vous étiez automatiquement reconnu par le nouveau pouvoir comme caporal, voire comme sergent. Vous en aviez cent sur votre liste ? Parfait : lieutenant ! Cinq cents ? Capitaine ! Mille ou deux mille ? Vous deveniez colonel ! Cette résistance d'après août 1944 a été une couveuse prodigieuse de dignitaires militaires de haute volée qui, huit jours plus tôt, n'eussent même pas pu, avec leurs effectifs maigrichons, constituer une équipe de football ou de rugby.

Un mois après, bardés de galons tout neufs, constellés d'étoiles, le regard fier et dominateur, ils remplissaient de leurs troupes de retardataires les vélodromes et les palais des sports chavirant d'émotion patriotique.

En Belgique comme en France, en une semaine, que de brillants colonels à la Malraux ! De généraux napoléoniens à la Chaban-Delmas ! Chacun, à lui seul, avait anéanti deux ou trois fois le IIIe Reich !

Ces pantalonnades de « résistants» post bellum, ou de Marius à la mitraillette tardive, émerveillés de ce qu'ils n'avaient pas fait, ont fini par exaspérer les vrais Résistants, ceux-là qui avaient vu périr au combat leurs camarades, ceux qui avaient cent fois risqué leur peau.

Q. — *L'acharnement d'une partie importante des Belges contre vous n'a-t-elle pas eu d'autres causes ?*

R. — Evidemment. Nous avions visé trop haut. La foule n'aime pas les précurseurs, surtout si le sort leur est contraire.

Les Belges ont incontestablement le sens des affaires.

Ils ont aussi le sens de la beauté : Van Dyck, Rubens, Jordaens, Roger de la Pasture, Patinir, le Maître de Flémalle et tant d'autres, jadis, les Permeke, les Opsomer, les James Ensor, les Servaes aujourd'hui, l'ont prouvé.

Par contre, jamais ils n'ont pu assimiler à de grands desseins politiques. Toute l'histoire des Belges est une lutte sordide de médiocres contre ceux qui étaient grands.

Ils ont abandonné leur plus admirable visionnaire politique, Charles le Téméraire. A sa mort, ils se sont jetés sur sa malheureuse fille, Marie de Bourgogne, ont coupé à la hache la tête de

ses conseillers sur la Grand-Place de Gand. Ils se sont révoltés contre l'Empereur Charles Quint, le plus célèbre des fils de la Flandre, qui faillit bien créer l'Europe au seizième siècle. Deux siècles plus tard, pour de misérables querelles sur la gabelle et sur la longueur des cierges, ils ont trahi leur prince naturel, Joseph II, le monarque le plus intelligent et le plus progressiste de son temps.

Voilà moins de cent ans, ils ont eu à leur tête un roi de génie : Léopold II. A son peuple, adonné à des labeurs étriqués, ce grand monarque avait ouvert un monde, apporté un Empire : le Congo. Il fut tellement incompris qu'il lui fallut mener cette énorme entreprise tout seul, la payer de sa poche pendant de nombreuses années. Avant de mourir, il fit cadeau à la Belgique de cette réalisation grandiose : il parvint à grand-peine à la faire accepter ! Lors de son enterrement, on le couvrit d'outrages : à trois mètres de son cercueil, devant la cathédrale Sainte-Gudule, on vendait à la criée d'affreuses chansons l'insultant, se moquant bassement de ses amours de vieillard. Le premier journal de l'époque, *Le Patriote,* consacra son article de fond, ce jour-là, à la récupération des vieux os ! Pas même les os du roi défunt, mais les os inutilisés des veaux et des moutons dont les Belges dégustaient les filets et les côtelettes !

Comment, alors, ce pays de petits avocats gonflés de vanité, de journalistes maniant la plume comme une pioche, de boutiquiers pointilleux calés derrière leurs étalages de ferblanterie, de pantoufles, ou de patates, comment eussent-ils compris en 1941 que l'univers était en train de faire sa mue ? que l'occasion historique de bâtir l'Europe était là, et qu'il nous était possible de nous y insérer, dans l'honneur et dans la grandeur ?...

Nous y risquer comme nous l'avons fait, c'était, en Belgique, tenter l'impossible. C'était vouloir faire remorquer le char de l'Europe par une bicyclette.

Q. — *Il n'y avait pas que de petits esprits en Belgique. Beaucoup de gens remarquables vous rejetaient dès avant 1940. Et bien plus encore, après ?*

R. — Si intelligents qu'ils fussent, ils étaient restés des petits Belges, pour qui l'extrême horizon du ciel c'était, à cent ou cent cinquante kilomètres, les poteaux frontières du Tournaisis ou de Moresnet.

Je vois encore leur panique lorsque j'ai expliqué au Palais des Sports en janvier 1943 qu'il fallait aller au-delà du passé, retrousser ses manches pour bâtir, nous aussi, une Europe qui, si nous renâclions, se passerait parfaitement de notre assentiment.

Nous, par contre, nous ne pourrions pas subsister après avoir fait bande à part.

Ou bien nous marcherions en tête, ou bien nous serions dépassés et liquidés.

Des hommes d'une superbe valeur intellectuelle et d'un vif patriotisme comme José Streel, ou comme Robert Poulet, étincelant, replièrent leur carquois. Seule à leurs yeux comptait la petite Belgique ! La restaurer comme elle était avant 1940 ! Alors que 1940 avait marqué la dégringolade de toutes les formules, et que seuls survivraient les pays qui se dépasseraient !

Même ces hommes-là, qui eussent dû comprendre, se rabattirent sur leurs amours micro-nationalistes.

Les peuples ne comprennent pas souvent à temps les grands desseins. Les Belges tout spécialement se complurent toujours dans la petitesse. Leur grand homme n'est pas pour rien Manneken Pis ; ils en sont fiers comme les Français de la Tour Eiffel.

Pour plaire aux Belges de 1940-1944, nous eussions dû avoir la taille et le débit de cet homoncule. Au lieu du mince filet qu'il éjectait, nous étions le Mississippi, l'Amazone : les Belges tremblaient à la pensée de s'y noyer !

Q. — *N'avez-vous pas le sentiment d'avoir commis de terribles erreurs politiques ?*

R. — Notre erreur a été de croire que la sincérité de nos convictions suffirait pour l'emporter. Nous avions tout tenté pour convaincre nos compatriotes. L'heure des grandes décisions sonnait au clocher des peuples. Il fallait désormais recourir internationalement à la force saine qui pousse en avant et qui, s'il le faut, impose les solutions qui peuvent sauver un pays en train de périr. La force n'est pas nécessairement la lèpre, la gale des nations. Elle peut être féconde, utile, et dans certains cas, indispensable. Elle est même aux yeux de l'Eglise une vertu. L'idéal eût été que les peuples eussent vu tout de suite où étaient leur intérêt et leur avenir. Si leurs yeux clignotaient, si leurs pas vacillaient, c'était au chef à voir pour eux, et à aller de l'avant à leur place.

Q. — *Vous regrettez donc de n'avoir pas employé la force, pour imposer vos conceptions ?*

R. — Aux époques molles, la longanimité peut s'admettre. Mais il n'empêche, tout ce qui s'est réalisé de grand dans le monde l'a été par des hommes forts qui prenaient leurs responsabilités. Alexandre

le Grand ne créa pas son empire euro-asiatique en offrant des paquerettes. Ni César en franchissant le Rubicon. Ni Bonaparte en ratant presque son dix-huit brumaire. L'unité de la France s'est faite à coups de bombardes. Celle de l'Espagne aussi. Il n'y aurait pas eu d'Empire allemand sans Sadowa et sans Sedan, ni d'Etats-Unis d'Amérique sans la guerre de Sécession. Même l'Italie moderne a perforé les murs de la Rome des Papes à coups de canon. Les forts doivent être le bouclier et la lance des faibles.

J'avais cru avant la guerre pouvoir faire triompher pacifiquement mes convictions. Nous pensions avoir une vie devant nous. Nous avons été pris de court. Les orages mondiaux se sont abattus ; l'Europe ne pouvait plus se faire que dans le combat. Celui-ci méritait d'être mené avec force et audace. Nous eussions bâti une Europe comblée en hommes, en matières premières, et par les plus hautes qualités de l'esprit.

Je regrette finalement d'avoir été trop légaliste, pensant que des années de labeur tranquille nous attendaient. Le monde, sans que nous le voyions bien, courait déjà à sa perte. J'eusse dû être inflexible et créer en Belgique, sans attendre, un pouvoir fort comme j'eusse pu parfaitement le faire lorsque le général Chardonne m'avait offert ses Chasseurs ardennais en octobre 1936. Ce pouvoir fort et durable eût remis à temps, politiquement, la Belgique sur ses pattes. Et, qui sait, il eût épargné à l'Occident, en 1939, le plongeon fatal.

Mon péché ne fut pas de n'avoir pas été assez démocrate avant 1940, mais de l'avoir trop été, d'avoir eu trop de considération pour des millions de borgnes.

L'Histoire déborde de grandes occasions mortes.

CHAPITRE XXXVIII

COMBATTANTS DES DEUX BORDS

Visites d'Anciens Combattants — La jeunesse vibrante — Les paras — « Où s'engage-t-on ? » — La rogne des faussaires — Les non-anciens combattants — Les prisonniers de guerre en Allemagne — Les Chanoines de Preslau — Les deux mille cent Belges de la brigade Piron — Trois morts pour dix mille Belges — Solidarité des vrais soldats — Le mortier des grands peuples.

Q. — *Résistants et anciens combattants belges n'ont jamais cessé de vous attaquer. Ils ont réclamé des autorités que vous soyez davantage pourchassé, qu'en tout cas, vos livres, vos disques, vos films et en général toute communication de votre pensée restent strictement interdits, bien que la Belgique ait signé la Convention des Droits de l'Homme. A quoi attribuez-vous un tel acharnement ?*

R. — D'abord, ne nous excitons pas et n'exagérons rien. Certains résistants ou anciens combattants belges font du tapage. Mais combien sont-ils ? Et que représentent-ils ? La plupart de ces chahuteurs sont des gauchistes qui ont servi Moscou dans la Résistance. Là nous sommes d'accord pour n'être pas d'accord.

Il faut leur adjoindre aussi le lot de fanfarons que je vous ai décrits et qui essaient de racheter par leur boucan actuel le peu de bruit qu'ils firent au temps de Hitler.

Quant aux Résistants patriotes et aux anciens combattants véritables, ils ne sont plus tous des ennemis, croyez-moi bien. En exil, je reçois la visite de nombre d'entre eux. Beaucoup sont devenus

des amis, spécialement ceux qui ont été les plus fermes Résistants. Ceux-là maintenant se sentent solidaires de nous en beaucoup de points. Le plus jeune des volontaires belges de Londres s'est converti en disciple. Un des principaux officiers supérieurs de l'armée belge, politiquement très connu, est venu à Malaga me dire sa sympathie. Nous avons déjeuné ensemble à ma maison comme si nous étions deux vieux compagnons du front. Nous luttions de deux côtés différents ? Mais nous risquions notre vie pour la même patrie. Entre hommes valeureux et idéalistes on finit souvent par s'entendre.

C'est ainsi que je n'ai pas été surpris en lisant dans *La Libre Belgique* une déclaration du colonel de Lovinfosse, celui-là qui voulut m'enlever en janvier 1946 à Saint-Sébastien, et qui concluait son récit de mon rapt raté par cet aveu : « Si c'était à refaire, je ne le referais plus ! » Comme les autres, il avait soupesé la sincérité des dons de soi et, aussi, la vanité de certains slogans politiques qui l'avaient attiré en face.

Phénomène tout nouveau : la jeune armée belge. Je suis assailli de visites, en civil, de jeunes officiers de l'après-guerre. Ils sont désireux d'y voir clair. Exactement comme les étudiants, garçons et filles, de l'Université de Bruxelles, ou de Louvain, ou de Liège, qui s'amènent chez moi en camionnettes, voire même en charter complet, comme au dernier Noël, tous curieux, posant mille questions.

Même affluence de jeunes intellectuels où brillent des professeurs d'universités, françaises, italiennes, américaines, âgés presque toujours de trente à trente-cinq ans.

Généralement, de but en blanc, je leur pose cette question : « Qu'est-ce qui vous a amenés à moi ? » La réponse est prompte : « Tous les mensonges qu'on nous a dits sur vous. »

Parmi les jeunes qui me font visite, abondent les « paras ». Mes évocations du Front de l'Est les font frémir. Si l'aventure était à recommencer demain, nombre d'entre eux me suivraient.

« Où s'engage-t-on ? » s'écrient-ils, rieurs et sérieux en même temps !

La jeunesse veut vivre. Mais mourir c'est aussi vivre quand on meurt noblement, quand on projette sa vie en la donnant. Tandis que vivre mochement, c'est mourir, mourir chaque jour, mourir dès le premier jour.

Q. — *Mais il y a les autres, tout de même ?*

R. — Evidemment, il y a les autres.

Ce furent avant tout les tueurs de Moscou d'après le 21 juillet 1941.

En dehors d'eux, il y a eu, très nombreux ceux-là, les trombones de la fausse résistance.

Les héros se multiplièrent alors à une cadence fantastique en Belgique et en France, aussi vite que nos poux anthropophages du Front russe.

Q. — *Comment expliquez-vous cette croissance « post bellum » ?*

R. — Cette multiplication prodigieuse, par trente, par quarante, des effectifs de la Résistance réelle est, à première vue, difficilement croyable.

D'abord, bien sûr, il y eut la troupe immense des couards, officieusement patriotes, qui attendirent prudemment, pelotonnés derrière leurs boîtes de conserves, que le dernier bruit de guerre se fût éteint pour se précipiter, véloces, vers les vainqueurs.

Ils sont, à plus de 90 %, des hâbleurs. Ils ont fait leur temps. Le public en rit lorsqu'aux cérémonies officielles ils paradent, avec leurs tartines, leurs flambeaux, engoncés parfois dans un uniforme de camp nazi, dans lequel, ayant trop grossi, ils éclatent.

Pour ces escrocs de la victoire, nos guerriers du Front de l'Est sont un reproche vivant. D'où la rogne de ces faussaires. Afin de leur laisser la gloire en monopole, nous eussions dû tous être fusillés en 1945 ! Si ce n'est plus possible, qu'au moins on nous force à nous taire !

Ils ne nous ont pas bien regardés. Fraternité avec les vrais Résistants, oui, de tout cœur ! Mais nous n'allons tout de même pas confondre la vraie Résistance patriotique et propre avec les cavalcades des farceurs haineux d'une résistance escroquée, au moment où l'Histoire les élimine.

Q. — *Avez-vous le même sentiment pour les anciens combattants de 1939-1945 ?*

R. — Là encore, il ne faut pas tout mêler.

Il y eut incontestablement des héros en 1940 à l'heure de résister par les armes à l'envahisseur allemand. Il y en eut. Et des héros magnifiques. Mais pourquoi ne pas dire la vérité ? Ils n'abondèrent pas.

Sans doute n'en eurent-ils pas l'occasion. En mai 1940, l'armée belge ne combattit guère. Au fort d'Eben-Emael, son bastion le plus puissant, assaillis par un ennemi très peu nombreux, deux mille officiers et soldats se rendirent sans presque résister. De Louvain à l'Escaut, on ne connut guère que le repli de centaines de milliers de militaires belges, sous la poussée de forces allemandes qui n'étaient pas particulièrement abondantes et qui ne disposaient même pas d'une seule division de chars lourds. A la Lys, parce qu'elle se trouva acculée à la mer, l'armée de Léopold III fit front. Elle résista pendant trois jours. La guerre belge de 1940 n'alla pas plus loin : sept mille morts en tout, c'est-à-dire à peu près un pour cent mobilisés. Historiquement, il est difficile de tracer une comparaison flatteuse avec les 51 000 morts belges de 1914-1918. Ni avec les milliers de volontaires flamands et wallons tombés au Front de l'Est et qui, eux, ont représenté quarante pour cent des effectifs engagés.

Le moral, généralement, était bas dans l'armée belge en 1940.

Il est pénible d'épiloguer là-dessus. Mais quel historien, s'il est sincère, oserait affirmer que les soldats belges et Français de la campagne de 1940 firent des excès de zèle ?...

Ils étaient dégoûtés, on le comprend, par la veulerie, la bêtise, la corruption des politiciens qui les avaient conduits en 1940 à une guerre inutile, à laquelle ils ne comprenaient rien. Parfois ils préférèrent lever les bras plutôt que de rouler sous les chaînes d'un char.

En France aussi, après Sedan, la débâcle avait été soudaine ; l'armée s'accrocha parfois avec beaucoup de courage à des positions improvisées, livra quelques combats héroïques. Mais la vague emporta tout, héros et froussards, très vite, jusqu'aux contreforts pyrénéens.

Sans chercher à outrager personne, on est bien obligé d'appeler un certain nombre d'anciens combattants de 1940 des Anciens Non-Combattants. C'est cruel, mais franchement, est-ce tout à fait inexact ? A quoi bon bluffer ? Un cinquième, au maximum, des soldats belges, hollandais ou français ont combattu vraiment en 1940.

Q. — *Il n'en reste pas moins que la plupart des soldats de 1940 ont passé cinq des plus belles années de leur vie dans des camps de prisonniers en Allemagne.*

R. — C'est exact, ils ont passé cinq ans comme prisonniers de guerre dans les camps et dans les champs allemands.

Mais, là encore, pas de littérature époustouflante !

Je sais bien qu'il est interdit de mettre en doute les gloires surfaites. Cela risque de faire redescendre de leur piédestal des pseudohéros qui, à la vérité, n'ont pas fait souvent d'étincelles !

Un nombre important de soldats belges et de soldats français prisonniers ont été pendant quatre ans, soyons francs, les véritables rois et seigneurs des villages allemands. Ils travaillaient sans se fouler dans des domaines agricoles. Le soir, ils prenaient le frais sur le pas de la porte comme des retraités. Ils nous émerveillaient toujours, nous combattants hâves du Front de l'Est, quand par hasard nous les croisions, gavés des excellents produits de leur ferme. Leurs colis de prisonniers leur assuraient dix mille francs supplémentaires chaque mois, au marché noir. Ils couchaient avec la patronne. Et pas seulement avec elle. Souvent c'était avec toutes les femmes de la maison et du voisinage. Les mâles locaux étaient au front. Les mâles étrangers étaient, malgré les interdits officiels, fortement appréciés. Les dames les trouvaient très dégourdis dans les circonvolutions du plaisir.

Baldur von Schirach, Gauleiter de Vienne, me conduisit un jour de décembre 1944 à une exploitation agricole de la banlieue où la mère, la fille et la tante attendaient chacune, en même temps, un enfant du même prisonnier français, Don Juan choyé et indiscuté de la métairie.

Lorsque, en compensation de l'envoi de travailleurs en Allemagne, Laval obtint de Hitler, au titre de la Relève, que trois cent mille prisonniers puissent être rejoints sur place par leurs épouses françaises, il n'y en eut que sept en tout qui demandèrent à bénéficier de cette mesure ! Laval lui-même me le raconta, à la fois souriant et stupéfait. Les 299 993 autres avaient préféré que leur Bobonne bien-aimée demeurât la Vestale lointaine du cher foyer, qu'on retrouverait après les grandes vacances de la guerre.

Q. — *Ce n'était pas le cas des officiers prisonniers ?*

R. — Beaucoup d'officiers belges, après la capitulation du 28 mai 1940, eussent pu sans grandes difficultés s'éclipser. En réalité, à peu près la moitié le firent. Pour aller à Londres ?... Ou pour jouer, pendant quatre ans, au pays, aux petits-bourgeois attentistes ?... Au centre de rassemblement des officiers belges prisonniers, à Anvers, on les laissait même, les premiers temps, retourner en paix, dans leur propre auto, à Bruxelles, afin d'y prendre un bain et se dérouiller. C'est dire que dans l'immense tohu-bohu de la capitulation ils eussent pu, par milliers, s'évanouir

et filer retrouver les Anglais. Sur trois mille qui disparurent alors, combien la Brigade Piron en récupéra-t-elle ? Trente ? Quarante ?...

Au moment du départ d'Anvers pour le Reich, certains officiers belges étaient en balade. A leur retour au camp, ils se précipitèrent comme des dératés pour rattraper les trains, louant des taxis, courant même jusqu'à Maastrich en territoire hollandais, tant ils craignaient, s'ils étaient portés absents, de perdre leurs droits à l'avancement dans la nouvelle armée qui, certainement, allait être formée sous l'égide des vainqueurs allemands.

Evidemment, après, au lieu des promotions rêvées il y eut l'internement. Ils étaient des militaires de carrière. On n'allait tout de même pas les envoyer en croisière aux Caraïbes.

Dans leurs camps, furent-ils maltraités ? Simplement mal nourris ?... Ecoutez, ici, plus qu'un autre, j'ai le droit de parler car j'ai été témoin, personnellement. Je me suis rendu moi-même au camp de Prenzlau où trois mille officiers belges étaient internés. On eût dit un Congrès de Chanoines. Des chanoines roses et gras. Ces officiers ont été les privilégiés de la guerre. Ils recevaient des colis de cinq organismes différents, nationaux et internationaux. Comblés de vivres de choix, comme aucun soldat du front de l'Est n'eût pu en rêver. Certains possédaient plus de cent kilos de vivres de réserves. J'en ai vu un, de mes yeux vu, qui en avait stocké 102 kilos ! Nombre d'entre eux fristouillaient dans leur chambrée d'internement jusqu'à huit repas par jour. Le reste du temps se répartissait entre les processions, à travers le camp, au son du « Tantum Ergo », la lecture des 25 000 bouquins de la bibliothèque de l'Ecole militaire, amenée de Bruxelles, et parfois, mais oui ! une active pédérastie.

Plusieurs, qui n'admettaient pas cette vie de satrapes alors que toute la jeunesse d'Europe combattait dans un camp ou dans l'autre, s'évadèrent héroïquement, se traînant parfois pendant des centaines de mètres, vite ensanglantés, dans les gros tuyaux des égouts. Mais combien furent-ils à risquer leur vie pour retrouver la bataille ? Et sont-ce exactement ceux-là qui ferraillent encore contre nous dans les gazettes ?...

Q. — *Y a-t-il eu des officiers belges prisonniers qui ont rejoint la Légion « Wallonie » ?*

R. — Certains nous rejoignirent, tel le major Hellebaut, chef d'Etat major de corps d'armée, brave entre tous, qui deviendrait le chef d'Etat-major très admiré de notre division, tel le colonel Franquignoul, tel le général Chardonne, le chef si populaire des « Chasseurs ardennais » et d'autres encore, de grade moins élevé,

dévorés tous par le désir de servir à nouveau, dans nos rangs, les intérêts de leur pays. Plus de cent se proposèrent.

Mais, dans l'ensemble, le club des cent kilos de Prenzlau fut assez terne, fabriqua davantage de graisse que de gloire.

Q. — *Avez-vous été en contact avec ces officiers prisonniers que vous traitez si mal ?*

R. — Je les ai rencontrés au printemps de 1944 dans leur camp, puis à l'ouest de Stettin dans la nature, à la fin de leur cure de santé, durant les derniers jours d'avril 1945. Libres déjà, ils charriaient sur les routes de la retraite des voitures d'enfant, débordantes de stocks de vivres. Ils suaient, s'épongeaient, s'affalaient parmi nos arrière-gardes de Waffen SS flamands et wallons. Les troupes russes qui nous talonnaient ramassèrent vite les plus gras d'entre eux : trente-trois généraux, cramoisis, déboutonnés, haletants, qu'ils ramenèrent dans une atmosphère d'épopée à Bruxelles via Moscou.

Alors seulement ils se reprirent à bomber le torse, à exiger des étoiles de plus, des chevrons de front, des brochettes de décorations, des indemnités d'invalidité, de grosses pensions de prisonniers et de retraités. La Belgique continue de leur allonger des milliards, à eux, aux veuves, aux ascendants, aux descendants, aux collatéraux, aux célèbres « ayants droit ». La guerre menée ainsi, c'est du nougat, c'est de la tarte.

Je n'en veux pas à tous ces braves militaires. Si la Belgique est capable de verser tant d'argent à tant de gens pour si peu de services rendus, c'est qu'elle est riche ! Je m'en réjouis. Bonne digestion à tous ! Mais qu'on ne nous parle plus, à propos de ces pachas tricolores, de hauts faits et de martyrs. Cela deviendrait facilement risible.

Q. — *Mais il n'y a pas eu que les militaires belges internés en Allemagne ; il y eut les Belges combattant dans les rangs alliés, la Brigade Piron.*

R. — Là encore, tout de suite, je répète mon admiration pour les adversaires qui ont été logiques, qui, croyant le contraire de ce que nous croyions, ont combattu pour ce qu'ils croyaient. A côté de 95 % d'anciens non-combattants, dont l'Histoire ne retiendra rien, et de trois douzaines de généraux de 1940-1945, confits en suif et en dévotion, il y a eu, parmi une masse de près de neuf millions de Belges scandaleusement amorphes, deux mille cent volontaires intrépides qui ont représenté avec honneur la Belgique, de 1941 à 1945, dans les rangs des Alliés.

Q. — *Vous confirmez le chiffre de deux mille cent ?*

R. — Exactement deux mille cent.

Là encore, pas de bobards. C'est strictement tout ce que le pseudo-gouvernement belge de Londres put jamais mobiliser. Or tous les jeunes Belges du Congo ainsi que ceux qui étaient éparpillés à travers l'univers avaient été appelés au service des armes.

De même que nos garçons coururent volontairement se battre pour leur pays au front de l'Est, où Flamands et Wallons constituèrent deux divisions fameuses, de même il eût été normal et même décent que de nombreux Belges anti-allemands, ou anti-fascistes, quittassent leur pays et allassent rejoindre à Londres les grands prêtres de leur religion.

Tous ces mobilisés belges du monde entier, et tous ces volontaires arrivés au long de quatre années, furent — à part des spécialistes de la marine et de l'aviation, enrégimentés directement dans l'armée anglaise — rassemblés au sein de la Brigade dite Piron.

Le résultat fut, c'est le moins que l'on puisse dire, extrêmement décevant.

J'aurais été très fier s'il y avait eu deux divisions belges aux côtés de Churchill comme nous en avions deux au front antisoviétique. C'eût été la preuve qu'un idéal de rechange existait. Ce n'est même pas des divisions qu'on eût dû réunir en Angleterre sous la houlette des Pierlot et des Spaak, mais des corps d'armée, surtout si étaient accourus aux guichets de conscription les innombrables Belges patriotards de cabarets et de plates-formes de tramways, qui vous expliquaient bruyamment, à Bruxelles ou à Liège, la façon dont il fallait battre Hitler ! Chacun d'eux eût dû voler à Londres. Il en vola fort peu, malgré toutes les facilités offertes à ces va-t-en guerre en pantoufles.

Le passage par les Pyrénées était facile ; un service d'accueil des Alliés fonctionnait à Madrid. Les traitements, dès la frontière, étaient assurés.

Tout cela suscita très peu de vocations. La Brigade Piron ne réunit jamais, à son apogée, que 2 800 soldats, dont sept cents n'étaient même pas des Belges mais des citoyens du Grand-Duché du Luxembourg.

Bref, deux mille cent volontaires belges chez les Alliés, au bout de quatre années de guerre, ça ne cassait vraiment rien.

Q. — Comment jugez-vous ces soldats belges de Londres ?

R. — Ceux qui sont morts pour la Belgique dans l'autre camp sont l'objet de notre profonde sympathie. Mais si l'on compare la geste des divisions wallonne et flamande du front de l'Est, la Brigade belge Piron eut un rôle militaire extrêmement modeste. Ses combats furent peu importants, sans résonance internationale. Pour toute la guerre, elle compta en tout quatre vingt-quatorze morts. Auxquels il faut ajouter quelques dizaines de marins et d'aviateurs tombés dans des unités britanniques. Honneur à ceux qui sacrifièrent ainsi leur vie, pour leur idéal et pour leur pays ! Mais qu'était-ce pour un peuple de neuf millions d'habitants ? Environ du *un pour cent mille !* Quelques morts par province ! C'est là tout ce que la Belgique patriotarde a pu offrir de 1941 à 1945 à la cause alliée! C'est presque humiliant.

Au front de l'Est, les volontaires wallons et flamands eurent cinq mille morts. Plus des dix neuvièmes de nos soldats (94 % exactement) furent blessés. Nous n'allons pas, vous le pensez bien, mettre dans les deux plateaux de la balance le sang des uns et le sang des autres. Si les Belges qui luttèrent du côté des Alliés furent très peu nombreux, nous n'en éprouvons que plus d'admiration pour ceux qui coururent à la bataille, dans les rangs de nos adversaires, tandis que tant de braillards se déshonoraient par leur lâcheté au pays occupé.

Les valeureux soldats de la Brigade Piron, les vrais Anciens combattants de 1940 et les Résistants qui n'étaient pas les affidés des Soviets savent parfaitement que eux et nous avons été les seuls à faire concorder courageusement les idéaux et les faits, alors que, pendant toute la guerre, des millions de trouillards se terraient chez eux, incapables de se sacrifier au service de leur pays.

Entre ces pleutres et nos soldats, pourquoi les vrais combattants belgo-alliés choisiraient-ils les pleutres ? Même si ces derniers ont joué hypocritement, mensongèrement, après 1944, aux sauveurs de la nation ! Les soldats sincères, les résistants sincères ont préféré, nombreux, nous tendre la main. Eux et nous, malgré tout ce qui nous a opposés, nous sommes en fait des camarades.

Q. — Et la politique des vainqueurs de 1945, comment la jugez-vous ?

R. — Politiquement, beaucoup de combattants de l'autre bord ont eu le temps depuis 1945 de constater que le communisme que nous combattions menaçait de plus en plus l'Europe. Il oblige actuellement chaque pays à sacrifier en armements des sommes absolument fabuleuses, avec l'espoir — ou l'illusion — de pouvoir, en cas de confrontation, contrer les Soviets pointant aujourd'hui sur l'Europe et sur l'Amérique leurs dizaines de milliers de missiles. Entre 1941 et 1945, tout eût été mille fois plus simple.

Les démocraties qui se sont alors liées sottement à Staline et lui ont livré la moitié de l'Europe, se décomposent depuis 1945, politiquement et socialement, pataugent dans une crise de plus en plus asphyxiante, sans lui trouver une solution quelconque, faute d'autorité.

Notre formule — un vrai chef porteur de la confiance de son peuple — était cent fois supérieure à l'impuissance, au lâchez-tout et à l'anarchie des régimes « démocratiques » d'aujourd'hui.

Sur le plan des idées, les vrais soldats d'en face doutent maintenant de plus en plus. Ils hésitent. Ils nous interrogent.

Pour le reste, tout est clair : avoir offert son sang avec courage et avec foi pour une cause élevée, dans quelque camp que ce fût, est toujours respectable. Ne pas l'admettre, c'est être moralement un demeuré.

Partout, c'est le sang, le sang pur, le sang des cœurs forts qui lie le mortier indestructible des grandes actions et des grands peuples.

CHAPITRE XXXIX

LE CHOMEUR DE L'EPOPEE

Degrelle vu par un capitaine de la RAF — Prêt encore au rendez-vous de l'Histoire — Ça vaut la peine — Récapitulation.

Q. — *M. Degrelle, avant de terminer, je voudrais vous citer une déclaration d'un de vos adversaires, de cet officier belge en uniforme américain qui avait lutté dans la RAF, puis dans les blindés, avant de devenir un correspondant de guerre allié : le capitaine Robert Francotte.*

Il a été le seul à être autorisé en 1945 par le gouvernement espagnol à vous interviewer à l'Hôpital Militaire de Saint-Sébastien pour l' « United Press » et pour Le Peuple, *alors le plus important journal socialiste de Belgique.*

Cet officier allié, je l'ai retrouvé. Il vit en Provence. Il ne vous a pas oublié. Il a beaucoup pensé à votre cas depuis votre longue entrevue. Il pense toujours que toute collaboration avec l'envahisseur allemand devait être refusée « quelles que fussent vos visions de l'après-guerre ». Mais il m'a tenu sur vous personnellement des propos auxquels je ne m'attendais guère mais que j'ai fidèlement enregistrés. Je n'ai pas à juger de leur bien-fondé. Je m'en tiens à mon rôle : j'interroge, je note, je cite, le public juge. Mais sans doute cette déclaration vous surprendra-t-elle, venant d'un de ces « soldats d'en face », dont vous parliez tout à l'heure.

« Degrelle, m'a dit le capitaine Francotte, était un personnage extraordinaire, qu'il est très difficile de cerner sans accepter de lui certaines qualités, sans lui rendre par exemple l'hommage d'un combattant à un combattant, qui a défendu ses opinions les armes à la main, et qui n'a jamais cédé sur le plan politique devant l'ennemi.

« Quant à l'homme, nous avons affaire à un personnage tout à fait fascinant qui aurait pu mettre au service de son pays et de l'Europe entière des qualités absolument étonnantes et qu'on ne retrouve plus chez les gens qui actuellement nous gouvernent. Je crois que si M. Degrelle avait eu les moyens de s'occuper de la question Europe, il l'eût fait avancer dans des conditions tout à fait étonnantes et il aurait entraîné les masses derrière lui, car c'était un champion des idées simples, il savait les faire comprendre au peuple, et il savait l'entraîner, ce peuple. Voilà ce que je pense de Degrelle. »

R. — Ce sont, certes, beaucoup de compliments. Et j'en suis « tout confusionné », comme disait un bon ami de Paris. Mais c'est vrai, ce salut venant d'un ancien combattant « d'en face », journaliste socialiste par-dessus le marché, me confirme davantage encore dans ma conviction que les idéalistes et les braves finissent toujours par se comprendre et s'estimer.

Q. — *Si c'était à refaire, recommenceriez-vous ce que vous avez entrepris et qui, finalement, s'est soldé pour vous par un échec ?*

R. — Dans la ligne de ce que fut mon idéal, oui. Mais pas selon les normes misérables des politiciens dégénérés d'aujourd'hui. Le pouvoir qui toujours m'intéressa n'a rien à voir avec les contorsions d'élus lilliputiens. Même si on me l'offrait sur un trône d'or massif, ce pouvoir au rabais je le refuserais. A quoi bon ? Ça raterait. Il n'existe pas un cas où le parlementarisme des bavards démagogues et des trafiquants n'ait pas raté. Que ce fût sous la République de Weimar, ou sous le Front Populaire de Léon Blum, ou sous le funèbre magistère, en Belgique, du fossoyeur modèle que fut M. Pierlot.

Pendant ma vie de chef politique et de soldat j'ai tout donné à mon peuple, avec la ferveur d'un amant. On m'a repoussé. J'en prends acte. A des récriminations vaines je préfère — au bord du « Mare Nostrum » qui nous donna la civilisation — la contempla-

tion de mes lauriers-roses, de mes hibiscus, de mes palmiers striant le ciel d'un bleu métallique. Un soleil apollonien me nourrit. Chaque matin, je glisse avec amour la plus douce de mes roses dans les lèvres de marbre de la déesse romaine qui protège ma terrasse et mes rêves. La beauté ! La beauté ! Elle embaume mes souvenirs. Elle maintient ma foi dans la destinée humaine. Mes poumons happent la vie, les parfums, la douceur du vent dans les arbres. Une grande passion m'illumine le cœur. Et Dieu m'habite.

Si, par miracle, le destin me refaisait signe un jour, oui, j'accourrais encore au rendez-vous, mais au rendez-vous des forgerons de peuples, des maîtres de vie, les seuls qui m'intéressent.

Q. — *Vivez-vous heureux ?*

R. — J'ai eu, dans la vie, ma lourde part de souffrances et de peines. Les affreuses prisons de 1940 m'ont pesé comme la plus dure des croix. En quatre ans de front russe, j'ai été au fin fond des pires épreuves qu'un être humain puisse soutenir. Après, on a fait périr mon frère, ma mère, mon père. Pendant quatorze ans je n'ai même pas su ce qu'étaient devenus mes enfants.

Mais de quoi me plaindrais-je ? J'ai voulu me remplir l'âme de grandeur. C'est une nourriture qui coûte cher. Je paye la note. Le bonheur que j'ai eu à suivre ma vocation, à me forger un haut destin, compense les plus cinglantes amertumes.

Je regarde, les yeux clairs, cette vie qui m'a donné un maximum de tourments et de joies. Je récapitule. Ça valait la peine. Je suis heureux. Mais oui, je suis heureux.

Q. — *L'exil vous pèse-t-il ?*

R. — Il m'a toujours pesé terriblement. J'éprouve une mélancolie étouffante à errer sans fin. Je regarde les Pyrénées, l'œil rêveur. Et je me sens des picotements au cœur quand je vois des photos du vieux château fort de Bouillon et des rives de ma Semois natale. Mais c'est personnel. Je sais faire face. La vie m'a tanné le caractère. Face au malheur il faut garder le regard hautain. Nous ne sommes des vaincus que lorsque notre âme est vaincue. L'infortune n'est qu'un incident.

La vraie souffrance de l'exil n'est pas là. Ce qui m'est dur, ce qui m'est cruel, c'est de sentir que les dizaines d'années pendant lesquelles j'eusse pu bâtir du grand s'effilochent, silencieuses et inutiles. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, j'avais trente-huit ans. Je portais en moi des forces tumultueuses, que je ne distinguais qu'imparfaitement. Elles gisent inertes au fond de ma solitude. Ce que j'eusse pu réaliser, pour moi et surtout pour les autres, m'a été interdit. L'exil m'a enterré vivant. Depuis 1945, je n'ai survécu qu'en hibernation.

Là est le vrai drame de mon exil : serrer contre mon cœur des possibilités incandescentes, étouffées sous une chape de plomb. J'étais fait pour créer. Depuis des dizaines d'années mes bras sont vides. Ne serai-je plus que le chômeur de l'épopée, aux outils brisés pour l'éternité ?...

Q. — *Dernière question : lorsque vous revoyez ce qu'a été votre vie, que ressentez-vous ?*

R. — Quand je récapitule ma vie, je n'éprouve qu'un sentiment. C'est un immense regret. Regret que nous n'ayons pas réussi. Regret que nous n'ayons pas pu modeler cet ensemble européen qui eût été le maître de l'univers pour toujours, qui eût assuré à la race blanche la grande domination universelle de l'ordre et de l'esprit. Quand nous voyons ce qui nous a succédé, ce que les longues années de victoire des autres ont apporté, cette anarchie, cette débandade du monde blanc, sa désertion à travers l'univers, quand nous observons, dans nos propres pays, la décomposition des mœurs, la chute de la patrie, la chute de la famille, la chute de la religion, la chute de l'ordre social, la chute de toute autorité, quand nous voyons l'appétit furibond de biens matériels qui dévore indistinctement les riches et les pauvres, les miséreux et les bons à rien, succédant à la grande flamme de l'idéal qui nous animait, eh bien ! vraiment, nous avions choisi le bon côté.

Abandonnés par une société inhumaine, des milliers de garçons et de jeunes filles, faits pour s'épanouir physiquement et moralement, ne sont plus souvent à cette heure que des drogués tristes au cœur vidé.

Des millions de chômeurs dressent leurs poings inutiles contre leurs faux dieux incapables.

La petite Europe d'aujourd'hui, ce Marché Commun (commun !) aux relents aigris de boutique sans air, ne peut pas donner le bonheur aux hommes. La société de consommation n'est plus une civilisation, elle est un dépotoir.

Surplombant cent cinquante Etats anarchiques, les dominant du haut de leur dictature économique, technique et politique, deux superpuissances se toisent, toutes fusées dehors, prêtes à tout faire sauter pour s'assurer, l'une ou l'autre, une hégémonie sans recours.

Les peuples ne sont plus, sur ce damier, que des jouets fragiles manipulés par les deux pirates rivaux.

Qui, qui peut dire que ses enfants, que lui-même ne seront pas, en une seconde, balayés un jour de toute existence et du mirifique confort sur lequel est perchée leur vie ?... Alors, à quoi celle-ci aura-t-elle servi ?...

Q. — *Et vous ? Vous ne regrettez rien ?*

R. — Face à cette faillite de l'après-guerre, pourquoi, nous, les vaincus provisoires, aurions-nous à courber la tête ! Au moins, dans l'énergie et la souffrance, avions-nous voulu quelque chose de grandiose ! Nous n'avons qu'un désir à cette heure, c'est que l'idéal qui brûla en nous renaisse rapidement dans le monde.

Avec toutes mes forces, jusqu'au dernier moment de mon existence, je lutterai pour que demeure vivant et exemplaire dans le cœur des jeunes ce que fut notre épopée, sa foi lumineuse, sa passion du don, jalonnée par le sacrifice de tant de nos camarades restés glacés dans les neiges de l'Est.

« Le sang des héros morts traversera l'Europe comme un fleuve de vie », m'étais-je écrié au cours de mon meeting de Paris, au Palais de Chaillot, en mars 1944, après Tcherkassy.

Aux pessimistes, l'idéalisme peut paraître démodé à cette heure.

Mais, sans lui, aucun redressement des peuples n'est possible. L'immolation des jeunes garçons tombés pour créer, charnellement, l'Europe, leurs vertus, leurs leçons prophétiques, un jour, j'en suis sûr, recréeront la vie. Peut-être sur nos tombeaux. Nous, les pionniers, ne connaîtrons-nous pas, sans doute, la Terre Promise. D'autres l'atteindront. L'Europe se redressera sur ses jambes flageolantes. La grandeur n'est jamais vaine. Elle apparaît rarement. Mais quand son feu jaillit, tôt ou tard il se ranime.

Tant qu'un idéaliste existe, le salut existe.

Les sots, les menteurs, les insulteurs n'auront qu'un temps. La médiocrité s'effondrera, s'étranglera dans sa petitesse. Alors le héros réapparaîtra, à cheval sur ses rêves. Des légions de jeunes se lèveront pour s'unir, dans la même foi, aux nouveaux bâtisseurs d'un univers juste, où les forces sociales feront équipe et où les forces morales revivifieront les peuples.

Unie enfin, matériellement, moralement, militairement et diplomatiquement, forte de la conjonction de ses trois éléments constitutifs — la civilisation occidentale, le moteur germanique et la réserve humaine slave — l'Europe renaîtra, mieux préparée, plus perspicace. Cette fois, on ne l'arrêtera plus comme en 1945.

Et voilà !

Je vous ai dit l'essentiel de ce que j'ai voulu réaliser, et de ce qu'a été mon combat.

Au service de ma foi, ma vie a été une épée. Elle est restée inflexible, dans la fortune comme dans l'infortune. Vous l'avez vue en pleine lumière.

Merci à vous, M. Jean-Michel Charlier, et à la Télévision Française, de m'avoir permis de la dresser sur le ciel de ma vie passée.

A tous, à travers le monde, mon salut de soldat, avec mon fraternel adieu !

A

B

C

TABLE DES MATIERES

DEUXIEME PARTIE

L'IMPOSSIBLE PAIX

TROISIEME PARTIE

L'EUROPE CONTRE LES SOVIETS

QUATRIEME PARTIE

LE PRIX DE LA DEFAITE

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 27 SEPTEMBRE 1985
SUR LES PRESSES DE
DOMINIQUE GUÉNIOT
IMPRIMEUR A LANGRES

DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 1985
N° D'ÉDITEUR : 68
N° D'IMPRIMEUR : 1316

Journaliste et historien, Jean-Michel CHARLIER a réalisé depuis quinze ans, à travers le monde, pour la Télévision française et de nombreuses télévisions étrangères, près de cinquante heures de grandes enquêtes particulièrement épineuses. Tous les téléspectateurs se souviennent de sa série « DOSSIERS NOIRS », sur F.R.3 ou de ses « GRANDES ENQUÊTES DE T.F.1 », et pour ne parler que des séries les plus récentes, des cinq heures qu'il a consacrées à la Mafia sicilienne et américaine, ou des huit heures de « L'HISTOIRE SECRÈTE DU PÉTROLE » diffusées par T.F.1, en mai 1985.

En 1976, Jean-Michel CHARLIER fut très officiellement chargé par la Télévision française de réaliser un portrait en deux volets de Léon DEGRELLE, dernier des « Volksführer » nommés par HITLER et qui soit encore vivant aujourd'hui.

Bien que ses mandants et que les très nombreux spectateurs de tous bords et de toutes opinions, qui ont vu, en privé, ces deux émissions, se soient unanimement accordés à en reconnaître la haute qualité et la rigoureuse et impartiale objectivité, elles n'ont jamais été diffusées que par des chaînes étrangères et restent – sans doute à jamais – enfouies dans les oubliettes de la Télévision française.

Pourquoi ? Parce qu'à près de quatre-vingts ans, Léon DEGRELLE CONTINUE À FAIRE PEUR. Il sait trop de choses sur les dessous sordides de l'époque de l'immédiate avant-guerre et de la Seconde Guerre mondiale, et détient des documents accablants sur l'attitude réelle des milieux politiques, industriels et financiers belges et français vis-à-vis des Nazis. Et pas seulement en pays occupés.

C'est pour cette raison que, par deux fois, le Ministre belge Spaak a empêché des Résistants de kidnapper Degrelle, en Espagne, pour le ramener devant les tribunaux de son pays.

C'est pour cette raison que tous les livres publiés par Léon DEGRELLE lui-même ou par des historiens, pourtant peu suspects de sympathie mais impartiaux à son égard, ont été interdits ou saisis.

C'est pour cette raison qu'au mépris des règles les plus fondamentales du Droit, Léon DEGRELLE – ET LUI SEUL ! – a vu le délai légal de prescription de sa peine prolongé par deux fois, sans qu'il lui soit possible de présenter le moindre recours ou la moindre défense.

Pour cette raison enfin, que toutes les émissions de télévision réalisées OBJECTIVEMENT sur lui et notamment par la R.T.B.F. (Radio Télévision Belge de langue française) et par Jean-Michel CHARLIER ont été interdites d'antenne.

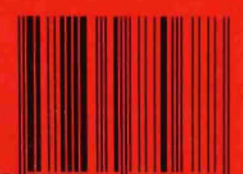
Et tout ceci, au temps où tous les pays occidentaux ont ratifié les traités sur les Droits de l'Homme et les accords d'Helsinki, qui garantissent la liberté d'opinion et la libre circulation des personnes, des idées et des écrits.

Voilà pourquoi, après dix ans de refus, Jean-Michel CHARLIER a fini par céder aux demandes de plus en plus nombreuses de ceux qui le pressaient de publier le texte de ses interviews de DEGRELLE.

En laissant au lecteur de bonne foi la liberté d'exercer son sens critique et de trancher, en toute connaissance de cause.

Pourquoi un tel raffut autour de la récente « Affaire Manouchian » et un tel silence de plomb autour de ce dossier censuré ?

Jean Picollec



Couverture réalisée
par Mario Valente (agence Equinoxe)
et photo de Léon Degrelle, prise au cours
du meeting de Lombeek, 1938
© de Schutter

ISBN : 2-86477-068-7

130 F